

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 23/11/2020

N° : 2020/186

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020

FINANCES, BUDGET, PATRIMOINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE	P. 4
STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENTREPRISES, COMMERCE, RELANCE.	P. 60
INNOVATION, VILLE INTELLIGENTE, ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, SANTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	P. 83
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE.	P. 97
COHÉRENCE TERRITORIALE, PLANIFICATION, POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AMÉNAGEMENT.	P. 113
COHÉSION SOCIALE, HABITAT, LOGEMENT.	P. 207
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, CYCLE DE L'EAU, MER ET LITTORAL.	P. 229
PATRIMOINE NATUREL, AGRICULTURE, VITICULTURE, RURALITÉ.	P. 273
ATTRACTIVITÉ, TOURISME, INTERNATIONAL, CULTURE, SPORTS, GRANDS ÉVÉNEMENTS.	P. 283

↳ Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

FINANCES, BUDGET, PATRIMOINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE	P. 296
STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENTREPRISES, COMMERCE, RELANCE.	P. 372
INNOVATION, VILLE INTELLIGENTE, ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, SANTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	P. 376
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE.	P. 377
COHÉRENCE TERRITORIALE, PLANIFICATION, POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AMÉNAGEMENT.	P. 388
COHÉSION SOCIALE, HABITAT, LOGEMENT.	P. 459
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, CYCLE DE L'EAU, MER ET LITTORAL.	P. 462
PATRIMOINE NATUREL, AGRICULTURE, VITICULTURE, RURALITÉ.	P. 494
ATTRACTIVITÉ, TOURISME, INTERNATIONAL, CULTURE, SPORTS, GRANDS ÉVÉNEMENTS.	P. 497

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 15 OCTOBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Bureau de la Métropole

15 OCTOBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 16 octobre 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Frédéric GUINIERI - Nicolas ISNARD - Sophie JOISSAINS - Didier KHELFA - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Emmanuelle CHARAFE représentée par David GALTIER - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Sophie JOISSAINS.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Olivier FRÉGEAC - Jean-Pascal GOURNES - Eric LE DISSÈS.

***Commission "Finances, Budget,
patrimoine et administration
générale"***

FBPA 001-8422/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux dénommée Boulevard des Dames B située 25 B Boulevard des Dames à Marseille (2^e arrondissement) - Abrogation de la délibération n° FAG 015-7178/19/BM
MET 20/16102/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration portée par la SA HLM 3F Sud de 14 logements sociaux « Boulevard des Dames B » située 25 B Boulevard des Dames à Marseille (2^e arrondissement).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré, le 19 décembre 2019, pour l'octroi de sa garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 96674 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante, ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 109167 a été signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

L'opération, d'un montant total de 2 228 960 euros, est financée par un emprunt de 2 187 960 euros. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 984 582 euros et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 203 378 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 015-7178/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames B située 25 B Boulevard des Dames à Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 109167 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 2 187 960 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames B à Marseille.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 015-7178/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 187 960 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 109167.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames B située 25 B Boulevard des Dames à Marseille.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 002-8423/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux dénommée Boulevard des Dames A située 25 A Boulevard des Dames à Marseille (2^e arrondissement) - Abrogation de la délibération n° FAG 016-7179/19/BM
MET 20/16105/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux « Boulevard des Dames A » située 25 A Boulevard des Dames à Marseille (2^e arrondissement).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 19 décembre 2019 pour l'approbation de la garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 96607 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 109172 a été signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Portée par la SA HLM 3F Sud, l'opération d'un montant total de 1 001 620 euros est financée par un

emprunt de 1 001 620 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 450 729 euros et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 550 891 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 016-7179/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames A située 25 A Boulevard des Dames à Marseille ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 109172 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 1 001 620 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames A à Marseille.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 016-7179/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 001 620 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 109172.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames A située 25 A Boulevard des Dames à Marseille.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 003-8424/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 11 Place Brossolette à Marseille (4e arrondissement)
MET 20/16019/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 11 Place Brossolette à Marseille (4e arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, l'opération d'un montant total de 149 640 euros est financée par un emprunt de 78 760 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 35 442 euros et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 43 318 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107254 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 78 760 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 78 760 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat

et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107254.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 11 Place Brossolette à Marseille (4e arrondissement).

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 004-8425/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux située 12 rue Gérando à Marseille (5e arrondissement)
MET 20/16017/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements locatifs sociaux située 12 rue Gérando à Marseille (5e arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, l'opération d'un montant total de 428 012 euros est financée par un emprunt de 150 067 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 67 530,15 euros et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 82 536,85 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107223 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 150 067 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la

Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 150 067 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107223.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements locatifs sociaux située 12 rue Gérande à Marseille (5e arrondissement).

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 005-8426/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille (9e arrondissement) - Abrogation de la délibération n° FAG 026-7189/19/BM
MET 20/16034/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme d'un logement social située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille (9e arrondissement).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré, le 19 décembre 2019, pour octroyer sa garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 98477 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 111480 a été signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

L'opération, d'un montant total de 144 551 euros, est financée par un emprunt de 66 201 euros. L'obtention

de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 36 410,55 euros et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 29 790,45 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 026-7189/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social dénommée Pugette située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de prêt N° 111480 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 66 201 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 026-7189/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 66 201 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 111480.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille (9e arrondissement).

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 006-8427/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de l'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Pareyraou Tranche 1 située 269 Chemin du Pareyraou à La Ciotat
MET 20/16021/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Pareyraou Tranche 1 située 269 Chemin du Pareyraou à La Ciotat.

Portée par la SA HLM Erilia, l'opération d'un montant total de 1 663 190 euros est financée par un emprunt de 1 223 991 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 550 795,95 euros, et de la commune de La Ciotat, co-garante, à hauteur de 55 % soit 673 195,05 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 104910 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 1 223 991 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux à La Ciotat.
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Erilia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 223 991 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 104910.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Pareyraou Tranche 1 située 269 Chemin du Pareyraou à La Ciotat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et

aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 007-8428/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de l'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Pareyraou Tranche 2 située 269 Chemin du Pareyraou à La Ciotat MET 20/16022/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Pareyraou Tranche 2 située 269 Chemin du Pareyraou à La Ciotat.

Portée par la SA HLM Erilia, l'opération d'un montant total de 776 534 euros est financée par un emprunt de 606 134 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 272 760,30 euros et de la commune de La Ciotat, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 333 373,70 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 107043 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 606 134 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs locatifs sociaux à La Ciotat.
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Erilia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 606 134 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 107043.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Pareyraou Tranche 2 située 269 Chemin du Pareyraou à La Ciotat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé, concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 008-8429/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Fernand Gassion située 14 Rue Fernand Gassion à La Ciotat
MET 20/16035/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Fernand Gassion située 14 Rue Fernand Gassion à La Ciotat.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 1 143 660 euros est financée par un emprunt de 1 101 060 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 495 477 euros et de la commune de La Ciotat, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 605 583 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 104891 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 101 060 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux à La Ciotat.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 101 060 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 104891.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements dénommée Fernand Gassion située 14 Rue Fernand Gassion à La Ciotat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 009-8430/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux dénommée Sol'R La Campanelle PLS située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat - Abrogation de la délibération n° FAG 029-7192/19/BM MET 20/16106/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA par la SA HLM 3F Sud de 13 logements sociaux « Sol'R La Campanelle PLS » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré, le 19 décembre 2019, pour l'approbation de la garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 97175 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante, ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 109163 a été signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

L'opération, d'un montant total de 2 240 188 euros, est financée par un emprunt de 1 828 188 euros. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %,

soit 1 005 503,40 euros et de la commune de La Ciotat, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 822 684,60 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 029-7192/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux Sol'R La Campanelle PLS située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 109163 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 1 828 188 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux Sol'R La Campanelle PLS à La Ciotat.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 029-7192/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 828 188 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 109163.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux Sol'R La Campanelle PLS située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 010-8431/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux dénommée Sol'R La Campanelle PLUS-PLAI située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat - Abrogation de la délibération n° FAG 030-7193/19/BM

MET 20/16108/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA portée par la SA HLM 3F Sud, de 50 logements sociaux « Sol'R La Campanelle » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré, le 19 décembre 2019, pour octroyer sa garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 97154 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 109171 a été signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

L'opération, d'un montant total de 8 220 354 euros, est financée par un emprunt de 7 653 353 euros. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 4 209 344,15 euros et de la commune de La Ciotat, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 3 444 008,85 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 030-7193/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux Sol'R La Campanelle située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 109171 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 7 653 353 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux Sol'R La Campanelle à La Ciotat.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 030-7193/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 653 353 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 109171.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux Sol'R La Campanelle située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à

réserve de réserve seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 011-8432/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 27 logements sociaux dénommée Victoria Park située Avenue du 8 Mai 1945 à Marignane**
MET 20/16109/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 27 logements sociaux dénommée Victoria Park située Avenue du 8 Mai 1945 à Marignane.

Portée par la SA HLM 3F Sud, l'opération d'un montant total de 3 627 203 euros est financée par un emprunt de 3 243 803 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 1 459 711,35 euros et de la commune de Marignane, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 784 091,65 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107576 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 3 243 803 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 27 logements sociaux à Marignane.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 243 803 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107576.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 27 logements dénommée Victoria Park située Avenue du 8 Mai 1945 à Marignane.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 012-8433/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Le Belmont située 2875 Route de Galice à Aix-en-Provence
MET 20/16033/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Le Belmont située 2875 Route de Galice à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 3 139 665 euros est financée par un emprunt de 2 119 104 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 165 507,20 euros et de la commune d'Aix-en-Provence, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 953 596,80 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 105795 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 119 104 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération

d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux à Aix-en-Provence.

- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 119 104 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 105795.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements dénommée Le Belmont située 2875 Route de Galice à Aix-en-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont

exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 013-8434/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux dénommée Rue Lemée située 31 rue Lemée à Trets MET 20/16024/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux dénommée Rue Lemée située 31 rue Lemée à Trets.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, l'opération d'un montant total de 552 000 euros est financée par un emprunt de 444 831 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %,

soit 244 657,05 euros et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 200 173,95 euros.

La SA HLM Grand Delta Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107262 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 444 831 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de l'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux à Trets.
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 444 831 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107262.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 6 logements dénommée Rue Lemée située 31 rue Lemée à Trets.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 014-8435/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux dénommée "Rue du 1er mai" située 18 rue du 1er mai à Trets**
MET 20/16025/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux dénommée Rue du 1er Mai située 18 rue du 1er Mai.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, l'opération d'un montant total de 236 535 euros est financée par un emprunt de 181 144 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 99 629,20 euros et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 81 514,80 euros.

La SA HLM Grand Delta Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107750 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 181 144 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de l'acquisition et l'amélioration de 3 logements sociaux à Trets.
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 181 144 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107750.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements dénommée Rue du 1er Mai située 18 rue du 1er Mai à Trets.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 015-8436/20/BM

■ Réitération d'une garantie d'emprunt à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour le financement de l'opération d'aménagement " Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière" à Trets MET 20/16114/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement d'investissements structurants. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

La réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC de la Burlière » a été confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires le 29 septembre 2010 en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme. Cette opération a pour objectif de permettre l'implantation d'entreprises en aménageant 23 hectares au cœur de la Haute Vallée de l'Arc, en continuité des pôles d'activités industriels et technologiques existants tels que Rousset, Peynier et Fuveau.

Le contrat de concession signé le 21 octobre 2010 a fait l'objet de 2 avenants afin d'ajuster le périmètre d'aménagement et la participation du concédant. Sa durée initiale de 10 ans a également été prolongée par l'avenant n°1 pour une durée supplémentaire de 5 ans, soit 15 ans au total pour une fin au 22 octobre 2025.

Pour assurer le financement de cette opération, la SPLA Pays d'Aix Territoires a contracté en 2015 un emprunt d'un montant de 8 050 000 euros auprès de la Lyonnaise de Banque pour une durée de 5 ans. Cet emprunt, conformément à l'article 28.8 de la concession d'aménagement, a été garanti à hauteur de 80 % par la Collectivité par délibération du 12 novembre 2015. La dernière échéance du remboursement de cet emprunt est prévue le 15 octobre 2020.

Cependant, alors que pour la partie travaux, l'ensemble des 43 lots sont viabilisés et la partie commercialisation validée à 90 % avec 13 lots vendus et 26 lots en promesse de vente, la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du 8 juillet 2020 a émis un avis défavorable, ce qui compromet les ventes pour l'année 2020 et de fait le remboursement de la dernière échéance de l'emprunt

contracté pour la réalisation de cette opération d'aménagement.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a donc sollicité la Lyonnaise de Banque, qui a accepté, de proroger la durée de l'emprunt de 3 ans, soit une fin au 15 octobre 2023.

Compte tenu que ce prêt était initialement garanti, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la SPLA Pays d'Aix Territoires pour réitérer son engagement de garantie.

Les caractéristiques financières proposées par la Lyonnaise de Banque sont les suivantes :

- Capital restant dû : 2 950 000 euros
- Dernière échéance : 15 octobre 2023
- Taux d'intérêt : 0,96 %
- Paiement des intérêts annuels au 15 octobre de chaque année
- Frais d'établissement de l'avenant : 7 500 euros

L'obtention de cette prorogation de prêt est conditionnée par la réitération de la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % sur toute la durée du prêt.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des états financiers approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération 2010_B432 du 29 septembre 2010 approuvant la passation d'un contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération 2013_B532 du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n° 1 relatif à l'extension du périmètre de la concession ;
- La délibération 2015_B353 du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 2 relatif à l'augmentation de la participation du concédant ;
- La délibération 2015_A237 du 12 novembre 2015 approuvant la garantie d'emprunt d'un montant de 6 440 000 euros à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement de la « ZAC de la Burlière » à Trets ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SPLA Pays d'Aix Territoires réalise l'opération d'aménagement « ZAC de la Burlière » à Trets.
- Que pour ce faire, il est nécessaire à la SPLA Pays d'Aix Territoires de proroger de 3 ans l'emprunt de 8 050 000 euros contracté auprès de la Lyonnaise de Banque.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de proroger de 3 ans la garantie d'emprunt accordée le 12 novembre 2015 à la SPLA Pays d'Aix Territoires.
- Qu'il convient dès lors de conclure un avenant à la convention de garantie d'emprunt initiale conclue entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille Provence réitère sa garantie, à hauteur de 80 %, pour le remboursement du capital restant dû, soit 2 950 000 euros, du prêt initial d'un montant de 8 050 000 euros souscrit par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès de la Lyonnaise de Banque.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières de l'avenant à contracter par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès de la Lyonnaise de Banque comme suit :

- Capital restant dû : 2 950 000 euros
- Dernière échéance : 15 octobre 2023
- Taux d'intérêt : 0,96 %
- Paiement des intérêts annuels au 15 octobre de chaque année
- Frais d'établissement de l'avenant : 7 500 euros

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SPLA Pays d'Aix Territoires dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SPLA Pays d'Aix Territoires serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Lyonnaise de Banque, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 4 :

Est approuvée l'avenant à la convention de garantie d'emprunt ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer l'avenant au contrat de prêt qui sera passé entre la Lyonnaise de Banque et la SPLA Pays d'Aix Territoires, l'avenant à la convention de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 016-8437/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Montauray située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air MET 20/16031/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Montauray située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 2 903 805 euros est financée par un emprunt de 2 171 134 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 977 010,30 euros et de la commune de Bouc-Bel-Air, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 194 123,70 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106789 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 171 134 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements collectifs locatifs sociaux à Bouc-Bel-Air.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 171 134 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106789.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée Montauray située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 017-8438/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 28 logements sociaux dénommée La Chaumière située 5 Rue Hector Berlioz à La Roque d'Anthéron MET 20/16032/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 28 logements sociaux dénommée La Chaumière située 5 Rue Hector Berlioz à La Roque d'Anthéron.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 180 000 euros est financée par un emprunt de 180 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 99 000 euros et de la commune de La Roque d'Anthéron, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 81 000 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106739 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 180 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 28 logements sociaux à La Roque d'Anthéron.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 180 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106739.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 28 logements dénommée La Chaumière située 5 Rue Hector Berlioz à La Roque d'Anthéron.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 018-8439/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne MET 20/16101/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, l'opération d'un montant total de 4 463 823 euros est financée par un emprunt de 3 644 380 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 2 004 409 euros et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 1 639 971 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107559 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 3 644 380 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux à Gardanne.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 644 380 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107559.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 019-8440/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée Ilot Viougues PLUS-PLAI située Ancienne route de Salon à Pélissanne
MET 20/16098/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée Ilot Viougues PLUS-PLAI située Ancienne route de Salon à Pélissanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, l'opération d'un montant total de 1 594 587 euros est financée par un emprunt de 1 456 388 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 801 013,40 euros et de la commune de Pélissanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 655 374,60 euros.

La SA HLM 3F Sud, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 109746 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 1 456 388 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Pélissanne.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 456 388 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 109746.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements dénommée Ilot Viougues PLUS-PLAI située Ancienne route de Salon à Pélissanne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 020-8441/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée Ilot Viougues PLS située Ancienne route de Salon à Pélissanne
MET 20/16100/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée Ilot Viougues PLS située Ancienne route de Salon à Pélissanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, l'opération d'un montant total de 471 067 euros est financée par un emprunt de 341 567 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 187 681,85 euros et de la commune de Pélissanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 153 705,15 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107564 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 341 567 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux à Pélissanne.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de

341 567 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107564.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements dénommée Ilot Viougues PLS située Ancienne route de Salon à Pélissanne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 021-8442/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 202 logements sociaux dénommée Les Restanques située Lieudit La Petite Candolle à La Penne-Sur-Huveaune MET 20/16038/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 202 logements sociaux dénommée Les Restanques située Lieudit La Petite Candolle à La Penne-Sur-Huveaune.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 249 143,14 euros est financée par un emprunt de 245 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 134 750 euros et de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 110 250 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106008 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 245 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 202 logements sociaux à La Penne-Sur-Huveaune.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 245 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106008.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 202 logements dénommée Les Restanques située Lieudit La Petite Candolle à La Penne-Sur-Huveaune.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze logements

réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 022-8443/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée Avant Scène PLS située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire
MET 20/16040/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée Avant Scène PLS située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 913 543 euros est financée par un emprunt de 738 834 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 332 475,30 euros et de la commune de Roquevaire, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 406 358,70 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106638 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 738 834 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux à Roquevaire.

- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 738 834 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106638.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements dénommée Avant Scène PLS située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est

égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 023-8444/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée Avant Scène PLUS-PLAI située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire**
MET 20/16041/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée Avant Scène PLUS-PLAI située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 092 262 euros est financée par un emprunt de 1 624 810 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %,

soit 731 164,50 euros et de la commune de Roquevaire, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 893 645,50 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106856 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 624 810 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux à Roquevaire.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 624 810 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106856.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements dénommée Avant Scène PLUS-PLAI située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 024-8445/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 38 logements sociaux dénommée Henri Lang située 12-14 rue Henri Lang à Miramas MET 20/16028/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 38

logements locatifs sociaux dénommée Henri Lang située 12-14 rue Henri Lang à Miramas.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, l'opération d'un montant total de 4 647 543 euros est financée par un emprunt de 2 500 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 1 250 000 euros et de la commune de Miramas, co-garante, à hauteur de 50 %, soit 1 250 000 euros.

La SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 108131 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 2 500 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 38 logements sociaux à Miramas.
- Que la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 500 000 euros souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 108131.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de construction de 38 logements locatifs sociaux située 12-14 rue Henri Lang à Miramas.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 025-8446/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée Les Bastides de Figuerolles PLS située Avenue Louis Aragon à Martigues
MET 20/16030/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM ICF Sud Est Méditerranée va porter l'opération « Martigues Les Bastides de Figuerolles » pour l'acquisition de 12 logements sociaux en VEFA.

Pour cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer l'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux sur les 12 dénommée Les Bastides de Figuerolles PLS située Avenue Louis Aragon à Martigues.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, l'acquisition en VEFA de ces 3 logements d'un montant total de 385 599 euros est financée par un emprunt de 228 479 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 125 663,45 euros et d'un cautionnement bancaire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile de France Paris à hauteur de 45 %, soit 102 815,55 euros.

La SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 108616 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 228 479 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux à Martigues.
- Que la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 228 479 euros souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 108616.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux située Avenue Louis Aragon à Martigues.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 026-8447/20/BM

■ Garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence - Opération Les Maisons de Marianne à Rognac - Modification du nombre de logements réservés

MET 20/16045/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 030-5805/19/BM du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé sa garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence à hauteur de 55 % pour un prêt souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant de 7 932 912 euros pour l'opération d'acquisition en VEFA de 89 logements dénommée « Les Maisons de Marianne » située Avenue du 8 mai 1945 à Rognac.

L'octroi de cette garantie d'emprunt permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier de logements réservés. Cependant, suite à une erreur matérielle concernant le nombre de logements réservés, il est nécessaire de délibérer à nouveau afin, d'une part de rectifier cette erreur et de respecter ainsi les dispositions des articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la construction et de l'habitation et, d'autre part, de valider l'avenant à la convention de garantie d'emprunt.

Ainsi, afin de respecter les dispositions des articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la construction et de l'habitation, la Métropole bénéficiera de dix logements réservés au lieu de dix-huit logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 030-5805/19/BM du 16 mai 2019 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 89 logements sociaux dénommée « Les Maisons de Marianne » située Avenue du 8 mai 1945 à Rognac ;
- La convention de garantie d'emprunt conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence pour l'opération d'acquisition en VEFA de 89 logements dénommée « Les Maisons de Marianne » située Avenue du 8 mai 1945 à Rognac en date du 6 septembre 2019 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence bénéficie d'une garantie d'emprunt accordée pour l'opération d'acquisition en VEFA de 89

logements dénommée « Les Maisons de Marianne » située Avenue du 8 mai 1945 à Rognac ;

- Que le nombre de logements réservés indiqué à l'article 3 de la délibération FAG 030-5805/19/BM et à l'article 2 de la convention correspondante est erroné ;
- Qu'il convient dès lors de modifier cette délibération et de conclure un avenant à la convention de garantie d'emprunt.

Délibère

Article 1 :

L'article 3 de la délibération FAG 030-5805/19/BM est modifié comme suit :

« En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de dix logements réservés concernant l'opération « Les Maisons de Marianne » située Avenue du 8 mai 1945 à Rognac ».

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention de garantie d'emprunt joint en annexe entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer l'avenant à la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 027-8448/20/BM

**■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
MET 20/16115/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS) qui fait suite à la Loi de Finances 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif

d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, des taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Société Française des Habitations Economiques a accepté, pour 11 lignes de prêts, les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent en des baisses de marge, des passages à taux fixe, des modifications de différés d'amortissement et de progressivité pour un montant total de 15 770 018,58 euros.

Ces lignes de prêts concernent :

- La construction de 14 logements « Quartier Blégier » à Jouques dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 14 octobre 2005 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 33 logements « Aimé Bernard » à Peyrolles-en-Provence dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 14 octobre 2005 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 50 chambres « Résidence Fontclair » à Jouques dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 14 octobre 2005 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 84 chambres « Le Mas des Cigales » aux Pennes-Mirabeau dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 14 octobre 2005 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 50 chambres « Résidence la Cascade » à Peyrolles-en-Provence dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 2 février 2007 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 30 logements « Saint Roch » à Roquevaire dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 14 décembre 2009 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 41 logements « Les Jardins de Verlainne » à Bouc-Bel-Air dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 8 avril 2010 et 11 octobre 2012 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 64 logements « Villa Mirabeau » aux Pennes-Mirabeau dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 30 juin

2011 et le 5 décembre 2013 pour une durée initiale de 40 ans ;

- La construction de 154 logements « Le Carré » à Istres dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 17 novembre 2011 pour une durée initiale de 40 ans.

La description des aménagements par la Caisse des Dépôts et Consignations est annexée à la présente délibération.

Compte tenu que ces prêts étaient initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La SA HLM Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Eu égard à cette analyse financière, il est proposé de faire droit à cette demande de réitération des engagements ayant pour conséquence de modifier les caractéristiques financières de 11 lignes de prêts et de réduire de 5 000 000 euros le coût des prêts concernés et ayant fait l'objet d'une garantie d'emprunt. A cet effet, il convient de conclure un avenant à chacune des 11 conventions de garantie d'emprunt initialement signées avec la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;

- La délibération 2007-A018 du 2 février 2007 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Quartier Blégier » à Jouques ;
- La délibération 2007-A019 du 2 février 2007 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Aimé Bernard » à Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération 2007-A020 du 2 février 2007 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Résidence Fontclair » à Jouques ;
- La délibération 2007-A021 du 2 février 2007 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Résidence la Cascade » à Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération 2007-A080 du 14 décembre 2007 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Le Mas des Cigales » aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération 13-1209 du 14 décembre 2009 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Saint Roch » à Roquevaire ;
- La délibération 2010-A044 du 8 avril 2010 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Les Jardins de Verlaine » à Bouc-Bel-Air ;
- La délibération 2011-A080 du 30 juin 2011 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Villa Mirabeau » aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération 324-11 du 17 novembre 2011 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Le Carré » à Istres ;
- La délibération 2011-A080 du 30 juin 2011 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Villa Mirabeau » aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération 2012-B306 du 11 octobre 2012 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Les Jardins de Verlaine – Prêt complémentaire » à Bouc-Bel-Air ;
- La délibération 2013-B504 du 5 décembre 2013 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Villa

Mirabeau – Prêt complémentaire » aux Pennes-Mirabeau ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les dispositifs d'accompagnement mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations pour réaménager la dette des bailleurs.
- Que ces dispositifs ont notamment pour conséquence de modifier les caractéristiques financières de certains prêts.
- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement de la dette des bailleurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations intégrant en outre les modifications de marge, de taux d'intérêts, de différé d'amortissement et de progressivité de certains prêts.
- Qu'il convient dans ce cadre de conclure avec la SA HLM Société Française des Habitations Economiques un avenant commun aux onze conventions de garantie d'emprunt initiales.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et

référéncées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ».

mentionnées dans le tableau ci-après, soit onze lignes de prêts pour un montant total de 15 770 018,58 euros.

Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent les opérations

Ligne du prêt	Opération	Année de démarrage du prêt	Durée de la garantie d'emprunt intégrant le réaménagement de la dette
1089294	Quartier Blégier Jouques	2009	40 ans
1089303	Résidence La cascade Peyrolles-en-Provence	2009	40 ans
1089306	Résidence Aimé Bernard Peyrolles-en-Provence	2009	40 ans
1089825	Résidence Fontclair Jouques	2009	40 ans
1123823	Résidence Le Mas des Cigales Les Pennes Mirabeau	2010	40 ans
1161958	Résidence Saint Roch Roquevaire	2012	40 ans
1168392	Le Jardin Verlaine Bouc-Bel-Air	2012	40 ans
1206059	Villa Mirabeau Les Pennes-Mirabeau	2014	40 ans
1305311	Résidence Le carré Istres	2016	37 ans
5021831	Villa Mirabeau –complément Les Pennes-Mirabeau	2015	40 ans
1245752	Le Jardin de Verlaine –complément Bouc-Bel-Air	2014	40 ans

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Société Française des Habitations Economiques aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes de prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué aux dites lignes de prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée

référéncée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 06 décembre 2019 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale de chaque ligne de prêt réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

Est approuvé l'avenant-type aux conventions de garantie d'emprunt ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, les avenants aux conventions de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 028-8449/20/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/15754/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a approuvé la désignation des élus

métropolitains membres de ladite Commission pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des 15 septembre 2020, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 17 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/06/25 : LE POINTU du 12/02/2019 au 30/06/2019,
- CVM-2020/07/26 : SPHINX 13 du 12/02/2019 au 31/05/2020,
- CVM-2020/07/27 : BB OPERA du 01/03/2019 au 15/06/2020,
- CVM-2020/07/28 : CESAR CAFE du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/08/29 : LE STOP du 12/02/2019 au 31/03/2020,
- CVM-2020/08/30 : L'ALCAZAR du 05/06/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/08/31 : CHAPELLERIE FELIO du 12/02/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/08/32 : LES LUNETIERS DAVSO du 19/02/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/08/33 : LA PANATTERIA du 21/10/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/08/34 : CARYNA TEXTILES du 12/02/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/09/35 : DYL du 12/08/2019 au 31/12/2019,
- PJJLP-2020/07/17 : BAR LE TRAQUENARD du 01/11/2018 au 01/09/2020,
- PJJLP-2019/08/06-2 : L'ART DE LA FROMAGERIE du 02/09/2019 au 02/09/2020,
- AUB-2020/08/05 : PHARMACIE DU BRAS D'OR du 08/07/2019 au 31/03/2020,
- LTD-2019/10/01-2 : SPJ du 01/11/2019 au 13/03/2020.

- MRG-2020/07/06 : AU P'TIT BONHEUR du 01/10/2018 au 10/06/2020

A été déclaré non recevable au motif que le commerce a été créé après la délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 relative à l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

- CVM-2020/09/36 : AZUL du 21/01/2020 au 31/05/2020,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2020/02/13	LE MASSILIA	33, Rue Reine Elisabeth – 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/19	14 025,00 €	8 415,00 €	1 000,00 €	9 415,00 €
CVM-2020/02/14	SUNCHILD BAZAR	48, Rue Davso – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/12/19	37 757,00 €	22 654,00 €	1 000,00 €	23 654,00 €
CVM-2020/06/16	I FEEL GOOD AND YOU	4, Rue Méry – 13002 Marseille	25/10/19 au 25/05/20	5 760,00	3 456,00	0,00	3 456,00
CVM-2020/06/19	GINGER ART&FOOD	24,Rue Saint-Saëns – 13001 Marseille	12/02/19 au 12/02/20	39 103,00	23 462,00	935,00	24 397,00
CVM-2020/06/20	AGLAE ET SIDONIE	18,Rue Beauvau– 13001 Marseille	12/02/19 au 12/06/20	45 241,00	27 145,00	0,00	27 145,00
CVM-2020/06/21	LE PETIT FLORE *	14, Rue Corneille – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/12/19	17 973,00	10 784,00	650,00	11 029,00
CVM-2020/06/23	L'OSMOSE	3, Rue Méry – 13002 Marseille	21/10/19 au 21/05/20	14 400,00	8 640,00	65,00	8 705,00
CVM-2020/06/24	L'INFUSION	1 Rue Molière 13001 Marseille	01/09/2019 au 31/12/2019	5 287,00	3 172,00	0,00	3 172,00
TOTAL				179 546,00	107 728,00	3 650,00	110 973,00

Montant des indemnisations déjà accordées	150 652.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	261 625.00 €

* L'expertise judiciaire a conclu à un préjudice économique pondéré de 10 784,00€. Cette évaluation étant supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 10 379,00€, la CMIA a choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant complété des frais annexes facturés.

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/04/1-2	AA NASSIM DISTRIBUTION	43 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	01/07/19 au 28/02/20	8 967,00	5 380,00	360,00	5 740,00
PJJLP-2020/02/15	LE FOURNIL DE L'ETOILE	61 Place Jean Jaurès 13006 Marseille	12/10/18 au 20/06/19	9 715,00	5 829,00	0,00	5 829,00
TOTAL				18 682,00	11 209,00	360,00	11 569,00

Montant des indemnisations déjà accordées	220 513,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	232 082,00 €

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG-2020/02/05	LE GRAND BLEU	2, Impasse du Syndicat – 13700 Marignane	01/10/18 au 28/02/20	17 417,00	10 450,00	0,00	10 450,00
TOTAL				17 417,00	10 450,00	0,00	10 450,00

Montant des indemnisations déjà accordées	52 425,00 €
Total général chantier MARIGNANE II	62 875,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2020/02/04	LE SAINT JULIEN *	8, Place Paul Cézanne – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	0,00	0,00	0,00	0,00
LTD-2020/02/06	UTILE	174, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	42 169,00	25 301,00	1 000,00	26 301,00
LTD-2020/02/07	LIBERTE PNEUS AUTO	43, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	41 730,00	25 038,00	0,00	25 038,00
TOTAL				83 899,00	50 339,00	1 000,00	51 339,00

Montant des indemnités déjà accordées	58 216.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	109 555.00 €

* Le rapport d'expertise judiciaire a conclu à l'absence de préjudice économique. *La pérennisation du commerce n'autorise pas à l'indemnisation d'un*
 cessation de l'activité fin 2019. En conséquence, l'absence de Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/02/01	GELATI NINO	2, Cours Barthelemy – 13400 Aubagne	08/07/19 au 19/11/19	60 556,00	36 334,00	0,00	36 334,00
AUB-2020/06/03	LA MAISON DE FABIANA	8, Cours Barthelemy – 13400 Aubagne	08/07/19 au 31/03/20	12 989,00	7 793,00	1 321,00	9 114,00
AUB-2020/06/04	SARL LUNAGI	16 Cours Maréchal Foch 13400 Aubagne	08/07/19 au 31/12/19	1 276,00	766,00	506,00	1 272,00
TOTAL				74 821,00	44 893,00	1 827,00	46 720,00

Montant des indemnités déjà accordées	6 603.00 €
Total général chantier centre-ville d'Aubagne	53 323.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des **17** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **17** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8087/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant désignation des élus métropolitains membres de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 septembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des 17 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'indemnisation des 17 dossiers précités pour un montant total de 231 051,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-

Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 029-8450/20/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 20/16278/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Sept dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 5 937.51 euros (Cinq mille neuf cent trente-sept euros et cinquante et un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

SILIM ENVIRONNEMENT– sinistre du 26 octobre 2016– montant : 1 463.11 euros.
M. Lucien CATANIA – sinistre du 16 mars 2017 – montant : 515.70 euros.
M. Hervé PEROZ - sinistre du 6 novembre 2018– montant : 195.00 euros.
M. Alexandre PASTOR – sinistre du 25 septembre 2019 – montant : 1 732.82 euros.
M. Lucas TORES – sinistre du 31 janvier 2020– montant : 395.14 euros.
M. Lionnel MEDAGLIA – sinistre du 10 avril 2020– montant : 1 395.74 euros.
M. Kamel KOURANE – sinistre du 30 avril 2020– montant : 240.00 euros.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences.
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros.
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations des dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 5 937,51 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique A 160 fonction 020 article 65888.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 030-8451/20/BM

■ Indemnisation d'un préjudice matériel subi par un tiers locataire d'un bien appartenant à la Métropole

MET 20/16285/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté n°96-0899 du 1er mai 1996, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé le Pmu Presse Loto les Camoins, représenté par Monsieur Georges CUTILLAS à exploiter le kiosque à journaux sur le domaine public, sis 5 place du monument 13011 Marseille.

Suite à un vol par effraction du kiosque, Monsieur Georges CUTILLAS, a pris en charge des réparations qui incombent à la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de propriétaire.

L'article 1732 du Code civil prévoit que l'occupant « répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute ».

En revanche, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie la SMACL en matière de dommage aux biens sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages de nature immobilière subis dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, la prise en charge des réparations relève de la collectivité.

Par conséquent, il convient de procéder au remboursement dont le montant global s'établit à 1 068.80 euros ((Mille soixante-huit euros et quatre-vingt centimes) en contrepartie Monsieur Georges CUTILLAS, renonce à tout recours contre l'administration. Il s'agit de l'affaire suivante :

- Monsieur Georges CUTILLAS – Sinistre du 12 février 2017 – montant : 1068.80 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le montant des réparations des dommages de nature immobilière n'est pas couvert par le contrat d'assurance Dommages aux biens souscrit auprès de la SMACL par la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu du montant de la franchise qui est de 1 500€ pour les sinistres de type tentative d'effraction.
- Qu'en l'absence de faute de l'occupant, les dommages immobiliers sur les biens incombent au propriétaire.
- Que le Pmu Presse Loto les Camoins, représenté par Monsieur Georges CUTILLAS est autorisé, par arrêté n°96-0899 du 1^{er} mai 1996, à exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public, sis 5 place du monument dans le 13011Marseille et qu'il a pris en charge des réparations qui incombent à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation du tiers visé au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 1068.80 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique A 160 fonction 020 article 65888.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 031-8452/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°17 à la convention Action Sociale portant versement d'un complément de participation financière de la

**Métropole au bénéfice du Comité d'Action Sociale
du Territoire de Marseille-Provence
MET 20/16271/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans l'attente d'une harmonisation des œuvres sociales, dont les travaux ont été inscrits dans le cadre du dialogue social en 2018, le Comité d'Action Sociale du Territoire Marseille Provence permet, à ce jour, le bénéfice de secours d'urgence aux seuls agents du Territoire Marseille Provence et des agents ayant fait l'objet d'un recrutement sur l'organigramme métropolitain ou par voie de transfert, conformément à la convention n°05/1005 du 6 janvier 2005 entre la Communauté Urbaine de Marseille et le Comité d'Action Sociale, renouvelé par l'avenant n°16 pour l'exercice 2020 et approuvé le 19 décembre 2019 par la délibération n° FAG 159-7815/19/CM.

La prestation sociale citée ci-dessus consiste en la délivrance de secours d'urgence inscrits au règlement du CAS et qui s'élèvent à 500 € par agent et par an pouvant s'élever jusqu'à 1000 € sur demande circonstanciée et 5000 € au titre des aides exceptionnelles, susceptibles de versement en bons alimentaires, chèques ou espèces, paiement direct au tiers créancier.

Les demandes de prestation font l'objet d'une évaluation sociale par les assistantes sociales du personnel. Seules les situations sociales considérées comme justifiées sont présentées à la commission sociale du CAS pour validation.

La crise sanitaire sans précédent a fortement impacté les agents publics dans leurs conditions matérielles et financières (directement par une perte d'éléments variables de rémunération et/ou indirectement par la cessation d'activités ou le chômage partiel de leurs conjoints) et qu'elle a engendré une augmentation importante des situations socialement difficiles des agents métropolitains.

Aussi, par mesure d'équité et d'accompagnement social généralisé, il convient d'étendre ce dispositif d'action sociale à l'ensemble des agents métropolitains à titre exceptionnel et de manière dérogatoire au règlement de l'association pour la période du 24 mars au 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID 19 ;
- La loi n°2020-546 du 11 mai prorogeant l'état d'urgence jusqu'au 10 juillet 2020 ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 du 30 juin 2016 approuvant le pacte de gouvernance financier et fiscal ;
- La délibération FAG 159-7815/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant 16 à la convention d'objectifs n°05/1005 du 6 janvier 2005 ;
- La délibération HN 001-8065/20 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, par mesure d'équité et d'accompagnement social généralisé, d'étendre ce dispositif d'action sociale à l'ensemble des agents métropolitains à titre exceptionnel et de manière dérogatoire au règlement de l'association pour la période du 24 mars au 31 décembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 17, ci-annexé, à la convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Comité d'Action Sociale, portant extension des secours d'urgence délivrés par le CAS à l'ensemble des agents métropolitains à titre exceptionnel pour faire face aux conséquences du contexte sanitaire et

économique, pour la période du 24 mars au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une participation financière complémentaire par la Métropole au bénéfice du CAS au titre de ces aides exceptionnelles, évaluée à la somme de 60 000 euros susceptible de réajustement, à la fin d'exercice 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires pour l'exercice 2020 sont inscrits au chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés, nature 6478 pour le budget principal et le budget collecte et traitement des déchets 2020 et nature 6472 pour les budgets annexes 2020 (port, eau, assainissement, transports).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 032-8453/20/BM

■ Aide d'urgence humanitaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du Liban - Approbation d'une convention d'aide humanitaire à l'association la Croix Rouge Française en faveur du Liban

MET 20/16152/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les explosions survenues à Beyrouth le 4 août 2020 ont détruit une partie de ses installations portuaires et provoqué des dégâts humains et matériels considérables et ont justifié un vaste élan de solidarité international, auquel la France a pris une part active.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité participer à ce dispositif d'aide humanitaire et témoigner son soutien au peuple libanais. Elle a ainsi choisi de s'appuyer sur :

La Croix Rouge Française, au regard de son objet social, de son rôle dans le dispositif mis en place au plan national et en raison des relais dont elle dispose sur le territoire du Liban, pour effectuer un don sous la forme d'une subvention en nature à la Croix Rouge Libanaise de 250 000 masques chirurgicaux et d'une cuve de 1 000 litres de gel hydro alcoolique (valeur totale : 59 900€ TTC).

Elle a également choisi de faire des dons à deux associations locales « Arc en Ciel » et « Offre Joie », impliquées au Liban dans cette opération humanitaire :

- Pour l'Association « Arc en Ciel » : un fourgon type Master, gasoil, de 2007 immatriculé EG-270-GW et un camion benne type Maxity, gasoil, de 2010 immatriculé BB-356-JN (valeur totale : 5.500 € TTC).
- Pour l'Association « Offre Joie » un fourgon type Master, gasoil, de 2007 immatriculé EG-556-KM et un camion benne type Maxity, gasoil, de 2010 immatriculé BD-479-SQ (valeur totale : 5.500 € TTC).

Il a été procédé à la mise à la réforme de ces quatre véhicules par décision N°20/700/D du 6 août 2020 et par décision N°20/726/D du 10 septembre 2020.

La livraison de l'ensemble de ces dons a été effectuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au Port de Marseille, lieu indiqué par la CMA-CGM, transporteur des dons jusqu'au Liban sur le navire AKNOUL, avant la date de départ pour le Liban le 25 août 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° HN001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité participer au dispositif humanitaire et témoigner son soutien au peuple libanais suite aux explosions survenues le 4 Août 2020.
- Qu'il convient d'approuver les dons effectués par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit du Liban ;
- Qu'il convient d'approuver une convention d'aide humanitaire à la Croix Rouge Française.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les dons énumérés ci-dessus et effectués en faveur de la Croix Rouge Française en sa qualité de relais auprès de la Croix Rouge Libanaise et des Associations « Arc en Ciel » et « Offre de Joie ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'aide humanitaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association la Croix Rouge Française.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents à ces dons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Stratégie et
 développement économique,
 entreprises, commerce, relance"**

ECOR 001-8454/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association
 Medinsoft pour l'action "Une alternance pour
 tous" - Approbation d'une convention d'objectifs
 MET 20/16408/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'un des nombreux effets de la crise COVID concerne l'entrée sur le marché du travail et en formation des jeunes.

Plus particulièrement, le manque de visibilité des entreprises sur leur avenir les a conduites à suspendre ou reporter les recrutements en alternance. Ainsi, de nombreux jeunes n'ont plus la capacité de

suivre ou poursuivre leur cursus, dans tous les niveaux de qualification (CAP à Bac+5).

L'alternance permet de se former à un métier et de s'intégrer plus facilement à la vie et la culture de l'entreprise. C'est un système de formation qui est fondé sur une phase pratique et une phase théorique qui alternent. C'est une véritable passerelle vers l'emploi et l'insertion professionnelle.

L'alternance constitue donc une opportunité :

- pour la personne recrutée, autour d'un projet professionnel complet grâce à une formation diplômante ou qualifiante et une expérience concrète en entreprise, et
- pour l'employeur qui pourra former un futur salarié en fonction de ses propres besoins, lui apprendre un métier, l'intégrer à la vie et à la culture de l'entreprise.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est confrontée à cette situation dont les conséquences dépassent le court terme et la situation individuelle des jeunes, déjà préoccupante, mais concernant à moyen terme le besoin en qualifications pour le tissu économique local. Le risque étant que les entreprises ne disposeront pas des compétences nécessaires à leur activité dans la phase de rebond de l'économie.

De plus, l'écosystème de formation métropolitain mobilisant les dispositifs d'emploi en alternance est fragilisé par la baisse drastique de ces recrutements.

Dans le cadre du plan France Relance, le gouvernement, fort conscient de ces enjeux, a mis en place des aides destinées à rendre les contrats (apprentissage et professionnalisation) plus attractifs. Ces dispositifs restent toutefois mal connus des entreprises et de nombreux jeunes métropolitains devront donc abandonner leur projet, faute de contrat et faute de financement de leur formation.

La métropole Aix Marseille Provence a adopté le 31 juillet 2020 une délibération cadre AMP2R en réaction à la crise COVID. Elle y proclame sa volonté de mener des actions recherchant à la fois la performance économique et la performance sociale. Le soutien à l'emploi des jeunes et l'accompagnement des entreprises fragilisées par la crise pour garantir leur capacité à rebondir se trouvent liés autour de la question de l'apprentissage du geste professionnel.

Convaincue qu'il faut une mobilisation du monde économique et en particulier du patronat et des branches professionnelles, la métropole est aussi attentive au déploiement d'outils innovants pour le rapprochement de l'offre des recruteurs et de la demande des jeunes en recherche de contrat sous forme d'alternance.

L'association Medinsoft œuvre depuis 2003 au service de la structuration et du développement du secteur du numérique, qui constitue l'une des six filières d'excellence que la Métropole s'engage à soutenir dans le cadre des orientations stratégiques de son

Agenda du développement économique. Medinsoft développe, anime et fédère un réseau de plus de 210 adhérents, au travers de 14 commissions thématiques et de nombreux événements autour de thèmes d'actualité et selon des formats divers.

Pour l'exercice de ses missions et la conduite de son programme d'action annuel, Medinsoft a bénéficié pour l'année 2020 d'une subvention de 50.000 €.

Dans le contexte de crise sanitaire et économique rappelé ci-dessus et pour répondre aux difficultés auxquelles font face les jeunes en recherche d'alternance autant que les entreprises en recherche de talents, la commission emploi de Medinsoft a proposé le lancement d'une action spécifique, dénommée « Une Alternance pour Tous », dédiée à la rencontre entre ces deux démarches. L'objectif visé est à la fois de rendre plus visibles et accessibles les offres d'alternance dans le secteur du numérique et au-delà, mais également de sensibiliser leurs dirigeants sur les opportunités qu'ouvre à court et moyen terme, l'embauche de jeunes alternants.

L'action consiste dans un premier temps à faire évoluer le site existant Medinjob pour l'adapter à cet objectif de mise en relation entre candidats et employeurs, avec un focus sur l'alternance et l'apprentissage, et à en assurer la promotion auprès des employeurs et des jeunes. L'action comprend enfin le démarchage auprès des écoles pour promouvoir l'outil et une campagne de communication / médiatisation autour de ce nouvel outil. L'association proposera également dans une seconde phase aux entreprises, des accompagnements sous la forme de « coaching » autour des méthodes de travail, du montage des dossiers d'aides ou encore de la gestion des jeunes générations.

L'originalité et l'intérêt de l'outil tiennent dans la capacité de Medinsoft à fédérer un large réseau d'entreprises dans un secteur transverse, celui du numérique, peu impacté par la crise et dont la dynamique de croissance s'accompagne d'importantes perspectives de recrutement.

Cette plateforme s'inscrit en cohérence et en complémentarité avec les outils existants de la Région Sud et du Département, qu'elle vient renforcer spécifiquement sur la problématique de l'alternance sur le territoire métropolitain et dans le secteur du numérique. Des partenariats sont établis pour la conception et la mise en œuvre de l'action, au travers de conventions avec les acteurs associatifs ou institutionnels de l'emploi et la formation : Syntec, association pour l'emploi des cadres (APEC), Pôle Emploi, AFPA, Région Sud...

Medinsoft envisage en outre de mobiliser les accélérateurs et pépinières du territoire, qui constituent d'importants viviers pour le recrutement d'alternants.

L'accès à la plateforme sera entièrement gratuit pour les étudiants et les écoles. Les entreprises accéderont gratuitement aux CV et bénéficieront d'un accompagnement « de base ». Celui-ci pourra être renforcé par des prestations ou formations payantes. Les ressources proviendront également de recettes publicitaires pour une mise en visibilité renforcée des annonces employeurs.

Medinsoft se fixe pour objectif, sur une durée d'action de 9 mois (d'octobre 2020 à juin 2021) de présenter 500 CV d'alternants et d'identifier 300 entreprises recruteuses d'alternants.

Pour réaliser cette action, dont le coût prévisionnel est estimé à 80.000 euros, Medinsoft sollicite auprès de la Métropole une subvention de 40.000 euros. Les autres ressources dédiées à l'action proviennent de la vente de services liés à la plateforme (recettes publicitaires).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Règlement budgétaire et financier métropolitain ;
- La délibération n° FBPA 033-31/07/20CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant « AMP2R la Relance et le Renouveau d'Aix Marseille Provence » ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La délibération n°ECO 018-7259/19/BM portant attribution d'une subvention à l'association Medinsoft pour l'animation de la filière numérique .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence a adopté le 31 juillet 2020 une délibération cadre AMP2R en réaction à la crise COVID. Qu'elle y proclame sa volonté de soutenir des actions au service de la performance économique et de la performance sociale, dont le soutien à l'emploi des jeunes et l'accompagnement des entreprises fragilisées par la crise pour garantir leur capacité à rebondir.
- Que la Métropole est aussi attentive au déploiement d'outils innovants et de moyens d'animation au service du rapprochement de l'offre des recruteurs et de la demande des jeunes en recherche de contrat sous forme d'alternance.
- Que pour répondre aux difficultés auxquelles font face les jeunes en recherche d'alternance autant que les entreprises en recherche de talents, Medinsoft a proposé de renforcer ses moyens à travers le lancement d'une action spécifique dénommée « Une Alternance pour Tous ».
- Que cette action consiste à faire évoluer le site existant Medinjob pour l'adapter à cet objectif de mise en relation autour de l'alternance et de l'apprentissage des jeunes et à le promouvoir auprès des jeunes, mais également des entreprises, notamment dans le secteur du numérique, des organismes, institutionnels et privés, prescripteurs en matière d'emploi et de formation.
- Que cette nouvelle action participe des enjeux politiques sus-mentionnés.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 40.000 euros à l'association Medinsoft pour l'action dénommée « Une alternance pour tous ».

Article 2 :

Est approuvée la convention annexée au présent rapport.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au budget Principal de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 002-8455/20/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence relative à la promotion du territoire au MIPIM 2020 et au SIMI 2020 MET 20/15799/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique et conformément à son Agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises, de promouvoir les grands projets structurants et de favoriser ainsi les investissements.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi décidé de participer aux éditions 2020 du Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) prévu à Cannes initialement du 10 au 13 mars 2020, et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) prévu à Paris, aux dates prévisionnelles des 9, 10 et 11 décembre 2020.

Comme lors des trois précédentes éditions de ces salons, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité, dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain de la sphère publique en assurant le rôle de pilote et de mandataire de ce partenariat,

A ces fins, une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence relative à la promotion du territoire au MIPIM 2020 et au SIMI 2020 a été conclue.

Par cette convention, les partenaires ont souhaité partager un même objectif de valorisation d'une offre globale du territoire et ont souhaité offrir une

meilleure lisibilité de l'offre foncière et immobilière en réalisant un stand commun.

Malheureusement, en raison de l'épidémie de coronavirus qui a touché et touche encore l'ensemble des territoires, et en respect de l'état d'urgence sanitaire instauré, l'organisateur du MIPIM a décidé d'annuler l'édition 2020 du Salon.

Il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention de partenariat initiale afin de prendre en compte cette annulation et d'en prévoir ses conséquences financières.

En effet, initialement, le budget prévisionnel et le plan de financement de la participation commune des partenaires au MIPIM et au SIMI 2

020 étaient les suivants :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Location des stands	145 000	Euroméditerranée	65 000
Aménagement des stands	155 000	CCIMP	10 000
Opérations de promotion	20 000	Ville de Marseille	15 000
		GPMM	40 000
		Sous-total partenaires	130 000
		Participation Métropole	190 000
TOTAL	320 000	TOTAL	320 000

Le montant de la participation de la Métropole à ces deux salons s'élevait donc à la somme de 190 000 euros TTC.

Cependant, et compte tenu de l'annulation du MIPIM 2020 le budget prévisionnel de l'opération a été revu à la baisse. Il s'élève désormais à 180 000 € TTC et comprend les frais déjà engagés à la date de

l'annulation du MIPIM pour l'aménagement du stand MIPIM et la réalisation de ses outils de communication, les frais de location de l'emplacement du stand SIMI, son aménagement, ainsi que les prestations permettant d'optimiser la participation à cet événement (opérations presse, outils de promotion et communication spécifiques au salon, cocktails...).

Il se répartit comme suit :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Aménagement des stands	120 000	Métropole	107 000
Location du stand SIMI	55 000	Euroméditerranée	36 500
Opérations de promotion SIMI	5 000	GPMM	22 500
		Ville de Marseille	8 400
		CCIMP	5 600
TOTAL	180 000	TOTAL	180 000

Le montant de la participation de la Métropole à cette opération s'élèvera désormais à 107 000 euros TTC.

Chaque partenaire versera à la Métropole, mandataire des partenaires, le nouveau montant de sa participation financière.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'avenant à la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence (CCIAMP), relative à la promotion du territoire métropolitain au MIPIM 2020 et au SIMI 2020 .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 033-7274/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de Métropole portant approbation d'une convention de partenariat avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence relative à la promotion du territoire aux salons professionnels au MIPIM 2020 et au SIMI 2020 ;
- La convention de partenariat conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence relative à la promotion du territoire au MIPIM 2020 et au SIMI 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après trois participations aux bilans positifs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité participer aux éditions 2020 du MIPIM et du SIMI qui s'imposent comme deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise.
- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole a souhaité à nouveau associer à sa participation à ces salons, les différents acteurs de terrain de la sphère publique, en assurant le rôle de pilote et de mandataire de ce partenariat.
- Que dans ce cadre, une convention de partenariat a été conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence relative à la promotion du territoire au MIPIM 2020 et au SIMI 2020.
- Que suite à l'annulation du MIPIM 2020, il convient de conclure un avenant à cette

convention de partenariat afin d'organiser les conséquences financières de cette annulation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant, ci-annexé, à la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence, relative à la promotion du territoire au Marché International des professionnels de l'Immobilier 2020 (MIPIM) et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise 2020 (SIMI).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au budget principal de la Métropole 2020 : Fonction : 64 - nature 6233 « foires et expositions » - Sous-Politique : B 330.

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2020 de la Métropole : sous-politique B330 natures 70875 (Ville de Marseille) et 70878 (autres partenaires), fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 003-8456/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'application relative à la réalisation du projet de Recherche et Développement MERLE1 faisant intervenir la société NERYS dans le cadre du programme PSPC - Régions n°1
MET 20/15966/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau Métropolitain en date du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 100.000 euros à la S.A.S. NERYS basée à Gardanne, au titre de sa participation au projet de R&D MERLE1, retenu à l'Appel à projets PSPC-Régions n°1.

Ce dispositif de soutien financier, inscrit dans le Programme d'Investissements d'Avenir, a pour vocation de sélectionner des projets de recherche et développement structurants, conduits par un consortium comprenant des partenaires industriels et académiques. Les projets sont jugés en fonction de

leurs retombées économiques et technologiques directes.

Le projet MERLE1 vise à développer un système électromagnétique de mesures géophysiques pouvant être embarqué sur un support aérien léger et capable de fournir des données et images relatives au sous-sol.

Plusieurs utilisateurs potentiels intéressés par ce dispositif :

- les organismes publics tels que les Agences de l'Eau, EDF, RTE, le CREMA, l'ONF...,
- l'Armée,
- certains Industriels et leurs BET,
- les aménageurs,
- les carriers et miniers.

Les taux d'aide publique sur ce dispositif sont réglementairement encadrés :

	Type de bénéficiaire		
	PME	ETI	GE
Projet non labellisé	35,00%	25,00%	20,00%
Projet labellisé par un Pôle de compétitivité	50,00%	35,00%	25,00%

Le projet MERLE1 a été labellisé par les Pôles de compétitivité SAFE et AEROSPACE VALLEY. Sur une base d'assiette éligible de 634.048 €, la société NERYS peut ainsi prétendre à une subvention de 50 % soit un montant de 317.024 €. La Région Provence Alpes Côte d'Azur, chef de file en matière d'aides économiques, s'est positionnée à hauteur de 237.024 €. La Métropole intervenant en abondement de la subvention régionale, ne peut intervenir qu'à hauteur de 80.000 € pour respecter le plafond d'aide publique. Par conséquent, il est proposé, par voie d'avenant, de ramener à 80.000 € la subvention votée au bénéfice de la société NERYS.

Il convient de rappeler que le projet MERLE1 est également soutenu financièrement par l'Etat, à hauteur de 348.049 €. L'Etat intervient cependant sur les deux autres partenaires du consortium, la société ICARE et le BRGM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017

approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;

- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique signé le 2 avril 2019 ;
- Le courrier du Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 19 mai 2020, faisant état de l'intention de cofinancement du projet MERLE1 ;
- La décision du Premier Ministre n° 2020_PSPC-11 relative au projet MERLE 1 ;
- La délibération n° HN001-17/07/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° IVIS 002-8139/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'attribution de subventions à trois entreprises dans le cadre des projets de

R&D collaboratifs retenus à l'Appel à Projets « PSPC-Région » n°1 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance stratégique de l'effort d'innovation des entreprises, notamment dans la crise actuelle, la Métropole entend soutenir les projets de R&D collaboratifs développés sur la base de l'Appel à projets PSPC Régions n°1 et cofinancés par la Région.

Délibère

Article 1 :

Est porté à 80 000 euros, le montant de la subvention accordée à la société NERYS dans le cadre des projets de R&D collaboratifs retenus à l'Appel à Projets « PSPC-Région » n°1, compte-tenu du plafond réglementaire.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention initiale signée avec la société NERYS ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162384, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI384AP9.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 004-8457/20/BM

■ Approbation de l'avenant 2 de la convention d'avance en compte courant d'associé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM "Pôle aéronautique Istres-Etang de Berre" MET 20/16325/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des articles L. 1522-4 et L. 1522-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'actionnaire d'une SEM peut consentir un apport en compte courant d'associé. L'apport en compte courant ne peut être consenti que pour une durée supérieure à deux ans éventuellement renouvelable une fois.

Aussi, par délibération n°ECO 007-4592/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé une convention d'apport en compte courant d'associés à la SPL, devenue depuis le 5 novembre 2019 la SEM Pôle aéronautique dont elle est actionnaire. Le montant de cet apport s'élevait à trois millions trois cent cinquante mille euros (3 350 000 €). Ce montant a été porté à quatre millions trois cent cinquante mille euros (4 350 000 €) par l'avenant 1 (délibération n°ECO 013-7833/19/CM du 19 décembre 2019).

La convention d'apport en compte courant a été signée le 27 novembre 2018 pour une durée de deux ans, renouvelable une seule fois pour la même durée. Cette avance visait à renforcer la trésorerie de la SEM en période d'amorçage de l'activité.

En effet, le développement du Pôle Aéronautique « Istres-Jean Sarrail » constitue un des projets structurants du territoire de l'actionnaire. Un premier programme de travaux s'achève cette année avec la livraison des espaces nécessaires aux premiers preneurs poursuivant une activité de maintenance aéronautique et à l'accueil des essais du programme industriel « STRATOBUS » TM.

Or, la réalisation de travaux de défense incendie extérieure est maintenant nécessaire à l'exploitation de la totalité du hangar réhabilité, en conformité avec la norme la plus contraignante.

Il convient d'engager ces travaux de défense incendie extérieure, communs à la fois au hangar et aux terrains adjacents, ainsi que la viabilisation d'un premier terrain de 6 000 m² sur lequel un preneur s'est positionné.

Dans ce contexte, afin de maintenir une structure financière de la société en adéquation avec ses besoins d'investissement sur la période de fin de travaux et dans l'attente du financement de l'opération par les premières cessions foncières de 2021 à 2023, il est nécessaire de renouveler la convention pour une durée deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 007-4592/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation d'une convention d'apport en compte courant d'associé avec la Société Publique Locale Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- La délibération n° HN001-17/07/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 15 mai 2020 du conseil d'administration de la SEM Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est actionnaire de la SEM Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- Que la Métropole a consenti une avance en compte courant à la SEM pour une durée de deux ans renouvelable une fois.
- Qu'afin de maintenir une structure financière de la société en adéquation avec ses besoins d'investissement sur la période de fin de travaux, il est nécessaire de renouveler la convention pour une durée deux ans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'avance en compte courant d'associé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » ci-annexé.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 005-8458/20/BM

■ Aide à l'immobilier - Approbation d'un avenant à la convention signée avec la S.A.S. HIGHTAIX MET 20/15912/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

Un dispositif d'aide à l'immobilier était déjà en place sur le Pays d'Aix depuis 2012.

A ce titre, par délibération du Bureau Métropolitain n° ECO 017-3901/18/BM du 17 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé à la société HIGHTAIX une subvention d'un montant de 163 647 euros, pour l'acquisition d'un terrain sur le Pôle Morandat à Gardanne et la construction d'un bâtiment d'activités destiné à accueillir l'activité de la société. Cette subvention représentait 20 % d'une assiette éligible de 818 235 euros HT.

Créée en 2013, la société HIGHTAIX a été hébergée à la Pépinière d'entreprises innovantes de Meyreuil pendant une durée de six ans, bénéficiant de plusieurs prolongations dans l'attente de la réalisation de son propre projet immobilier.

HIGHTAIX est spécialisée dans la conception de machines de production innovantes sur mesure, qui sont robotisées, automatiques ou semi-automatiques. Possédant des compétences en prototypage et installations pilotes pouvant aller jusqu'à la ligne de fabrication complète, l'entreprise intervient pour le compte de clients industriels pour différents secteurs d'activités : automobile, aéronautique, biens d'équipements, parfumerie et cosmétique....

L'entreprise connaît un développement régulier depuis sa création. En effet, entre 2017 et 2019, le chiffre d'affaires est passé de 1.270 k€ à 1.870 k€ en 2019, tandis que le nombre de salariés est passé de 7 à 11.

Deux embauches prévues pour début 2020 ont dû être reportées en raison de la crise sanitaire, sachant que HIGHTAIX a pu maintenir son activité et répondre aux commandes pendant cette période, même si elle n'a pu remplir les objectifs escomptés.

La société HIGHTAIX a pu prendre possession de ces nouveaux locaux le 29 novembre dernier, même s'il reste quelques petits travaux à réaliser.

Il s'agit d'un bâtiment R+2 de 546 m² composé de bureaux et d'atelier, sur un terrain acquis préalablement de 1630 m². Conformément au cahier des charges du Parc d'activités du Pôle Morandat, le bâtiment a été labellisé BDM (Bâtiment Durable Méditerranéen), il est doté de panneaux solaires, de matériaux recyclés et bénéficie de la géothermie mise en place sur cet ancien site minier. L'investissement total a finalement été chiffré à un montant de 1,58 M€.

Conformément aux dispositions de la convention bilatérale signée le 5 septembre 2018, un acompte de 50 % de la subvention a été versé à la société HIGHTAIX en novembre 2018, sur la base des pièces justificatives requises (permis de construire, déclaration réglementaire d'ouverture de chantier, financement). Lors de la phase d'instruction, HIGHTAIX avait en effet déclaré que l'opération immobilière serait directement portée par la société d'exploitation.

Or, suite aux recommandations d'un cabinet d'avocats, la Société HIGHTAIX a décidé de mettre en œuvre son projet à travers d'une SCI dans laquelle elle détiendrait l'usufruit temporaire des parts sociales. La SCI 1920 SVC a ainsi été constituée. Filiale à 99,99 % de la société HIGHTAIX, elle procède à la construction du bien immobilier qu'elle louera à la société HIGHTAIX. La réalisation de l'opération au travers de ce schéma opératoire était le plus intéressant économiquement pour la société HIGHTAIX, et représentait une solution pérenne pour la structure.

Conformément à l'article 4.1 de la convention précitée, aux termes duquel « *l'entreprise est tenue d'informer la Métropole Aix-Marseille-Provence de toute modification concernant le projet tel que décrit dans l'exposé préalable. Il appartiendra à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accepter cette modification et, le cas échéant, de modifier la présente convention par voie d'avenant* » ; la société HIGHTAIX a informé la Métropole par courrier en date du 27 septembre 2019 que la construction du bâtiment serait finalement réalisée par la SCI 1920 SVS et demandait ainsi le transfert de la subvention à la SCI.

Aussi, en vertu de l'article 4.1. précité de la convention initiale, il est donc proposé de modifier cette convention par voie d'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20 CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Qu'une subvention de 163.647 € a été accordée à la société HIGHTAIX, par délibération du Bureau Métropolitain n° ECO 017-3901/18/BM en date du 17 mai 2018, au titre de son projet immobilier sur le Pôle Morandat à Gardanne.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.
- Que l'entreprise HIGHTAIX a sollicité le transfert de ladite subvention vers la S.C.I 1920 SVC ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention bilatérale entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la S.A.S. HIGHTAIX relative à l'octroi d'une aide au titre du projet d'investissement immobilier à Gardanne, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 006-8459/20/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Urssaf Paca MET 20/15750/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compétente en matière de Développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour mission d'accompagner les 150 000 entreprises de son territoire, afin de favoriser leur ancrage sur le territoire et la création d'emplois. Par ailleurs, l'Agenda du Développement économique métropolitain met en exergue un axe fort qui consiste à bâtir une métropole partenariale.

L'Urssaf Paca quant à elle, a pour principale mission la collecte des cotisations et contributions destinées au financement de la Protection sociale. Son objectif est de concilier un haut niveau de recouvrement et une démarche responsable en matière d'accompagnement des entreprises dès leur création, de prévention et de détection de leurs difficultés, se traduisant par des actions de conseil et de soutien.

Ainsi, les missions d'accompagnement et d'information des entreprises ainsi que la connaissance de leur activité, sont des tâches partagées entre l'Urssaf Paca et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La mise en place du partenariat entre l'Urssaf Paca et la Métropole Aix-Marseille-Provence se traduit dans le cadre d'une convention bipartite portant sur.

- La mise en place d'un point de contact unique facilitant la relation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Urssaf Paca afin que la Métropole puisse être le relai de l'écosystème économique local.
- Un service d'accompagnement spécifique et adapté de l'Urssaf Paca
- Création d'entreprises : faciliter les démarches aux créateurs d'entreprises
 - Accompagnement conseil et contrôle : favoriser les échanges d'informations et d'actualités entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Urssaf Paca afin de renseigner au mieux les entreprises
 - Prévention des difficultés : améliorer la détection et le suivi des entreprises en difficulté, accompagnement (délais de paiement, sécurisation et accélération de la prise en charge)
 - Accompagnement des entreprises en forte croissance : faciliter la sécurisation juridique par la mise en place d'un interlocuteur dédié
 - La possibilité d'animation de réunions spécifiques en fonction du besoin
- Des échanges de données statistiques trimestrielles permettant à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'avoir une analyse plus fine de son territoire en matière d'établissements et d'emplois, ventilé par communes.

- Des échanges de données statistiques ponctuels sur des micro territoires en lien avec la conjoncture économique
- La mise en place d'un groupe de travail permettant un suivi régulier de l'application de la convention.

Dans cet esprit, la présente convention a pour objectif de faciliter les relations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Urssaf Paca, afin de déployer un accompagnement spécifique à destination des entreprises en favorisant leur émergence et leur croissance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN n° 001-8073/20 du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de bâtir une Métropole partenariale au profit du développement économique de son territoire

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Urssaf Paca.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 007-8460/20/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs de Marseille 2020 - Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour l'organisation d'un stand commun MET 20/16200/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons économiques professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Créé il y a 27 ans et organisé par le Groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs (SDE) a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos a organisé la première édition marseillaise en 2015.

Ce rendez-vous, désormais incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local, et dans le contexte économique difficile et exceptionnel lié à l'épidémie de Covid-19, permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'encourager la reprise en accompagnant les entreprises de son territoire.

Ainsi, en 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer à la sixième édition du SDE organisé à Marseille.

Pour cette sixième édition, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent s'associer pour réaliser un stand commun de 75m² sur lequel l'offre et les atouts du territoire ainsi que les services proposés par chacune seront présentés aux visiteurs, avec pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et

plus largement maintenir l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au SDE 2020 s'élève à la somme de 30 000 euros. Il comprend les frais de conception et d'aménagement du stand ainsi que les prestations annexes permettant d'optimiser la participation des partenaires et le bon déroulement de l'action.

La Métropole sera le mandataire du partenariat pour l'organisation de cette participation commune et pour la réalisation du stand commun. La Ville de Marseille versera ainsi à la Métropole le montant de sa participation financière à l'organisation de cet événement.

Le budget prévisionnel et le plan de financement de la participation commune du partenaire au SDE 2020 sont les suivants :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Conception événementielle	8 000	Métropole	22 000
Aménagement et réalisation du stand	20 000	Ville de Marseille	8 000
Prestations de communication	2 000		
TOTAL	30 000	TOTAL	30 000

Le montant de la participation de la Métropole à ce salon s'élèvera donc à la somme de 22 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, jointe en annexe, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs le 5 novembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer à l'édition 2020 du Salon des entrepreneurs dont l'un des objectifs est

de contribuer à la relance économique du territoire ;

- Que la Métropole souhaite associer à sa participation à ce salon la Ville de Marseille, avec pour ambition de valoriser le service aux entreprises, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement maintenir l'activité économique en accompagnant les entreprises du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la sixième édition du Salon des Entrepreneurs qui se déroulera à Marseille le 5 novembre 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs le 5 novembre 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 de la Métropole : sous-politique B330 nature 6233 fonction 64.

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : sous-politique B330 natures 70875 (Ville de Marseille) fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 008-8461/20/BM

■ Attribution d'une subvention au bénéfice d'un projet immobilier porté par une entreprise du Pays d'Aix

MET 20/16047/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

La S.A.S. ODE, TPE de 7 salariés, est spécialisée dans les traitements des eaux usées urbaines et industrielles. Elle propose des prestations clé en main aux collectivités et industriels pour le traitement de leurs effluents aqueux. L'entreprise se charge de l'identification des besoins et de la construction de l'ouvrage de dépollution, elle apporte également une aide à l'exploitation.

Depuis sa création en 2011, ODE a connu une croissance régulière pour atteindre à ce jour un chiffre d'affaires de 4 M€. Elle a réalisé à ce jour 150 stations d'épuration industrielles.

Les six actionnaires de la société ont tous une expérience réussie dans le traitement des eaux et forment une équipe complémentaire :

- 3 ingénieurs traitement des eaux, chargés des analyses, du choix des procédés et du dimensionnement et du suivi du chantier ;
- 1 chaudronnier tuyauteur pour la gestion des fabrications et l'assemblage des équipements ;
- 1 électricien automaticien instrumentiste s'occupant de l'alimentation de la station et son pilotage ;
- 1 expert en équipement électromécanique.

ODE a su développer et commercialiser plusieurs procédés techniques innovants dont un programme de désinfection des eaux de lavage de blanchisserie hospitalière.

L'entreprise loue actuellement des locaux au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence (Parc Eiffel) mais la surface des locaux n'est pas compatible avec ses projets d'expansion. Au vu de ses résultats positifs et de sa situation financière stable, la société ODE a

décidé de procéder à l'acquisition de ses propres locaux, afin de pouvoir accueillir de nouveaux collaborateurs. 7 emplois pérennisés actuels et 3 emplois prévisionnels en CDI à 3 ans.

Dans ce contexte, la société ODE a fait le choix d'acquérir, via la S.C.I. FOCS, des locaux proposés dans le cadre d'un programme immobilier neuf, JFACTORY, porté par Figuière Immobilier. L'immeuble en cours de construction est situé 130, rue Frédéric Joliot au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence. Cet ensemble comprendra 6 lots à usage ateliers/entrepôt avec bureaux aménagés et deux lots à usage commercial. Le permis de construire a été obtenu dès octobre 2019. La livraison est prévue pour novembre 2021 au plus tard.

S'agissant d'une Vente Future en l'Etat d'Achèvement, le contrat de réservation a été signé le 28 juillet 2020.

Le lot n° 6 est chiffré à 470.000 euros HT, montant auquel s'ajoute 12.000 euros HT pour 8 places de parking. Des travaux d'aménagement s'avèrent nécessaires, pour un montant de 100.000 euros environ. Dans la mesure où ceux-ci seront pris en charge par l'entreprise et non pas par la S.C.I., ils ne rentrent pas dans l'assiette éligible. Celle-ci est donc chiffrée à 482.000 euros HT.

Au vu de la nature de l'activité du projet de développement de l'entreprise et de la qualité de la construction, le projet répond aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement approuvé par la délibération du 16 mai 2019.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 90.000 euros, soit 18,67 % de l'assiette éligible de 482.000 euros. La subvention sera versée à la S.C.I. FOCS qui la répercutera sur les loyers payés par la société d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° HN 001-8073/19/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions

réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'immobilier de 90.000 euros au bénéfice de la société ODE basée à Aix-en-Provence (subvention versée à la S.C.I FOCS), au titre de son projet d'investissement sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence

Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget (06) État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 009-8462/20/BM

■ Attribution d'une aide financière à la société Beaubourg Stories pour la production d'une œuvre audiovisuelle (série de fiction) MET 20/16057/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Les acteurs du territoire métropolitain se mobilisent aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournage à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Vagabondes, Bac Nord, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles

107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société Beaubourg Stories a sollicité, par un courrier du 21 juillet 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série de fiction télévisée intitulée *Une si longue nuit*, dont une grande partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 20- de la commission permanente du Conseil Régional du 9 octobre 2020, a attribué à la société une aide d'un montant de 150 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Beaubourg Stories une aide financière d'un montant de 30 000 euros pour la production de la série intitulée *Une si longue nuit*.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant en cours.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Beaubourg Stories relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Beaubourg Stories sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 20- 09 Octobre 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 150 000 euros à la société Beaubourg Stories pour la

production de la série télévisée *Une si longue nuit* ;

- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par Beaubourg Stories à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 21 juillet 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire.
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographique.
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.
- Que pour ce projet, Beaubourg Stories a obtenu une aide de la Région d'un montant de 150 000 euros approuvée par la délibération n° 20- du 9 Octobre 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Beaubourg Stories relative à l'octroi d'une aide financière.
- Qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le

tournage de la série de fiction *Une si longue nuit* étant en cours.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière d'un montant de 30 000 euros à Beaubourg Stories pour la production de la série télévisée intitulée *Une si longue nuit*, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Beaubourg Stories relative à l'octroi d'une aide financière pour la production de la série télévisée *Une si longue nuit*.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section d'investissement, au Programme 03 « Développement économique », Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 « Fonds de soutien aux productions audiovisuelles ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 010-8463/20/BM

**■ Attribution d'une aide financière à la société Gogogo Films pour la production d'un court métrage de fiction
MET 20/16066/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Les acteurs du territoire métropolitain se mobilisent aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création.

Il est, à ce jour, doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, Bac Nord, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-

Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société Gogogo Films a sollicité, par un courrier du 18 mai 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage de fiction Warsha, dont une partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 20-316 de la commission permanente du Conseil Régional du 19 juin 2020, a attribué à la société Gogogo Films une aide d'un montant de 30 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Gogogo Films une aide financière d'un montant de 10 000 euros pour la production du court métrage de fiction Warsha.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Gogogo Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Gogogo Films sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 20-316 du 19 juin 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 30 000 euros à la société GOGOGO FILMS pour la production du court métrage de fiction Warsha ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par Gogogo Films à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 18 mai 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à

la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire.

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques.
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.
- Que pour ce projet, Gogogo Films a obtenu une aide de la Région d'un montant de 30 000 euros approuvée par la délibération n° 20-316 du 19 juin 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Gogogo Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière d'un montant de 10 000 euros à Gogogo Films, pour la production du court métrage de fiction Warsha.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Gogogo Films relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du court métrage de fiction Warsha.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section d'investissement, au Programme 03 « Développement économique », Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 « Fonds de soutien aux productions audiovisuelles ». Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 011-8464/20/BM

■ Attribution d'une aide financière à la société Kazak Productions pour la production d'un long métrage de fiction MET 20/16068/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Les acteurs du territoire métropolitain se mobilisent aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournage à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, Bac Nord, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles

avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société Kazak Productions a sollicité, par un courrier du 20 mai 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long métrage de fiction Titane, dont une partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 19-763 de la commission permanente du Conseil Régional du 16 octobre 2019, a attribué à Kazak Productions une aide d'un montant de 200 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Kazak Productions une aide financière d'un montant de 30 000 euros pour la production du long métrage de fiction Titane.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant en cours.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Kazak Productions relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Kazak Productions sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

- La délibération n° 19-763 du 16 octobre 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 200 000 euros à la société de KAZAK PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction Titane ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par Kazak Productions à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 20 mai 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire.
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques.
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.
- Que pour ce projet, Kazak Productions a obtenu une aide de la Région d'un montant de 200 000 euros approuvée par la délibération n° 19-763 du 16 octobre 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Kazak Productions relative à l'octroi d'une aide financière.

- Qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du long métrage Titane étant en cours.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière d'un montant de 30 000 euros à Kazak Productions pour la production du long métrage de fiction Titane, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Kazak Productions relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du long métrage de fiction Titane.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section d'investissement, au Programme 03 « Développement économique », Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 « Fonds de soutien aux productions audiovisuelles ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 012-8465/20/BM

■ Attribution d'une subvention au commerce "Opéra Zoizo" (EURL Zoizo Bazar) pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention MET 20/16121/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Agenda du développement économique métropolitain, dans lequel elle s'engage en faveur du commerce de

proximité. Cette orientation se traduit par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Parmi ces dispositifs, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer.

Par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille. Il est précisé que l'aide accordée dans le cadre de ce dispositif constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette aide, pour les PME créées ou reprises, correspond à 50% maximum du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.

La Métropole a été sollicitée par l'EURL ZOIZO BAZAR récemment installée au 11 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une aide sur ce fondement.

Dès lors que les conditions d'attribution de l'aide sont remplies par l'entreprise, il est proposé de soutenir l'EURL ZOIZO BAZAR en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 44% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 68 000 euros.

Il est précisé que l'aide accordée par la Métropole s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- Le règlement UE 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 approuvant la mise en place d'outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 approuvant les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité,
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains,
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 30 000 euros au titre de l'année 2020 au commerce « Opéra Zoizo » (société ZOIZO BAZAR) situé 11 rue Beauvau à Marseille pour la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence 2020 et suivants de la Métropole - Sous politique B320 – Chapitre 4581191001 - Fonction 61 – Opération n°2020102600 – AP n°201031BP – Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur"

IVIS 001-8466/20/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention d'objectifs 2019 n°18/0890 entre la Métropole et l'Accélérateur M
MET 20/16173/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créé au second semestre 2018 à l'initiative de la Métropole Aix-Marseille-Provence et implanté au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs issue d'un partenariat avec Aix Marseille Université, l'Accélérateur M réunit en son sein les principales collectivités (Région, Métropole, Villes) et acteurs de l'écosystème d'innovation du territoire. L'Accélérateur M a pour double ambition d'accélérer la croissance des startups locales et de favoriser les programmes d'open innovation dans les grands groupes et les collectivités.

Par délibération du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé l'attribution d'une subvention d'un montant de 150.000 euros pour soutenir l'association

Accélérateur M dans son fonctionnement et la réalisation de son programme d'action 2019. Cette subvention représentait 33,7 % d'un budget prévisionnel de 445.000 euros.

Or les subventions sollicitées auprès des autres collectivités (Région, villes de Marseille et d'Aix en Provence n'ont pas été obtenues ou pour des montants moindres que ceux escomptés. Dans un souci de bonne gestion, l'association a en conséquence été amenée à réduire l'ensemble de ses postes de dépenses, pour tenir compte d'un niveau de subventions publiques attribuées, nettement inférieur (- 100.000 euros) au budget prévisionnel initial.

Cette diminution n'a pas permis de disposer des moyens nécessaires au déploiement complet de l'activité. En particulier, l'association n'a pas été en mesure de mettre en œuvre les prestations d'open innovation envisagées. En conséquence, le chiffre d'affaires réalisé a été sensiblement inférieur aux prévisions.

L'écart constaté entre budget prévisionnel et réalisé, sur les postes de recettes, se retrouve logiquement sur les postes de dépenses. Or les dispositions de l'article 4.4 de la convention d'objectifs établie entre la Métropole et l'Accélérateur M pour l'année 2019 prévoient l'ajustement du solde de la subvention en fonction de l'exécution du budget. Cela conduit à l'application d'un prorata des dépenses réalisées, qui dans le cas d'espèce, viendrait lourdement pénaliser la structure.

Par conséquent, l'association a sollicité la Métropole pour la modification de ces modalités de calcul et l'obtention de la totalité du solde de la subvention attribuée.

Il convient de noter que la réduction du budget de la structure n'a pas eu d'incidence significative sur le programme d'action sur lequel l'association s'était engagée. Celui-ci était structuré autour des 3 axes suivants : 1/ Promouvoir l'écosystème de l'Innovation et les partenariats internationaux - 2/ Développer des entreprises innovantes - 3/ Accompagner les entreprises dans leur parcours d'innovation.

Au cours de l'année 2019, l'Accélérateur M a accompagné un total de 27 startups aux travers de deux programmes d'accélération qui ont mobilisé 28 coachs et experts sur les périodes de mars à juillet, puis de septembre 2019 à janvier 2020. Par ailleurs, l'Accélérateur a accueilli 11 délégations étrangères du monde entier et participé à 3 missions internationales à l'initiative de la Métropole et/ou la Ville de Marseille. Le bilan d'activité de l'association présente ainsi des résultats satisfaisants sur les indicateurs retenus pour son évaluation.

Au regard du bilan d'activité réalisé et afin de ne pas pénaliser l'Accélérateur M pour sa première année d'activité, il est proposé de modifier par avenant les modalités de l'article 4 de la convention susvisée.

Ceci en vue de permettre le versement de l'intégralité du solde de la subvention attribuée pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Règlement budgétaire et financier Métropolitaine ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La délibération n°ECO 028-5571/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de soutenir l'action de l'Accélérateur M en faveur de la croissance des jeunes entreprises innovantes.
- Le bilan d'activité présenté par l'association.
- Les efforts réalisés par l'association aux fins d'ajuster son budget à la réalité des recettes publiques et privées obtenues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs n°18/0890 avec l'Accélérateur M, relative à l'exercice 2019 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 002-8467/20/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement au CNRS relative à l'opération CEREGE - Aide à l'acquisition d'outils analytiques - Approbation d'une convention MET 20/15152/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique en matière d'innovation et d'enseignement supérieur et de recherche, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend soutenir les études et les travaux menés par le laboratoire du CEREGE et notamment sa plateforme expérimentale « Magnétisme, Matériaux et Géophysique de Terrain » (MMGT), au travers de Aix-Marseille Université, tutelle porteuse de l'opération.

Cette Plateforme vient d'être créée, en continuation et extension du laboratoire de Magnétisme des Roches implanté sur le Technopôle de l'Arbois en 1995, dans un bâtiment amagnétique appelé « Le Chalet ».

Les mesures de champs magnétiques obtenues avec les instruments qui équipent la plateforme servent en particulier à des projets liés à l'étude de l'environnement : changements climatiques, pollutions, feux de forêt, fluctuations du champ

magnétique terrestre, caractérisation magnétique de matériaux comme le béton, planétologie (analyse des matériaux extraterrestres et des cratères d'impact), l'archéologie ou encore la datation de la présence d'hominidés.

Les deux magnétomètres principaux de ce laboratoire, le Superconducting Remanent Magnétometer (SRM) et le Vibrating Sample Magnetometer (VSM) sont vétustes (datant d'avant 1995) et victimes de pannes à répétition. Les impacts de cette obsolescence sur la production scientifique sont majeurs, puisque cette technologie permettait la publication de 15 à 20 articles par an (dont 9 « Nature » ou « Science » depuis 2011) assurant une attractivité nationale et internationale remarquable du laboratoire, avec de nombreux utilisateurs du monde entier (USA, Russie, Chine, etc...)

Ces deux instruments alimentent aussi l'activité de développement technologique du CEREGE avec de nombreux prototypes réalisés et un brevet au cours des dernières années.

Afin de préserver le niveau d'excellence de la recherche menée sur le technopôle de l'Arbois, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer au financement de l'acquisition et de l'installation d'un nouvel outil analytique. A ce titre, il est proposé l'octroi d'une subvention de 80 000 € au CNRS, tutelle de l'opération pour le CEREGE (Guichet Unique N°2020-01339) et d'approuver la convention afférente.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 195 000 euros.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Fonds Propres	58,98 %	115 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	41,02 %	80 000 €

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 80 000 euros, représentant 41,02 % du coût du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 014-5090/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération CEREGE – Aide à l'acquisition d'outils analytiques du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération N° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'acquisition et l'installation d'un magnétomètre Vibrating Sample Magnetometer (VSM) dans le cadre de la plateforme expérimentale « Magnétisme, Matériaux et Géophysique de Terrain » (MMGT).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée d'une subvention de 80 000 euros au CNRS (tutelle de l'opération pour le CEREGE).

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'attribution de la subvention entre la Métropole et le CNRS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2020 Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : 4581, autorisation de programme DI9052AP, opération : 4581162905.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 003-8468/20/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à Aix-Marseille Université pour l'acquisition des équipements électroniques et numériques de l'espace expérimental de la Cité Méditerranéenne de l'Education - CIMEd - Approbation d'une convention
MET 20/15862/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence entend soutenir l'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre de projets de recherches contribuant à la dynamique d'innovation et au rayonnement du territoire.

Le projet « Aix-Marseille - Pôle d'Innovation, de Recherche, d'Enseignement pour l'Éducation - AMPIRIC » vise à créer un pôle d'excellence scientifique international sur les sciences de l'éducation au sein de l'Université d'Aix-Marseille. Porté par Aix-Marseille Université (AMU) en partenariat avec l'académie d'Aix-Marseille, Avignon Université (AU) et l'Université de Nice Sophia Antipolis (UNS), le projet associe collectivités territoriales, associations, une douzaine d'entreprises ainsi que l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT).

Son objectif est d'améliorer les performances des élèves, notamment ceux qui sont en difficulté, dans leur apprentissage des savoirs fondamentaux tout au long de leur parcours scolaire en développant, expérimentant, diffusant des approches pédagogiques innovantes fondées sur les technologies numériques.

Ce projet vise également à renforcer la mise en réseau entre terrain, formation et recherche. L'ensemble des actions du pôle sont conçues dans cette perspective, fondée notamment sur des communautés de pratiques entre équipes pédagogiques dans les établissements, équipes de recherche dans les laboratoires et celles de production dans les entreprises notamment de l'EdTech.

Son implantation sur le campus de Saint-Jérôme dans les locaux récemment rénovés regroupant l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPE) et la Structure Fédérative d'Etudes et de Recherches en Education (SFERE-Provence qui fédère 22 unités de recherche) permettra la constitution d'un pôle de recherche et de formation de premier plan au niveau régional, national et international.

Ce projet ambitieux a été sélectionné dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA 3) « Pôles pilotes de formation des enseignants et de recherche pour l'éducation », volet « Territoires d'Innovation pédagogique » et bénéficie d'un financement, à ce titre, de 10M€.

De telles visées supposent de pouvoir comprendre, analyser, éprouver, tester en « conditions réelles » des organisations pédagogiques innovantes, notamment celles qui ont recours aux technologies numériques. Il s'agit là des missions dévolues à la

plateforme CIMEd « Cité Méditerranéenne de l'Education », qui constitue un élément clé du projet AMPIRIC.

En effet, la plateforme CIMED comprendra, un incubateur et un plateau d'expérimentation dénommé "CréativLab" et un espace pédagogique expérimental. D'une surface de 156 m2, cette espace se compose d'une salle de cours de 67 m2 avec deux locaux annexes, de 9 et 14 m2, aménagés dans des locaux libérés par l'ENSPE à Saint-Jérôme.

La Métropole est sollicitée pour cofinancer l'achat des équipements électroniques et numériques disposés dans cet espace expérimental pour recueillir et étudier des données audiovisuelles et physio-métriques, lors

de séances pédagogiques pouvant comporter jusqu'à 25 élèves.

Ces équipements seront installés et utilisés dans la salle de cours : vidéoprojecteur interactif, diffusion audio, système de visio-conférence, micros HF, tablettes tactiles, caméras robotisées, lunettes individuelles de tracking, etc. - et le studio technique et la salle d'observation attenants : station de travail, unité de stockage, postes de travail, régie vidéo et audio, etc.

Par ailleurs, cette plateforme fera l'objet d'une demande de labellisation à l'Université d'Aix-Marseille au titre de « Plateforme Technologique Aix-Marseille » permettant une utilisation par des entreprises et organismes extérieurs.

Financement prévisionnel des équipements de la salle expérimentale de la CIMEd – Montants en euros HT		
Collectivités	En €	Sur global
Région Sud	140 000	38,45 %
Conseil Départemental 13	50 000	13,73%
AMP	40 000	10,98%
Ville de Marseille	30 000	8,24%
Total coll. territoriales	260 000	71,40%
PIA AMPIRIC	44 152,12	12,12%
INSPE Aix-Marseille	30 000	8,24%
A*MIDEX	30 000	8,24%
Total AMU	104 152,12	28,60%
Total général	364 152,12	100,00%

La Métropole est sollicitée en cofinancement à hauteur de 40 000€ pour l'achat des équipements électroniques et numériques de la CIMED, dont 10,98% d'un coût total est estimé à 364 152.12€ .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° ECO 002-3548/18/CM du 15/02/2018 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Enseignement Supérieur et Recherche.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La politique de soutien de la Métropole aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche, notamment, à Aix-Marseille Université.
- L'aspect innovant en matière de pédagogie numérique du projet CIMEd, les objectifs tant au niveau de l'amélioration de l'apprentissage des savoirs fondamentaux qu'en terme de transfert technologique des résultats des recherches visant à développer,

produire et labelliser les ressources et applications pédagogiques.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 40 000 euros au profit d'Aix-Marseille Université pour le financement d'équipements électroniques et numériques destinés à l'espace pédagogique expérimental de la Cité Méditerranée de l'Education – Projet AMPIRIC.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020, en section d'Investissement : sous politique B360 – nature 204181 – fonction 67 – opération 2017100411 - AP 171033BP.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2020 : 24 000 euros TTC

CP 2021 : 16 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 004-8469/20/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à Aix-Marseille Université pour l'acquisition d'outils de réalité augmentée et virtuelle - Approbation d'une convention

MET 20/15871/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter un soutien aux opérations innovantes contribuant à l'excellence et au rayonnement du territoire en matière de formation et de recherche.

La pandémie de Covid-19 a affecté l'ensemble du système éducatif français et mis en exergue la place de plus en plus importante de la transition numérique

et de l'innovation. Les modalités d'enseignements et d'échanges ont été nécessairement repensés : cours et réunions à distance, formes hybrides, plateformes d'échanges.... La crise a engendré des modes de fonctionnement alternatif, une nouvelle façon d'enseigner et une nécessité impérieuse de s'adapter à tout type de situation.

Bien que notre système éducatif ait déjà anticipé cette transition et que les « EdTech » aient acquis une place importante dans le monde de l'éducation, il s'agit dorénavant de repenser globalement les apprentissages, de renforcer la place de la technologie au service de l'éducation, de la recherche, du transfert de technologie et de se doter pour se faire des équipements indispensables.

C'est dans ce contexte qu'Aix-Marseille Université souhaite acquérir des outils de Réalité augmentée et de Réalité Virtuelle (RA/RV) pour les implanter au sein de ses campus dans les espaces dédiés à l'innovation ainsi qu'à la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix Marseille (CISAM), bâtiment totem de l'innovation de la Métropole Aix Marseille Provence. Dans un second temps, ces équipements seront déployés au sein d'autres campus non pourvus de Centre d'Innovation Pédagogique et d'Evaluation (CIPE-Lab).

Ces outils seraient déployés dans un premier temps dans les lieux suivants :

Campus Marseille Centre : Saint-Charles

Campus Marseille Luminy : bâtiment Hexagone

Campus Aix - Les Fenouillères : BU Fenouillères

Campus Aix - Faculté des Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines : pôle multimédia

Marseille - CISAM

Ces équipements se composent de murs d'écrans tactiles, de tables tactiles ou de casques de réalité augmentée et virtuelle ainsi que le logiciel permettant une forte interaction entre plusieurs utilisateurs présents sur différents sites. L'ensemble de ces outils de réalité augmentée et virtuelle peuvent être connectés entre eux grâce à un logiciel intuitif pour les utilisateurs mais également depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone connecté à Internet.

Ces lieux dédiés à l'innovation pédagogique pour les enseignants chercheurs et étudiants permettront non seulement d'innover sur des nouvelles méthodes d'enseignements « post Covid-19 » mais également de former les étudiants européens partenaires de l'université civique européenne (CIVIS).

Par ailleurs, ces installations permettront également l'organisation de workshops entre chercheurs, étudiants, industriels et citoyens pour co-construire ensemble les technologies qui équiperont les produits et les services de demain. L'ensemble des plateformes technologiques d'Aix-Marseille Université seront ainsi accessibles depuis n'importe quel endroit dans le monde grâce à leur modélisation 3D pour les

restituer dans un environnement virtuel des outils acquis.

Pour mémoire les plateformes labellisées ont pour objectif de mettre à disposition de la communauté scientifique et du monde socio-économique des infrastructures de pointe pour l'exécution de contrats

de recherche, de collaborations partenariales ou des prestations de services externes : les industriels intéressés par une plateforme pourront ainsi les visiter virtuellement afin de découvrir les différents services proposés par chacune d'entre elles.

Financement prévisionnel des équipements RA/RV – Montants en euros HT		
ETAT - DRRT	60 000	20 %
Conseil Départemental 13	150 000	50%
AMP	30 000	10%
AMU fonds propres	60 000	20%
Total	300 000	100,00%

La Métropole est sollicitée à hauteur de 30 000 € pour le financement de l'acquisition de ces outils de RA/RV dont le coût total est estimé à 300 000 €, soit 10% du coût total.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération n° ECO 002-3548/18/CM du 15/02/2018 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Enseignement Supérieur et Recherche.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La politique de soutien de la Métropole en faveur de l'enseignement supérieur, de la recherche, et de l'innovation.

- L'aspect innovant en matière de pédagogie numérique et l'intérêt d'équiper les espaces dédiés d'outils adaptés que sont les CIPE'Lab et la CISAM.
- La nécessité de s'adapter aux nouvelles formes d'enseignement et d'accompagner leur transition numérique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 30 000 euros au profit d'Aix-Marseille Université pour l'acquisition d'outils de réalité augmentée et virtuelle.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020, en section d'Investissement : sous politique B360 – nature 204181 – fonction 67 – opération 201710040012 - AP 171033BP. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2020 : 18 000 euros TTC

CP 2021 : 12 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 005-8470/20/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à Aix-Marseille Université pour la mise à niveau des espaces du Centre de Mathématiques et d'Informatique (CMI) Marseille Nord - Château-Gombert - Opération CPER 2015-2020 - Approbation d'une convention MET 20/16195/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence, en lien avec la Région et l'Etat, apporte un soutien déterminant aux opérations inscrites au Contrat de Plan Etat-Région, dans le but notamment, de renforcer et structurer l'ESR autour des grands pôles d'excellence académiques de notre territoire.

L'opération de mise à niveau des espaces du Centre de Mathématiques et d'Informatique (CMI) s'inscrit dans le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière d'AMU pour la période 2017-2022, et s'articule autour des différents Schémas Directeurs dont s'est dotée l'Université depuis 2012.

En effet, la présente opération est le fruit d'une réflexion globale exprimée dans le cadre du Schéma Directeur Sciences et Technologies réalisé en 2014 et répond aux axes stratégiques « modernisation et optimisation du parc immobilier » de la Politique Immobilière d'Etat et ses thématiques « bien-être des usagers » et « optimisation des surfaces occupées ».

Cette étude, complétée en 2019, a mis en exergue le souhait de l'Institut de Mathématiques de Marseille (I2M) de regrouper ses activités sur le site St Charles et la volonté de l'Ecole Polytech de regrouper son école sur deux sites : Château-Gombert et Luminy.

Les objectifs du projet global patrimonial sont les suivants :

- Polytech souhaite mettre fin à la dispersion de ses activités sur trois sites, qui constitue un obstacle majeur obstacle majeur au développement de l'Ecole. Elle a pour ambition de favoriser la mutualisation, la transversalité, l'hybridation des compétences, la communication et la circulation des personnels, et contribuer à la construction d'une vraie culture d'Ecole commune et partagée. Pour cela elle souhaite le regroupement de l'école uniquement sur les sites de Château Gombert et de Luminy. A moyen terme, elle souhaite délocaliser son département de Génie Industriel et Informatique (GII), actuellement situé sur le site de Saint Jérôme, sur le site Château-Gombert et proposer son cycle préparatoire (PeiP) sur

Château-Gombert et Luminy (50% des effectifs sur chaque site).

- L'IUT a pour objectif d'ouvrir un département dédié au Génie Civil et à la Construction Durable sur Château-Gombert afin de mutualiser les enseignements avec la composante Polytech et créer un véritable pôle de Génie Civil pour les étudiants d'Aix-Marseille Université sur le site Château-Gombert.
- La Faculté des Sciences se maintient et développe son département Mécanique sur Château Gombert.

Ce projet global est planifié en tranches fonctionnelles opérationnelles.

La « Mise à niveau des espaces du bâtiment CMI Marseille Nord Château-Gombert » constitue la première tranche fonctionnelle de l'opération globale, estimée à 22M€ TTC.

La réalisation de cette première tranche d'un montant de travaux de 1M€, permettra d'enclencher le projet global.

A ce jour, le CMI, bâtiment de 6 040m², abrite l'Institut de Mathématiques de Marseille (I2M) sur 2 040m². Ce dernier regroupant ses activités sur le site St Charles, libérera en 2022 le bâtiment pour l'Ecole Polytech.

L'opération consiste en la réalisation de travaux d'adaptation et de mise en sécurité dans le bâtiment afin de permettre la mise en œuvre de la première étape de réorganisation de Polytech sur Château-Gombert. Celle-ci comprend le déménagement des fonctions administratives de l'école et la mise en conformité incendie du bâtiment, qui permettront la transformation des espaces tertiaires en espaces d'enseignement adaptés aux nouveaux usages.

Le bâtiment, structuré en 5 niveaux, date de 1994 mais ne présente pas de désordres majeurs. Toutefois, des travaux d'adaptation des locaux laissés vacants sont nécessaires, ainsi que des travaux de mise en sécurité permettant l'accueil des étudiants dans les niveaux supérieurs.

L'objectif, à terme, est de faire du CMI le bâtiment Totem du site de Château Gombert en proposant notamment des espaces dédiés à la vie étudiante, des salles banalisées mutualisées et des salles de travail allouées aux étudiants des différentes formations.

Par la suite, il devrait accueillir l'administration et le cycle préparatoire (PeiP) de Polytech et les espaces d'enseignement banalisés pour l'ensemble des composantes du site. Le bâtiment accueillera également dans sa configuration optimale des espaces de vie et de travail innovants destinés aux étudiants du campus Château-Gombert (box de

travail, work café, fab lab...) ainsi que les salles de travail pour les étudiants.

La création d'une plateforme dédiée au secteur de l'entreprise et au monde socio-économique au sein du bâtiment est également envisagée avec notamment l'accueil de l'Incubateur inter-universitaire Impulse, acteur de l'écosystème d'innovation métropolitain, au service de l'entrepreneuriat issue de la valorisation de la recherche publique.

La présente opération s'inscrit dans le cadre de la participation de la Métropole au financement des opérations inscrites au volet Enseignement Supérieur et Recherche du CPER 2015-2020, au titre de la mesure II-1-1 « Offrir aux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche des campus attractifs et fonctionnels ».

Le plan de financement de cette opération se détaille de la manière suivante :

PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET DE MISE A NIVEAU DES ESPACES DU BATIMENT DU CMI (en € TTC)			
Dépenses	Montant	Recettes (Financement CPER 2015-2020)	Montant
Programmation	23 000	ETAT	200 000
		Conseil Départemental 13	300 000
		Métropole	500 000
Maitrise d'œuvre	68 000		
Travaux	900 000		
Assurances	9 000		
Total des dépenses prévisionnelles	1 000 000	Montant total des recettes prévisionnelles	1 000 000

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, la Métropole a acté sa participation à ce projet à hauteur de 500 000 euros sur un montant global retenu de 1 000 000 euros TVA mixte, soit 50% du coût total.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Règlement budgétaire et financier Métropolitain ;

- Le Contrat de Plan Etat - Région.2015 – 2020 Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La délibération n°ECO 001-3547/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant revalorisation et affectation de l'opération d'investissement Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le soutien déterminant de la Métropole aux opérations inscrites au Contrat de Plan Etat-Région et la nécessité de renforcer et structurer l'ESR autour des grands pôles d'excellence académiques de notre territoire,
- L'intérêt de l'opération pour le développement du site universitaire situé au cœur du Technopôle de Château-Gombert.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 500 000 euros au profit d'Aix-Marseille Université pour la mise à niveau des espaces du Centre de Mathématiques et d'Informatique (CMI) à Château-Gombert Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020, en section d'Investissement : sous politique B360 – nature 204182 – fonction 67 – opération 2015112603.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

- CP 2020 : 50 000 euros TTC
- CP 2021: 350 000 euros TTC
- CP 2022: 100 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 006-8471/20/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 20/16197/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la convention de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il est proposé de soutenir des manifestations et actions valorisant le travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, ces actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence apporte une aide financière limitée, complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université, avec une incidence financière totale de 25 500 euros comme suit :

- 4 000€ pour l'organisation du « Guichet d'accueil des étudiants internationaux d'Aix Marseille », du 31 aout

au 25 septembre 2020, organisé par Aix Marseille Université (AMU).

- 3 000 € pour l'organisation du colloque international « Prendre part à l'art et à la culture. Pratiques, théories et politiques de la médiation culturelle aujourd'hui » du 22 au 24 octobre 2020 à Marseille, organisé par le Laboratoire d'Etudes en Sciences des Arts (LESA)

- 1 500 € pour l'organisation des rencontres internationales « Les gestes du mosaïste antique : choix des matériaux, dessins préparatoires, mise en œuvre » du 29 au 31 octobre 2020 à Aix-en-Provence, organisée par la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH)

- 12 000 € pour l'organisation de la journée Semaine Aix-Marseille Université Entreprises 2020 le 24 novembre à Marseille, organisée par la Direction du partenariat avec le monde socio-économique (DPMSE)

- 1 000 € pour l'organisation du « 16^{ème} congrès de la division plasmas de la Société Française de Physique » du 25 au 27 novembre 2020 à Marseille, organisée par la Société Française de Physique (SFP)

- 2 000 € pour l'organisation du colloque international « D'un bord l'autre Derrida » du 14 au 19 décembre 2020 à Aix en Provence, organisé par Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix Marseille (CIELAM)

- 2 000 € pour l'organisation d'une rencontre scientifique en vue de la création d'une école de recherche sur le genre du 16 au 18 décembre 2020 à Marseille et Aix en Provence, organisée par la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH)

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation Colloque	Date	Subventions N-1	Subvention demandée	Budget prévisionnel Co financeurs	Montant proposé
Aix Marseille Université (AMU) GU : 2020-01426	Guichet d'accueil des étudiants internationaux	Du 31 août au 25 septembre 2020	N-1 : 5 000 € N-2 : 5 000 €	4 000 €	22 800 € Co-financeurs Etat : 14 800€ Ville Marseille : 2 000€ Ville d'Aix en Provence : 2 000 €	4 000€ Soit 17,54 % du budget prévisionnel
Laboratoire d'Etudes en Sciences des Arts (LESA) GU : 2020_01429	Colloque international « Prendre part à l'art et à la culture. Pratiques, théories et politiques de la médiation culturelle aujourd'hui »	22 au 24 octobre 2020	N-1 : €	3 000 €	18 088 € Fonds propres : 2 000 € Co financeurs : Région : 4 000 € Département : 1 500 € Ville de Marseille : 1 500 € Autres établissements publics : 6 088 €	3 000 € Soit : 16,59 % du budget prévisionnel
La Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) GU : 2020_01427	« les gestes du mosaïste antique : choix des matériaux, dessins préparatoires, mise en œuvre »	29 au 31 octobre 2020	N-1 :	1 500 €	7 500 € Fonds propres : 1 161 € Co-financeurs : Etat : 3 839 € Département : 1 000 €	1 500 € Soit 20 % du budget prévisionnel
Direction du Partenariat avec le monde socio- économique (DPMSE) GU : 2020_01430	« La journée Semaine Aix-Marseille Université Entreprises 2020 »	24 novembre 2020	N-1 : 8 503 €	12 000 €	55 087 € Fonds propres : 28 087 € Co-financeurs : Département : 12 000 € Ville de Marseille 3 000 €	12 000 € Soit 21,78 % du budget prévisionnel
La Société Française de Physique (SFP) GU : 2020_01432	« 16 ^{ème} congrès de la division plasmas de la Société Française de Physique »	25 au 27 novembre 2020	N-1 : 2 000 €	1 000 €	21 135 € Co-financeurs : Département : 1 000 € Ville de Marseille : 1 000 € Droits d'inscript : 13 140 € Autres établissements publics : 3 495 € Fonds privés : 1 500 €	1 000 € Soit 4,73 % du budget prévisionnel
Centre interdisciplinaire d'étude des littératures d'Aix Marseille (CIELAM) GU : 2020_01431	Congrès international « D'un bord l'autre Derrida »	14 au 19 décembre 2020	N-1 : 9 500 €	2 000 €	16 342 € Fonds propres : 9 642 € Co financeurs : Département : 1 500 € Droits d'inscript : 3 200 €	2 000 € Soit 12,24% du budget prévisionnel

La Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) GU : 2020_01425	Rencontre scientifique en vue de la création d'une école de recherche sur le genre	16 au 18 décembre 2020	N-1 :	2 000 €	10 000 € Co-financeurs : Etablissements publics : 8 000 €	2 000 € Soit 20 % du budget prévisionnel
---	--	------------------------	-------	---------	--	---

Il est proposé au Bureau de la Métropole :

- d'attribuer une subvention de 25 500 euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau
- d'approuver la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Règlement budgétaire et financier Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions de fonctionnement spécifiques au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 25 500 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 sur l'état spécial du territoire du CT2 en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 007-8472/20/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2020
MET 20/15193/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est adhérent de l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) fondée en 1984 par le Sénateur Laffitte.

Cette association regroupe 350 membres dans 75 pays. L'objectif de l'IASP est d'animer le réseau international des parcs scientifiques et technopôles,

de favoriser les échanges d'expériences entre les pays adhérents et d'encourager les partenariats entre les adhérents.

Au titre du pilotage du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert, la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à l'IASP dont les travaux et le rayonnement contribuent à développer la notoriété du territoire au plan international dans le domaine du développement économique par l'innovation.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association IASP, la Communauté Urbaine Marseille Provence a donc décidé d'adhérer à cette association par délibération n° ECO 03/183/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003. Puis la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée à la communauté urbaine de Marseille suite à la loi NOTRe a par délibération IVIS 007-15/10/20 BM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 adhéré à cette association et a depuis renouveler son adhésion pour les années suivantes.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole de renouveler son adhésion à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) dont la cotisation s'élève à 1 800 euros pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération IVIS 007-15/10/20 BM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération ECO 015-6556/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et particulièrement en ce qui concerne le Technopôle Marseille Provence, à un réseau de parcs scientifiques (IASP) de rayonnement international revêt un réel intérêt.
- Que compte tenu de sa compétence en matière de développement économique et attractivité du territoire, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association présente une pertinence avérée.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) ainsi que le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 1 800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B370 – Chapitre 011 - Nature 6281 – Fonction 67.

IVIS 008-8473/20/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention avec le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives relative au financement de la Phase 7 CPER et hors CPER, du projet de la Cité des Energies - Acquisition d'équipements scientifiques pour les plateformes technologiques du bâtiment dédié aux biosciences
MET 20/16337/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération ECO 020-7261/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole a voté l'attribution d'une subvention d'investissement au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) contribuant à l'acquisition d'équipements scientifiques pour les plateformes technologiques du bâtiment dédié aux biosciences en cours de finition.

En raison de la crise sanitaire et de la période de confinement imposée, les chantiers ont pris du retard

et le bâtiment n'a pas encore pu être définitivement livré. Le CEA n'a donc pas pu acquérir la totalité des équipements visés et a été contraint de décaler les dates de livraison à 2021.

Il est donc proposé un avenant à la convention n°Z200298COV afin de rectifier l'assiette sur laquelle porte la subvention suite à une erreur de plume, ainsi que les montants annuels, avec un glissement d'une part des montants initialement prévus sur 2020 en 2021. Cet avenant a pour objet de modifier l'article 3 « Dispositions financières » de la convention.

Le montant total de subvention voté par le Bureau du 19 décembre 2019 reste inchangé.

Le coût global prévisionnel de cette phase du projet sur 2020/2021 est de 1 930 000 € hors taxes.

Le CEA sollicite une subvention d'investissement totale de 650 000 € auprès de la Métropole Aix-

Marseille Provence / Territoire du Pays d'Aix, soit 33,7 %.

Ce montant sera réparti selon le calendrier suivant :

- 2020 : 368 000 € ;
- 2021 : 282 000 €, sous réserve que le vote du budget d'investissement 2021 apporte les crédits nécessaires.

Cette participation financière revêt le caractère de subvention d'investissement et n'est donc pas soumise à la TVA.

La Métropole intervient avec l'Etat, la Région et le Département selon le plan de financement suivant :

Equipement	Coût total	Factures acquittées en 2020	Factures acquittées en 2021	Financements				Versements MAMP		
				Etat	Région	CD 13	MAMP	% MAMP sur assiette projet	Part 2020	Part 2021
Phytotron (CPER phase 7 2015-2020)	980 k€	860 k€	120 k€	417	303		260	26.5 %	228	32
Spectro Q-TRAP(CPER phase 7 2015-2020)	330 k€	0	330 k€	133	97		100	30.3 %		100
Sous-Total CPER phase 7 (2015 - 2020)	1 310 k€	860 k€	450 k€	550 k€	400 k€		360 k€		228 k€	132 k€
Tranche 2 PF Bioprocédés	620 k€	300 k€	320 k€		150	180	290	46.8 %	140	150
Total Assiette	1 930 k€	1 160 k€	770 k€	550 k€	550 k€	180 k€	650 k€	33.7 %	368 k€	282 k€

Pour mémoire										
Tranche1 PF Bioprocédés	320 k€				150	170		0%		
Total Equipements Phase 7 (CPER + hors CPER)	2 250 k€			550 k€	700 k€	350 k€	650 k€	28.9 %	368 k€	282 k€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Règlement budgétaire et financier Métropolitain ;
- La délibération n°ECO 020-7261/19/BM du Bureau la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'attribution d'une subvention d'investissement au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives relative au financement de la Phase 7 du projet de la Cité des Energies – Acquisition d'équipements scientifiques pour les plateformes technologiques du bâtiment dédié aux biosciences ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention signée avec le CEA nécessite d'être modifiée par voie d'avenant pour prendre en compte les impacts de la crise sanitaire sur l'avancement du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention avec le CEA relative au financement de la Phase 7 CPER et hors-CPER, du projet de la Cité des Energies – Acquisition d'équipements scientifiques pour les plateformes technologiques du bâtiment dédié aux biosciences.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Mobilité durable"***

MOB 001-8474/20/BM

**■ Adhésion à l'Institut du Véhicule Décarboné et Communiquant et de sa Mobilité et paiement de la cotisation 2020
MET 20/16178/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Institut pour la Transition Énergétique est une fondation partenariale public/privé à but non lucratif, a été mis en place en février 2014 dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir du gouvernement français. Il est soutenu par le pôle de compétitivité Mov'eo et plusieurs collectivités locales françaises. VEDECOM est un institut de recherche mutualisée et colocalisée sur les véhicules électriques, autonomes

et connectés, et sur l'écosystème de mobilité s'appuyant sur des infrastructures et des services répondant à de nouveaux usages de mobilité et d'énergie partagée. Il a pour but de conduire, dans le cadre des investissements d'avenir, un programme d'innovation technologique de dimension mondiale dans le domaine du Véhicule Décarboné Communiquant et de sa mobilité.

Les axes de recherche de VEDECOM couvrent trois domaines :

- l'électrification des véhicules,
- la délégation de conduite et la connectivité des véhicules,
- les infrastructures et les services de mobilité et d'énergie partagés.

Dans une optique de partenariat futur, les deux entités se sont par ailleurs rapprochées et ont signé un accord de confidentialité.

L'adhésion de la Métropole Aix -Marseille-Provence à l'institut VEDECOM facilitera l'émergence de partenariats dans plusieurs domaines dont le covoiturage à l'échelle métropolitaine et le projet MaaS.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'institut VEDECOM, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite adhérer à cette fondation en tant que « membre donateur actif ». Le montant de la cotisation annuelle est de 3 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n°20/548/D du 23 juillet 2020 de la Présidente de la Métropole approuvant l'accord de confidentialité entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'institut VEDECOM.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'Institut VEDECOM dans la perspective de partenariats notamment au sujet du MaaS et du covoiturage à l'échelle métropolitaine.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 3 000 euros TTC, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de « membre donateur actif » à l'Institut VEDECOM et le paiement d'une cotisation de 3 000 euros TTC pour l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole : Chap 011 Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 002-8475/20/BM

■ **Approbation d'une convention relative au reversement des recettes de la tarification multimodale avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la RTM et la SNCF**
MET 20/15223/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création d'abonnements de transport illimités pour tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence est un des premiers engagements de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine à être tenu et une première concrétisation du décloisonnement des réseaux promis par la Métropole.

En octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se sont accordées pour déployer progressivement à compter de 2018 des abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le « pass métropolitain » est un abonnement mensuel grand public : il a été mis en œuvre dès le 1^{er} trimestre 2018.

Une convention cadre entre les deux Autorités Organisatrices a été conclue.

La description de la gamme tarifaire, les tarifs, les modalités de vente et les principes de répartition de recettes sont définis par convention quadripartite tel la Métropole, la Région, la SNCF et la RTM.

La convention décrit par ailleurs les modalités d'encaissement et de reversement des recettes liées au pass. Cette dernière est arrivée à échéance le 31 décembre 2019.

La SNCF et la RTM sont chargées, sur le fondement d'accords bipartites avec chacune de leur Autorité Organisatrice, de centraliser les recettes et procéder à leur reversement à hauteur de 65% pour la Métropole et 35% pour la SNCF, propriétaires des recettes leur revenant.

Il s'avère dès lors nécessaire d'approuver une nouvelle convention quadripartite pour permettre aux deux exploitants de procéder au reversement des recettes dues.

Aussi, il est proposé de conclure une convention d'application relative au reversement des recettes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la RTM et la SNCF afin de préciser les mécanismes de collecte, de répartition et de reversement des recettes perçues au titre de la tarification multimodale de type zonale sur le périmètre d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 003-19/10/17 CM du 19 octobre 2017 approuvant la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avenant n°1 à la convention, approuvé le 22 mars 2018, visant à préciser les modalités financières d'encaissement et de reversement des recettes issues de la vente à distance et de prévoir la possibilité d'une réciproque dans l'hypothèse où la Région mettrait en place un module similaire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont accordées en octobre 2017 pour mettre en place un pass métropolitain.
- Que l'absence de conclusion d'un accord quadripartite ne permet pas aux deux exploitants de procéder au reversement des recettes dues.
- Qu'il est nécessaire de conclure une convention d'application relative au reversement des recettes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, la RTM et la SNCF afin de préciser les mécanismes de collecte, de répartition et de reversement des recettes perçues au titre du pass.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'application ci-annexée relative au reversement des recettes relatives de la tarification multimodale de type zonale sur le périmètre d'Aix Marseille Provence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la RTM et la SNCF.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe Transport des exercices 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Fonctionnement – Sous Politique : C210—Nature 7061.

MOB 003-8476/20/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à réalisation du Pont de Guiramande à Aix-en-Provence
MET 20/16094/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Par délibération n° 2013A138 en date du 18 juillet 2013, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a pris la décision de réaliser la construction du pont de Guiramande à Aix-en-Provence,

La réalisation du pont de Guiramande permet d'améliorer la desserte du parc relais Krypton en le reliant au chemin du Viaduc ; le parc relais Krypton (P+R) étant caractérisé par 900 places de parking et une gare routière de 8 quais et 4 emplacements de régulation pour les cars interurbains, les bus urbains dont la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). L'ouvrage assurera également la continuité de cheminement de mode doux entre le Campus actuel situé au nord du P+R Krypton et son extension prévue au sud de l'Arc.

La réalisation de ces travaux s'effectuant, en partie, sur le domaine communal, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la ville d'Aix-en-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour réaliser :

- La construction de l'ouvrage d'art de franchissement de l'Arc.
- Les travaux de soutènement et de chaussée pour les rampes d'accès.
- Le raccordement de l'ouvrage sur les deux rives.
- La création et le raccordement des infrastructures des modes doux ; cyclistes et piétons.
- La mise en œuvre de l'ensemble des superstructures et équipements comme notamment l'éclairage, le mobilier urbain, le réseau d'assainissement des eaux pluviales.
- Les dispositifs nécessaires pour l'intégration des réseaux de chauffage urbain, de fibre optique et d'eau potable.

Le montant de l'opération est de 5 000 000 € HT.

L'entretien du pont de Guiramande et de l'ensemble des infrastructures et des équipements afférents sera réalisé par la Ville d'Aix-en-Provence suivant les termes de la convention de transfert temporaire de Maîtrise d'ouvrage.

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2224-1 et L.2224-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux de la construction du pont de Guiramide et les aménagements correspondants ;
- Que ces travaux s'effectuent pour partie sur le domaine communal ;
- Qu'il est nécessaire que la ville d'Aix-en-Provence transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de ces travaux ;
- Qu'il convient d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la réalisation du pont de Guiramide.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération DI6684AP – Pont de la Guiramide sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 004-8477/20/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage d'entretien et d'exploitation avec le département des Bouches-du-Rhône pour la sécurisation de l'arrêt de bus Les Fignons, dans le cadre d'une expérimentation de signalisation dynamique horizontale
MET 20/16092/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Parmi ceux-ci figurent notamment les arrêts de bus nécessaires à l'exploitation du réseau métropolitain. Certains d'entre eux, situés hors agglomération peuvent présenter un danger potentiel pour les usagers des transports en commun. Un accident corporel est survenu en 2017 au niveau de l'arrêt Les Fignons, situé sur la RD17, sur la commune d'Aix en Provence.

Des travaux de modification de l'infrastructure ont été réalisés dans le but d'augmenter le niveau de sécurité de cet arrêt tout en conservant l'exploitabilité de la route à cet endroit.

La société AXIMUM met en œuvre des expérimentations de signalisation dynamique horizontale dans le but, entre autres, de renforcer la sécurité routière sur des points particuliers.

Dans ce cadre, il est envisagé de déployer l'une de ces expérimentations sur l'arrêt de bus précité. Pour ce faire, le Département des Bouches du Rhône transfère de façon temporaire sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui confie à la société AXIMUM le soin de mettre en œuvre les dossiers d'autorisations administratifs nécessaires, le recueil des autorisations et les aménagements de terrain. Ceux-ci consistent essentiellement en la pose de panneaux de leds sur la chaussée, de caméras et capteurs, permettant à la fois de faire fonctionner le dispositif et d'analyser les comportements des usagers de la route, des utilisateurs des transports en commun, pour vérifier l'augmentation du niveau de sécurité du lieu.

Ces aménagements impactent des ouvrages qui appartiennent au Département des Bouches du Rhône et doivent être réalisés sur le domaine routier départemental.

A cette fin, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention, ont convenu de s'entendre sur les termes de la convention objet du présent rapport.

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre le Département des Bouches du Rhône, la Métropole Aix-Marseille Provence, pour la réalisation de la sécurisation de l'arrêt de bus les FIGONS par la société AXIMUM, situé sur la RD17 à Aix en Provence par expérimentation de signalisation horizontale dynamique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 005-8478/20/BM

■ Renouvellement de la convention avec la commune de Saint-Chamas relative à la réalisation de certaines missions d'entretien du Pôle d'échanges multimodal de Saint-Chamas MET 20/16078/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°267/15 du 23 novembre 2015, la Communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre, Durance a conventionné avec la commune de Saint-Chamas pour la mise à disposition de ses services nécessaires à l'entretien du pôle d'échange multimodal de Saint-Chamas. Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette opération lui a été transférée au titre de sa compétence Transport.

Cette convention arrivera à échéance le 2 décembre 2020. Aussi, conformément aux dispositions de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales, applicables à la Métropole par renvoi de l'article L.5217-7 du même code, celle-ci souhaite renouveler cette convention avec la commune, afin de lui confier la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.

Ainsi, les services municipaux seront amenés à effectuer les opérations d'entretien et de maintenance dans les domaines suivants:

- Voirie, trottoirs et accotements
- Mobilier urbain, jalonnement
- Signalisation horizontale et verticale
- Réseau pluvial
- Consommation, entretien de l'éclairage et relampage
- Espaces verts, arrosage et patrimoine arboré
- Propreté urbaine
- Nettoyage de l'abri à vélo sécurisé de la SNCF
- Contrôle du bon fonctionnement de la borne de recharge de véhicules électriques
- Veille hivernale sablage des surfaces, évacuation des surfaces enneigées
- Tout autre équipement jugé nécessaire, par les deux parties, au fonctionnement

Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Saint-Chamas. La commune assurera le financement des dépenses permettant la continuité et le bon fonctionnement du service public concerné et la Métropole remboursera la commune sur la base d'un montant forfaitaire de 14 170 € HT.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, elle prendra effet à compter du 1^{er} décembre 2020. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'entretien du pôle d'échanges de Saint-Chamas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Chamas relative à l'entretien des espaces du pôle d'échanges multimodal ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3:

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 –Chap 65 - Nature 65734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 006-8479/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Beaumont, Centre ancien, 8 mai, à Aubagne, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

MET 20/15084/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Beaumont, Centre ancien et 8 Mai à Aubagne (parcs Potiers et Marché non concernés par le dispositif), les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 9 343,92€ HT soit 11 212,70€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation des parcs de stationnement Beaumont, Centre ancien, 8 mai, Potiers et Marché notifié le 1er février 2002 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Beaumont, Centre ancien et 8 Mai à Aubagne pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant Q-PARK, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire Q-PARK consécutivement à la mise en œuvre d'heures

gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Beaumont, Centre ancien et 8 Mai à Aubagne.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 9 343,92 euros HT soit 11 212,70 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT4 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 007-8480/20/BM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Peynier relative à la réalisation de certaines missions d'entretien du Parc de Persuasion de Peynier
MET 20/16077/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de favoriser l'intermodalité d'une part, et l'apaisement du centre du village d'autre part, la Métropole a réalisé un parking de 87 places environ à Peynier, avec aménagement paysager, cheminements piétons pour la liaison avec l'arrêt de bus, l'éclairage du parking, la reprise des arrêts pour les mettre en accessibilité, le réseau pluvial nécessaire à l'opération. Le site a été livré en mars 2020.

Conformément aux dispositions du I de l'article L.5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence confie, par convention avec la Commune de Peynier, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions. Cette convention a pour objet de permettre l'entretien du Parc de Persuasion de Peynier.

Ainsi, les services municipaux seront amenés à effectuer les opérations d'entretien et de maintenance dans les domaines suivants:

- Voirie, trottoirs et accotements
- Mobilier urbain, jalonnement et vidéo
- Signalisation horizontale et verticale
- Consommation, entretien de l'éclairage

- Contrôle du bon fonctionnement des bornes de recharges de véhicule électriques
- Espaces verts, arrosage et patrimoine arboré
- Propreté urbaine
- Veille hivernale, évacuation des surfaces enneigées
- Tout autre équipement jugé nécessaire, par les deux parties, au fonctionnement

Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Peynier. La commune assurera le financement des dépenses permettant la continuité et le bon fonctionnement du service public concerné et la Métropole remboursera la commune sur la base d'un montant forfaitaire de 9 565,60 €.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, elle prendra effet à compter du 1^{er} novembre 2020. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- République;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'entretien du parc de persuasion de Peynier,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier relative à l'entretien des espaces du parc de persuasion, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 008-8481/20/BM

**■ Approbation de la reconduction d'une convention avec le foyer socio-éducatif du lycée Caucadis de Vitrolles pour la mise en place d'actions de prévention
MET 20/16113/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années et dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, une politique globale de prévention de la délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- La présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économique. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :

- Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement ;
- Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes ».

La mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et

les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé de conclure à nouveau pour l'année 2020-2021 une convention avec le foyer socio-éducatif du lycée Caucadis de Vitrolles afin de réaliser les actions suivantes Mise à disposition de titre de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de Prévention Médiation de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang » ;
- en direction d'une dizaine de classes du Lycée.

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la prise en charge financière de transports prévue dans le cadre des sorties de proximité à hauteur de 800 euros HT pour l'année 2020-2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 008-5369/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 relative à l'approbation d'une convention avec le foyer socio-éducatif du Lycée Caucadis de Vitrolles pour la mise en place d'actions de prévention.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de conclure à nouveau pour l'année 2020-2021 une convention avec le lycée CAUCADIS de Vitrolles pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec le foyer socio-éducatif du Lycée CAUCADIS de Vitrolles pour la mise en place des actions définies ci-dessus. La convention est établie à titre gratuit.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 611– Sous Politique C250.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 009-8482/20/BM

■ Approbation d'une nouvelle convention avec la Maison de Quartier du Béalet de Berre l'Etang pour la mise en place d'actions de prévention MET 20/16127/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années et dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, une politique globale de prévention de la délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- la présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économie. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :

- o Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement
- o Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »

- la mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

L'association « Maison de quartier du Béalet » intervient sur les quartiers de la Marieli et du Béalet

en développant des actions visant l'insertion sociale et professionnelle des habitants en situation de grandes précarités : emploi, difficultés financières et sociales.... Les actions de prévention mises en place en partenariat avec cette association contribuent à lutter contre les actes d'incivilités et / ou de fraudes sur le réseau de transport « Les bus de l'Etang ».

Il est proposé de conclure à nouveau pour l'année 2020-2021, une convention avec l'association « Maison de Quartier du Béalet » afin de réaliser les actions suivantes :

- Animations de proximité en direction du public adolescents encadrées par les agents de Prévention Médiation et leurs responsables de la Métropole Aix Marseille Provence
- Mise à disposition de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de Prévention Médiation de la Métropole Aix Marseille Provence dans le cadre des sorties de proximité.
- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang »

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la prise en charge financière de transports prévue dans le cadre des sorties de proximité à hauteur de 800 euros HT pour 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure à nouveau pour l'année 2020-2021 une convention avec l'association Maison de quartier du Béalet pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec l'association de la Maison de quartier du Béalet pour la mise en place des actions définies ci-dessus.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 611 Sous Politique 250.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 010-8483/20/BM

■ Approbation d'une nouvelle convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société " Autobus de l'Etang " et la ville de Vitrolles MET 20/16207/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du code général des collectivités territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

Constatant une recrudescence des actes d'incivilités sur certaines lignes du réseau ainsi qu'aux abords des gares routières et des arrêts de bus, la Métropole Aix-Marseille Provence et la ville de Vitrolles ont délibéré respectivement le 18 mai 2017 et le 3 octobre 2017 pour mettre en place un dispositif permettant de diminuer le sentiment d'insécurité dans les bus et de renforcer la lutte contre les infractions routières, notamment celles liées au stationnement sur les arrêts de pose et dépose de voyageurs et couloirs de

bus. La reconduction de cette convention permettait également que la police municipale inclut la surveillance des sites de transport en commun du réseau y compris dans les véhicules. Il s'agit, pour la police municipale, de déployer des patrouilles, au cours de leur vacation, à bord des véhicules ainsi que sur les stations et dans les gares routières, notamment en soirée et la nuit, en complément du dispositif de sûreté mis en œuvre par la SOCIÉTÉ AUTOBUS DE L'ETANG et la direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, en vue d'améliorer le niveau de sécurité sur les lignes et d'intervenir en cas d'infraction ou de situations conflictuelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 011-2067/17/CM du 18/05/2017 portant sur l'approbation d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société « Autobus de l'Etang » et la ville de Vitrolles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de reconduire une convention avec la ville de Vitrolles et la société des Autobus de l'Etang pour définir les modalités et les conditions dans lesquelles la police municipale de la Ville de Vitrolles apporte le concours de ses agents au profit de la société AUTOBUS DE L'ETANG pour le renforcement de la sécurisation du réseau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec la ville de Vitrolles et la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 011-8484/20/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la remise en état du parking Pelletan à Fos-sur-Mer suite à un incendie MET 20/16268/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'aires et parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Le parking Pelletan sis à Fos-sur-Mer est un ouvrage de 160 places de stationnement. Suite à une convention de gestion conclue entre la Commune de Fos-sur-Mer et la Métropole, il a été confiée à ladite commune la charge de l'ouvrage pendant un an à compter du 3 janvier 2018. Cette convention a été renouvelée à deux reprises par avenants pour une durée d'un an supplémentaire chacun.

Afin de remédier aux dégradations causées par l'incendie survenue à l'intérieur du parc dans la nuit du 10 au 11 mars 2020, d'effectuer les réparations nécessaires à la remise en conformité de l'ouvrage et d'assurer la sécurité et l'accessibilité du site, il est nécessaire de conduire et réaliser un programme de travaux devenus urgents du fait des dommages

apparus sur certains équipements à la charge de la collectivité.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de ces travaux sont de :

- Désigner un Contrôleur technique et un Coordinateur SPS ;
- Mettre en place un Diagnostic amiante avant travaux ;
- Renforcer et réparer les prédalles ;
- Réparer les poutres ;
- Procéder au nettoyage des traces de suie sur les parois et les sols du parking ;
- Mise en peinture de tous les murs, sols et plafonds du parking ;
- Remplacer tout le matériel de vidéosurveillance détérioré ;
- Effectuer les travaux de remise en état des circuits électriques et matériels associés endommagés par l'incendie (BAES, gaines, circuits...).

La Commune de FOS-SUR-MER dispose des services techniques transversaux qui se trouvaient notamment en charge du suivi des opérations dans les parcs et aires de stationnement avant le transfert de la compétence. C'est pourquoi, dans un souci de conduite optimale des opérations et eu égard au caractère d'urgence, la Métropole souhaite en confier la conduite à la Commune de FOS-SUR-MER.

Ainsi, en application du code de la commande publique permettant au maître d'ouvrage de confier par convention certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre, il est convenu de confier la réalisation de ces travaux à la commune de FOS-SUR-MER.

Cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée spécifie en outre les dispositions relatives à la réalisation des travaux sur le parking PELLETAN.

La réalisation de ces travaux débutera dès que possible et s'achèvera au plus tard en 2022.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 800 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Que le code de la commande publique permet au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.
- Que le parking en ouvrage Pelletan sis avenue Camille Pelletan à Fos-sur-Mer, nécessite la réalisation d'opérations de travaux indispensables à son bon fonctionnement, dont le programme est constitué du renforcement et de la réparation des prédalles bétons, de la réparation des poutres, du nettoyage des traces de suie sur les parois et les sols du parking ainsi que de la mise en peinture sur les surfaces endommagées, du remplacement du matériel de vidéosurveillance détérioré et de la remise en état des circuits électriques ainsi que des matériels endommagés (BAES, gaines, circuits, ...).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage déléguée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer concernant les opérations de travaux dont le programme, s'étalant sur la période 2021-2022, est constitué du renforcement et de la réparation des prédalles bétons, de la réparation des poutres, du nettoyage des traces de suie sur les parois et les sols du parking ainsi que de la mise en peinture sur les surfaces

endommagées, du remplacement du matériel de vidéosurveillance détérioré et de la remise en état des circuits électriques ainsi que des matériels endommagés (BAES, gaines, circuits, ...) au sein du parking Pelletan sis à Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020 et suivants chapitre 4581175035 nature 4581175035 code opération 2017503500.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 012-8485/20/BM

■ Approbation d'une convention avec la ville de Vitrolles pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux actions d'animation MET 20/16194/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte économique et social particulièrement tendu, l'unité de Prévention-Médiation de la DPAO Centre Nord-Ouest de la Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années, une politique globale de prévention de délinquance ,ainsi, sur le Réseau des bus de l'Etang et dans le cadre de la compétence de la Métropole Aix-Marseille Provence en matière d'insertion, la politique de prévention s'articule autour de :

- La présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économique. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :

○ Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement

○ Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »

- La mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé de conclure à nouveau une convention avec la Ville de Vitrolles afin de réaliser les actions suivantes :

- Utilisation du réseau des Bus de l'Etang et accompagnement des enfants scolarisés à Vitrolles (primaires, collèges et Lycées) par les agents de l'unité de Prévention-Médiation dans le cadre de spectacles organisés par la ville de Vitrolles.

- Mise à disposition d'infrastructures sportives et de matériels par la ville de Vitrolles dans le cadre de l'organisation d'une journée d'animation sportive avec les élèves de CM2 de l'ensemble du territoire du réseau des Bus de l'Etang.

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

Pour la réalisation des actions citées ci-dessus, il convient de signer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 009-5370/19/BM du 28/02/2019, portant sur l'approbation d'une convention avec la ville de Vitrolles pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux actions d'animation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure à nouveau une convention avec la ville de Vitrolles pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec la ville de Vitrolles pour organiser la mise en place des actions définies dans la convention.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 013-8486/20/BM

■ Attribution d'une subvention complémentaire exceptionnelle à l'association Mobilitéées pour 2020 - Approbation de l'avenant n°1 MET 20/16180/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives dans le cadre des enjeux qu'elle a identifiés.

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone d'emploi pour réaliser un Plan de mobilité inter-entreprises (PDMIE), par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDMIE, permet à la Métropole de compléter ses missions de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,

- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative, l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

Mobilitéées a pour objectif l'amélioration de la mobilité des salariés sur l'ensemble de son périmètre.

Créée en 2011 par les associations de la zone d'activité couverte, Asl Les Paluds, Apage de Gémenos, et Asl Auchan, l'association Mobilitéées comptait 7 entreprises adhérentes en 2012.

Elle en compte 27 en 2020 (soit près de 6000 salariés). Cette progression indique une forte attente des entreprises en faveur de l'amélioration de la mobilité des salariés.

L'association Mobilitéées assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDMIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Elle a aussi pour objectif la mise en œuvre de ce plan, élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, de la Zone d'Activités l'Apage de Gémenos, de la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne, et dernièrement sur la zone du Pôle Alpha et la Zone Napollon, ce qui représente un des bassins d'activités parmi les plus importants du Territoire en termes d'emploi avec 2000 entreprises et près de 24000 salariés.

Dans ce cadre elle a déjà bénéficié pour l'année 2020 du soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement général de 40 000 euros.

La crise sanitaire de la COVID-19, loin d'un effet ralentisseur sur les activités de l'association, l'a contrainte à l'issue du déconfinement à faire face au défi d'un rattrapage de son calendrier d'actions. Dans le même temps, en réponse aux demandes émanant des entreprises et des salariés de la zone et faisant écho aux recommandations de l'Etat, l'association a œuvré à la conception d'un ensemble de pistes cyclables temporaires dites « corona-pistes », sur Aubagne, Gémenos, le Pôle Alpha et Napollon.

Afin de permettre l'émergence de ce projet, un groupe de travail public/privé a été formé et des moyens mobilisés pour permettre les nécessaires étapes de diagnostic et d'étude.

La conduite de ce projet, l'accroissement significatif du nombre d'adhérents, la refonte d'un certain nombre d'outils, la mise en œuvre d'une actualisation complète du Plan de Mobilités Inter-entreprises sur 2020 et 2021 avec la montée en charge des tâches notamment administratives ont conduit l'association à faire une demande de subvention complémentaire exceptionnelle de 10 000 euros pour l'année 2020.

Cette demande est notamment destinée à soutenir la création d'un emploi supplémentaire.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la mobilité et du développement des Plan de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, et afin de soutenir les actions spécifiques répondant aux enjeux de la crise sanitaire, de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDMIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association Mobilidées en lui attribuant une subvention complémentaire exceptionnelle de 10 000 euros pour l'année 2020 au titre du fonctionnement général de l'association.

Les modalités de versement de la subvention sont détaillées dans l'avenant établi à la convention initiale en annexe.

Par ailleurs, il convient de modifier l'annexe de la délibération N°TRA 045-7362/19/BM du 19 décembre 2019. En effet, une erreur matérielle a été commise sur l'article 5.2.1 relatif à la durée de la convention. En effet, la convention est conclue au titre de l'exercice 2020 et non 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 045-7362/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant l'attribution d'une subvention à l'association Mobilidées et la convention annexée ;
- L'information aux Conseils de Territoires Marseille-Provence et Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire exceptionnelle de 10 000 euros à l'association Mobilidées au titre du fonctionnement général ainsi que la modification des articles 4 et 5 de la convention signée le 10 janvier 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'objectifs en cours avec Mobilidées.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574 pour 10 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 014-8487/20/BM

■ Demande de subvention relative au financement de l'opération "Etude de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Services pour une liaison Nord Sud à Aix-en-Provence - Hauts de Brunet / Malacrida"

MET 20/15320/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre

2016, ainsi que le projet de Plan de Déplacement Urbain approuvé le 19 décembre 2019, placent l'innovation et la complémentarité entre les modes de déplacements au cœur de leurs actions.

Avec pour objectif d'augmenter de 50 % la fréquentation des transports collectifs à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'ici 2030, celle-ci doit se doter de transports performants et attractifs, et pour ce faire, étudier des solutions alternatives pour favoriser l'usage des transports collectifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit notamment se doter de transports performants et attractifs dans les secteurs les plus densément urbanisés de son territoire. Le Plan de Déplacement Urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit en particulier sur Aix-en-Provence 3 nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service en complément de la ligne « AixPress » mise en service en septembre 2019.

L'étude envisagée vise à compléter le maillage de la ville d'Aix-en-Provence avec une ligne de Bus à Haut Niveau de Service Nord-Sud depuis le secteur des Hauts-de-Brunet jusqu'à Malacrida.

Dans l'optique de recherche de co-financements pour la réalisation des études préalables à ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques

publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités territoriales au travers notamment de la Banque des Territoires.

Le cofinancement octroyé par la Banque des Territoires s'inscrit dans un cadre dérogatoire à son offre d'ingénierie de droit commun et a été autorisé spécialement au regard :

- de l'importance de la thématique mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- de l'objet de cette étude, qui contribue à améliorer la desserte de territoires excentrés et la solidarité territoriale au sein de la Métropole, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique du territoire métropolitain ;
- de la crise sanitaire actuelle, suite à laquelle la Banque des Territoires va mettre en œuvre un plan de relance multisectoriel, dont l'un des axes stratégiques portera sur la mobilité.

Le démarrage de cette étude est prévu au deuxième trimestre 2020. Elle se déroulera sur 8 mois.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 150 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Caisse des dépôts et consignations/Banque des Territoires	24 %	36 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	76 %	114 000 euros
TOTAL	100 %	150 000 euros

Vu

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

L'objet de la présente délibération est également d'approuver la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions et modalités financières de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Services pour une liaison Nord Sud à Aix-en-Provence - Hauts de Brunet / Malacrida ».
- Que dans ce cadre il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier la Caisse des Dépôts et Consignations et d'approuver la convention de financement correspondante.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – opération 2018103700 – Nature 2031 – Sous Politique A240.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 1311 – 1318 – Sous politique A240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cohérence
territoriale, planification,
politique foncière, urbanisme et
aménagement"***

URBA 001-8488/20/BM

■ **Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2020 dans le cadre du protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030)**

MET 20/14655/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Selon la délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018 le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n° V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030).

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 001-5737/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 21,079 millions d'euros.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat 32 800,5 K€HT
Ville de Marseille 14 873,5 K€HT
Conseil Régional PACA 14 873,5 K€HT
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€HT
Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 K€HT
TOTAL 98 500 K€HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que des versements linéaires pour permettre la réduction du niveau

maximum d'endettement de l'Opération d'Intérêt National (OIN).

Ainsi en 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser une participation de 4,2158 ME, l'EPAEM intégrant dans son budget 2020 voté par son conseil d'administration le 27 novembre 2019 les participations des partenaires.

Ce budget 2020 affirme une accélération des interventions d'aménagement et une maîtrise foncière des projets avec en dépenses des autorisations de programme de 83 millions d'euros et 76 millions d'euros de crédits de paiement.

La convention proposée prévoit un appel de fonds de la part de l'EPAEM à la notification de la convention, ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018 ayant approuvé le protocole cadre de partenariat n°V et le contrat de partenariat pour la phase 1 bis ;
- La délibération URB 028-5159/18/CM du 13 décembre 2018 ayant approuvé l'autorisation de programme correspondante ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 27 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention financière 2020, ci-annexée, conclue avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, fixant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à 4 215 800 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique B331 - Opération 2019001200 - Chapitre 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 002-8489/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2020 relative à l'attribution d'une subvention MET 20/16130/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe de partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

L'activité de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) est reconnue en termes de conseils et d'appui à l'élaboration de documents stratégiques.

Par délibération URB 079-7450/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole a attribué une subvention à l'AGAM d'un montant de 4 013 000 euros pour l'année 2020.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été prescrit le 28 février 2019 par le Conseil de Métropole.

L'AGAM a la charge d'une majeure partie de son élaboration au travers de missions définies au sein de son programme de travail :

- Appui à la coordination et aux supports de concertation public et institutionnel ;
- Travaux règlementaire et zonage ;
- Définition et rédaction des Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP) sectorielles et thématiques.

Les missions qui lui sont confiées se renforcent au cours de l'année 2020, notamment au regard des enjeux et des objectifs que s'est fixé le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, particulièrement autour de la spécificité de la thématique de « l'eau ». En effet le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est donné comme ambition d'être modèle et pilote sur la gestion intégrée du cycle de l'eau en matière d'aménagement et de planification urbaine.

Le programme de travail 2020 s'est étoffé et un surcroît d'activités est nécessaire autour de :

- L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique « Eau » pour laquelle le Pays d'Aubagne et de l'Etoile se donne l'ambition d'être innovant, pilote et exemplaire. L'AGAM a en charge la définition du périmètre et de son contenu qui s'articulera autour de plusieurs axes :
 - a. L'eau ressource ;
 - b. L'eau écologie et paysage ;
 - c. L'eau et la ville perméable ;
 - d. L'eau patrimoine.

Ces travaux relatifs à l'eau et la planification feront également l'objet d'une déclinaison sur deux secteurs tests d'aménagement que sont le Terminus Val'tram et le secteur intercommunal de Pont-de-Joux.

L'ensemble de ces missions font l'objet d'un pilotage et de partage élargi avec plusieurs acteurs présents sur ces sujets sur le territoire, notamment avec l'Agence de l'Eau, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le département des Bouches-du-Rhône, ou encore le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH).

Aussi, il convient d'augmenter de 200 000 euros la subvention versée par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile en la portant à 700 000 euros.

Par ailleurs, il convient également de corriger l'imputation budgétaire de la subvention versée par le

Pays Salonais et de la passer d'investissement en fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB079-7450/19/CM du 19 Décembre 2019 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) relative à l'attribution d'une subvention ;
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) une subvention supplémentaire de 200 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est corrigée l'imputation budgétaire de la subvention versée par le Pays Salonais, à inscrire sur la ligne budgétaire : Nature 65748 -C110-518.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé conclu avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 568 000 euros - Nature 65748 - C110 - 518
EST CT1 : 755 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518
EST CT3 : 190 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518
EST CT4 : 700 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 003-8490/20/BM

■ **Approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)**

MET 20/14711/BM

elles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 038/4384/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°7 à la convention annuelle avec l'AGaM visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération URB 050-6634/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°8 à la convention avec l'AGAM visant à poursuivre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise une participation financière complémentaire exceptionnelle de 20 046 euros pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°9 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C111 – Nature 65748 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 004-8491/20/BM

■ **Approbation de l'avenant n°5 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)**

MET 20/16276/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Les rapports entre les parties et les modalités de fixation et de versement de la subvention à chacune des agences sont définis dans une convention annuelle.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son

propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA pour la réalisation des prestations.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant 2 à la convention annuelle déterminant les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AUPA, en collaboration avec l'AGAM, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire s'inscrit dans le dispositif national de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articule finement avec les outils opérationnels et en devenir des différents conseils de territoire et associe partenaires et collectivités.

Cette prestation s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires au programme partenarial qui peuvent être demandées aux agences.

Les actions réalisées par les agences d'urbanisme sont évaluées à 120 092 euros sur une période de trois ans (2018-2020). La Métropole perçoit une participation de l'ANAH à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. Les précédentes modalités de financement des actions réalisées par l'AGAM et l'AUPA ont été définies pour les années 2018 et 2019. Il convient de déterminer la répartition de la subvention entre les agences pour l'année 2020.

Tel est l'objet de l'avenant ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération URB 036/4382/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 à la convention annuelle avec l'AUPA visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;

- La délibération URB 049-6633/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°4 à la convention conclue avec l'AUPA visant à déterminer la participation annuelle pour la poursuite du dispositif ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance une participation financière complémentaire exceptionnelle de 20 046 euros pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 5 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme du pays d'Aix Durance (AUPA) pour la poursuite du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-politique C111 – Nature 65748 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 005-8492/20/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées 2020/2021

MET 20/15050/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention de partenariat avec le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales ainsi qu'avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées par délibération en date du 19 décembre 2019 pour une période qui correspondait au premier semestre de l'année scolaire 2019/2020.

Ce partenariat a permis à 6 étudiants de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées en première année de Master AMUR (Aménagement et Maîtrise d'Ouvrage Urbaine) de réaliser dans le cadre de leur « Atelier Métropolitain », une étude urbaine comprenant notamment un atlas raisonné sur le secteur de projet du Littoral de l'étang de Vaine, composante de l'étang de Berre.

Afin d'approfondir cette première expérience partenariale fructueuse, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler ce partenariat avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées. Il est proposé en conséquence qu'une convention bipartite engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées soit approuvée, sur la durée du premier semestre de l'année universitaire 2020/2021.

Cette convention définit notamment les missions assignées aux étudiants de l'ensemble de la nouvelle promotion de Master I AMUR. Ceux-ci réaliseront dans le cadre de leur "Atelier Métropolitain", des études urbaines en lien avec le grand site de l'étang de Berre pouvant inclure des secteurs particuliers ainsi que des recherches thématiques sur l'aménagement durable et l'adaptation au changement climatique.

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées pour l'« Atelier Métropolitain » du Master I AMUR s'élève à 15 000 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à ce que ses élus et/ou ses agents participent aux différentes étapes qui ponctuent l'exercice pédagogique aux côtés des étudiants et de leurs enseignants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de développement et aménagement économique, social et culturel ;
- Que le partenariat proposé avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées s'inscrit dans la continuité d'un premier partenariat qui associait également l'Etat et qui avait permis aux étudiants du Master AMUR de réaliser une étude urbaine sur le secteur de projet du Littoral de l'étang de Vaïne ;
- Que le partenariat renouvelé avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées permettra aux étudiants du Master I AMUR d'approfondir les études urbaines en lien avec le grand site de l'étang de Berre, pouvant inclure des secteurs particuliers tout comme des recherches thématiques sur l'aménagement durable et l'adaptation au changement climatique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'élaboration d'études urbaines en lien avec le grand site de l'étang

de Berre, pouvant inclure des secteurs particuliers ainsi que des recherches thématiques sur l'aménagement durable et l'adaptation au changement climatique, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique C141 – Nature 65748 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 006-8493/20/BM

**■ Approbation d'une convention de remise en gestion avec la commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités des Florides
MET 20/16162/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Sur la commune de Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à l'aménagement du Technoparc des Florides d'une surface totale de 87 hectares.

Sur le territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine assurait déjà les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau, l'assainissement sanitaire et le pluvial.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activités Economiques font partie des compétences de la Métropole depuis le 1er janvier 2018 et impliquent la reprise en gestion outre des voies et réseaux, antérieurement dans le champ des compétences de la CUMPM, des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, la Métropole ne s'est pas dotée des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Par conséquent, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, relatif à la possibilité pour un EPCI de la confier création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions à une de ses communes-membres de la Métropole et sur les

fondements des articles L5217-7 et L5215-27, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié provisoirement à la commune de Marignane, par voie de convention, jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, l'entretien des espaces verts sur les deux tranches de la ZAC des Florides d'une surface globale de 13.5 hectares, ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public. Au titre de cette convention, La Métropole rembourse à la Commune les frais engagés pour la mise en œuvre d'un programme d'entretien prédéfini, dans la limite d'un plafond de dépenses.

Cette convention a été approuvée par délibération n° URB 028-4783/18/BM du Bureau de la Métropole le 13 décembre 2018 et a été notifiée à la commune de Marignane le 7 février 2019 pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 7 août 2020.

Dans le cadre de cette convention, des interventions d'entretien paysager devaient être mises en œuvre par la Commune au moyen de ses prestataires. Les importantes perturbations liées à la crise sanitaire ont empêché que ces interventions soient réalisées selon la périodicité souhaitée. Il en a résulté le report au-delà de la période de validité de la convention initiale de la réalisation de la dernière intervention périodique d'entretien, commandée par la Commune. Une intervention paysagère était prévue pendant la période de confinement, mais celle-ci n'a pu être réalisée, ce qui a différé le planning d'intervention prévisionnelle de l'entreprise sur l'année, occasionnant une nouvelle intervention postérieure à la date de fin de la convention.

La présente convention a donc pour objet de régulariser cette situation à habilitant la Commune à la réalisation de cette dernière intervention programmée et à permettre la Métropole de prendre en charge la dépense correspondante sous réserve de réalisation effective dans la limite du plafond de dépense issu de la première convention et demeuré inchangé. Ladite convention étant désormais caduque, il convient donc de présenter une nouvelle convention qui permettra le report des prestations qui étaient prévues dans la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations des 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n°FAG 5/519/CC et FCT 008-1420/15/CC le conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 028-4783/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018, portant sur l'approbation de la convention de remise en gestion à la commune de Marignane des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités des Florides ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une nouvelle convention pour prolonger les délais de remise en gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Ville de Marignane pour permettre la réalisation par la commune d'une dernière intervention périodique d'entretien.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marignane sur la remise en gestion des espaces verts, de l'arrosage et de l'éclairage public sur la ZAC des Florides, ci-annexée.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée de 5 mois.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2020 – « Opération d'aménagement » - Sous-Politique C140 – Nature 6045 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 007-8494/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville MET 20/16135/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 la Métropole a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville passée avec l'EPAEM et la Ville de Marseille.

Cette convention a permis d'organiser la maîtrise d'ouvrage et le financement de cet important équipement public de rayonnement métropolitain.

Deux avenants à cette convention ont été approuvés le 28 mars 2019 (délibération n° URB 005-5600/19/BM) modifiant la participation financière de la Ville et le calendrier de versement.

Aucun de ces avenants ne modifie les stipulations concernant la Métropole qui dès 2017 et sur la base de la délibération précitée du 15 décembre 2016 a versé sa contribution de 1 million d'euros à l'EPAEM maître d'ouvrage.

Les dates prévisionnelles de démarrage des travaux doivent être reportées au 1er trimestre 2021 et la livraison en 2024, modifiant ainsi le calendrier de réalisation du parc et l'échéancier de versement des participations de la Ville. Un troisième avenant est nécessaire pour entériner ces modifications.

Il ne modifie pas les stipulations concernant la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération n° URB 029-644/16/CM du 30 juin 2016 portant création de l'opération d'aménagement parc Bougainville ;
- Les délibérations du 24 novembre 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée approuvant le bilan de la concertation préalable aux aménagements provisoires et définitifs du parc Bougainville et la convention de maîtrise d'ouvrage unique relative à la réalisation et au financement du parc Bougainville ;
- La délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ;
- La délibération n° URB 005-5600/19/BM du 28 mars 2019 approuvant les avenants 1 et 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ;
- La délibération 20/1348 du 23 juin 2020 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ;
- La délibération n°20/0232/UAGP du 27 juillet 2020 du conseil municipal de Marseille approuvant les avenants 1 et 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ;
- La délibération de délégation HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de la réalisation du parc Bougainville, premier équipement de rayonnement métropolitain et opération

intéressant plusieurs processus d'aménagement complexe.

- L'utilité de la maîtrise d'ouvrage unique réalisée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et le financement partenarial de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 008-8495/20/BM

■ Approbation d'un protocole de remboursement de travaux à Artplexe Canebière MET 20/15018/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société ARTPLEXE CANEBIERE réalise actuellement la construction d'un cinéma situé en plein cœur du centre-ville métropolitain, dans le 1er arrondissement.

L'emplacement du futur complexe cinématographique est situé à la fois sur une partie de l'emprise de l'ancienne mairie de secteur des 1er et 7ème arrondissements, une ancienne voie publique de circulation automobile et une partie du square Léon Blum, dont la désaffectation a été constatée et le déclassement du domaine public de voirie routière décidé, après enquête publique, suivant la délibération du conseil de communauté de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole du 21 décembre 2015, transmise en Préfecture le 22 décembre 2015.

ARTPLEXE a obtenu son permis de construire le 3 mai 2017, et a obtenu l'avis favorable de la Commission départementale d'aménagement cinématographique des Bouches-du-Rhône.

Les travaux de sondage, études et de consolidation du parking rendus nécessaires à la construction du multiplexe cinématographique était estimé à 750 000 euros HT.

Après analyse, le coût de ces travaux de consolidation a été réévalué à 1 467 000 euros HT.

Il convient de préciser que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus du parking souterrain public métropolitain « GAMBETTA » sis allée Léon GAMBETTA – 13001 MARSEILLE, comptant 630 places, et concédé à la société QPARK France jusqu'au 2 décembre 2022.

Une convention tripartite QPARK / ARTPLEXE CANEBIERE / METROPOLE signée en octobre 2019 a autorisé et défini les modalités d'intervention de la société ARTPLEXE CANEBIERE au sein du parc concédé.

Dans ce cadre, la société ARTPLEXE CANEBIERE a réalisé des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking.

A l'issue d'un diagnostic il est apparu que la dalle du parking propriété de la Métropole présentait des traces d'amiante. Artplexe a dû procéder à des décroustages localisés au droit du passage des poteaux. Le diagnostic et les travaux correspondant ont représentés un surcout estimé à 589 375 euros.

Bien que ces travaux relèvent de la compétence de la Métropole, au vu des contraintes de chantier, la société ARTPLEXE CANEBIERE a pris à sa charge lesdits travaux.

C'est dans ce cadre que la société ARTPLEXE CANEBIERE a présenté une demande de subvention à la Métropole équivalente aux coûts des études et travaux de désamiantage pour un montant de 589 375 euros, sur un projet global de 14 721 352 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants, L511-4 et L2251-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision de la CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Commerciale) du 5 juillet 2019 ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la société ARTPLEXE CANEBIERE a réalisé des travaux de désamiantage sur le parc de stationnement en ouvrage « GAMBETTA » sis allée Léon GAMBETTA – 13001 MARSEILLE qui relèvent de la compétence de la Métropole.
- Que la Métropole puisse rembourser les travaux réalisés pour son compte.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant maximal de 589 375 euros à Artplexe Canebière.

Article 2 :

Est approuvé le protocole à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Artplexe Canebière, ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole : opération 2020103200 – chapitre 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 009-8496/20/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement pour la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert à Marseille 13ème

arrondissement avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan MET 20/14608/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 4 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille-Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte.

La dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement

conservé les dispositions du PAZ qui était en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

Présentation de l'opération:

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville de Marseille.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2860 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants de 3 grandes écoles d'ingénieurs (Ecole Centrale Marseille, Polytech Marseille et ISBA TP), de 2 départements UFR Sciences d'AMU (département de Mécanique et département d'Informatique), de 2 écoles d'informatique privées (Institut G4 et SUP INFO), d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un «arc de la connaissance» qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

Avancement de l'opération :

- Maîtrise foncière : SOLEAM doit encore acquérir 16 200 m² constitués de plusieurs terrains non bâtis appartenant au Conseil Départemental 13. Le Conseil Départemental a approuvé par délibération du 20 septembre 2019 la cession à la SOLEAM des neuf parcelles concernées.

- Commercialisation des droits à construire :

Au 31 décembre 2019, le cumul des constructions autorisées représente 418 000 m² sdp (soit 67 % de l'objectif de 625 300 m² sdp de la ZAC inscrit au programme global de construction).

Ils sont répartis en 210 000 m² pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 53,8 % de l'objectif de 389 646 m² sdp activité de la ZAC) et 208 000 m² pour le logement (soit 88 % de l'objectif de 235 654 m² sdp logement de la ZAC).

-Activité : déduction faite des terrains déjà engagés comme affectés à des entreprises identifiées ou en attente de signature de compromis de vente ou d'agrément et de ceux dont la cession est conditionnée par la réalisation de la voie LINEA, la ZAC ne dispose plus que d'un foncier commercialisable d'environ 44 000m². Sur ces 44 000m², 27 800m² appartiennent à la SOLEAM et 16 200m² appartiennent au Conseil Départemental 13. 42 500m² sont à vocation d'activité.

Ces 42 500m² de foncier à vocation d'activité portent un potentiel constructible d'environ 21 250m² SDP qui devrait permettre d'atteindre à terme 231 250m² SDP, soit 60% de l'objectif annoncé initialement pour la ZAC.

-Logement : il ne reste qu'un terrain d'environ 1 500 m² (lot 6 – à l'angle de la rue Robert de Roux et ch des Amphoux) portant une constructibilité estimée à 540 m² SDP, ce qui devrait permettre d'atteindre à terme 209 500 m² SDP de logement, soit 89% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre 440 750 m² SDP (activité et logement confondus), soit 70 % des objectifs de la ZAC.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à 75 %.

Il reste principalement à :

- Requalifier les espaces publics existants du cœur du Technopôle (continuités des modes doux, mobilité, mobilier, signalétique, éclairage public ...),
- Requalifier la rue Paul Langevin (avec création d'espaces dédiés aux modes de déplacement doux, reprise du réseau pluvial, sécurisation des abords de la crèche associative ...),

- Réaliser les derniers travaux de VRD pour finaliser la desserte interne de la ZAC (allée des Maraîchers),
- Etudier et réaliser les cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade,
- Poursuivre les travaux de parachèvement préalables aux remises d'ouvrages aux gestionnaires publics.
- Reconstituer le cheminement piétonnier du parc champêtre lié à l'installation de Fives Pillard

La construction d'un nouveau groupe scolaire de 16 classes (6 maternelles et 10 élémentaires) est également prévue avec une perspective de livraison pour la rentrée scolaire 2022. Une décision de la Ville de Marseille est attendue en 2020 pour définir les conditions dans lesquelles cet équipement sera réalisé. A cette fin, l'aménageur a réservé un foncier en accord avec les services de la Ville de Marseille.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019.

Activité de la concession sur l'exercice cumulée (2019) :

- Acquisitions :

La SOLEAM a poursuivi sa démarche d'acquisitions, auprès de la Ville, du tronçon de la traverse Belin (désaffectée) en vue de son remembrement avec les fonciers mitoyens. La signature de l'acte authentique, initialement prévue en 2018 puis 2019 a dû être reportée en 2020.

La démarche d'acquisition des 16 200 m2 de terrains du Conseil Départemental 13 n'a pas pu aboutir en 2019. Le Conseil Départemental a cependant approuvé par délibération du 20 septembre 2019 la cession à la SOLEAM des neuf parcelles concernées.

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2019, les surfaces de plancher (sdp) autorisées (signatures de compromis de vente et agréments du Concédant) représentent 8 231,8m² d'activité :

- Société Viaxoft - agrément Métropole signé le 26 août 2019 autorisant la réalisation de 1 152,8m² de sdp de bureaux, site Baronne à l'angle des rues Paul Langevin et Marc Donadille (parcelle de 2 734m²)
- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » - agrément Métropole signé le 17 juillet 2019 pour une sdp de 1 350 m2 d'activité/commerce (dont, en première tranche, un restaurant à énergie solaire avec jardin démonstratif) sur une parcelle de 2 700 m2 localisée à l'angle des rues Enrico Fermi et Louis Néel

- Société Eurolinks - compromis de vente signé en décembre 2019 pour la réalisation de 5729m² de sdp pour de l'activité et des bureaux rue Louis Leprince-Ringuet

- Logement :

- Un compromis de vente signé avec la Ste SNI en 2018 pour une sdp de 3 860 m2 de logements collectifs sur les 8 000 m2 de terrains « arrière SERETE » rue Augustin Fresnel. La réalisation du programme est bloquée par un recours sur permis en 2019

- Autres commercialisations :

- Convention d'Occupation Temporaire passée avec la RTM pour la réalisation d'un parking-relais provisoire de 135 places (parcelle K0001 pour une surface de 10 843m²)

- Réitération de la vente de la bastide blanche, rue Max Planck. Cet immeuble pourra donc accueillir un cabinet paramédical, l'installation effective étant prévue sur septembre 2020.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2019 la SOLEAM a réalisé le réaménagement du carrefour Max Planck et l'accès de la résidence les Cytises. L'opération a coûté 346 529 € TTC et porte sur la requalification d'environ 200 mètres de linéaire de voirie.

- Permis de Construire : (cf. annexe ci-jointe)

Activité de la concession prévue sur les trois prochaines années :

- Maîtrise foncière :

En 2020 sont prévues :

- la finalisation de l'acquisition auprès de la Ville de Marseille (approbation du protocole foncier et signature de l'acte authentique) du tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin par la SOLEAM.

- l'acquisition auprès du Conseil Départemental 13 de 16 200 m2 de foncier constitués notamment de la parcelle 213879 K0010 (nécessaire au remembrement de terrains SOLEAM mitoyens, rue Néel) et de plusieurs parcelles en friche localisées dans le Technopôle.

- Prévision de commercialisation des terrains :

- Fives Pillard : en 2020 est prévue la signature d'un compromis de vente pour la cession d'un foncier d'environ 7 600 m2 pour un programme d'activité d'environ 4 100 m2 SDP. La signature de l'acte authentique est prévue en 2021. L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée occupée par le parc "champêtre" du Technopôle, devra respecter l'unité paysagère et la valeur patrimoniale de la colline ainsi que les usages qui y sont liés.

- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » : la signature de l'acte authentique est prévue en 2020.

- Les terrasses du Midi (projet extension) : un terrain de 2 100 m² (constitué des parcelles 879 K 0088 et 0089 - lot 5 – rue Max Planck) mitoyen du restaurant « les terrasses du midi » est gelé depuis plusieurs années dans la perspective d'une requalification du restaurant avec création de places de stationnement privatives. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2020, Si ce projet n'aboutit pas, ce foncier sera remis sur le marché après remembrement éventuel avec la parcelle 879 K 0086 - lot 4 mitoyenne.

- Provepharm (projet extension) : cette société, déjà présente sur le secteur de « la Baronne » avait demandé que les parcelles mitoyennes D 0247 et 0302 (ex EFS) lui soit réservées pour permettre un projet de développement portant sur la construction d'environ 3 000 m² SDP d'activités supplémentaires. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2020 pour la cession de ce foncier après détachement des emprises affectées à Viaxoft (environ 2 700 m²) et de celles impactées par l'emplacement réservé pour la voie LINEA.

- Sociétés KASSIOPE et Bastide Aluminium : un compromis de vente a été signé en novembre 2019 avec ces deux sociétés pour la vente des 1 708 m² de foncier de la parcelle H159 p1. Les sdp prévues sont respectivement de 508 m² (359m² d'entrepôts et 149 m² de bureaux) et 354 m² (283 m² d'entrepôt et 71 m² de bureaux)

- RTM : la signature d'un compromis de vente avec la RTM portant sur la cession du solde de la parcelle E0161, rue Paul Langevin, est prévue en 2020 sous réserve d'un accord avec Mr Ercolano sur une régularisation foncière des 1 400 m² de terrain faisant partie de cette parcelle qu'il occupe sans droit ni titre. La Convention d'Occupation Temporaire (COT) passée en 2019 avec la régie pour la réalisation et l'exploitation d'un parking-relais provisoire parcelle K0001 a été signée pour une durée de 3 ans et pour un loyer de 12 000 € par an.

- Ville de Marseille : la cession des emprises nécessaires à la construction d'un nouveau groupe scolaire - 180 rue Albert Einstein (environ 2800 m² - surface à confirmer) est prévue en 2020-2021.

- Etat : la cession des emprises du parvis du LMA (Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique) constituant un délaissé d'aménagement de la place « Haute » est reportée en 2020.

- En 2020, Les 1 500 m² de foncier de l'îlot 6, sis n°26 Chemin des Amphoux feront l'objet d'un appel à projet pour la construction d'un programme de logements d'environ 542 m² sdp.

- WorkandPadel : la signature d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) entre la SOLEAM et la société WorkandPadel est prévue en 2020 pour l'installation de terrains sportifs (parcelle D261 de 1500m² environ) au prix qui sera estimé par les Domaines.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

- Amélioration des espaces publics du Technopôle :

Face au constat de difficultés de déplacements des piétons et cycles au sein du Technopôle (liées aux interruptions des continuités résultant d'une prise en compte insuffisante de la topographie du site) et de l'insuffisance de l'attractivité, de la lisibilité et de la sécurité des espaces publics, les services de la Métropole ont piloté en 2017 une étude pré-opérationnelle.

Elle a permis d'établir un diagnostic des espaces publics, partagé par les usagers et de définir les bases d'un programme d'interventions pour requalifier plusieurs points stratégiques.

Sont pris en compte, les contraintes topographiques, la nécessité de rétablir les continuités des modes de déplacements actifs (piétons et cycles), de diversifier les modes de déplacements (introduction de véhicules électriques) et de moderniser le mobilier urbain, la signalétique directionnelle et le dispositif d'éclairage public, dans le cadre d'une démarche innovante participant à la mise en valeur du Technopôle.

Un poste spécifique « équipement innovant – requalification du Technopôle » a été introduit au bilan de l'opération, (CRAC au 31 décembre 2018) pour un montant prévisionnel de 1 440 000 euros TTC.

La Métropole a également demandé à la SOLEAM d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un projet de requalification de la rue Paul Langevin afin d'y créer des espaces sécurisés dédiés aux modes de déplacements actifs, d'améliorer le réseau pluvial et de sécuriser les accès de la crèche associative « Sauvegarde 13 » ainsi que les carrefours avec les rues Max Planck et John Meynard Keynes. Ce nouveau projet sera construit sur la base de la démarche innovante engagée en 2018 pour la requalification des espaces publics du cœur du Technopôle, pour un montant prévisionnel de 3 700 000 euros TTC.

Une mission d'AMO « innovation » a été lancée par la SOLEAM en 2018 et réalisée en 2019 qui a permis de préciser le programme d'interventions à mettre en œuvre en proposant des innovations technologiques compatibles avec l'opération.

Une AMO « BIM » (Building Information Modeling, processus intelligent basé sur un modèle 3D qui offre aux professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction les informations et les outils nécessaires pour planifier, concevoir, construire et gérer) a été désignée en 2019.

Les études de MOE pour la requalification seront lancées en 2020 et les travaux débuteront en 2021.

- Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre a été reporté en 2021 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux

Aquatiques et de la Protection contre les Inondations) et sur la compétence relative aux modes de déplacements actifs en dehors des emprises des voies publiques. Les travaux sont programmés de 2021 à 2022.

-Travaux de parachèvement préalables à la remise des ouvrages : les derniers travaux de parachèvement sont prévus en 2020 pour un montant prévisionnel de 120 000 € TTC.

- Construction d'un groupe scolaire de 16 classes au niveau du n°180 rue A. Einstein : les études et travaux relatifs à cet équipement public seront inscrits au CRAC au 31 décembre 2020 sous réserve que la Ville de Marseille approuve son intégration et les modalités de financement dans le programme des équipements publics de la ZAC. Les études pourraient démarrer fin 2020/2021.

- Reconstitution du cheminement piétonnier du parc champêtre de la ZAC Château-Gombert. Ces travaux sont directement liés au projet d'installation de la société Fives Pillard qui nécessite le déplacement de l'actuel cheminement piétonnier. Les études pourraient démarrer en 2020 quand les modalités précises d'installation du groupe Fives Pillard seront connues.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

Dépenses :

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions + études)
- le budget Travaux et Honoraires Techniques
- le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopôle)
- le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidation)
- le budget Frais Financiers
- La TVA reversée (ou résiduelle)
- les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 749 292 euros TTC, soit une baisse de 211 884 euros (-22 %) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse de 59 235 euros du budget travaux s'expliquant essentiellement par le décalage des travaux de l'allée des Maraichers en 2020 et par le règlement de la démolition de la maison Olivieri qui interviendra également en 2020.
- d'une baisse de 79 005 euros du budget Dépenses Annexes provenant essentiellement d'un niveau de charges de gestions nettement inférieur à ce qui avait été provisionné (-83 072 euros).

- d'une baisse de 123 722 euros du budget Rémunération de l'aménageur provenant principalement de la diminution du poste « rémunération sur recettes » (- 107 672 euros) en raison de reports de signatures de compromis de vente (activité) en 2020 et de la diminution du poste « rémunération sur dépenses » (-15 131 euros) proportionnel à la baisse constatée des dépenses.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC):

Au 31 décembre 2019 le montant cumulé des dépenses, s'élève à 74 787 985 euros soit 81 % du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les budgets suivants :

- Foncier (incluant les études générales et particulières) : 20 792 582 euros TTC, soit 87,3 % du budget foncier à terme, les 12,7 % restants correspondant essentiellement à l'achat des 16 200 m2 de foncier du Conseil Départemental 13 dont l'estimation a augmenté entre 2018 et 2019, et aux études restant à réaliser.
- Travaux (postes Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 903 944 euros TTC, soit 72% du budget travaux à terme. Il reste principalement à réaliser les travaux d'amélioration des espaces publics du cœur du Technopôle, la requalification de la rue Paul Langevin, l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade et le cheminement piétonnier du parc Champêtre de Château-Gombert, les interventions de parachèvement des ouvrages de VRD devant être définitivement remis aux collectivités et la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.
 - Dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole + TVA non récupérable) : 8 533 380 euros TTC, soit 96.4% du budget dépenses annexes à terme.
 - Rémunération du concessionnaire (Forfaitaire, sur Dépenses, sur Recettes, sur Participations constructeurs et sur Liquidations): 6 642 560 euros, soit 81% du budget dépenses de rémunération à terme.
- Frais financiers à court et long terme : 5 915 519 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 95 734 901 euros TTC. Il se répartit entre budget "Foncier" (24,8%), budget "Travaux" (47,7%), budget "Dépenses Annexes" (9,2 %), les "Rémunérations" du concessionnaire (8,5%), les "Frais Financiers" (6,2%) et la « TVA résiduelle » (3,5%).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 2 197 925 euros TTC (+2,3%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2018. Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une hausse du budget «Travaux» (+1 607 913 euros TTC) qui s'explique par :
 - * Un ajustement du poste « Réaménagement du Carrefour Max Planck » au coût réel des travaux (+106 523 €TTC par rapport au prévisionnel)
 - * La création d'un nouveau poste « déplacement du cheminement piétonnier Parc Champêtre » budgété à hauteur de 336 000 €TTC
 - * Une actualisation du poste « requalification Allée des Maraichers » pour tenir compte de l'estimation faite par l'APS supérieure de 72 000 €TTC par rapport au prévisionnel
 - * Une actualisation du poste « Raccordements Programmes Constructeurs » de façon à intégrer les AVP et les estimations financières remises par SAGEFE pour le raccordement des terrains en cours de commercialisation (+ 377 550 €TTC par rapport au prévisionnel)
- d'une hausse du budget « Foncier » (+690 396 €TTC) liée au prix d'acquisition des terrains CD13 réévalué en tenant compte de la valeur émise par France domaine et de la valeur d'acquisition de ces terrains par le CD13

Le poste « frais d'acquisition Notaire et Avocat » diminue de 47 364€ TTC pour tenir compte du taux moyen de frais effectivement constaté (8 %)

- d'une hausse du budget « Rémunération » (+143 775 euros) dont le calcul est proportionnel aux dépenses et aux recettes.

Recettes :

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 147 297 euros, en baisse de 1 809 208 euros (-61 %) par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par un différé de la perception ou l'annulation de certaines participations constructeurs et le blocage du PC de la SNI qui retarde la signature des actes (recette attendue 1 516 116 euros) :

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019 le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 71 636 492 euros TTC, soit 74,8 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- Cessions secteurs Logement: 31 281 168 euros TTC, soit 94,7 % du budget cessions logement à terme,

- Cessions secteurs Activité: 18 018 518 euros TTC, soit 74 % du budget cessions Activité à terme,
- Cessions secteurs Centre Urbain: 14 746 009 euros , soit 92,5% du budget cessions Centre Urbain à terme.
- Participations constructeurs: 3 481 552 euros, soit 90 % du budget participations constructeurs à terme,
- Divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 409 867 euros, soit 95.5 % du budget Divers à terme,
- Subventions : 1 325 378 euros, soit 30% du poste à terme. Il faut noter que le budget subvention a été augmenté de 1 574 000 € correspondant à la hausse de financement demandée au Conseil Régional dans le cadre de la requalification de l'avenue Paul Langevin,
- Participations du Concédant à l'équilibre de l'opération : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 10,5 % du budget Participations à terme qui représente 12 839 008 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 11 465 008 euros en numéraire par la Métropole.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 95 734 9014 euros. Il se répartit entre cessions de charges foncières (76.4%), participations du Concédant à l'équilibre du bilan de l'opération (13.4%) participations constructeurs (4%), subventions (4.5%) et produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5%).

Il est à noter que, depuis l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016, le poste Cessions d'Activités prévoit la cession à la Métropole d'environ 42 000 m2 de terrains compris dans les emprises de la future voie LINEA, pour un montant estimé de 1 235 160 euros TTC (soit 25 euros TTC / m2 de terrain), anticipant ainsi l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage métropolitaine de cette voie.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 2 197 926 euros (soit +2,35%), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2018 (93 536 975 euros). Cette augmentation s'explique principalement par :

- une révision à la hausse des prix de cession à l'échelle de la ZAC, suite à la disparition des zonages « Centre urbain » et « Hors centre urbain » dans les pièces graphiques du PLUi adopté en décembre 2019 par le Conseil de Métropole
- l'introduction d'une subvention supplémentaire de 1 574 000 euros sollicitée auprès de la Région pour participer au financement de la requalification de l'avenue Paul Langevin, qui ajoutée à l'opération globale de requalification du cœur de Technopôle porterait le montant de subvention Région à 3 074 000 euros.

Participations constructeurs :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructrices s'élève à 3 851 725 euros.

Au 31 décembre 2019 l'Aménageur a encaissé 3 481 552 euros, soit 90 % des participations constructrices prévues au bilan de la ZAC.

Participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération :

La participation à l'équilibre du bilan représente 12 839 008 euros, montant inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2018 et décomposée comme suit :

- la participation en numéraire de la Métropole qui s'élève à 11 465 008 euros. Elle doit être versée en totalité en 2022,
- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros. La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation a été versée dans son intégralité.

Subventions :

L'opération doit bénéficier de 2 825 377 euros de subventions dont 1 325 378 euros ont déjà été versés par le FEDER.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le CRET (Contrat Régional d'Equilibre Territorial) 2018 - 2020 passé avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le CRET a retenu l'opération de requalification du cœur du Technopôle pour un montant de subvention de

1 500 000 euros sur la base d'un montant prévisionnel de dépenses de 4 200 000 euros HT. Une nouvelle demande de subvention au titre du CRET a été déposée en 2019 pour participer au financement de l'opération de requalification de la rue Paul Langevin. Le montant supplémentaire demandé est de 1 574 000 €. Le montant total de subvention potentiellement récupérable auprès du Conseil Régional affiché au CRAC 2019 est donc de 3 074 000 €.

Avance :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base du déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Au 31 décembre 2019 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédant le concédant, puis à la Métropole s'élève à 13 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 7 894 026 euros. Ce solde sera versé en 2022.

Cet échéancier pourra être ajusté selon l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2019 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 730 859 euros.

Emprunts :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC «du Technopôle de Château-Gombert» établi au 31 décembre 2019 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation en numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 11 465 008 euros, inchangé en regard du dernier bilan approuvé. L'intégralité de cette participation doit être versée par la Métropole à l'échéance de la concession d'aménagement actuellement prévue pour le 27 octobre 2022.

Article 3 :

Est approuvé le remboursement par la SOLEAM à la Métropole, du solde de l'avance d'un montant de 7 894 026 euros prévu en 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 010-8497/20/BM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 pour la Zone d'Activités Concertée Savine à Marseille - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan MET 20/14610/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30

mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du Conseil Municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2 ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2 ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartis sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

Le périmètre de l'opération d'aménagement de la Savine se développe sur un territoire d'environ 14 hectares bordé par le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine, le boulevard du Bosphore et la Traverse Bérenger, et englobant l'entier plateau de la Savine haute.

La seconde phase du projet à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14/12/2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession, sur la prorogation de la durée de la concession de 2 ans portant son échéance au 15 décembre 2022 et enfin, sur l'actualisation du bilan financier.

Par avenant 7 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 28 juin 2018 il a été acté le montant prévisionnel et l'échéancier de versement de la participation du concédant à l'opération, le montant prévisionnel des biens de retour et le montant de la rémunération sur dépenses prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Entre 2017 et 2019, la SOLEAM a pu acquérir la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation des aménagements programmés au titre du PNRU. Ainsi, les travaux de démolition et d'aménagement ont pu être engagés sur l'ensemble des secteurs opérationnels définis au programme de la concession. Les chantiers auront à se poursuivre au-delà de 2020, au gré du décalage des plannings opérationnels des opérations de bâtiment.

Enfin, par avenant 8 à la convention de concession approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, il a été acté l'échéancier de versement de la participation du concédant au regard des besoins de trésorerie induits par les nouvelles acquisitions foncières à réaliser, et de la modification du montant global de la participation du concédant ; les conditions de rémunération forfaitaire et de rémunération de liquidation ; l'échéancier de prise de rémunération par anticipation.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 035-6457/19/CM du 20 juin 2019.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2019.

Avancement de l'opération :

* Maîtrise foncière :

Il est à noter que le budget « acquisitions » distingue les acquisitions au titre de la phase 1 du projet

(PNRU) de celles prévues au titre de la phase 2 du projet (NPNRU).

- Acquisitions « privés »

Au 31 décembre 2019, près de 81% des acquisitions de biens privés ont été réalisées :

- L'acquisition à l'amiable le 26 novembre 2018, de la parcelle bâtie correspondant à la propriété KIPTIOGLOU, sur laquelle plusieurs immeubles sont à démolir en vue de la poursuite des travaux d'aménagement des espaces publics (Pôle bus, secteur « Entrée Tuves/Bosphore »),
- L'acte d'acquisition par préemption de l'immeuble sis 9 traverse Merlin (propriété SISEK),
- Reste à formaliser en 2020, les acquisitions nécessaires à l'aménagement du chemin du Vallon des Tuves.

- Acquisitions « partenaires institutionnels » :

Au 31 décembre 2019, 52% des acquisitions auprès des partenaires institutionnels ont été réalisées et se répartissent comme suit :

- Les immeubles et terrains acquis auprès de l'EPF, les 8 octobre 2015 et le 12 décembre 2016,
- Les acquisitions foncières, restant à réaliser auprès de LOGIREM, pour les emprises des aménagements en cours de réalisation par SOLEAM sur les secteurs « Nouvelle Voie de Maillage », « Parc du Canal », « Bd Circulaire Sud » et « chemin du Vallon des Tuves » ainsi que du plateau de la Savine haute (en 2022 au titre de la phase 2).

- Acquisitions « concédant » :

Au 31 décembre 2019, 51% des acquisitions « Concédant » ont été réalisées et se répartissent comme suit :

- Les terrains inclus dans les emprises des lots TU01, TU02/03, et TU05. La SOLEAM a ainsi acquis la pleine maîtrise foncière des lots TU01 et TU05, en vue de la cession à Immobilière Méditerranée (I3F), dont le démarrage des chantiers de construction est repoussé à fin 2020. La maîtrise foncière des emprises concernées par le lot TU02/03 se poursuivra en 2020, en parallèle des études et démarches de commercialisation de ce lot.

Il est à noter que le solde est planifié en lien avec l'avancement des travaux et des commercialisations.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, études MOE et pré-opérationnelles, démolitions :

Au 31 décembre 2019, la plupart des opérations d'aménagement programmées dans la concession (hors chemin du Vallon des Tuves, prévu en NPNRU) sont en phase opérationnelle (travaux du Mail et du boulevard de la Savine – lancement des travaux sur le secteur « Carrefour Tuves/Bosphore » - Appel d'offres lancé pour les travaux sur le secteur « Bd Circulaire Sud » en décembre 2020).

Les études PRO sur le secteur « chemin du Vallon des Tuves » se poursuivent au premier semestre 2020, en parallèle des phases d'acquisition foncières.

Il est à noter que l'ensemble des missions de MOE, CSPS, OPC-U, CT, Médiation chantier ont été notifiées. Leur exécution financière se poursuit en 2020.

Le bailleur social LOGIREM a livré 145 logements sociaux en lisière du parc (résidence « La Mûre » et « Couronne »). Par ailleurs, sur le site bas de la Savine la Ville de Marseille a poursuivi la construction de la crèche et du centre social pour une livraison prévue au second trimestre 2020.

LOGIREM poursuit ses opérations de désamiantage/réhabilitation de la résidence Petite Savine ainsi que les désamiantage/démolitions.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Au 31 décembre 2019, 19% du total des cessions prévues ont été réalisées et se traduisent essentiellement comme suit :

- Immobilière Méditerranée (I3F) n'a pu engager les travaux de construction des lots TU01 & TU05 en 2019 malgré la signature des Actes authentiques début 2019. Les chantiers doivent démarrer au dernier trimestre 2020, du fait des aléas contractuels et autres consultations travaux infructueuses
- Pour le lot SHL07, le transfert du foncier entre LOGIREM et l'opérateur privé SEARIM a été réalisé pour un programme de 33 logements en accession sociale.

Activité de la concession sur l'exercice écoulé (2019) :

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2019 a porté principalement sur :

* Maîtrise foncière :

Les négociations foncières à l'amiable pour les derniers terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement (Phase 1 : PNRU), et appartenant à des propriétaires privés ont été finalisées.

La maîtrise foncière des parcelles intégrées à l'aménagement du mail du Bosphore, a pu intervenir à l'amiable.

La signature du protocole foncier tripartite entre LOGIREM, SOLEAM et VILLE DE MARSEILLE est intervenue en février 2019. Les échanges techniques pour la signature d'une promesse de vente concernant les emprises de la voie de Maillage et Parc du Canal appartenant à LOGIREM se sont tenus jusqu'à 2020.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, études MOE et pré-opérationnelles, démolitions :

Les opérations d'aménagement programmées en phase opérationnelle :

- Les travaux d'aménagement du Bd de la Savine sont en voie d'achèvement,
- Les chantiers de la Nouvelle Voie de Maillage et Parc du Canal se poursuivent avec plusieurs opérations de dévoiement de réseaux existants.
- La phase de préparation des travaux sur le secteur « Carrefour Tuves/Bosphore » est en cours,
- L'appel d'offres travaux sur le secteur « Bd Circulaire Sud » a été lancé pour une attribution des marchés au 1er trimestre 2020 et un démarrage travaux au second trimestre 2020,

Les marchés de travaux pour la démolition des immeubles situés 2 rue de la Pagode (acquisition par SOLEAM fin 2018), ont été attribués, mis en œuvre et réceptionnés au premier semestre 2019. La démolition de l'immeuble avec la pharmacie et la boulangerie, devra attendre le transfert des commerces, une fois l'immeuble TU01 construit (fin 2021, voire en 2022).

Pour le lot SHL07, le démarrage des travaux de construction du programme immobilier (logements en accession sociale) a eu lieu en juillet 2019 et se poursuivra en 2020 sous maîtrise d'ouvrage du promoteur.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La cession des lots TU01 & TU05 au profit d'Immobilière Méditerranée (I3F) est intervenue en février 2019. L'acte authentique avec I3F sur le lot TU01 a été réitéré.

La réitération par acte authentique avec SEARIM concernant le lot SHL07 (programme de logements en accession sociale, Savine haute) a eu lieu en mai 2019.

* Subventions

Concernant l'ANRU, un acompte de 1,5M€ a été sollicité en 2018, son versement est intervenu en 2019.

Activité de la concession prévue pour 2020 et les années suivantes :

Les perspectives 2020 et années suivantes vont porter sur :

* Maîtrise foncière :

- Foncier Ville

Les terrains Ville (lots TU02/03) sont en cours de transfert à la Métropole Aix-Marseille Provence, en vue de leur cession à la SOLEAM par voie d'apport en nature à l'opération en 2020.

- Foncier privé et DUP

Les dernières acquisitions privées prévues, quant à elles, concernent le secteur d'aménagement du « chemin du vallon des Tuves », objet d'une DUP, SOLEAM poursuit cependant les démarches amiables.

Les biens qui seront valorisés ultérieurement en fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU qui n'est pas arrêté à ce jour, sont identifiés dans le bilan de l'aménageur comme biens rétrocédés intégralement à la Métropole au prix d'acquisition. La valorisation de ces biens sera étudiée dans le cadre du NPNRU.

- Foncier Partenaires institutionnels

Le périmètre de la concession d'aménagement a été étendu pour permettre à la SOLEAM de signer un protocole foncier avec LOGIREM sur les terrains du plateau haut (Cf. avenant n°6) et implique le rachat par la SOLEAM et la Ville de Marseille, des emprises foncières appartenant à la LOGIREM. Ces acquisitions, dont un phasage est prévu jusqu'en 2022, concerne :

- Entre 2019 et 2020 : l'emprise des aménagements qui seront réalisés par la SOLEAM dans le cadre du PNRU (voie de maillage, Parc du Canal, Bd circulaire, Vallon des Tuves),
- En 2022 : le cœur de la Savine haute, au fur et à mesure des démolitions opérées par LOGIREM.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, études MOE et pré-opérationnelles, démolitions :

Sont prévus :

- la poursuite du chantier de la nouvelle voie de maillage et du parc du canal, jusqu'au troisième trimestre 2020.

SOLEAM demande de noter que l'exécution de l'escalier nommé la « traverse du Coteau » ne peut être réalisée telle que prévue initialement, le déroulement du chantier ayant mis en évidence la fragilité de la couverture du Canal de Marseille et donc l'impossibilité de mettre en place l'atelier de réalisation de l'ouvrage comme prévu. Du point de vue de SOLEAM, l'adaptation nécessaire à la réalisation de cet ouvrage aura un impact opérationnel et urbanistique et un impact financier concomitant (environ 1 million d'euros). Ce surcoût n'est pas intégré au présent CRAC.

Cette situation devra être éclaircie car l'ouvrage en

question apparaît sur les plans du projet depuis 2016. Il est donc censé être intégré aux études qui ont permis de fixer le budget de la concession.

- le lancement des travaux sur le secteur « Carrefour Tuves/Bosphore » dont le marché a été notifié fin 2019, pour un démarrage travaux en février 2020.
- le démarrage des travaux sur le secteur « Bd Circulaire Sud » en avril 2020.
- le lancement des appels d'offres pour les travaux du secteur « chemin du vallon des tuves » à l'été 2020. Le démarrage du chantier sera calé en fonction de l'avancement des acquisitions foncières, et phasé en fonction de la fin des travaux de la nouvelle voie de maillage.
- la poursuite du désamiantage puis des démolitions des bâtiments G2 et I3 par LOGIREM.
- la poursuite des démolitions sur les parcelles des futurs lots TU01 et TU02/03 entre 2020 et 2021.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La commercialisation de l'îlot TU02/03 est reportée du fait du contentieux en cours avec les héritiers évincés. Les prévisions de cession sont estimées sur 2022 (NPNRU).

* Subventions

Subsiste la recherche d'un financement ANRU supplémentaire dans le cadre de l'avenant au protocole NPNRU pour notamment l'aménagement du chemin du Vallon des Tuves programmé en 2020 qui pourrait bénéficier d'une subvention à hauteur de 833 521 euros. Le dossier est en cours d'instruction par la DDTM.

Il est à noter que le démarrage retardé des chantiers de TU01 & TU05 (lancement travaux prévu en avril-mai 2020) aura pour conséquence directe un décalage des travaux d'aménagement en 2021, en dehors des calendriers ANRU. Une demande de report de solde sera à formuler auprès de l'ANRU, selon l'avancement des chantiers au premier semestre 2020. Le solde de la subvention en cas d'accord par l'ANRU pourrait être encaissé en 2021.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

Dépenses :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 4 887 943 euros TTC, soit un retard de 4 554 454 euros (-48%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

L'écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget Etudes de 117 502 euros consécutive à la diminution de l'exécution des

dépenses sur l'exercice 2019 au prévisionnel mais correspond néanmoins aux besoins liés aux opérations programmées en 2019.

- d'un retard sur les acquisitions foncières, lié notamment :

- au décalage en 2020 de la signature de la promesse de vente pour les emprises de la voie de Maillage et Parc du Canal appartenant à LOGIREM (257 956 euros)
- au décalage du chantier TU01 qui conditionne l'acquisition des fonds de Commerce Bar Brasserie Tabac Pmu (Zidat) (-198 000 euros).

- d'une baisse du budget Honoraires Techniques (études sur travaux) de 239 832 euros consécutive :

- au décalage des missions de maîtrise d'œuvre pour le secteur Vallon des Tuves/Carrefour du Bosphore du fait d'un appel d'offres de travaux infructueux,
- au décalage d'exécution des honoraires de maîtrise d'œuvre du fait de l'interruption du chantier d'aménagement du Bd et mail de la Savine lié à la coordination des travaux avec le chantier du Centre Social sous MOA Ville de Marseille,
- au ralentissement du chantier de la Nouvelle voie de maillage et Parc du Canal du fait de la coactivité avec le chantier de la petite Savine sous MOA LOGIREM,
- au décalage de la remise du DCE du boulevard circulaire sud fin 2019,

- d'une baisse du budget travaux d'aménagement (Démolitions, Dépollution, Travaux) de 3 623 102 euros consécutive principalement :

- à la révision à la baisse du montant de démolition pour les lots TU02/03, (-102 686 euros)
- au décalage de la programmation de la démolition pour les lots du Mail et TU01/03, (-168 000 euros)
- La participation financière (204 000 euros) aux travaux de dépollution qui seront réalisés par I3F sur le lot TU01, dont l'acte authentique a été réitéré en début d'année 2019, est reportée en 2020 du fait du report des travaux de construction annoncé par I3F
- aux décalages opérationnels sur les secteurs « Vallon des Tuves/Carrefour du Bosphore », « Mail et Bd de la Savine », « Nouvelle voie de maillage et Parc Canal », « Bd circulaire sud » pour 2 429 540 euros.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses s'élève à 11 579 283 euros TTC, soit 33% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement (34 675 900 euros).

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses Etudes : 362 693 euros, soit 48% du budget Etudes figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses acquisitions foncières (Privés/Privés Biens de retour, Partenaires institutionnels/ Partenaires institutionnels Biens de retour, Protocole Foncier concédant, Fonds de commerce) : 3 560 940 euros, soit 49,5% du budget foncier figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Honoraires Techniques (études sur travaux) et travaux d'aménagement (Démolitions, Dépollution, Travaux) : 6 461 632 euros, soit 26,5% des budgets Honoraires Techniques et travaux d'aménagement figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Annexes et Frais Financiers : 141 488 euros, soit 40% des budgets Dépenses Annexes et Frais Financiers figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- rémunérations de SOLEAM : 1 052 530 euros, soit 53% du budget Rémunération figurant au bilan prévisionnel de la concession.

* Au terme de l'opération (en TTC) :

Le montant prévisionnel total des dépenses, s'élève à 34 675 900 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- budget Etudes : 748 079 euros, soit 2% des dépenses totales,
- budget des acquisitions foncières (Privés/Privés Biens de retour, Partenaires institutionnels/ Partenaires institutionnels Biens de retour, Protocole Foncier concédant, Fonds de commerce) : 7 170 946 euros, soit 22% des dépenses totales,
- budgets Honoraires Techniques (études sur travaux) et travaux d'aménagement (Démolitions, Dépollution, Travaux) : 24 409 567 euros, soit 75% des dépenses totales,
- budgets Dépenses Annexes et Frais Financiers : 356 141 euros, soit 1% des dépenses totales,
- rémunérations de SOLEAM : 1 991 167 euros, soit 6% des dépenses totales,

Cette répartition reste très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé. En effet, les dépenses prévisionnelles diminuent de 8 404 euros.

Recettes :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 6 046 246 euros TTC, soit une baisse de - 1 597 567 euros (-21%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget Cessions de 153 517 euros consécutive au décalage de la commercialisation du lot TU02/03 pour l'année 2020,

- d'une baisse du budget Subventions de 1 442 450 euros consécutive :

- à la captation de 50% des subventions de la Région pour le Vallon des Tuves. Les 50% restants seront versés en 2020.
- au décalage à janvier 2020 de l'encaissement de la participation aux équipements VdM (PRU) soit la somme de 1 314 150 euros.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 14 198 910 euros, soit 43,5 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (32 565 948 euros).

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions cumulées (Accession Libre, Accession Sociale, Locatif Social, Cessions, Cessions Commerces) : 918 217 euros, soit 19% des budgets cumulés pour les Cessions figurant au bilan prévisionnel,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 128 118 euros, soit 66,5% du budget Divers figurant au bilan prévisionnel,
- subventions (ANRU, Région, Participation aux équipements VdM) : 4 184 344 euros, soit 30% du budget Subventions figurant au bilan prévisionnel,
- participations (Métropole à l'équilibre, Métropole aux équipements, Ville de Marseille à l'équilibre, en Nature selon protocole foncier concédant) : 8 968 231 euros, soit 65% du budget Participations figurant au bilan prévisionnel,

* Au terme de l'opération (en TTC) :

Le montant prévisionnel total des recettes, hors participations du concédant s'élève à 18 746 599 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- cessions cumulées (Accession Libre, Accession Sociale, Locatif Social, Cessions, Cessions Commerces) : 4 715 212 euros, soit 14,5% du montant total des recettes,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 192 476 euros, soit 0,5% du montant total des recettes,
- subventions (ANRU, Région, Participation aux équipements VdM) : 13 838 911 euros, soit 42,5% du montant total des recettes,
- TVA Résiduelle : la TVA reversée à l'opération est estimée à 2 109 953 euros (-6%).

Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles diminuent de 59 429 euros, soit -0,18%.

Participations du concédant :

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 13 819 349 euros. Elle est inchangée par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit de la sorte :

- La Métropole versera une participation de 9 056 109 euros TTC au titre des équipements publics comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 6 637 329 euros TTC
- 2020 : 2 041 667 euros TTC
- 2021 : 377 113 euros TTC

- La participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 3 646 590 euros comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 1 500 902 euros
- 2020 : 0 euros
- 2021 : 842 989 euros
- 2022 : 1 302 699 euros

- L'apport foncier du concédant à SOLEAM est estimé à 616 650 euros et se répartit comme suit :

- au 31 décembre 2019 : 330 000 euros
- 2020 : 286 650 euros

- La participation de la Ville de Marseille :
 - 500 000 euros intégralement versés.

Subventions :

Les différentes subventions venant de l'ANRU, la Région ainsi que la Participation aux équipements Ville de Marseille dans le cadre du PRU s'élèvent à 13 838 911 euros. Elles sont inchangées par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartissent de la sorte :

- ANRU, d'un montant prévisionnel de 8 613 461 euros réparti comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 2 741 894 euros
- 2020 : 960 342 euros
- 2021 : 4 911 225 euros

- Région, d'un montant prévisionnel de 1 283 000 euros réparti comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 128 300 euro
- 2020 : 750 937 euros
- 2021 : 403 763 euros

- Participation aux équipements Ville de Marseille, d'un montant prévisionnel de 3 942 450 euros TTC réparti comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 1 314 150 euros TTC
- 2020 : 2 628 300 euros TTC

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 2 292 848 euros

Emprunts :

L'emprunt prévu en 2019 d'un montant de 3 500 000 euros n'a pas été contracté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Savine passée avec SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du site de la Savine arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2019 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation de la Métropole aux

équipements publics d'un montant 9 056 109 euros TTC dont 6 637 329 euros TTC ont déjà été versés au 31 décembre 2019, et 2 418 780 euros TTC restant à verser à l'opération suivant l'échéancier ci-après :

- 2020 : 2 041 667 euros TTC
- 2021 : 377 113 euros TTC

Article 3 :

Est approuvée la participation en nature de la Métropole par un apport foncier d'une valeur estimée à 616 650 euros dont 330 000 euros ont déjà été versés au 31 décembre 2019, et 286 650 euros restent à verser en 2020.

Article 4 :

Est approuvée la participation du concédant (Métropole et Ville de Marseille) à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 146 590 euros, montant inchangé, dont 500 000 euros versés par la Ville de Marseille en 2015, et 3 646 590 euros à la charge de la Métropole selon l'échéancier suivant :

- 1 500 902 euros déjà versés au 31 décembre 2019

- 2020 : 0 euros
- 2021 : 842 989 euros
- 2022 : 1 302 699 euros

Article 5 :

Est approuvée la rétrocession à la Métropole des biens de retour pour un montant prévisionnel de 2 522 904 euros.

5 820 euros ont été versés au 31 décembre 2019, le solde 2 517 804 sera versé en 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 011-8498/20/BM

■ Approbation du Bilan de pré-cloture au 31 décembre 2019 de la Zone d'Activités Concertée Mardirossian à Marseille - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan MET 20/14613/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal de Marseille a approuvé par délibération n°10/0978/DEVD du 25

octobre 2010, la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » à conclure avec la SOLEAM.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017, le périmètre d'intervention de SOLEAM a été réduit au secteur de Mardirossian comme expliqué plus loin, avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié.

La participation du concédant à l'opération a été portée à 7 708 919 euros par avenant 7 approuvé par délibération du 28 juin 2018.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 034-6456/19/CM du 20 juin 2019. Le terme de l'opération était alors prévu pour le 7 janvier 2023.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le Bilan de pré-clôture de la concession établi au 31 décembre 2019 qui prévoit le terme de la concession fin 2020.

Avancement de l'opération :

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de

création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession s'est terminée,

- sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville a été condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur serait désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville a souhaité conserver ces locaux pour y reloger des services.

- le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux est encore à l'étude côté Ville de Marseille, sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF pour partie par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de SOLEAM a été restreinte à une partie du secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Sur ce site, SOLEAM avait confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service à délocaliser du territoire d'Euro Méditerranée avec des bâtiments que la Ville de Marseille souhaitait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude avait été transmise à la Ville, en attente d'une décision de cette dernière.

La SOLEAM avait engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018.

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian avaient été reportées à 2019 pour une réalisation des travaux en 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains à la Ville de Marseille. La phase AVP de ces études n'a finalement pas été engagée. En effet, la Ville a renoncé à l'acquisition du foncier et le projet de construction et les modalités d'aménagement du terrain que doit desservir la future traverse Mardirossian n'ont pas été arrêtées.

Pour ces raisons, la Métropole et la SOLEAM sont convenus de mettre un terme à cette opération et de clôturer la concession d'aménagement.

Activité de la concession sur l'exercice écoulé (2019) :
L'opération est proche de sa clôture et sur l'année 2019, aucun événement notable n'est à renseigner d'où ce Bilan de Clôture de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan.

Activité prévue à la clôture de la concession :
Le présent rapport présentant le bilan de pré-clôture de cette concession d'aménagement, il n'y a logiquement plus d'orientation prévue sur 2020 hormis la cession des biens de retours à la Métropole et quelques dépenses à solder.

Le Bilan de pré-clôture s'établit comme suit :

Dépenses :

* Sur l'exercice 2019 :

Les dépenses s'élèvent à 124 540 euros TTC, soit une baisse de 162 812 euros (-57%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart se répartit ainsi :

- Une baisse de 84 240 euros TTC pour le budget Acquisitions-Etudes, les montants provisionnés n'ayant pas été dépenses, à savoir :
 - 72 000 € au titre des pénalités applicables pour la non revente dans les 5 ans du terrain appartenant à la Ville de Marseille et acquis en décembre 2013. Il est à noter que la direction des finances publiques ayant statué sur ce dossier en décembre 2019, la rectification des droits sera réglée en 2020 pour un montant ramené à 35 421€,
 - 12 240 € pour la finalisation des études d'implantation des régies et de la société TOTAL. Ces projets ayant été abandonnés, les études n'ont pas été engagées.
- Une baisse de 4 520 euros TTC sur le budget Travaux, en raison :
 - de la retenue de garantie de 3 562 euros sur les travaux de démolition des anciens bâtiments et entrepôts situés sur la rue de Lyon qui sera réglé en 2020,

- des études non-engagées en 2019 pour les travaux d'élargissement et de requalification de la traverse MARDIROSSIAN,

- Une baisse de 39 039 pour le budget Dépenses Annexes, en raison des charges de gestion moins importantes du fait de la diminution des interventions sur le site,
- Une baisse du Budget Rémunération de 35 013 euros TTC, la vente du terrain à Total n'ayant pas aboutie. La rémunération totale étant inférieure à 20 000 euros, il a été appliqué la rémunération plancher.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses, s'élève à 7 615 304 euros TTC. Ce montant ne représente pas le cumul final des dépenses du bilan. Une provision de 153 793 euros permettra de liquider, sur l'année 2020, des dépenses restantes sur les budgets acquisitions, travaux, dépenses annexes, rémunérations.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses pour les études urbaines et acquisitions : 6 324 808 euros TTC,
- dépenses pour les honoraires techniques et travaux : 109 340 euros TTC,
- dépenses annexes : 150 521 euros TTC,
- rémunérations de SOLEAM : 253 826 euros TTC,
- frais financiers : 776 809 euros TTC,

* Au terme de l'opération - Bilan de pré-clôture (en TTC) :

Compte tenu des sommes restant à liquider au cours de l'exercice 2020, il est provisionné 153 793 euros pour couvrir principalement :

- le solde des frais d'acquisition notaire (versement au premier trimestre 2020), pour 35 421 euros,
 - l'ajustement du budget Dépenses Annexes 12 504 euros,
 - le solde des travaux 3 563 euros,
 - la rémunération sur dépenses 2 305 euros et la rémunération de liquidation établie à 100 000 euros.
- Le montant total des dépenses au Bilan de Clôture, s'élève donc à 7 769 097 euros TTC.

Recettes :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 540 119 euros TTC, soit une baisse de 31 500 euros (-6%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart se répartit ainsi :

- Absence de recette pour le budget Cessions, soit une diminution de 30 000 euros TTC, en raison des démarches pour la vente du terrain à Total n'ayant

pas abouties.

- Absence de recette pour les Produits de Gestion, soit une diminution de 1 500 euros TTC, le versement sur le contentieux JLB étant décalé à 2020.

*** Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :**

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, hors participations du concédant, s'élève à 27 383 euros correspondant à des produits de gestion et financiers.

Aucune cession n'a été réalisée sur cette opération.

*** Au terme de l'opération - Bilan de pré-clôture (en TTC) :**

Il reste à percevoir une recette de 1 500 euros sur la ligne produits de gestion ainsi que la valorisation des biens de retour à la Métropole pour un montant de 3 588 960 euros dans le courant de l'année 2020.

D'autre part, en fin d'exercice, l'opération enregistre un solde positif de TVA de 154 539 euros.

Le montant total des recettes à terme est de 3 772 382 euros.

Participation du concédant :

L'écart entre dépenses et recettes détermine un déficit de 3 996 715 euros.

La participation du concédant, déjà versée à l'opération s'élève à 7 708 919 euros dont :

- En numéraire : 7 040 119 euros par la Métropole.
- En apport foncier : 668 800 euros par la Ville de Marseille.

Le trop-perçu, à restituer à la Métropole s'élève à 3 712 204 euros.

Une part de cet excédent est affectée à l'acquisition par la Métropole des biens de retour, pour un montant de 3 588 960 euros selon valeur estimée par les Domaines.

Il en résulte un solde positif que l'aménageur doit restituer à la Métropole d'un montant de 123 244 euros.

Emprunts :

Pour mémoire, SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement échelonné jusqu'en 2018. L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le Bilan de pré-clôture au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan passée avec SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Bilan de pré-clôture ci-annexé relatif à la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan établi par la SOLEAM au 31 décembre 2019.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant d'un montant de 3 996 715 euros, en baisse de 3 712 204 euros par rapport au bilan précédent.

La participation du concédant, déjà versée à l'opération s'élève à 7 708 919 euros dont :

- En numéraire : 7 040 119 euros par la Métropole
- En apport foncier : 668 800 euros par la Ville de Marseille

Le trop-perçu, à restituer à la Métropole s'élève à 3 712 204 euros.

Une part du trop-perçu est affectée à l'acquisition par la Métropole des biens de retour, pour un montant de 3 588 960 euros selon valeur estimée par les Domaines.

Il en résulte un solde positif que l'aménageur doit restituer à la Métropole d'un montant de 123 244 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 012-8499/20/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée du Rouet à Marseille - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan MET 20/14614/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la création du parc du 26ème Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais.

Dans ce contexte, la ZAC du Rouet est basée sur la préservation du noyau villageois et la création à proximité du parc, d'environ 1 100 logements.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 1er mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (désormais SOLEAM) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2000.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique de l'opération :

Le compte rendu annuel initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros, des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros et une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 9,15 millions d'euros.

L'avenant n°1 à la convention de concession, approuvé avec le CRAC arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de relogement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de relogement des locataires, d'approuver la participation d'équilibre à 10,74 millions d'euros, de décider une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de relogement d'un montant de 297 256 euros.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre le dispositif particulier du relogement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC aux habitants de la rue Louis Rège et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le CRAC au 31 décembre 2004 a généré l'augmentation de la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à 14,307 millions d'euros du fait de la hausse du coût de l'immobilier.

Les CRAC établis au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit 14,891 millions d'euros d'augmentation en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes prévisionnelles s'élevaient à 49,664 millions d'euros (en hausse de 8,5 millions d'euros). L'écart entre ces postes déterminait une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la durée de la convention d'aménagement.

Le CRAC au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse des postes de dépenses foncier et charges de gestion.

Le CRAC au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le CRAC au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération de la Ville du 10 octobre 2014 augmentant sa participation de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le CRAC au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 à la convention de concession, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

En cohérence avec la définition de l'intérêt communautaire tel que acté par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), la ZAC du Rouet, a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

Ensuite de quoi, au 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine s'est substituée à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les CRAC au 31 décembre 2015, approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 et en 2016, approuvé le 13 juillet 2017 ont augmenté la participation d'équilibre respectivement de 271 637 euros en raison de la modification du programme des îlots 3.1, 3.4 et 3.5 et de 109 424 euros en raison d'une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes (création d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour engager la rétrocession des voiries et réseaux aux collectivités). Dans ce cadre, les avenants n°18 et n°19 à la concession d'aménagement ont eu pour objet de modifier l'échéancier et le montant de la participation et de proroger la concession jusqu'en 2021. La convention d'avance conclue entre la Ville de Marseille et la SOLEAM pour un montant de 3 000 000 d'euros, transférée à la Métropole, a fait l'objet d'avenants

prévoyant le remboursement de l'avance par SOLEAM en 2018.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 a affiché une augmentation de la participation d'équilibre de 405 335 euros, portant celle-ci à 22 665 270 euros au total. Dans ce cadre un avenant n°20 au contrat de concession a eu pour objet de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation et un avenant n°3 à la convention d'avance a été conclu pour décaler son remboursement en 2019.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 approuvé par délibération URB 024-6446/19/CM du 20/06/19 a affiché une baisse de la participation d'équilibre de 59 441 euros, portant ainsi cette participation à 22 605 830 euros, répartie entre la Ville de Marseille anciennement concédant pour 21 549 981 euros déjà versés et la métropole pour 1 055 849 euros.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019. Cette opération est très proche de son terme prévu le 13 août 2021, avec une activité réduite du concessionnaire :

Le dernier terrain à bâtir ayant été cédé il reste à finaliser, la rétrocession des voies et réseaux à la Métropole ainsi qu'à terminer la requalification de la rue Rège lorsque la construction du dernier programme immobilier sera achevée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2019, le montant total des dépenses est de 30 856 euros, en regard d'un prévisionnel qui s'élevait à 162 974 euros. L'écart de 132 118 euros, est principalement lié au report en 2020/2021 des derniers travaux dont la réalisation était envisagée en 2019. Il s'agit de la requalification de la rue Rège qui reste en attente de l'achèvement du dernier programme immobilier ainsi que de travaux préalables à la prise en gestion des voies par les services de la Métropole qui sont en attente de définition.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant total des dépenses réalisées, cumulées au 31 décembre 2019 s'élève à 67 805 369 euros proche du budget à terme qui est estimé à 68 614 826 euros (hors solde de TVA de l'opération). Les dépenses réalisées au 31/12/2019 représentent 99% du montant des dépenses à terme.

Ces dépenses sont réparties en :

- Foncier, 42 785 412 euros
- Cout du relogement, 2 250 159 euros
- Travaux et honoraires techniques, 10 926 465 euros
- Les dépenses annexes, 2 993 300 euros
- Les rémunérations de l'aménageur, 6 333 381 euros
- Les frais financiers, 2 516 653 euros

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme, compte tenu du solde négatif de TVA est estimé à 74 327 318 euros dont :

- Foncier, 42 787 410 euros, soit 58% du coût de l'opération
- Relogement, 2 250 156 euros, soit 3% du coût de l'opération
- Travaux et honoraires techniques : 11 429 733 euros, soit 15% du coût de l'opération
- Dépenses annexes 3 025 845 euros, soit 4% du coût de l'opération
- Rémunération de l'aménageur, 6 605 025 euros, soit 9% du coût de l'opération
- Les frais financiers, 2 516 652 euros, soit 3% du coût de l'opération
- TVA restant due: 5 712 492 euros, soit 8% du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 10 000 euros en regard du dernier bilan approuvé.

Recettes :

Sur l'exercice 2019, les recettes (hors participation) s'élèvent à 160 000 euros. Il s'agit de la cession d'un appartement sis 9 rue Blanche, supérieure de 10 000 euros aux estimations du dernier bilan approuvé.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2019 (hors participation d'équilibre), s'élève à 51 721 487 euros. La totalité des recettes ont été perçues à ce stade.

Ces recettes sont réparties en :

- Cessions, 48 949 738 euros, soit 66% des recettes
- Participations constructeurs, produits de gestion et financiers 2 771 749 euros, soit 4% des recettes
- La participation des collectivités représentant pour sa part 30% des recettes.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 605 831 euros, inchangée en regard des prévisions du dernier CRAC approuvé.

La participation due par la Ville de Marseille en tant que concédant précédent a été intégralement versée. A ce jour elle s'élève à 21 549 981 euros.

La participation à la charge de la Métropole qui s'est vue transférer l'opération, est de 1 055 850 euros dont 709 955 euros versés au 31 décembre 2019 et 345 895 euros à verser en fin d'opération en 2021.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2019, la trésorerie de l'opération est positive et se situe à 373 887 euros.

Avance:

En 2019 la SOLEAM a remboursé à la Métropole l'avance de trésorerie de 3 000 000 euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts qui auront été contractés par l'aménageur est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM pour l'aménagement de la ZAC du Rouet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet établi par la SOLEAM au 31 décembre 2019 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 74 327 318 euros.

Article 2 :

La participation de la Métropole est inchangée en regard du montant figurant au précédent Compte Rendu Annuel, elle s'élève à 1 055 850 euros dont 709 955 euros versés au 31 décembre 2019 et 345 895 euros à verser en fin d'opération en 2021.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 013-8500/20/BM

■ Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération d'aménagement Cap Horizon à Vitrolles MET 20/15255/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha dont 52 ha en ZAC, est destinée à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet, qui a été déclaré d'intérêt communautaire en juillet 2013, a été divisée en deux secteurs :

- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en juin 2015.

- Le secteur de Couperigne, hors ZAC, pour lequel les aménagements ont été également confiés à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la commercialisation et la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions.

La SPLA « Pays d'Aix Territoires » assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice 2019 écoulé et du comité de pilotage qui s'est également réuni deux fois.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de

l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, conformément au protocole passé entre l'EPF PACA, le Pays d'Aix et la Ville de Vitrolles,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagée et leur état d'avancement, les incidents éventuels,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

Synthèse du compte rendu annuel à la collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 4 Mars 2020 a présenté le CRAC 2019, en voici les faits marquants :

Foncier :

La maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération est une compétence dévolue à l'EPF PACA depuis la signature d'une convention d'intervention foncière en 2013 : 32,2 hectares ont depuis été achetés à l'amiable, pour un montant de 25,48 M€, soit 70% des terrains nécessaires à l'opération.

Pour mémoire, la SPLA a déjà acquis auprès de l'EPF PACA un total de 166 649 m² pour un montant de 13 367 448 € HT (hors frais notariés).

Acquisitions réalisées en 2019 :

- ✓ parcelle CI 81 (COLAS) sur les Estroublans, suite à la libération du terrain en juillet 2019.
- ✓ acquisition à l'euro symbolique de 4 parcelles propriétés de la Ville de Vitrolles.

La mission foncière de l'EPF PACA va se poursuivre avec l'acquisition des parcelles identifiées comme nécessaires au projet et l'obtention de l'arrêté de DUP obtenu le 21/02/2019.

Aucune cession n'a été réalisée en 2019.

Mise en œuvre de la ZAC :

Le travail de conception des aménagements publics, débuté en 2017, s'est poursuivi en 2018 et 2019. Il a été malheureusement constaté la défaillance du BET co-traitant dans l'équipe de maîtrise technique du projet, et le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre a dû mettre fin à ses missions et désigner un nouvel intervenant.

Un complément d'étude circulatorie a été réalisé en 2019, de même que la reprise des études d'avant-projet sur le secteur des Estroublans, y compris le futur pôle d'échanges multi-modal.

Les taux de participations applicables pour les constructeurs autonomes au sein de la ZAC ont été précisés selon la destination des locaux, et validés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 24/10/2019.

L'enseigne LIDL, déjà présente avenue Victor Gelu, a déposé un projet pour délocaliser et agrandir sa surface commerciale sur un terrain situé en entrée Nord de la ZAC, une demande de permis de construire a été déposée le 14/10/2019, nécessitant un passage en CDAC. Une convention de participation a alors été signée pour un montant de 417 150 € HT.

L'année 2019 a également permis l'achèvement des travaux de requalification des voiries et de création des bassins de rétention sur l'ensemble du secteur de Couperigne, avec la remise en circulation de la Draille des Tribales. Les dépenses constatées s'élèvent à 3,591 M€ HT pour les travaux.

Commercialisation :

Le lot n°1 a été vendu en 2017 à AKERA pour la construction d'un programme immobilier de bureaux de 4010 m². Le Permis de Construire a été obtenu le 27 octobre 2017. Les travaux de construction se sont achevés en juillet 2019, permettant l'arrivée des entreprises EXPLEO et PERCALL, sous-traitants d'AIRBUS.

Sur le secteur de Couperigne, GICRAM a livré en juillet 2019 son programme mixte bureaux/activités de

6 100 m². De même, NEXITY NEXIMMO a achevé les travaux pour son programme immobilier de 15 000 m², avec une livraison d'une partie des locaux en juillet 2019.

Evolution du bilan :

Le bilan global de l'opération CAP Horizon est resté stable entre 2018 et 2019, avec un maintien des dépenses / Recettes à 77 499 913 € HT, les modifications concernent les équilibres internes du fait de l'avancement des travaux et de la concrétisation des acquisitions foncières.

Les dépenses 2019, qui s'élèvent à 2,483 M€, sont inférieures aux prévisions évaluées à 5,500 M€. Cette minoration est essentiellement due au renouvellement d'une partie de l'équipe de maîtrise d'œuvre et à la reprise des études de conception qui n'a pas encore pu aboutir sur le secteur des Estroublans, au décalage des travaux de démolition lié à l'occupation illicite de certains terrains et le report des acquisitions foncières initialement prévues.

Les recettes sont par contre légèrement inférieures aux prévisions avec un réalisé de 2,094 M€ (participation de la Métropole) pour une prévision de 2,376 M€. L'apport de la Ville de Vitrolles sous forme de cession de foncier a été décalé sur l'année 2020, et aucune cession foncière constatée en 2019.

Le total général des participations (hors apport en nature de la Ville de Vitrolles), y compris la subvention FEDER, est maintenu à 38 404 413 €.

Perspectives 2020 :

Les acquisitions foncières se poursuivront suivant l'aboutissement de négociations et des procédures engagées par l'EPF, suivant une prise de possession des biens qui pourrait intervenir mi-2020. Cela concerne les parcelles situées sous l'assise du lot n°8 et, sur le secteur de Couperigne, les derniers terrains situés à proximité de la RD20.

Les études de conception de l'aménagement des espaces publics des Estroublans, de la gare routière et du franchissement mécanique de la Cuesta devraient s'achever.

Les travaux prévus en 2020 concernent la démolition et la dépollution sur le terrain ex-Colas sur le secteur des Estroublans. L'engagement des travaux liés au PEM et à l'esplanade publique se fera en 2021.

En fonction de ces éléments, seule la participation du budget annexe des transports sera appelée pour 2020 à hauteur de 2 900 000 €.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2019, le prévisionnel, pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Ce CRAC a été approuvé par le conseil d'administration de la SPLA du 4 Mars 2020, soit avant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, il est en effet trop tôt pour intégrer les éventuels impacts de la crise sanitaire dans ces prévisions. Un travail a été engagé avec la SPLA et les services du Territoire pour suivre régulièrement les répercussions de la crise sanitaire sur le bilan en cours de chaque opération d'aménagement et anticiper des ajustements financiers. A ce stade, il a été convenu avec la SPLA Pays d'Aix Territoires, que ce CRAC pouvait être approuvé en l'état.

Bilan extra-comptable de l'opération

Le bilan présenté par l'aménageur ne tient pas compte des aides financières perçues directement par la Métropole au titre de cette opération d'aménagement, et qui viendront en déduction de sa participation.

En plus de la subvention FEDER obtenue et encaissée directement par la SPLA, la Métropole a également mobilisé des subventions complémentaires sur cette opération d'aménagement, pour un montant prévisionnel total de 12,63 M€ et qui se décompose ainsi :

- Une subvention d'un montant de 2 420 000 € dans le cadre du 3^{ème} Appel à projet AFITF & ETAT « Transports collectifs et mobilité durable » lancé en 2016 par l'État.

- Dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET), la Région a accordé une aide d'un montant de 7 923 703 €, dont 1 405 391 € allouée sur une 1ère tranche de l'opération.

- Une aide financière de l'État dans le cadre du DSIL 2019 pour un montant total de 2 285 547 €.

Dès lors, sur un budget total de 77, 50 M€ HT, la participation de la Métropole au titre de l'opération « Cap Horizon » serait ramenée à 25,77 M€ contre 38,40 M€ initialement.

Au regard des éléments présentés, il est donc proposé d'adopter le présent compte rendu à la collectivité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012_A024 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles
- La délibération n°2013_A114 du Conseil Communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015_A318 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A321 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2019 de l'opération Vitrolles Cap Horizon ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 4 Mars 2020 présentant le compte rendu annuel à la

Collectivité 2019 de l'opération « Vitrolles Cap Horizon ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2019) de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relatif à l'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe des transports de la Métropole Aix Marseille Provence, en section d'Investissement : opération budgétaire n°2017269300, nature 238, autorisation de programme 172080TP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 014-8501/20/BM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II aux Pennes-Mirabeau passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
MET 20/14609/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. La superficie totale de la ZAC Pallières II est d'environ 33 hectares.

La Zone d'Aménagement Concerté Pallières II a été créée par délibération du conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 26 février 2015 et son dossier de réalisation approuvé le 21 décembre 2017.

Le programme prévisionnel de construction prévoit 96 000 m² de surface de plancher :

- 90 000 m² de surface dédié à de l'habitat (environ 1000 logements) dont 30 % de logements sociaux. En terme de formes urbaines, le programme de logements sera réparti de la manière suivante :
 - 64 % de logement collectif
 - 24 % en habitat groupé
 - 12% en habitat individuel

- 6 000 m² de surface de plancher dédiée à du commerce de proximité et des activités.

Le programme des équipements publics prévoit :

- Des équipements d'infrastructures : un mail central, des voiries, des parkings, une place centrale et un parvis, les bassins de rétention et d'infiltration, des aménagements paysagers, un carrefour sur la RD113
- Des équipements de superstructures : un groupe scolaire, une crèche, un city-parc et des services publics de proximité

Par délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017, cette opération a été déclarée d'intérêt métropolitain. Le Conseil de Métropole du 28 juin 2018 a approuvé par délibération n° URB 029-4188/18/CM le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Un avenant n°2 à la concession d'aménagement a été signé pour adapter le traité de concession en conséquence, et acter que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit devenue le concédant de cette opération.

Au travers du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ; sachant que dans cette opération l'EPF PACA est chargé de la maîtrise foncière du terrain d'assiette de l'opération.
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SPLA du Pays d'Aix assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire

adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

La SPLA du Pays d'Aix a ainsi transmis à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2019.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité :

- Activité de la concession sur l'exercice écoulé (2019) :

Concernant la maîtrise foncière :

- Les négociations foncières conduites par l'EPF PACA ont permis d'obtenir un accord de principe d'un propriétaire foncier de terrains situés en continuité de foncier déjà maîtrisé par la ville à l'Ouest de la ZAC (secteur ouvert à l'urbanisation).
- Des discussions ont été entreprises avec l'Etat pour l'acquisition d'une parcelle lui appartenant.
- Dans le secteur est de la ZAC (non encore ouvert à l'urbanisation) les acquisitions et les négociations se poursuivent.

Concernant les études, un bureau d'étude technique a été désigné au terme d'une consultation pour la mission de maîtrise d'œuvre de la première tranche (conception VRD et viabilisation et suivi des travaux).

Le projet de cahier des charges de cessions de terrains (CCCT) pour la première tranche est en cours de rédaction.

La Ville des Pennes Mirabeau souhaite réaliser une crèche municipale sur un terrain de la ZAC initialement destiné à la réalisation d'un parking public. Le comité de pilotage du 18 décembre 2019 a donné son accord. Le projet sera financé par la commune.

La modification du dossier de réalisation de la ZAC ainsi que l'élaboration d'un CCCT spécifique sera nécessaire.

- Evolution du bilan prévisionnel de l'opération :

En dépenses :

Le montant total des dépenses est arrêté à 43 493 127 € HT.

Aucune dépense complémentaire n'est nécessaire.
Le poste « rémunération du concessionnaire » demeure inchangé par rapport au CRAC précédent.

En recettes :

Le montant total des recettes est arrêté à 44 053 931 € HT, soit une augmentation de 448 352 € HT par rapport à l'exercice précédent. Le comité de pilotage du 18 décembre 2019 ayant acté un changement de répartition en entre les produits vendus pour permettre la réalisation d'un plus grand nombre de logements sociaux.

En effet, au bilan 2018, il était acté :

- 30% de logements sociaux,
- 60% de logements libres,
- 10% de logements à prix maîtrisé

La nouvelle répartition retranscrite au bilan 2019 est :

- 35% de logements sociaux
- 65% de logements libres

Le résultat d'exploitation est à ce stade positif avec un montant de 560 805 euros.

- Perspectives 2020 :

En 2020, il s'agira de :

- Mettre en œuvre la première tranche de la ZAC :
 - o Finaliser l'acquisition du foncier permettant la réalisation de la première tranche de l'opération
 - o Lancer la consultation des entreprises pour la viabilisation de la première tranche de la ZAC
 - o Finaliser les cahiers des charges de cession de terrains de la ZAC
 - o Lancement de la commercialisation de la première tranche de la ZAC
- Déposer un dossier de Déclaration d'utilité Publique par l'EPF PACA pour assurer la maîtrise complète de l'assiette foncière de l'opération
- Modifier le dossier de réalisation pour :
 - o - permettre la réalisation du projet de crèche communale ;
 - o - intégrer la modification de la répartition du programme de

logements (35% de logement sociaux et 65% de libre) ;

- o - le cas échéant après validation du comité de pilotage modifier la possibilité de réalisation du programme à hauteur de 25% par des prioritaires privés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN001-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 actant le transfert de l'opération « ZAC des Pallières 2 » aux Pennes Mirabeau ;
- La délibération du Bureau de Métropole n°URB 031-4377/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération « ZAC Pallières 2 » transmis par la SPLA du Pays d'Aix ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre

2019 de la concession d'aménagement
passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC Pallières II établi au 31 décembre 2019 par la SPLA Pays d'Aix Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 015-8502/20/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession Centre Ville Aubagne - "Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or"

MET 20/14607/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or » un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études ont confirmé les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018.

Le programme de la concession porte :

- sur la requalification de deux îlots du centre-ville d'Aubagne permettant la réalisation d'un programme de construction d'environ 38 000 m² de surface de plancher dédié en majorité à du logement et des commerces de proximité.

- Sur la requalification d'espaces publics : cours Barthélémy, espace Grimaud, création de mail, chemin du bras d'or notamment.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ;
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
5. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
6. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2019

L'année 2019 a principalement été consacrée :

- aux travaux sur le Cours Barthélémy, à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet et à la gestion des terres polluées qui y ont été détectées,
- à la réalisation d'un cahier de recommandations de l'AGAM sur les espaces publics du centre-ville d'Aubagne ainsi qu'une étude phytosanitaire des arbres du cours Barthélémy,
- à l'acquisition des terrains appartenant à l'EPF,
- à la notification des marchés de maîtrise d'œuvre des espaces publics à la société STOA et du marché « d'assistance pour la concertation autour du projet du centre-ville d'Aubagne » à la société Artkom.

La notification du marché d'étude de programmation urbaine, initialement prévu en 2019, a été notifié aux prestataires retenus AREP Ville et ATM qu'en février 2020. Ce qui n'a pas permis le déclenchement des autres prestations initialement programmées en 2019, ces dernières ne pouvant être réalisées que sur la base du plan masse produit dans le cadre de l'étude conduite par l'urbaniste et l'hydraulicien.

Le montant des dépenses prévues en 2019 était de 1 684 512 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 1 863 419 € TTC, soit un écart de 178 907 € TTC. Cet écart est principalement dû :

- au règlement des frais d'acquisitions et de la TVA sur marge à l'EPF qui n'avait pas été prévu pour 2019, pour un montant de 118 550 € TTC, dans le cadre de l'acquisition foncière réalisée en décembre 2019,
- à un surcoût de 6% sur la réalisation des travaux du cours Barthélémy, liée à la gestion des terres polluées qui y ont été détectées, la réalisation d'un diagnostic de l'ovoïde accueillant le Merlançon, et au versement d'une redevance archéologique dans le cadre de ces travaux générant une dépense supplémentaire de 91 185 € TTC,
- à une rémunération sur dépenses du concessionnaire plus élevée de 45 749 € que prévu suite à la réalisation d'une nouvelle estimation de la répartition annuelle de cette rémunération.

Les diminutions de 50900 € TTC des dépenses initialement prévues pour les études et de 17 511 € TTC pour les frais divers ne suffisent pas à compenser totalement les surcoûts et dépenses non anticipées sur les acquisitions foncières, travaux et rémunération sus-mentionnés.

En terme de recettes, il était prévu en 2019 un versement de participation à l'équilibre du bilan de la part de la Métropole pour un montant de 976 000 € par la Métropole. Ce versement a bien pu être

effectué. Il n'y a donc aucun écart constaté sur les recettes.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2019 fait apparaître des dépenses inférieures de 362 186 € TTC ainsi que des recettes inférieures de 334 706 € TTC par rapport au bilan prévisionnel approuvé dans le cadre du CRAC 2018. Le budget global s'élève donc à 31 624 648 € TTC.

La réduction des dépenses prévisionnelles s'explique essentiellement par la baisse des frais d'acquisition du foncier suite à des estimations initialement trop hautes, aussi bien auprès de l'EPF et de la Ville d'Aubagne que des privés, qui fait plus que compenser l'augmentation des dépenses liées aux travaux sur le cours Barthelemy (travaux supplémentaires nécessaires et mesures générées par la crise du Covid) et à la généralisation des référés préventifs à l'ensemble des chantiers.

La diminution des recettes prévisionnelles s'explique par l'application d'abattements à hauteur de 2,5% sur les cessions, en anticipation d'un contexte peu favorable.

Concernant la participation du Concédant, la participation globale fixée à 13 101 713 € TTC reste inchangée. Seule son affectation diffère entre le montant de la participation aux équipements et le montant de la participation à l'équilibre du bilan.

Perspectives 2020

En 2020, les principaux objectifs sont :

- en matière de travaux, la finalisation des travaux sur le cours Barthelemy,
- en matière foncière, la poursuite des acquisitions à l'amiable et la cession des parcelles sorties du périmètre de la concession,
- en matière de programmation urbaine, la réalisation des études réalisées par l'urbaniste conseil et l'hydraulicien ; engager le partenariat avec les services de l'Etat dans les cadre du Plan de Prévention du Risque Inondation impactant fortement le centre-ville d'Aubagne, ainsi que le lancement de la mission d'appui à la concertation.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réalisé à fin 2019, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » ci-joint ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » remis par la SOLEAM.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la SOLEAM relatif à l'opération d'aménagement « Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 016-8503/20/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot 14
MET 20/15855/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m² de

surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « PHENIX AGENCEMENTS » qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la réalisation de travaux de second œuvre pour des bureaux et l'aménagement de locaux (cloisons, faux-plafonds, sols souples, planchers techniques...) pour le compte d'importantes sociétés ou administrations.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément qui s'est réuni le 25 juin 2020 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « PHENIX AGENCEMENTS » le lot 14, d'une surface totale de 1 676 m², au prix de 60 euros HT/m² conformément à la grille tarifaire de la ZAC validée par le comité de pilotage du 9 mars 2017, soit 100 560 euros HT.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a majoré dans son avis du 3 août 2020 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour le lot 14 une différence de prix de +16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Les frais notariés liés à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n°2020-084V1261 du 3 août 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « PHENIX AGENCEMENTS » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 25 juin 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot 14 d'une superficie de 1 676 m² situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 100 560 euros HT, soit 120 672

euros TTC, à la société « PHENIX AGENCEMENTS », ou à toute personne physique ou morale que la société se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 017-8504/20/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Cession du lot D - Abrogation de la délibération URB 009-5604/BM du 20 juin 2019
MET 20/15856/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine est une opération réalisée en régie par le Pays d'Aix, elle est aujourd'hui entièrement viabilisée. Les objectifs de la ZAC sont de contribuer au développement de l'offre foncière sur le bassin de la Haute Vallée de l'Arc par la reconversion de cet ancien site minier et d'apporter une réponse aux besoins de foncier et/ou d'immobilier des entreprises de la pépinière Michel Caucik située à proximité.

La ZAC est divisée en trois secteurs : un secteur mixte (bureaux, ateliers), un secteur destiné à accueillir prioritairement un projet de promotion immobilière sous forme de parc d'activités et un dernier secteur industriel.

La commercialisation de la zone est aujourd'hui presque totalement achevée.

La société « ATA », spécialisée dans la conception et la production de Taxis, s'était portée acquéreuse du lot D afin de poursuivre son développement et augmenter ses capacités de production. Le Bureau de la Métropole avait délibéré le 28 mars 2019 afin d'approuver cette cession. Cependant, cet acquéreur s'est dernièrement désisté au regard du contexte économique défavorable.

Le lot D a donc été remis en commercialisation et l'entreprise « AV ALUMINIUM », déjà implantée sur la

ZAC, souhaite désormais acquérir ce terrain dans les mêmes conditions de prix afin d'y implanter des bureaux et ateliers dans le cadre de son projet de développement d'une filière spécialisée dans la création de murs acoustiques. Le Comité d'Agrément de la ZAC qui s'est réuni le 25 juin 2020 a donné un avis favorable à cette cession.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « AV ALUMINIUM » le lot D, composé de la parcelle cadastrée AY n°1143, d'une surface totale de 1 382 m², au prix de 80 € HT/m², conformément à l'avis de France Domaine du 3 août 2020.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot, sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 portant création de la ZAC ;
- La délibération n° 2007_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2020-060V1260 du 03 août 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « AV ALUMINIUM » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine, et qu'il a obtenu l'agrément du Comité d'agrément du 25 juin 2020.

Délibère

Article 1 :

La délibération du Bureau de Métropole n°URB 009-5604/19/BM du 20 juin 2019 est abrogée.

Article 2 :

Est autorisée la cession du lot D d'une superficie de 1 382 m² situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 110 560 euros HT, soit 132 672 euros TTC, à l'entreprise « AV ALUMINIUM » ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 018-8505/20/BM

**■ Approbation d'une modification de la promesse d'avenant au bail emphytéotique administratif pour l'extension du chantier de transport combiné avec la société Clésud Terminal (modification de la délibération n° URB 086-7457/19/BM du 19 décembre 2019)
MET 20/16363/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de répondre au développement des trafics et à une demande toujours plus importante du transport combiné rail/route, la société Clésud Terminal souhaite agrandir son chantier multi-technique (ou multimodal) en créant une seconde cour de transfert,

ainsi qu'une voie ferrée supplémentaire, conformément aux possibilités d'extension que permet le bail emphytéotique administratif conclu le 9 octobre 2006.

Ce projet d'extension vise à augmenter les capacités de traitement du chantier multimodal en permettant la réception de convois ferroviaires supplémentaires. En particulier, il doit autoriser la réception et le traitement de trains de 850 mètres de longueur totale (contre 750 mètres aujourd'hui), soit 830 mètres utiles. L'objectif est de porter les capacités de traitement du chantier multi-technique à 75.000 UTI dans un premier temps, en ménageant la possibilité de l'augmenter à 100.000 UTI avec l'aménagement d'une 3^{ème} ou 4^{ème} voie pour le traitement des convois.

Compte tenu du caractère d'intérêt général que représente pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la réalisation par le preneur d'une troisième et d'une quatrième voie ferrée et d'une deuxième cour de chargement et déchargement sur les terrains d'emprise du terminal de transport combiné rail-route, la Métropole a donné son accord au preneur pour qu'il réalise cette opération, telle qu'elle a été présentée dans la délibération n° URB 086-7457/19/BM du 19 décembre 2019 et selon les conditions suspensives qui y étaient exposées.

Parmi ces conditions suspensives, certaines étaient justifiées, d'une part, par le projet de création d'un nouveau terminal de transport combiné rail-route, portée par la société Terminal Ouest Provence, et, d'autre part, par le projet d'extension de la zone logistique Clésud (en limite Nord et Est), portée par la société Terminal Ouest Provence.

- d'une part, pour permettre de relier le chantier multi-technique de la société Terminal Ouest Provence au réseau ferré national, en assurant une liaison ferrée depuis la deuxième partie de l'ITE jusqu'en tête de sa cour de manutention. A cette fin, la création de la nouvelle liaison ferrée doit être réalisée sur une bande de terrain de 10 mètres de large environ en limite Ouest du site occupé par la société Clésud Terminal ;
- d'autre part, pour la création d'une voirie routière d'accès au nouveau terminal à partir de la voie de contournement de la zone d'activité ;
- enfin, pour permettre l'utilisation d'un délaissé de terrain inclus dans le périmètre du bail au profit de la société Grans Développement.

Concernant ce dernier projet, dans le cadre de l'extension de la zone d'activité et de l'implantation de emphytéotique administratif après ajustement

nouveaux bâtiments logistiques, la société Grans Développement souhaite pouvoir disposer de deux emprises actuellement incluses dans le bail emphytéotique de la société Clésud Terminal, qui constituent des délaissés de terrains, afin d'assurer une meilleure fonctionnalité de son programme de construction avec une plus grande profondeur de terrain. Les délaissés de terrains qui peuvent venir en réduction du périmètre du bail font partie des parcelles cadastrées BA29 et BA31, situées sur la commune de Grans.

Dans la délibération n° URB 086-7457/19/BM du 19 décembre 2019, il était ainsi prévue une réduction du bail emphytéotique de la société Clésud Terminal, sur ces parcelles, pour les superficies suivantes :

- Sur le territoire de la commune de Grans :
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0029 pour une superficie de 4.216 m² ;
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0031 pour une superficie de 5.692 m².

Après ajustement des périmètres du projet, les parcelles à exclure du BEA de la société Clésud Terminal au profit de la société Grans Développement doivent porter sur les superficies suivantes :

- Sur le territoire de la commune de Grans :
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0029 pour une superficie de 2.255 m² ;
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0031 pour une superficie de 4.391 m².

Avec cet ajustement, la Métropole et la société Clésud Terminal conviennent en conséquence de réduire le périmètre du bail emphytéotique administratif et d'exclure les superficies exposées ci-dessus sur les parcelles concernées.

L'exclusion des emprises rappelées ci-avant étant un préalable à la réalisation des divers aménagements précités, un avenant au bail emphytéotique administratif emportant réduction de son périmètre comme exposé ci-avant devra être conclu au plus tard le 31 décembre 2020.

Des plans dressés par le cabinet Micheletti, datés du 26 novembre 2019 et du 11 mars 2020, établissent l'état parcellaire avec les nouvelles délimitations du périmètre du bail emphytéotique administratif à modifier par voie d'avenant.

Etat parcellaire après avenant au bail

Renseignements cadastraux				Emprise Projet TOP	Emprise projet Clésud Terminal	Emprise projet Grans Dévelop	Emprise voirie retour Métropole
Commune	Section	Numéro	Superficie				
			m2	m2	m2	m2	m2
Miramas	AB	14	720		720		
Miramas	AB	16	15.495		15.495		
Miramas	AC	18	132.262	6.708	125.554		
Miramas	AE	37	191.955	13.712	178.243		
Miramas	AE	35	7.837	1.573	6.264		
Grans	BA	29	41.763		30.517	2.255	7.030
Grans	BA	31	35.472		25.442	4.391	4.338
Grans	BA	33	70.191	42.884	25.755		1.552
TOTAL			495.695	64.877	407.990	6.646	12.920

Pour l'ensemble de ces motifs, il est convenu entre la Métropole et la société Clésud Terminal d'approuver un avenant au bail emphytéotique administratif afin :

- d'assurer l'extension du chantier multi-technique en créant une seconde cour de transfert, ainsi que deux voies ferrées supplémentaires, conformément aux possibilités d'extension que permet le bail emphytéotique ;
- de réduire le périmètre du bail emphytéotique comme exposé ci-dessus sur les parcelles concernées.

Les autres stipulations du bail emphytéotique administratif sont inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le bail emphytéotique administratif du 9 octobre 2006 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu d'approuver une promesse d'avenant au bail emphytéotique administratif de la société Clésud Terminal pour permettre l'extension du chantier de transport combiné rail-route sur les communes de Miramas et de Grans sur la zone d'activité Clésud, pour répondre à l'augmentation des trafics et des demandes de transport de marchandise ;
- Considérant qu'il y a lieu d'approuver la conclusion d'un avenant pour la réduction du périmètre du bail emphytéotique administratif de la société Clésud Terminal sur les parcelles concernées pour permettre la réalisation et l'articulation avec d'autres projets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de conclusion d'un avenant au bail emphytéotique conclu avec la société Clésud Terminal, sous les conditions suspensives indiquées ci-avant pour permettre l'extension du chantier de transport combiné rail-route.

Article 2 :

Est approuvé le principe de conclusion d'un avenant au bail emphytéotique conclu avec la société Clésud Terminal pour permettre de réduire le périmètre du bail emphytéotique administratif sur une partie des parcelles cadastrées sus citées avant le 31 décembre 2020, la conclusion dudit avenant devant intervenir préalablement à la conclusion de l'avenant visé à l'article 1er.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse d'avenant au bail emphytéotique et à prendre tout acte ou toute décision pour assurer son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 019-8506/20/BM

■ Approbation de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour l'opération "PUP Clésud", à Grans avec Grans Développement MET 20/16366/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La zone de Clésud est l'un des principaux pôles logistiques de l'arc méditerranéen, au sein de la Métropole Aix Marseille Provence. Ce pôle de 280 hectares, en voie d'achèvement, comporte des bâtiments logistiques, un centre de vie et un terminal de transport combiné.

Le PLU de la Commune de GRANS, approuvé le 2 octobre 2017, a eu comme objectif, d'ouvrir à l'urbanisation 55 hectares de terrain dans le prolongement de la ZAC de Clésud, pour compléter le dispositif de la zone d'activité actuelle par l'implantation de nouveaux bâtiments dédiés à la logistique (entrepôts) et une extension du Chantier de Transport Combiné.

Ainsi, en zone 1AUEb dite de « Clésud 2 », l'urbanisation est conditionnée, dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) au PLU qui a valeur réglementaire pour cette zone, à la réalisation d'opérations d'aménagement comprenant les programmes des équipements adéquats.

Le montant global des travaux des équipements publics à réaliser destinés à répondre aux besoins du projet a été estimé à 1 913 188,14 euros HT (soit 2 295 825,77 euros TTC) y compris les frais afférents aux études et aux chantiers.

Grans Développement a pour projet de réaliser deux bâtiments logistiques pour une surface de plancher d'environ 150 000 m² sur 35 hectares en zone d'urbanisation future secteur 1 AUEb au PLU de la Commune de GRANS dans le prolongement de la zone d'activités et en continuité des bâtiments existants.

Au vu des besoins générés par l'opération, il a été convenu avec l'opérateur que le montant des participations correspond à 100% du cout total des équipements publics financés dans le cadre du PUP soit 1 913 188,14 euros HT.

La participation sera versée sous forme numéraire dans sa globalité.

En qualité de Maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Le montant de la participation numéraire pourra être revu (à la baisse), par avenant, sur la base du cout définitif du programme des équipements publics.

Il sera appliqué dès le 1/01/2021 une réactualisation de cette participation sur la base de l'indice INSEE de la Construction (IC) en fonction du reste à devoir.

Cette réactualisation s'appliquera ensuite annuellement, à chaque 1er janvier des années suivantes, sur le restant dû par l'opérateur à la Métropole.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Le programme des équipements publics du PUP portant notamment sur des travaux d'assainissement, les constructions seront exonérées de la Participation pour Financement à l'Assainissement Collectif (PFAC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 et R.332-25-1 à 3 concernant le Projet Urbain Partenarial ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement économique du territoire.
- Qu'il s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux d'équipements publics.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, et Grans Développement pour la mise en œuvre de son projet situé dans le périmètre de PUP « Clésud » à Grans, ci-annexée.

Article 2 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de Ville de la Commune de Grans de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Les recettes perçues au titre de la convention de PUP seront inscrites en recette sur le budget principal de la Métropole.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 020-8507/20/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 42m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 45, appartenant à la LOGIREM, nécessaire à l'élargissement du chemin Cap Janet - Marseille 15ème arrondissement
MET 20/14485/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du chemin du Cap-Janet dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit régulariser et acquérir une emprise de terrain d'environ 42 m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 0045 appartenant à la S.A. d'H.L.M. LOGIREM et affectée à usage de voirie.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition à un euro hors taxe auquel n'est pas applicable de TVA.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13215000.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier

déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une emprise de 42 m² à détacher de la parcelle de terrain cadastrée 900 E 0045 permettra sa régularisation dans le cadre de l'aménagement du chemin du Cap Janet,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une emprise de 42 m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 0045 sise chemin du Cap Janet à Marseille (13015), propriété de la S.A H.L.M. LOGIREM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant d'un euro symbolique hors taxe, auquel n'est pas applicable de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11

novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole son représentant est autorisé à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C 311 – Opération 2015108500 – Chapitre 4581151085.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 021-8508/20/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant aux consorts Castello, nécessaire à l'aménagement de cette voie - Abrogation de la délibération n° URB 026-6942/19/BM MET 20/14486/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 67 m² située La Chaume 13700 Marignane, à détacher de la parcelle cadastrée AV 0183, appartenant aux consorts CASTELLO.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts CASTELLO, ces derniers ont accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 67,50 euros hors taxe (soixante-sept euros et cinquante cents) à laquelle n'est pas appliquée de TVA.

Par délibération n° URB 026-6942/19/BM du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole foncier d'acquisition de ladite emprise. Cependant, cette délibération présente des

erreurs matérielles notamment dans la qualification précise du terrain à acquérir.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence abroge la délibération n° URB 026-6942/19/BM du 24 octobre 2019 et qu'il approuve à nouveau le protocole foncier d'acquisition ci-annexé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054000.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 026-6942/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de l'emprise à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AV 0183 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°URB 026-6942/19/BM du 24 octobre 2019.

Article 2 :

Est approuvée l'acquisition d'une emprise de terrain de 67 m² située La Chaume 13700 Marignane, à détacher de la parcelle cadastrée AV 183, propriété des consorts CASTELLO pour un montant de 67,50 euros hors taxe auquel n'est pas appliqué de TVA, ainsi que le protocole annexé à la présente délibération.

Article 3 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

Les frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C 311 – Opération 2015108500 – Chapitre 4581151085.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 022-8509/20/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Dejardin, nécessaire à l'aménagement de cette voie. Abrogation de la délibération n° URB 024-6608/19/BM
MET 20/15793/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de 7 m² située 67 avenue de Lacanau 13700 Marignane à détacher d'une parcelle cadastrée AV 40, appartenant à Madame MANGIN et Monsieur DEJARDIN.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame MANGIN et Monsieur DEJARDIN, ces derniers ont accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 105 euros hors taxe (cent cinq euros) à laquelle n'est pas appliquée de TVA.

Par délibération n° URB 024-6608/19/BM du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole foncier d'acquisition de ladite emprise. Cependant, cette délibération présente des erreurs matérielles notamment dans la qualification précise du terrain à acquérir.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence abroge cette délibération et approuve à nouveau le protocole foncier d'acquisition ci-annexé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054000.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°URB – 024 – 6608/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartement à Monsieur et Madame DEJARDIN nécessaire à l'aménagement de cette voie ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de l'emprise à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AV 40 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°URB-024-6608/19/BM du 26 septembre 2019.

Article 2 :

Est approuvée l'acquisition d'une emprise de terrain à détacher de 7 m² située 67 avenue de Lacanau 13700 Marignane cadastrée AV 40, propriété de Madame Mangin et Monsieur Dejardin pour un montant de 105 euros hors taxe (cent cinq euros) auquel n'est pas applicable de TVA, ainsi que le protocole annexé à la présente délibération.

Article 3 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C 311 – Opération 2015108500 – Chapitre 4581151085.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 023-8510/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 105 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux Fareneau nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri d'Attilio**
MET 20/14491/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards H. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 0105 appartenant aux époux FARENEAU, d'une contenance de 55 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 1650 euros hors taxe (mille six-cent cinquante euros) auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'Etat du 18 août 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des époux Fareneau de la parcelle cadastrée BS 0105, d'une contenance de 55 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0105, d'une contenance de 55 m² sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, propriété des époux Fareneau au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 1 650 euros hors taxe auquel n'est pas appliquée de TVA, ainsi que le protocole annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Bonetto – Capra – Maître – Colonna, notaires associés sise à Marignane - 2 place

du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 024-8511/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 106 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux Le Bouette, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri d'Attilio.**
MET 20/14493/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards H. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser l'emprise de voirie de la parcelle cadastrée BS 0106, propriété des époux Le Bouette, d'une contenance de 61 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 1800 euros hors taxe auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition

- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 130026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des époux Le Bouette de la parcelle cadastrée BS 0106, d'une contenance de 61 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0106, d'une contenance de 61 m², sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, propriété des époux Le Bouette, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 1 800 euros hors taxe auquel n'est pas applicable de

TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Bonetto – Capra – Maître – Colonna, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 025-8512/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 107 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux Bechet, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri d'Attilio**
MET 20/14495/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards H. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 0107, appartenant aux époux BECHET, d'une contenance de 67 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 2000 euros hors taxe auquel n'est pas applicable de TVA conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'Etat du 18 août 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des époux Bechet de la parcelle cadastrée BS 0107, d'une contenance de 67 m² déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0107 d'une contenance de 67 m², sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues propriété des époux Bechet au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 2 000 euros hors taxe auquel n'est pas applicable de TVA ainsi que le protocole ci-annexé.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Bonetto – Capra – Maître – Colonna, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 026-8513/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 108 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux Chazot, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri d'Attilio**
MET 20/14497/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards Henri d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 108 appartenant aux époux CHAZOT, d'une contenance de 70 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 2100 euros hors taxe (deux milles cent euros) auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des époux Chazot de la parcelle cadastrée BS 108, d'une contenance de 70 m² déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son

intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée BS 0108, d'une contenance de 70 m² sise boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, propriété des époux Chazot au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 2100 euros hors taxe (deux milles cent euros) auquel n'est pas appliquée de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Bonetto – Capra – Maître – Colonna, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 027-8514/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès du Syndicat des Copropriétaires " Les terrasses de Figuerolles II ", d'une emprise de terrain située Avenue des Calanques, Avenue du Pré et Avenue Floréal à la Ciotat, pour permettre son intégration dans le Domaine Public Routier Métropolitain**
MET 20/15585/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans la perspective de régulariser l'emprise de voirie d'environ 300 m² à détacher de la parcelle cadastrée XA 137 d'une contenance totale de 5357 m², située Avenue des Calanques, Avenue du Pré et Avenue Floréal à la Ciotat, le Syndicat des Copropriétaires, représenté par son syndic la Comtesse de la Résidence Les Terrasses de Figuerolles II, s'est rapproché de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'en demander la cession, car la présente emprise déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie n'a pas vocation à rester dans le domaine privé. Le Syndicat des Copropriétaires, propriétaire des biens et droits immobiliers demande la cession au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Au terme des négociations entreprises, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition à 1 € hors taxe (un euro) auquel n'est pas applicable de TVA.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13028000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 300 m² à détacher de la parcelle cadastrée XA 137 d'une superficie de 5357 m², située Avenue des Calanques, Avenue du Pré et Avenue Floréal à la Ciotat, propriété du Syndicat des Copropriétaires Résidence « Les Terrasses de Figuerolles II » permettra son intégration dans le Domaine Public Routier Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée XA 137, d'une contenance de 5357 m², sise avenue du Pré et avenue Floréal à la Ciotat, propriété du Syndicat des Copropriétaires Les Terrasses de Figuerolles II, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 1 euro symbolique auquel n'est pas applicable de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres FERAUD-VOGLIMACCI, notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C311 – Opération 2015108500 – Chapitre 4581151085.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé et l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 028-8515/20/BM

**■ Acquisition d'une emprise foncière appartenant à Monsieur Montaldo pour la réalisation d'équipements publics - 110 chemin du Camp de Sarlier à Aubagne - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 20/16117/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de développement économique, s'est engagée à produire du foncier à destination des entreprises dans un objectif de création d'emplois. Dans ce cadre, le secteur dit « Camp de Sarlier » à Aubagne, a été identifié pour accueillir un parc d'activités notamment artisanales, tertiaires, productives et villages d'entreprise.

Afin d'assurer l'accueil et l'essor de ces activités, le document d'urbanisme a fait l'objet d'une procédure de modification relevant du Code de l'Urbanisme. La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération le 24 octobre 2019 a ainsi permis d'ouvrir le secteur Camp de Sarlier à l'urbanisation. Cette procédure a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 19 juin au 19 juillet 2019.

En parallèle, comme le prévoit le Code de l'Environnement, une réunion de concertation a été organisée le 9 juillet 2019 dans l'objectif de présenter le projet d'aménagement du futur parc d'activités économique de Camp de Sarlier.

Ces deux procédures ont permis au public de formuler ses observations et ses propositions.

L'aménagement de la zone rentre donc dans une phase opérationnelle dont l'objectif est à la fois de développer les conditions d'accueil des entreprises et de respecter les objectifs fixés par les documents de planification.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir une parcelle d'une superficie

d'environ 3134 m² à détacher de la parcelle BK 266, afin de permettre les travaux de voirie et les aménagements le long de la berge de l'Huveaune programmés dans le cadre du développement de la zone d'activités de Camp de Sarlier. La surface à acquérir sera affinée avec le plan définitif des travaux et après réalisation du bornage contradictoire.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Montaldo, ce dernier a accepté de céder une partie de son terrain pour un montant de 22 euros/m², conforme à l'avis du 16 septembre 2019 de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, régulièrement saisie.

Par courrier du 26 février 2020, Monsieur Montaldo a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Il est précisé ici que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- tous frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis.
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13005010

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 n°URB 023-7394/19/BM, n°URB 024-7395/19/BM, n°URB 025-7396/19/BM, n°URB 022-7393/19/BM, n°URB 021/7392/19/BM approuvant les conventions de PUP avec les différents opérateurs ;

- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en cours de réactualisation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra de réaliser les travaux de voirie et les aménagements le long de la berge de l'Huveaune.
- Que cette acquisition est nécessaire dans le cadre de la réalisation des équipements publics programmés dans le cadre du futur parc d'activités de Camp de Sarlier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une parcelle d'une superficie d'environ 3134 m² à détacher de la parcelle BK 266, sise 110 chemin du camp de Sarlier à Aubagne, propriété de Monsieur Gilbert MONTALDO pour un montant de 22 €/m² hors taxes (soixante-dix mille euros) auquel n'est pas appliquée de TVA..

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Les crédits concernant l'acquisition du foncier sont inscrits en section d'investissement au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2019000300 « PUP Camp Sarlier », sous politique C141, chapitre 21.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 029-8516/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de la parcelle bâtie cadastrée section CL n° 28, appartenant à Monsieur Philippe Lafont, sise 5 Boulevard de la République sur la commune d'Istres dans le cadre du projet de requalification du centre-ville MET 20/16182/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Philippe Lafont est propriétaire de l'immeuble en R+2 constitué en rez-de-chaussée d'un local commercial d'environ 30 m² et au 1^{er} et 2^{ème} étage d'un appartement d'environ 80 m², sur la parcelle cadastrée section CL n° 28, d'une contenance cadastrale d'environ 66 m², située 5 Boulevard de la République à Istres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, dudit bien immobilier, dans le cadre d'un projet de requalification du centre-ville d'Istres.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale dudit bien immobilier à 193 000 € (cent quatre-vingt-treize mille euros).

Par courrier en date du 29 octobre 2019, Monsieur Philippe Lafont a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- tous les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047027.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du

Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'un immeuble situé 5 Boulevard de la République à Istres permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence la requalification du centre-ville d'Istres.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux de l'immeuble en R+2 constitué en rez-de-chaussée d'un local commercial d'environ 30 m² et au 1^{er} et 2^{ème} étages d'un appartement d'environ 80 m², sur la parcelle cadastrée section CL n° 28, d'une contenance cadastrale d'environ 66 m², située 5 Boulevard de la République à Istres, propriété de Monsieur Philippe Lafont, pour un montant de 193 000 euros hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Véronique Piombo, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- les frais, droits et honoraires,
- le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits au Budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 030-8517/20/BM

■ **Acquisition à titre onéreux du lot n° 1, propriété de Madame Annie Bartolin, constitué d'un logement d'une superficie de 85,36 m², sur la parcelle CL 34 sise 7 place des Carmes à Istres, dans le cadre de la poursuite de la maîtrise foncière de cet ilot stratégique du centre-ville MET 20/16201/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Madame Annie Bartolin est propriétaire du lot n° 1 de la copropriété existante d'une superficie d'environ 40 m² en rez-de-chaussée, sur la parcelle cadastrée section CL n° 34, située 7 place des Carmes à Istres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, dudit bien immobilier, dans le cadre de la poursuite de la maîtrise foncière de cet ilot stratégique pour la collectivité.

Après évaluation interne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 109 000 euros.

Par courrier du 9 août 2020, Madame Annie Bartolin a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais lié à cette procédure, estimé à environ 4 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- tous les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du

Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition du lot situé 7 place des Carmes à Istres permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite de la maîtrise foncière de cet ilot stratégique du centre-ville.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux du lot n° 1 de la copropriété existante d'une superficie d'environ 85,36 m² en rez-de-chaussée, sur la parcelle cadastrée section CL n° 34, située 7 place des Carmes à Istres, propriété de Madame Annie BARTOLIN, pour un montant de 109 000 euros auquel n'est pas appliquée la TVA.

Article 2 :

Maître Véronique Piombo, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure pour un montant d'environ 4 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- les frais, droits et honoraires,
- le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits au Budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 032-8519/20/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un foncier au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée situé 14 rue Allar à Marseille 15ème arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération Les Fabriques de la ZAC Littorale. Régularisation de la délibération URB 052 7423/19/BM du 19 décembre 2019**

MET 20/15837/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté du 27 février 2017, Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, a déclaré d'utilité publique sur le territoire de la commune de Marseille et au bénéfice de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les travaux d'aménagement nécessaires à la réalisation de la ZAC LITTORALE et autorisant le maître d'ouvrage à procéder à l'acquisition, notamment par voie d'expropriation, des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération considérée.

En parallèle à cette DUP les négociations amiables ont été menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de la ZAC LITTORALE et en particulier pour l'aménagement de l'opération les Fabriques devait maîtriser un immeuble qui était la propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence et qui consistait en un terrain plat, clôturé, revêtu, avec réseaux, supportant un bâtiment élevé sur rez-de-chaussée, actuellement affecté à usage de bureaux, situé rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement cadastré 901 K 046 pour une contenance de 29 319 m².

Ce terrain est occupé via deux baux par les Sociétés ARNAL et SOMARE qui ont une activité de réparation de conteneurs et de garde meuble sur site.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, de la parcelle bâtie et occupée désignée ci-dessus d'une superficie de 29 319 m².

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale occupée de ce bien à 3 040 000 euros, et proposait en sus une indemnité de remploi à hauteur de 5%.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) se sont entendus sur un prix de cession global de 3 040 000 euros incluant notamment l'indemnité de remploi, pour un montant de 190 000 euros, représentant environ 6,67 % de l'indemnité principale.

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière.

Par délibération n° URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession ainsi que le projet d'acte.

Par suite, l'acte authentique de vente a été signé les 18 et 26 février 2020. Cet acte est en tous points conforme à l'accord des parties et au projet d'acte qui a été approuvé par la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019.

Il est toutefois apparu depuis que le corps de la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 est affecté d'une erreur matérielle : il mentionne un prix de vente de 3 040 000 euros, ainsi qu'une indemnité de remploi de 190 000 euros, alors que, suivant l'accord intervenu entre les parties, cette indemnité était comprise dans le prix de vente de 3 040 000 euros, ainsi que cela ressortait clairement du projet d'acte de vente annexé à la délibération.

La délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 est donc affectée d'une incohérence, à laquelle il convient de remédier pour sécuriser l'opération.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence confirme, avec effet au 19 décembre 2019, son approbation de la cession aux conditions exposées dans le projet d'acte de vente qui était annexé à la délibération n° URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 ainsi que son approbation du projet d'acte de vente demeuré inchangé, et de nouveau annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

- portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 21 novembre 2019 ;
- La délibération n° URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019, approuvant la cession à titre onéreux d'un foncier au profit de l'EPAEM situé 14 rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération XXL Les Fabriques de la ZAC Littorale et approuvant le projet d'acte qui lui était annexé ;
- Le projet d'acte annexé à la délibération susvisée n° URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019, qui fixait le prix de vente à trois millions quarante mille euros, toute indemnités comprises et confondues en ce compris l'indemnité de remploi ;
- L'acte de vente conclu les 18 et 26 février 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée d'un terrain bâti occupé d'une superficie de 29 319 m² situé sur Allard à Marseille 15^{ème} arrondissement, s'inscrit dans l'opération d'aménagement les Fabriques de la ZAC Littorale.
- Que les parties se sont toujours accordées sur un prix global de cession de trois millions quarante mille euros, incluant notamment l'indemnité de remploi ;
- Que les conditions et les modalités de cette cession convenues entre les parties figuraient dans le projet d'acte annexé à la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 ;
- Que ce projet d'acte a été approuvé par la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 ;
- Que l'acte authentique de vente a été signé les 18 et 26 février 2020, et est en tous points conforme à l'accord des parties et au projet d'acte qui a été approuvé par la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 ;
- Que le corps de la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 est

affecté d'une erreur matérielle, en ce qu'il mentionne un prix de vente de 3 040 000 euros, ainsi qu'une indemnité de remploi de 190 000 euros, alors que cette indemnité, était comprise dans le prix de vente de 3 040 000 euros ;

- Qu'il convient, pour sécuriser la cession intervenue, de rectifier la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 en confirmant l'approbation de la cession au prix de 3 040 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, avec effet à la date du 19 décembre 2019, la cession à titre onéreux au profit de l'EPAEM de la totalité de la parcelle bâtie cadastrée 901 K 0046 d'une contenance de 29 319 m² située 14 rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération XXL les Fabriques de la ZAC Littorale, aux conditions financières exposées dans le projet d'acte de vente annexé à la délibération URB 052-7423/19/BM du 19/12/2019, soit pour un montant de 3 040 000 euros (trois millions quarante mille euros) toutes indemnités comprises et confondues en ce compris l'indemnité de remploi pour un montant de 190 000 euros, représentant environ 6,67 % de l'indemnité principale.

Article 2 :

Est confirmée, avec effet à la date du 19 décembre 2019, l'approbation des termes du projet d'acte de vente annexé à la délibération URB 052-7423/19/BM du 19/12/2019 et notamment les conditions financières qui y sont exposées.

Article 3 :

Est confirmée, avec effet à la date du 19 décembre 2019, la désignation de l'étude de Maîtres Streit et Genet-Spitzer, notaires à Marseille, pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

Est confirmé, avec effet à la date du 19 décembre 2019, que l'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière.

Article 5 :

Est confirmée, avec effet à la date du 19 décembre 2019, l'habilitation donnée à Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son

représentant pour signer tous documents inhérents à la présente cession.

Article 6 :

Est confirmée, avec effet à la date du 19 décembre 2019, l'inscription de la recette correspondante au budget de la Métropole, Sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 033-8520/20/BM

■ Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une parcelle de terrain située en limite de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe MET 20/15795/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée AD160 sise Route de Laure, quartier les Aiguilles à Gignac-la-Nerthe (13180), d'une superficie de 3909 m², acquise par voie de préemption le 26 avril 2011, sur laquelle est édifié un bâtiment d'environ 600m² fortement dégradé.

La Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) des Aiguilles, à vocation d'activités économiques, créée suite à de nombreux arrêtés et délibérations depuis 2002, s'étend sur un territoire qui s'inscrit entre la RD48a au nord, la RD9 à l'ouest et l'A55 au sud.

Par délibération du 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine avait retenu la société BARJANE, à laquelle s'est substituée la société ENSUA, en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles.

En sa qualité de concessionnaire, la société ENSUA a manifesté son intérêt auprès de la Métropole pour l'acquisition à titre onéreux de la parcelle ci-dessus désignée, cadastrée AD160, limitrophe de l'enceinte de la ZAC, en vue de la relocation d'une activité actuellement située dans le périmètre opérationnel, conformément à l'article 10.1 du contrat de concession d'aménagement par lequel, le concessionnaire peut se porter acquéreur de terrains situés en dehors du périmètre opérationnel s'ils s'avèrent indispensables à la mise en œuvre de l'opération.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur de ce bien à 322 000 euros hors taxe auquel n'est pas applicable de TVA.

Les négociations engagées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ENSUA ont permis d'aboutir à l'établissement d'un protocole foncier

annexé à la présente délibération, fixant les modalités juridiques et financières.

Il convient de préciser que la parcelle objet de la cession, est actuellement occupée sans droit ni titre par un tiers, propriétaire de la parcelle en surplomb, et que ce dernier a créé une rampe d'accès sur la parcelle métropolitaine sans autorisation.

L'acquéreur est informé que suite à une occupation du terrain la topographie a été modifiée, une rampe d'accès ayant été créée en partie sud du terrain. L'acquéreur s'engage à acheter le terrain dans l'état physique dans lequel il se trouve, sans remise en état de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien est enregistré sous le numéro d'identification ASTECH S0066T004

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEV 001-500 du 8 juillet 2011 du Conseil de la Communauté Urbaine, qui approuve l'attribution de la concession d'aménagement à Barjane ainsi que le contrat de concession, pour la réalisation de l'opération économique de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 6 juillet 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la société ENSUA, concessionnaire de la ZAC des Aiguilles, compte tenu de l'entrée en phase plus opérationnelle de la ZAC, de reloger une activité sur une parcelle immédiatement limitrophe.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession de la parcelle cadastrée AD160, sise Route de Laure, quartier les Aiguilles à Gignac-la-Nerthe (13180), d'une superficie de 3909 m², en l'état, au bénéfice de la société dénommée ENSUA pour un montant de 322 000 euros HT (trois cent vingt-deux mille euros HT) auquel n'est pas applicable de TVA ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maitres BONETTO-CAPRA-MAITRE-COLONNA, notaires associés, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de l'acquéreur et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, le remboursement de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, et le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la Métropole, sous politique C130- nature 775 – fonction 581.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 034-8521/20/BM

■ **Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V - Lieu-Dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à La Ciotat.**

MET 20/15916/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de La Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV. Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations avec la société ARGUYDAL, Groupe BROUSSE VERGEZ, qui a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC Athélia V sur un tènement foncier d'une surface totale d'environ 7850 m² constitué par :

- la parcelle cadastrée CK 726 de 5094 m² (Lot 14),
- la parcelle cadastrée CK 98 de 595 m² issue de la parcelle cadastrée CH 54 (Lot 13 en partie)
- la parcelle cadastrée CK 731 de 2161 m² issue de la parcelle cadastrée CK706 (Lot 13 en partie).

La surface de plancher totale envisagée par l'acquéreur dans le cadre de son projet est de 3140 m² pour l'édification d'un programme de 2000 m² de bâtiments mixtes activités/entrepôts et de 1140 m² de bureaux.

Par décision n°20/420/D du 5 juin 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a permis à la société de déposer toutes les demandes d'autorisations nécessaires et notamment son dossier d'autorisation de défrichement auprès de la DDTM.

Il convient à présent d'opérer les opérations foncières permettant le transfert de propriété.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 588 750 euros HT auquel sera ajouté la TVA sur marge.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette cession et met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la cession en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028003.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 10 juillet 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession des lots n°14 et 13 en partie situés au sein de la ZAC Athélia V à la Ciotat doit permettre à la société ARGUYDAL, groupe Brousse Vergez, de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux – ateliers et entrepôts nécessaires à la relocalisation de leur activité.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession à la Société ARGUYDAL du lot 14 et du lot 13 en partie, d'une surface totale d'environ 7850 m², constitués des parcelles cadastrées CK 726, CK 98 et CK 731, au prix de 588750 euros HT auquel sera ajoutée la TVA sur marge conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, ainsi que le protocole ci-annexé.

Article 2 :

La Société Civile Professionnelle « Anne-Claire BERTHON-RAVEL, Laurence BLANC-HIRSCHAUER, Olivier MAGNAN, » notaires associés, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente cession sont mis à la charge de l'acquéreur.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe « Opération d'Aménagement » de la Métropole, sous politique C140 - nature 7015.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 035-8522/20/BM

**■ Cession à titre onéreux d'un bien immobilier sis quartier de Capevaire, résidence la Mariélie sur la commune de Berre l'Etang cadastré section AL numéro 142 Lots 163, 148 et 125 au bénéfice de CDC Habitat Social
MET 20/15989/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une convention de portage immobilier et foncier en intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec CDC Habitat Social.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est portée acquéreur par voie de préemption le 13 mars 2020, en vue de le céder à CDC Habitat Social, d'un bien immobilier cadastré section AL n°142 LOTS 163, 148 et 125 constituant respectivement un appartement d'une contenance de 55,74 m², une cave

et un local box, sis quartier de Capevaire, résidence la Mariélie à Berre l'Etang,

Ce bien situé dans le périmètre de la zone UC du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang, est concerné par un Plan de sauvegarde. Il constitue trois lots d'une copropriété dégradée intégrée dans ladite convention de portage immobilier et foncier d'intervention ciblée ayant pour objet d'accompagner le redressement des copropriétés dégradées identifiées et désignées en son article 4 du titre II des dispositions générales.

C'est au titre de cette convention qui fixe les modalités d'intervention foncière en vue de satisfaire des objectifs d'intérêt général tels que notamment la lutte contre la dégradation des immeubles en copropriété et l'amélioration du fonctionnement des copropriétés en difficulté que CDC Habitat Social a manifesté la nécessité d'acquérir à titre onéreux ce bien immobilier.

L'acquisition de ce bien permettra ainsi d'engager le redressement des copropriétés dégradées.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat précise dans son avis que le prix mentionné dans la DIA de 45 000 euros HT n'appelle pas d'observation particulière d'un point de vue domanial.

CDC Habitat Social assurera l'acquisition des lots conformément aux dispositions du régime financier de la convention.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13014002.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° DEVT 001-5884/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la convention de portage immobilier et foncier, intervention ciblée au sein des copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec

CDC Habitat Social ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau ;
- L'arrêté préfectoral en date du 18 juillet 2016 portant création de la commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde sur la copropriété "la Mariélie" ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat du 2 mars 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant :

- Que la cession au profit de la CDC Habitat Social de trois lots de la copropriété La Mariélie à Berre l'Etang permettra d'accompagner le redressement de ladite copropriété dégradée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des lots 163, 148 et 125 de la parcelle cadastrée AL n° 142, d'une contenance de 55,74 m², sis quartier Capevaire, résidence la Mariélie à Berre l'Etang, au profit de CDC Habitat Social, pour un montant de 45 000 euros hors taxes auquel n'est pas appliquée la TVA.

Article 2 :

L'office DURACHER/ROUSSEL à Rognac, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de CDC Habitat Social et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au budget primitif 2020 de la Métropole, chapitre 024 du budget principal.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

l'acte authentique et tous les documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 036-8523/20/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du Parc d'activités de la Gandonne à Salon de Provence à l'entreprise Wine RL - Prorogation des délais de réitération par acte authentique**
MET 20/15980/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise Wine RL a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot n°1 d'une surface de 2 504 m², constitué par la parcelle cadastrale CW 1315 sur l'extension du Parc d'activités de la Gandonne à Salon de Provence.

Actuellement installée à Eyguières, l'entreprise Wine RL est une société de vente de vins spécialisée dans les grands crus français. Elle a été créée en 2014. En 2018, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 1 050 000 euros HT.

Afin de poursuivre son développement, l'entreprise souhaite acquérir cette parcelle. Son projet consiste en la construction d'un bâtiment de 400 m² qui comprendra trois espaces distincts : des bureaux, un espace de stockage et de conditionnement des crus, un show-room ou un espace réceptif au sein duquel des événementiels autour du vin seront organisés. Ce développement devrait permettre à Wine RL d'embaucher 5/6 collaborateurs sur 3 ans.

Par délibération n° ECO 012-5836/19/BM du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot N°1 d'une surface de 2 504 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1315 sur l'extension du Parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence, à l'entreprise Wine RL au prix unitaire de 90 euros HT le m², soit un montant total de 225 360 euros HT.

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente : ainsi l'acte authentique devra être signé au plus tard le 31 mars 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 012-5836/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la cession du lot n°1 situé sur l'extension du Parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence à l'entreprise Wine RL ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 mars 2021 de la réitération par acte authentique du lot n° 1 d'une surface de 2 504 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1315 sur l'extension du Parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence, à l'entreprise Wine RL au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 037-8524/20/BM

**■ Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM LOGIREM dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine à Marseille 14ème arrondissement
MET 20/16153/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélemy-Picon-Busserine dans le 14ème arrondissement de Marseille, et au titre d'une convention portant autorisation d'occupation temporaire du 11 août 2014, la SA LOGIREM a mis à disposition de la Communauté urbaine Marseille Provence des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier dans ses phases 1 et 2 portant sur l'aménagement des voiries des quartiers de Picon et de la Busserine.

Au terme des travaux un cabinet de géomètres experts a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est quant à elle propriétaire de foncières qui permettraient à la SA LOGIREM de reconfigurer les limites résidentielles avec la résidentialisation d'espaces proches des logements sociaux.

Aussi, afin de permettre d'une part l'intégration dans le domaine public routier métropolitain des nouvelles voies aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine et d'autre part, la résidentialisation des espaces en pied d'immeubles de la SA LOGIREM, les parties sont convenues de procéder à un échange sans soulte.

La SA LOGIREM cède en pleine propriété, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 155 d'une contenance cadastrale de 2740 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 156 d'une contenance cadastrale de 211 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 158 d'une contenance cadastrale de 158 m²,

- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 111 d'une contenance cadastrale de 29 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 112 d'une contenance cadastrale de 2718 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 116 d'une contenance cadastrale de 392 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 167 d'une contenance cadastrale de 386 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 168 d'une contenance cadastrale de 1445 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 170 d'une contenance cadastrale de 45 m²,
- Une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H N° 159 (dénommée provisoirement H 159 p2),
- Une emprise de 53 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 166 (dénommée provisoirement H 166 p2),
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 221 d'une contenance cadastrale de 103 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 222 d'une contenance cadastrale de 565 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 224 d'une contenance cadastrale de 40 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 225 d'une contenance cadastrale de 172 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 158 d'une contenance cadastrale de 1554 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 159 d'une contenance cadastrale de 129m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 227 d'une contenance cadastrale de 923 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 229 d'une contenance cadastrale de 1151 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 232 d'une contenance cadastrale de 8627 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 236 d'une contenance cadastrale de 718 m²,

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13214000.

La Métropole Aix-Marseille-Provence cède en pleine propriété à la SA LOGIREM les emprises foncières suivantes :

- Une emprise de 529 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p2). Cette emprise constituant une portion désaffectée de la rue de la Busserine a été déclassée du domaine public routier par délibération n° MOB 042-8190/20/BM du 31 juillet 2020,
- Une emprise de 11 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p3),

- Une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p4).

L'échange foncier se réalise, avec accord des parties, sans soulte, compte tenu de l'intérêt général du projet et en vertu de la convention ANRU Saint-Barthélemy-Picon-Busserine. L'avis des domaines n'est pas requis.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette transaction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriales et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SA LOGIREM d'un ensemble d'emprises foncières d'une superficie totale de 22 166 m² permettra l'intégration dans le domaine public métropolitain des voies et espaces publics aménagés dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que la cession de trois emprises d'une superficie totale d'environ 544 m² au profit de la SA LOGIREM permettra à cette dernière la

résidentialisation des espaces en pied d'immeubles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'échange sans soulte réalisé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA LOGIREM et le protocole foncier annexé à la présente délibération par lequel :

La SA LOGIREM cède en pleine propriété, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 155 d'une contenance cadastrale de 2740 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 156 d'une contenance cadastrale de 211 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 158 d'une contenance cadastrale de 158 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 111 d'une contenance cadastrale de 29 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 112 d'une contenance cadastrale de 2718 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 116 d'une contenance cadastrale de 392 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 167 d'une contenance cadastrale de 386 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 168 d'une contenance cadastrale de 1445 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 170 d'une contenance cadastrale de 45 m²,
- Une emprise de 11 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H N° 136 (dénommée provisoirement H 136 p3),
- Une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p4),
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 221 d'une contenance cadastrale de 103 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 222 d'une contenance cadastrale de 565 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 224 d'une contenance cadastrale de 40 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 225 d'une contenance cadastrale de 172 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 158 d'une contenance cadastrale de 1554 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 159 d'une contenance cadastrale de 129m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 227 d'une contenance cadastrale de 923 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 229 d'une contenance cadastrale de 1151 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 232 d'une contenance cadastrale de 8627 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 236 d'une contenance cadastrale de 718 m²,

La Métropole Aix-Marseille-Provence cède en pleine propriété au profit de la SA LOGIREM :

- Une emprise de 529 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p2). Cette emprise constituant une portion désaffectée de la rue de la Busserine a été déclassée du domaine public routier par délibération n° MOB 042-8190/20/BM du 31 juillet 2020,
- Une emprise de 11 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p3),
- Une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p4).

S'agissant de foncier destiné à la réalisation de voies et espaces publics, le présent échange foncier, fait à l'amiable, est réalisé sans soulte en vertu de la convention ANRU Saint-Barthélemy-Picon-Busserine.

Article 2 :

Maître Mathieu DURAND, notaire associé, Tour Méditerranée – 65 avenue Jules Cantini – 13298 MARSEILLE Cedex 20, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

S'agissant d'un échange de parcelles il n'y aura pas de remboursement entre les parties des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre.

Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente seront pris en charge par moitié par chacune des parties.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents au présent échange.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 038-8525/20/BM

■ Approbation d'une convention de financement des mesures foncières prévues par le Plan de prévention des Risques Technologiques de Berre, sur le territoire des communes de Berre et de Rognac MET 20/15976/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Institués par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et

naturels et à la réparation des dommages, les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) sont élaborés par l'État, en concertation avec les collectivités, les personnes et organismes concernés par le risque.

Les PPRT sont des outils réglementaires qui ont pour objectif de définir une stratégie locale de maîtrise foncière des terrains, bâtiments et activités exposés à des risques technologiques majeurs sur des sites comportant des installations classées AS (Seveso Seuil Haut) figurant sur la liste prévue à l'article L 515-36 du Code de l'Environnement.

C'est dans ce cadre que le PPRT de Berre a été approuvé par arrêté préfectoral n° 553-2012-PPRT/9 du 12 juin 2019. Ce plan de prévention définit pour chaque zone exposée aux risques technologiques, les règles d'urbanisme et de construction ainsi que, le cas échéant, les conditions d'utilisation et d'exploitation des activités exposées aux risques.

Le PPRT de Berre permet de prescrire des mesures foncières et des mesures alternatives :

- Soit en instaurant un droit de délaissement pour les propriétaires des biens exposés en zone de danger grave. Dans le secteur de délaissement, le propriétaire dispose d'un délai de six ans après la date de signature de la convention de financement des mesures foncières, pour mettre en demeure la collectivité compétente en matière d'urbanisme, à savoir, la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'acquiescer le bien. Suite à cette mise en demeure la collectivité dispose d'un délai d'un an pour répondre et de deux ans pour faire aboutir la transaction.

- Soit sous forme d'expropriation si aucun accord amiable n'est trouvé. Dans les secteurs d'expropriation, la procédure est conduite conformément au Code de l'Expropriation. La maîtrise d'ouvrage de l'expropriation est aussi confiée réglementairement à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le PPRT de BERRE détermine des secteurs de mesures foncières qui représentent au total 16 parcelles sur la commune de Berre L'Etang, dont 8 en délaissement et les 8 autres en expropriation. Au titre de sa compétence en urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée pour mettre en œuvre les procédures d'expropriation et de délaissement et les biens concernés par ces mesures deviendront sa propriété.

Pour chaque Plan de Prévention des Risques Technologiques prescrivant ces mesures foncières ou alternatives, une convention de financement doit être signée dans l'année suivant l'approbation du PPRT, permettant de fixer la contribution de chaque financeur. En effet, les dispositions du Code de l'Environnement prévoient une contribution financière obligatoire des organismes publics et des entreprises génératrices du risque.

Sans accord entre les partenaires, un arrêté préfectoral par défaut est pris pour pallier l'absence de signature de la convention et la répartition des contributions s'effectue en application de l'article L 515-19-2 du Code de l'Environnement.

Le coût total des dépenses liées aux mesures foncières du PPRT de BERRE est estimé à 11 294 338 Euros TTC. Il comprend la valeur vénale des biens immobiliers évaluée par la Division France Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques, soit 9 653 280€ TTC, une marge de 10%, soit 965 328€ TTC et des frais annexes estimés à 7%

du montant, soit 675 730€ TTC.

Le financement des mesures prescrites est assuré par une répartition entre l'Etat, les collectivités percevant la Contribution Economique Territoriale (CET) (La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud - Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône), et les exploitants (La société Lyon Basell Service France (LBSF), La Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) et Basell Polyoléfines France (BPO), selon le tableau suivant :

REPARTITION DES CONTRIBUTIONS			
CONTRIBUTEURS		Taux de participation	Contribution en TTC (*nb)
Les EXPLOITANTS		33,33 %	3 764 403,00€
Les COLLECTIVITÉS		33,33 %	3 764 403,00€
Dont	MÉTROPOLE Aix-Marseille-Provence	17, 28 %	1 951 097,00 €
Dont	Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	5,13 %	579 738,00 €
Dont	Conseil Régional de la Région Sud PACA	10,92 %	1 233 568 ,00 €
L'ÉTAT		33,34 %	3 765 532,00 €
<i>Rappel montant total estimé</i>		100 %	11 294 338,00 €

La Métropole Aix-Marseille-Provence, collectivité acquéreur dont le montant de la contribution s'élève à 1 951 097,00€ doit mobiliser l'ensemble des fonds nécessaires à la réalisation des mesures foncières et alternatives prévues par le PPRT de BERRE (ses fonds propres et les fonds des autres financeurs).

Les collectivités territoriales et les exploitants contributeurs (à l'exception de l'Etat) ont convenu que leurs contributions financières seront versées à un cosignataire, la Caisse des Dépôts et Consignations, afin d'en assurer la conservation et d'en garantir le versement aux bénéficiaires pour la réalisation des mesures foncières et alternatives prescrites par le PPRT de BERRE. Les montants, les rythmes et les modalités de consignation et de déconsignation des sommes nécessaires à la mise en œuvre des mesures foncières ou alternatives prescrites par le PPRT de BERRE sont définies dans la convention ci-annexée.

En conséquence, il est proposé d'autoriser la signature de la convention de financement entre l'Etat, La Région Sud-PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Sociétés LBSF, CPB, BPO.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/11 du 30 mars 2018 approuvant le Plan de Prévention des Risques Technologiques dénommé « PPRT de Fos Est » situé sur la Commune de Fos sur Mer ;
- L'arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/12 du 20 mars 2019 prolongeant le délai d'élaboration de la convention de financement des mesures foncières prévues

par le règlement PPRT Fos Est approuvé le 30 mars 2018 ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'approbation de la convention de financement des mesures foncières prévues par le plan de prévention des risques doit permettre d'engager les négociations foncières sur les zones prescrites exposées aux risques technologiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement des mesures foncières prévues par le Plan de Prévention des Risques Technologiques de Berre sur le territoire de la Commune de Berre L'Etang, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de financement des mesures foncières du PPRT de Berre et tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivant sur l'opération 2019302000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 039-8526/20/BM

■ Reitération du caractère d'utilité publique et maintien du projet de requalification du chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement MET 20/15786/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement au Plan

Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire de Marseille Provence sous le n° E.R M14/010.

Le projet consiste à acquérir la totalité des emprises publiques et privées formant l'assiette du chemin des Bessons, qui serait intégrée dans la voirie métropolitaine, à aménager une raquette de retournement à l'extrémité Nord afin de faciliter les manœuvres des véhicules, à élargir les cheminements piétons et à installer l'éclairage public.

Par délibération n° URB 031-4786/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau de la Métropole a demandé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de diligenter de manière conjointe, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet ainsi qu'une enquête parcellaire nécessaire à la maîtrise foncière des terrains impactés par le projet.

Par décision du 14 octobre 2019, la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné le commissaire enquêteur afin de conduire l'enquête conjointe, sur la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'enquête portant sur l'utilité publique et sur le parcellaire, en vue de la réalisation d'une voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Par arrêté n° 2019-56 du 24 octobre 2019, le Préfet des Bouches-du-Rhône a prescrit l'ouverture d'une enquête unique, préalable à l'utilité publique de la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une voie de desserte chemin des Bessons sur le Territoire de la commune de Marseille, en vue de délimiter exactement les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

L'enquête s'est déroulée pendant 17 jours consécutifs, du mardi 4 décembre 2019 au vendredi 20 décembre 2019 inclus, en mairie de Marseille. Dans son rapport daté du 20 janvier 2020, le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable sur l'utilité publique du projet de requalification de la voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement et le parcellaire en vue de délimiter exactement les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération.

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur ne s'interroge ni sur l'intérêt général du projet, ni même sur d'éventuels inconvénients. Il considère simplement que le projet serait inutile, aux motifs que les servitudes de passage existantes permettraient l'accès à la carrière et qu'il serait préférable de laisser la juridiction judiciaire trancher le litige opposant la SCI la Roserie, propriétaire d'une portion de l'emprise du chemin des Bessons, à l'exploitant de la carrière.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de rappeler le caractère d'utilité publique du projet de requalification du chemin des Bessons.

Le projet répond à de nombreux enjeux pour la Métropole, compétente en matière de développement économique et de mobilité.

L'opération doit d'abord garantir la desserte de la carrière Sainte-Marthe par la voie publique dans des conditions de sécurité appropriées pour tous les usagers de la voirie.

Le projet prévoit ainsi l'élargissement des cheminements piétons, l'aménagement d'une raquette de retournement pour les manœuvres des véhicules et l'installation de l'éclairage public, afin d'améliorer les conditions de circulation sur la voie au bénéfice de tous les usagers, et en particulier des riverains.

L'accès des engins d'incendie et de secours dans ce secteur situé au pied du massif de l'Etoile en sera également facilité.

Le projet permet également la desserte des propriétés riveraines classées en zone UM2 du PLUi du Territoire Marseille Provence.

De plus, comme l'indique le dossier d'enquête publique, située à moins de dix kilomètres du centre-ville de Marseille, la carrière Sainte-Marthe permet l'approvisionnement des chantiers en « circuit court », ce qui est de nature à réduire les distances parcourues par les camions et donc les nuisances environnementales (pollutions atmosphérique et sonore, vibrations, etc...). Le chemin des Bessons constitue en effet le seul accès adapté aux camions depuis la voie publique, conformément d'ailleurs aux prescriptions des arrêtés préfectoraux du 5 juin 1990 et du 4 avril 1991 renouvelant l'autorisation d'exploitation de la carrière.

Le projet poursuit dans cette mesure un double objectif d'intérêt général, d'amélioration et de sécurisation de la circulation publique, quand bien même il bénéficierait à l'exploitant de la carrière, comme l'a déjà jugé le Conseil d'Etat (CE 20 juillet 1971, req n° 80804, publié au recueil Lebon).

Enfin, contrairement à ce qu'indique le commissaire enquêteur, l'expropriation du chemin des Bessons n'a pas pour objet de résoudre le litige entre la SCI la Roserie et l'exploitant de la carrière. Les procédures juridiques entre les différents propriétaires privés n'ont pas à être prises en compte dans le projet porté par la Métropole. L'expropriation n'a pas vocation à trancher les litiges entre des personnes privées qui relèvent du juge judiciaire.

D'ailleurs, le projet de voie publique est inscrit de longue date en emplacement réservé dans les documents d'urbanisme, en dernier lieu dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence approuvé le 19 décembre 2019 (ER M14/010). Il est également mentionné dans l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) MRS-02 « Bessons-Giraudy » du PLUi qui

prévoit de « permettre l'exploitation de la carrière et son accessibilité depuis le chemin des Bessons.

En conséquence, malgré les conclusions défavorables du commissaire enquêteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence réaffirme le caractère d'utilité publique du projet, confirme son intention de requalifier la voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement et demande au Préfet la délivrance de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique dudit projet et cessibilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 031-4786/1/BM demandant l'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- La lettre de Monsieur le Préfet du 24 juillet 2020 informant la Métropole Aix-Marseille-Provence d'émettre un avis par délibération motivée suite à l'avis défavorable du commissaire enquêteur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole d'émettre un avis motivé à la suite des conclusions défavorables rendues par le commissaire enquêteur et de se prononcer sur l'utilité publique de l'opération projetée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la poursuite de la procédure tendant à la déclaration d'utilité publique du projet de requalification d'une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement et à la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation de ce projet.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à demander au Préfet la délivrance de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique du projet et cessibilité et à signer les documents relatifs à cette procédure.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 040-8527/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 254 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires de la Parcelle D23 "Parc Cité Borély" à Marseille, 8ème arrondissement
MET 20/15683/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires de la Parcelle D23 « parc Cité Borély », propriétaires, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section 836 OD 23

(ex 836 D 23), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires de la Parcelle D23 « Parc Cité Borély », représentés par le Cabinet THINOT agissant en qualité de gestionnaire, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), leur délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 418 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 1 254 m², dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1 254 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires de la Parcelle D23 « Parc Cité Borély », dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel les Copropriétaires de la Parcelle D23 « Parc Cité Borély », représentés par le Cabinet THINOT agissant en qualité de gestionnaire, consentent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section 836 OD 23 (ex 836 D 23) située dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 041-8528/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Rosso/Quesada**

**sise Campagne Boulevard à Marseille 15ème arrondissement
MET 20/15589/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision ROSSO/QUESADA, propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section 904 L n°47, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur Joël ROSSO et Madame Bernadette QUESADA consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 90 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 270 m², Campagne Boulevard dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ROSSO/QUESADA sise sur la Commune de Marseille 15ème arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel l'indivision ROSSO/QUESADA consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée 904 L 47 située

Campagne Boulevard à Marseille 15^{ème}, au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 042-8529/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Dal Fabbro/Cardot sis 99 Traverse Bruno Razzoli à Marseille 16ème arrondissement.
MET 20/15591/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision DAL FABBRO/CARDOT, propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 911 N n°184 (lot 1), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Madame Ginette DAL FABBRO et Madame Madeleine DAL FABBRO épouse CARDOT consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 104 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 312 m², 99 Traverse Bruno Razzoli dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DAL FABBRO/CARDOT sis sur la Commune de Marseille 16^{ème} arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel l'indivision DAL FABBRO/CARDOT consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée 911 N n°184 (lot 1) située 99 Traverse Bruno Razzoli à Marseille 16^{ème}, au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 043-8530/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Botta Thierry sis 99 Traverse Bruno Razzoli à Marseille, 16^{ème} arrondissement
MET 20/15592/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur BOTTA Thierry, propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section 911 N n°184 (lot 2), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur BOTTA Thierry consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 104 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 312 m², 99 Traverse Bruno Razzoli dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur BOTTA Thierry sis sur la Commune de Marseille 16^{ème} arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel Monsieur BOTTA Thierry consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée 911 N n°184 (lot 2) située 99 Traverse Bruno Razzoli à Marseille 16^{ème}, au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 044-8531/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 153 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Nocella/Sansone sis Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues
MET 20/15590/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision NOCELLA/SANSONE, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section BT numéro 103, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur Robert NOCELLA et Madame Catherine SANSONE consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 51 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 153 m², Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 153 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision NOCELLA/SANSONE sis sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel l'indivision NOCELLA/SANSONE consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section BT numéro 103 située Impasse Le Cabanon à Châteauneuf Les Martigues (13220), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 045-8532/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 138 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Durand/Niss sis 4 Impasse Le Cabanon à Châteauneuf Les Martigues**
MET 20/15593/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision DURAND/NISS, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BT numéro 104, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur DURAND Patrick et Madame NISS Agnès consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 46 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 138 m², Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les- Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 138 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND/NISS sis sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel l'indivision DURAND/NISS consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section BT numéro 104 située Impasse Le Cabanon à Châteauneuf Les Martigues (13220), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 046-8533/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Sammut/Faure sis 6 Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues
MET 20/15594/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision SAMMUT/FAURE, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BT numéro 199, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur SAMMUT Laurent et Madame FAURE Corinne consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 23 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 69 m², Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire

pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision SAMMUT/FAURE sis sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel l'indivision SAMMUT/FAURE consent la constitution

d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section BT numéro 199 située Impasse Le Cabanon à Châteauneuf Les Martigues (13220), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 047-8534/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Espanet/Valero sis 6 Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues
MET 20/15595/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision ESPANET/VALERO, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section BT numéro

200, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur ESPANET Patrick et Madame VALERO Sandrine consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 23 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 69 m², Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ESPANET/VALERO sis sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel l'indivision ESPANET/VALERO consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section BT numéro 200 située Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 048-8535/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 714 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence sis avenue des Bélugues à la Ciotat**

MET 20/15596/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence, propriétaires, sur la Commune de la Ciotat membre de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section CM numéro 1 002, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence, représentés par Monsieur Claude CESSOT Président de l'Association Syndicale Libre « Claire Provence », consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 238 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 714 m², avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

port ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 714 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence sis avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel les Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence, représentés par Monsieur Claude CESSOT Président de l'Association Syndicale Libre « Claire Provence », consentent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section CM numéro 1002 située

avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 049-8536/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 708 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Bremond Jean-Jacques sis avenue des Bélugues à la Ciotat MET 20/15610/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur BREMOND Jean-Jacques, propriétaire, sur la Commune de la Ciotat membre de la Métropole Aix Marseille Provence, des parcelles cadastrées section CM numéros 361 et 826, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur BREMOND Jean-Jacques, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 236 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 708 m², avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 708 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant Monsieur BREMOND Jean-Jacques sis avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel Monsieur BREMOND Jean-Jacques, consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur les parcelles cadastrées section CM numéros 361 et 826 située avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la constitution de servitude.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 050-8537/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 78 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du Lotissement Les Aubes Claires, impasse des Aubes Claires à la Ciotat**

MET 20/15599/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires du lotissement Les Aubes Claires, propriétaires, sur la Commune de la Ciotat membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AP numéro 15, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires du Lotissement Les Aubes Claires, représentés par Immobilière Patrimoine et Finances agissant en qualité de syndic, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 26 m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 78 m², impasse des Aubes Claires à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu.

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu’il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 78 m², nécessaire à une conduite d’eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du Lotissement Les Aubes Claires sis impasse des Aubes Claires à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu’à leurs fournisseurs et prestataires d’accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l’entretien de la conduite d’eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel les Copropriétaires du Lotissement Les Aubes Claires, représentés par Immobilière Patrimoine et Finances agissant en qualité de syndic, consentent la constitution d’une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section AP numéro 15 située impasse des Aubes Claires à la Ciotat (13600), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l’acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l’acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 051-8538/20/BM

**■ Constitution d’une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 348 m², nécessaire à une conduite d’eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle DZ 88 (ex BV 136) sis Chemin de la Craie sur la commune d’Allauch
MET 20/15597/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l’eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l’ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d’occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d’occupation temporaire et autres, dans le cadre de l’inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d’occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C’est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Indivisaires de la Parcelle DZ 88 (ex BV 136), propriétaires, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section DZ numéro 88 (ex BV 136), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d’une conduite d’eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Indivisaires de la Parcelle DZ 88 (ex BV 136) consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole

(SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 116 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 348 m², Chemin de la Craie sur la Commune d'Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les indivisaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude

en tréfonds à titre gratuit de 348 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle DZ 88 (ex BV 136) sis sur la Commune d'Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel les Indivisaires de la Parcelle DZ 88 (ex BV 136) consentent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée DZ 88 (ex BV 136) située Chemin de la Craie sur la Commune d'Allauch (13190), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 052-8539/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 195 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la commune de Roquefort la Bédoule sis Les Muscats à Roquefort la Bédoule
MET 20/15680/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la commune de Roquefort la Bédoule, propriétaire, sur la commune de Roquefort la Bédoule membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AK numéro 114, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, la commune de Roquefort la Bédoule, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 65 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 195 m², sis Les Muscats à Roquefort la Bédoule (13830), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable. Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 195 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la Commune de Roquefort la Bédoule, sis Les Muscats à Roquefort la Bédoule (13830), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel la Commune de Roquefort la Bédoule, consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section AK numéro 114 sis Les Muscats à Roquefort la Bédoule (13830), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 053-8540/20/BM

■ **Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 780 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle BI 29 sis "Hameau du Raumartin" à Marignane**
MET 20/15681/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Indivisaires de la parcelle BI 29, propriétaires, sur la Commune de Marignane (13700) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section BI numéro 29, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Indivisaires de la parcelle BI 29, représentés par le Président de l'ASL Hameau du Raumartin Monsieur Marc AGNEDANI, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 260 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 780 m², « Hameau du Raumartin »

à Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 780 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux indivisaires de la Parcelle BI 29 sis « Hameau du Raumartin » à Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la

SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel les Indivisaires de la parcelle BI 29, représentés par le Président de l'ASL Hameau du Raumartin Monsieur Marc AGNEDANI, consentent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section BI numéro 29 située « Hameau du Raumartin » à Marignane (13700), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 054-8541/20/BM

**■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins
MET 20/15684/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès du Lotissement Le Petit Rouveau, propriétaire, sur la Commune de Sausset Les Pins (13960) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AT 277 (ex A 2695 et A 1134), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, le Lotissement Le Petit Rouveau, représenté par le Cabinet LIEUTAUD agissant en qualité de gestionnaire, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 67 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 201 m², à Sausset Les Pins (13960), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins (13960), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel le Lotissement Le Petit Rouveau, représenté par le Cabinet LIEUTAUD agissant en qualité de gestionnaire, consentent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section AT 277 (ex A 2695 et A 1134) située à Sausset Les Pins (13960), au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer

l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 055-8542/20/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude, au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section B n° 523, sise au lieu-dit "Mas Neuf" à Istres, dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique de la commune d'Istres
MET 20/16203/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique de la commune d'Istres, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la réalisation d'une canalisation souterraine de courant électrique et tous ces accessoires sur la parcelle cadastrée section B n° 523, lieu-dit « Mas Neuf », sur la commune d'Istres.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitude pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine d'électricité, ainsi, que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ 72 mètres.

La présente servitude est consentie pour un montant forfaitaire de vingt euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047067.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'approbation d'une convention de servitude, au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section B n° 523, sise au lieu-dit « Mas Neuf » à Istres permettra l'amélioration du réseau électrique de la commune d'Istres.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle cadastrée section B n° 523, lieu-dit « Mas Neuf », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une ligne électrique souterraine ainsi que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ 72 mètres.

Article 2 :

La présente servitude est consentie moyennant une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros.

Article 3 :

La recette correspondante est imputée au budget de la métropole, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitude sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 056-8543/20/BM

■ **Approbation d'une convention de servitude, au profit de la société Enedis, sur les parcelles cadastrées sections AE n° 58 et AE n° 34, sises au lieu-dit "Petite Crau" à Miramas, dans le cadre de**

**l'amélioration du réseau électrique de la commune de Miramas
MET 20/16205/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique de la commune de Miramas, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la réalisation d'une canalisation souterraine de courant électrique et tous ces accessoires sur les parcelles cadastrées sections AE n° 58 et AE n° 34, lieu-dit « Petite Crau », sur la commune de Miramas.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur lesdites parcelles une convention de servitude pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine d'électricité, ainsi, que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ soixante-dix mètres.

La présente servitude est consentie pour un montant forfaitaire de soixante-dix euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13063001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'approbation d'une convention de servitude, au profit de la société Enedis, sur les parcelles cadastrées sections AE n° 58 et AE n° 34, sises au lieu-dit « Petite Crau » à Miramas permettra l'amélioration du réseau électrique de la commune de Miramas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur les parcelles cadastrées sections AE n° 58 et AE n° 34, lieu-dit « Petite Crau », sur la commune de Miramas et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une ligne électrique souterraine ainsi que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ soixante-dix mètres ci-annexée.

Article 2 :

La présente servitude est consentie moyennant une indemnité unique et forfaitaire de soixante-dix euros.

Article 3 :

La recette correspondante est imputée au budget de la métropole, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitude sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 057-8544/20/BM

■ Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du "Parc du Collet" à Marseille, 8ème arrondissement MET 20/15682/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de service public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu à l'article 17 que la Société des Eaux de

Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires du « Parc du Collet », propriétaires, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section 836 OH 58 (ex 836 H 58), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires du « Parc du Collet », représentés par le Cabinet THINOT agissant en qualité de gestionnaire, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente d'une superficie totale de 1 242 m², « Parc du Collet », dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du Lotissement « Parc du Collet », dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage en tréfonds par lequel les Copropriétaires du « Parc du Collet », représentés par le Cabinet THINOT agissant en qualité de gestionnaire, consentent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section 836 OH 58 (ex 836 H 58) située dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, au profit de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille Métropole, en tant que délégataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 058-8545/20/BM

**■ Projets de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'Etablissement Public Foncier en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 51-53, rue Saint-Ferréol - 27-29, La Canebière - 16, rue Saint-Suffren à Marseille 1er et 6ème arrondissements
MET 20/15107/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération Grand Centre-Ville, approuvée en octobre 2010, doit contribuer à la requalification du centre-ville de Marseille en permettant, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain à partir des pôles identifiés et en agissant sur la production de logements, la requalification d'espaces publics, la création de locaux d'activités et l'accompagnement à la réhabilitation privée. Cette opération a notamment pour objectif la production de 1400 logements mis sur le marché en accession, accession aidée, locatif adapté et locatif social, cette production incluant la production neuve et la remise sur le marché après restructuration lourde ou restauration.

Cette opération d'aménagement est actuellement concédée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Pour répondre à ces objectifs, et en complément des interventions de la SOLEAM, une première convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville de Marseille » a été signée le 12 mars 2014 entre l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) et la ville de Marseille en vue d'intervenir sur des pôles de projet ou îlots prioritaires identifiés sur le périmètre d'Opération Grand Centre-Ville (OGCV). Pour intégrer la métropole Aix-Marseille-Provence nouvellement créée, une convention d'intervention foncière tripartite du même nom a été signée le 2 mars 2017, entre la Métropole, la Ville et l'EPF PACA. Par cette convention, les signataires ont convenu de s'associer afin de conduire sur le long terme une politique foncière spécifique visant à préparer les futures opérations de renouvellement urbain et contribuer ainsi à la production de logements, locaux d'activités et équipements.

Afin d'accélérer le renouvellement du parc privé ancien, la Métropole a approuvé par délibération du

13 décembre 2018 une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir agir sur la propriété privée.

La Métropole a décidé d'engager des actions immédiates sur le territoire marseillais afin de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé. Cette intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation. Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conforme aux articles L. 103-2, L. 103-3 2e et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

C'est dans ce contexte que la Métropole a décidé de s'engager sans délai dans l'action avec les outils existants et a ainsi sollicité l'EPF en janvier 2019 afin d'intensifier et accélérer l'action foncière publique de l'Etablissement en complément des interventions de la SOLEAM et des deux concessionnaires d'Éradication de l'Habitat indigne (Marseille Habitat et Urbanis aménagement) dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée sur le territoire central de Marseille.

Ainsi, dans le cadre de la convention d'intervention foncière précitée, la Métropole a souhaité que l'EPF puisse participer activement par son action à la maîtrise d'une cinquantaine d'immeubles, d'îlots où de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé et de la lutte contre la vacance, pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables, préemptions et expropriations impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique adaptées.

C'est dans ce contexte qu'ont été repérés les immeubles et parcelles objets du présent rapport, situés dans les 1er et 6ème arrondissements de Marseille :

- L'immeuble sis 27-29, voie La Canebière (cadastré quartier Belsunce, parcelles n° 201801 E0019, n° 201801 E0017, n° 201801 E0053) est une copropriété dégradée dont

les étages sont majoritairement vacants, présentant un intérêt patrimonial et un positionnement stratégique au cœur du centre-ville. L'ensemble de l'immeuble correspond aux adresses suivantes : 27-29, voie La Canebière 13001 ; 11-13, rue des Fabres 13001 ;

- L'immeuble sis 51-53, rue Saint-Ferréol (cadastré quartier Opéra, parcelle n° 201803 B0313) est un ensemble immobilier composé de 2 bâtiments dont les étages sont majoritairement vacants, présentant un intérêt patrimonial et un positionnement stratégique au cœur du centre-ville. Cet ensemble immobilier est divisé en 2 volumes distincts.
- La parcelle sise 16, rue Saint-Suffren (cadastrée quartier Castellane, parcelle n°206823 B0108) est une propriété unique bâtie en partie seulement, laissée à l'état d'abandon depuis la démolition de l'immeuble sur rue il y a une dizaine d'années.

Compte tenu de l'état majoritairement vacant de ces biens, de l'état de dégradation ou d'abandon avéré pour deux d'entre eux, au sein de quartiers où la demande en logements reste forte, particulièrement en matière de logements à loyer maîtrisé, ces biens constituent des opportunités foncières de maîtrise publique en vue de poursuivre un projet d'intérêt général à vocation sociale.

L'acquisition-amélioration de ces biens en vue de produire du logement social répond ainsi à un objectif d'intérêt général justifiant le recours à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Une fois la procédure d'expropriation aboutie, ils feront l'objet d'une cession à un bailleur social public ou privé en vue de produire des logements sociaux.

Cette stratégie permet à la fois de répondre aux objectifs de production de logements sociaux réglementaires dans des arrondissements déficitaires (au 1er janvier 2018, le 1er arrondissement comptait 15% de logements locatifs sociaux et 4,6% dans le 6ème arrondissement) et aux besoins de relogement générés par la lutte contre l'habitat indigne et les opérations de renouvellement du tissu urbain ancien.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles et parcelles pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La délibération DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre- ville de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 13 mars 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération « Grand Centre-Ville » relève d'une logique de renouvellement urbain au

titre de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme ;

- Que les trois immeubles et parcelles objets du présent rapport, compte tenu de l'état majoritairement vacant de ces biens, de leur positionnement stratégique, et de l'état de dégradation ou d'abandon avéré pour deux d'entre eux, constituent des cibles prioritaires pour répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville en matière de production de logements nouveaux diversifiés par acquisition-amélioration ;
- Qu'au regard de leur localisation au sein de quartiers où la demande en logements reste forte, particulièrement en matière de logements à loyer maîtrisé, ces biens constituent des opportunités foncières de maîtrise publique en vue de poursuivre un projet d'intérêt général à vocation sociale.
- Qu'il convient donc de maîtriser les immeubles et parcelles sis 27-29, voie La Canebière (cadastré quartier Belsunce, parcelles n° 201801 E0019, n° 201801 E0017, n° 201801 E0053), 51-53, rue Saint-Ferréol (parcelle n° 201803 B0313) et 16, rue Saint-Suffren (parcelle n°206823 B0108) pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux répondant aux objectifs précités ;
- Qu'il convient d'approuver l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires concernant les trois immeubles et parcelles objets du présent rapport et d'habiliter la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet ;
- Que l'EPF PACA sera bénéficiaire de la DUP et de la cessibilité à intervenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville », l'engagement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) au profit de l'EPF PACA en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux sur les trois immeubles et parcelles suivantes, situées dans les 1er et 6e arrondissements de Marseille :

- L'immeuble sis 27-29, voie La Canebière (cadastré quartier Belsunce, parcelles n° 201801 E0019, n° 201801 E0017, n° 201801 E0053), repéré sur le plan en annexe n°1 ;
- L'immeuble sis 51-53, rue Saint-Ferréol (cadastré quartier Opéra, parcelle n° 201803 B0313), repéré sur le plan en annexe n°2 ;
- La parcelle sise 16, rue Saint-Suffren (cadastrée quartier Castellane, parcelle n°206823 B0108), repérée sur le plan en annexe n°3.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, en vue de la maîtrise des biens nécessaires à la mise en œuvre des opérations objets de l'article 1.

Article 3 :

Le bénéficiaire des déclarations d'utilité publique afférentes est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***** ***Commission "Cohésion sociale, habitat, logement"*** *****

CHL 001-8546/20/BM

**■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet publiés d'octobre à décembre 2019
MET 20/16213/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques:

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projet lancés pour chaque objectif spécifique. Des appels à projet ont ainsi été publiés en janvier 2018 et en février et mars 2019.

24 opérations ont ainsi été retenues dans le cadre de ces appels à projet (délibérations EMP 001-4311/18/BM et EMP 001-6561/19/BM) pour un coût total éligible de 27 536 768.51 euros dont un montant FSE de 13 613 514.30 euros.

De nouveaux appels à projet FSE, lancés en octobre 2019 pour une durée de trois mois, ont conduit au dépôt de 21 dossiers. Le processus d'instruction a

permis à ce jour de sélectionner 17 nouvelles opérations concourant au développement de l'emploi et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle.

Six opérations ont fait l'objet d'une délibération favorable en bureau métropolitain du 31/07/2020 (MET 20/15188/BM).

Au titre de la subvention globale 2018-2020, l'autorité de gestion déléguée DIRECCTE PACA émet un avis préalable sur les dossiers proposés à la programmation par l'organisme intermédiaire MAMP.

Cet avis est consultatif et vise à statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité aux différents programmes opérationnels et au regard du respect des lignes de partage.

Cet avis doit figurer au PV du comité de programmation de l'organisme intermédiaire.

Par ailleurs, l'autorité de gestion déléguée peut superviser l'instruction des opérations proposées à la programmation par échantillonnage.

Ainsi, il est à noter que l'instruction de l'opération « Dispositif local d'accompagnement » portée par France Active PACA, pour laquelle l'instance délibérative métropolitaine a émis un avis favorable le 31/07/2020, a fait l'objet d'une supervision. L'autorité de gestion déléguée a émis un avis défavorable. L'organisme intermédiaire assurera un accompagnement renforcé du bénéficiaire pour sécuriser l'ensemble de la piste d'audit.

Une nouvelle opération est proposée à la programmation dans le présent rapport.

L'association Pain et Partage propose la mise en œuvre d'une action de remobilisation socio-professionnelle par les métiers de la boulangerie et de la logistique.

L'association Pain et Partage assure une production de pains à destination d'associations caritatives et d'urgence sociale sur le territoire marseillais. Elle

ribués sont les suivants :

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût éligible de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée
Objectif spécifique 1 : Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion				
Remobilisation socio-professionnelle par les métiers de la boulangerie et de la logistique	Pain et Partage	217 822,56 €	91 822,56 €	27 546,77 €

bénéficie depuis 2005 d'un conventionnement Atelier et Chantier d'Insertion avec l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur et concilie ainsi un double enjeu : accueillir des salariés dans le cadre de parcours d'insertion et assurer une production et une livraison de pains à un panel large de clients.

L'opération mise en œuvre du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, vise la mise en place d'un parcours d'accompagnement individualisé et renforcé ayant pour vocation l'insertion professionnelle et sociale de personnes très éloignées de l'emploi.

Différentes étapes jalonnent le parcours d'accompagnement : une phase de recrutement, un bilan personnel et professionnel (1 à 7 mois), une période de mise en situation professionnelle (entre 5 et 7ème mois) et un accompagnement du salarié dans les démarches vers l'emploi et ou la formation à l'issue du parcours.

L'opération vise l'accompagnement de 45 personnes et les résultats suivants : 30 % des participants bénéficieront d'une formation durant leur parcours, 20 % sortiront en emploi et ou en formation qualifiante et 50 % des participants auront levé des freins à leur insertion professionnelle.

Le coût total éligible de cette opération s'élève à 217 822,56 euros pour un montant de subvention FSE de 91 822,56 euros.

Ce montant figurera dans la convention d'attribution de la subvention FSE qui sera signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la structure porteuse de l'opérations sélectionnées.

Suite à la signature de la convention, il sera proposé de verser une avance au porteur calculée sur la base de la subvention FSE attribuée.

Les opérations sélectionnées et les montants att

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;

- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 octobre 2018 et EMP 001-6561/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant les opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet de janvier 2018 et février/mars 2019 ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3 du 1^{er} octobre 2019 ;
- La délibération MET 20/15188/BM du 31 juillet 2020 approuvant six opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet du 01/10/2019;
- Le guide des procédures de septembre 2019 : gestion du programme Opérationnel FSE « Emploi et inclusion en Métropole ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020.
- L'éligibilité au FSE de l'opération présentée et instruite suite aux appels à projet, publiés le 1^{er} octobre 2019, ainsi que leur adéquation avec les priorités métropolitaines en matière d'emploi, d'insertion et de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'opération sélectionnée dans le cadre des appels à projets du 1^{er} octobre 2019 au titre de la gestion de subvention globale 2018-2020 pour un coût total éligible de 217 822.56 euros dont 91 822.56 euros de part FSE.

Article 2 :

Est approuvée l'avance de subventions FSE à verser au porteur de l'opération conventionnée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions et avenants attributifs de subventions FSE ainsi que tout document afférent pour l'opération sélectionnée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole 2019 et suivants, en section de fonctionnement : sous politique B340, nature 65748 – fonction 051 :

- En 2020 : 27 546.77 euros
- En 2021 : 64 275.79 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 002-8547/20/BM

■ Approbation de la charte des sites Europan - Participation au concours Europan 15 Villes Productives 2 - Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain de la Cabucelle à Marseille 15ème arrondissement MET 20/16018/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier de la Cabucelle fait partie de la liste des Quartiers Politique de la Ville (QPV) reconnus Projet d'Intérêt National (PRIN).

A ce titre, il compte parmi les quartiers devant faire l'objet d'un Projet de Renouvellement Urbain, qui sont étudiés dans le cadre du protocole de préfiguration du NPNRU sur Marseille.

Il s'agit d'un quartier de faubourg qui, comme d'autres sites marseillais, s'est développé depuis le milieu du XIXe jusque dans les années 50, en assemblant au gré d'initiatives multiples et peu planifiées, industries, entrepôts, habitat sous toutes ses formes. C'est un formidable patchwork juxtaposant de l'immobilier parfois très dégradé et des microsites plus paisibles.

Ce quartier est également au centre d'une réflexion pour permettre de mieux concilier les vocations habitat et développement économique qui y cohabitent.

Le QPV de la Cabucelle fait l'objet d'une démarche de programmation urbaine et de définition d'un schéma de développement urbain, portée par les équipes de la Mission Renouvellement Urbain de la Métropole

depuis fin 2018. Cette démarche a abouti début 2020 à des propositions d'orientations qui vont être approfondies avec les partenaires, en vue du dépôt d'un dossier de convention de NPNRU d'ici la fin de l'année.

La participation au dispositif Europan permet d'enrichir les réflexions sur ce projet.

Tous les deux ans, le concours Europan se déroule simultanément dans une vingtaine de pays européens. Créé en 1988 sur le modèle français du PAN (Programme d'Architecture Nouvelle), il a apporté la notoriété à toute une génération d'architectes. Pour les jeunes concepteurs, il reste encore et toujours une porte d'entrée privilégiée pour accéder à la commande publique ; une opportunité pour « faire savoir » son inventivité et son audace conceptuelles.

A partir d'un thème et d'un règlement commun, le concours se situe au cœur des débats qui animent les milieux de l'architecture et de l'urbanisme. Europan a abordé en précurseur un nombre considérable de champs thématiques : la ville-paysage, entre-villes, le projet négocié, les architectures pour des villes durables, l'urbanité européenne, la ville adaptable, la ville productive.

Le PRU de Plan d'Aou avait déjà été retenu lors de sa session de 2012 d'Europan 12, qui portait sur le thème de la ville adaptable.

La participation du site à ce concours avait permis de bénéficier des réflexions d'une cinquantaine d'équipes européennes pour mener à bien le projet de métamorphose du site, et de leurs propositions sur les formes urbaines, les finalités, les modalités... Ce concours a permis à l'une des équipes de préciser sa réflexion et de devenir maître d'œuvre pour une partie de projets de Plan d'Aou.

Le thème d'Europan 15 « Villes productives II » approfondit celui d'Europan 14- « Villes productives » qui est un thème complexe et crucial dans les mutations des villes européennes aujourd'hui.

Il s'agit ici de mettre l'accent plus particulièrement sur la question de la transition écologique reliée à une vision de la ville productive pour l'avenir.

La participation au concours Européen Europan 15 « Villes productives 2 » permet de poursuivre et d'élargir la réflexion engagée par les partenaires publics sur ce site. La démarche peut aboutir à la mise en place d'un processus d'expérimentation avec les équipes sélectionnées, notamment : workshop ou ateliers de concertation in situ, études de faisabilité urbaine des propositions du concours pour une adaptabilité réciproque des idées selon les évolutions du site et du/des programmes pressentis, missions de

maîtrise d'œuvre urbaine et/ou architecturale, cette liste n'étant pas exclusive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La charte des sites European 15 « Villes productives II » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement sur le secteur de la Cabucelle, fait partie des sites étudiés dans le cadre du concours European 15 « villes productives 2 » ;
- Que ce projet fait l'objet d'une démarche de définition d'un Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain ;
- Qu'il s'agit pour la Métropole de poursuivre le travail avec European France.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la charte des sites d'European 15 ci-annexée passée avec European.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre

toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole – Sous-Politique D11 – Nature 6281 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 003-8548/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de fonds de concours 2018-2020 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain
MET 20/16116/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EMP 001-2471/17/BM en date du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les termes de la convention de fonds de concours 2018-2020 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

Chaque PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période de 5 ans, des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Au niveau de la gestion financière, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE, est déjà chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, pour le compte des PLIE dans le cadre d'une délégation de gestion subordonnée à la signature d'une Convention entre l'Etat et la Métropole, dite Convention de subvention globale.

Au même titre que la gestion de la subvention attribuée au titre du FSE, la Métropole prend la responsabilité de la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE, en dehors de ses fonds propres, à savoir, notamment, les fonds du Conseil Départemental, consacrés à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA socle et majoré, dans le cadre des PLIE.

Le Département s'engage à verser à la Métropole une subvention de 1.873.000€ par an, sur la période 2018-2020, non gagée au titre d'autres programmes européens, destinée aux co-financements des

opérations inscrites dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire d'intervention.

Eu égard à la crise sanitaire issue du COVID-19 et son impact sur la mise en œuvre des actions d'insertion pour les bénéficiaires du RSA, des

mesures spécifiques ont été prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'activité des PLIE. Aussi, il est proposé de compléter l'article 1 en diminuant les objectifs quantitatifs au titre de l'exercice 2020 :

PLIE	Nouvel objectif d'accompagnement	Dont 60% BRSA
PLIE Marseille Provence Est	375	255
PLIE Marseille Provence Centre	1 840	1 104
PLIE Marseille Provence Ouest	460	276
PLIE du Pays d'Aix	1 270	762
PLIE du Pays de Martigues	383	230
PLIE Istres Ouest Provence	935	561

Il est également proposé de compléter l'article 2 concernant le paiement du solde qui devra intégrer une déduction des aides perçues au titre du chômage partiel par les structures d'animation des PLIE mais pourront être prises en charge, dans la limite du montant de la subvention, des frais de surcoûts liés à la protection sanitaire des personnes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 octobre 2017 portant demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les mesures spécifiques prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'équilibre financier des dispositifs d'insertion.
- L'impact de la crise sanitaire sur l'activité des 6 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 004-8549/20/BM

■ Attribution d'une subvention spécifique 2020 au Comité Régional SUD - Provence-Alpes-Côte-d'Azur de la Fédération Française des GEIQ pour le projet "Promotion des GEIQ, dispositif d'entreprises pour un retour à l'emploi durable, cap sur le numérique" - Approbation de la convention 2020

MET 20/16122/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le contexte de la crise sanitaire et des suites à envisager, la Métropole Aix-Marseille-Provence a plus que jamais l'ambition d'un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale des populations les plus fragiles et à soutenir les initiatives et les acteurs qui favorisent cet objectif d'équilibre territorial. L'objectif stratégique d'un développement économique soutenu et équilibré au service de l'emploi de ses habitants, doit être maintenu et renforcé, marquant ainsi le rôle important que la Métropole entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent.

C'est pourquoi la Métropole est mobilisée autour de nombreux dispositifs, portés par des structures d'accompagnement à l'emploi tel que les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), les Missions Locales, France Active PACA, les structures d'insertion par l'activité économique ou toutes structures ou projets concourants à l'insertion professionnelle des personnes peu ou pas qualifiées. Sa proximité avec les acteurs du monde économique démontre sa volonté d'être également un acteur majeur dans l'impulsion de projets innovants.

La volonté de la Métropole de faire travailler les acteurs de l'emploi et de l'insertion avec les acteurs de l'économie et les chefs d'entreprise s'illustre particulièrement dans le cadre de son schéma directeur Emploi, Insertion et Economie sociale et solidaire, où elle promeut et développe des actions auprès des entreprises et organise des actions de partenariat avec celles qui sont volontaires pour leur permettre de s'engager en faveur de l'emploi.

Parmi ces acteurs, les Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) permettent aux entreprises qui s'organisent en collectifs de répondre à leurs besoins en matière de ressources humaines.

Les GEIQ sont organisés le plus souvent par branche professionnelle et recrutent en direct des personnes via des contrats de professionnalisation qu'ils mettent à disposition des entreprises adhérentes du GEIQ. A l'issue de cette période d'accompagnement et de mise à disposition, les entreprises ont la possibilité d'embaucher directement le salarié.

Sur le territoire Provence Alpes Côte d'Azur ce sont 330 entreprises, plus de 560 contrats signés, plus de 850 salariés en parcours Geiq. Les GE

A ce titre, le Comité Régional SUD – Provence Alpes Côte d'Azur – de la Fédération Française des GEIQ propose de booster le développement des GEIQ pour agir en faveur du retour à l'emploi des personnes les plus vulnérables en terme d'emploi ou de qualification. Elle s'appuiera sur une stratégie de promotion et de communication des GEIQ piloté par la comité Régional des GEIQ. La finalité étant de développer de nouveau GEIQ, d'augmenter le nombre d'entreprises adhérentes et ainsi permettent une augmentation du nombre de personnes ayant recours aux GEIQ.

La convention a pour objectif la mise en œuvre du projet « Promotion des GEIQ, dispositif d'entreprises pour un retour à l'emploi durable, cap sur le numérique », visant à favoriser le rapprochement des entreprises et des personnes à la recherche d'un emploi et d'une qualification.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 57 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les GEIQ comme un outil de promotion des métiers et des entreprises adhérentes qui composent le territoire Métropolitain.

- Les enjeux majeurs de qualification chez les personnes éloignées de l'emploi qui demeurent un des remparts au chômage.
- L'impact de la crise sanitaire sur l'activité des GEIQ PACA.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant de 15 000 euros à l'association « Le Comité Régional SUD – Provence Alpes Côte d'Azur – de la Fédération Française des GEIQ ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée entre la Métropole et l'association, le Comité Régional SUD – Provence Alpes Côte d'Azur – de la Fédération Française des GEIQ.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2020 de la Métropole, Sous politique E120, fonction 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 005-8550/20/BM

■ Mise en œuvre du dispositif du Fonds d'Aide aux Jeunes - Renouvellement des conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution conclues avec diverses associations

MET 20/16132/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 et n° FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 pour la commune de Saint-Zacharie, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Ainsi, par conventions, les Départements des Bouches-du-Rhône et du Var ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Il est géré comptablement par le Fonds de Solidarité et de Promotion du mouvement associatif (FSPMA) qui :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement,
- contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et paye ;
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Le FSPMA est assisté dans sa mission par des associations locales, chargées de l'instruction des dossiers de demande, qui assurent le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du FAJ.

Ces frais sont pris en charge directement par le FSPMA

Il s'agit de :

- L'association Mission Locale du Pays d'Aix qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aix-en-Provence sur les communes de : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabries, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Peynier, Peyrolles, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin, Saint-Cannat, Saint Estève-Janson, Saint-Marc Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

- L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aubagne sur les communes de : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Carnoux, Cassis, Ceyreste, Cuges-les-Pins, Gémenos, La

Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquefort-la-Bédoule, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie.

- L'association Mission Locale Ouest Provence qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Istres sur les communes : Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Ensues-la-Redonne, Fos-sur-Mer, Gignac-la-Nerthe, Grans, Istres, Le Rove, Marignane, Miramas, Port Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

- L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Martigues sur les communes de : Martigues, Port-de-Bouc et Saint Mitre-Les-Remparts.

- L'association Mission Locale du Pays Salonais qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Salon-de-Provence sur les communes de : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pelissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues.

- L'association Mission Locale Groupement d'Intérêt Public Sud Lubéron, du Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse qui couvre la commune de Pertuis.

- Le Groupement d'Intérêt Public Mission Locale Est Etang de Berre qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution Est Etang de Berre sur les communes de : Berre l'Etang, Rognac, Velaux, Vitrolles, Marignane, Saint-Victoret, Gignac La Nerthe et Châteauneuf Les Martigues

- L'association Mission Locale du Canton de La Ciotat qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du Canton de la Ciotat sur les communes de : Carnoux en Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule

- L'association Groupe ADDAP 13 qui assure le secrétariat de la commission locale d'attribution Groupe ADDAP 13 sur les communes du territoire métropolitain

- L'association Mission locale de Marseille qui assure le secrétariat sur les secteurs nord (arrondissement 1-2-3-7-4-5-6-8-9-10-11-12) et les communes d'Allauch et Plan de Cuques et secteur Sud arrondissement 13-14, 15-16 et la commune de Septèmes-les-Vallons.

Ces associations interviennent dans le cadre d'une convention précisant les missions qui leur sont confiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2019 et qu'il convient de reconduire pour l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Les délibérations FAG 077-1357/16/CM et FAG 078-1358/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relatives à l'organisation de la répartition et des modalités d'exercices de compétences départementales ;
- La délibération FAG 013-1181/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole relative à l'approbation d'une subvention au Fonds de Solidarité et de Promotion de la Vie et à l'approbation de la convention type relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution du FAJ des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain.
- La nécessité de reconduire pour l'année 2021 les conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le renouvellement des conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexées conclues avec : - L'association Mission Locale du Pays d'Aix, - L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile, - L'association Mission Locale Ouest Provence, - L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue, - L'association Mission Locale du Pays Salonais – Le GIP Mission Locale du Lubéron, du Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse- le GIP Est étang de Berre- l'association Mission Locale du Canton de La Ciotat - l'association Groupe ADDAP 13 - l'association Mission locale de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 006-8551/20/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec Aix-Marseille-Université - Projet de Renouvellement Urbain de Plan d'Aou Saint-Antoine à Marseille - 15ème arrondissement MET 20/16125/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier de Plan d'Aou Saint-Antoine est un des Quartiers Politique de la Ville (QPV) reconnus Projet d'Intérêt National (PRIN) par l'Agence Nationale de Renovation Urbaine (ANRU). A ce titre, il bénéficie depuis 2005 d'un projet signé avec l'ANRU.

Le site de Plan d'Aou, quartier emblématique des quartiers nord, était déjà engagé dans une transformation radicale, régie par un protocole tripartite (Etat, Ville de Marseille, bailleurs) signé dès 1998, sur la base d'un plan guide établi par l'architecte-urbaniste Alain Amédéo, après une phase de concertation et de négociation avec les habitants.

Fin 2020, le Programme de Renovation Urbaine (PRU) de Saint Antoine/Plan d'Aou arrive donc au terme d'une vingtaine d'années d'une politique de renouvellement urbain, conduite par les partenaires de la convention, coordonnée par Marseille Renovation Urbaine, devenu la Mission de Renouvellement Urbain (MRU) au sein de la Métropole.

Le projet consistait à finaliser la transformation d'un territoire qui juxtaposait des friches, un grand ensemble déprécié, un noyau villageois... en un véritable morceau de ville, dynamique, qui met en relation toutes les fonctions : l'activité et le commerce, l'habitat dans toute sa diversité, les équipements et services publics et privés.

Il a bénéficié de trois leviers, qui sont entrés en synergie :

- Le développement économique, avec une Zone France Urbaine (ZFU) qui a créé 10 000 emplois ;
- Une action publique, longue et ambitieuse, pour renouvellement en totalité la cité de Plan d'Aou, et la rendre attractive ;
- Un encouragement à l'initiative privée, qui a développé quelques 500 logements en promotion immobilière dans le territoire.

Pendant de nombreuses années, le projet de rénovation urbaine s'est concentré sur la question du logement, qui était une attente forte des habitants. L'ensemble des actions de relogement et de construction des logements locatifs sociaux nécessaires ont été réalisées.

Il s'agit à présent de finaliser les équipements et les espaces publics, à s'assurer une meilleure gestion des espaces et des équipements réalisés, ainsi qu'une meilleure sécurité aux biens et aux personnes, puis à inciter les opérateurs privés à développer des nouveaux projets sur le site.

A l'avenir, les parcours de mobilité résidentielle vont donc pouvoir se développer.

C'est bien dans cette perspective nouvelle qu'un appel à projet de diversification de l'habitat a été lancé par la société d'HLM Erilia au cours de l'année 2020, avec le concours de la MRU.

Une convention de partenariat entre Aix-Marseille-Université (AMU) et la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour objet de définir les modalités de leur partenariat sur ce projet.

Métropole Aix-Marseille-Provence confie à l'AMU durant l'année universitaire, une étude comparative d'opérations de diversifications pour alimenter la démarche de l'Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI) Plan D'Aou.

Celle-ci sera conduite dans le cadre d'un atelier portant sur la diversification dans trois sites en PRU. Ces sites seront choisis parmi des sites inscrits au premier programme national de rénovation urbaine, afin de garantir un recul temporel et offrir un retour d'expérience.

Les étudiants aborderont le sujet via une entrée par produit, permettant ainsi de traiter les enjeux de maîtrise économique, de formes urbaines et qualité architecturale, d'accompagnement et de gestion.

L'Université d'Aix-Marseille s'engage à travers l'équipe pédagogique de l'IUAR, et en particulier les enseignants du master Urbanisme et Aménagement, à assurer le suivi et l'encadrement de l'équipe d'étudiants chaque semaine. Ils veillent en particulier

à la progression du travail et à la qualité du rendu final.

La Métropole s'engage, pour sa part, à recevoir les étudiants, en fonction de ses disponibilités, pour les guider dans leur travail. Elle s'engage à fournir tous les éléments de diagnostics, études, cartographies en sa possession, faciliter la prise de contacts, rendez-vous nécessaires à la réalisation de l'étude. Elle s'engage également à participer aux frais de fonctionnement de cette démarche à hauteur de 3 500 € TTC, comme indiqué dans la convention de partenariat ci-jointe.

Ce travail d'analyse viendra nourrir L'AMI sur la mise en oeuvre d'un programme innovant de logements à Plan d'Aou, porté par Erilia et la Métropole, qui s'inscrit dans des temporalités proches puisque les candidats retenus pour l'AMI seront notifiés en Septembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 026-7484/19/BM du 19 décembre 2019 et sa convention d'objectifs ;
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de diversification sur le secteur de Plan d'Aou Saint-Antoine fait partie des attendus des PRU.
- Que ce projet fait l'objet d'un conventionnement auprès de l'ANRU depuis 2005.
- Qu'il s'agit pour la Métropole de poursuivre le travail avec AMU.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat avec Aix-Marseille-Université (AMU) ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'exécution de la présente délibération sont inscrits au Budget de la Métropole – Opération 2020000401 – E111 – 020 – 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 007-8552/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Corridor écologique et pédagogique dédié aux pollinisateurs, Quartier des Canourgues, Salon-de-Provence" MET 20/16043/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le projet "Corridor Ecologique et Pédagogique dédié aux pollinisateurs" (réponse à l'appel à projet Région "Sauvons nos abeilles et nos pollinisateurs" - Dépôt N° 28398) s'inscrit dans le projet NPRU des

"Canourgues 2030" financé par l'ANRU (PRIR) et plus précisément dans la démarche et les enjeux environnementaux au cœur du projet de territoire. Ce projet est plus directement lié à un projet d'agriculture urbaine (études en cours) situé notamment sur la colline adossée au quartier des Canourgues à Salon de Provence.

En effet, un cheminement existant au sein de cet espace naturel a été identifié dans le projet de renouvellement urbain comme un potentiel corridor écologique permettant la mise en relation de plusieurs espaces dédiés à l'agriculture urbaine et fonctionnant en réseaux. Ce parcours constitue également une entrée principale au parc de la Bastide Haute à partir du cœur du quartier et du futur "Cours de l'Europe". Aujourd'hui peu emprunté, il présente un fort potentiel pour développer un projet environnemental et pédagogique autour de la question des pollinisateurs et constituer ainsi un véritable levier participant au maintien à plus grande échelle d'un service de pollinisation et de la biodiversité.

Les Objectifs et les enjeux de ce projet sont :

- Augmenter la ressource alimentaire pour préserver et restaurer les communautés d'insectes pollinisateurs,
- Préserver et restaurer l'habitat des pollinisateurs,
- Sensibiliser les habitants à la préservation des pollinisateurs et de la biodiversité,
- Mise en réseaux plusieurs espaces dédiés à l'agriculture urbaine au sein du projet de renouvellement urbain,
- Proposer un cheminement naturel et piéton aux habitants,
- Amorcer la transition entre l'espace urbain du quartier des Canourgues et l'espace naturel de la colline, du parc de la Bastide Haute et plus largement du massif du Talagard.

Le projet consiste à aménager le cheminement identifié de façon à recréer un écosystème favorable à la préservation et au développement des espèces pollinisatrices sauvages (hyménoptères, lépidoptères, coléoptères et diptères). Un travail de co-construction

du projet avec les habitants pour une définition plus précise de l'aménagement des espaces sera mené. De plus, la mise en œuvre sera réalisée par une entreprise d'insertion via un marché réservé. Un volet animation et sensibilisation des habitants autour de ce projet est également déposé pour ce même appel à projet par le Centre d'Animation du Vieux Moulin (CAVM) à Salon de Provence.

La partie investissement présentée ici concerne l'achat, l'aménagement (arrosage, protections, etc) et la plantation d'une diversité d'espèces mellifères et messicoles en différentes strates (arbres, arbustes, plantes vivaces) tout au long du parcours.

Lieu de la réalisation : Quartier des Canourgues, Salon de Provence

Le projet sera réalisé au Quartier des Canourgues, Salon de Provence. La mise en œuvre du projet se fera en plusieurs phases selon la saisonnalité entre le second semestre 2021 et le second semestre 2022.

Concernant l'impact sur l'environnement, le cadre de vie et les habitants :

- Préservation et développement de la biodiversité
- Végétalisation des espaces urbains et valorisation de la colline
- Favorisation les déplacements piétons (loisirs notamment)
- Transmission de connaissances scientifiques et environnementale aux habitants
- Favorisation de la participation des habitants

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 72 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur « Appel à Projet Sauvons nos abeilles et nos Pollinisateurs »	80 %	57 600 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence (Budget prévu dans le projet de Renouvellement Urbain du quartier des Canourgues inscrit dans la PPI du budget EST du Territoire du Pays Salonais)	20 %	14 400 euros
TOTAL	100 %	72 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays Salonais.;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : corridor écologique et pédagogique dédié aux pollinisateurs au Quartier des Canourgues à Salon de Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser l'action présentée ci-dessus sous réserve de l'attribution de la subvention de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à cofinancer l'action "Corridor écologique et pédagogique dédié aux pollinisateurs" à hauteur de 20% de la subvention effectivement accordée par la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce budget est déjà prévu dans le budget du renouvellement urbain inscrit dans le PPI du budget EST du Territoire du Pays Salonais.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget EST 2020 et suivants Fonction : 52 - Chapitre 4581173007.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement au chapitre 13 2020 et suivants Nature 1312 - Fonction 52 - Code gestionnaire 700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 008-8553/20/BM

■ Participation de la Métropole à l'assistance au relogement des ménages évacués par la Ville de Marseille - Approbation d'une convention de financement avec l'Etat MET 20/15094/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'effondrement de deux immeubles de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et les nombreuses évacuations d'immeubles dangereux mises en œuvre par la Ville de Marseille dans le cadre de sa compétence en matière de police spéciale de l'habitat, pour protéger leurs occupants, ont conduit l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département à déployer des mesures d'urgences pour accompagner les ménages dans un processus d'hébergement hôtelier d'abord puis dans la recherche de solutions de logements temporaires, le temps de la réalisation des travaux dans leurs logements d'origine ou d'un relogement définitif lorsque le retour dans l'immeuble n'est pas envisageable.

Un lieu d'accueil des ménages évacués a été ouvert en Mairie du premier secteur dans un premier temps, puis au sein de l'Espace Accompagnement des Personnes Evacuées (EAPE) au 2, rue Beauvau : il permet d'accueillir les ménages évacués et de les accompagner pendant toute la durée de leur hébergement hors de leur logement d'origine

Plusieurs prestataires animent ce lieu d'accueil :

- Des permanences ont été mises en place pour apporter aux ménages un accompagnement psychologique, médical et juridique : Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, Agence

Régionale de Santé, Agence d'Information pour le Logement 13, mobilisations d'avocats par le Conseil Départemental d'Accès au Droit

- L'association France Horizon a pour mission d'accueillir les ménages, de les renseigner sur la situation de leur logement, de réaliser un diagnostic social permettant d'identifier les besoins des ménages, de les accompagner dans leurs démarches d'ouvertures de droit, de mettre en réseau les différents travailleurs sociaux concernés par les problématiques rencontrées et de distribuer certains services pour faciliter leur quotidien en fonction de leur situation socio-économique : chèques services, bons laverie, titres de transport. La prestation de France Horizon est financée à parts égales par l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole et le Département à hauteur chacune de 459 687,50 euros.

- L'association Soliha Provence est chargée de louer des logements auprès de propriétaires bailleurs, sociaux ou privés, et de consentir des conventions d'occupations temporaires aux ménages qui ne pourront pas réintégrer leur logement dans de brefs délais. Au 13 août 2020, l'intervention de Soliha Provence a permis à 580 ménages et près de 1500 personnes d'accéder à un logement temporaire. Elle est également chargée d'accompagner les ménages à la réintégration de leur logement après travaux ou vers un logement définitif lorsqu'une réintégration n'est pas possible. Cette prestation est assurée dans le cadre d'un marché confié via un groupement de commande entre la Ville de Marseille et l'Etat. Il est rappelé que le relogement des ménages dont le logement fait l'objet d'une interdiction d'habiter par arrêté de police du Maire est à la charge des propriétaires auquel le Maire se substitue lorsqu'ils ne le font pas. L'Etat a choisi de soutenir fortement cette action.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille Provence a adopté dès décembre 2018, une stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui vise en particulier à maîtriser par le biais de ses concessionnaires d'aménagement, une centaine d'immeubles dont une restructuration complète, voire une démolition, est indispensable pour permettre la remise en location de logements sociaux décentes. Trois délibérations du Conseil Métropolitain ont permis de solliciter l'ouverture des enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaires pour 87 adresses et la production de logements sociaux. L'Etablissement Public Foncier, dans le cadre de conventions d'interventions foncières avec la Ville de Marseille et la Métropole, la Soleam dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville peuvent également avoir à acquérir des immeubles évacués.

A ce jour, 45 immeubles évacués relèvent d'une intervention de la Métropole, de ses aménageurs et de l'EPF et 140 ménages sont hébergés dans un logement temporaire loué par Soliha Provence.

Il est donc légitime que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse participer au financement de l'action

mise en place par la Ville de Marseille et l'Etat. Dans la mesure où l'Etat a apporté un soutien volontaire à cette démarche, la Métropole propose d'accorder une subvention de 1 670 000 euros auprès de l'Etat sur une dépense évaluée à 3 785 000 euros. Ainsi, pour une prestation globale évaluée à 6 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2020, le financement définitif s'établira de la manière suivante :

Ville de Marseille : 2 215 000 euros

État : 2 115 000 euros

Métropole Aix-Marseille-Provence : 1 670 000 euros

Total : 6 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018, approuvant une stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé ;
- Le contrat de projet partenarial d'aménagement du centre-ville de Marseille, signé le 15 juillet 2019 actant l'engagement de 10 partenaires pour une intervention coordonnée et des moyens dédiés pour le centre-ville de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'amélioration de l'habitat privé et de résorption de l'habitat insalubre ;
- Qu'il est nécessaire d'accompagner les ménages évacués de leurs logements interdits d'occupation par arrêté du Maire et situés dans des immeubles dont la Métropole a décidé de confier la maîtrise à ses aménageurs dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne ;
- Qu'il est légitime de soutenir l'action de l'Etat auprès de la Ville de Marseille pour l'accompagnement des ménages évacués dans leur quotidien.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 1 670 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'Etat sur une dépense subventionnable de 3 785 000 euros pour l'accompagnement des ménages évacués à la suite d'arrêtés du Maire.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement afférente ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tous les documents nécessaires afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de fonctionnement de la Métropole 2020 - Sous-Politique D111 - Nature 65748 – 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 009-8554/20/BM

**■ Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H de l'ensemble immobilier du Parc Kalliste à Marseille 15ème - Copropriété du bâtiment H - Concession d'Aménagement - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire Marseille Habitat suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat des copropriétaires
MET 20/16020/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille, le Parc Kalliste est un site d'environ 10 hectares comprenant 8 copropriétés privées comptant aujourd'hui 621 logements suite à la démolition du bâtiment B, des garages, des commerces de proximité, un groupe scolaire et des plateaux sportifs.

Confrontés dès les années 70 à des difficultés de gestion, les copropriétaires ont fait appel aux pouvoirs publics dès 1995. En 2000, un plan de sauvegarde a été mis en place et a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'euros de travaux sur les parties communes, l'instauration d'un DPUR en 2003 et la mise en place d'un opérateur social, Marseille Habitat.

Les interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. La viabilité de certaines copropriétés cumulant désordres techniques, difficultés financières et de gestion et fragilité sociale semble compromise.

Dans ce contexte, les partenaires publics ont élaboré un projet d'ensemble sur le long terme dont la finalité générale est de sortir le territoire et sa population de la marginalisation : améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi favoriser l'accueil de nouvelles populations pour développer la mixité urbaine et sociale. Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet prévoyait notamment la démolition des bâtiments B (démoli en 2019) et H et la rénovation des équipements publics existants. Dans le cadre du NPNRU, l'objectif d'acquisition publique est étendu aux bâtiments G et E.

La mise en œuvre de ce projet urbain se réalise pour partie dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat qui est en charge notamment d'acquérir, de reloger et de démolir ces bâtiments.

Pour rappel, le bâtiment B a fait l'objet d'une ordonnance de carence en avril 2015 et d'une ordonnance d'expropriation au bénéfice de Marseille habitat en mai 2016. Il a donc depuis été entièrement maîtrisé par le concessionnaire et démoli à l'été 2019.

Le bâtiment H, objet du présent rapport, fait l'objet de la même démarche. Cadastéré quartier Notre Dame Limite section C parcelle 115, cet immeuble de 12 étages comprenant 113 logements est confronté depuis des années à des difficultés financières importantes et à un état de dégradation du bâti inquiétant. La copropriété est gérée par le cabinet

Auxitime. Actuellement, il ne reste que 3 copropriétaires dont Marseille Habitat.

Squatté massivement depuis fin 2017, cet immeuble a fait l'objet d'un arrêté municipal d'insécurité des équipements communs avec interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux le 25 janvier 2018 au regard d'un danger grave et imminent de sécurité pour les occupants. L'immeuble est depuis entièrement vacant et sécurisé.

Lors du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018, le projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H en vue de sa démolition a été présenté à titre informatif conformément aux dispositions de l'article L615-6 II du CCH.

La Métropole a saisi le Président du Tribunal de Grande Instance sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) en avril 2018 pour faire désigner un expert chargé de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat de copropriétaires et l'état des parties communes et conséquemment, la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants.

Deux experts ont été désignés par le Tribunal en juin 2018 et ont rendu leurs conclusions en janvier 2020. Les conclusions techniques indiquent que l'immeuble se trouve dans un stade avancé de délabrement, et que, si les structures de béton sont encore solides, des réserves sont émises sur le pignon Nord qui présente une inquiétante fissure verticale. Est relevé également que toutes les alimentations en eau potable, électricité et télécom indispensables à la santé et à la sécurité des occupants sont manquantes. Le coût global des travaux à effectuer sur les parties communes est évalué à 1 887 765 euros. L'expertise relève également que, indépendamment des parties communes, des dépenses entre 25 000 euros et 35 000 euros devraient être prévues pour chaque logement, que s'agissant d'un immeuble de 12 étages, les cages d'escalier qui ne sont pas enclouées constituent un problème de sécurité incendie qui est insoluble en cas de sinistre.

Sur le plan financier, l'expert a constaté une insuffisance de trésorerie constante ne permettant pas une gestion saine de la copropriété, et ce malgré la présence de Marseille Habitat, et des dettes de charges importantes de chacun des derniers copropriétaires restants et qui doivent faire l'objet d'une procédure d'expropriation.

Sur assignation de la Métropole, le Tribunal de Grande Instance a rendu le 26 juin dernier un jugement déclarant l'état de carence du syndicat des copropriétaires du bâtiment H.

La poursuite de cette procédure est nécessaire pour la maîtrise par voie d'expropriation des 3 derniers

logements dont Marseille Habitat n'a pas pu se rendre propriétaire à l'amiable.

Conformément aux dispositions l'article L615-6 V du Code de la CCH, il convient de soumettre au présent Bureau délibérant, l'approbation du projet simplifié d'acquisition publique joint en annexe aux fins de démolition du bâtiment H. Les éléments suivants y sont développés :

- Acquisition et démolition du bâtiment H :

Dans le cadre de la concession d'aménagement, Marseille Habitat a acquis à l'amiable 110 logements sur 113. Il resterait donc à acquérir 3 logements auprès de 2 propriétaires afin de maîtriser l'intégralité de l'immeuble. Une procédure d'expropriation est donc nécessaire sur ces derniers lots.

Compte tenu de l'état de dégradation du bâtiment H et de sa configuration aujourd'hui obsolète et de gestion coûteuse, l'objectif de la Métropole, et plus largement de l'ensemble des partenaires publics du projet, est la démolition totale avec mise en état des sols. La libération du foncier du bâtiment H, conjuguée à celle du bâtiment B, permettra de mettre en œuvre un processus de requalification visant à une meilleure qualité de vie pour les habitants du quartier.

- Relogement des occupants :

La prise de l'arrêté d'insécurité des équipements communs du bâtiment a précipité l'évacuation de l'immeuble et le relogement des occupants titrés, locataires ou propriétaires de façon temporaire ou définitive.

Pour information, les 3 logements pour lesquels une Déclaration d'utilité Publique (DUP) doit être sollicitée n'étaient pas occupés par des occupants titrés.

- Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

- Coût du foncier :

Marseille Habitat s'est déjà rendu propriétaire de 110 logements pour un coût total de 3 302 409 euros. La valeur vénale des 3 derniers lots restant à acquérir est estimée à 120 810 euros avec les indemnités de remploi.

- Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 1 798 758 euros TTC auquel il convient d'ajouter environ 40 000 euros pour la maîtrise d'œuvre et les diagnostics techniques.

Le montant total prévisionnel de l'opération est donc évalué à 5 301 977 euros et s'inscrit dans le cadre de

la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat depuis 2012.

Ce projet simplifié devra être mis à la disposition du public pendant au moins 1 mois afin de lui permettre de formuler ses observations qui seront ensuite transmises à Monsieur le Préfet. Les modalités de cette mise à disposition seront précisées par arrêté.

Il est également proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet la prise d'un arrêté déclarant d'utilité publique au profit de Marseille Habitat le projet d'acquisition du bâtiment H du Parc Kalliste en vue de sa démolition, et ce conformément aux dispositions de l'article L615-7 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L.615-6 et L.615-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 003-3862/18/CM portant information du projet simplifié d'acquisition publique suite à la saisine du Tribunal de Grande Instance ;
- Le jugement du Tribunal de Grande Instance du 26 juin 2020 déclarant l'état de carence du syndicat des copropriétaires ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre la procédure engagée pour mener à bien la maîtrise totale du bâtiment H et sa démolition prochaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H du Parc Kalliste en vue de sa démolition (ci-annexé) suite au jugement de carence du syndicat des copropriétaires du bâtiment H par le Tribunal de Grande Instance le 26 juin 2020.

Article 2 :

Le projet simplifié d'acquisition publique sera mis à disposition du public pendant un mois minimum, selon des modalités qui seront définies par un arrêté.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône la prise d'un arrêté déclarant d'Utilité Publique, au profit de Marseille Habitat, concessionnaire d'aménagement, le projet d'acquisition, en vue de sa démolition, du bâtiment H du Parc Kalliste situé chemin des Bourrely dans le 15ème arrondissement de Marseille et cadastré 215903 C115.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole – Sous-politique C 140 – Opération n° 2015120200 – Chapitre 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 010-8555/20/BM

■ Approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane MET 20/16015/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Marignane, 8^{ème} ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 33929 habitants. Elle joue un rôle structurant à l'échelle du bassin Ouest de Marseille Provence avec d'importantes densités d'emplois et de populations.

La Ville de Marignane a progressivement construit une politique volontariste en matière de lutte contre l'habitat indigne depuis la mise en œuvre du

Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) en 2012, renouvelé jusqu'en 2025. Ce programme est accompagné de la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement Urbain (OPAH RU) sur le centre-ville, et qui fait l'objet d'une seconde convention, décidée par la Métropole et la Commune en juin 2019, qui court jusqu'en 2024.

Ces projets ont nécessité jusqu'ici un travail partenarial de lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre du centre-ville via la mise en œuvre de Comités Habitat Indigne bimestriels (CHI).

Aujourd'hui, la commune présenterait encore 1 214 résidences principales présumées indignes (10% du parc). Ces situations d'indignité se retrouvent essentiellement sur le centre-ville, et sur des copropriétés semi-récentes (Parc Saint Louis, Parc Saint Georges, Parc Camoin, Florida Parc...).

Pour traiter activement cette problématique, la Ville a repris en régie en 2017 l'animation de l'action de lutte contre l'habitat indigne et a renforcé ses équipes.

Le traitement de l'habitat indigne et le maintien des marignanais dans des logements décents constitue une priorité communale. De plus, la résorption des situations de mal logement est devenue stratégique pour la Ville, comme pour la Métropole, pour proposer à la population un habitat de qualité et attractif. A cet effet, la formalisation d'un Protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne est apparue indispensable.

Le Protocole Partenarial de Lutte contre l'Habitat Indigne permet aux partenaires de s'engager sur les objectifs suivants :

- assurer une prise en charge des signalements adressés par le protocole de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI) par un guichet unique et réaliser un diagnostic technique et sociologique,
- mobiliser les procédures adaptées pour traiter les logements indignes et non décents qui présentent des risques pour la santé et la sécurité des occupants ou des usagers de la voie publique, en recherchant une réhabilitation pérenne des logements et des immeubles concernés par une remise aux normes de décence,
- en cas de défaillance du bailleur, aider à l'hébergement d'urgence ou au relogement en cas de nécessité des familles en situation de danger au regard de la santé et de la sécurité. Engager les travaux d'office et recouvrer les créances.

Dans le cadre du « Protocole d'éradication de l'habitat indigne, » la Ville de Marignane s'est engagée à traiter à minima 20 nouveaux signalements par an et les situations portant atteinte à la sécurité. La plupart des situations relèvent d'infractions au Règlement

Sanitaire Départemental (RSD).

D'une durée de 3 ans renouvelable, cette convention, que le Conseil Municipal du 30 septembre 2019 a adoptée, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils.

Cette action portée directement par la Ville de Marignane est aidée par l'État (DDTM) et par l'Agence Régionale de Santé qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Maison Départementale de la Solidarité (MDS) et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans la convention et leur coordination se fait à trois niveaux :

- Un comité de pilotage qui se réunit au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir.
- Un comité de prévention et de lutte contre l'habitat indigne qui examine en séance bimestrielle, toutes les situations enregistrées, oriente le dossier vers le partenaire compétent et valide le rapport de l'opérateur ou du technicien effectuant les visites.
- Un comité opérationnel renforcé qui se réunit pour mobiliser les expertises des partenaires et décider des scénarios d'intervention.

La Métropole est signataire de cette convention au titre de sa compétence relative à l'habitat, et suite à la délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 adoptant une stratégie de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, aux côtés des communes.

La Métropole a approuvé par délibération n° DEVT 002-7133/19/CM du 24 octobre 2019 le Protocole d'éradication de l'habitat indigne élaborée par la Ville de Marignane qui associe les acteurs sanitaires et sociaux.

Par ailleurs, la mise en place concomitante de l'OPAH RU II du centre ancien de Marignane et du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » pilotés par la Métropole permettra de donner les moyens de réhabiliter les logements identifiés dans le cadre de ce partenariat.

L'avenant numéro 1 au Protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane porte sur l'intégration du Département des Bouches du Rhône

en tant que partenaire institutionnel supplémentaire tout en maintenant les engagements partenariaux. L'ensemble des partenaires signataires du protocole maintiennent leurs engagements contractuels définis dans le protocole d'éradication de l'habitat indigne signé le 27 novembre 2019 (cf annexe).

Le 13 décembre 2019, la Ville de Marignane a été officiellement saisie par le Département des Bouches du Rhône pour intégrer ce protocole partenarial de lutte contre l'habitat indigne. Ainsi, le Département des Bouches-du-Rhône s'engage via La Maison Départementale de la Solidarité (MDS) à :

- participer aux Comités bimestriels et aux Comités de Pilotage annuels et travailler en partenariat sur les actions engagées,
- partager les données relatives aux ménages accompagnés dans le respect des règles de confidentialité,
- travailler en partenariat de projet avec les membres du Comité de Prévention et de Lutte contre l'Habitat indigne (CPLHI).

Le Conseil départemental des Bouches du Rhône a approuvé cet avenant lors de sa commission permanente du 24 juillet 2020 (confère annexe).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé
- La délibération n° 002-6148/19/ BM du 20 juin 2019 approuvant la convention d'« OPAH RU II à volet copropriétés dégradées du centre ancien de la Ville de Marignane » 2019-2024 ;
- La délibération n° DEVT 002-7133/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant le protocole d'éradication de l'habitat indigne de la ville de Marignane ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat.
- Que le Département des Bouches-du-Rhône a saisi la Ville de Marignane afin d'intégrer ce protocole partenarial, qu'un avenant est nécessaire afin d'intégrer un partenaire institutionnel supplémentaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la ville de Marignane ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 011-8556/20/BM

■ Approbation du compte rendu d'activité 2019 à la collectivité de la concession Renouvellement Urbain du Territoire d'Aubagne et de l'Etoile MET 20/16104/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 9.1 de la Concession d'aménagement de Renouvellement Urbain Centres anciens confiée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SEM Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2019.

En application de l'article 5-3 du traité de concession, l'opération de renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, concédée à la SEM Façonéo, a été reconduite pour une durée de 5 ans, portant ainsi son terme au 20 août 2022.

Par avenant n°3 au traité de concession, les missions du concessionnaire ont été réajustées pour mieux répondre à l'enjeu de revitalisation des quartiers anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, comportant l'amélioration du parc de logement existant associée à l'objectif prioritaire de traiter l'habitat dégradé.

Ce compte rendu ci annexé, fait état :

- D'une part, de la situation financière de l'opération au regard de l'avancement et de l'évolution du bilan prévisionnel ;
- D'autre par, de l'avancement physique de l'opération en reprenant les principaux éléments qui ont influé sur la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain et les différentes actions conduites pour répondre aux objectifs.

Au 31 décembre 2019, le montant des dépenses réglées s'élève à 6 825 000 € et les recettes se montent à 7 517 000 €. L'Anah, la Région PACA, les Départements 13 et 83 et la Caisse des Dépôts et Consignations participent à l'opération aux côtés de la Métropole.

Les engagements se sont concentrés sur les lignes suivantes :

- Poursuite du suivi des dossiers de demande de subvention déposées dans le cadre des OPAH et OPAH RU jusqu'au paiement de l'ensemble des aides
- Gestion des aides à la réhabilitation des dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH 2012-2017
- Appui au Conseil de territoire pour le montage et le paiement de l'ingénierie des dispositifs opérationnels et le remboursement des aides à la réhabilitation auprès des différents financeurs (Anah, Département, Région, CDC)
- Montage des dossiers de demande de subvention des propriétaires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile auprès de l'Anah et de la CARSAT
- Développement des actions liées au repérage et au traitement de l'habitat indigne ou dégradé
- Accompagnement des communes dans le cadre des procédures de péril et d'insalubrité
- Assistance au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne dans le cadre de la délégation de compétence des aides à la Pierre et des études en lien avec l'habitat
- Accompagnement du territoire dans l'élaboration du nouveau dispositif : PIG « réhabiliter, valoriser, éco-habiter »

La mission de repérage et de traitement de l'habitat dégradé qui a connu une accélération en 2018, s'est pour suivie au même rythme en 2019, particulièrement dans les communes d'Aubagne et de Roquevaire.

L'assistance technique dans les procédures liées aux pouvoirs de police du maire, notamment dans la

gestion des périls et l'accompagnement des habitants, a été particulièrement soutenue en 2019.

Dans le cadre de l'accompagnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les actions prioritaires ont porté sur :

- La préparation de dossiers de demande subventions à présenter à la commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) métropolitaine et une assistance à l'élaboration des documents liés à la délégation de compétence des aides à la Pierre dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile
 - Les interventions du concessionnaire dans le domaine des procédures de péril, particulièrement dans la commune d'Aubagne et celle de Roquevaire
 - L'assistance dans l'élaboration et le montage d'un nouveau dispositif en faveur de l'habitat privé : le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Réhabiliter, Valoriser, Eco-habiter »
- A l'issue de l'étude d'évaluation des OPAH et OPAH-RU, dont les conclusions ont été présentées lors d'un Comité de pilotage du 15 mai 2018, Façonéo a assisté le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans la construction de ce dispositif partenarial défini à travers une convention opérationnelle qui comporte, notamment :
- les objectifs quantitatifs et qualitatifs
 - les moyens à mettre en œuvre
 - les engagements réciproques de chacun des partenaires financiers que sont l'Anah, le Conseil Régional, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, et la Métropole.

Le PIG « Réhabiliter, Valoriser, Eco-habiter » qui couvre l'ensemble du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, privilégie la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, la remise sur le marché locatif social de logements vacants.

La convention partenariale ainsi que la mise en œuvre du PIG ont été approuvées lors du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2019.

Conformément à l'avenant n°3 au traité de concession, le redimensionnement des opérations, a conduit à concentrer les interventions sur les axes structurants du cœur historique et à accompagner leur mise en valeur par des micro-opérations d'aménagement portant sur des restructurations de bâtiment et /ou de parcelles ciblées comme représentatifs.

A Aubagne, les deux bâtiments 12 rue Rastègue, et 4 rue Moussard acquis par délégation du droit de préemption urbain ont été vendus en janvier 2020 à un même promoteur pour un montant de 240 000 euros. Les travaux préparatoires à la restructuration du 12 rue Rastègue ont été effectués dès le début de l'année.

Depuis l'achèvement des deux dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH en mai 2017, l'ensemble du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est soumis aux règles du secteur diffus.

Le suivi des dossiers de demande de subvention déposés dans le cadre des deux OPAH et l'accompagnement des propriétaires se poursuit jusqu'au paiement de l'ensemble des aides (Anah, Métropole/CT4, Département, Région).

A Auriol, la réhabilitation lourde d'un immeuble stratégique conduite par un propriétaire privé dans le cadre de l'OPAH RU a été inaugurée en mai 2019.

Les projets de réhabilitation conduits dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, faisant l'objet d'une demande de subvention, ont concerné 57 logements occupés par leur propriétaire.

En 2019 les opérations de réhabilitations ont été centrées sur la recherche de sobriété énergétique et des aménagements permettant le maintien à domicile des personnes qui le souhaitent. L'enveloppe de crédit consommée en 2019 s'élève à 337 501 € pour les travaux et à 25 346 € pour le Programme Habiter Mieux. L'ensemble des dossiers a été déposé par propriétaires occupants, essentiellement dans le péri-urbain.

Les missions de repérage et le traitement de l'habitat dégradé très soutenues en 2018, notamment avec la recrudescence des désordres structurels touchant le bâti ancien, se sont poursuivies dans les mêmes conditions en 2019.

Dans ce contexte Façonéo coordonne les informations liées au suivi des différentes situations repérées sur le terrain par l'équipe opérationnelle et/ou signalées par le réseau des partenaires présents sur le territoire. L'équipe de projet pilote le Comité Technique de Suivi des situations (CTS) qui rassemble l'ensemble du réseau des partenaires intervenant dans le traitement de l'habitat dégradé pour analyser les différentes situations et rechercher les procédures adaptées au contexte.

En 2019, Façonéo a réalisé, dans les périmètres des centres anciens : 91 interventions concernant des logements ou des immeubles entiers.

56 accompagnements relatifs à des logements locatifs (37 visites), y compris le suivi des situations signalées antérieurement.

35 interventions globales dans les bâtiments identifiés comme présentant un potentiel danger ((29 immeuble, 28 visites à Aubagne – 6 immeubles, 1 visite à Roquevaire).

Les situations individuelles dans les cœurs historiques se répartissent comme suit : 25 à Aubagne (20 visites dont 8 avec l'ARS), 4 à Auriol (6 visites dont 1 avec l'ARS), 2 à Cadolive, 2 à Cuges les Pins (2 visites), 2 à la Destrousse (2 visites), 1 à Peypin, 19 à Roquevaire (7 visites dont 2 avec l'ARS) 1 à Saint Zacharie.

A la suite de ces actions, des travaux ont été projetés ou réalisés dans les 21 logements (13 à Aubagne, 3 à Auriol, 1 à Cuges les Pins, 4 à Roquevaire). Ces situations individuelles ont permis de relever également des désordres touchant à la structure des bâtiments et ainsi permettre la programmation et/ou l'engagement des travaux susceptibles d'assurer la pérennité des bâtiments, c'est le cas pour 7 immeubles à Aubagne.

29 bâtiments à Aubagne (28 visites) ont fait l'objet d'interventions, parfois urgentes, dans le cadre de suspicion de périls. Ces situations étayées de rapports techniques ont fait l'objet d'accompagnement social spécifique dans la durée.

Sur ces 29 immeubles, 14 nouvelles situations qui ont débouché sur des travaux projetés, en cours de réalisation ou achevés dans 21 bâtiments. Ces travaux peuvent concerner la sécurisation du bâtiment et/ou la mise en œuvre d'un chantier plus global permettant d'assurer la pérennité de l'immeuble.

A Roquevaire, sur les 6 bâtiments frappés d'arrêtés de périls, 5 ont fait l'objet de travaux.

Les missions dans ce domaine, de plus en plus structurées grâce à la mise en œuvre de nouvelles actions, ont toujours été indissociables de l'objectif de revitalisation des cœurs de ville et village

En 2019, l'accompagnement social a porté plus particulièrement sur le suivi des ménages confrontés au péril touchant leur immeuble et à la non-décence affectant leur logement. Cette année a été marquée par des situations complexes, des relogements des familles suivies dans le cadre de l'habitat dégradé à hauteur de 30%.

S'appuyant sur les outils de gestion mis en place, la SEM Façonéo a assuré la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu d'activité présenté par la SEM Façonéo.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu d'activité 2019 présenté par la SEM Façonéo relatif à la Concession de renouvellement urbain centres anciens.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 012-8557/20/BM

**■ Approbation d'une convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social avec le GIP SNE et l'AR Hlm PACA et Corse
MET 20/16143/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté dite loi LEC et enfin la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, modifient en profondeur la gestion de la demande et la politique d'attribution de logements sociaux.

Ce contexte réglementaire place la Métropole chef de file en matière d'habitat – logement, qui doit, en plus de définir son Programme Local de l'Habitat (PLH), mettre en œuvre la réforme de la demande et des attributions de logement social sur son territoire.

Pour ce faire, elle co-préside, avec l'Etat, la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et élabore un Plan Partenarial de Gestion de la demande et d'Information des Demandeurs de logement social (PPGID) et une Convention Intercommunale d'Attributions (CIA). La CIL s'est déjà réunie à 3 reprises et la démarche d'élaboration de ces deux documents est également engagée.

Afin de poursuivre les travaux engagés et permettre la réalisation des diagnostics locaux préalables, l'Etat met à disposition des EPCI, un outil cartographique national de l'occupation du parc social.

Cet outil met à disposition des acteurs concernés par la réforme, des statistiques concernant le parc social, à partir de différents indicateurs sur l'occupation sociale et sur les caractéristiques des logements.

L'accès aux données du portail de la cartographie a pour objectif la réalisation d'un diagnostic partagé de l'occupation du parc social et sera une aide précieuse pour :

- la définition des politiques locales de l'habitat,
- la programmation du logement social,
- la définition des politiques intercommunales d'attribution.

Aussi, dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole a décidé d'adhérer à l'outil cartographique mis à disposition par l'Etat.

Il convient donc d'approuver la convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social.

Il appartient en conséquence au Bureau de la Métropole d'approuver ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L366-1;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 relative à l'orientation et la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- La délibération n° NH 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de poursuivre la mise en œuvre de la réforme de la demande et des attributions de logements sociaux sur son territoire, la Métropole souhaite s'appuyer sur les outils mis à sa disposition ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social avec le GIP SNE et l'AR Hlm PACA et Corse.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transition
 écologique et énergétique, cycle
 de l'eau, mer et littoral"**

TCM 001-8558/20/BM

**■ Ajustement de la cotisation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à percevoir par l'association CYPRES pour l'exercice 2020 dans le cadre du renouvellement de l'adhésion
 MET 20/15903/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES) est une association Loi 1901, créée en 1991, agréée pour la protection de l'environnement en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il a pour objet principal d'assurer l'information du public sur la prévention des risques industriels et la protection de l'environnement.

Ainsi, il est chargé de promouvoir des actions d'information et de sensibilisation aux risques majeurs et aider les industriels et les collectivités locales et territoriales à mettre en place une politique de prévention des risques. Son activité concerne quatre domaines : l'information préventive, la concertation, la communication, la formation.

Cette association propose aux communes du territoire un accompagnement pour la réalisation du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs, l'élaboration de leur plan Communal de Sauvegarde et l'organisation d'exercices pour tester ce plan. Le CYPRES complète ainsi l'action de la Métropole sur la prévention et la préparation à la survenue d'une crise majeure.

Par délibération n° ENV 053-7539/19/BM du 19 décembre 2019, il a été décidé de renouveler l'adhésion au titre de l'année 2020 au CYPRES sur la base de la cotisation 2019 soit 30.000 euros.

Lors de l'assemblée générale de l'association en date du 27 juin 2019 celle-ci, afin de tenir compte de l'évolution des coûts de fonctionnement et des tarifs, a décidé une augmentation des cotisations pour l'exercice 2020. Cette augmentation a été arrêtée à 9% du montant de la cotisation 2019 pour les collectivités adhérentes dont la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ainsi, l'ajustement de la cotisation 2020 concernant la métropole Aix-Marseille-Provence est de 2700 euros pour l'exercice 2020 soit 9% de la cotisation régler en 2019 d'un montant de 30.000 euros. Cela porte le montant global de la cotisation 2020 à 32.700 euros.

En conséquence, il est proposé d'approuver l'ajustement de la cotisation pour l'exercice 2020 d'un montant de 2700 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 053-7539/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant le renouvellement de l'adhésion 2020 au CYPRES ;
- L'assemblée générale du CYPRES du 27 juin 2019 décidant de l'augmentation des cotisations 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Que depuis 2015 aucune augmentation de cotisation n'a été mise en œuvre par l'association CYPRES.
- Que l'assemblée générale de l'association CYPRES a été décidé l'augmentation des cotisations 2020.
- Qu'ainsi, il est proposé l'ajustement de la cotisation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2020 de 2700 € soit 9% du montant de la cotisation 2019 ce qui porte le montant global de la cotisation 2020 à 32 700 euros.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, le versement complémentaire de cotisation d'un montant de 2700 euros pour l'exercice 2020 dans le cadre de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association CYPRES portant ainsi le montant total de la cotisation 2020 à 32 700 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 011 - nature 6281 - Fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 002-8559/20/BM

**■ Approbation du renouvellement de l'adhésion à l'association Energie partagée et règlement de la cotisation pour l'année 2020
MET 20/15010/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ENV 003-2398/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhérer à cette association et approuver la Charte Energie Partagée qui porte des valeurs dans lesquelles la Métropole s'inscrit.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ensuite renouveler son adhésion à cette association pour les années 2018 et 2019.

La Métropole confirme ainsi, sa volonté de favoriser le développement des énergies renouvelables sur son territoire et le fait que les démarches citoyennes (participation des habitants et des collectivités locales aux projets) peuvent effectivement constituer un relais de développement intéressant.

La Métropole avait souhaité adhérer à cette association afin de :

- favoriser la présence, sur son territoire, d'acteurs capables de faire émerger et d'accompagner les projets participatifs de production d'énergie renouvelable ;
- accéder à une expertise et des outils qui l'aideront à définir et mettre en œuvre sa stratégie énergétique dans le domaine des énergies renouvelables.

Cette démarche impliquant un engagement sur la durée du territoire et de ces acteurs, il apparaît légitime de renouveler le soutien de la Métropole à cette association par un renouvellement de l'adhésion en 2020.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le renouvellement de l'adhésion à Energie Partagée Association ainsi que le paiement de la cotisation d'un montant de 1000 € pour l'année 2020 conformément à la facture de cotisation annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 003-2398/17/CM du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'association Energie Partagée et approbation de la Charte Energie Partagée.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que Energie Partagée Association est à même de contribuer à la politique métropolitaine de développement des énergies renouvelables sur le territoire.
- Que, par le renouvellement de cette adhésion, la Métropole pourra bénéficier de retours d'expérience et d'outils méthodologiques pour appuyer ses équipes dans la mise en œuvre de sa stratégie énergétique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Energie Partagée Association et le versement de la cotisation 2020 d'un montant de 1000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G911, nature 6281, fonction 758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 003-8560/20/BM

■ Approbation de la candidature de la Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt "Développement territorial - EnR&R thermiques" et demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération "Contrat de développement des Energies Renouvelables thermiques et de Récupération (EnR&R) à l'échelle du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence"
MET 20/16001/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'opération consiste à étudier la faisabilité de mettre en œuvre un contrat de développement des Energies Renouvelables thermiques et de Récupération (EnR&R) à l'échelle du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le projet de Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM), voté en 2019, fixe comme ambition pour le territoire à 2050 une réduction de 50 % des consommations d'énergie actuelles et une couverture de 100 % des consommations résiduelles par des EnR&R. Parmi celles-ci, une animation spécifique est lancée sur le sujet de la production des réseaux de chaleur et de froid, avec le soutien de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie Provence-Alpes-Côte d'Azur (ADEME PACA). Il s'agit de réaliser un recensement et un état des lieux des projets du territoire pour pouvoir engager un Contrat d'Objectif Territorial (COT) pour appuyer le développement de ces EnR&R thermiques à l'échelle du territoire métropolitain.

Hormis quelques réseaux de chaleur de taille importante, le territoire comprend plutôt des réseaux de taille modeste, gérés par des acteurs d'horizons variés (Métropole mais aussi Sociétés d'Economie Mixte, Associations Syndicales Libres, bailleurs sociaux, universités, opérateurs énergétiques 100% privés...). Le contrat d'objectifs peut être un excellent

moyen d'accélérer la mutation des installations existantes encore alimentées par des énergies fossiles et développer plus largement une offre de chaleur et de froid provenant d'EnR&R sur le territoire (installations de production d'énergie thermique et éventuel réseau associé : solaire thermique, géothermie, valorisation de l'énergie contenue dans l'eau de mer ou étang, eaux usées, rivières, lacs, bois énergie, énergies de récupération de la chaleur "fatale", méthanisation).

En signant ce contrat, d'une durée de 3 ans, renouvelable 1 fois, l'ADEME s'engage à apporter un accompagnement technique et financier au développement des EnR&R thermiques sur le territoire, tandis que la Métropole se positionne comme l'interlocuteur principal de l'ADEME en se portant garante de l'atteinte des résultats grâce à des actions d'animation, de mise en cohérence et d'accompagnement des actions engagées sur le sujet de la chaleur renouvelable. Les porteurs des projets ainsi inscrits à ce contrat pourront bénéficier d'un accompagnement administratif et technique, d'une mise en réseau et des aides financières de l'ADEME pour les études comme pour les investissements.

Fin 2019, la Métropole a répondu à l'appel à projet de l'ADEME pour réaliser une étude de préfiguration de ce COT. L'étude consiste à :

- identifier et qualifier les projets à inscrire au COT,
- fixer une ambition et des objectifs chiffrés à ce COT (par typologie de projet),
- définir les modalités pratiques et les moyens à mobiliser par la Métropole pour remplir ses engagements.

Cette étude de préfiguration doit aboutir fin 2020 à une décision sur l'engagement de la Métropole dans ce COT et, en cas de décision favorable, à la rédaction du projet de COT.

La présente délibération vise à approuver la candidature de la Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME et à réaliser une demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents. Un dossier a été déposé auprès de l'ADEME fin décembre 2019.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 22 100 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
ADEME « Fonds Chaleur »	70 %	15 470 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	6 630 euros
TOTAL	100 %	22 100 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-6815/19/CM du 26 septembre 2019 portant approbation du Projet de Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'acter de la candidature de la Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt « Développement territorial - EnR&R thermiques ».
- Qu'il convient de réaliser une étude pour préfigurer un contrat de développement des Energies Renouvelables thermiques et de Récupération (EnR&R) à l'échelle du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est actée la candidature de la Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt « Développement territorial - EnR&R thermiques ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget Métropole 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Nature : 617 - Fonction : 758 - Sous politique : G911

La recette correspondante est constatée en section de fonctionnement sur le budget Métropole 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 74888 - Fonction 758 - Sous politique G911

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 004-8561/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Réalisation de schémas directeurs des réseaux de chaleur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence" MET 20/16007/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur

participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains », en lieu et place de ses communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. La Métropole possède à ce titre 5 réseaux publics et le territoire compte également des réseaux de chaleur sous maîtrise d'ouvrage privée et des réseaux techniques.

Un schéma directeur de réseau est une étude prospective de ce réseau permettant de programmer ses futurs développements ainsi que les évolutions de ses outils de production de chaleur. L'opération consiste donc à réaliser 5 à 7 schémas sur une période de 3 ans, en fonction de la vie des réseaux. Ces schémas directeurs devront orienter la collectivité sur les choix techniques, économiques et juridiques, l'évolution possible des réseaux actuellement gérés en régie, le développement possible de réseaux techniques en réseaux de chaleur, etc. Ils sont déclenchés par exemple lorsque des contrats de concession arrivent à terme, ou lorsque des opportunités de développement significatives sont pressenties.

Un accord-cadre d'une durée de 4 ans (2020-2023) a été lancé pour la réalisation de ces schémas directeurs et trois candidats ont été retenus pour les marchés subséquents à lancer (groupement S2T INGENIERIE / ESPELIA, groupement SETEC / SCP SEBAN / ECKO / SS2E et INDDIGO). Des marchés subséquents seront lancés pour chaque réseau ciblé. L'opération mobilisée est l'opération n°2020000800 intitulée "Fonds Energie" - Études et travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 148.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
ADEME « Fonds Chaleur »	60 %	88 800 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	59 200 euros
TOTAL	100 %	148 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 31/07/2020 qui a ouvert le volume d’AP relative à l’opération 202000800 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu’il convient de lancer des études de schémas directeurs pour plusieurs réseaux de chaleur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l’ADEME, ainsi qu’auprès de tout autre organisme susceptible d’apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d’exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d’investissement sur le budget Métropole 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Nature : 2031 - Fonction : 751 - Sous politique : G911– Opération 202000800

La recette correspondante est constatée en section d’investissement sur le budget Métropole 2020 suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1321- Fonction 75888 - Sous politique G911.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 005-8562/20/BM

**■ Présentation du Compte-Rendu d’Activité de Concession de distribution publique d’électricité de la Ville de Marseille pour l’année 2018
MET 20/14396/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d’électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d’électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1^{er} juin 2016 et s’appelle désormais Enedis.

La mission d’autorité concédante du réseau de distribution publique d’électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d’électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l’Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l’avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d’électricité sur le périmètre de la concession de Marseille, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l’article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l’autorité concédante un Compte-rendu d’Activité retraçant l’exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L’examen de ce compte-rendu est mis à l’ordre du jour de l’assemblée délibérante qui en prend acte.

Le compte-rendu d’activité de la Concession de distribution publique d’électricité sur la Commune de Marseille pour l’année 2018 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF. Le CRAC 2018 a fait l’objet d’une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour 2018 a été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de concession de distribution publique d'électricité.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité pour l'année 2018 sur la commune de Marseille, remis dans les délais prévus par la loi par ENEDIS et EDF en charge de la distribution publique d'électricité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 006-8563/20/BM

■ Présentation des Comptes Rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz année 2018

MET 20/14397/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensuès depuis 2015.

- 8 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).

- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la métropole par la loi depuis le 1^{er} janvier 2018.

Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du CT1, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-

Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Conseil de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour l'année 2018 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2018 ont fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les comptes rendus d'activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour l'année 2018 ont été remis dans les délais

par GRDF, titulaire des traités de Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

Délibère

Article unique :

Est pris acte des comptes rendus d'activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2018 sur le périmètre métropolitain, remis dans les délais prévus par la loi par le concessionnaire GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 007-8564/20/BM

■ Présentation du Compte-Rendu d'activité 2018 de la Concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto Perdrix à Martigues MET 20/14398/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Canto-Perdrix, à Martigues a été aménagée en 1974. Un réseau de chauffage urbain, aussi appelé réseau de chaleur, a été réalisé, permettant désormais de fournir l'énergie nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire pour un grand nombre de logements, de deux écoles, d'un hôpital, d'un centre commercial et d'un centre de secours au sein de ce quartier.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz. En 1996, l'installation de moteur de cogénération a permis, à partir du gaz naturel, de produire conjointement de la chaleur destinée au réseau et de l'électricité vendue à EDF.

Initialement, l'exploitation de ce réseau a été confiée à la Société MONTENAY, puis en 1992 à la Société COMETHERM, et en 1999 à la Société DALKIA à travers des contrats de concession successifs.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} novembre 2008. La société Dalkia a été retenue et a créé la filiale dédiée C.P.E. (Canto-Perdrix Production Energétique) en 2009.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur de la ZAC de Canto-Perdrix lui a alors été transféré par la commune de Martigues.

Ainsi, conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Canto-Perdrix Production Energétique, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2018.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 08-298 du Conseil Municipal de la ville de Martigues du 27 juin 2008 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à la société DALKIA France ;
- La délibération n° 09-210 du Conseil municipal de la ville de Martigues du 3 juillet 2009 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix établi entre la Commune de Martigues et la société "Dalkia France" et la société "CANTOPERDRIX Production Energétique" ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société "Canto-Perdrix Production Energétique" ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chaleur de Canto-Perdrix pour l'année 2018 a été remis par la Société "Canto Perdrix Production Energétique", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix pour l'année 2018, remis par « Canto Perdrix Production Energétique ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 008-8565/20/BM

■ Présentation du Compte-Rendu d'activité 2018 de la Concession de gestion des réseaux de chauffage urbain d'Aix-en-Provence MET 20/14399/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

Les réseaux de chaleur ont utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz, en 1997 l'installation de moteur gaz de cogénération et en 2014 la mise en service d'une chaufferie bois.

En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017 l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} juillet 2011. GDF SUEZ devenu ENGIE-COFELY a été retenue pour son exploitation et la société dédiée APEE (Aix-en-Provence Energie Environnement) a été créée fin 2011.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la commune d'Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Aix en Provence Energie Environnement, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2018. Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société "APEE" ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2018 a été remis par la Société "APEE", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2018, remis par « APEE ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 009-8566/20/BM

■ Présentation du Compte-Rendu d'activité 2018 de la Concession de gestion du réseau de chauffage urbain des Canourgues à Salon-de-Provence

MET 20/14401/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La concession du réseau de chauffage urbain – ou réseau de chaleur – de la ZAC des Canourgues a été délibérée le 24 novembre 1969. Ce réseau avait pour objectif de desservir en chaleur quelques 2.373 logements et les équipements collectifs associés.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz et en 1994 l'installation de moteur de cogénération permettant à partir du gaz naturel une production de chaleur destinée au réseau, et une production d'électricité vendue à EDF.

Exploité depuis l'origine par la société dédiée STSP (Société Thermique de Salon-de-Provence), ce réseau a été créé conjointement par la SOMETH (SOciété Méditerranéenne d'Exploitation Thermique) et la CGC (Compagnie Générale de Chauffage).

Les sociétés d'origine (SOMETH et CGC) sont depuis devenues respectivement CORIANCE et Dalkia dont le contrat de concession expire en octobre 2020.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur des Canourgues lui a alors été transféré par la commune de Salon-de-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Société Thermique de Salon-de-Provence, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2018.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Salon-de-Provence du 24 novembre 1969 portant approbation de l'attribution de la convention de concession pour la gestion du réseau de chauffage urbain de la ZAC des Canourgues avec la création de la société STSP ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société Thermique de Salon-de-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chauffage urbain de la ZAC des Canourgues pour l'année 2018 a été remis par la Société "STSP", titulaire du dit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la concession de gestion de gestion du réseau de chauffage de la ZAC des Canourgues pour l'année 2018, remis par « STSP ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 010-8567/20/BM

**■ Approbation d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en oeuvre du schéma de convergence des systèmes d'informations des régies métropolitaines entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et sa régie REAPM, la REABMG et l'EDC
MET 20/14732/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés (dont la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues), conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

La Société Publique de l'Eau des Collines (EDC), créée le 17 janvier 2013, s'est vue déléguer à compter de cette date la gestion du service public de l'eau et

de l'assainissement par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exploite en Régie à autonomie financière sans personnalité morale le service public de l'eau potable et de l'assainissement (REAPM) depuis 2001.

Par délibération n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » au 1^{er} janvier 2018 (REABMG).

Ces trois entités (EDC, REAPM, et REABMG) ont pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable et le service de l'assainissement sur leurs périmètres respectifs.

La Métropole, en tant qu'autorité organisatrice, les Régies et la SPL exploitantes, ont décidé d'identifier les moyens et les organisations pour renforcer l'efficacité des systèmes d'informations.

D'un commun accord avec les Régies et la SPL, la Métropole a décidé d'établir un diagnostic des systèmes d'informations au sein de chaque structure, afin d'étudier les scénarios de convergences envisageables.

Cette stratégie, partagée entre les différentes parties, à travers l'organisation de réunions de travail, a permis d'acter la constitution d'un groupement de commandes, afin de lancer les marchés nécessaires à cette étude et à l'acquisition des ressources informatiques.

La présente convention a pour objet :

- de constituer un groupement de commandes entre la Métropole AMP, sa régie REAPM, la REABMG et l'EDC en vue de coordonner et mutualiser les achats relatifs à la mise en œuvre du schéma de convergences des systèmes d'informations des Régies Métropolitaines, ainsi que l'assistance à maîtrise d'ouvrage méthodologique et technique pour le déploiement, le cas échéant.
- de préciser les modalités de fonctionnement du groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la création de la REABMG au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution de ce groupement de commandes acte la mise en œuvre du schéma de convergences des systèmes d'informations des régies métropolitaines.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention constitutive du groupement de commandes pour la mise en œuvre du schéma de convergence de systèmes d'informations des régies métropolitaines entre Métropole d'Aix-Marseille-Provence et sa régie REAPM, la REABMG et l'EDC, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 011-8568/20/BM

■ Approbation du transfert de la subvention d'investissement pour les tranches 2018 et 2019 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2017-2019 attribuée initialement à la commune de Saint-Cannat pour des opérations sur des réseaux d'assainissement et eau potable MET 20/15869/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, réunie le 14 avril 2020, a décidé la réaffectation de l'aide financière du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2018-2019, pour la tranche 2018, relative à des opérations sur des réseaux d'assainissement et eau potable, attribuée initialement à la commune de Saint-Cannat. Il convient d'approuver ce transfert de subvention à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétences du 01 janvier 2018.

Le montant de cette aide financière est de 253.015 euros HT.

Pour rappel, le montant total des opérations d'investissement concernées par ces subventions est de 651.638 euros HT, pour la tranche 2018, et se décline ainsi :

- Assainissement collectif : rénovation et construction de réseaux AEP, montant des travaux : 283.238 euros HT,
- Eau potable : rénovation et construction de réseaux AEP, réhabilitation des bassins et des fontaines, montant des travaux : 292.000 euros HT,
- Eau potable : recherche d'une ressource en eau souterraine et équipements AEP, montant des travaux : 76.400 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations reste inchangé :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain » 1. Assainissement collectif : rénovation et construction de réseaux AEP.	40 %	113.295 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain » 2. Eau potable : Rénovation et construction de réseaux AEP, réhabilitation des bassins et des fontaines.	40 %	116.800 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain » 3. Eau potable : recherche d'une ressource en eau souterraine et équipements AEP.	30 %	22.920 euros
Montant total HT financement		253.015 euros HT
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 1	60 %	169.943 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2	60%	175.200 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 3	70%	53.480 euros
Montant total HT Auto financement		398.623 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2018-2019, pour la tranche 2018, attribuée initialement à la commune de Saint-Cannat, puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétences du 1^{er} janvier 2018 pour des opérations sur des réseaux d'assainissement et eau potable.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document nécessaire au transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2018-2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du pays d'Aix et d'Aubagne, opération budgétaire 10, nature 21531
- sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du pays d'Aix, opération 10, nature 21532

La recette correspondante est inscrite en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du pays d'Aix et Aubagne, opération 10, nature 1313 ;
- sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du pays d'Aix, opération 10, nature 1313

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 013-8570/20/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'opération de réfection et la création, par la commune d'Aix-en-Provence,

**du réseau d'eaux pluviales dans les quartiers
Corsy et Beisson
MET 20/15872/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable, d'assainissement et de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations d'études et de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et de DECI.

Toutefois, compte tenu des incidences de ces travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité confier à la Commune d'Aix-en-Provence le suivi de la réalisation de cette opération.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, la ville d'Aix-en-Provence a lancé en 2005, un programme de rénovation urbaine concernant deux quartiers Corsy et Beisson.

Dans le cadre de travaux d'infrastructure, il est prévu la création et/ou la modification des réseaux d'eaux pluviales. Ces travaux ont fait l'objet de plusieurs tranches d'aménagements depuis 2013.

Une nouvelle tranche est prévue en 2020 concernant :

- Quartier Corsy : création d'un réseau pluvial dans le cadre de la reconfiguration de l'avenue du Jas de Bouffan, modification du réseau lié à la création d'une place centrale (place Michel),
- Quartier Beisson : Création d'un réseau pluvial en lien avec l'aménagement d'une place publique et d'espaces de stationnement.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 541.666,67€HT soit 650.000,00€TTC et sont financés à 100 % par l'ANRU auprès de la commune qui a déjà perçu les fonds selon le plan de financement présenté ci-après. Aucune dépense ne sera engagée par la Métropole.

Compétence Pluvial :

Financeurs	Dispositif	Montant € TTC
Commune d'Aix en Provence	ANRU	650.000,00
Métropole	Autofinancement	0,00
TOTAL		650.000,00

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole, la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence au titre de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réflexion et la création du réseau d'eaux pluviales dans les quartiers Corsy et Beisson à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation, par la commune d'Aix-en-Provence, de travaux pluviaux

dans le cadre de l'opération ANRU dans les quartiers Corsy et Beisson.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 014-8571/20/BM

■ Approbation d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation d'aménagements relevant de la compétence Eaux pluviales par la commune de Martigues

MET 20/15963/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Eaux pluviales, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement

d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eaux pluviales » conclue avec la commune de Martigues au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une convention spécifique l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service pluvial, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondée sur les dispositions des articles L 2422-1 et L.2422-12 du Code de la Commande Publique. Cette forme est retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public pluvial, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Les travaux concernant la commune de Martigues en matière de pluvial allée André Ampère, portant sur les opérations d'aménagement listées ci-après :

- Création d'un giratoire carrefour boulevard Kennedy / avenue de l'Herminier: 36 288 euros TTC
- Création de giratoire avenue de l'Herminier / chemin de Paradis : 35 028 euros TTC
- Contournement de la route de la gare de la Couronne : 87 960 euros TTC
- Réfection du boulevard Kennedy / chemin de Paradis : 54 264,00 euros TTC
- Aménagement de la route des Bastides – tranche 2 : 548 616,00 euros HT
- Aménagement rue Sylvia de Luca : 17 400,00 euros TTC

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à 779 556,00 euros TTC

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Martigues, pour plusieurs opérations au titre de la compétence Eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Martigues d'aménagements relatifs à la compétence «Eaux pluviales » ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Martigues en matière de pluvial, portant sur les opérations d'aménagement listées ci-après :

- Création d'un giratoire carrefour boulevard Kennedy / avenue de l'Herminier: 36 288 euros TTC
- Création de giratoire avenue de l'Herminier / chemin de Paradis : 35 028 euros TTC
- Contournement de la route de la gare de la Couronne : 87 960 euros TTC
- Réfection du boulevard Kennedy / chemin de Paradis : 54 264,00 euros TTC

- Aménagement de la route des Bastides –
tranche 2 : 548 616,00 euros HT
- Aménagement rue Sylvia de Luca :
17 400,00 euros TTC

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à 779 556,00 euros TTC

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Etat Spécial du territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 015-8572/20/BM

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Salon-de-Provence, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
MET 20/15992/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux

communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec la commune de Salon-de-Provence des conventions spécifiques l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Par délibération du Bureau de la Métropole n° TCM 011-8237/20 en date du 31 juillet 2020, il a été approuvé la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux sur divers hydrants de la commune de Salon-de-Provence :

- Création d'un hydrant, situé « Impasse du Mistral »
- Création d'un hydrant, situé « Avenue Jacques Chaban Delmas »
- Création d'un hydrant, situé « Pinède Saint Léon »
- Renouvellement de l'hydrant N°379 situé « Rue Charloun Rieu »
- Renouvellement de l'hydrant N°144 situé « Rue Garbiero »
- Renouvellement de l'hydrant N°164 situé « Boulevard Lamartine »
- Fournitures de « 3 Poteaux Incendie prévisionnels ».

L'opération n°2 situé sur l'avenue Chaban Delmas est remplacée par le renouvellement de 2 hydrants situés rue Emmanuel Vitria et Boulevard de la Reine Jeanne. Ce changement entraîne une diminution globale du coût des travaux de 26,08 € TTC, soit un montant total de travaux de 64 877,92 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée avec la commune de Salon-de-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2422-5 à 11 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°FAG 126-4943/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n°TCM 011-8237/20 du 31 juillet 2020 relative à de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée sur la commune de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'un avenant 1 concernant la commune de Salon-de-Provence du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Salon-de-Provence, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie ci-annexé, portant sur l'annulation de l'opération située « Avenue Jacques Chaban Delmas » et sur la création de l'opération suivante :

- Renouvellement de deux hydrants situés rue Emmanuel Vitria et Boulevard de la Reine Jeanne à Salon-de-Provence.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte une moins-value financière de 26,08 euros

TTC, soit un montant total de travaux de 64 877,92 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 - Nature 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 016-8573/20/BM

■ Approbation de deux nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements relevant de la compétence assainissement des eaux pluviales par les communes d'Eyguières et de Lançon-Provence
MET 20/15993/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le

cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eau pluviale » conclue avec les communes d'Eyguières et de Lançon-Provence au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes une convention spécifique les habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement pluvial, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme de convention de Maîtrise d'ouvrage Déléguée (MOD) fondée sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie, d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de deux nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant deux communes du territoire du Pays Salonais pour la réalisation d'équipements relevant de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2422-5 à 11 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme

au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de deux nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant deux communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la commune d'Eyguières, portant sur l'opération suivante :

- Réalisation de travaux suite à l'effondrement du réseau pluvial sous le trottoir et la chaussée située sur l'avenue de la Gare sur la commune d'Eyguières.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 23 114,30 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la commune de Lançon-Provence, portant sur l'opération suivante :

- Travaux urgents de reprise du busage pour parer aux inondations situées au lotissement Le Félibrige, sur la commune de Lançon-Provence.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 26 378,40 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183190BP - Opération n° 2018301500 - Chapitre 4581183015 - Nature 21538 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 017-8574/20/BM

■ Approbation d'une convention avec la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône relative au point de captage de la Fontaine Mary-Rose de Grans

MET 20/16042/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 12 décembre 2011, autorisant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, à prélever, traiter et distribuer les eaux provenant du captage de Mary-Rose situé sur la commune de Grans et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau et les périmètres de protection de captage au titre des articles L. 214-4 et suivants du Code de l'environnement et au titre des articles L. 1321-2 et suivants du Code de la santé publique, est prescrite une concertation entre la Métropole et la Chambre d'agriculture en raison de leurs compétences respectives en matière de protection de la ressource en eau potable.

Plus précisément, l'épandage de fumier et d'engrais organiques dans un rayon de 200 mètres situés au-delà du périmètre de protection immédiate, l'utilisation d'engrais chimiques et de tous produits phytosanitaires doit se faire en concertation avec la Chambre d'Agriculture. De même, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, l'épandage de produits chimiques et de tous produits phytosanitaires destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures devra se faire selon les préconisations de la Chambre d'Agriculture.

Il semble nécessaire de rappeler ici que les périmètres de protection de captage sont établis autour des sites de captage d'eau destinée à la consommation humaine, en vue d'assurer la préservation de la ressource. L'objectif est donc de réduire les risques de pollutions ponctuelles et accidentelles de la ressource sur ces points précis.

Cette protection, mise en œuvre par les Agences Régionales de Santé (ARS), instituée par arrêté préfectoral, comporte trois niveaux établis à partir

d'études réalisées par des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique :

- le périmètre de protection immédiate : toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même ;
- le périmètre de protection rapprochée : secteur plus vaste pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution est soumise à prescription particulière. Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage ;
- le périmètre de protection éloignée : ce périmètre peut être défini de façon facultative, si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes au niveau du bassin versant.

La concertation entre la Métropole et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône prend la forme, sur le fondement de l'article L. 514-2, I, alinéa 2 du Code Rural et de la Pêche Maritime et de l'arrêté préfectoral précité, de la présente convention.

L'objet de cette dernière est un accompagnement des agriculteurs en vue d'une certification « Haute Valeur Environnementale », intégrant la stratégie phytosanitaire, le suivi des apports azotés et de l'irrigation.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 6 675 € H.T., les crédits correspondants ont été inscrits au budget primitif 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n° 87-2010-EA/CS du 12 décembre 2011 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution des eaux provenant du captage de Mary-Rose ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est responsable de l'alimentation en eau potable du captage de la Fontaine Mary-Rose, à Grans ;
- Que des prescriptions techniques, liées à l'utilisation de produits phytosanitaires, sont dictées par l'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine de la Fontaine Mary-Rose à Grans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative au point de captage de la Fontaine Mary-Rose à Grans, ci-annexée.

Article 2 :

La présente convention prend effet à compter de sa notification aux parties et s'achèvera le 31 décembre 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2020 du budget annexe eau potable en fonctionnement, chapitre 011, nature 617.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 018-8575/20/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Travaux de réhabilitation de Génie Civil sur les sites de production d'eau potable du Territoire du Pays Salonais
MET 20/15994/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Afin de garantir la continuité du service public de l'eau potable, d'importants travaux de génie civil sont nécessaires pour la réhabilitation d'usines de potabilisation situées sur les communes du Territoires du Pays Salonais.

Les travaux consistent en la réhabilitation des ouvrages de production d'eau potable afin de sécuriser les interventions des exploitants et de façon générale en une rénovation de l'ensemble des ouvrages (bassins, local de traitement, dôme de la toiture...). Ils éviteront à terme le risque d'effondrement desdits ouvrages.

Les études de maîtrise d'œuvre ont démarré courant 2020. Les travaux sur les différents sites débiteront en janvier 2022 et sont prévus sur une durée de 12 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 000 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Appel à projets "Rebond eau biodiversité climat 2020-2021" »	50 %	1 000 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	1 000 000 euros
TOTAL	100 %	2 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017301201 relative aux réseaux et infrastructures alimentation en eau potable ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante Travaux de réhabilitation de Génie Civil sur les sites de production d'eau potable du territoire du Pays Salonais.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous Charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe «Eau Potable» 2020 et suivants du conseil de territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Code opération : 2017301201 – Nature : 2315.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau Potable » 2020 et suivants du conseil de territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 13111 - Code gestionnaire 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 019-8576/20/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement sur le Territoire du Pays Salonais**
MET 20/15996/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Par temps de pluie, les réseaux d'assainissement collectifs sont soumis à d'importantes entrées d'eaux parasites se caractérisant par la réception d'abondants volumes supplémentaires dans les postes de relevage et dans les stations d'épuration.

Cependant, afin d'améliorer le fonctionnement des réseaux et stations d'épuration et au vu des enjeux de protection de l'environnement importants sur notre territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais souhaite accentuer son programme de rénovation des réseaux existants.

Ainsi, suite aux ITV réalisées et à la modélisation du réseau, et aux schémas directeurs, il est nécessaire de réhabiliter les réseaux d'eaux usées afin de réduire les eaux claires parasites sur les communes du territoire du Pays Salonais d'autant que le secteur est soumis à une forte pression des canaux d'irrigation et à des nappes hautes sur certains endroits engendrant des entrées d'eaux claires importantes.

Les opérations listées dans cette délibération portent sur les communes non éligibles au 11^{ème} programme de l'Agence de l'Eau au titre des réductions des eaux claires parasites. La demande de subvention est établie dans le cadre du Plan de Rebond de l'Agence de l'Eau mis en œuvre suite à la crise sanitaire.

Les travaux concernent le renouvellement des réseaux d'eaux usées suivants :

Berre l'Etang :

Avenue Roger Salengro - Renouvellement de 481 ml - DN 200 - 300 000,00 € HT
Place Joffre, rue Lafayette et rue Pasteur – Renouvellement de 600 ml – DN 200 – 275 000 € HT

Charleval :

Avenue Louis Charmet - Renouvellement de 565 ml - DN 200 - 350 000,00 € HT

Eyguières :

Rue du Moulin et poids de la farine - Renouvellement 141 ml - DN 200 - 95 000,00 € HT

La Fare les Oliviers :

Avenue René Seyssaud, renouvellement de 136 ml – DN 200 - 85 000,00 € HT
Secteur Clémenceau, réhabilitation de 197 m – DN 200 - 100 000,00 € HT

Lamanon :

Rue des Résigners, renouvellement de 241 ml – DN 200 - 150 000,00 € HT

Lañçon-Provence :

Avenue Henri cat, renouvellement de 530 ml – DN 200 - 325 000,00 € HT

Mallemort :

Avenue des Alpines, renouvellement de 125 ml – DN 200 - 50 000,00 € HT

Sénas :

Avenue de Chevigne / Roubine, renouvellement de 122 ml – DN 200 et 300 - Sénas 90 000,00 € HT

Les premières opérations débuteront en septembre 2020 et l'ensemble des travaux seront lancés sur une durée prévisionnelle de 24 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 820 000 euros HT, pour un linéaire de 3 130 ml.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Appel à projets "Rebond eau biodiversité climat 2020-2021 »	50 %	910 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	910 000 euros
TOTAL	100 %	1 820 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017301101 relative aux réseaux et infrastructures eaux usées ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement séparatifs sur le Territoire du Pays Salonais ».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eaux usées (études et travaux), selon les principes de la Charte qualité nationale des réseaux d'eaux usées. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous Charte qualité nationale des réseaux d'eaux usées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe Assainissement 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Code opération : 2017301101.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Annexe Assainissement 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 13111 - Code gestionnaire 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 020-8577/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative aux Etudes pour la sécurisation de la ressource en eau des communes de Berre-l'Etang, Coudoux, La Fare-les-Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren

MET 20/15997/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de la sécurisation de la ressource en eau de six communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Berre-l'Etang, La Fare-les-Oliviers, Rognac et Velaux, situées sur le Territoire du Pays Salonais ; ainsi que, Coudoux et Ventabren, situées sur le Territoire du Pays d'Aix), il est nécessaire de réaliser une étude préalable au lancement de l'opération comprenant 5 phases :

Phase 1 : recueil et expertise des données existantes, visites des sites, diagnostics de l'état et du fonctionnement (modélisations) des ouvrages et équipements existants.

Phase 2 : proposition de solutions pour la sécurisation de la ressource des 6 communes, étude des possibilités d'optimisation et de mutualisation.

Phase 3 : élaboration des scénarii retenus, réalisation et pilotage d'études complémentaires ; foncier, topographie, géotechnique.

Phase 4 : étude technico-économique comparative des scénarii retenus avec phasage des interventions et calcul d'impact sur le prix de l'eau.

Phase 5 : rédaction du dossier de consultation des entreprises pour la maîtrise d'œuvre pour le scénario retenu.

Ces études démarreront au mois d'octobre 2020 et dureront 12 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 105 000 euros HT. Les dépenses et recettes seront partagées au prorata de la population concernée par le Territoire du Pays d'Aix (18%) et par le Territoire du Pays Salonais (82%).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Appel à projets "Rebond eau biodiversité climat 2020-2021»	50 %	52 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	52 500 euros
TOTAL	100 %	105 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017301203 relative aux usines de production d'eau potable ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation d'études pour la sécurisation de la ressource en eau des communes de Berre-l'Etang, Coudoux, La Fare-les-Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau Potable » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais – Nature 2031 - Code opération : 2017301203 et du conseil de territoire du Pays d'Aix – Nature 2031 - Code opération : 10.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau Potable » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 13111 - Code gestionnaire 30 et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix – Nature 13111 – Code gestionnaire : Coudoux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 021-8578/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Réhabilitation de l'ovoïde - Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile "
MET 20/16089/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'ovoïde, ouvrage datant de 1935, collecte les eaux usées de neuf communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, St Savournin, Roquevaire) et de trois communes du Territoire de Marseille-Provence (Gémenos, Carnoux-en-Provence, Roquefort-la-Bédoule) pour les acheminer jusqu'à la station d'épuration Géolide. Le caractère structurant de cet ouvrage implique la réalisation d'un diagnostic de son état. Or, une partie du linéaire reste à l'heure actuelle inaccessible, ce qui nécessite la création de nouveaux regards d'accès pour visiter ces tronçons.

La Métropole souhaite mettre en œuvre les programmes de travaux des schémas directeurs et réaliser les actions suivantes : Travaux de création d'accès sur l'ovoïde ; Travaux de mise en conformité du déversoir d'orage des Escourtines ; Finalisation du diagnostic ; Travaux d'urgence sur les secteurs dégradés ; Etude portant sur la stratégie de réhabilitation de l'ouvrage.

Il s'agit de l'opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde eaux usées Aubagne/Marseille », créée par délibération du Conseil de la Métropole le 19 octobre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 000 000,00 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « sous réserve d'inscription dans le partenariat Département-Métropole »	30 %	900 000.euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « dispositif à préciser »	50 %	1 500 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	600 000 euros
TOTAL	100 %	3 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération n°2017407500 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réhabilitation de l'ovoïde – Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. »

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépenses sur le budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Code opération père : n°2017407500.

La recette correspondante sera inscrite dans la prochaine Décision Modificative du budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement – Opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde - Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. » - Nature 1311 et 1313 – sous politique F130 – Code gestionnaire ASSAI4. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 022-8579/20/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/14447/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Contrat de Baie 2015-2022 est un projet fédérateur issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral métropolitain allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer.

Il est la traduction opérationnelle des objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser les 160 km de linéaire côtier et l'ensemble des bassins versants côtiers métropolitains. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Il s'inscrit dans le respect de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (Obj DCE2000/60CE) retranscrit dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée ; de la Directive européenne définissant les nouvelles modalités de contrôle des eaux et baignade (Obj DE2006/7/CE) ; de la Directive sur le traitement des Eaux Résiduaires Urbaines (Obj DERU) ; et de la Directive Cadre « Stratégie pour le milieu marin (DCSMM) et le Plan d'Action Baignade pour le milieu marin (PAMM) qui en découle.

Le Contrat de Baie regroupe les opérations programmées sur 6 années (2015-2021) par chacune des structures compétentes sur le territoire. La convention d'engagement signée le 29 octobre 2015 a lancé la mise en œuvre opérationnelle du Contrat pour la première phase 2015-2018. La révision de celui-ci prévue à mi-parcours (2018) a abouti d'une part à l'extension du périmètre initial aux communes du golfe de Fos et d'autre part à l'élaboration d'un nouveau programme, objet du présent avenant, précisant les actions à mener sur la période 2019-2022. Une année de transition aura été nécessaire pour conduire cette révision, justifiant l'extension du calendrier initial de 2022.

La seconde phase a été présentée et validée par le Comité de Baie le 9 juillet 2019, puis par le Comité d'agrément de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, le 21 novembre 2019.

Par leur signature, l'ensemble des partenaires accepte le contenu de cette seconde phase du Contrat de Baie et s'engage à en assurer le bon déroulement, tant par l'apport d'aides financières que par la réalisation des actions inscrites.

Chaque structure garde la maîtrise d'ouvrage ainsi que l'entière maîtrise technique, juridique et financière des actions pour lesquelles elle possède la compétence.

Le suivi et l'animation du Contrat de Baie seront assurés conjointement par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille. Le secrétariat du Comité de Baie aura pour mission :

- La coordination avec l'ensemble des maîtres d'ouvrage ;
- L'information régulière de l'ensemble des partenaires regroupés au sein du Comité de Baie, dont la constitution a été fixée par un nouvel arrêté inter-préfectoral du 17 avril 2019 ;
- L'animation des groupes de travail tels que prévus dans certaines opérations du Contrat de Baie.

Le montant financier global du programme pour la phase 2 est évalué en Hors Taxes à 171.221.895€.

La phase 2 du Contrat de Baie fait l'objet d'un nouvel engagement financier de la part de l'ensemble des partenaires, avec une répartition prévisionnelle des financements différente de la phase 1 (pour rappel, le montant financier global du programme était évalué en Hors Taxes à 265.131.605€).

Le montant estimatif global de la phase 2 s'élève à 171,2 M€ HT réparti de la manière suivante :

- 109,1 M€ pour les actions spécifiques au Contrat de Baie ;

- 38,6 M€ pour le Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune ;

- 23,5 M€ pour les actions citées pour mémoire (déjà entreprises ou intégrées dans un autre Contrat).

Le montant final du Contrat de Baie (2015-2022) sera connu lors de l'évaluation finale des actions.

Concernant plus spécifiquement les engagements de la Métropole Aix Marseille Provence, il s'agit de :

- Réaffirmer l'implication de MAMP en tant que maître d'ouvrage d'un certain nombre d'opérations prévues au Contrat ;

- Maintenir et renforcer le rôle de la Métropole en sa qualité de porteur de la démarche du Contrat de Baie, en partenariat avec la Ville de Marseille, pour le compte de l'ensemble des parties prenantes au Contrat.

En outre, la Métropole s'engage à assurer :

- Le suivi et le pilotage du Contrat ainsi que la coordination entre tous les partenaires ;

- La mise en œuvre administrative et technique du Contrat et en particulier ;

- Le secrétariat technique et administratif des comités de baie ;

- L'élaboration et le suivi des tableaux de bords des opérations du Contrat (ces tableaux précisent l'avancement des opérations et mentionnent les indicateurs techniques de suivi des réalisations) ;

- La présentation de la programmation annuelle des opérations de l'ensemble des volets du Contrat ;

- L'animation de la concertation entre les partenaires afin d'atteindre les objectifs cités à l'article 3 ;

- La réalisation des bilans annuels et à mi-parcours à l'issue de la première phase de vie du Contrat de Baie.

En outre, en leur qualité de co-animateur de la démarche et co-porteur de la bonne exécution et du suivi du Contrat de Baie, la Métropole et la Ville de Marseille se réservent la possibilité de conclure une convention cadre annuelle de financement des opérations du Contrat de Baie afin de faciliter les modalités d'interventions financières entre les deux institutions.

Les engagements financiers de chacun des partenaires figurent dans le tableau ci-annexé, sous réserve du vote du budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. La Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) ;
- La circulaire du 30 janvier 2004, relative à la procédure d'élaboration des contrats de baie ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012 d'approbation du Plan Climat-Energie Territorial de MPM ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ;
- La délibération de la Ville de Marseille du 13 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos, et le nouveau programme d'actions pour la phase 2 du Contrat ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoires Marseille-Provence du 13 octobre 2020,
- L'avis du Conseil de Territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoires Istres Ouest Provence du 12 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoires du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'arrivée à terme de la convention financière phase1 ;
- Le contenu du programme d'action phase2 approuvé par le Comité de Baie le 9 juillet 2019, par le Comité d'Agrément le 21 novembre 2019 ;
- L'engagement de l'Agence de l'Eau pour la phase2 (2020-2022) formalisé par la délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant d'engagement du contrat de baie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 023-8580/20/BM

**■ Attribution d'une subvention au Parc National des Calanques dans le cadre du Contrat de Baie - Approbation d'une convention
MET 20/14446/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Contrat de Baie de la métropole marseillaise 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 160 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'actions a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Le programme d'actions de la phase 2 du Contrat de Baie, présenté en Comité de Baie étendu le 9 juillet 2019, a été approuvé par délibération n° 2019-339 de la Commission des Aides de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le 17 décembre 2019.

Le Comité de Bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 avait déjà émis un avis favorable actant ainsi l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos.

Dans le cadre de ce nouveau programme d'actions, le Parc National des Calanques a proposé les opérations suivantes :

- Une opération intitulée « Réalisation d'un suivi des usages et de la fréquentation du Parc National des Calanques ». Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la Métropole. Elle est retranscrite dans la Fiche opération 1101 (ci-jointe).
- Une opération intitulée « Réalisation d'une étude de fréquentation en mer dans le Parc National des calanques et les aires marines voisines » Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la métropole. Elle est retranscrite dans la Fiche opération 1101bis (ci-jointe).
- Une opération intitulée « Appel à idées Educalanques – partenariat éducatif 2ème génération 2019-2021 ». Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la Métropole. Elle est retranscrite dans la Fiche opération 1703bis (ci-jointe).

Le Parc National des Calanques est un Etablissement public situé au Bât A, 141 avenue du Prado – 13008 MARSEILLE, dont une partie des missions fondamentales est axée sur l'éducation à l'environnement et au développement durable.

La Métropole envisage de signer une convention de partenariat pluriannuelle, avec le Parc National des Calanques posant le cadre spécifique de cette collaboration.

Dans le cadre de la Fiche opération 1101 du Contrat de Baie, visant la mise en place des outils harmonisés entre les différentes unités littorales pour suivre l'évolution des usages et de la fréquentation, le Parc National des Calanques propose de :

- élaborer un protocole d'étude adapté aux enjeux du territoire et au cadre méthodologique des parcs nationaux ;

- intégrer si possible au protocole certaines méthodologies innovantes de quantification des usages marins ;
- acquérir et installer des dispositifs de comptage automatiques sur les routes et sur les sentiers et portes d'entrée du littoral ;
- réaliser l'étude de fréquentation sur les territoires terrestres et marins du parc ;
- intégrer les données acquises au format de l'Observatoire du littoral du Contrat de Baie ;
- communiquer et restituer aux partenaires et aux usagers les résultats de l'étude.

Le coût total est estimé à 94.000 euros. Il est proposé que la Métropole attribue une subvention d'un montant total de 9400 euros représentant 10% de l'opération, versée sur les trois années du Contrat de Baie à compter de 2020, soit une somme de 3.186 euros en 2020, puis 3107 euros en 2021 et 2022.

Le détail de la répartition budgétaire, du planning prévisionnel et du contenu technique de cette opération est mentionné dans la Fiche 1101 (ci-jointe).

Dans le cadre de la Fiche opération 1101 bis du Contrat de Baie, visant la réalisation d'une étude de fréquentation en mer, le Parc des Calanques propose de :

- Collecter et analyser les données de fréquentation nautique en effectuant des vols au-dessus du parc, entre le parc Marin de la Côte Bleue et le périmètre du Parc des Calanques,
- Analyser un éventuel effet report de la fréquentation due à la présence des équipements de mouillage.

Le coût total est estimé à 50.000 euros. Il est proposé que la Métropole attribue une subvention d'un montant total de 5000 euros représentant 10% de l'opération, versée sur les trois années du Contrat de Baie à compter de 2020, soit une somme de 0 euros en 2020, puis 2500 euros en 2021 et 2022.

Le détail de la répartition budgétaire, du planning prévisionnel et du contenu technique de cette opération est mentionné dans la Fiche 1101bis (ci-jointe).

Dans le cadre de la Fiche opération 1703 bis du Contrat de Baie, visant l'accompagnement d'un appel à idées intitulé Educalanques, le Parc des Calanques propose de :

- Consolider et élargir la dynamique Educalanques (lancée initialement en 2015)
- Etoffer l'offre pédagogique et de découverte disponible,
- Encourager la découverte en autonomie,
- Encourager l'expérimentation de nouvelles approches pédagogiques,
- Ouvrir le réseau à de nouveaux partenaires,
- Faire connaître le réseau Educalanques et diffuser les outils et les actions.

Le coût total est estimé à 293.800 euros. Il est proposé que MAMP attribue une subvention d'un

montant total de 26440 euros représentant 9% de l'opération, versée sur les trois années du Contrat de Baie à compter de 2020, soit une somme de 8814 euros par an.

Le détail de la répartition budgétaire, du planning prévisionnel et du contenu technique de cette opération est mentionné dans la Fiche 1703bis (ci-jointe).

La présente convention a pour objet de définir et de préciser le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit du Parc National des Calanques dans le cadre du Contrat de Baie phase 2, pour l'exercice 2020 et les suivants (2021 et 2022), concernant les opérations 1101, 1101bis et 1703bis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos,
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de

l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

Délibère

Article 1

Est attribuée une subvention d'un montant total de 40 840 euros au Parc National des Calanques, divisée comme suit :

- 9400 euros dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération 1101 du Contrat de Baie.
- 5000 euros dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération 1101 bis.
- 26 440 euros dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération 1703 bis du Contrat de Baie

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique G610 – Nature 65731 – Fonction 731 selon un échéancier défini dans la convention, à savoir :

Nature 6574 – Fonction 831 selon un échéancier défini dans la convention, à savoir :

- 2020 : 12 000 euros
- 2021 : 14 420 euros
- 2022 : 14 420 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 024-8581/20/BM

■ Présentation du rapport d'activités 2018 de DG SERVICE, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet
MET 20/14523/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013. Un avenant approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 a permis de reporter le terme du contrat d'un an, soit jusqu'au 28 juillet 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet » ;
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;

- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG SERVICES compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi ;
- La délibération MER 005-6015/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la société DG SERVICES, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet », n°13/131.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2018 remis par la société DG SERVICES, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n°13/131 relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 025-8582/20/BM

**■ Présentation du rapport d'activité 2018 de Carenès Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge
MET 20/14524/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 1/343/CC du Bureau de Communauté 26 mars 2007 approuvant la convention de délégation de service public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la Société Carènes Services, titulaire de la convention de délégation de service public, relative à « l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge » à Marseille, n° 07/064.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2018, remis par la Société Carènes Services, titulaire du contrat de DSP n° 07/064 relatif à « l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge » à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 026-8583/20/BM

**■ Présentation du rapport d'activité 2018 de NOUVELLE AIRE, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de la Pointe-Rouge
MET 20/14525/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} août 2013. Par délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la durée du contrat a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la Sarl Nouvelle Aire, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) », n°13/130.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité 2018 remis par la Sarl Nouvelle Aire, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n°13/130 relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 027-8584/20/BM

**■ Présentation du rapport d'activité du 1er janvier au 31 août 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL), délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1
MET 20/14526/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n°06/191, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, association régie par la loi du 1er juillet 1901, « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2007. Trois avenants approuvés par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016, du 14 décembre 2017 et du 18 mai 2018 ont permis de reporter le terme du contrat jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « gestion, l'animation et le développement du pôle grande et moyenne plaisance, motonautisme, accueil des professionnels du nautisme et animation d'un pôle aviron » « périmètre 1 » ;
- La délibération MER 003-897/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération MER 001-3363/17/CM en date du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation de six mois de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération MER 001-3873/18/CM en date du 18 mai 2018 portant approbation de l'avenant n°5 de prolongation de deux mois de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire du 1^{er} janvier au 31 août 2018 a été remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de «périmètre 1», n° 06/191.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité du 1^{er} janvier au 31 août 2018 remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 06/191 relatif à « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 028-8585/20/BM

**■ Présentation du rapport d'activité du 1er janvier au 31 août 2018 de la Société Nautique de Marseille (SNM), délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2
MET 20/14527/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n° 06/190, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Nautique de Marseille (SNM), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2007. Trois avenants approuvés par délibérations du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, du 14 décembre 2017 et du 18 mai 2018 ont permis de reporter le terme du contrat jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Compte tenu du renouvellement de la DSP avec effet au 1^{er} septembre 2018, le présent rapport qui a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe., couvre la période du 1^{er} janvier au 31 août 2018.

En effet, pour leur 1^{er} exercice, les quatre nouveaux délégataires (périmètre du Vieux-Port et de la Pointe Rouge) ont eu la possibilité d'effectuer un premier exercice de 16 mois (du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019) au lieu de 4 mois (du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018). Seul le CNTL (DSP Périmètre 1) n'a pas opté pour cette possibilité.

La SNM présentera donc son rapport d'activités 2019 en y intégrant la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ».
- La délibération MER 004-898/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- La délibération MER 002-3364/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation de six mois de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- La délibération MER 002-3874/18/CM du 18 mai 2018 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation de deux mois de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire du 1^{er} janvier au 31 août 2018 a été remis par La Société Nautique de Marseille titulaire de la convention de délégation de service public, relative à « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation

de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 », n° 06/190.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité du 1^{er} janvier au 31 août 2018 remis par la Société Nautique de Marseille (SNM) titulaire du contrat de DSP n° 06/190 relatif à « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 2 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 029-8586/20/BM

■ Présentation du rapport d'activité du 1er janvier au 31 août 2018 du Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - Périmètre 3 MET 20/14528/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de service public n°06/192, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901, la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, à Marseille. Ce contrat a été conclu pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2007. Trois avenants approuvés par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016, du 14 décembre 2017 et du 18 mai 2018 ont permis de reporter le terme du contrat jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport, compte tenu du renouvellement de la DSP avec effet au 1^{er} septembre 2018, a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains et dont la synthèse est jointe en annexe, couvre la période du 1^{er} janvier au 31 août 2018.

En effet, pour leur 1^{er} exercice, les quatre nouveaux délégataires (périmètre du Vieux-Port et de la Pointe Rouge) ont eu la possibilité d'effectuer un premier exercice de 16 mois (du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019) au lieu de 4 mois (du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018). Seul le CNTL (DSP périmètre 1) n'a pas opté pour cette possibilité. Le YCPR présentera donc son rapport d'activité 2019 en intégrant la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 approuvant la convention de Délégation de Service Public relative à la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération MER 003-3365/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°5 de prolongation de six mois de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération MER 003-3875/18/CM du 18 mai 2018 portant approbation de l'avenant n°6 de prolongation de deux mois de la Délégation de Service Public consentie au

Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire du 1^{er} janvier au 31 août 2018 a été remis par Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) titulaire de la convention de délégation de service public, relative à la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3, n° 06/192.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire du 1^{er} janvier au 31 août 2018, remis par le Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 06/192 relatif à « la gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse » sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille – périmètre 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 030-8587/20/BM

■ **Présentation du rapport d'activité du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et**

**l'animation de plans d'eau et terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1
MET 20/14534/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans. Avec un périmètre modifié, désormais le CNTL assurera désormais la gestion de la panne « criée », dite la panne des professionnels, mais plus le site de l'Anse de la Réserve qui compte tenu de ses spécificités et de la nécessité des investissements particuliers fait l'objet d'une autre DSP.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Pour leur 1^{er} exercice, le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – Périmètre1 ;
- La délibération MER 001-6506/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique

du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;

- La délibération MER 003-8037/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation de l'avenant n°2 à la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- L'avis de la Commission Consultative des Service Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport du délégataire du 1/09/2018 au 31/12/2018 a été remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1 », n° 18/04.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité annuel du 1/09/2018 au 31/12/2018 remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 18/04 relatif à « la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 031-8588/20/BM

**■ Bilan de concertation du Projet "REPONSES"
MET 20/16011/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

De nombreuses études, portées par des organismes institutionnels, mais également par des associations ont cherché à déterminer un lien entre la nature des

polluants sur le territoire industriel du pourtour de l'étang de Berre et l'impact de cet environnement sur la santé des habitants. Les résultats de ces études ont renforcé les craintes des populations locales. Les médias régionaux et nationaux ont relayé ces inquiétudes. La remise en questions de certains de ces résultats a généré des incertitudes et des questionnements, voire de la défiance parmi les acteurs du territoire.

C'est ainsi qu'a émergé, au sein du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI), instance collégiale de dialogue et de concertation sur les risques et l'environnement créé il y a 40 ans, la volonté d'entrer en dialogue direct avec les populations locales.

La Métropole accompagne et apporte un soutien financier au Projet « REPONSES » : Réduire les POLLUTIONS en Santé Environnement à ce projet depuis deux ans.

Co-construit de manière collégiale au sein du SPPPI, il a pour objectif de renouer le dialogue et d'apporter des réponses concrètes à la population en santé-environnement par le biais de la concertation. Cette démarche est pionnière à l'échelle nationale. Le sujet étant large, les acteurs ont décidé dans un premier temps de traiter la problématique sous l'angle qualité de l'air et santé.

Ce projet est financé de manière tripartite à part égale entre les 3 collèges par :

- l'Etat et les établissements publics : ARS (Agence Régionale de Santé), DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), GPMM (Grand Port Maritime de Marseille),
- les collectivités : la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes,
- les industriels : GMIF (Groupement Maritime et Industriel de Fos).

La Métropole apporte une contribution financière de 35.000 € par an, sur un budget global de 210.000 €.

Les étapes du projet ont été :

- Fin 2018 - début 2019 : Agrégation par le SPPPI des actions en cours ou à venir de chacun des collèges et mise à disposition en un même lieu, une plateforme numérique, d'informations, d'études et d'actions engagés par les différents acteurs.
- 2019 : Concertation grand public déployée avec l'aide d'un bureau d'études sur l'ensemble des 21 communes de l'arrondissement d'Istres. L'objectif est de récolter les attentes des citoyens et d'y répondre par un plan d'actions concrètes portées par les acteurs des différents collèges.
- 2020 : présentation et suivi des actions et des résultats - Pérennisation du dialogue via la concertation.

L'année 2019 a essentiellement été consacrée à la concertation et à l'information de tous les publics sur les 21 communes du pourtour de l'Etang de Berre. Cette concertation a été accompagnée par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), avec la présence d'un garant qui veille à la sincérité et au bon déroulement des débats.

Les étapes de 2019 ont permis au SPPPI de publier un bilan dont voici quelques chiffres clés :

- ✓ Temps 1 : recueil des attentes des citoyens du 05 au 08 juin 2019
600 contributions, 251 participants aux micros trottoirs / 71 participants aux ateliers avec les associations/135 participants aux forums ouverts (réunions publiques de participation).
- ✓ Temps 2 : co-construction du plan d'actions du 07 au 09 novembre 2019
120 attentes identifiées, 70 participants aux réunions de travail autour du plan d'action.
- ✓ Temps 3 : présentation du plan d'actions le 12 décembre 2019
200 participants réunis en une demi-journée dédiée à la présentation du plan d'actions et sa mise en ligne sur la plateforme REPONSES.

L'ensemble des bilans est disponible sur le site du SPPPI : www.spppi-paca.org

De manière plus qualitative, il a été constaté :

- ✓ Une mobilisation modérée en nombre d'habitants, qui néanmoins a permis des échanges de qualité
- ✓ Une réouverture d'un dialogue constructif avec les citoyens
- ✓ Une volonté des citoyens mobilisés d'être impliqués au plus près de la démarche et de pouvoir rencontrer les différents acteurs
- ✓ Un point de départ pour un dispositif pérenne
- ✓ Une attente forte d'actions concrètes et significatives.

La mise en œuvre du plan d'actions est une priorité et la condition de réussite du projet REPONSES. Le SPPPI s'engage à mettre en place deux mesures permettant de gagner en souplesse au niveau de la gouvernance et de pérenniser le dialogue avec les habitants et les usagers.

- ✓ Proposition de continuer la démarche après ces deux premières années
- ✓ Poursuivre le dialogue constructif et la participation citoyenne
- ✓ Suivre le plan d'actions et de sa mise en œuvre.

Pour se donner les moyens de ses objectifs, le « projet REPONSES », devenu « programme REPONSES » prévoit, pour fin 2020 – 2021 :

- une gouvernance élargie avec des groupes de travail opérationnels en complément du comité de pilotage, organe décisionnel,
- un groupe de suivi des actions porté par les associations,
- un groupe de travail sur la communication.

Pour poursuivre le dialogue, plusieurs instances de concertation vont être renouvelées ou déployées fin 2020 :

- Le panel citoyen : initié en 2019, il est renouvelé en tant que « groupe témoin » du territoire. Il aura, en 2020-2021, la possibilité d'assister aux réunions de travail du programme avec l'ensemble des acteurs. Trois réunions lui seront dédiées sur l'année.
- Les référents territoriaux : créés afin de renforcer le lien avec les 21 communes. Ce groupe est composé d'au moins un représentant par commune (élu ou technicien) et aura pour objectif d'établir et entretenir, au quotidien, un lien permettant, à la fois, de diffuser la communication de RÉPONSES et de bénéficier d'un retour terrain sur le déploiement du dispositif.

Afin de présenter les résultats, un événement grand public se tiendra fin d'année 2020. Il aura pour objectif de restituer l'avancement de la réalisation du plan d'actions et de recueillir l'avis de la population. La métropole pourra y présenter ses initiatives favorables à l'amélioration de l'environnement.

Dans les prochaines semaines, la Métropole sera sollicitée par le SPPPI, au même titre que les autres Collèges pour contribuer à structurer les initiatives dans un programme sur deux nouvelles années, et préciser sa participation.

Dans cette perspective, il est proposé que la Métropole poursuive le principe de soutien au programme REPONSES en 2021 sur la base des financements des années précédentes (35.000 €) par un accompagnement technique et financier au SPPPI ou à un porteur d'actions sous réserve que les crédits correspondants soient inscrits au BP 2021.

Au vu de ce programme, une nouvelle délibération sera présentée début 2021 pour formaliser l'engagement financier de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV-018-5147/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention au S3PI pour la participation au projet « Réponses » – Approbation d'une convention ;
- La délibération n° ENV-051-7537/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention au S3PI – Approbation d'une convention.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le soutien apporté par la Métropole au programme REPONSES est essentiel aux initiatives environnementales du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du bilan 2019-2020 de la concertation dans le cadre du Projet REPONSES porté par le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI).

Article 2 :

Est approuvé le principe de poursuivre le soutien technique et financier au programme REPONSES en 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 032-8589/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Union des Diffuseurs de Créations Musicales (UDCM) en faveur des éco-manifestations
MET 20/16073/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est riche en événements : festivals, salons, foires événements culturels, sportifs ou tout simplement festifs, signe de dynamisme du territoire mais également à l'origine de nombreux impacts environnementaux négatifs : productions de déchets, pollution de l'air, consommation d'énergies et bien d'autres.

Afin de réduire ces impacts, la Métropole Aix-Marseille-Provence joue un rôle important pour faire évoluer les comportements, sensibiliser les participants aux enjeux de la transition écologique car ces événements peuvent être aussi des «démultiplicateurs» de bonnes pratiques.

Plusieurs Conseils de Territoire, qui constituent la Métropole, ont proposé des solutions opérationnelles afin de rendre les manifestations sur leurs territoires plus vertueuses, qu'elles soient organisées par elle-même, par d'autres institutions ou par des organismes extérieurs.

Cette démarche s'intègre pleinement dans les objectifs de l'Agenda Environnemental que la Métropole anime conjointement avec le Département, et dans le projet de Plan Climat Air Énergie Métropolitain que la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté le 26 septembre 2019 et qui porte 5 ambitions pour 2050 :

- Une Métropole neutre en carbone ;
- Une Métropole engagée dans la réduction de ses consommations énergétiques à hauteur de 50 % ;
- Une Métropole qui produit 100 % de l'énergie qu'elle consomme ;
- Une Métropole engagée dans la préservation de la santé de sa population par la réduction des émissions de polluants et des nuisances sonores ;
- Une Métropole qui s'adapte aux impacts du changement climatique.

Le collectif COFEES (Collectif des Festivals Eco responsables Et Solidaires en Région Sud) : Il s'agit d'un collectif d'organismes de festivals qui ont eu envie de se regrouper, en 2010, pour mutualiser les moyens et les ressources (outils et

partage d'expériences) sur des problématiques communes : déchets, transport... Il était, entre 2010 et 2015, porté et accompagné par l'ARCADE, via le "dispositif régional Agir" et la plateforme régionale AER (Région/ADEME).

Après 2015, ce collectif a maintenu son travail d'accompagnement en direction des organisateurs de festivals (10) sur les pratiques éco responsables et les éco manifestations. Le collectif COFEES est officialisé, en 2017, et porté par l'Union des Diffuseurs de Créations Musicales (l'UDCM).

Au niveau régional, il est identifié sur l'axe « accompagnement au changement de comportement, transmissions de bonnes pratiques et formation des équipes organisatrices ». Il est subventionné par la Région, l'ADEME, le Ministère de la Culture, le CD13, AUDIENS, la DRAC, et accompagne aujourd'hui 17 festivals, sur 6 Départements : 04, 84, 05, 13, 83, 06.

Coût de l'action et participation de la Métropole Aix-Marseille Provence :

L'enjeu des festivals éco responsables est de favoriser l'accessibilité de tous, la lutte contre le réchauffement climatique, la sécurité des publics, le développement du tourisme, l'ancrage territorial, et le soutien au développement de l'économie locale.

Les objectifs de COFEES sont de :

- Proposer à terme, des actions et des offres locales adaptées aux attentes, contraintes et besoins des publics (hébergements, restauration, transports), en prenant en compte l'environnement et le contexte dans lesquels se déroulent les festivals, leurs possibles évolutions et les moyens nécessaires.
- Développer des relations étroites avec les acteurs économiques et institutionnels locaux.

En 2020, l'UDCM souhaite proposer à travers le COFEES la mise en œuvre d'ateliers de co-construction d'une charte des éco manifestations à échelle métropolitaine, en s'appuyant sur les chartes, les guides et les outils déjà produits sur les territoires.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée
2020-010-20	Eco manifestation s	UDCM	Environnement / Culture	0 €	144.000 €	20.000 €	20.000 €

L'UDCM sollicite un montant de subvention de 20.000 €, Il est proposé d'attribuer, à l'UDCM pour 2020, le

montant sollicité, c'est à dire 20.000 €, soit 13,88 % du budget prévisionnel de l'action (annexe I).

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire. La demande de versement est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin 2021, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération du Conseil métropolitain ENV-001-6815/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant le Projet de Plan Climat Air Énergie métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole dans le cadre du PCAEM de s'entourer de partenaires qualifiés.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique au titre de l'exercice 2020 à l'association Union des Diffuseurs de Créations Musicales (UDCM) d'un montant total de 20.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, Nature 65748, Fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 033-8590/20/BM

**■ Approbation d'une convention de coopération avec la Ville de Marseille relative à l'accès aux plateformes de réception, de tri et de valorisation des déchets
MET 20/15914/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 et son installation effective à compter du 1er janvier 2001, ont généré, conformément aux règles en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales, un transfert de compétences en blocs homogènes, assorti d'un transfert des moyens humains, matériels, patrimoniaux et même contractuels, adaptés à l'exercice par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) des nouvelles compétences qui étaient les siennes.

Parmi ces compétences transférées figure la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1er janvier 2016 par le regroupement de six structures intercommunales préexistantes dont MPM, et devenues Conseils de Territoire, est venue confirmer que la compétence déchets ne concernait que les déchets ménagers et assimilés.

En conséquence, il apparaît que les déchets d'activités économiques ainsi que ceux provenant de l'activité des services techniques des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet d'un traitement à la charge de l'Établissement Public Métropolitain.

Jusqu'à présent, en l'absence d'exutoires dédiés, les apports de déchets provenant de l'activité des services techniques de la Ville de Marseille s'effectuent sur les installations du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole ou de prestataires ayant contractualisé avec l'EPCI par le biais de marchés publics.

Dans l'attente de procéder au lancement d'appels d'offres pour la mise à disposition d'exutoires pour la réception, et le traitement des déchets cités précédemment, la Ville de Marseille peut utiliser les installations mises à disposition de la Métropole mais doit rembourser à cette dernière le coût de prise en charge et de traitement.

Les sites pouvant accueillir les déchets des services techniques de la Ville de Marseille sont les deux plateformes de réception, tri et traitement des déchets de la Millièrre (13011) et des Aigalades (13015). Dans le cadre du présent marché, la classification des déchets qui peuvent être apportés et traités sur ces sites est la suivante :

- Végétaux
- Gravats
- Bois
- Papiers-cartons
- Métaux
- Déchets valorisables en mélange
- Déchets non valorisables

Le coût de prise en charge et de traitement de chaque type de déchets est fonction de sa nature et des quantités apportées.

Compte-tenu des éléments exposés ci-dessus, les parties ont décidé de passer une convention de coopération temporaire au titre de l'article L 2511-6 du Code de la Commande Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, dans l'attente pour la Ville de Marseille de disposer de ses propres exutoires pour le traitement des déchets produits par l'activité de ses services techniques, de mettre à sa disposition à titre onéreux les installations métropolitaines

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de coopération, ci-annexée, entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'accès aux plateformes de réception, de tri et de valorisation des déchets.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront inscrites au budget annexe déchets du territoire Marseille-Provence, sous-politique G110 nature 70688 fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 034-8591/20/BM

**■ Approbation de l'avenant de transfert de la convention n° 19/0135 relative à la mise en place d'une récupération de textiles - linge de maison - chaussures en points d'apport volontaire en vue de leur réutilisation / réemploi sur la Métropole Aix-Marseille-Provence lot B.
MET 20/15923/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 17 mai 2018 n° DEA 001-3868/18/CM la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite à cet appel à projets 3 opérateurs (Eco textiles, Le Relais et Provence Tlc) ont été retenus pour assurer la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur les 3 lots de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'opérateur EcoTextiles en charge du lot B, regroupant les communes du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que les communes et arrondissements situés à l'Est du Territoire de Marseille Provence, a informé la Métropole par courrier en date du 16 mars 2020 de sa volonté de mettre fin à ce service de collecte, en raison de difficultés financières liées à des conditions de marché difficiles. Cet opérateur souhaite céder au Relais, qui a en charge le lot A regroupant le territoire du Pays de Martigues ainsi que les autres communes et arrondissement du territoire Marseille Provence, la convention cadre du lot B n°19/0135 ainsi que les autorisations d'occupation du domaine public.

Le déploiement de points de récupération des Textiles sur le territoire, comme prévu dans le Plan de prévention des déchets, est fondamental pour détourner un maximum de textiles des ordures

ménagères et ainsi réduire les coûts de traitement de la collectivité et créer des emplois locaux.

Toutefois ce déploiement ne doit pas se faire au détriment de la propreté, c'est pourquoi le dossier de reprise du Relais a été analysé à l'aune de cet enjeu pour la Métropole.

Cette délibération a pour objet d'autoriser la signature de l'avenant de transfert de la convention du lot B d'Eco textile au profit du Relais. Cet avenant devra également être signé par chaque gestionnaire du domaine public (Communes, Territoire).

L'opérateur s'acquittera de la redevance d'occupation du domaine public, à partir des montants délibérés par chaque gestionnaire du domaine public, pour les colonnes installées (Environ 15 €/colonne/an pour le territoire Marseille-Provence).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;
- La délibération n° DEA 001-3868/18/CM du 17 mai 2018 d'approbation de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° DEA 003-4798/18/BM du Bureau de Métropole du 13 décembre 2018 approuvant les conventions cadres relatives à la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° DEA 040-19/12/19CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le déploiement sur le domaine public de colonnes de récupération des textiles-linge de maison-chaussures en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec le plan de prévention des déchets ménagers et assimilés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant de transfert de la convention n°19/0135 du lot B, relative à la mise en place d'une récupération des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité"

AGRI 001-8592/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Agence régionale pour la biodiversité et l'environnement - ARBE - Approbation d'une convention MET 20/15235/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence Régionale Pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement – Agence Régionale de la Biodiversité Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARPE-ARB PACA) est un syndicat mixte ayant pour programme

de développer, favoriser et valoriser des pratiques et démarches novatrices dans les champs de la protection, de la mise en valeur de l'environnement, de la biodiversité, de la transition écologique et du développement durable.

Depuis 40 ans, l'ARPE-ARB a vu ses missions évoluer régulièrement. Aujourd'hui elle assure notamment les missions suivantes :

- Une mission d'observation afin de faciliter la diffusion d'une information fiable,
- Une mission d'animation territoriale et de réseaux, d'aide au montage et au suivi d'opérations qui vise à favoriser une culture et des pratiques économiques, professionnelles, environnementales au service des acteurs publics, économiques et associatifs sur le territoire,
- Une mission d'études généralement conduites en partenariat, qui vise à préparer des actions collectives à caractère régional innovant,
- Une mission d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formations des publics du territoire régional.

Elle apporte également à ses membres et partenaires, des éléments de conseil, d'accompagnement et d'expertise sur les politiques qu'ils conduisent dans le cadre de leurs compétences spécifiques et notamment en terme de biodiversité, d'espaces naturels, d'environnement, d'eau, de solidarité territoriale ou de développement durable.

Depuis 2018, l'ARPE-ARB est en pleine évolution. Ses membres ont souhaité qu'elle devienne l'Agence régionale de la biodiversité, véritable outil de préservation et de reconquête de la nature sur les territoires, amené par la loi biodiversité. Elle demeurera un syndicat mixte, dont les statuts ont été révisés en ce sens.

En 2020, l'ARPE-ARB devient l'ARBE – Agence régionale pour la biodiversité et l'environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle propose 2 axes de travail, qui entrent en adéquation avec l'action de la Métropole dans les domaines de l'environnement, du Développement Durable et de la transition énergétique et écologique, relatifs à :

- la stratégie biodiversité du territoire métropolitain
- la stratégie environnementale et du plan climat du territoire métropolitain

Synthèse du budget prévisionnel 2020 :

CHARGES		PRODUITS	
Stratégie environnementale et du Plan Climat Energie du territoire métropolitain	30 948,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Stratégie Environnement	23 881,00€
Accompagnement de la stratégie biodiversité du territoire métropolitain	32 282,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Patrimoine Naturel & Paysage	25 000,00€
		ARBE cofinancement	14 349,00 €
TOTAL	63 230,00€	TOTAL	63 230,00€

Au titre des actions précisées ci-dessus, la Métropole est sollicitée à hauteur de 48 881,00 euros. Le montant global des opérations s'élève quant à lui à 63 230,00 euros.

Les modalités techniques et financières sont régies par la convention ci-annexée. Elle fixe notamment les modalités de versement de l'aide financière de la Métropole à l'ARBE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'ARBE, acteur régional incontournable pour l'environnement, à la fois pour son expertise en matière de développement durable, et en biodiversité.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 48 881 euros à l'Agence Régionale Pour l'Environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur-Agence Régionale de la Biodiversité au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ARPE-ARB ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 de la Métropole, selon la répartition suivante :
- Budget Principal Métropolitain (Stratégie Environnement) : 23 881,00 euros - Chapitre 65 - Fonction 74 – Nature 65748.
- Budget Principal Métropolitain (Patrimoine Naturel & Paysage) : 25 000,00 euros - Sous-politique G811, Chapitre 65 – Fonction 76 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 002-8593/20/BM

**■ Approbation de la convention de partenariat avec l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP), pour la réalisation d'études paysagères au cours de l'année scolaire 2020-2021
MET 20/16206/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 14 décembre 2017 (ENV 007-3306/17/CM), la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les modalités d'exercice de la compétence

« valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain. Cette délibération prévoit notamment « la mise en œuvre de plan de paysage, permettant d'agir en faveur de la qualité des paysages, en particulier pour la protection des paysages emblématiques et pour la restauration de paysages dégradés. »

Dans le cadre de l'exercice de cette mission, la Métropole a souhaité s'associer les compétences des experts reconnus du domaine des paysages et, en particulier, profiter de la présence sur son territoire de l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP), seul site délocalisé de l'ENSP en dehors du site central situé à Versailles.

La formalisation de cette collaboration, s'est traduite par deux conventions annuelles de partenariat, pour les années scolaires 2018-2019 et 2019-2020, permettant simultanément de répondre aux besoins immédiats du territoire de la Métropole, dans ses études de préfiguration de plans de paysages, et de répondre aux besoins d'ancrage territorial des enseignements de l'ENSP, dans un bénéfice réciproque pour les paysages méditerranéens.

La dernière convention arrive à son terme et les travaux de l'ENSP, réalisés conformément et ayant donné pleine satisfaction, il est proposé de prolonger cette collaboration par une nouvelle convention annuelle pour l'année scolaire 2020-2021 (convention de partenariat jointe en annexe).

Parallèlement, compte tenu de la mise en place de la nouvelle mandature, il est proposé de reporter d'un an l'étude des termes d'une convention-cadre, permettant de pérenniser le partenariat pour une période de 3 ans (2021-2024).

La convention de partenariat 2020-2021 a pour objet la réalisation de trois types de travaux sur le territoire métropolitain :

Atelier « conduire le vivant » :

Atelier réalisé par l'ensemble de la promotion de première année de l'école (environ 60 étudiants de niveau Licence 3).

La thématique retenue porte sur les relations de la végétation avec le milieu méditerranéen, dans un cadre d'évolution des structures végétales au regard du changement climatique et de la ressource en eau. Les acquisitions de cet atelier ont vocation à être appliquées sur ce site et transposables à l'ensemble des sites comparables du territoire métropolitain. Cet atelier se déroule sur 8 semaines (40 jours), dont 16 journées de travail sur site, avec en conclusion la mise en œuvre d'un chantier participatif de 3 jours, permettant de concrétiser les projets issus de l'atelier.

Dix projets de fin d'étude (PFE) :

Ces travaux individuels sont réalisés par les élèves de 3^{ème} année (niveau Master 2) et conditionnent l'obtention du diplôme national de paysagiste

(Diplôme d'État).

Ce travail approfondi, sur une durée de 6 mois, permet de finaliser des projets jusqu'à un niveau avancé de pré-opérationnalité (niveau avant-projet).

L'objectif est de positionner des étudiants sur des sites proposés par la Métropole pour leurs enjeux paysagers.

Une liste de sites a été élaborée en ce sens, sous la conduite du Service Paysage (Direction Patrimoine Naturel et Paysage de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages et Espaces Naturels). Le Service Paysage proposera dix à douze sites, des orientations et des contacts de personnes-ressource, permettant aux étudiants qui le souhaitent de choisir un sujet dans cette liste.

Valorisation scientifique des productions et capitalisation à portée opérationnelle :

L'objectif de ce travail est de valoriser dans des revues scientifiques ou techniques et de capitaliser les productions des étudiants réalisées lors de cette première année de partenariat. Il est ainsi confié au laboratoire de recherche de l'ENSP de conduire un travail de synthèse avec un double objectif à la fois méthodologique (montée en généralité) et didactique (diffusion des travaux dans les domaines de l'aménagement) à destination des acteurs de la métropole AMP.

Un enseignant et/ou un chercheur se verra confier une mission d'écriture et de capitalisation des différents ateliers pédagogiques et établira le lien entre la série de projets proposées par les étudiants, sur un site, et une vision globale et intégratrice de ces propositions.

Dans la continuité de l'année 2019-2020, cette mission est augmentée une seconde année, afin de finaliser la reprise de l'ensemble des travaux de l'antenne marseillaise de l'ENSP, réalisés depuis la création du cycle complet de formation en 2002. La finalisation de ce travail, prévue pour l'automne 2021, permettra de valoriser les études passées et de construire un socle pour la capitalisation et la valorisation des travaux actuels et à venir.

La participation financière de la Métropole, pour la réalisation de ce partenariat, s'élève à 65 000 € : 35 000 € pour l'atelier pédagogique, 1000 € par sujet de PFE, 5000 € pour la mission de valorisation scientifique des productions et 15 000 € pour la première année de reprise des travaux antérieurs. Un détail du financement est fourni en annexe de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
La délibération ENV 007-3306/17/CM du 14 décembre 2017, qui définit les modalités d'exercice de la compétence « valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'un partenariat avec l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée avec l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP) pour la réalisation d'études paysagères au cours de l'année scolaire 2020-2021, telles que définies dans le programme ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la mise à l'étude d'une convention-cadre, afin de fixer les modalités de partenariat sur une durée de 3 ans (2021-2024).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à engager toutes les démarches nécessaires à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget principal 2020 de la Métropole au Chapitre 65 – Fonction 76 – Nature 65748– Sous Politique G811, conformément à son approbation en Conseil de métropole du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 003-8594/20/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Animation des sites Natura 2000 "Montagne Sainte-Victoire"
MET 20/15816/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La démarche européenne Natura 2000, fondée sur les directives « Oiseaux » (directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979, remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009) et « Habitats faune flore » (directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992), vise à la préservation de la diversité biologique et du patrimoine naturel et la prise en compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales.

Elle est constituée d'un réseau de sites naturels, terrestres et marins, qui abritent des espèces et leurs habitats naturels à forts enjeux de conservation.

La montagne Sainte-Victoire et les massifs alentours Concors, Vautubières, montagne d'Artigues et forêt de Peyrolles bénéficient d'un double classement au sein du réseau Natura 2000. D'une part, le site FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », Zone de Protection Spéciale (ZPS) pour la conservation des oiseaux. Ce site s'inscrit sur le territoire de 11 communes dont 3 situées dans le département du Var. D'autre part, le site FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire », Zone Spéciale de Conservation (ZSC) pour la conservation des habitats naturels qui s'inscrit sur le territoire de 17 communes dont 3 dans le département du Var.

Ce territoire, par ailleurs labellisé Grand Site de France, constitue le plus vaste espace boisé des Bouches-du-Rhône. Ses espaces naturels emblématiques abritent de nombreux habitats naturels et espèces caractéristiques des milieux méditerranéens.

Les enjeux principaux concernent la conservation des rapaces et oiseaux rupestres, la banalisation écologique des milieux du fait de la recolonisation de la forêt et du déclin des activités agro-pastorales, la compatibilité de la fréquentation avec la pérennité des habitats naturels et des espèces patrimoniales.

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire assure, depuis

2007 (validation du document d'objectif par arrêté préfectoral), l'animation de cette démarche Natura 2000. Cette animation est encadrée par une convention triennale signée entre l'Etat et la structure animatrice. Cette convention fixe les principales missions qui sont la mise en œuvre des différentes actions relatives à la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel, telles que définies dans le document d'objectif (contrats Natura 2000, communication, sensibilisation, actions non-contractuelles, amélioration des connaissances...), l'assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences et la gestion administrative et financière.

La convention en cours prenant fin le 31 mai 2021, il convient de préparer son renouvellement pour la

période du 1er juin 2021 au 31 décembre 2022. Dans ce cadre, le prochain comité de pilotage des sites devra se prononcer sur le renouvellement de l'animation par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 94 800 euros HT pour l'animation et le suivi des deux sites Natura 2000 pour une durée de 19 mois. Il comprend les charges de salaires pour un total de 55 800 euros et des frais d'études (amélioration des connaissances des sites de nidification du Circaète Jean le Blanc et étude juridique et identification des outils d'aide à la préservation des ripisylves) pour 39 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Europe Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER)	47,41 %	44 944 euros
Etat	42,04 %	39 856 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	10,55 %	10 000 euros
TOTAL	100 %	94 800 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Animation des sites Natura 2000 FR9301605 et FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », menée depuis 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et de l'Etat et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 01, en section de Fonctionnement : chapitre 012, natures 64111 et suivantes, fonction 76.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01, en section de Fonctionnement : chapitre 74, natures 7471 et 74788, fonction 76.

Les crédits nécessaires sont également inscrits sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 617, fonction 76.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 74, natures 7471 et 74788, fonction 76.

AGRI 004-8595/20/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération " Promotion de la Halle de Producteurs Terre de Provence sur le parking relais de La Barasse - Marseille 11e" MET 20/15962/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le Projet Alimentaire Territorial de la Métropole Aix Marseille Provence et du Pole d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles a été labellisé début 2020 par le Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation. Parmi les actions portées par ce PAT, la Métropole a décidé de dupliquer le concept de Halles de producteurs en demi-gros mis en place à Plan de Campagne, sur l'ensemble de son territoire. Un premier projet a été essaimé fin mai 2020, sur le parking relais de la Gare de la Barasse – Marseille 11^e, un soir par semaine, de 17h à 19h.

Le concept :

- Les Producteurs locaux proposent leurs produits en demi-gros en circuit court.

L'avantage consommateur : acheter des produits de qualité à un prix inférieur de 20% à ceux pratiqués dans le circuit GMS.

L'avantage producteur : une marge supérieure du fait de la vente directe, un temps consacré à la vente étalé sur seulement 2h.

- Produits proposés : Gamme la plus complète possible pour attirer les consommateurs : fruits et légumes locaux, viandes, œufs, pain, miel, huiles et autres fleurons du terroir provençal.

Les principes garants du projet :

Enjeux économiques : système gagnant- gagnant

- Débouché complémentaire en circuit-court (donc plus rémunérateur) pour les producteurs.

- Relocalisation de l'économie (création de valeur et d'emplois sur le territoire) : 1 emploi agricole génère 2 à 3 emplois indirects.

- Plus-value pour l'environnement commercial avec une nouvelle offre créant du flux.

Enjeux sociaux :

- Liens entre producteurs et consommateurs du territoire.

- Accessibilité sociale (les prix des produits proposés sont inférieurs de -20% à ceux proposés dans les réseaux classiques).

Enjeux environnementaux :

Répond aux préoccupations écologiques visant à diminuer les dépenses énergétiques.

- Les produits vendus ont parcouru peu de distance et nécessitent moins d'emballage et de conditionnement.

- Accès à une offre locale de qualité et de saison pour les consommateurs.

Enjeux nutritionnels :

- Qualité et traçabilité : sélection des participants effectuée en collaboration avec la Chambre d'agriculture. Avec son expertise agricole, la Chambre d'agriculture contrôle également les exploitations et les produits concernés (cahier des charges strict, critères de sélection, doivent mettre l'accent sur l'origine des producteurs (locaux), les démarches de qualité (agriculture raisonnée, biologique, AOC, labels...))

Ce projet est un essaimage de la Halle Terre de Provence déployée chaque année par la Métropole sur la zone d'activité commerciale de Plan de Campagne. Il est lancé pour la première fois en 2020 à Marseille et nécessite donc une promotion importante pour être connu de la population. Un plan de communication sera donc décliné sur toute la phase du projet, à la fois en terme de signalétique, publicité et plan média.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 53 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Aide aux communes »	40 %	21 200 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	60 %	31 800 euros
TOTAL	100 %	53 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Promotion de la Halle de Producteurs Terre de Provence sur le parking relais de La Barasse (Marseille 11e)

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Nature : 011-Fonction : 6312 - Sous politique : G710

La recette correspondante est constatée en section de fonctionnement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 74 - Fonction 6312 - Sous politique G710

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 005-8596/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Adear 13 au titre de l'année 2020
MET 20/16085/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial pour la période 2018-2020 avec le PETR du Pays d'Arles. Ce projet a pour ambition de construire une politique agricole et alimentaire globale sur 6 enjeux majeurs : économie et emploi ; urbanisme et aménagement ; nutrition, santé et accessibilité sociale ; patrimoine alimentaire, culturel et touristique ; Innovation.

L'association pour le développement de l'emploi agricole et rural des Bouches-du-Rhône est une association Loi 1901 qui est un acteur reconnu dans l'accompagnement à la création d'entreprise en agriculture et dans le développement des circuits courts.

Au travers de l'ensemble des actions contribuant à l'installation agricole l'ADEAR 13 accompagne une centaine de porteurs de projet par an. De même elle a développé six marchés paysans sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence.

La période de crise sanitaire a obligé l'ADEAR à fermer ses marchés paysans, dont trois d'entre eux situés sur les communes de Marseille, Les Pennes Mirabeau et Gardanne se sont transformés en point de retrait avec commande en amont de la livraison

hebdomadaire. L'organisation et le suivi journalier de ce nouveau type d'action de commercialisation ont demandé davantage de temps de travail salarié et la mise en place de nouvelles procédures. Dans le même temps, les actions de formation et d'accompagnement ont été fortement diminuées voire interrompues pour la création d'activité agricole. Ces différents éléments ont contribué à une baisse des revenus de l'association par rapport à leur budget prévisionnel 2020.

La Métropole est sollicitée à hauteur de 17 000 euros au titre des actions précisées ci-dessus.

Dans le respect des 6 axes du Projet Alimentaire Territorial, il est proposé d'accompagner l'association ADEAR 13 à la réalisation de ses missions au titre de l'année 2020, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 17 000 euros.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par la délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin 2021, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération

soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu du Projet Alimentaire Territorial portant sur le maintien et le développement de l'économie agricole a été désigné comme prioritaire en 2020.
- Que le renouvellement des générations dans l'appareil productif agricole français nécessite un effort de plus en plus important de la part de la puissance publique au regard de la courbe actuelle défavorable.
- Que le lien entre la population et les producteurs du territoire est une des valeurs que véhicule le Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 17 000 euros à l'association ADEAR13 au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget principal 2020 de la Métropole au Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748– Sous Politique G710, conformément à son approbation en Conseil de métropole du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 006-8597/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat relative à "Essaimage d'une Halle de Producteurs"

MET 20/16186/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole s'engage à maintenir et développer sur son territoire les activités agricoles dans leurs fonctions économiques et environnementales mais également d'aménagement du territoire. Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole Aix Marseille Provence et du Pole d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles vient renforcer le soutien de la Métropole au développement d'une agriculture de proximité contribuant à la valorisation des circuits courts. Ce PAT a été labellisé début 2020 par le Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône membre du Comité de Pilotage du PAT, contribue par les services qu'elle met en place, au développement de projet spécifique à notre territoire, visant à préserver le dynamisme de l'agriculture locale.

La Métropole a décidé de dupliquer le concept de Halles de producteurs en demi-gros, mis en place initialement à Plan de Campagne, sur l'ensemble de son territoire en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône. Un premier projet a été essaimé de juin 2020 à octobre 2020, sur le parking relais de la Gare de la Barasse – Marseille 11^e. Pour ce faire, une convention de partenariat a été approuvée par délibération n°ENV 046-7532/19/BM du Bureau de la Métropole lors de la séance du 19 décembre 2019.

Cette Halle de Producteurs rencontre un réel succès sur un territoire insuffisamment pourvu en offre de produits alimentaires en circuits courts. En accord avec la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhône et avec les producteurs présents sur le marché, il a donc été décidé de prolonger cet événement jusqu'à fin décembre 2020 et de modifier le nombre hebdomadaire de jours d'ouverture. Il est donc nécessaire de convenir d'un avenant, conformément à l'article 7 de la convention initiale.

La présente délibération vise à approuver l'avenant N°1 à la Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial.
- La délibération n°ENV 046-7532/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la convention de partenariat entre la Métropole Aix Marseille Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu alimentaire est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine et devient ainsi un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur le territoire : les politiques foncières et d'urbanisme, économiques, sociales, sociétales, environnementales, de santé publique, etc.
- L'axe stratégique du Projet Alimentaire Territorial visant à développer l'offre de produits alimentaires en circuits courts.
- L'opportunité d'offrir aux agriculteurs du territoire un débouché complémentaire à leur activité économique.

- L'externalité positive qui découle de la consommation de produits frais, locaux, de qualité et de saison par la population locale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de partenariat « Essaimage d'une Halle de Producteurs » conclue entre la Métropole et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant ainsi que tout document afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 007-8598/20/BM

■ Approbation d'une demande d'exonération partielle de la redevance SAFER concernant la Convention de Mise à Disposition entre la Métropole et la SAFER dans le cadre de la couveuse agricole de Pertuis MET 20/16310/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de soutenir la création d'espaces-tests agricoles afin de contribuer à la formation et d'aider à l'installation de nouveaux agriculteurs, l'objectif étant de permettre le maintien et la reconquête des terres agricoles ainsi que le redéploiement d'une agriculture péri-urbaine de proximité.

Suite à l'arrêt d'activité d'un exploitant agricole de la commune de Pertuis et du projet de vente de sa propriété, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de réaliser ce projet sur ce site qui disposait d'un ensemble d'infrastructures favorables à son accueil (foncier, serre, bâtiment d'exploitation, logement).

Afin d'engager le projet de couveuse, l'exploitant agricole, propriétaire, a consenti une convention de mise à disposition à la SAFER (CMD 84 15 0034) du 1er février 2016 au 24 novembre 2016 sur les parcelles cadastrées AY n°144, BB n°23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 167 situées sur la commune de Pertuis.

Durant cette période, les parcelles ont été exploitées par CREA – CREAGRI au travers d'un bail SAFER (BS 84 16 0001). Cette association créée dans le cadre de la loi sur l'initiative économique (L 2003-721 du 1er Août 2003, Décret 2005-505 du 19 Mai 2005), appuie des personnes en test de création d'activité

agricole, sur les terrains loués à cet effet, sous Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE). Cette couveuse agricole a accueilli deux premiers entrepreneurs à l'essai.

Par la suite, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'acquisition de la propriété, par délibération HN 092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 afin de conforter cet outil innovant dans la durée, accueillir de nouveaux porteurs de projets et faire de l'espace test un lieu emblématique du territoire pour la formation de futurs agriculteurs.

Suite au transfert de propriété à la Métropole, devenu effectif le 24 novembre 2016, le Bureau de la Métropole a approuvé, le 14 décembre 2017, la Convention de Mise à Disposition SAFER d'immeubles ruraux situés sur la commune de Pertuis portant sur les parcelles AY n°144, BB n°23, 24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour une surface totale de 4 ha 48 a 26 ca (CMD 84 17 0018).

En effet, le Code rural prévoit en son article L142-6 que : « *Tout propriétaire peut, par convention, mettre à la disposition d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural, en vue de leur aménagement parcellaire ou de leur mise en valeur agricole, pour autant que cette dernière soit effectuée par des agriculteurs, conformément au but fixé par les articles L141-1 à L141-5, des immeubles ruraux libres de location.* »

Cette Convention de Mise à Disposition (CMD) a été établie pour une durée de 6 années, commençant à courir rétroactivement le 25 novembre 2016 pour se terminer le 31 octobre 2022.

Cette CMD a prévu le versement d'une redevance annuelle de la SAFER à la Métropole de 4 950 euros.

Dans le même temps, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé également à la SAFER de consentir un bail SAFER à CREAGRI. Ce bail SAFER, établi pour une période de 4 ans, du 25 novembre 2016 au 31 octobre 2020, prévoyait le versement d'un loyer par CREAGRI à la SAFER.

Par courrier du 17 avril 2020 adressé à CREAGRI, la SAFER a demandé rétroactivement, le règlement des loyers des campagnes 2017, 2018 et 2019.

CREAGRI a informé la SAFER de son impossibilité d'honorer le paiement des loyers 2017, 2018, 2019 et 2020, le loyer de la campagne 2020 devant être réglé le 30 octobre 2020.

La SAFER a adressé à la Métropole un courrier afin de l'informer du non-paiement des loyers de CREAGRI et a demandé à la Métropole d'être exonérée du règlement de la redevance au titre des années 2017, 2018, 2019 et 2020.

Pour sa part, la SAFER accepte de prendre à sa charge le paiement de ses frais d'intervention qui étaient inclus dans le loyer versé par CREAGRI. Elle ne les réclamera pas à CREAGRI.

Par conséquent, il est proposé d'approuver la demande de la SAFER d'exonération du paiement de la redevance portant sur les 4 premières années (2017/2020) de la CMD Métropole/SAFER, au motif invoqué ci-dessus.

Suite à la défaillance de CREAGRI et pour la poursuite de l'activité, la Métropole Aix-Marseille-Provence demande également à la SAFER de consentir un bail SAFER à la couveuse d'entreprises COSENS et un bail SAFER aux exploitants agricoles sortant de la couveuse dans le cadre de leurs projets d'installation, pour la période restant à courir de la CMD Métropole / SAFER du 1^{er} novembre 2020 au 31 octobre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Rural et notamment l'article L 142-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant l'acquisition des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 167 situées sur la commune de Pertuis pour un montant de 295 000 euros HT ;
- La délibération n°ENV 009-2986/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les termes de la convention de mise à disposition SAFER d'immeubles ruraux portant sur les parcelles AY n° 144, BB n°23, 24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour la poursuite du projet de couveuse agricole sur la commune de Pertuis .
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de la SAFER d'exonération du paiement de la redevance, portant sur les 4 premières années (2017/2020) de la CMD Métropole/SAFER, suite à la défaillance de CREAGRI.
- La nécessité d'assurer la continuité de l'activité de la couveuse agricole jusqu'au terme de la CMD Métropole/SAFER.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande de la SAFER d'exonération du paiement de la redevance portant sur les 4 premières années (2017/2020) de la CMD Métropole/SAFER.

Article 2 :

Est demandé à la SAFER d'assortir la CMD Métropole / SAFER d'un bail SAFER à la couveuse COSENS et d'un bail SAFER aux exploitants agricoles sortant de la couveuse dans le cadre de leurs projets d'installation, pour la période restant à courir du 1^{er} novembre 2020 au 31 octobre 2022.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Attractivité,
tourisme, international, culture,
sports, grands événements"***

ATCS 001-8599/20/BM

■ Organisation de l'évènement "Place Marketing Forum" les 16 et 17 septembre 2021 - Approbation d'une convention de partenariat avec Aix-Marseille Université - IMPGT MET 20/15798/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Place Marketing Forum (PMF) est une rencontre internationale organisée chaque année par la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial, qui s'est donnée pour objectif de présenter, échanger et récompenser les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde.

Durant 2 jours, conférences et ateliers se succèdent avec l'intervention d'une cinquantaine de professionnels et experts, français et internationaux.

50 professionnels et experts, français et internationaux du marketing territorial ont animé le Place Marketing Forum 2019 qui a rassemblé les 4 et 5 avril 2019 à Lille Grand Palais, près de 300 professionnels issus de collectivités territoriales, d'agences de développement économique et touristique, d'associations et d'entreprises concernées par les problématiques d'attractivité des territoires. Le taux de satisfaction des participants, sur la qualité des interventions, des thématiques choisies et de l'organisation globale, est de plus de 90% depuis la première édition en 2013.

L'organisateur est la Chaire d'Attractivité & du nouveau Marketing Territorial (A&NMT). Celle-ci est portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT), lui-même rattaché à Aix-Marseille Université. Elle est la première « chaire de territoire » dédiée à l'attractivité et aux nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde. Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux. Par son organisation et son programme, elle se veut autant un lieu de recherche, de travail et d'échange qu'un producteur de services et d'outils au bénéfice de ses fondateurs, de ses partenaires et des professionnels.

La Métropole Aix-Marseille Provence est membre fondateur de la Chaire d'Attractivité depuis 2016 et membre du comité d'orientation de la Chaire.

Seuls les partenaires et les fondateurs de la Chaire A&NMT sont éligibles à l'accueil du Place Marketing Forum. Il s'agit d'un moment privilégié pour la valorisation et la mise en lumière d'un lieu, d'une destination. La chaire A&NMT est par ailleurs pleinement associée aux travaux du groupe de travail « ensemble pour l'attractivité de la métropole » au travers une mission d'expertise et d'accompagnement de la démarche validée par le CGEM du 15 Novembre 2018.

Au-delà de ces liens, l'établissement d'un véritable partenariat avec l'IMPGT (porteur de la Chaire) pour

l'organisation de cet événement permettra à la Métropole :

- D'affirmer son leadership sur le sujet du Marketing des territoires (couple Région/Métropole),
- D'illustrer sa capacité à accueillir pour la 1ère fois le Place Marketing Forum à Marseille,
- De conforter sa dimension Med/Afrique (Via conférenciers/Ateliers, voire awards),
- De souligner la composante green/éco-responsable de l'évènement et de son territoire,
- De mettre en valeur le Home Place de la Chaire/IMPGT,
- D'élargir l'audience quantitative et qualitative (plus d'international, plus de Med/Afrique),
- De valoriser sa démarche/ Marque de territoire (One Provence).

Cet événement répondant à un intérêt métropolitain, la Métropole avait décidé de s'associer à l'AMU-IMPGT afin d'organiser l'édition 2020 de cet événement.

Dans ce cadre, l'AMU-IMPGT et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont conclu une convention de partenariat pour l'organisation de la 7^e édition du PMF qui devait se dérouler les 2 et 3 avril 2020 au Parc Chanot à Marseille.

Cependant, en raison de l'épidémie de coronavirus qui a touché et touche encore l'ensemble des territoires, l'édition physique du PMF 2020 n'a pu se tenir.

Les parties se sont donc rapprochées et ont décidé d'organiser à nouveau cet événement en 2021.

La 8^e édition du PMF se tiendra ainsi à Marseille Chanot – Palais des Congrès et des Expositions, les 16 et 17 septembre 2021. Sont attendus près de 400/450 participants.

Le budget prévisionnel de cet événement est de 150 540 euros. L'AMU-IMPGT pilotant l'organisation du PMF, la Métropole lui versera une participation financière d'un montant de 10 000 euros.

En outre, la Métropole prendra en charge l'organisation de la soirée networking qui se tiendra à la fin de la première journée du PMF.

Pour ce faire, la Métropole conclura les contrats de la commande publique nécessaires à l'organisation de cette soirée, dont le coût prévisionnel est fixé à 35 000 euros.

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

- Ventes des entrées au PMF :
50 000 euros
- Participation de la Métropole :
45 000 euros

<i>Dont participation financière</i>	10 000
euros	
<i>Dont organisation de la soirée</i>	35 000
euros	
- Participation de l'AMU-IMPGT :	41 540
euros	
- Autres produits financiers – AMU IMPGT :	14 000
euros	
TOTAL :	
150 540 euros	

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille Provence et Aix-Marseille Université - IMPGT jointe en annexe relative à l'organisation de l'événement « Place Marketing Forum » qui se tiendra les 16 et 17 septembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de participer à l'événement « Place Marketing Forum » qui se tiendra les 16 et 17 septembre 2021.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière de 10 000 euros à Aix-Marseille Université - l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'année 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et Aix-Marseille Université - l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale relative à l'organisation de l'événement « Place Marketing Forum » qui se tiendra les 16 et 17 septembre 2021.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 - nature 657382 - fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 002-8600/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Imago Production pour soutenir l'événement "Marseille Webfest" - Approbation d'une convention d'objectifs MET 20/16231/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Filière Cinéma et Audiovisuel connaît un important dynamisme sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence. Avec 500 tournages annuels rien qu'à Marseille, ce territoire est le second lieu de tournage en France après Paris. Cette filière représente un potentiel important en termes de retombées économiques, touristiques et d'emploi, et constitue un élément d'attractivité qui doit désormais être structuré et promu à l'échelon métropolitain pour en maximiser les retombées.

Si les atouts de la Métropole sont nombreux pour développer cette filière, il demeure difficile de développer une filière sans un événement professionnel structurant qui permettrait d'attirer des professionnels nationaux et étrangers, de fédérer l'écosystème local et de positionner définitivement le territoire comme un hub de créativité propice au croisement entre l'industrie audiovisuelle et le numérique.

L'Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pose le cadre du renforcement et de la structuration de cette filière. La tenue de grands événements sur le territoire est l'un des volets propres à favoriser sa mise en lumière.

Cet évènement global, que l'association veut pérenne, fait rayonner Marseille et la Provence dans le secteur de l'audiovisuel et du numérique : le Marseille Webfest.

Il a pour ambition de devenir un des rendez-vous les plus importants en France mais aussi un temps majeur pour l'économie sur le secteur des industries créatives et de l'Entertainment.

Le Marseille Webfest regroupe un ensemble d'événements autour de la série digitale, du e-cinéma, du storytelling et des médias interactifs. Elle se tient chaque année sur plusieurs semaines de septembre à décembre à Marseille en parallèle du MIP COM, marché international des contenus TV qui a lieu à Cannes.

Cette année l'évènement innove avec la mise en place d'une résidence d'écriture « Graines de talents » destinée à former de jeunes scénaristes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), bénéficiant du RSA, exclus du système scolaire.

Il est proposé de participer financièrement à hauteur de 30 000 euros pour soutenir l'action de IMAGO Production.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération NH 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de renforcer la filière cinéma-audiovisuelle ;
- L'intérêt pour la Métropole d'accueillir sur son territoire des grands événements économiques et professionnels ;
- Le caractère international du Marseille Webfest ;
- Le projet Graines de Talents dédié aux jeunes en difficulté.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30 000 euros à l'association IMAGO Production pour l'organisation du Marseille Webfest au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association IMAGO Production.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 003-8601/20/BM

■ Approbation d'une convention permettant l'achèvement de l'exécution de la convention d'investissement avec l'association Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) MET 20/16075/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) une subvention d'investissement de 500 000 euros selon la délibération n°FAG 004-2116/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 pour la Création d'un Conservatoire National de la Mémoire des français d'Afrique du Nord. La convention afférente signée le 4 octobre 2017 prévoyait un délai de trois années pour la réalisation des travaux. Cette convention a donc cessé ses effets à cette date.

Toutefois, en raison du calendrier de réalisation des travaux du nouveau Centre de Documentation Historique sur l'Algérie et des circonstances liées au COVID-19, la réalisation a pris du retard ainsi que le paiement des soldes de subvention.

Afin de permettre au Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) d'achever les travaux engagés et d'ajuster en conséquence le calendrier de versement de la subvention, il convient d'approuver une nouvelle convention d'une durée de trois mois.

Le montant initial de la subvention d'investissement de la métropole a été fixé à 500.000 euros.

Conformément à l'article 3 de la convention initiale, l'aide de la métropole n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à son article 2.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la métropole représente dans le financement des acquisitions.

A ce jour, compte tenu des sommes déjà versées, le solde de subvention maximum qui pourra être attribué à l'association est de 250.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 004-2116/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à la Création d'un Conservatoire National de la Mémoire des français d'Afrique du Nord.
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt que représente le projet de construction d'un conservatoire de la mémoire des français d'Afrique du Nord à Aix-en-Provence, aussi bien au niveau métropolitain que national.
- Qu'il convient de soutenir le CDHA pour la réalisation des travaux de création du Conservatoire National de la Mémoire des Français d'Afrique du Nord.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée une convention permettant l'achèvement de l'exécution de la convention d'investissement avec le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie signée le 4 octobre 2017 avec une durée de 3 mois.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 01, en section d'investissement : opération budgétaire 488, nature 20421, fonction 311 autorisation de programme : DI 488 AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 004-8602/20/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit du Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône pour l'organisation du championnat de France d'athlétisme Handisport - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 20/14553/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété,

d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

Le Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône (CDH 13) a pour objet l'organisation, le développement, la coordination et la promotion de la pratique sportive pour les personnes handicapées physiques et/ou sensorielles. A ce titre, le CDH13 organise le championnat de France d'Athlétisme Handisport en accès libre pour le public.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le CDH13 afin de soutenir cette manifestation qui se déroulera les 10 et 11 octobre 2020 au stade Delort à Marseille.

Le championnat permet aux athlètes handisport nationaux de participer à une compétition de

référence en France inscrite au calendrier officiel de la Fédération Française Handisport. Il est qualificatif pour les Jeux paralympiques de Tokyo 2021.

Au-delà de l'événement sportif, cette manifestation favorise l'inclusion et l'intégration des personnes handicapées notamment grâce à des relais mixte handi-valides. Elle permet de promouvoir l'athlétisme handisport et de sensibiliser le public au handicap, aux valeurs citoyennes et sportives.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil départemental, du Conseil régional et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation du meeting international d'athlétisme handisport sur piste.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_01062	Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône	Championnat de France d'athlétisme Handisport	2000 €	58 500€	3000 €	2000	OUI
TOTAL						2000 €	

En ce qui concerne le versement de la subvention, il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action.

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire, qui doit permettre un versement unique de la subvention, conformément au règlement budgétaire et financier, qui se fera sur demande de l'association après signature de ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine,
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole,
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône pour l'organisation du

championnat de France d'athlétisme
Handisport sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 2 000 euros au Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône afin de soutenir l'organisation du championnat de France d'athlétisme Handisport.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 2020, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 005-8603/20/BM

■ Attribution d'une subvention au Comité Départemental de Randonnée pédestre des Bouches-du-Rhône pour l'organisation du tour de l'Etang de Berre - Approbation d'une convention d'objectifs

MET 20/16095/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

Le Comité Départemental de Randonnée Pédestre des Bouches-du-Rhône (CDRP13) a pour objet le développement de la randonnée pédestre tant pour sa

pratique sportive que pour la découverte et la sauvegarde de l'environnement. A ce titre, le CDRP13 organise le tour de l'Etang de Berre, marche d'endurance et fête de la Randonnée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le CDRP13 afin de soutenir cette manifestation qui se déroulera du 16 au 18 octobre 2020 avec une épreuve sportive autour de l'Etang de Berre et des animations au parc de Figuerolles à Martigues.

La marche d'endurance autour de l'Etang de Berre est ouverte à tous. Une boucle de 141 kilomètres, divisée en cinq tronçons, permet à chaque participant de choisir son épreuve, en individuel ou en équipe, pour effectuer tout ou partie du parcours. Le parc de Figuerolles à Martigues, lieu de départ et d'arrivée, accueillera la fête de la randonnée. De nombreuses activités liées au sport de nature seront proposées de même que des ateliers environnement, connaissance de la faune et de la flore ou encore des initiations à l'orientation et à la cartographie.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil départemental, souhaite soutenir l'organisation du le tour de l'Etang de Berre, marche d'endurance et fête de la randonnée.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_014 16	Comité Départemental de Randonnée Pédestre des Bouches-du-Rhône	Tour de l'Etang de Berre, marche d'endurance et fête de la randonnée	0€	51 000€	5000 €	5000	OUI
TOTAL						5000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Comité Départemental de Randonnée Pédestre des Bouches-du-Rhône sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5000 euros au Comité Départemental de Randonnée Pédestre des Bouches-du-Rhône afin de soutenir l'organisation du tour de l'Etang de Berre, marche d'endurance et fête de la randonnée.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 2020, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 006-8604/20/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de l'Union Athlétique de la Vallée de l'Huveaune pour l'organisation des Championnats de France d'épreuves combinées d'athlisme - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 20/16096/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

L'Union Athlétique de la Vallée de l'Huveaune (UVAH) a pour objet la promotion de la pratique de l'athlétisme au travers d'événements sportifs. A ce titre, l'UVAH organise les championnats de France d'épreuves combinées d'athlétisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'UVAH afin de soutenir cette manifestation qui se

déroulera les 19 et 20 septembre 2020 au stade Delattre de Tassigny à Aubagne.

Cet événement sportif, en accès libre et gratuit, permet au public d'assister aux épreuves combinées et de découvrir en parallèle des activités autour de l'athlétisme.

Ainsi, sont proposés des ateliers découverte pour les plus jeunes, une journée de la marche nordique avec un relais à dimension caritative, la pratique du running pour inciter à cette pratique sportive ou encore le golden blocks, événement de street running inventé par le champion du monde du 110 m haies Ladj Doucouré, avec une qualification pour la finale nationale.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil départemental, du Conseil régional et de la commune d'Aubagne, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation des Championnats de France d'épreuves combinées d'athlétisme.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_01370	Union Athlétique de la Vallée de l'Huveaune	Championnats de France d'épreuves combinées d'athlétisme	0 €	50600€	4000 €	4000€	OUI
TOTAL						4000 €	

En ce qui concerne le versement de la subvention, il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action.

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire, qui doit permettre un versement unique de la subvention, conformément au règlement budgétaire et financier, qui se fera sur demande de l'association après signature de ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Union Athlétique de la Vallée de l'Huveaune afin de soutenir l'organisation des championnats de France d'épreuves combinées d'Athlétisme sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros à

l'Union Athlétique de la Vallée de l'Huveaune afin de soutenir l'organisation des championnats de France d'épreuves combinées d'Athlétisme.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 2020, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 007-8605/20/BM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire de véhicule entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la régie de la halle d'athlétisme de Miramas

MET 20/16219/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de réaliser et gérer un grand stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales.

Pour gérer cet équipement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a par délibération n° CGSG 007-3401/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas ».

La régie a pour objet d'assurer le développement d'activités sportives et d'animation dans la halle d'athlétisme de Miramas et les équipements qui lui sont associés.

Plus précisément la régie a vocation à mettre en œuvre ces missions pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions prévues par ses statuts et conformément à son objet statutaire. Dans ce cadre, la régie :

- organise seule ou en association avec les collectivités et les opérateurs publics ou privés le cas échéant, et notamment la Fédération Française d'Athlétisme, la compétition, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme mais aussi dans d'autres sports collectifs

- ou individuels,
- organise des événements et des animations,
- assure le développement et l'accueil des publics scolaires, ainsi que des formations aux métiers du sport et des pôles espoirs,
- s'associe à la recherche sur les techniques et technologique du sport en lien avec les établissements scolaires ou universitaires.

Dans le cadre de ses missions statutaires, le personnel de la régie est amené à effectuer de nombreux déplacements sur le territoire métropolitain. Cette dernière sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour obtenir la mise à disposition temporaire de véhicule appartenant à la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Aussi, la Métropole entend permettre à la régie d'assurer la continuité du service et des missions qui sont les siennes. Il est donc proposé de conclure une convention de mise à disposition temporaire de véhicules nécessaires à l'activité de cette régie dans les conditions définies au document figurant en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CGSC 007-3401/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant création de la régie personnalisée à caractère administratif dénommée « régie de la halle d'athlétisme de Miramas » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de réaliser et gérer un grand stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé une régie personnalisée afin de gérer cet équipement ;
- Que l'objet statutaire de la régie et les missions qui sont les siennes contribuent au développement du territoire et au renforcement de l'attractivité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le personnel de la régie est amené, dans le cadre de leurs missions, à se déplacer sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Que dans ce cadre, la régie sollicite la Métropole pour la mise à disposition de véhicule ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire de véhicule entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la régie personnalisée Halle d'Athlétisme de Miramas ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70878.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 15 OCTOBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

15 OCTOBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 16 octobre 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Laurent BELSOLA - François BERNARDINI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Corinne BIRGIN - Jean-Marc BLOQUEL - Maryline BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Gérard BRAMOULLÉ - Romain BRUMENT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Jean-Louis CANAL - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Vincent DESVIGNES - Sylvaine DI CARO - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Claude FILIPPI - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Loïc GACHON - David GALTIER - Eric GARCIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - André GOMEZ - Vincent GOYET - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Yannick GUERIN - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Jean HETSCH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE -

Eric LE DISSÈS - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jean-Marie LEONARDIS - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIÉ - Rémi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Michel MILLE - Danielle MILON - Véronique MIQUELLE - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Franck OHANESSIAN - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Catherine PILA - Patrick PIN - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Catherine VESTIEU - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Yves WIGT - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Michel AMIEL représenté par Monique SLISSA - Sophie ARRIGHI représentée par Doudja BOUKRINE - Marion BAREILLE représentée par Corinne BIRGIN - Marie BATOUX représentée par Olivia FORTIN - Mireille BENEDETTI représentée par Jean-Pierre SERRUS - Moussa BENKACI représenté par Gérard BRAMOULLÉ - André BERTERO représenté par Olivier GUIROU - Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Valérie BOYER représentée par Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Christine CAPDEVILLE représentée par Yves MESNARD - René-Francis CARPENTIER représenté par Roland MOUREN - Jean-Pierre CESARO représenté par Jean HETSCH - Emmanuelle CHARAFE représentée par David GALTIER - Pascal CHAUVIN représenté par Christian BURLE - Jean-Marc COPPOLA représenté par Agnès FRESCHER - Robert DAGORNE représenté par Roger PELLENC - Bernard DESTROST représenté par Alain ROUSSET - Gérard FRAU représenté par Laurent BELSOLA - Daniel GAGNON représenté par Martial ALVAREZ - Audrey GARINO représentée par Christian PELLICANI - Sophie GUERARD représentée par Pierre HUGUET - Sébastien JIBRAYEL représenté par Lyece CHOULAK - Maryse JOISSAINS MASINI représentée

par Sophie JOISSAINS - Michel LAN représenté par Serge PEROTTINO - Stéphane LE RUDULIER représenté par Claude FILIPPI - Nathalie LEFEBVRE représentée par Linda BOUCHICHA - Bernard MARANDAT représenté par Sandrine D'ANGIO - Régis MARTIN représenté par Vincent LANGUILLE - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - Yves MORAINÉ représenté par Laure-Agnès CARADEC - Yannick OHANESSIAN représenté par Pauline ROSSELL - Stéphane PAOLI représenté par Sylvaine DI CARO - Claude PICCIRILLO représenté par Georges CRISTIANI - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Michèle RUBIROLA représentée par Joël CANICAVE - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Francis TAULAN représenté par Stéphanie FERNANDEZ - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Romain BRUMENT - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Arnaud DROUOT - Olivier FREGEAC - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Eric MERY - Benoît PAYAN - Anne VIAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Georges CRISTIANI représenté à 15h30 par Frédéric GUINIERI - Gérard AZIBI représenté à 15h32 par Christine JUSTE - Jean-David CIOT représenté à 15h52 par Jean-Louis CANAL - Laurence SEMERDJIAN représentée à 16h15 par Saphia CHAHID - Magalie GIOVANNIGELI représentée à 16h49 par José MORALES - Dona RICHARD représentée à 16h58 par Anne MEILHAC - Nathalie TESSIER représentée à 17h13 par Lourdes MOUNIEN - Richard MALLIÉ représenté à 17h15 par Fabrice POUSSARDIIN - Christian PELLICANI représenté à 17h15 par Laure ROVERA - Perrine PRINGENT représentée à 17h15 par Lydia FRENTZEL - Richard MALLIÉ représenté à 17h15 par Fabrice POUSSARDIIN - Patrick PIN représenté à 17h18 par Rémi MARCENGO - Jean-Christophe GRUVEL représenté à 17h20 par Kayané BIANCO - Arnaud MERCIER représenté à 17h30 par Bernard RAMOND.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Catherine VESTIEU à 16h16 - Stéphane RAVIER à 16h20 - Samia GHALI à 16h20 - Nadia BOULAINSEUR à 16h20 - Michel BOULAN à 16h20 - Anthony KREHMEIER à 16h25 - Stéphanie GRECO DE CONINGH à 16h28 - Sophie CAMARD à 16h30 - Férouz MOKHTARI à 16h30 - Lisette NARDUCCI à 16h30 - Sylvaine DI CARO à 16h40 - Stéphanie FERNANDEZ à 16h40 - Mathilde CHABOCHE à 16h53 - Laurent BELSOLA à 16h52 - Jean-Pierre SERRUS à 16h52 - Didier PARAKIAN à 17h00 - Laure-Agnès CARADEC à 17h05 - Lionel DE CALA à 17h11 - Patrick PAPPALARDO à 17h11 - Sarah

BOUALEM à 17h15 - Marcel TOUATI à 17h15 - Georges ROSSO à 17h18 - Franck ALLISIO à 17h18 - Pauline ROSSELL à 17h33 - Lionel ROYER-PERRAULT à 17h33 - Solange BIAGGI à 17h33 - Eric LE DISSES à 17h33 - Véronique PRADEL à 17h33 - Roland GIBERTI à 17h33 - Jean-Marc BLOCQUEL à 17h33 - Laurent SIMON à 17h33 - Jessie LINTON à 17h37 - Caroline MAURIN à 17h37 - André MOLINO à 17h37 - Aïcha SIF à 17h42.

Commission "Finances, Budget, patrimoine et administration générale"

FBPA 001-8606/20/CM

■ **Budget Principal de la Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Gignac-La-Nerthe pour exercer la compétence "Défense extérieure contre les incendies"**
MET 20/16074/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin d'en procéder à l'intégration comptable au Budget Principal métropolitain, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Gignac La Nerthe, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1 et 2.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Défense Extérieure Contre les Incendies » de la Commune de Gignac la Nerthe au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

COMPETENCE : Défense extérieure contre les incendies							
Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortisssts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dette récupérable
<i>Dont Autres immobilisations incorporelles</i>	1 053,76	0,00	1 053,76	41 730,55	1 334,40	40 396,15	30 369,00
<i>Dont Réseaux de voirie</i>	56 437,72	0,00	56 437,72				
<i>Dont Autre matériel et outillage d'incendie</i>	27 606,92		27 606,92				
<i>Dont Autre matériel et outillage d'incendie et défense civile</i>	153 725,58	98 157,35	55 568,23				
Montant total du transfert	238 823,98	98 157,35	140 666,63	41 730,55	1 334,40	40 396,15	30 369,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 026-4842/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la Commune de Gignac la Nerthe transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- La convention de dette récupérable signée entre la Commune de Gignac la Nerthe et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la Commune de Gignac la Nerthe afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1, ci-joint, pour un montant brut global de 238 823,98 euros et une valeur nette comptable globale de 140 666,63 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut 41 730,55 euros et une valeur nette comptable globale de 40 396,15 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 002-8607/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune du Rove pour exercer la compétence "Défense extérieure contre les incendies"
MET 20/16050/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi

COMPETENCE : Défense extérieure contre les incendies							
Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dette récupérable
<i>Dont Matériel et outillage d'incendie et de défense civile</i>	55 508,26	4 920,55	50 587,71				18 245,00
Montant total du transfert	55 508,26	4 920,55	50 587,71	0,00	0,00	0,00	18 245,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la Commune du Rove, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Principal de la Métropole de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Défense Extérieure Contre les Incendies » de la commune du Rove au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 028-4844/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune du Rove transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018.
- La convention de dette récupérable signée entre la commune du Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune du Rove afférent à l'exercice des compétences susvisées et de son financement ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 55 508,26 euros et une valeur nette comptable globale de 50 587,71 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 003-8608/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Coudoux pour exercer les compétences " Défense extérieure contre les incendies ", " Infrastructures de recharge pour véhicules électriques " et " Eau pluviale "
MET 20/16067/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences

entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Infrastructures de recharge pour véhicules électriques et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à leur financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Coudoux, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Principal de la Métropole de l'actif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques » et « Eau pluviale » de la commune de Coudoux au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)	Dettes récupérables
<i>Compétence Défense extérieure contre les incendies</i>	14 288,19	67,00	14 221,19				12 148,00
<i>Compétence Infrastructures de recharge pour véhicules électriques</i>	8 962,44	0,00	8 962,44				523,00
<i>Compétence Eau pluviale</i>	143 867,51	0,00	143 867,51				24 563,00
Montant total du transfert	167 118,14	67,00	167 051,14	0,00	0,00	0,00	37 234,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 036-4852/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Coudoux transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- Vu la convention de dette récupérable signée entre la commune de Coudoux et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Coudoux afférent à l'exercice des compétences susvisées et de leur financement ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 167 118,14 euros et une valeur nette comptable globale de 167 051,14 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 004-8609/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Trets pour exercer les compétences DECI MET 20/16164/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal Métropolitain, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Trets, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif et du passif tel que décrit en annexes 1 et 2.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense extérieure contre les incendies » et « Eau pluviale » de la commune de Trets au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

COMPETENCE : Défense extérieure contre les incendies							
Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dettes récupérables
<i>Dont frais d'étude doc. Urbanisme</i>	2 063,10	1 031,55	1 031,55				20 009,00
<i>Dont frais d'étude</i>	13 600,00	7 920,00	5 680,00				
<i>Dont Terrains bois et forêts</i>	2 124,00	0,00	2 124,00				
<i>Dont Autres terrains</i>	65 334,27	0,00	65 334,27				
<i>Dont Autres agencets et aménagts</i>	308 568,96	0,00	308 568,96				
<i>Dont Instal. Mat. Et outillage techniques - Réseau de voirie</i>	142 357,66	0,00	142 357,66				
<i>Dont Instal. Mat. Et outillage techniques - Installations de voirie</i>	15 100,88	1 387,36	13 713,52				
<i>Dont Instal., matériel, et outillage technique</i>	864,00	230,40	633,60				
<i>Dont Autres matériel et ouillage incendie et défense civile</i>	249 635,71	58 506,78	191 128,93				
<i>Dont Autres matériel technique</i>	4 333,61	3 986,54	347,07				
Montant total du transfert	803 982,19	73 062,63	730 919,56	0,00	0,00	0,00	20 009,00

COMPETENCE : Eau pluviale							
Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dettes récupérables
<i>Dont Frais d'études</i>	7 102,20	0,00	7 102,20				64 022,00
<i>Dont Constructions bâtiments scolaires</i>	1 296,00	0,00	1 296,00				
<i>Dont instal. Mat. Et outillage techniques réseaux voirie</i>	98 081,96	0,00	98 081,96				
<i>Dont Autres réseaux</i>	30 642,09	0,00	30 642,09				
Montant total du transfert	137 122,25	0,00	137 122,25	0,00	0,00	0,00	64 022,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 052-4868/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Trets transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Trets et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Trets afférent à l'exercice des compétences susvisées et de leur financement ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1 et annexe 2, ci-jointes pour un montant brut global de 941 104,44 euros et une valeur nette comptable globale de 868 041,81 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 005-8610/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Lambesc pour exercer les compétences " Défense extérieure contre les incendies ", " Abri de voyageurs " et " Eau pluviale "
MET 20/16170/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe »,

organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Abri de voyageurs et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Lambesc, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Principal de la Métropole de l'actif et du passif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Abri de voyageurs » et « Eau pluviale » de la commune de Lambesc au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)	Dettes récupérables
Compétence Défense extérieure contre les incendies	88 443,06	26 956,66	61 486,40				88 065,00
Compétence Abri de voyageurs	3 149,67	0,00	3 149,67				948,00
Compétence Eau pluviale	1 000 927,84	10 302,14	990 625,70				102 245,00
Montant total du transfert	1 092 520,57	37 258,80	1 055 261,77	0,00	0,00	0,00	191 258,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 039-4855/18/CM portant approbation de la convention de dette

récupérable relative aux compétences de la commune de Lambesc transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;

- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Lambesc et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Lambesc

afférent à l'exercice des compétences susvisées et de son financement.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 1 092 520,57 euros et une valeur nette comptable globale de 1 055 261,77 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 006-8611/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Lambesc pour exercer les compétences " Défense extérieure contre les incendies ", " Abri de voyageurs " et " Eau pluviale "
MET 20/16251/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Abri de voyageurs et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Lambesc, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Principal de la Métropole de l'actif et du passif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Abri de voyageurs » et « Eau pluviale » de la commune de Lambesc au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)	Dettes récupérables
<i>Compétence Défense extérieure contre les incendies</i>	88 443,06	26 956,66	61 486,40				88 065,00
<i>Compétence Abri de voyageurs</i>	3 149,67	0,00	3 149,67				948,00
<i>Compétence Eau pluviale</i>	1 000 927,84	10 302,14	990 625,70				102 245,00
Montant total du transfert	1 092 520,57	37 258,80	1 055 261,77	0,00	0,00	0,00	191 258,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 039-4855/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Lambesc transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Lambesc et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Lambesc afférent à l'exercice des compétences susvisées et de son financement.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 1 092 520,57 euros et une valeur nette comptable globale de 1 055 261,77 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 007-8612/20/CM

■ Budget Annexe " Eau en délégation " du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert

de l'actif et du passif de la commune de Bouc-Bel-Air pour exercer la compétence " Eau " MET 20/16060/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Bouc-Bel-Air, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées en annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune de Bouc-Bel-Air au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	4 829 581,65	2 137 919,66	2 691 661,99	193 576,25	116 145,75	77 430,50

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Bouc-Bel-Air afférent à l'exercice des compétences susvisées et de son financement ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 4 829 581,65 euros et une valeur nette comptable globale de 2 691 661,99 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 193 576,25 euros et une valeur nette comptable globale de 77 430,50 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MET 20/16076/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Peynier, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune de Peynier au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

FBPA 008-8613/20/CM

■ Budget Annexe " Eau en délégation " du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Peynier pour exercer la compétence " Eau "

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	2 194 418,81	787 404,89	1 407 013,92	801 743,11	98 100,92	703 642,19

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Peynier afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 2 194 418,81 euros et une valeur nette comptable globale de 1 407 013,92 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 801 743,11 euros et une valeur nette comptable globale de 703 642,19 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 009-8614/20/CM

■ Budget Annexe " Eau en délégation " du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Lambesc pour exercer la compétence " Eau " MET 20/16171/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Lambesc, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées en annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune de Lambesc au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-

dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	2 744 610,22	1 053 681,96	1 690 928,26	768 504,84	85 733,97	682 770,87

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Lambesc afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1 pour un montant brut global de 2 744 610,22 euros et une valeur nette comptable globale de 1 690 928,26 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 768 504,84 euros et une valeur nette comptable globale de 682 770,87 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 010-8615/20/CM

■ Budget Annexe " Eau en délégation " du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Rognes pour exercer la compétence " Eau " MET 20/16174/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Rognes, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées en annexe 2.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune de Rognes au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	518 207,79	253 304,09	264 903,70	19 375,35	0,00	19 375,35

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Rognes afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1 pour un montant brut global de 518 207,79 euros et une valeur nette comptable globale de 264 903,70 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 19 375,35 euros et une valeur nette comptable globale de 19 375,35 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 011-8616/20/CM

■ Budget Annexe "Eau en délégation" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune du Puy Sainte Réparate pour exercer la compétence " Eau "

MET 20/16215/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune du Puy-Sainte-Réparate, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par un emprunt et par des subventions d'équipement

listées à l'annexe 2 ci-jointes. L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2018DT-131-13610 / 597 de l'AFL dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 1 250 000,00 euros
Type de taux : Fixe
Taux initial : 1.71 %
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 30ans
Pour un capital restant dû inscrit arrêté au 31/12/2017 à 1 250 000,00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune du Puy-Sainte-Réparate au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	1 550 422,10	1 039 947,81	510 474,29	294 049,89	118 906,87	175 143,02

Article 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune du Puy-Sainte-Réparate afférent à l'exercice des compétences susvisées et de son financement.

Délibère

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1 550 422,10 euros et une valeur nette comptable globale de 510 474,29 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration de l'emprunt pour un montant global de capital restant dû à la date du 31/12/2017 de 1 250 000,00 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 294 049,89 euros et une valeur nette comptable globale de 175 143,02 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 012-8617/20/CM

■ Budget Annexe " Assainissement en délégation " du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Bouc-Bel-Air pour exercer la compétence " Assainissement " MET 20/16065/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Bouc-Bel-Air, il convient donc de

procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées en annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune de Bouc-Bel-Air au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	3 968 315,03	1 322 448,56	2 645 866,47	82 821,90	49 693,14	33 128,76

Délibère

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Bouc-Bel-Air afférent à l'exercice des compétences susvisées et de son financement ;

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 3 968 315,03 euros et une valeur nette comptable globale de 2 645 866,47 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 82 821,90 euros et une valeur nette comptable globale de 33 128,76 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 013-8618/20/CM

■ Budget Annexe " Assainissement en délégation " du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Rognes pour exercer la compétence " Assainissement " MET 20/16172/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation

territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Rognes, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées en annexe 2.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Rognes au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	906 288,71	224 304,53	681 984,18	150 116,33	13 176,86	136 939,47

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Rognes afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1 pour un montant brut global de 906 288,71 euros et une valeur nette comptable globale de 681 984,18 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 150 116,33 euros et une valeur nette comptable globale de 136 939,47 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 014-8619/20/CM

■ Budget Annexe "Assainissement en délégation" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Peynier pour exercer la compétence "Assainissement" MET 20/16252/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Peynier, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe

« Assainissement en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 et par des emprunts détaillés en annexe 3 ci-jointes.

Les emprunts concernés sont les suivants :

- N° de contrat 2018DT-094-13790 / MIN520835EUR de DEXIA CL pour un capital restant dû arrêté au 31/12/2017 à 11 390,25 euros.
- N° de contrat 2018DT-093-13790 / MIN520835EUR de DEXIA CL pour un capital restant dû arrêté au 31/12/2017 à 670 476,74 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune de Peynier au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	3 613 732,83	529 693,53	3 084 039,30	2 271 422,52	267 424,34	2 003 998,18

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Peynier afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 3 613 732,83 euros et une valeur nette comptable globale de 3 084 039,30 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 2 271 422,52 euros et une valeur nette comptable globale de 2 003 998,18 euros et des emprunts détaillés en annexe 3 pour un

montant global de capital restant dû de 681 866,99 euros.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 015-8620/20/CM

■ Budget Annexe " Assainissement en délégation " du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune du Puy-Sainte-Réparate pour exercer la compétence "Assainissement " MET 20/16253/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin d'en procéder à l'intégration comptable à son Budget Annexe « Assainissement », il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune du Puy-Sainte-Réparate, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 et par des emprunts détaillés en annexe 3 ci-jointes.

Les emprunts concernés sont les suivants :

- N° de contrat 2018DT-130-13610 / 596 contracté auprès de l'AFL avec un capital restant dû au 31/12/2017 de 1 800 000,00 euros.
- N° de contrat 2018DT-126-13610 / C2R2NR018PR contracté auprès du CREDIT AGRICOLE avec un capital restant dû arrêté au 31/12/2017 de 414 330,94 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune du Puy-Sainte-Réparate au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	4 615 291,04	831 962,88	3 783 328,16	1 961 857,88	197 813,84	1 764 044,04

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune du Puy-Sainte-Réparate afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 4 615 291,04 euros et une valeur nette comptable globale de 3 783 328,16 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 1 961 857,88 euros et une valeur nette comptable globale de 1 764 044,04 euros et des emprunts détaillés en annexe 3 pour un montant global de capital restant dû de 2 214 330,94 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 016-8621/20/CM

■ Budget Annexe " Assainissement en délégation " du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Lambesc pour exercer la compétence "Assainissement " MET 20/16250/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder au transfert comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants correspondants.

Après vérification de la concordance avec la commune de Lambesc, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au bilan du Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 et par des emprunts détaillés en annexe 3 ci-jointes.

Les emprunts concernés sont les suivants :

- N° de contrat 2018DT-083-13410 / 20062222 de l'Agence de l'Eau pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 100 936,80 euros.
- N° de contrat 2018DT-082-13410 / AB078373 de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 400 401,82 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Traitement des Eaux-Assainissement » de la commune de Lambesc au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous (données en euros) :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	9 075 031,12	1 662 364,23	7 412 666,89	4 382 105,95	424 151,90	3 957 954,05

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Lambesc afférent à l'exercice de la compétence susvisée et de son financement ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 9 075 031,12 euros et une valeur nette comptable globale de 7 412 666,89 euros.

Budget	2019		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Déficit d'investissement à couvrir	Solde libre d'affectation
	Fonctionnement	Investissement					
BUDGET PRINCIPAL METROPOLE	117 339 055,26	-86 034 589,07	117 346 274,27	-146 819 644,55	37 697 511,73	-109 122 132,82	8 224 141,45

La procédure, prévue par l'Instruction Budgétaire et Comptable M57, consiste à prévoir au budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 4 382 105,95 euros et une valeur nette comptable globale de 3 957 954,05 euros et des emprunts détaillés en annexe 3 pour un montant global de capital restant dû de 501 338,62 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 017-8622/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation du résultat de l'exercice 2019

MET 20/16221/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Résultat cumulé de fonctionnement	Résultat cumulé d'investissement	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
117 346 274,27	-146 819 644,55	37 697 511,73	109 122 132,82	8 224 141,45

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 010-8282/20/CM du 31 juillet 2020 portant approbation du compte administratif 2019 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'affectation de l'excédent de fonctionnement 2019 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence comme suit:

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 117 346 274,27 euros est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement qui s'établit, après prise en compte des restes à réaliser en recettes de 37 697 511,73 euros, à 109 122 132,82 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 109 122 132,82 euros imputé en recette sur la nature 1068 « Autres Réserves ».

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 146 819 644,55 euros, qui sera reporté au compte 001 en dépenses au Budget Supplémentaire 2020.

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 8 224 141,45 euros qui sera reporté au compte 002 en recettes au Budget Supplémentaire 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 018-8623/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Budget annexe des Transports Métropolitains
MET 20/16003/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en recettes qui seront repris au Budget Supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultats de clôture d'Investissement 2019	Restes à Réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'Investissement 2020	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Transports	3 704 698,82	-14 854 926,66	18 157 338,10	-24 478 988,73	14 854 926,66	-9 624 062,07	9 624 062,07	8 533 276,03

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 du Budget Annexe « Transports Métropolitains » de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est décidé d'affecter l'excédent d'exploitation du budget annexe « Transports Métropolitains » de la Métropole Aix-Marseille-Provence comme suit :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 18 157 338,10 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de -9 624 062,07 euros.

Il est proposé d'affecter 9 624 062,07 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation. Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 8 533 276,03 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser de - 24 478 988,73 euros, est

inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 019-8624/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 des Budgets Annexes Gémapi, Marche d'Intérêt National (M.I.N.), Ports Ouest, Parkings, Crematorium et Réseau de Chaleur (R.C.M.)
MET 20/16000/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultats de clôture d'Investissement 2019	Restes à Réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'Investissement 2020	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
GEMAPI	866 787,32	-154 417,19	866 787,32	-154 417,19	0,00	-154 417,19	154 417,19	712 370,13
M.I.N.	-575 730,42	44 948,18	-1 697 882,20	123 167,33	0,00	123 167,33	0,00	-1 697 882,20
PORTS OUEST	0,00	-317 117,39	0,00	-29 563,47	0,00	-29 563,47	0,00	0,00
PARKINGS	0,00	-503 909,12	0,00	-87 547,39	0,00	-87 547,39	0,00	0,00
CREMATORIUM	389 102,99	18 216,94	389 042,69	91 228,06	0,00	91 228,06	0,00	389 042,69
R.C.M.	35 780,23	13 460,61	22 769,50	67 542,61	0,00	67 542,61	2 196,49	20 573,01

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent d'exploitation du Budget annexe GEMAPI de la Métropole Aix-Marseille-Provence comme suit :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 866 787,32 euros.

La section d'investissement clôture avec un déficit de 154 417,19 euros.

Il est proposé d'affecter 154 417,19 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation. Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 712 370,13 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 154 417,19 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Est décidé d'affecter l'excédent d'exploitation du budget annexe Réseau de Chaleur Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille Provence comme suit :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 22 769,50 €.

La section d'investissement clôture avec un excédent de 67 542,61 €.

Il est proposé d'affecter 2 196,49 € prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation. Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 20 573,01 € est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

L'excédent de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 67 542,61 €, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2019 pour les Budgets annexes Marche D'intérêt National (M.I.N.), Ports Ouest, Parkings, Crematorium et Réseau De Chaleur (R.C.M.) :

Budget Annexe M.I.N. :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 1 697 882,20 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020, en dépenses.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 123 167,33 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

Budget Annexe Ports Ouest :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 0,00 euros.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 29 563,47 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020, en dépenses.

Budget Annexe Parkings :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 0,00 euros.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 87 547,39 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020, en dépenses.

Budget Annexe Crematorium :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 389 042,69 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 91 228,06 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

Budget Annexe R.C.M. :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 22 769,50 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 67 542,61 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

FBPA 020-8625/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire de Marseille-Provence MET 20/16228/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultat de clôture d'investissement 2019	Restes à réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'investissement 2020	Solde maintenu en section de fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Budget Assainissement	12 793 589,83	1 460 612,72	24 412 431,90	-4 706 932,80	0,00	-4 706 932,80	8 255 610,80	16 156 821,10
Budget Eau	-802 670,87	2 285 294,37	2 961 146,99	20 239 466,63	0,00	20 239 466,63	0,00	2 961 146,99
Budget Collecte et Traitement des Déchets	1 098 085,79	-15 023 655,81	1 633 409,82	-18 747 987,32	18 500 000,00	-247 987,32	247 987,32	1 385 422,50
Budget Ports de Plaisance	1 517 552,12	-1 618 009,59	1 583 982,67	-1 032 086,24	0,00	-1 032 086,24	1 032 086,24	551 896,43
Budget Crématorium	375 480,68	273 669,55	3 022 049,90	1 573 319,39	0,00	1 573 319,39	0,00	3 022 049,90
Budget Opérations d'Aménagement	2 171 505,03	-3 411 818,58	1 908 900,78	-2 373 052,87		-2 373 052,87	1 908 900,78	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 011-8283/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes Assainissement, Collecte et Traitement des Déchets, Ports de Plaisance et Opérations d'Aménagement comme suit :

Budget Annexe Assainissement :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 24 412 431,90 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 4 706 932,80 euros.

Il est proposé d'affecter 8 255 610,80 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 16 156 821,10 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement, hors restes à réaliser, quant à lui, de 4 706 932,80 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 1 633 409,82 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 247 987,32 euros.

Il est proposé d'affecter 247 987,32 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 1 385 422,50 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 18 747 987,32 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Budget Annexe Ports de Plaisance :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 1 583 982,67 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 1 032 086,24 euros.

Il est proposé d'affecter 1 032 86,24 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 551 896,43 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 1 032 086,24 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Budget Annexe Opérations d'aménagement :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 1 908 900,78 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 2 373 052,87 euros.

Il est proposé d'affecter 1 908 900,78 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 2 373 052,87 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2019 pour les budgets annexes Eau et Crématorium

Budget Annexe Eau :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 2 961 146,99 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 20 239 466,63 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Budget Annexe Crématorium :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 3 022 049,90 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 1 573 319,39 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 021-8626/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix MET 20/16230/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture	Résultats de clôture	Restes à Réaliser en	Résultats	Part affectée à	Solde maintenu en
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement 2019	d'Investissement 2019	Recettes 2019	cumulés Investissement 2019	l'Investissement 2020	section de Fonctionnement
AMENAGEMENT	273 012,84	744 043,95	273 012,84	1 257 101,07	0,00	1 257 101,07		273 012,84
ELIMINATION DES DECHETS	6 317 028,86	1 196 928,74	17 498 428,06	2 351 463,51	0,00	2 351 463,51	14 295 185,06	3 203 243,00
ASSAINISSEMENT EN DELEGATION	3 982 808,34	-4 944 404,58	7 935 084,49	-6 598 763,44	0,00	-6 598 763,44	6 598 763,44	1 336 321,05
EAU EN DELEGATION	1 963 870,70	-546 294,03	4 441 337,52	-2 339 717,48	0,00	-2 339 717,48	2 339 717,48	2 101 620,04

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes « Elimination des Déchets », « Assainissement en délégation » et « Eau en délégation » comme suit :

Budget Annexe « Elimination des Déchets » :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 17 498 428,06 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un excédent de 2 351 463,51 euros.

Il est proposé d'affecter 14 295 185,06 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 17 498 428,06 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 3 203 243 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 2 351 463,51 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Budget Annexe « Assainissement en délégation » :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 7 935 084,49 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 6 598 763,44 euros.

Il est proposé d'affecter 6 598 763,44 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 7 935 084,49 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 1 336 321,05 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 6 598 763,44 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Budget Annexe « Eau en délégation » :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 4 441 337,52 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 2 339 717,48 euros.

Il est proposé d'affecter 2 339 717,48 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 4 441 337,52 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 2 101 620,04 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 2 339 717,48 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit les résultats de l'exercice 2019 pour le budget annexe des Opérations d'aménagement :

Budget Annexe « Aménagement » :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 273 012,84 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 1 257 101,07 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 022-8627/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire du Pays Salonais MET 20/16002/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été

approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultats de clôture d'Investissement 2019	Restes à Réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'Investissement 2020	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
ASSAINISSEMENT	1 441 465,55	3 161 641,46	1 564 264,29	4 377 261,26	1 853 331,61	6 230 592,87	1 400 000,00	164 264,29
EAU POTABLE	3 521 913,88	4 630 262,58	3 599 913,88	3 402 996,77	424 024,16	3 827 020,93	3 500 000,00	99 913,88
DECHETS	771 318,13	-347 803,92	771 318,13	-347 803,92	192 964,00	-154 839,92	154 839,92	616 478,21
AMENAGEMENT	0,18	3 763 141,05	0,18	1 111 645,85	0,00	1 111 645,85	0,00	0,18

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020 ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des Budgets annexes de l'Assainissement, de l'Eau Potable et des Déchets comme suit :

Assainissement :

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un excédent de 6 230 592,87 euros.

Il est cependant proposé d'y affecter 1 400 000 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 1 564 264,29 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 164 264,29 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 4 377 261,26 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.
Eau Potable :

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes, avec un excédent de 3 827 020,93 euros. Il est proposé d'affecter 3 500 000 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 3 599 913,88 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent de fonctionnement qui, par conséquent, s'élève à 99 913,88 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement, hors restes à réaliser, quant à lui, de 3 402 996,77 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Collecte et Traitement des Déchets :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation de 771 318,13 euros, est destiné à couvrir prioritairement le besoin de financement de la section d'investissement.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes, avec un déficit de 154 839,92 euros.

Il est donc proposé d'affecter 154 839,92 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 771 318,13 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent de fonctionnement qui, par conséquent, s'élève à 616 478,21 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement, hors restes à réaliser, quant à lui, de - 347 803,92 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2019 pour le budget annexe des Opérations d'aménagement :

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 18 centimes d'euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

La section d'investissement présente un résultat excédentaire de clôture de 1 111 645,85 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020, en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 023-8628/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 20/16234/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budget	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture	Résultats de clôture	Restes à réaliser en	Résultats cumulés	Part affectée à l'investissement	Solde maintenu en section de
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement 2019	d'investissement 2019	Recettes 2019	Investissement 2019	2020	Fonctionnement
Assainissement	238 910,22	-563 077,24	3 955 691,29	2 573 273,03	0,00	2 573 273,03	0,00	3 955 691,29

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 014-8286/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2019 pour le budget annexe Assainissement :

Budget Annexe Assainissement :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 3 955 691,29 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 2 573 273,03 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 024-8629/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 20/16004/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en recettes qui seront repris au Budget Supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultats de clôture d'Investissement 2019	Restes à Réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'Investissement 2020	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Budget annexe EAU POTABLE	2 726 753,04	-3 400 849,26	3 186 334,42	-5 325 964,31	3 000 000,00	-2 325 964,31	2 325 964,31	860 370,11
Budget annexe ASSAINISSEMENT	7 538 340,75	-7 524 377,79	11 686 702,08	-9 247 508,86	0,00	-9 247 508,86	9 247 508,86	2 439 193,22
Budget annexe ENTREPRISES	473 860,97	435 997,14	2 102 545,95	-106 221,04	0,00	-106 221,04	106 221,04	1 996 324,91
Budget annexe REGIE ACTION SOCIALE	0,00	6 203,40	0,00	17 879,61	0,00	17 879,61	0,00	0,00
Budget annexe TRAITEMENT DES DECHETS	0,00	309 386,79	0,00	1 021 688,64	0,00	1 021 688,64	0,00	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des Budgets annexes Eau Potable, Assainissement et Entreprises comme suit :

Budget Annexe Eau Potable :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 3 186 334,42 euros.

La section d'investissement se clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 2 325 964,31 euros.

Il est proposé d'affecter 2 325 964,31 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 3 186 334,42 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget Supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 860 370,11 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 5 325 964,31 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

Budget Annexe Assainissement :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 11 686 702,08 euros.

La section d'investissement se clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 9 247 508,86 euros.

Il est proposé d'affecter 9 247 508,86 € prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 11 686 702,08 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget Supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 2 439 193,22 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de

9 247 508,86 euros, est inscrit et porté au compte 001 du Budget Supplémentaire 2020 en dépenses.

Budget Annexe Entreprises :

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 2 102 545,95 euros.

La section d'investissement se clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 106 221,04 euros.

Il est proposé d'affecter 106 221,04 euros prélevés sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 2 102 545,95 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « Autres Réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 1 996 324,91 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le déficit de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 106 221,04 euros, est inscrit et porté au compte 001 du Budget Supplémentaire 2020 en dépenses.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2019 pour les Budgets Annexes Régie Action Sociale et Traitement des Déchets

Budget Annexe Régie Action Sociale :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 17 879,61 euros qui sera porté au compte 001 du Budget Supplémentaire 2020 en recettes.

Budget Annexe Traitement des Déchets :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultats de clôture d'Investissement 2019	Restes à Réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'Investissement 2020	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Budget Eau	979 808,28	252 696,84	4 650 375,00	2 157 464,79	0,00	2 157 464,79	2 265 054,00	2 385 321,00
Budget Assainissement	1 503 904,18	-673 676,53	1 758 863,00	1 258 793,92	0,00	1 258 793,92	620 800,00	1 138 063,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 1 021 688,64 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 025-8630/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire du Pays de Martigues MET 20/16238/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FBPA 016-8288/20 du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes Eau et Assainissement.

Budget Annexe Eau

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 4 650 375 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un excédent de 2 157 464,79 euros.

Il est proposé d'affecter 2 265 054 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 4 640 375 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 2 385 321 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 2 157 464,79 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Budget Annexe Assainissement

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 1 758 863 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un excédent de 1 258 793,92 euros.

Il est proposé d'affecter 620 800 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 1 758 863 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 1 138 063 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 1 258 793,92 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 026-8631/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 et des Etats Spéciaux des Territoires MET 20/16223/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire du Budget Principal de la Métropole est établi selon l'Instruction Budgétaire et Comptable M57. Il se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion.

Le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une présentation par fonction.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire, adopté en équilibre réel par le Conseil de Territoire concerné, est soumis au vote du Conseil de la Métropole en même temps que le projet de Budget Supplémentaire de la Métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées à l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de la Métropole arrête les états spéciaux de territoire comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 du Budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n° FBA 019-8291/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n° 1 pour 2020 du Budget Principal de la Métropole ;
- L'adoption par les Territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites au Budget Supplémentaire comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	3 423 484,00	41 494 718,00	44 918 202,00
Pays d'Aix	0,00	-21 492 272,00	-21 492 272,00
Pays Salonais	0,00	0,00	0,00
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	0,00	-498 000,00	-498 000,00
Istres Ouest Provence	0,00	-790 784,00	-790 784,00
Pays de Martigues	0,00	-400 000,00	-400 000,00

Article 2 :

Les états spéciaux de territoire sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement 3 655 938,00 euros
Section d'Investissement 42 525 004,91 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement -21 492 272,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement -498 000,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

Section de Fonctionnement 2 800,00 euros
Section d'Investissement -790 784,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement -400 000,00 euros

Article 3 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que la reprise des résultats 2019 du Budget Principal Métropolitain.

Article 4 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 du Budget Principal Métropolitain tel que présenté et annexé. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 78 733 682,02 euros
Section d'Investissement 288 682 834,78 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 027-8632/20/CM**■ Budget Annexe des Transports métropolitains - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 MET 20/16225/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur le Budget Supplémentaire du budget annexe des Transports Métropolitains pour l'exercice 2020, budget établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M43.

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	-19 889 862,32 €	-19 889 862,32 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	1 485 734,13 €	1 485 734,13 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 016-7672/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 du Budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération FBPA 025-8295/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la décision modificative n°1 pour 2020 du Budget annexe des Transports Métropolitains.

sont présentés successivement en balances générales distinctes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

La reprise des résultats de l'exercice précédent est intégrée au Budget Supplémentaire.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Supplémentaire du budget annexe des Transports Métropolitains. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Budget Annexe des Transports Métropolitains :**

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que la reprise des résultats 2019 du Budget Annexe des Transports Métropolitains.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 du Budget Annexe des Transports Métropolitains tel que présenté et annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 028-8633/20/CM

■ Participation 2020 du Budget Principal à l'équilibre du Budget Annexe des Transports Métropolitains MET 20/16242/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les exigences de service public et l'application des principes de « droit au transport pour tous », notamment pour les personnes à mobilité réduite et de « libre choix par l'usager de son mode de transport » instaurés par la loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI) du 10/12/1982, ont conduit la Métropole à développer à la fois une offre de transport adaptée aux besoins des usagers, y compris dans les zones les moins denses, la réalisation d'investissements importants, tout en préservant une politique tarifaire adaptée qui facilite l'accès aux transports publics de l'ensemble des usagers.

Les transports urbains constituent ici une forme particulière de service public dont le caractère social s'intègre au caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs.

Dans cette démarche, après l'application en 2016 du taux maximum de versement transport, il a été décidé, depuis, de contenir les hausses tarifaires à l'usager à un niveau raisonnable.

Sur le plan budgétaire, cela impacte l'équilibre du budget annexe des Transports Métropolitains dont la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service. Le respect du principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) nécessite par conséquent le recours au versement d'une participation du Budget Principal au budget annexe des Transports Métropolitains.

Cette mobilisation financière du Budget Principal de la Métropole en faveur de l'un de ses SPIC s'inscrit dans les dérogations prévues au 2° de l'article L. 2224-2 du CGCT, lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Toutefois, s'agissant de dérogation au principe de l'équilibre financier des services de transports publics réguliers de personnes, il convient de se référer en complément à l'article L1221-12 du Code des Transports. Celui-ci prévoit expressément que le financement du service soit assuré par les usagers, le cas échéant par les collectivités publiques, et par les autres bénéficiaires publics et privés qui, sans être usagers des services, en retirent un avantage direct ou indirect.

Par délibération FAG 032-7688/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une participation du Budget Principal au financement du Budget Annexe des

Transports Métropolitains au titre de l'exercice 2020 plafonnée à 120 000 000,00 €.

Avec la crise sanitaire du printemps dernier, le Budget Annexe des Transports Métropolitains enregistre une réduction de ses dépenses de près de 19,8 millions d'euros, mais surtout une baisse importante de ses recettes de l'ordre de 77,7 millions d'euros, notamment les recettes tarifaires et le versement mobilité. Cette situation engendre un déséquilibre de la section d'exploitation, hors résultats 2019, de près de 57 millions d'euros et de plus 49 millions d'euros avec la reprise des résultats 2019.

Cette situation nécessite de réviser le montant de la participation prévisionnelle 2020 et de la plafonner à 180 000 000 euros.

Pour information, la participation prévisionnelle inscrite au budget supplémentaire 2020 permettant d'équilibrer le Budget Annexe des Transports Métropolitains s'établit à 169 337 286 euros.

La participation 2020 du Budget Principal au Budget Annexe des Transports Métropolitains sera déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment son article L.1221-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 032-7688/19/CM du 19 décembre 2019 plafonnant la participation du Budget Principal au Budget Annexe des transports pour l'exercice 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation 2020 à l'équilibre du budget annexe des Transports Métropolitains par le Budget Principal.

Article 2 :

Le montant de cette participation devra couvrir à minima la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2020 au niveau du Budget Annexe des Transports Métropolitains et sera plafonné à 180 000 000,00 euros.

Article 3 :

Le versement de la participation interviendra partiellement avant fin novembre 2020 à hauteur de 60 000 000,00 euros maximum, le solde intervenant en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget Annexe des Transports Métropolitains et du Budget Principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 029-8634/20/CM

■ Budgets Annexes métropolitains - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 des budgets annexes MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Réseau de Chaleur Métropolitain, Ports Ouest Territoire et Parkings Métropole MET 20/16226/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• Budget Annexe GEMAPI :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 215 570,13 €	2 215 570,13 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	188 687,19 €	188 687,19 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Port Ouest Territoire :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	0,00 €	0,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	29 563,47 €	29 563,47 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe MIN :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	1 697 882,20 €	1 697 882,20 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	123 167,33 €	123 167,33 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe crématorium Métropole :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	479 042,69 €	479 042,69 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	116 228,06 €	116 228,06 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe parking :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	-43 500,00 €	-43 500,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	262 037,39 €	262 037,39 €

• **Budget Annexe réseau de chaleur métropolitain**

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

:

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	19 173,01 €	19 173,01 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	69 739,10 €	69 739,10 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 015-7671/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes MIN, GEMAPI,

Crématorium Métropole, Réseau de Chaleur Métropolitain, Ports Ouest Territoire et Parkings Métropole ;

- La délibération FAG 015-7671/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Réseau de Chaleur Métropolitain, Ports Ouest Territoire et Parkings Métropole ;
- La délibération FBPA 026-31/07/20 CM du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 des Budgets Annexes MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Réseau de Chaleur Métropolitain, Ports Ouest Territoire et Parkings Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 des Budgets Annexes Gémapi, Port Ouest Territoire, Min, Crématorium Métropole, Parkings Métropole et réseau de chaleur métropolitain aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Gémapi, Port Ouest Territoire, Min, Crématorium Métropole, Parkings Métropole et réseau de chaleur métropolitain tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 030-8635/20/CM

**■ Renommage du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets CT 1 en Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues
MET 20/16260/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans l'objectif d'un budget unique dédié à la gestion des déchets de l'ensemble de la Métropole prévu à partir du 1er janvier 2021, l'ensemble des dépenses et des recettes liées à la gestion des déchets des Territoire Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ont été regroupées, depuis le 1er janvier 2020, au sein du budget historiquement dévolu au seul Territoire Marseille Provence. Ainsi le budget voté représente une vision consolidée des activités des trois territoires en matière de gestion des déchets.

Les dépenses et recettes d'exploitations respectives de ces activités territorialisées sont suivies de manière analytique au sein de ce budget.

Cette évolution nécessite de renommer le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets CT 1 (SIRET 20005480700108) en « Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ».

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La dénomination Budget Annexe « Collecte et Traitement des Déchets CT1 » (SIRET 20005480700108) évolue en « Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 031-8636/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues
MET 20/16258/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 57, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Dans l'objectif d'un budget unique dédié à la gestion des déchets de l'ensemble de la Métropole prévu à partir du 1er janvier 2021, l'ensemble des dépenses et des recettes liées à la gestion des déchets des Territoire Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de

l'Etoile et Pays de Martigues ont été regroupées, depuis le 1er janvier 2020, au sein du budget historiquement dévolu au seul Territoire Marseille Provence.

Ainsi, ce budget représente une vision consolidée des activités de ces trois territoires en matière de gestion

des déchets.

L'équilibre du Budget Supplémentaire de ce budget annexe s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	14 329 615,32 €	14 329 615,32 €
	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	1 897 218,78 €	1 897 218,78 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 018-7674/19/CM en date du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 du budget annexe de la collecte et du traitement des déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La délibération FBPA 020-8292/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 du budget annexe de la collecte et du traitement des déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020,
- L'avis du Conseil de Territoire Aubagne Pays de l'Etoile du 14 octobre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 du Budget Annexe de la Collecte et du Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence au Budget Supplémentaire.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 du budget annexe Collecte et Traitement des Déchets des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues tel que présenté et annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 032-8637/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Territoire de Marseille-Provence MET 20/16229/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice

précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

• **Budget Annexe Assainissement :**

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	16 668 029,85 €	16 668 029,85 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	20 388 359,55 €	20 388 359,55 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Eau :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 895 541,99 €	2 895 541,99 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	14 067 242,09 €	14 067 242,09 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Budget Annexe Ports de Plaisance :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	330 632,88 €	330 632,88 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	586 195,69 €	586 195,69 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Budget Annexe Crématorium :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	3 022 049,90 €	3 022 049,90 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	-3 737 €	3 625 873,57 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Budget Annexe Opérations d'Aménagement :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	00,00 €	00,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	2 373 052,87 €	2 373 052,87 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2020.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 2018-7674/19/CM en date du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération FBPA 020-8292/20/CM en date du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 des Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats 2019 des Budgets Annexes Assainissement, Eau, Ports de Plaisance, Crématorium et Opérations d'Aménagement du Territoire Marseille Provence aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Assainissement, Eau, Ports de

Plaisance, Crématorium et Opérations d'Aménagement du Territoire Marseille Provence tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

FBPA 033-8638/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Territoire du Pays d'Aix
MET 20/16232/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Budget Annexe Aménagement :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	873 012,84 €	873 012,84 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	600 000,00 €	600 000,00 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Traitement des déchets :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	3 203 243,00 €	3 203 243,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	14 589 585,00 €	14 589 585,00 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Assainissement en délégation :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	3 627 675,00 €	3 627 675,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	8 832 190,57 €	8 832 190,57 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Eau en délégation :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 971 122,00 €	2 971 122,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	3 151 302,48 €	3 151 302,48 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Où le rapport ci-dessus,

Vu

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 des Budgets Annexes Aménagement, Traitement des déchets, Assainissement en délégation et Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Aménagement, Traitement des déchets, Assainissement en délégation et Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix, tels que présentés et annexés.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 019-7675/19 CM en date du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FBPA 021-8293/20/CM en date du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 034-8639/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Territoire du Pays Salonais
MET 20/16233/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Budget Annexe Assainissement :**

	dépenses	recettes
Section d'Exploitation	164 264,29 €	164 264,29 €

	dépenses	recettes
Section d'Investissement	5 459 722,15 €	5 459 722,15 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Eau :**

	dépenses	recettes
Section d'Exploitation	99 913,88 €	99 913,88 €

	dépenses	recettes
Section d'Investissement	4 239 045,67 €	4 239 045,67 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets :**

	dépenses	recettes
Section d'Exploitation	1 744 875,39 €	1 744 875,39 €

	dépenses	recettes
Section d'Investissement	- 224 196,08 €	- 224 196,08 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Opérations d'aménagement des Zones d'activités :**

	dépenses	recettes
Section d'Exploitation	229 620,18 €	229 620,18€

	dépenses	recettes
Section d'Investissement	1 131 226,03€	1 131 266,03 €

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le 12 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération FBPA XXX du 15 octobre 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération FAG 020-7676/19/CM du 19 déc

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 des Budgets Annexes Assainissement, Eau, Collecte et Traitement des déchets et Zone d'aménagement du Territoire du Pays Salonais aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Où il le rapport ci-dessus,

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Assainissement, Eau, Collecte et Traitement des déchets et Zone d'aménagement du Territoire du Pays Salonais tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 035-8640/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 20/16240/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	4 000 691,29 €	4 000 691,29 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	4 424 570,42 €	4 424 570,42 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-7677/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• Budget Annexe Assainissement :

Le budget supplémentaire s'équilibre comme suit :

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 du Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au Budget Supplémentaire.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 du Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile tel que présenté et annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 036-8641/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 d'Istres-Ouest Provence
MET 20/16237/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Budget Annexe EAU POTABLE :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	900 514,62 €	900 514,62 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	5 364 608,82 €	5 364 608,82 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe ASSAINISSEMENT :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 300 842,78 €	2 300 842,78 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	8 038 158,94 €	8 038 158,94 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe ENTREPRISES :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 402 718,77 €	2 402 718,77 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	2 337 717,81 €	2 337 717,81 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe REGIE ACTION SOCIALE :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	-35 870,00 €	-35 870,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	17 009,61 €	17 009,61 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe TRAITEMENT DES DECHETS :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 277 100,62 €	2 277 100,62 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	562 988,64 €	562 988,64 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 022-7678/19/CM approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire Istres Ouest Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Istres Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultat 2019 des Budgets Annexes Eau

potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitement des déchets du Territoire Istres Ouest Provence aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Eau potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitement des déchets du Territoire Istres Ouest Provence tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 037-8642/20/CM

■ **Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Pays de Martigues**
MET 20/16239/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Budget Annexe Eau :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	1 892 409,79 €	1 892 409,79 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 385 321,00 €	2 385 321,00 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• **Budget Annexe Assainissement :**

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	1 301 363,00 €	1 301 363,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	445 000,00 €	445 000,00

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 023-7679/19/CM19 du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 des Budgets Annexes Eau et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Eau et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 039-8644/20/CM

**■ Abrogation à compter du 1er janvier 2021 des taux majorés de la taxe d'aménagement sur les secteurs concernés des communes de Pertuis et de Bouc Bel Air
MET 20/14719/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les métropoles. Il en résulte que la Métropole peut fixer librement le taux de la taxe d'aménagement. Deux types de taux peuvent être institués :

- d'une part, l'article L.331-14 du Code de l'Urbanisme permet d'adopter un taux de droit commun dans une fourchette comprise entre 1% et 5% ;
- et d'autre part, l'article L.331-15 du Code de l'Urbanisme permet d'adopter un taux majoré jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée.

L'application d'un taux majoré sur un secteur dont l'urbanisation nécessite la réalisation d'équipements est l'un des outils à la disposition des collectivités territoriales pour financer les infrastructures. Le Projet Urbain Partenarial (PUP) ou la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sont également des moyens de financement qui peuvent être utilisés à cette fin.

L'instauration d'un taux majoré sur un secteur doit répondre aux conditions définies par la loi.

D'une part, des conditions cumulatives sont à respecter pour pouvoir instaurer un taux de taxe d'aménagement majoré :

- Réalisation de travaux substantiels : création ou renforcement d'infrastructures de voirie ou de réseau (notamment eau potable, électricité, assainissement, éclairage public, station d'épuration...) ; création d'équipements généraux (dits de superstructures) : marche couvert, salle des fêtes, salle de sport, piscine, parking, bibliothèque, gare RER ou TER.
- Implantation de constructions nouvelles : la réalisation des travaux doit être rendue nécessaire par la création de constructions nouvelles ;
- Estimation de la surface plancher créée sur le périmètre où un taux de taxe d'aménagement majoré pourrait être appliqué.

D'autre part, le produit issu du taux de taxe d'aménagement majoré doit être inférieur ou égal au montant des équipements à financer ce qui implique d'estimer le coût des équipements pour les habitants et les usagers du secteur concerné.

Le Conseil de la Métropole a adopté, par une délibération du 17 octobre 2016, la reprise à l'identique des secteurs de taux majorés appliqués auparavant dans les communes de Bouc-Bel-Air (20%) et de Pertuis (20%).

Afin d'assurer la mise à jour des secteurs au regard du contexte propre à chaque zone, une concertation a été réalisée entre la Métropole et les communes membres. Après analyse et sur avis des communes

concernées, il apparaît que les secteurs majorés actuels des communes de Bouc-Bel-Air et de Pertuis ne correspondent plus au contexte de l'aménagement des zones sur lesquelles s'appliquaient ces taux et qu'ils doivent ainsi être supprimés à compter du 1^{er} janvier 2021.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'abroger les dispositions de la délibération n°FAG 027-1030/16/CM du 17 octobre 2016 au titre de l'article 4 relatif au taux majoré de la taxe d'aménagement de secteurs situés sur la commune de Bouc-Bel-Air, et de l'article 7 relatif au taux majoré de la taxe d'aménagement de secteurs situés sur la commune de Pertuis.

Par ailleurs, les articles 3, 5 et 6 de la délibération susnommée relatifs aux taux majorés sont maintenus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L331-2 et L331-14 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 027-1030/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole portant approbation des taux majorés de taxe d'aménagement.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les articles 4 et 7 de la délibération n°FAG 027-1030/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relatifs à l'approbation des taux majorés de taxe d'aménagement sur les secteurs situés sur les communes de Bouc-Bel-Air et de Pertuis sont abrogés à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 2 :

Les autres dispositions de la délibération n°FAG 027-1030/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre

2016 portant sur les taux majorés de la taxe d'aménagement sont maintenues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 040-8645/20/CM

■ Approbation de la liste des associations et fondations exonérées de versement mobilité pour l'année 2021

MET 20/11091/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement mobilité collecté par les organismes de recouvrement de la sécurité sociale (URSSAF). Les redevables du versement mobilité sont les employeurs publics et privés d'au moins onze salariés installés sur son territoire. Le montant acquitté par chaque employeur résulte du produit du taux de 2% adopté par la Métropole Aix-Marseille-Provence et des rémunérations soumises à cotisations de la sécurité sociale.

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement, exonère les fondations et associations, sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- et le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leur prépondérance budgétaire au sein de l'activité de l'établissement ;
- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation de chaque établissement des associations et fondations concernées, et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés pour

mettre à jour leur dossier et apporter toutes les précisions sur leur situation. Il est précisé que l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'instruction des demandes doivent être fournis par les associations et fondations pour qu'elles puissent bénéficier d'une exonération de versement mobilité.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait approuvé pour l'année 2020 l'exonération de versement transport de deux établissements représentant deux associations :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, pour son l'établissement se situant au 279 avenue de la Capelette 13010 Marseille ;
- Association les Petits Frères des Pauvres, SIRET 775 680 259 00311, pour son établissement se situant au 5, impasse Le Manier 13013 Marseille.

Pour l'année 2021, les dossiers de renouvellement d'exonération, ainsi que les nouvelles demandes d'exonération doivent faire l'objet de nouvelles instructions. L'analyse des dossiers reçus a permis d'ores et déjà de constater qu'un établissement respecte les conditions cumulatives ouvrant droit à l'exonération de versement mobilité :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, pour son l'établissement se situant au 279 avenue de la Capelette 13010 Marseille.

Tout renouvellement ou demande nouvelle conforme aux conditions légales fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article unique :

L'établissement suivant est exonéré du versement mobilité pour l'année 2021:

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, pour son l'établissement se situant au 279 avenue de la Capelette 13010 Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 041-8646/20/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation relative à l'opération d'investissement liée à la création et aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin et de l'opération relative à la création de la voie U236 à Marseille (14ème arrondissement)
MET 20/14989/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Cité Saint-Joseph est située entre la traverse Tour Sainte à l'Est, la voie SNCF au Sud et des terrains libres d'urbanisation au Nord. Elle est accessible depuis le chemin de Saint-Joseph à Sainte-Marthe, par la traverse du Vieux Moulin qui se termine en impasse.

La cité, extrêmement dégradée, fait l'objet d'une opération de réhabilitation s'inscrivant dans le cadre d'une convention financière n°07/1167 entre l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Commune de Marseille.

Cette convention, approuvée par délibération n° HAP 3/093/CC du Conseil de Communauté du 12/02/2007, a été notifiée le 5 juillet 2007. Le projet global comporte, outre la réhabilitation, la démolition et la reconstruction de logements, le désenclavement de la cité par réaménagement des voies existantes (réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin et élargissement de la traverse Tour-Sainte) et la création de voies nouvelles (U 299 et tronçon Est de la U 236).

La création d'une autorisation de programme a été présentée dans la délibération cadre n° VOI 002-243/08/CC du 8 février 2008, relative aux opérations d'investissement prévues au budget primitif 2008.

Par délibération VOI 004-618/08/CC du 18 juillet 2008, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour un montant de 3 400 000 euros TTC.

Par délibération VOI 002-08/02/08/CC du 08 février 2008, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour un montant de 1 200 000 euros TTC concernant l'opération : Création de la voie U236.

Au démarrage des travaux, il s'est avéré que l'emprise foncière nécessaire à la réalisation de la Tranche Ferme n'était pas disponible, du fait de problèmes de successions entre héritiers. Afin de ne pas perdre le bénéfice des financements apportés par l'ANRU le Maître d'ouvrage a pris la décision de démarrer les travaux des tranches optionnelles TO1 et TO2 à compter du 03 septembre 2019 et de notifier uniquement le démarrage de la période de préparation de la Tranche Ferme, dans l'attente du règlement des procédures foncières.

L'exutoire du réseau pluvial des tranches opérationnelles se situait sous les emprises de la tranche ferme. Ne disposant pas de l'ensemble des emprises foncières et afin de créer un exutoire satisfaisant, il a fallu adapter le projet en posant une nouvelle canalisation sous la voirie existante (Traverse du Vieux-Moulin). Les investigations complémentaires réalisées sous ce tronçon, ont mis en évidence une multitude de réseaux enterrés, compliquant ainsi le passage du réseau pluvial.

Enfin, les concertations menées auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer, en vue de la rédaction d'un protocole foncier, ont engendré des travaux d'aménagement spécifiques (murs, clôtures) qui n'avaient pas été intégrés à l'origine du projet.

Dès lors, l'opération d'investissement 2008100600 intitulée «Création et aménagement des voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille (14ème arrondissement)» d'un montant de 3 400 000 euros TTC inscrite au budget de l'état spécial de Territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme AP 141240 BP doit être révisée pour un montant de 550 000 euros TTC.

De même, l'opération d'investissement 2007106000 intitulée «création de la voie U236 à Marseille» (14ème arrondissement) d'un montant de 120 000 euros TTC inscrite au budget de l'état spécial de Territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme AP 141082BP doit être révisée pour un montant de 150 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HAP 3/093/CC du Conseil de Communauté du 12/02/2007, a été notifiée le 5 juillet 2007 approuvant la convention financière n°07/1167 entre l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Commune de Marseille ;
- La délibération VOI 002- 243/08/CC du 8 février 2008 relative aux opérations d'investissement prévues au budget primitif 2008 ;
- La délibération VOI 004-618/08/CC du 18 juillet 2008, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation à la hausse de l'opération d'investissement «création et aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille (14ème arrondissement)» pour un montant de 550 000 euros TTC portant l'opération à 3 950 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation à la hausse de l'opération d'investissement «la création de la voie U236 à Marseille» (14ème arrondissement) pour un montant de 150 000 euros TTC portant l'opération à 1 350 000 euros TTC ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement 2008100600 – création et aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille (14ème arrondissement) - rattachée au programme 24 ANRU - code AP 141240BP, pour un montant de 550 000 euros TTC portant l'opération à 3 950 000 euros TTC.

Article 2 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement 2007106000 – création de la voie U236 à Marseille (14ème arrondissement) - rattachée au programme 08 GEI hors projets spécifiques - code AP 141082BP, pour un montant de 150 000 euros TTC portant l'opération à 1 350 000 euros TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2020 et suivants du Budget Territoire – Opération 2007106000 : Création de la voie U236 – Nature : 4851191002 – Nature : 851 - Sous-Politique : C311.
Selon l'échéancier suivant :
Consommé antérieur : 803 883,33 euros TTC
CP 2020 : 546 116,67 euros TTC

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2020 et suivants du Budget Territoire – Opération 2008100600 : ANRU Saint Joseph – Nature : 4851191002 – Nature : 851 - Sous-Politique : C311.

Selon l'échéancier suivant :
Consommé antérieur : 1 336 885,12 euros TTC
CP 2020 : 2 613 114,88 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 042-8647/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove MET 20/15149/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune du Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement de la traversée du Rove / RD 568.

La traversée du Rove/RD568 représente 1 830 mètres linéaires de voirie. Elle se raccorde à l'Ouest à la route du Rove/RD5 via le carrefour giratoire du Douard et au Sud-Est au boulevard de la Ricarde, dit carrefour de l'Héritage.

La partie de voie à aménager (la RD568) est une voie départementale multifonctionnelle en traversée d'agglomération. Il s'agit d'une route à grande circulation qui permet d'assurer notamment la circulation des transports exceptionnels. Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône délègue sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des études et des travaux et participera au financement des travaux.

Les objectifs de cet aménagement sont notamment les suivants :

- Rompre avec une logique purement routière ;
- Jouer sur les profils (séquences) pour agir sur la vitesse des automobilistes ;
- Aménager les carrefours afin de fluidifier et sécuriser les mouvements ;
- Aménager et sécuriser les traversées piétonnes ;
- Partager l'espace et diversifier les usages ;
- Donner de la place aux modes actifs piétons et vélos ;
- Aménager et mieux organiser les espaces dédiés aux transports collectifs ;
- Mettre en scène le paysage par l'aménagement de séquences ;
- Tisser des liens entre les deux rives de la voie au niveau des lieux de vie ;
- Affirmer le traitement urbain au niveau du centre-ville ;
- Identifier des aménagements paysagers qualitatifs.
- Redimensionner et renouveler les structures et revêtements de voirie ;
- Rénover l'éclairage public par la pose de nouveaux candélabres ;
- Adapter la capacité du réseau de collecte des eaux pluviales aux orientations du schéma directeur d'assainissement et aux prescriptions de l'étude hydraulique.

Le montant de l'autorisation de programme (AP) a été fixée par délibération VOI 001-769/15/CC du 19 février 2015 à 5 000 000 € TTC.

Ce montant prenait en compte les travaux d'aménagement de la voirie. Les travaux d'assainissement pluvial et d'éclairage public, étant alors de compétences communales. Au vu de l'évolution des compétences de la Métropole dans ces deux domaines, il apparaît nécessaire de compléter l'autorisation de programme.

Compte tenu du contexte hydraulique très problématique sur ce secteur et de la nécessité de prendre en compte d'une part, le Schéma Directeur d'Assainissement, et d'autre part, l'étude hydraulique et les préconisations de la DREAL, les aménagements pluviaux à mettre en œuvre représentent une part financière très importante, soit près de 40% de l'enveloppe globale des travaux. Ces aménagements consistent en la mise en place de canalisations nouvelles, du reprofilage du réseau existant et en la réalisation de bassins de rétention.

Par ailleurs, l'éclairage public n'avait pas été intégré initialement à l'estimation (il s'agissait également d'un poste de compétence communale).

La prise en charge du génie civil pour l'enfouissement des réseaux, de divers aménagements induits par des contraintes techniques non décelables lors de l'estimation initiale, et du montant du marché de maîtrise d'œuvre qui a augmenté en conséquence, concourent également à justifier l'augmentation de l'autorisation de programme de cette opération qu'il convient de porter à 9 000 000 euros TTC (+ 4 000 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015 fixant le volume de l'autorisation de programme relative à l'« aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'affectation de l'opération n°2013101100 intitulée « aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove » pour un montant de 4 000 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 5 000 000 euros à 9 000 000 euros, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 141141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants :

Opération 2013101100 - Autorisation de Programme 141141BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Antériorité : 73 098,45 euros

Année 2020 : 800 000,00 euros

Année 2021 : 4 000 000,00 euros

Année 2022 : 4 126 901,55 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 043-8648/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille

MET 20/15187/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité procéder à l'aménagement du boulevard de la Blancarde dans le 4^{ème} arrondissement.

Cet aménagement consiste en la requalification de la partie du boulevard située entre le boulevard Rougier et l'avenue de Saint Barnabé (soit 430 mètres linéaires).

Le projet représente une surface globale de 6 000m² à aménager. Il consiste notamment à élargir les trottoirs, à instaurer une zone 30 avec plateaux surélevés, à matérialiser les places de stationnement et à prévoir un aménagement cyclable.

Les contraintes d'exécution du chantier ont rallongé le délai de réalisation et induit des surcoûts d'un montant

de 90 734,09 euros TTC ayant fait l'objet d'un avenant au marché de travaux.

Par ailleurs et afin d'assurer une cohérence entre deux aménagements qualitatifs (requalification de l'Avenue Françoise Duparc, dont les travaux sont en cours et la présente opération relative à l'aménagement du boulevard de la Blancarde), il est nécessaire de prévoir une extension du périmètre de cette dernière (coût estimé à +235 000 euros TTC), en poursuivant la requalification dudit boulevard de la Blancarde, entre le boulevard Rougier et l'avenue Françoise Duparc (soit + 100 mètres linéaires).

En conséquence, l'enveloppe financière doit être réévaluée.

L'opération n°2015107900 intitulée : « MARSEILLE – Aménagement du boulevard de la Blancarde » a été créée par délibération n° VOI 008-776/15/CC en date du 19 février 2015, pour un montant de 1 300 000 euros TTC. Elle a été réévaluée à 1 400 000 euros TTC par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018. Il est envisagé de porter celle-ci à hauteur de 1 800 000 euros TTC (+ 400 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 008-776/15/CC du 19 février 2015 fixant le volume de l'autorisation de programme intitulée « MARSEILLE – Aménagement du boulevard de la Blancarde » ;
- La délibération VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 modifiant le volume de l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2015107900 intitulée «MARSEILLE – Aménagement du boulevard de la Blancarde » pour un montant de 400 000 euros portant le montant total de l'opération de 1 400 000 euros TTC à 1 800 000 euros TTC, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 141141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants : Opération 2015107900 - Autorisation de Programme 141141BP.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Antériorité : 611 015,07 euros.

Année 2020 : 960 000,00 euros.

Année 2021 et suivantes : 228 984,93 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 044-8649/20/CM

■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune de Grans pour la réalisation de plusieurs opérations MET 20/15970/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre XI la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L. 5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L. 5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des

fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Grans a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- Travaux de réhabilitation de divers bâtiments administratifs et acquisition de matériel informatique
- Travaux de rénovation de la mairie, de locaux administratifs, d'équipements sportifs, d'écoles et du gymnase Paul SIAS
- Travaux d'aménagement du cimetière
- Travaux et études complémentaires pour la réalisation du gymnase Mary Rose

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 956 760 € HT. La part sollicitée est évaluée à 386 000 € et est financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020 ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'ensemble des opérations listées ci-dessus sur la commune de Grans.
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le versement d'une participation d'un montant de 386 000 euros à la commune de Grans pour le financement des opérations présentées ci-dessus ainsi que la convention correspondante, jointe en annexe, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans précisant les modalités de versement de ladite participation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et l'ensemble des actes y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501700, nature 2041412, code opération 2017501700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 045-8650/20/CM

**■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune d'Istres pour la réalisation de l'opération "démolition et réalisation d'un aménagement du site de l'ancienne école Sainte-Catherine"
MET 20/15971/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre XI la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L. 5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L. 5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation à financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune d'Istres a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour l'opération suivante :

- Démolition et réalisation d'un aménagement site de l'ancienne école Sainte-Catherine.

Le coût estimé pour cette opération s'élève à 206 500,00 € HT. La part éligible sollicitée est évaluée à 103 250 € et est financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'opération « démolition et réalisation d'un aménagement du site de l'ancienne école Sainte-Catherine » sur la commune d'Istres.
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une participation de 103 250 euros à la commune d'Istres pour le financement de l'opération présentée ci-dessus ainsi que la convention à intervenir entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres précisant les modalités de versement de ladite participation jointe en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et l'ensemble des actes y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501800, nature 2041412, code opération 2017501800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 047-8652/20/CM

**■ Approbation de la liste des contribuables à proposer au directeur départemental des finances publiques pour pourvoir aux sièges de commissaires au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)
MET 20/16185/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions du Code Général des Impôts (CGI), l'installation du nouveau Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 9 juillet 2020 implique le renouvellement, dans les meilleurs délais, de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) prévue à l'article 1650 A du CGI.

La CIID intervient dans la révision foncière des locaux professionnels. Elle est ainsi saisie par la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels pour avis sur :

- la délimitation des secteurs d'évaluation ;
- les coefficients éventuels de localisation.

La CIID est également informée des modifications de valeur locative des établissements industriels évalués selon la méthode comptable.

Son rôle est consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

Il est précisé en revanche que l'évaluation des bases d'imposition du foncier d'habitat demeure de la compétence exclusive des commissions communales des impôts directs.

La commission intercommunale des impôts directs est composée de onze membres : le Président de la Métropole ou un Vice-président délégué et dix commissaires titulaires assistés par dix commissaires suppléants.

En application de l'article 1650 A du CGI, les commissaires titulaires et suppléants sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur la base d'une liste de quarante contribuables qui doit être dressée par l'organe délibérant de la Métropole au regard des candidatures proposées par ses communes membres.

A cette fin, sur la base des propositions municipales recueillies, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la liste, ci-annexée, comportant les noms de vingt contribuables à proposer pour pourvoir aux sièges de commissaires titulaires et de vingt autres contribuables à proposer pour pourvoir aux fonctions de commissaires suppléants, au sein de la CIID conformément aux dispositions du Code Général des Impôts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code général des impôts et particulièrement son article 1650 A ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les propositions exprimées par les communes membres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'installation du nouveau Conseil de la Métropole implique le renouvellement de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID), composée du Président de la Métropole ou d'un Vice-président délégué et de dix commissaires titulaires assistés par dix commissaires suppléants ;
- Que les commissaires titulaires et suppléants sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur la base d'une liste de quarante contribuables qui doit être dressée par l'organe délibérant de la Métropole au regard des candidatures proposées par ses communes membres ;
- Qu'il convient donc d'approuver la liste des contribuables à proposer aux fonctions de commissaires titulaires et commissaires suppléants de la CIID.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la liste ci-annexée des contribuables à proposer au directeur départemental des finances publiques pour pourvoir aux sièges de commissaires au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 048-8653/20/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes MET 20/16235/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, suite au renouvellement général, il appartient au Conseil de la Métropole nouvellement installé de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications doivent être apportées pour les raisons ci-après :

- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du SABA. Or, suite à une erreur matérielle, il convient donc de procéder à la modification des désignations effectuées par la délibération précitée ;
- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses quinze représentants titulaires et ses quinze représentants suppléants au Comité syndical du Syndicat mixte de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU). Conformément aux statuts, il convient de modifier la répartition territoriale des représentants de la Métropole et de modifier les désignations des titulaires et suppléants pour les communes de Martigues et Port de Bouc telles qu'approuvées par la délibération précitée ;

- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la SOLEAM.
Il convient de procéder à des modifications sur les désignations des représentants titulaires au Conseil d'administration telles qu'approuvées par la délibération précitée ;
- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses deux représentants au Conseil d'administration de la SCP Canal de Provence.
Toutefois, conformément aux lois du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, il convient de remplacer, au Conseil d'administration, un des représentants masculins de la Métropole par une femme.
- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein de l'AGAM. Compte tenu de la démission de Monsieur VIGOUROUX de sa fonction d'administrateur, il convient de procéder à son remplacement.
- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein de l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix (AUPA).
Il convient de procéder à la modification des désignations effectuées par la délibération précitée.
- Par délibération n° FBPA 040-8310/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH).
Suite au changement de nom du syndicat mixte, il convient de modifier sa dénomination telle qu'elle figurait dans la délibération précitée.
- Par délibération n° FBPA 036-8306/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du Groupe de travail pour élaborer le pacte de gouvernance, financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Or,

Messieurs François BERNARDINI et Serge PEROTTINO étant membres de droit de cette commission, il convient de désigner deux nouveaux membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs.
- Que dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du SABA, du SYMCRAU, de la SOLEAM, de la SCP Canal de Provence, de l'AUPA et de l'AGAM telles qu'approuvées par l'article 1 de la délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Article 3 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Groupe de travail pour élaborer le pacte de gouvernance, financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence telles qu'approuvées par l'article unique de la délibération n° FBPA 036-8306/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Article 4 :

Est modifiée la dénomination du Syndicat Intercommunal du Bassin versant de l'Huveaune (SIBVH) telle qu'elle figurait dans la délibération n° FBPA 040-8310/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, comme suit : Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH).

Article 5 :

Concernant le SERAMM, titulaire du contrat de délégation de service public assainissement pour la Zone Centre (Marseille et autres communes du Conseil de Territoire de Marseille), il convient de préciser que le représentant de la Métropole au Conseil d'administration y siègera sur invitation du SERAMM et ce, conformément au contrat de DSP.

Article 6 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de se porter candidates et d'accepter toutes fonctions de direction qui pourraient leur être confiées, et notamment celle de Président du conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de directeur général de SPL et de SEML.

Article 7 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de percevoir une rémunération au titre de leur fonction d'administrateur, et de se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels peuvent être allouées des rémunérations exceptionnelles conformément aux dispositions légales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 049-8654/20/CM

■ Commissions Permanentes de Travail et d'Études - Modifications

MET 20/16289/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 012-8084/20/CM du 9 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a créé dix Commissions Permanente de Travail et d'Études dont la composition a été déterminée par délibération n° FBPA 040-8310/20/CM du 31 juillet 2020.

Certains Conseillers métropolitains ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études et ce dans le respect de la représentation proportionnelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 012-8084/20/CM du 9 juillet 2020 portant création des Commissions permanentes de travail et d'études ;
- La délibération FBPA 040-8310/20/CM du 31 juillet 2020 portant composition des Commissions permanentes de travail et d'études.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est modifiée la délibération FBPA 040-8310/20/CM du 31 juillet 2020 comme suit :

- Commission permanente de travail et d'études « Projet métropolitain, réforme métropolitaine et concertation territoriale »

- Madame Mathilde CHABOCHE est remplacée par Monsieur Yannick OHANESSIAN.

- Commission permanente de travail et d'études « Stratégie de développement économique, entreprises, commerce, relance »

- Madame Agnès FRESCHER est remplacée par Madame Dona RICHARD.

- Monsieur André GOMEZ est remplacé par Monsieur Yves VIDAL

- Commission permanente de travail et d'études « Transports, mobilité durable »

- Monsieur Bernard DESTROST est remplacé par Monsieur Alain ROUSSET

- Monsieur René-Francis CARPENTIER est remplacé par Madame Saphia CHAHID

- Commission permanente de travail et d'études « Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement »

- Madame Nathalie TESSIER est remplacée par Madame Mathilde CHABOCHE.

- Madame Pascale MORBELL est remplacée par Madame Claudie HUBERT

- Monsieur Alain ROUSSET est remplacé par Monsieur Bernard DESTROST

- Commission permanente de travail et d'études « Cohésion sociale, habitat, logement »

- Madame Claudie HUBERT est remplacée par Madame Pascale MORBELL

- Commission permanente de travail et d'études « Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral »

- Madame Nicole JOULIA est remplacée par Monsieur René-Francis CARPENTIER

- Commission permanente de travail et d'études « Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité »

- Monsieur Yannick OHANESSIAN est remplacé par Madame Nathalie TESSIER.

- Madame Dona RICHARD est remplacée par Madame Agnès FRESCHER.

- Monsieur Yves VIDAL est remplacé par Monsieur André GOMEZ
- Commission permanente de travail et d'études « Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements »
- Madame Saphia CHAHID est remplacée par Madame Nicole JOULIA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 050-8655/20/CM

■ Créations, définitions, ajustements, modifications d'emplois dans le cadre des besoins des services MET 20/16266/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des emplois avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer, de modifier, d'ajuster et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après

Cependant, Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles D. 1242-3 et 6 ;
- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels (pris pour l'application de l'article 32 I de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Création d'emplois permanents à temps complet

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations d'emplois budgétaires, à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire de Marseille Provence

Un emploi de chargé de gestion technique, (poste N°32764), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Chargé de la gestion de proximité de l'espace public (voirie, propreté ...).

Suivi des études d'aménagements de l'espace public.

Diagnostic et analyse de l'existant. Profil : Bac minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale

Un emploi d'instructeur, (poste N°32688), à la direction habitat politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Instruction des aides à la pierre déléguée par l'Etat et des fonds propres de la Métropole. Conseiller les opérateurs, ingénierie financière. Suivre les aspects administratifs et financiers des aides à la pierre et du logement social pour la Métropole. Profil : Bac+2.

Article 2 : Modification et ajustements d'emplois à temps complet et temps non complet

Afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, il est nécessaire de modifier, de réajuster et de définir les postes à temps complet, ne donnant pas lieu à la création d'emplois budgétaires.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire de Marseille Provence

- **Direction Générale des Services**

Un emploi de directeur des assemblées, (poste N°25414), à la Direction des assemblées, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Mener à bien les actions nécessaires au fonctionnement des assemblées du Conseil de territoire et des commissions thématiques associées. Assurer la sécurité juridique du processus délibératif des instances et des actes administratifs pris dans le cadre des compétences déléguées. Préparation et exploitations du Conseil du Territoire. Gérer les décisions et les arrêtés du Territoire. Gérer des conventions du Territoires. Profil : niveau BAC+3 minimum en droit public.

Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence

- **Pôle Culture et Sport**

Un agent de bibliothèque, (poste N°31524), à la médiathèque intercommunale. Inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des Adjoints du patrimoine. Description du poste : Assurer la médiation documentaire auprès du public, concevoir et mettre en œuvre des projets d'action culturelle du département à l'échelle du service, du site et du réseau Profil : Titulaire du BAC.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°31551) à la Médiathèque Intercommunale, Inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Equiper les documents (CD, DVD, livres, partitions) Rénover les supports optiques (CD et DVD).

Un emploi de directeur de pôle, (poste N°31243) au pôle culture et sport, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Piloter, manager et assurer le suivi et l'évaluation des actions du pôle culture et sport notamment sur les directions des médiathèques, intercommunale du patrimoine culturel, du centre d'art contemporain, du conservatoire de musique et de danse,..... Contribuer à la définition des politiques publiques et leur mise en œuvre en matière culturelle et sportive. Suivre les dossiers stratégiques de la culture et du sport. Participer au collectif de direction générale du territoire et piloter les missions de son pôle au sein de la métropole en lien avec les DGA métropolitains. Coordonner les directions et services de son pôle, mettre en œuvre, réguler, contrôler, évaluer les plans d'actions et l'activité des services. Profil : niveau Diplôme Bac+5 dans le domaine culturel.

Pour le Territoire du Pays d'Aix

- **Pôle Culture et Sports**

Un emploi de directeur de pôle, (poste N°31651), au pôle culture et sports, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du Directeur Général des services, piloter, gérer et manager le pôle culture et sports comprenant les directions de la culture, des sports, des équipements aquatiques et la médiathèque de Pertuis. Piloter et proposer les orientations des politiques afférentes aux 4 directions du pôle. Manager les équipes de direction et des services ressources, validation des rapports au Comité Technique ou CHSCT. Assurer l'interface avec les élus et les maires au titre des actions et des équipements existants ou en projet. Assurer un suivi privilégié avec les grands opérateurs sportifs (Provence rugby - PAUCH) et culturels (CCN - CIAM – TJP – FIAL). Valider les dossiers présentés aux différentes commissions culture et sports du CT2 ainsi qu'aux instances de bureau et de conseil du Territoire et de la Métropole. Assurer l'interface avec les vice-présidents délégués notamment au titre de l'instruction des demandes de subventions. Engager et vérifier les procédures de passation de marchés et de DSP. Assister au CODIR hebdomadaire ainsi qu'à

l'ensemble des réunions administratives utiles. Assurer le suivi et le contrôle budgétaire annuel du Pôle. Profil : Bac+5.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture, Forêts, Paysage, Espaces Naturels et Intérêt Métropolitain

Un emploi de chargé de mission, (poste n°17956), à la direction patrimoine naturel et paysage, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Elaborer et assurer la mise en œuvre d'action de protection et valorisation de la biodiversité et des espaces naturels marins et littoraux sur le territoire de la Métropole. Chargé du portage du volet marin de l'Atlas de la Biodiversité Métropolitaine et l'animation des sites Natura 2000 côte bleue - chaîne de l'Estaque et Falaise de Niolon : Profil : Diplôme d'ingénieur.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale

Un emploi de chef de projets, (poste N°25692), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemble pour les Projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre est l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner leur intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Etre l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets suivis. Collaborer étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Ingénieur, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25572), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Impulser le développement de dispositifs de participation des habitants, de concertation et d'information, et accompagner dans leur mise en œuvre les Chefs de Projet qui pilotent les PRU dans toutes leurs dimensions. Développer les relations publiques avec l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques et sociaux susceptibles d'être impliqués dans les projets de Renouvellement Urbain Métropolitain. Collaborer avec le chargé de mission communication / webmaster plus particulièrement en charge de la production des supports de communication. Profil : Bac+3.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25574), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemble pour les Projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre est

l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner leur intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Etre l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets suivis. Collaborer étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Ingénieur, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi d'assistant de direction, (poste N°25566), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du Directeur, assurer son secrétariat, ainsi qu'un certain nombre de tâches pour le fonctionnement général, particulièrement pour la gestion de ses relations avec les membres et les partenaires. Profil : Bac minimum.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25568), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemble pour les Projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre est l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner leur intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Etre l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets suivis. Collaborer étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Ingénieur, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi de mission, (poste N°25567), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité d'un responsable de pôle, intervenir en appui aux chefs de projets, dans une logique de développement de projet, sur 4 champs thématiques : Ingénierie sociale - dialogue et travail avec les acteurs locaux sur les territoires en PRU ; Information / concertation / participation des habitants ; Développement de projets / diversification immobilière / Développement économique; GUP / gestion des sites. Profil : Bac+3.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25569), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemble pour les Projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre est l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner leur intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les

partenaires avec les objectifs du projet. Etre l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets suivis. Collaborer étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Ingénieur, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi de chef de projets, (poste N°32683), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemblier pour les Projets de Renovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner l'intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Profil : Ingénieur, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi d'instructeur, (poste N°23763), à la direction habitat politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Instruction des aides à la pierre déléguée par l'Etat et des fonds propres de la Métropole. Conseiller les opérateurs, ingénierie financière. Suivre les aspects administratifs et financiers des aides à la pierre et du logement social pour la Métropole. Profil : Bac+2.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°17638), à la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Représenter ou assister le Maître d'ouvrage sur les plans technique, administratif et financier, lors des phases de programmation, conception et réalisation de projets neufs ou de restructuration du patrimoine bâti. Elaborer, piloter et coordonner les projets en maîtrise d'ouvrage interne et externe. Profil : Bac+2 minimum.

Un emploi de gestionnaire technique ou d'agent technique polyvalent, (poste N°32684), à la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Réaliser un inventaire des sites et leur classement. Centraliser les pv de commission de sécurité et les pv d'ouverture. Rédiger les CCTP des marchés de sécurité incendie ainsi que les avenants. Animer les réunions annuelles de suivi de marchés avec la responsable de la division Maintenance. Profil : Bac minimum.

Un emploi de responsable de division, (poste N°26162), à la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en

référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la maintenance technique, l'entretien de l'ensemble des bâtiments afin d'assurer leur bon fonctionnement. Proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et réglementaires permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens de la Métropole. Superviser et animer le « réseau » des responsables techniques référents sur les territoires. Profil Bac+3 minimum ou diplôme d'ingénieur.

Un emploi de chargé d'études, (poste N°25624), à la direction du foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion locative et patrimoniale de biens immobiliers métropolitains sur son secteur ou projet. Coordonner les réponses aux divers besoins patrimoniaux en mode projet. Etre le référent d'un secteur ou d'un projet spécifique. Profil : Bac+3, master 2 aménagement du territoire.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°25584), à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Apporter un soutien permanent dans l'exécution des tâches administratives liées aux champs d'intervention, et plus spécifiquement pour la préparation et le suivi des Conseils de Territoire et de la Métropole, ainsi qu'en matière des ressources humaines (gestion des carrières). Apporter une aide permanente, à l'ensemble du service, et au besoin à la direction, et ce sous le contrôle du chef de service et/ou du directeur, en terme d'organisation, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement, de suivi des dossiers et de contrôle administratif des actes et de leurs circuits.

Un emploi de mission, (poste N°25588), à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du Chef de Service, assurer la gestion administrative et budgétaire de la Direction, du suivi financier global des projets de renouvellement urbain et de la gestion des flux financiers (conventions de financement conclues entre le GIP MRU et ses partenaires et la Métropole AMP). Profil Bac+3.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°25587), à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le traitement comptable des dépenses et recettes courantes. Recueillir et traiter les informations nécessaires à l'exécution des marchés publics. Assurer la relation avec les fournisseurs ou services utilisateurs. Suivre et gérer les dossiers administratifs (notamment les procédures formalisées et non formalisées des marchés publics, des conventions). Référent comptable des directions opérationnelles et du trésor public.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget

Un emploi de directeur adjoint, (poste N°32713) affecté au territoire d'Istres Ouest Provence, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : le Responsable Territorial Finances –EST assure la permanence de celle-ci, qu'il représente sur le Territoire. Il représente également les directions « métier » de la DGAFB sur le Territoire.

Interlocuteur privilégié du Président et directeur général des services du Territoire, il est le garant des orientations de la stratégie définie par les Elus et la Direction générale métropolitaine, ainsi que de la qualité du travail réalisé sur le Territoire en matière de finances.

Il assure un contrôle amont de la qualité des productions et transmissions du Territoire et fait en sorte que les procédures soient appliquées. Il est un acteur pivot de l'activité budgétaire sur le Territoire.. Profil : Bac+3.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°28202) à la direction recettes et ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Apporter une assistance administrative au service subvention et partenariats externes. Assurer le suivi administratif des dossiers de subventions sollicités auprès des organismes financeurs. Assurer le suivi des émissions de titres de recette. Assurer la relation avec les directions opérationnelles.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°28040) à la direction recettes et ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi et l'exécution comptable de la dette en lien avec la recette des finances. Assurer le suivi des marchés du service dette (bon de commandes, paiement des factures). Assurer le suivi du courrier et des parapheurs via le logiciel dédié.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°28260), à la direction budget programmation prospective, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le traitement des prévisions de dépense et recettes dans le cadre des procédures d'élaboration et de suivi budgétaire. Travailler en binôme et seconder le cadre référent sur les domaines de la programmation et production budgétaire. Etre le référent et l'interlocuteur privilégié des DGA dont il a la charge. Porter assistance auprès des directions dans l'accomplissement de leurs missions.

Un emploi d'assistant manager, (poste N°28182), à la direction ressource, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste :

Apporter une aide permanente au DGA Finances et Budget et à son équipe rapprochée en termes de gestion, communication, information, accueil, préparation, classement des dossiers. Recueillir et traiter les informations nécessaires au fonctionnement administratif de la DGA. Suivre et gérer les dossiers administratifs.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information

Un emploi de conducteurs de travaux, (poste N°26339), à la direction du système d'information géographique, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion administrative et technique du marché topographique et photogrammétrique ainsi que la conduite d'opérations. Contrôler des travaux réalisés par les prestataires. Assurer le suivi administratif, technique et financier des travaux. Coordonner les missions topographiques et photogrammétiques. Profil Bac+2.

Un emploi de dessinateur, (poste N°28654), à la direction du système d'information géographique, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion administrative et technique du marché topographique et photogrammétrique et la conduite d'opérations. Contrôler des travaux réalisés par les prestataires. Coordonner les missions topographiques et photogrammétiques. Gérer l'exécution des chantiers de topographie sur le terrain et la réalisation de plans. Réaliser les levés 3D.

Un emploi de chef de projets, (poste N°18368), à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les commandes, le paramétrage et l'installation des équipements réseau (éléments actifs, sondes pare-feu, bornes WIFI) pour assurer la cohérence, la qualité et la sécurité du SI Métropolitain. Assister techniquement les équipes MOA lors des déploiements et est le garant du bon fonctionnement de ces matériels. Définir et appliquer les procédures de gestion à partir des procédures normatives fournies par la Cellule "Sécurité". Assurer le volet administratif de tout projet lié à son domaine (commandes, suivi de la facturation, prise de RDV, pilotage de prestataires...).. Profil : Bac+5 informatique.

Un emploi de chef de mission, (poste N°28488) à la direction des études et du développement des SI, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite de projet informatique dans le domaine des applications financières. Profil : Bac+5 informatique.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25984) à la direction infrastructures informatiques et

télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les commandes, le paramétrage et l'installation des équipements réseau (éléments actifs, sondes pare-feu, bornes WIFI) pour assurer la cohérence, la qualité et la sécurité du SI Métropolitain. Assister techniquement les équipes MOA lors des déploiements et est le garant du bon fonctionnement de ces matériels. Définir et appliquer les procédures de gestion à partir des procédures normatives fournies par la Cellule "Sécurité". Assurer le volet administratif de tout projet lié à son domaine (commandes, suivi de la facturation, prise de RDV, pilotage de prestataires...). Profil : Bac+3 ou diplôme d'ingénieur en informatique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 051-8656/20/CM

■ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/16321/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Principe constitutionnel érigé depuis 1946, l'égalité entre les femmes et les hommes a fait depuis l'objet de plusieurs lois et décrets.

Parmi les plus récents, citons la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes qui fait obligation aux collectivités et aux établissements de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques publiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, s'applique aux budgets présentés par les collectivités et les établissements de coopération intercommunale depuis le 1er janvier 2016. Il précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Il doit faire état de la politique de ressources humaines et comporter un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

La loi de transformation de la fonction publique du 7 août 2019 prolonge et renforce la loi de 2014 en instaurant l'obligation d'un plan d'action pluriannuel en matière d'égalité professionnelle, dont la durée ne peut excéder trois ans renouvelables. « L'absence d'élaboration du plan d'action ou le non renouvellement du plan d'actions au terme de sa durée peut être sanctionné par une pénalité dont le montant ne peut excéder 1% de la rémunération brute annuelle globale de l'ensemble des personnels »

Présenté chaque année en conseil métropolitain, le rapport annuel doit présenter les politiques publiques conduites par la collectivité au profit de ses publics bénéficiaires et en faveur de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Il décrit les orientations pluriannuelles, les programmes et les actions conduites à cette fin dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de la collectivité.

Ce rapport doit également rendre compte de la politique conduite en matière de ressources humaines en faveur de l'égalité professionnelle. Présenté devant les comités techniques il doit fournir des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle.

Enfin, il doit faire état du suivi de la mise en œuvre de la clause d'égalité dans les marchés publics. Depuis le 1er décembre 2014, les entreprises condamnées pour discrimination ou qui ne mettraient pas en œuvre leurs obligations en matière d'égalité professionnelle sont privées d'accès aux marchés publics.

Depuis 2018, en cohérence avec ses engagements et en conformité avec ses obligations, la Métropole dispose d'un programme d'actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes déterminé pour la période 2018-2020 et portant sur les trois volets ci-dessus présentés. Chaque année l'évaluation présentée dans le rapport annuel ci-joint, permet de dresser un bilan d'étape du programme en cours (indicateurs de mesure précisés dans chaque action mentionnée) et de prévoir en concertation avec les services les évolutions nécessaires.

Les fiches de suivi d'action co-élaborées par la mission égalité femmes/hommes et les différents services constituent le principal outil de suivi. Elles précisent l'action, sa description, le contexte, les objectifs stratégiques et opérationnels, identifient la direction/le service pilote, les référents opérationnels et les responsables hiérarchiques, recensent l'impact sur les publics visés, les indicateurs de suivi/réalisation de l'action, le calendrier, les avancées de la mise en œuvre et les articles de la charte européenne auxquels l'action répond.

Le comité technique réuni le 6 octobre a émis un avis favorable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- L'avis du comité technique du 6 octobre 2020

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi sur la base des données disponibles de l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 052-8657/20/CM

**■ Adoption de la charte d'usage et de sécurité pour les utilisateurs du système d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence modifiée
MET 20/16272/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre un système d'information et de communication nécessaire à l'exercice de ses missions, comprenant notamment un réseau informatique et téléphonique.

Elle permet donc à l'ensemble des agents de disposer de moyens de communication électronique et de ressources informatiques, informationnelles, numériques et technologiques et de les utiliser.

Ces différents outils offrent également à leurs utilisateurs une ouverture vers l'extérieur, et se révèlent être des vecteurs de modernisation de la Métropole et du service public, si leur utilisation est faite à bon escient et dans le respect des usages et de la législation en vigueur.

A l'inverse, une mauvaise utilisation de ces outils peut engendrer des risques d'atteinte à la confidentialité, à la disponibilité et à l'intégrité de l'information et par conséquent du système d'information.

Celle-ci peut avoir des conséquences graves de nature à engager la responsabilité civile et/ou pénale de l'utilisateur ainsi que celle de l'établissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'une première charte harmonisée, adoptée en conseil le 24 octobre 2019, qui présente les règles d'usage et de sécurité pour les outils informatiques, numériques et de communication mis à disposition par la Métropole.

Elle a connu, depuis, deux événements majeurs qui ont mis à l'épreuve son système d'information et les mesures de sécurité. D'une part, une épidémie mondiale de coronavirus, qui a profondément modifié les modalités d'utilisation du système d'information, en situation de télétravail contraint.

D'autre part, une cyberattaque d'une ampleur inédite, de type rançongiciel avec cryptage des données, qui a paralysé l'accès à certaines données et applications.

Le retour d'expérience de ces deux événements conduit la Métropole à faire évoluer la charte des usages et de sécurité pour les utilisateurs de son système d'information.

Les principales évolutions concernent :

- un renforcement des principes généraux et déontologiques (discrétion, secret professionnel, responsabilité des utilisateurs),
- l'introduction du télétravail comme modalité de travail, ainsi que du droit à la déconnexion et la prévention du harcèlement numérique,
- l'interdiction de l'utilisation de matériel personnel pour se connecter au système d'information métropolitain,
- les mesures de protection contre les conséquences de la perte ou du vol de matériel métropolitain,
- certaines mesures techniques comme les conditions d'accès à la messagerie d'un agent en son absence.

Une charte interne sera également déployée au sein de la direction générale adjointe en charge de l'innovation numérique et du système d'information, à destination des agents chargés de l'administration du système d'information, compte tenu de leur responsabilité accrue du fait de leurs accès étendus au réseau et aux données de la Métropole.

La présente charte actualisée, validée par le Comité technique en date du 6 octobre 2020, s'inscrit dans une démarche d'information, de sensibilisation, de responsabilisation des utilisateurs des moyens de

communication électronique et du système d'information de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) ;
- La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- La Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 33 ;
- Le décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- L'avis favorable du comité technique du 6 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole de maintenir l'intégrité de son système d'information ;
- La volonté de la Métropole d'être en mesure de garantir un niveau de performance satisfaisant à tous les utilisateurs des ressources informatiques, numériques et de communication ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Charte d'usage actualisée et de sécurité pour les utilisateurs du système d'information de la Métropole ci-annexée.

Article 2 :

Cette charte sera communiquée à tout utilisateur et prestataire des ressources et matériels informatiques, numériques et de communication mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 053-8658/20/CM

**■ Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur François Bernardini - Vice-Président de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence
MET 20/16442/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil de la Métropole, par délibération, d'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle aux Conseillers métropolitains.

Sur ce fondement juridique, la Métropole Aix-Marseille-Provence est tenue de protéger les élus précités contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, dès lors que l'attaque portée concerne l'exercice des fonctions et qu'il ne s'agit pas d'une faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions.

Le 15 janvier 2020, Monsieur François Bernardini a fait l'objet d'une agression physique et verbale accompagnée de menaces de mort pendant l'exercice de son mandat. Il a dès lors déposé plainte le 15 janvier 2020 contre l'auteur des faits, fonctionnaire territorial qui a fait l'objet d'une exclusion immédiate de fonctions à titre provisoire dans l'attente de la réunion du conseil de discipline par arrêté de la Présidente de la Métropole du 16 janvier 2020.

Dans ce cadre, par lettre datée du 1^{er} octobre 2020, Monsieur François Bernardini a sollicité le bénéfice de la protection fonctionnelle.

Considérant qu'au regard de la gravité des faits exposés constitutifs de « violences, menaces ou outrages » au sens des dispositions des articles L. 2123-34 et suivants, il est proposé au Conseil métropolitain d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur François Bernardini.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2123-34 et L. 2123-35 ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;
- La lettre de Monsieur François Bernardini, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sollicitant le bénéfice de la protection fonctionnelle.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé l'octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur François Bernardini – Vice-Président de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 054-8728/20/CM

■ Modalité d'organisation du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 par visioconférence MET 20/16493/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, prorogé par la loi n°2020-760 du 22 juin 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est invité à délibérer en début de séance, sur les modalités :

- d'identification des participants
- d'enregistrement des débats
- d'organisation du scrutin à distance
- de diffusion de la séance sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Les Conseillers métropolitains se réuniront dans différents lieux proposant la visioconférence :

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil de Territoire de Marseille-Provence, la visioconférence se tiendra : au Pharo 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire du Pays d'Aix, la visioconférence se tiendra à la Salle Forum du Technopole de l'Arbois - Avenue Louis Philibert 13100 Aix-en-Provence ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire du Pays Salonais, la visioconférence se tiendra à la Salle CT3 Foch Conseil - 281 boulevard Maréchal Foch 13300 Salon ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire de Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la visioconférence se tiendra au Siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Grande salle du rez-de-chaussée - 932 avenue de la Fleuride 13400 Aubagne ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire d'Istres Ouest Provence, la visioconférence se tiendra à l'Hôtel Communautaire - Grande Salle du Rouquier 13800 Istres ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire du Pays de Martigues, la visioconférence se tiendra à l'Hôtel de l'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville 13500 Martigues.

Les Conseillers métropolitains devront être en possession de la tablette numérique fournie par la Métropole le jour de l'installation, cet outil leur permettant de voter.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 10 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, et notamment son article 6, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- La loi n°2020-760 du 22 juin 2020 prorogeant l'article 6 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de réunion du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par visioconférence.

Les conseillers métropolitains se réuniront dans les différents lieux proposant la visioconférence comme exposés ci-avant.

Article 2 :

Dès son ouverture, la séance du Conseil de la Métropole fera l'objet d'une retransmission sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'un enregistrement destiné à assurer la transcription des débats.

Article 3 :

Le vote des délibérations a lieu au scrutin public. Il sera organisé électroniquement via l'outil Quizz box. Toute demande d'organisation d'un vote à bulletin secret donnera lieu au report du vote à une séance ultérieure organisée en présentiel.

Les Conseillers métropolitains devront être en possession de leur tablette numérique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 055-8729/20/CM

■ Approbation du reversement aux communes membres de la taxe d'aménagement

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les Métropoles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie de la taxe d'aménagement sans conditions de délibération ou de transfert de la compétence « Plan local d'Urbanisme ». Ainsi cette taxe est versée à la Métropole au titre des autorisations d'urbanisme délivrées depuis sa création (permis de construire, déclaration préalable, signés depuis le 1^{er} janvier 2016). Pour les autorisations d'urbanismes délivrées avant le 1^{er} janvier 2016, la Métropole perçoit uniquement le produit issu du Territoire de Marseille-Provence (ex CU-MPM qui percevait la TA). Pour les autres Territoires, ce sont les communes qui continuent de percevoir la taxe d'aménagement afférente aux autorisations accordées avant la création de la Métropole.

L'article L331-24 du Code de l'Urbanisme dispose que les redevables de la taxe d'aménagement doivent payer la taxe en deux fois : la première un an après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme et la seconde deux ans après cette délivrance. Lorsque le montant de la taxe est inférieur à 1 500 euros, ou lorsque le montant est majoré à la suite de la délivrance d'une modification du permis, la liquidation s'effectue en une fois, 12 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme. Par conséquent, les communes pourraient percevoir encore en 2020, directement, des versements de taxes d'aménagement, lorsque des problèmes de liquidation ou de recouvrement sont survenus.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité pour la Métropole de reverser tout ou partie de la taxe d'aménagement à ses communes membres.

Le pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016 fixe le cadre suivant : « La taxe d'aménagement perçue en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire contribuer au financement des équipements publics, est reversée à minima jusqu'au 1^{er} janvier 2018 et au-delà jusqu'à échéance des sommes dues au titre des années précédentes, aux communes compétentes dès la réception de la notification du versement ». La délibération FAG 029-1032/16/CM du 17 octobre 2016 a ainsi mis en œuvre ces reversements pour les autorisations d'urbanisme délivrées entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2017.

La délibération FAG116-4933/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit le reversement d'une quote-part de 60% de la taxe d'aménagement afférentes aux autorisations d'urbanisme délivrées en 2018 et 2019, aux communes qui bénéficiaient de la perception de la

taxe d'aménagement avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est proposé de prolonger ce dispositif aux autorisations d'urbanisme délivrées en 2020 et 2021.

Les services de la Métropole sont chargés d'effectuer les versements de manière trimestrielle pour chaque commune concernée, sur la base des relevés transmis par les services de l'Etat.

Il en résulte le schéma suivant de perception et de versement de la taxe d'aménagement.

Territoires du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne, du Pays de Martigues et d'Istres Ouest Provence

		Taux, exonérations et valeur appliqués	Liquidation à 12 et 24 mois après la délivrance de l'AU	Date de perception (b)	Perception	Versement aux communes	Délégation versement
Autorisation d'urbanisme (AU) délivrée en :	2015	Délégations des communes applicables en 2015	2016 et 2017	Entre 2016 et 2018	Communes	Sans objet	
	2016		2017 et 2018	Entre 2017 et 2019	Métropole	Intégral	Délégation AMP 2016
	2017	Délégation AMP	2018 et 2019	Entre 2018 et 2020		Intégral	Délégation AMP 2016
	2018		2019 et 2020	Entre 2019 et 2021		60%	Délégation AMP 2018
	2019		2020 et 2021	Entre 2020 et 2022			
	2020 et 2021	Délégation AMP	2021 et 2022	Entre 2021 et 2023		60%	Délégation AMP 2020

Territoire de Marseille Provence

		Taux, exonérations et valeur appliqués	Liquidation à 12 et 24 mois après la délivrance de l'AU	Perception	Versement aux communes
Autorisation d'urbanisme (AU) délivrée en :	2015	Délégations de MPM applicable en 2015	2016 et 2017	Métropole	Non, la compétence est exercée depuis son entrée en vigueur en mars 2012 par MPM
	2016		2017 et 2018		
	2017	Délégation AMP	2018 et 2019		
	2018		2019 et 2020		
	2019		2020 et 2021		
	2020 et 2021		2021 et 2022		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L331-2 indiquant que les Métropoles sont compétentes de plein droit et permettant le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement aux communes
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé de reverser aux communes, qui étaient compétentes en la matière avant le 1^{er} janvier 2016, une quote-part de 60% du produit de la taxe d'aménagement issue des autorisations d'urbanisme délivrées en 2020 et 2021.

Article 2 :

Le reversement de la taxe d'aménagement est opéré trimestriellement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Stratégie et
développement économique,
entreprises, commerce, relance"**

ECOR 001-8659/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix -
Approbation de la révision et de l'affectation de
l'opération d'investissement (Aides aux
entreprises immobilier, PAT...)
MET 20/15137/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif de l'opération est le soutien aux projets de développement et de recrutement présentés par des entreprises du territoire, appui à l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire.

L'action du Territoire se fait par le biais de subventions d'investissement au titre d'un projet immobilier porté par une entreprise : acquisition d'un terrain + construction, acquisition de locaux d'activité, extension de locaux existants.

Il s'agit d'un dispositif récurrent et de dimension métropolitaine depuis mai 2019. La Métropole est régulièrement sollicitée par des entreprises industrielles et de services à l'industrie qui investissent dans leurs locaux d'activité. Compte-tenu du nombre de demandes actuellement en instruction et susceptibles d'être validées avant fin 2020, il est nécessaire de revoir l'opération à la hausse.

L'opération d'investissement Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) d'un montant initial de 2 300 000 euros T.T.C. doit être augmentée de + 700 000 euros T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 3 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO006-6398/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation de la révision de l'opération d'investissement Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) et de son affectation ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement DI378AP Aide aux entreprises (immobilier, PAT, ...).
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées, la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI378AP Aide aux entreprises (immobilier, PAT, ...) d'un montant de 700 000 euros T.T.C, portant le montant total de l'opération à 3 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement qui s'établit comme suit :

Déjà financé : 1 207 116,50 euros T.T.C
 CP 2020 : 850 000 euros T.T.C.
 CP 2021 : 850 468,50 euros T.T.C
 CP non ventilé : 92 415 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 002-8660/20/CM

**■ Mise à jour des outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale à Marseille
 MET 20/15186/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son Agenda du développement économique, approuvé en conseil métropolitain le 30 mars de la même année. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les

territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

A l'échelle métropolitaine, cette orientation se traduit notamment par la mise en œuvre d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des communes de la Métropole afin de les accompagner dans une stratégie de redynamisation des commerces et de l'artisanat, en partenariat avec les chambres consulaires.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars 2019 par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, une action se déploie sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n°ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille.

Le présent rapport propose un élargissement du périmètre opérationnel. Afin de permettre une transition entre les demandes effectuées dans le cadre du dispositif d'aide actuellement en vigueur et du nouveau régime, ce cadre modifié entrera en vigueur à compter du premier janvier 2021.

Dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des commerces vacants à Marseille.

Les derniers recensements des locaux commerciaux vacants effectués par la Métropole et la Ville de Marseille ont laissé apparaître une vacance importante. Au regard des travaux effectués, des diagnostics et des éléments techniques disponibles, il est proposé de modifier le périmètre opérationnel en concentrant les efforts en faveur de la réimplantation de commerces sur les secteurs marseillais suivants :

- Périmètre délimité par les rues Pavillon, Rome, Montgrand et Paradis,
- Boulevard de la Libération,
- Avenue de la Capelette,
- Avenue de Saint Jérôme,
- Grand Rue, quartier de Croix Rouge.

Les aides métropolitaines et leurs conditions d'attribution définies dans les délibérations n°ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019 et n°ECO 002-

6394/19/CM du 20 juin 2019 restent inchangées.

S'agissant de la présente délibération, les crédits nécessaires à la mise en œuvre du dispositif seront proposés aux budgets 2021 et suivants dans le cadre de l'opération d'investissement n°2020102600.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108,
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes,
- La délibération n°ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 relative à la mise en place de dispositifs visant à lutter contre la vacance commerciale dans le centre ville de Marseille ;
- La délibération n°ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité.
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains.
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'intervention métropolitaine pour lutter contre la vacance commerciale à Marseille - Opération n°2020102600.

Article 2 :

Est approuvée la modification des périmètres d'intervention pour lutter contre la vacance commerciale à Marseille.

Les conditions de mise à jour fixées dans la présente délibération seront effectives au 1^{er} janvier 2021.

Article 3 :

Afin de permettre de finaliser l'instruction des dossiers déposés, les délibérations ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 et ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 cesseront de produire leurs effets au 31 décembre 2020.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de tout partenaire une participation au dispositif de redynamisation du centre-ville de Marseille mis en place.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 003-8661/20/CM

**■ Approbation des nouveaux tarifs de vente de produits et services du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix
MET 20/16210/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance, dont l'organisme gestionnaire est la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Désormais situé 200 rue Maurice Estrangin (Plan d'Aillane Les Milles) à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille plus de 900 apprentis qui suivent des formations en alternance, en général pendant 2 ans, dans les secteurs de l'automobile, du goût et du service.

Il propose 25 formations diplômantes pour les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur

de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

Dans le cadre de ses missions de formation, le CFA du Pays d'Aix met notamment en œuvre des ateliers pédagogiques, au cours desquels les apprentis développent leur savoir faire. Les productions ou les services issus et déployés par ces ateliers, les heures de formation professionnelle dispensées à divers publics, demandeurs d'emploi, contrats de professionnalisation, etc., ainsi que la location de salles, d'ateliers, la mise à disposition de matériels pédagogiques ou toute prestation de services liée à l'activité de formation et de partenariat avec le monde professionnel du CFA nécessitent une délibération de la Métropole Aix Marseille Provence définissant leurs tarifs.

Produits ou services

Ces tarifs respectent deux principes :

1 – Ils doivent correspondre a minima au coût des matières premières engagées pour les productions et aux coûts de fonctionnement et d'amortissement réels du CFA, calculés au plus juste.

2 – Ils ne peuvent ni tenir compte du temps passé à la réalisation par les apprenants (main d'œuvre), qui est considéré comme de la formation professionnelle, ni comporter de marge commerciale, mais refléter au plus près le coût réel pour le CFA du Pays d'Aix.

Ce faisant, le CFA du Pays d'Aix n'utilise pas la présence des apprenants pour tirer un quelconque bénéfice de leur temps de travail, celui-ci étant exclusivement dû à leur employeur.

Actions de formation professionnelle hors apprentissage

Concernant les formations professionnelles hors apprentissage, les paiements s'échelonneront au choix du débiteur selon trois options possibles :

1 – Le paiement complet la première semaine de la formation, avec production de facture.

2 – Le paiement trimestriel à chaque première semaine de chacun des trimestres, avec production de factures.

3 – La moitié du paiement complet réglée en acompte avant le début de la formation, et le solde la première semaine du dernier trimestre de formation, avec production de factures.

En fonction des situations sociales ou des niveaux de prise en charge du coût des formations par les partenaires de la formation professionnelle, un tarif réduit de 25 à 50 % peut être appliqué.

Par ailleurs, un apprenti peut se trouver en situation de « stagiaire de la formation professionnelle » à deux occasions de son parcours : lorsqu'il débute une formation sans contrat de travail, et lorsqu'une rupture de contrat intervient au cours de sa formation.

Dans le premier cas, l'opérateur de compétences concerné verse au centre de formation d'apprentis

une prise en charge correspondant à la période passée au centre de formation d'apprentis préalable à la signature du contrat, selon les modalités fixées par la loi et ses décrets d'application.

Le décret 2020-1086 fixe des modalités spécifiques pour la période du 1^{er} août au 31 décembre 2020 et prévoit le versement d'un montant forfaitaire mensuel de 500 euros pour une durée maximale de 6 mois par l'opérateur de compétences.

Dans le second cas, l'opérateur de compétences continue à verser le montant de prise en charge fixé par le coût contrat initial au centre de formation d'apprentis, pour une durée maximale de six mois, selon les modalités fixées par la loi et ses décrets d'application.

Du respect de ces principes résultent des tarifs proposés dans les tableaux joints en annexe, comportant les tarifs actuels et les tarifs proposés, pour un budget prévisionnel 2020 de 45 000 euros en produits et services de restauration, locations et mises à disposition ; et de 65 000 euros en services de formation professionnelle.

L'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de produits et services est fixée au 1^{er} novembre 2020.

L'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de formation professionnelle est fixée au 1^{er} janvier 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application

- Le décret n°2020-1086 du 24 août 2020 relatif à la prise en charge financière de la période de formation en centre de formation d'apprentis des personnes en recherche de contrat d'apprentissage prévue à l'article 75 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la dernière révision des tarifs date de la délibération n°2017_CT2_313 du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence du 13 juillet 2017.
- Qu'il convient d'actualiser les modalités de perception de recettes prévues dans le cadre de la formation professionnelle hors apprentissage.
- Qu'il convient d'actualiser les tarifs du CFA du Pays d'Aix afin de refléter au plus juste les coûts de matières premières, de fonctionnement et d'amortissement des produits et services fournis par l'activité de formation professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les nouveaux tarifs de vente de produits, services et actions de formation professionnelle hors apprentissage applicables au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix tels que présentés dans les tableaux en annexe.

Article 2 :

Sont approuvés les versements de recettes provenant des opérateurs de compétences pour la formation professionnelle, dans le cas d'apprentis placés en situation de « stagiaire de la formation professionnelle », selon les modalités légales.

Article 3 :

Les tarifs susvisés seront appliqués à compter du 1^{er} novembre 2020 pour les produits et services, et à compter du 1^{er} janvier 2021 pour les services de formation professionnelle, jusqu'à leur prochaine révision.

Article 4 :

Les recettes de fonctionnement correspondantes seront constatées :

- pour les produits et services de restauration, locations et mises à disposition sur le budget 06 EST, en section de Fonctionnement, chapitre 70, fonction 26, nature 7018.
- pour les services de formation professionnelle sur le budget 06 EST, en section de Fonctionnement, chapitre 70, fonction 26, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur"

IVIS 001-8662/20/CM

■ Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) sur le Technopôle de l'Arbois MET 20/15135/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois a pour vocation d'accompagner le développement d'innovations environnementales permettant de mieux comprendre l'impact de l'activité de l'Homme sur la planète et d'y remédier.

Il contribue au développement des start-up proposant des solutions innovantes, mais également de projets R&D soutenus par la recherche publique.

Cette recherche publique, présente sur le Technopôle, fondamentale ou appliquée, jouit d'une reconnaissance mondiale dans le secteur des sciences de l'environnement.

Le fleuron de cette recherche publique sur le technopôle de l'Arbois est le laboratoire CEREGE, unité mixte de recherche comprenant près de 200 enseignants-chercheurs et travaillant sur les géosciences de l'environnement.

L'opération se décompose par le financement de 2 projets :

- L'acquisition d'outils de mesure pour permettre l'amélioration du traitement des analyses de l'accélérateur de particules Asterisques.
- L'acquisition d'outils analytiques dont les spécificités permettront d'étudier le

comportement du carbone 14 dans le temps et l'absorption par les milieux naturels comme l'océan.

Dans le cadre de sa politique d'actions en matière de nouvelles technologies et d'enseignement supérieur, la Métropole Aix-Marseille Provence entend soutenir les études et les travaux menés par le laboratoire du CEREGE et notamment sa plateforme expérimentale « Magnétisme, Matériaux et Géophysique de terrain (MMGT).

Cette plateforme vient d'être créée, en continuation et extension du laboratoire de Magnétisme des Roches implantés sur le Technopôle de l'Arbois depuis 1995 dans le bâtiment appelé « Chalet ».

Les 2 magnétomètres de ce laboratoire étant vétustes, il convient de les remplacer.

La Direction du Technopôle de l'Arbois souhaite réviser son opération afin de pouvoir verser une subvention d'investissement au CEREGE représentant 40% du montant prévisionnel de l'acquisition d'un magnétomètre.

Pour ces raisons il convient d'augmenter l'opération de + 96 000 euros passant ainsi le montant de l'opération de 160 000 euros T.T.C. à 256 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 014-5090/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création de l'opération d'investissement Technopole de l'Arbois CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) et de son affectation ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement DI9052AP CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) Technopôle de l'Arbois.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI9052AP CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) Technopôle de l'Arbois d'un montant de 96 000 euros TTC, portant le montant total de l'opération à 256 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

DI9052AP CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) Technopole de l'Arbois
Déjà financé : 128 000 euros T.T.C
CP 2020: 96 000 euros T.T.C.
CP non ventilé : 32 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Mobilité durable"**

MOB 002-8664/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public n°07/143 relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille
MET 20/16059/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°07/143 conclu le 19 juillet 2007, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Indigo la gestion en affermage du parc de stationnement République à Marseille pour une durée de 12 ans à compter du 31 mars 2008.

Dans la perspective du prochain renouvellement du contrat de DSP, la Métropole a décidé d'unifier la gestion des parcs République et Phocéens au sein d'un même contrat ; il convenait par conséquent d'en rapprocher les durées d'exécution, c'est pourquoi le terme du contrat n°07/143 a été porté au 30 mars 2021.

Le processus de renouvellement du contrat a été mis en œuvre fin 2019 par la publication d'un avis d'appel public à concurrence le 30 octobre 2019 invitant les opérateurs économiques à présenter leur candidature. Un rapport d'analyse des candidatures remises a été approuvé par la Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) du 16 janvier 2020. La suite de la procédure est l'élaboration et la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises auprès des candidats admis à présenter une offre.

Or, c'est à ce stade de préparation du dossier de consultation des entreprises que la procédure a dû être interrompue en raison de deux événements concomitants :

- une cyber-attaque, dont la Métropole a été victime dans la nuit du 13 mars 2020, a rendu impossible l'accès au réseau informatique, a conduit à la perte de certaines données techniques du dossier de consultation des entreprises et a provoqué, par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services,
- La crise sanitaire liée au virus Covid19 a notamment conduit au confinement de la population ; cette mesure a empêché les agents opérationnels de la Métropole de se rendre sur les parcs de stationnement pour procéder à de nouveaux états des lieux qui auraient pu pallier la perte des données du dossier de consultation des entreprises.

Dès lors, la conjonction de ces deux événements n'a pas permis aux services de la Métropole de fonctionner normalement pendant la période de confinement, a minima, et de poursuivre la procédure de renouvellement.

Afin de garantir la continuité du service public et pallier aux strictes conséquences engendrées par la conjonction de l'état d'urgence sanitaire et la cyber-attaque, il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat de cinq mois, et un jour et porter ainsi son terme au 31 août 2021.

Cette modification peut être régulièrement conclue conformément à l'article R.3135-7 du Code de la commande publique

Cette modification engendre une augmentation de 3% soit un montant de 485 K€ HT.

De manière cumulée avec les avenants précédents, l'avenant engendre une augmentation de 12%, du montant du contrat initial, soit un montant 1 633 K€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement République n°07/143 ayant pris effet le 31 mars 2008 ;
- La délibération n° DTUP 009-631/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant l'avenant n°1 au contrat n°07/143 ;
- La délibération n° DTM 008-1151/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat n°07/143 ;
- La délibération n° TRA 002-6774/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°3 au contrat n°07/143 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a subi une cyber-attaque paralysant le fonctionnement normal de ses services.
- Que l'état d'urgence sanitaire a été décrété du 24 mars au 11 juillet 2020.
- Que ces circonstances ont entraîné un décalage dans le planning de renouvellement du contrat n°07/143 concernant l'exploitation du parking République.
- Que le principe de bonne administration et le principe de continuité de service public conduisent à la mise en œuvre de mesure pour assurer leur respect.
- Qu'il convient par conséquent de prolonger la durée du contrat de 5 mois et un jour, afin d'assurer la continuité du service public et permettre à la Métropole de mener à bien la procédure de renouvellement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 au contrat n°07/143 ci-annexé relatif à la prolongation du contrat de délégation de service public inhérent à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT1 - chapitre 75 - Nature 757 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 003-8665/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public n°07/180 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Blancarde à Marseille

MET 20/16062/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°07/180 notifié le 28 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Indigo la gestion en affermage du

parc de stationnement Blancarde à Marseille pour une durée de 12 ans à compter du 21 janvier 2008.

Dans la perspective du prochain renouvellement du contrat de DSP, la Métropole a décidé d'unifier la gestion des parcs Blancarde et Timone au sein d'un même contrat ; il convenait par conséquent d'en rapprocher les durées d'exécution, c'est pourquoi le terme du contrat n°07/180 a été porté au 20 janvier 2021.

Le processus de renouvellement du contrat a été mis en œuvre fin 2019 par la publication d'un avis d'appel public à concurrence le 30 octobre 2019 invitant les opérateurs économiques à présenter leur candidature. Un rapport d'analyse des candidatures remises a été approuvé par la Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) du 16 janvier 2020. La suite de la procédure est l'élaboration et la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises auprès des candidats admis à présenter une offre.

Or, c'est à ce stade de préparation du dossier de consultation des entreprises que la procédure a dû être interrompue en raison de deux événements concomitants :

- une cyber-attaque, dans la nuit du 13 mars 2020 dont la Métropole a été victime, a rendu impossible l'accès au réseau informatique, a conduit à la perte de certaines données techniques du dossier de consultation des entreprises et a provoqué, par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services,
- La crise sanitaire liée au virus Covid19 a conduit, notamment, au confinement de la population ; mesure qui a empêché les agents opérationnels de la Métropole de se rendre sur les parcs de stationnement pour procéder à de nouveaux états des lieux des parcs de stationnement propres à pallier la perte des données du dossier de consultation des entreprises.

Dès lors, la conjonction de ces deux événements, n'a pas permis aux services de la Métropole de fonctionner normalement pendant la période de confinement, a minima et de poursuivre la procédure de renouvellement.

Afin de garantir la continuité du service public et pallier aux strictes conséquences engendrées par la conjonction de l'état d'urgence sanitaire et la cyber-attaque, il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat de sept mois et onze jours, et porter ainsi son terme au 31 août 2021.

Cette modification est peut être régulièrement conclue conformément à l'article R.3135-7 du Code de la commande publique.

Il engendre une modification de 7% du contrat initial, soit un montant de 145K€ HT.

De manière cumulée avec les avenants précédents, il engendre une augmentation de 18%, du montant du contrat initial, soit un montant 381K€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement République n°07/143
- La délibération n° DTUP 008-630/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant l'avenant n°1 au contrat n°07/180 ;
- La délibération n° DTM 011-1154/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat n°07/180 ;
- La délibération n° TRA 002-6776/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°3 au contrat n°07/180 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'état d'urgence sanitaire a été décrété du 24 mars au 11 juillet 2020.
- Que la Métropole a subi une cyber-attaque paralysant le fonctionnement normal de ses services.

- Que ces circonstances ont entraîné un décalage dans le planning de renouvellement du contrat n°07/180 concernant l'exploitation du parking de la Blancarde.
- Que le principe de bonne administration et le principe de continuité de service public conduisent à la mise en œuvre de mesure pour assurer leur respect.
- Qu'il convient par conséquent de prolonger la durée du contrat de 7 mois et 11 jours, afin d'assurer la continuité du service public et permettre à la Métropole de mener à bien la procédure de renouvellement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 au contrat n°07/180 ci-annexé relatif à la prolongation du contrat de délégation de service public inhérent à l'exploitation du parc Blancarde à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT1 - chapitre 75 - Nature 757 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 004-8666/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks et Espercieux - DSP n° 07/136
MET 20/16064/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Gagneraud Construction/Qpark France en tant que délégataire, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage, des parcs de stationnement Espercieux et Les Docks (anciennement Arvieux) sis à Marseille rue des Docks 13002. Ce contrat arrive à échéance le 1er mars 2021. Eu égard aux engagements contractuels, une société dédiée a été constituée « la Société Marseillaise de Stationnement ».

Le processus de renouvellement du contrat a été mis en œuvre fin 2019 par la publication d'un avis d'appel public à concurrence le 30 octobre 2019 invitant les opérateurs économiques à présenter leur candidature. Un rapport d'analyse des candidatures remises a été approuvé par la Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) du 16 janvier 2020. La suite de la procédure est l'élaboration et la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises auprès des candidats admis à présenter une offre.

Or, c'est à ce stade de préparation du dossier de consultation des entreprises que la procédure a dû être interrompue en raison de deux événements concomitants :

- Une cyber-attaque, dans la nuit du 13 mars 2020 dont la Métropole a été victime, a rendu impossible l'accès au réseau informatique, a conduit à la perte de certaines données techniques du dossier de consultation des entreprises et a provoqué, par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services.
- La crise sanitaire liée au virus Covid19 a conduit, notamment, au confinement de la population ; mesure qui a empêché les agents opérationnels de la Métropole de se rendre sur les parcs de stationnement pour procéder à de nouveaux états des lieux des parcs de stationnement propres à pallier la perte des données du dossier de consultation des entreprises.

Dès lors, la conjonction de ces deux événements, n'a pas permis aux services de la Métropole de fonctionner normalement pendant la période de confinement, a minima et de poursuivre la procédure de renouvellement.

Afin de garantir la continuité du service public et pallier les strictes conséquences engendrées par la conjonction de l'état d'urgence sanitaire et la cyber-attaque, il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat de 5 mois et 30 jours et porter ainsi son terme au 31 août 2021.

Cette modification peut être régulièrement conclue conformément à l'article R.3135-7 du Code de la commande publique.

Elle modification engendre une augmentation de 4% soit un montant de 1 132K€ HT.
De manière cumulée avec les avenants précédents, l'avenant engendre une augmentation de 10%, du montant du contrat initial, soit un montant 3 636 K€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 ;
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux, Espercieux n°07/136
- La délibération DTM 015-1158/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat ;
- La délibération TRA 016-6421/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n°2 au contrat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'état d'urgence sanitaire a été décrété du 24 mars au 11 juillet 2020.
- Que la Métropole a subi une cyber-attaque paralysant le fonctionnement normal de ses services.
- Que ces circonstances ont entraîné un décalage dans le planning de renouvellement du contrat n°07/136 concernant l'exploitation des parkings Les Docks et Espercieux.
- Que le principe de bonne administration et le principe de continuité de service public conduisent à la mise en œuvre de mesure pour assurer leur respect.
- Qu'il convient par conséquent de prolonger la durée du contrat de six mois, afin d'assurer la continuité du service public et permettre à la Métropole de mener à bien la procédure de renouvellement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention n°07/136, ci-annexé, concernant l'exploitation des parkings Les Docks et Espercieux sis à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT1 - chapitre 75 - Nature 757 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 005-8667/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public n° 14/005 pour l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville

MET 20/16070/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°14/005 conclu le 9 janvier 2014, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (Q-PARK MARSEILLE HDV) la gestion en affermage du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille, pour une durée de 7 ans à compter du 15 janvier 2014.

Compte tenu de l'échéance prochaine du contrat en cours, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n°TRA 012-20/09/18 CM du 13 décembre 2018, le principe du recours à une délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 7 ans, pour la gestion de ce parc de stationnement.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en mars 2019 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 25 avril 2019. Cette Commission a procédé à l'analyse des candidatures dans sa séance du 23 mai 2019 et le dossier de consultation des entreprises a été mis à disposition des candidats admis à présenter une offre, la date limite de remise des offres étant fixée au 18 septembre 2019. Une première série de questions écrites a été envoyée aux

soumissionnaires dont les réponses étaient attendues au plus tard le 23 mars 2020.

Le processus de renouvellement du contrat mis en œuvre début 2019 a dû être interrompu en raison de deux événements imprévus et concomitants :

- La cyber-attaque dont la Métropole a été victime, rendant impossible l'accès au réseau informatique et provoquant par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services.
- La crise sanitaire liée au virus COVID-19 qui a conduit à la prise de mesures exceptionnelles comme le confinement de la population et le report des élections municipales.

La crise sanitaire a elle-même eu plusieurs conséquences qui ont impacté la procédure en cours. Tout d'abord, en application de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, la date limite de réponses aux questions a été reportée au 15 avril 2020.

De plus, en raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, instaurant l'état d'urgence sanitaire, est venue préciser les modalités de ce report dans les communes où le premier tour organisé le 15 mars 2020 n'a pas permis d'élire l'ensemble de l'organe délibérant.

Le décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 a arrêté au 28 juin 2020 la date du second tour des élections municipales et communautaires.

Le report du second tour des élections municipales et communautaires a entraîné l'arrêt des réunions de la Commission de délégation de service public des négociations. Celles-ci ont donc nécessairement dû être reportées au mois de septembre. Ainsi, au regard des délais incompressibles de la procédure, le décalage de calendrier induit par ces circonstances exceptionnelles ne permet pas une attribution avant la fin du contrat au 15 janvier 2021.

C'est pourquoi, afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée de cinq mois, soit jusqu'au 15 juin 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-7 du code de la commande publique, la modification

introduite au titre du présent avenant ne peut pas être qualifiée de substantielle.

En tout état de cause, la modification du contrat a été rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir et à ce titre peut être régulièrement conclu conformément à l'article R.3135-5 du code de la commande publique.

Elle engendre une modification de 6% du contrat initial, soit un montant de 506K€,

De manière cumulée avec les avenants précédents, elle engendre une augmentation de 22%, inférieure à 50 % du montant du contrat initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
- L'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19
- L'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville n°14/005 en date du 9 janvier 2014 ;
- La délibération DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat ;
- La délibération TRA 003-6775/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°2 au contrat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020 ;
- L'avis de la Commission Concession.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'état d'urgence sanitaire a été décrété du 24 mars au 11 juillet 2020.
- Que la Métropole a subi une cyber-attaque paralysant le fonctionnement normal de ses services.
- Que ces circonstances exceptionnelles ont entraîné un décalage dans le planning de renouvellement du contrat n°14/005 concernant l'exploitation du parking Hôtel de Ville.
- Que le principe de bonne administration et le principe de continuité de service public conduisent à la mise en œuvre de mesure pour assurer leur respect.
- Qu'il convient par conséquent de prolonger la durée du contrat de cinq mois, afin d'assurer la continuité du service public et permettre à la Métropole de mener à bien la procédure de renouvellement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé, au contrat de délégation de service public n°14/005, pour l'exploitation du parc Hôtel de ville sis à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT1 - chapitre 75 - Nature 757 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 006-8668/20/CM

**■ Budget principal Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Parking Club Hippique à Aix-en-Provence
MET 20/16156/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 2015_A309 du 17 décembre 2015, le conseil de communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général de l'opération de création d'un parc relais, avenue du Club Hippique à Aix en Provence qui comprend notamment :

- La création d'un parking pour véhicules légers en superstructure d'environ 250 places.
- La création de deux quais de bus.
- La réalisation d'un abri vélo sécurisé de 25 places.
- La réalisation des voiries d'accès, cheminements piétons, éclairage et vidéo surveillance.

Le montant de cette opération est estimé à 3 500 000 € HT et soit 4 200 000 TTC hors foncier.

La Métropole a entrepris des négociations foncières avec les services de la Mutualité Française PACA SSAM, propriétaire du terrain, en vue de l'acquisition d'une surface de 2 890m2 provenant de la parcelle HY86.

La valeur vénale de cette surface a été estimée par les Domaines du 1^{er} juin 2018 à 348 000 euros montant qui doit être porté par l'opération d'investissement Parking du Club Hippique qu'il convient de réviser en conséquence.

L'opération d'investissement Parking Club Hippique à Aix-en-Provence d'un montant initial de 4 200 000 euros T.T.C. doit être augmenté de 348 000 euros T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 4 548 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° TRA 037-5127/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création de l'opération d'investissement Parking de persuasion Aix-en-Provence Club Hippique et de son affectation ;

- La délibération TRA 021-7338/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant l'acquisition d'une parcelle de 2 890 m2 à Aix en Provence ;
- L'avis des Domaines du 1^{er} juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 348 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 348 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence pour un montant de 348 000 euros T.T.C. portant le montant total de l'opération à 4 548 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 0.00€ T.T.C
CP 2020 (BS compris) : 500 000 euros T.T.C.
CP 2021 : 500 000 euros T.T.C
CP 2022 : 3 148 000 000 euros T.T.C.
CP 2023 : 400 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 007-8669/20/CM

■ **Approbation de la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'archipel du Frioul**

MET 20/15126/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°Z190319F00 pour des prestations de transport de véhicules et de fret entre Marseille et l'archipel du Frioul a été notifié à la société Transrades le 19 novembre 2019.

La délibération TRA 010-7099-19-CM du Conseil Métropolitain du 24 octobre 2019 a approuvé la gamme tarifaire applicable pour ce marché. Cette gamme tarifaire propose un tarif préférentiel pour les résidents principaux de l'île et définit les conditions d'accès dudit tarif. Ce tarif préférentiel a été mis en place en août 2019 dans le cadre de la précédente délégation de service public, pour encourager l'utilisation de l'écUM par les résidents principaux pour le transport de marchandise, et ainsi limiter le transport de marchandise sur le service de transport de passager lebateau.

Les premiers mois d'exploitation font apparaître la nécessité de revoir les conditions d'application du tarif résident principal afin d'en faciliter son utilisation ; le délai alloué pour effectuer les traversées aller et celle du retour est allongée.

Par ailleurs, la création de nouveaux tarifs pour le fret non roulant ou de réductions à destination des activités régulières de l'archipel permettront de favoriser l'utilisation de l'écUM au bénéfice des activités commerciales et industrielles présentes sur l'île.

La nouvelle gamme tarifaire prévoit également la gratuité de la traversée pour le Bataillon de Marins-Pompiers de Marseille. Les éléments précédents sont décrits dans la gamme tarifaire ci-annexée.

Cette mesure sera neutre du point de vue budgétaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la présente gamme tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération TRA 010-7099-19-CM du 24 octobre 2019 approuvant la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de modifier la gamme tarifaire applicable au transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul annexée à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 008-8670/20/CM

**■ Budget Annexe des Transports - Approbation de l'augmentation de l'opération d'investissement N°2018106700 « IRVE », Infrastructure de recharge pour véhicules électriques
MET 20/16218/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La voiture particulière est le mode de déplacement le plus utilisé pour les déplacements des habitants de la Métropole (56% en 2009). Essentiellement équipés de moteurs thermiques, les automobiles représentent une source de pollution importante, avec des conséquences tant en termes de santé publique que de réchauffement climatique. Afin de répondre à ces enjeux, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 a fixé à 2040 la fin des ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers neufs utilisant des énergies fossiles.

C'est dans cette même perspective que le Plan de Déplacement Urbain (PDU) arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 prévoit le

déploiement de plus de 1000 points de charge à l'horizon 2030, davantage si la demande le justifie (cet objectif est calculé sur la base d'une part de 10 % de véhicules électriques sur l'ensemble du parc automobile en 2030).

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur tout son territoire, par transfert de plein droit de la compétence communale.

Suite à ce transfert de compétence, la Métropole a souhaité lancer un programme ambitieux de déploiement des bornes. Le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 a ainsi porté approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement IRVE. Cette opération prévoit un déploiement total de 275 bornes nouvelles (550 points de charge) avec leur infrastructure de supervision pour un montant total d'investissement de 3 millions d'euros HT.

Outre la recharge occasionnelle, le rôle de ces bornes est la réassurance des usagers ce qui favorise la prise de décision pour un équipement en véhicules électriques. Il s'agit de bornes accélérées permettant une recharge d'une heure en moyenne et présentant deux points de charge par borne. Les déploiements privilégient les centres villes, les zones touristiques, les zones commerciales et les lieux attractifs peu desservis par les transports en commun (les grands pôles générateurs de trafic comme les ZAC) avec des bornes à recharge accélérée.

Les installations de ces nouvelles bornes au sein du réseau « larecharge » se dérouleront jusqu'en 2021. Au 1er août 2020, 96 bornes sont en service et 102 bornes sont en cours de déploiement avec une mise en service planifiée d'ici la fin de l'année 2020, soit environ 400 points de charge déployée avec cette autorisation de programme fin 2020.

Suite à l'ajout d'un stickage intégral anti-tags sur les bornes ainsi que la pose de boucle de détection sur les places de stationnement sur les communes de Marseille et Aix, le coût moyen est plus élevé que prévu et il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 500 000€ HT.

Au-delà du déploiement initial de 550 points de charge qui complètent les 70 points de charge déjà existants, la Métropole devra continuer à assurer un déploiement de bornes pour répondre aux objectifs fixés au PDU.

Suite à un sourcing effectué au cours de l'été 2020, il apparaît que le territoire d'Aix-Marseille-Provence présente économiquement une attractivité pour des opérateurs souhaitant investir sur fond privé dans le domaine des IRVE publiques en voirie (déploiement et

exploitation). C'est la raison pour laquelle, la Métropole souhaite lancer dès la fin de 2020 une procédure de mise en concurrence d'un futur concessionnaire de service public pour le déploiement et l'exploitation du réseau « larecharge ».

Pour cette l'opération, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière visant à accompagner la Métropole dans la rédaction et la passation d'un contrat de concession IRVE est nécessaire.

Cette mission nécessite un investissement estimé à 350 000 euros environ.

L'opération d'investissement 2018106700, IRVE – Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques, de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 850 000€ HT supplémentaires.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018106700 de 3 000 000 H.T à 3 850 000€ H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019 concernant l'Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 12 octobre 2020 ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans l'amélioration de la qualité de l'air.
- Que la mobilité électrique est l'une des réponses identifiée pour atteindre ces objectifs environnementaux et que la promotion du véhicule électrique individuel passe notamment par le déploiement de nouveaux points de recharge, objet du programme IRVE.
- Qu'il convient de procéder à l'augmentation de l'Autorisation de Programme IRVE pour un montant total de 3 850 000 euros HT selon le budget annexe des transports publics de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement y afférents aux exercices budgétaires concernés.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'augmentation de l'opération d'investissement N°2018106700 « IRVE » d'un montant de 850 000 euros portant le montant total de l'opération à 3 850 000 euros HT inscrite au budget annexe des transports publics rattachée au programme 07 Code AP 181073TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports publics – section d'investissement – opération N°2018106700 – Natures 217535 et 2315– sous politique C360 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Déjà mandaté : 349 729 euros HT

CP 2020 après BS : 1 550 000 euros HT

CP 2021 : 1 950 000 € HT (1 600 000€ pour installation et 350 000€ études)

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 009-8671/20/CM

■ Approbation d'une convention avec la commune de Gardanne relative à l'organisation des transports scolaires

MET 20/16273/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1231-1 du Code des Transports, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est l'autorité compétente pour organiser la mobilité sur son ressort territorial. A ce titre, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité elle détient la compétence d'organisation des transports scolaires.

Dans le cadre de cette organisation, elle peut déléguer à des autorités organisatrices de second rang (ou organisateurs locaux) tout ou partie de l'organisation des transports scolaires, sur le fondement de l'article L.3111-9 du Code des Transports.

Dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il a été adopté par délibération n° TRA 001-3625/18/CM du conseil métropolitain du 22 mars 2018, une convention d'autorité organisatrice de second rang type, conclue entre la Métropole et chaque commune, pour l'organisation des transports scolaire. Cette convention permet aux communes d'être les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport.

Sur ce fondement, la Métropole souhaite, sous sa responsabilité, confier à la commune de Gardanne, la mise en œuvre du service de transport scolaire des élèves des écoles maternelles primaires et collèges. Afin de pérenniser ce service, et pour une meilleure optimisation des moyens, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne conviennent que le transport des élèves sera effectué par la commune, avec ses propres moyens.

Les charges de ce service seront imputées au budget de la Commune mais la Métropole financera le service mis en place par la Commune de Gardanne pour les élèves des écoles maternelles primaires et collèges, sur la base des dépenses réalisées par la régie, et ce au prorata des kilomètres réalisés, selon la formule :

Participation de la Métropole = **coef Km** * Total des dépenses réalisées par la régie.

coef Km = km réalisés pour les Transports scolaires / km totaux réalisés par la régie de transport
Montant prévisionnel 2019 : 323 209€

Pour cette raison, il est convenu de définir le cadre juridique et financier dans lequel la réalisation du service de transport scolaire est poursuivie par la Commune sous la responsabilité de la Métropole. L'objet de la présente convention est de préciser le rôle respectif de la Métropole et de la Commune concernant :

- La définition du service de transport scolaire
- L'exécution du service de transport scolaire
- Les mesures de sécurité relative à la gestion du transport scolaire
- La relation avec les usagers
- Le financement du service de transport scolaire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La délibération du Conseil de Métropole N° TRA 001-3625 du 22 mars 2018, approuvant une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour l'organisation du transport scolaire ci annexée, entre la Métropole et la commune de Gardanne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement nature 6287, sous politique C220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement"

URBA 001-8672/20/CM

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles - Révision générale - Reprise de la concertation et définition de modalités complémentaires de concertation en vue d'un nouvel arrêt du projet MET 20/15827/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 005-3563/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision générale des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°D2016-138AT du 11 juillet 2016, la commune de Venelles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°D2016-139AT du 11 juillet 2016, la commune de Venelles a engagé la révision de son Plan Local d'Urbanisme, a prescrit les objectifs de cette révision et a défini les modalités de concertation. Dans la même séance du Conseil municipal, elle a également débattu des orientations de son PADD.

Par délibération n°D2017-166AT du 19 décembre 2017, le conseil municipal de la commune de Venelles a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°D2017-167AT du 19 décembre 2017, la commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale que la commune avait engagée.

Par délibération n°URB 008-3565/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Venelles.

Pendant la procédure de révision générale, et comme le Code de l'Urbanisme le permet, le conseil municipal de la Commune de Venelles a, par délibérations n°D2017-75AT en date du 27 juin 2017 et n°D2017-76AT du 27 juin 2017, approuvé les modifications n°1 et n°2 de son plan local d'urbanisme,

Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles a été engagée puis approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 014-7117/19/CM du 24 octobre 2019.

En parallèle et dans le cadre de la révision générale du PLU, la Commission Départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) a émis un avis favorable conforme du 10 juillet 2018. Cet avis comprenait des réserves nécessitant de modifier le projet de PLU arrêté pour être levées. En complément, l'État comme la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) ont également chacun émis un avis après arrêt dont certaines recommandations doivent être prises en compte dans le projet de PLU. Les observations à prendre en compte restent en cohérence avec les objectifs de la révision générale du PLU de Venelles qui ont été fixés par délibération n°D2016-139AT du conseil municipal en date du 11 juillet 2016, ainsi qu'avec les orientations du PADD qui ont été débattues lors de cette même séance.

Les évolutions à apporter au projet de PLU arrêté le 19 décembre 2017 nécessitant un nouvel arrêt du projet de PLU, il est opportun à ce stade de la procédure de reprendre la concertation sur les évolutions à intégrer au projet de PLU suite à un premier arrêt, notamment au regard des avis de l'État, de la CDPENAF et de la MRAE.

Pour ce faire, les modalités de concertation complémentaires sont les suivantes :

1) Annonce de la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de PLU après arrêt dans deux journaux d'annonces légales

2) Ouverture d'un registre à disposition du public au service urbanisme de la commune de Venelles aux jours et heures d'ouverture dudit service.

3) Mise en ligne de l'évolution du dossier de PLU sur le site internet de la Métropole et sur le site internet de la Commune de Venelles

4) Organisation d'une réunion publique de présentation des évolutions à apporter au projet de PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 005-3563/18/CM date du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure de révision générale des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020, de délégation de compétences du Conseil de

la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

- La délibération n° D2016-138AT du conseil municipal du 11 juillet 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La délibération n°D2016-139AT du 11 juillet 2016, par laquelle la commune de Venelles a engagé la révision de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°D2017-166AT du 19 décembre 2017, par laquelle la commune de Venelles a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération D2017-167AT du 19 décembre 2017, par laquelle la commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale qu'elle avait engagée ;
- Les délibérations n°D2017-75AT du 27 juin 2017 et n°D2017-76AT du 27 juin 2017, par lesquelles la commune de Venelles a approuvé les modifications n°1 et n°2 de son plan local d'urbanisme ;
- La délibération n°URB 014-7117/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019, approuvant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la prise en compte de tout ou partie des avis de l'État, de la MRAE ainsi que de la CDPENAF nécessite un nouvel arrêt du projet de PLU, puisqu'elle nécessite de modifier le projet de PLU arrêté.
- Que les évolutions apportées au projet de PLU arrêté nécessitent de procéder à un nouvel arrêt du projet et qu'au moment de l'arrêt, il convient de tirer le bilan de la concertation.
- Qu'il convient de ce fait de reprendre la concertation sur les évolutions apportées au projet de PLU de Venelles depuis son arrêt, notamment au regard des avis de l'État, de la CDPENAF et de la MRAE.
- Que les procédures de modification du PLU de Venelles n°1, n°2 et n°3 ayant d'ores et

déjà été approuvées, seront intégrées au dossier de PLU au moment de l'arrêt.

- Que les modalités de concertation complémentaires consistent en :
 - i. l'annonce de la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de PLU après arrêt dans deux journaux d'annonces légales.
 - ii. l'ouverture d'un registre à disposition du public au service urbanisme de la commune de Venelles aux jours et heures d'ouvertures dudit service.
 - iii. la mise en ligne de l'évolution du dossier de PLU sur le site internet de la Métropole et sur le site internet de la Commune de Venelles.
 - iv. l'organisation d'une réunion publique de présentation des évolutions apportées au projet de PLU.

Délibère

Article 1 :

Sont adoptées la reprise de la concertation dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Venelles en vue d'un nouvel arrêt du projet ainsi que les modalités de concertation décrites ci-dessus en complément de celles adoptées par délibération n°D2016-139AT du conseil municipal de Venelles en date du 11 juillet 2016.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Venelles.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 002-8673/20/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier - Approbation de la modification n°1
MET 20/15829/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Peynier, initialement approuvé le 21 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°98/2015, a fait l'objet de la procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017/108 du 27 décembre 2017, afin notamment d'apporter des ajustements réglementaires en ce qui concerne les emprises au sol autorisées en zone UC et 1AUH, de clarifier des dispositions réglementaires, et, de rectifier des erreurs matérielles.

Pour autant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU s'est avéré nécessaire, notamment dans l'objectif de procéder à :

- la correction d'erreurs matérielles relevées dans le positionnement d'Espaces Boisés Classés (EBC), en recalant certains de leurs périmètres de façon à les faire correspondre à leur emprise réelle au règlement graphique du PLU, suite à des inadéquations constatées dans ce dernier ; et,
- l'actualisation de l'emprise et de la liste des emplacements réservés (ER), en procédant aux modifications suivantes :
 - suppression des ER n°2 et n°2bis, auxquels l'ER n°2 nouvellement créé se substitue ;
 - suppression de l'ER n°11 ;
 - création des ER n°32, 33 et 34.

Par courrier en date du 13 avril 2018, le Maire de la commune de Peynier a sollicité auprès du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier.

Au regard de cette saisine, et en cohérence avec l'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix émis par délibération n° 2018_CT2_228 le 21 juin 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 011-04170/18/CM du 18 juin 2018, a sollicité le Président de la Métropole afin qu'il procède à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a par la suite pris l'arrêté n°19/052/CM du 26 février 2019 prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de Peynier.

Au vu des objectifs énoncés ci-dessus, il est proposé, dans le cadre de la modification n°1 du PLU de Peynier, d'adapter et de modifier les pièces du PLU en vigueur suivantes :

- le règlement graphique (pièce 4. Plan de zonage), et,
- la liste des emplacements réservés incluse dans le règlement écrit (pièce 5. Règlement).

Les évolutions proposées dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier relèvent bien du champ d'application de cette procédure tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme. En effet, ce projet de modification ne remet pas en cause l'économie générale du PLU en vigueur, n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et, ne comporte pas non plus de graves risques de nuisances.

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre 1er de la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n°CU-2019-2467 du 23 décembre 2019, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé que ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

En application des dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de Peynier a fait l'objet d'une notification aux personnes publiques associées et consultées les 28 février 2020 et 23 juin 2020, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier n'a fait l'objet d'aucune observation de la part des personnes publiques associées et consultées.

Conformément à l'arrêté n°20_CT2_043 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 22 juin 2020 le projet de modification n°1 du PLU de Peynier a été soumis à enquête publique du

15 juillet 2020, 9 heures, au 30 juillet 2020, 12 heures, soit pendant 16 jours consécutifs.

Un avis faisant connaître l'ouverture et les modalités de cette enquête publique a été publié :

- par voie d'affiches au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et à l'Hôtel de Ville de Peynier, 15 jours avant le début de l'enquête ; et,
- dans les journaux La Provence, des 30 juin 2020 et 22 juillet 2020, et, La Marseillaise, des 25 juin 2020 et 15 juillet 2020.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir à l'Hôtel de Ville (Service de l'Urbanisme), sis, 9 cours Albéric Laurent, à Peynier (13790), le lundi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, et, du mardi au vendredi de 8h00 à 15h30, hors jours fériés,
- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/peynier-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Ce dossier d'enquête publique comportait les éléments suivants :

- Notice d'enquête publique au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement ;
- Actes et avis relatifs à l'enquête publique (pièce 0) ;
- Rapport de présentation de la modification n°1 du PLU (pièce 1A) ;
- Règlement graphique (pièce 4) ;
- Liste des emplacements réservés (extrait du règlement – pièce 5) ;
- Décision n°CU-2019-2467 du 23 décembre 2019, rendue par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) suite à examen au cas par cas.

Le commissaire enquêteur a tenu 3 permanences durant lesquelles il a pu recevoir les observations écrites et/ou orales du public à l'Hôtel de Ville (Salles des Mariages), sis 1 cours Albéric Laurent, à Peynier (13790), aux dates et heures suivantes :

- mercredi 15 juillet 2020 de 9h00 à 12h00 ;
- lundi 27 juillet 2020 de 14h00 à 17h00 ;
- jeudi 30 juillet 2020 de 9h00 à 12h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu consigner ses observations et propositions relatives

au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé au siège de l'enquête publique dont l'adresse est mentionnée ci-dessus,
- par courriel à l'adresse suivante : peynier-plu-m1-ep@mail.registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé sur le site suivant : <https://www.registre-numerique.fr/peynier-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Au total, 11 contributions ont été formulées dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier :

- 8 observations, dont 3 ne font état que de consultations du dossier et prises de renseignements sur ce dernier, ont été consignées sur le registre papier d'enquête ;
- 1 observation a été versée sur le registre numérique ;
- 2 observations ont été formulées par Email.

Parmi ces contributions, 3 requêtes se sont révélées étrangères à l'objet de la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, et de ce fait, n'ont pu être prises en considération dans le cadre de ladite procédure.

Au total, il reste donc 5 observations relevant effectivement de l'enquête publique portant sur la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, 5 observations ayant trait à la correction de l'erreur matérielle consistant au repositionnement d'un Espace Boisé Classé (EBC) dans le secteur des Michels. Pour reprendre les termes du Commissaire Enquêteur : « Une large majorité des intervenants se félicitent de cette correction que la plupart réclamait depuis l'entrée en vigueur du PLU. (...) Toutefois les héritiers Ménabréaz déplorent cette correction qui supprime toute possibilité de construire sur leur parcelle (...) ».

Monsieur Roger DESCHAUX, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 17 août 2020.

Préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'approbation de ce dossier, le Territoire du Pays d'Aix a dûment procédé à la saisine pour avis de la commune de Peynier sur la procédure de modification n°1 de son PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- Le courrier du Maire de Peynier en date du 13 avril 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- La délibération n°URB 011-04170/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 juin 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- L'arrêté n°19/052/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 26 février 2019 prescrivant la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- La décision n°CU-2019-2467 rendue le 23 décembre 2019 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) suite à examen au cas par cas confirmant que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E20000006/13 du 21 janvier 2020 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Roger DESCHAUX, en qualité de commissaire enquêteur ;
- L'arrêté n°20_CT2_043 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juin 2020 organisant l'enquête publique portant sur le projet de la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- L'avis favorable à la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier émis par le

commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées du 17 août 2020 ;

- La saisine pour avis de la commune de Peynier sur la modification n°1 de son PLU par le Territoire du Pays d'Aix préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de son approbation ;
- Le PLU de la commune de Peynier en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Que la commune de Peynier a dûment été saisie pour avis sur le projet de modification n°1 de son PLU préalablement à l'inscription de son approbation à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Peynier, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Peynier ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ; et,
- fera, avec le dossier de modification n°1 du PLU de Peynier qui y est annexé, l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du même code.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier peut être consulté.

La présente délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et publicité susmentionnées, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 3 :

Le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, sera tenu à disposition du public au Service de l'Urbanisme de la mairie de Peynier, (9 cours Albéric Laurent - 13790 PEYNIER), à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix (Immeuble Le Quartz – 1^{er} étage – 40, route de Galice - 13090 AIX-EN-PROVENCE), à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public respectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 003-8674/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole de la procédure de modification n°1 du PLU engagée par la commune MET 20/15833/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate, initialement approuvé le 9 février 2017 par délibération du Conseil Municipal n°2010.02.09/Délib/001, a d'ores et déjà fait l'objet :

- d'une première mise à jour par arrêté municipal n°2017-12-18/ADM/14 par ajout à ses annexes de :
 - la délibération du Conseil Municipal n°2017.04.05/Délib/031 du 5 avril 2017 portant actualisation du périmètre du droit de préemption urbain ;
 - la délibération du Conseil Municipal n°2017.09.26/Délib/096 du 26 septembre 2017, modifiée par la délibération n°2017.12.11/Délib/117 du 11 décembre 2017, relative à l'instauration d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) dans le quartier des Bonnauds ;
 - la délibération du Conseil Municipal n°2017.12.11/Délib/116 du 11 décembre 2017 relative à l'instauration d'un périmètre de PUP au quartier du Grand Vallat ;
- de la mise à jour n°2 de ses annexes prise par arrêté de la Présidente de la Métropole n°19/035/CM du 18 février 2019 suite à l'instauration de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses ; et,
- de la procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 006-5742/19/CM en date du 28 mars 2019, afin d'apporter au document d'urbanisme des adaptations, corrections et compléments facilitant l'instruction des dossiers d'application du droit des sols.

L'arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/13 du 27 novembre 2017, a parallèlement prescrit la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate dans l'objectif d'y intégrer la prise en compte du risque feu de forêt en adéquation avec le Porter à Connaissance (PAC) de l'État du 4 janvier 2017 complétant celui du 23 mai 2014.

En effet, ce PAC, qui couvre le territoire de 98 des 119 communes du département des Bouches-du-Rhône, invite notamment les maires concernés à prendre en considération les éléments techniques sur la prise en compte du risque incendie de forêt qu'il comporte dans leurs documents d'urbanisme. Il a été notifié à l'ensemble des maires du Territoire du Pays d'Aix, à l'exception de celui de Trets, commune qui dispose déjà à l'époque d'un Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRIF) approuvé par arrêté préfectoral du 8 janvier 2016 s'appliquant sur l'ensemble de son territoire.

Ainsi, en date du 11 décembre 2017, par anticipation sur le transfert de la compétence en matière de PLU à la Métropole Aix-Marseille-Provence effective depuis le 1^{er} janvier 2018, le Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite et

l'achèvement de cette procédure par délibération du Conseil Municipal n°2017.12.11/Délib/115. Ce qui a été accepté en date du 15 février 2018 par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 011-3569/18/CM.

Au regard de la très forte vulnérabilité aux incendies de forêt de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, il apparaît opportun d'aborder les problématiques liées à la gestion de ce risque de manière globale, à son échelle. Pour ce faire, en accord avec le maire de la commune du Puy-Sainte-Réparate, il a été convenu d'abandonner la procédure de modification n°1 de son PLU et d'intégrer la prise en compte des préconisations du « PAC risque incendie de forêt » à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix prescrite par délibération n°URB002-3841/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Porter à Connaissance (PAC) de l'État du 4 janvier 2017 complétant celui du 23 mai 2014, relatif au risque incendie de forêt ;
- La délibération n°2010.02.09/Délib/001 du 9 février 2017 du Conseil Municipal du Puy-Sainte-Réparate approuvant le PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- L'arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/13 en date du 27 novembre 2017, prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération n°2017.12.11/Délib/115 du 11 décembre 2017 du Conseil Municipal du Puy-Sainte-Réparate sollicitant de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite et l'achèvement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate par anticipation sur le transfert de la compétence en matière de PLU à ladite métropole effective depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération cadre n°URB 004-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 définissant la répartition des

compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- La délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant accord sur la poursuite et l'achèvement des procédures dites de modification des PLU engagées par les communes du Pays d'Aix avant le 1^{er} janvier 2018, dont la modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération n°URB 002-3841/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 prescrivant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix ;
- Le PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La forte vulnérabilité aux incendies de forêt de l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.
- L'opportunité d'aborder les problématiques liées à la gestion du risque incendie de forêt de manière globale et cohérente à son échelle du Territoire du Pays d'Aix, soit dans le cadre de l'élaboration en cours du PLUi du Pays d'Aix.
- L'accord du maire de la commune du Puy-Sainte-Réparate sur l'abandon de la procédure de modification n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate ayant pour objet la prise en compte du risque incendie de forêt conformément aux prescriptions du Porter à Connaissance (PAC) de l'État du 4 janvier 2017 complétant celui du 23 mai 2014 dans la perspective de l'approbation du PLUi du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'abandon de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate prescrite par arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/13 du 27 novembre 2017, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n° URB 011-3569/18/CM prise par son conseil le 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en matière de PLU à ladite métropole le 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Est abrogée partiellement la délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune du Puy-Sainte-Réparate exprimé par délibération n°2017.12.11/Délib/115 de son Conseil Municipal du 11 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n°1 de son PLU.

Article 3 :

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie du Puy-Sainte-Réparate ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 004-8675/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence - Bilan de la mise à disposition du dossier au public - Approbation de la modification simplifiée n°4 MET 20/15981/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de compétences jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2019, la commune de Salon-de-Provence a saisi le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de Métropole l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°4 du PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de permettre la démolition-reconstruction des locaux de l'association « Les Papillons Blancs » à vocation d'accueil et d'hébergement de personnes en situation de handicap, situés quartier les Moulédas, en zone Agricole.

En effet, lors de la révision générale du PLU de Salon-de-Provence, le site des Moulédas a fait l'objet d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée « STECAL » NST4 bénéficiant de possibilités d'extension et de réhabilitation des constructions existantes. Toutefois, le règlement de la zone qui s'applique dans ce secteur ne permet pas expressément la construction de nouveaux bâtiments en lieu et place des anciens. Or, à la demande de l'Agence Régionale de Santé, certains bâtiments, très vétustes, doivent être démolis et remplacés par des bâtiments neufs.

La pièce du PLU qui a fait l'objet de modification est le règlement.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-45.

Par délibération n°151/19 du 23 septembre 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de cette modification simplifiée, et a défini les modalités de la mise à disposition du dossier au public.

De ce fait, par délibération n°URB015-6797/19/CM du 26 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence. Par arrêté

n°19/241/CM du 5 novembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée n°4 du PLU de la commune de Salon-de-Provence.

Par arrêté n°12/19 du 18 novembre 2019, le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a précisé les modalités de la mise à disposition du public telles qu'elles avaient été définies par délibération n°151/19 du 23 septembre 2019.

Le dossier de modification simplifiée n°4 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées. Celui-ci a été ensuite mis à disposition du public en commune de Salon-de-Provence et au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 6 janvier au 7 février 2020.

Bilan de la mise à disposition du public :
Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant une partie administrative (actes officiels et publicités),

une note de présentation, le règlement, les avis des Personnes Publiques Associées et un registre d'observations ;

- Le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de Salon-de-Provence et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période ainsi que sur le registre dématérialisé prévu à cet effet.
- Un avis au public est paru dans les annonces légales de « La Provence » le 27 décembre 2019 et « La Marseillaise » le 26 décembre 2019.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été formulée.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courrier le 12 décembre 2019.

Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-après :

Dates	Observations	Réponse Conseil de Territoire	Réponse commune
16/12/19	ARS Sans objection. Une seule observation : il serait souhaitable que l'article « A 13 – Espaces libres et plantations » préconise d'éviter l'implantation d'espèces végétales allergisantes, telles que cyprès, bouleau, chêne, aulne et frêne. La commune et le pétitionnaire du projet peuvent se référer aux guides www.vegetation-en-ville.org , élaborés par le Réseau National de Surveillance Aérobiologique.	Cette disposition sera insérée au sein du règlement.	La commune est d'accord avec la proposition du Conseil de Territoire.
16/12/19	Office National des Forêts Avis : Organisme non concerné	RAS	RAS
17/12/19	Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône Avis favorable	RAS	RAS
20/12/19	Ministère des Armées Avis sans observation	RAS	RAS
23/12/19	Syndicat Mixte de gestion de la nappe phréatique de la Crau Avis avec observations Le projet « ne présente pas d'incompatibilité avec la préservation de la nappe de la Crau. » Il est cependant rappelé que « le projet se situe dans une zone de sauvegarde de la ressource en eau souterraine. (...), le principe est de	Le porteur de projet devra apporter une attention toute particulière à la préservation de la nappe (élément qui devra figurer dans le cadre du permis de construire).	Il ne sera pas nécessaire d'insérer cette prescription au permis de construire car le site est desservi par une canalisation d'assainissement.

	<p>limiter tout risque de contamination accidentelle ou diffuse des eaux souterraines. » D'après la carte de zonage d'assainissement de la commune de 2016, les parcelles concernées par le projet ne sont pas raccordées au réseau collectif. »</p> <p>Le syndicat encourage à ce que « le porteur de projet soit sensibilisé à l'existence d'une zone de sauvegarde et à la vulnérabilité de la nappe pour l'intégrer convenablement dans son projet de construction. En effet, le caractère vétuste du site actuel, et la vocation des bâtiments à accueillir ou héberger un nombre relativement important de personnes, peuvent justifier selon diagnostic, une rénovation des ouvrages d'assainissement non collectif pour une maîtrise des eaux usées et pluviales compatible avec la préservation de la ZNSEA de Salon-de-Provence. »</p>		
Dates	Observations	Réponse Conseil de Territoire	Réponse commune
27/12/19	<p>Commune de Pelissanne</p> <p>Avis sans observation</p>	RAS	RAS
30/12/19	<p>RTE</p> <p>Avis avec observations.</p> <p>Rappel sur la spécificité des ouvrages de RTE (postes et lignes électriques haute tension) : règles techniques à respecter, entretien et accès ainsi que règles sur les clôtures des postes électriques.</p> <p>Souhait de reporter en annexe les servitudes relatives aux ouvrages et qu'au sein des dispositions générales du règlement du PLU, la construction et la maintenance d'ouvrages électriques nécessaires au fonctionnement du Réseau Public de Transport d'Electricité ainsi que les affouillements et exhaussements qui leur sont liés soient autorisées.</p> <p>Souhait de précisions au sein des articles 2 et 3 et d'une hauteur non réglementée par une ligne existante.</p> <p>Souhait de déclassement des espaces boisés classés situés dans l'emprise des couloirs des lignes électriques par les divers ouvrages.</p>	Ces observations ne concernent pas la présente procédure et pourront être prises en compte dans le cadre d'une procédure ultérieure.	La commune est d'accord avec la proposition du Conseil de Territoire.
06/01/20	<p>Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône</p> <p>Avis sans observation</p>	RAS	RAS
14/01/20	<p>Direction Générale de l'Aviation Civile – Service national d'ingénierie aéroportuaire – SNIA Sud-Est – Bureau Gestion Domaniale</p> <p>Avis : Organisme non concerné par une servitude aéronautique civile.</p> <p>Cependant, « l'établissement de certaines installations (éoliennes, construction, grues...) qui, en raison de leur hauteur pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne, est soumis à une autorisation spéciale du ministre des armées et du ministre chargée de l'aviation civile. »</p>	RAS	RAS
27/01/20	<p>Institut National de l'Origine et de la Qualité</p> <p>Avis sans observation.</p> <p>La commune de Salon-de-Provence est incluse dans les</p>	RAS	RAS

	aires géographiques des AOC : « Coteaux d'Aix-en-Provence », « Foin de Crau », « Brousse du Rove », « Taureau de Camargue », « Huile d'Olive d'Aix-en-Provence », et dans les aires géographiques des IGP : « Pays des Bouches-du-Rhône », « Agneau de Sisteron », « Méditerranée », « Thym de Provence » et « Miel de Provence ».		
--	--	--	--

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et à l'absence d'observation du public, un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public peut être tiré.

En conséquence, il y a lieu de procéder à des adaptations mineures du projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Madame la Présidente précise la nature des modifications apportées au projet de modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme :

- Il s'agit de compléter l'article « A 13 – Espaces libres et plantations » au sein du règlement en mentionnant « *l'implantation d'espèces végétales allergisantes, telles que cyprès, bouleau, chêne, aulne et frêne est à proscrire. (cf. guides www.vegetation-en-ville.org, élaborés par le Réseau National de Surveillance Aérobiologique)* ». La note de présentation est également complétée avec cette mention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence du 23 mai 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais n°151/19 du 23 septembre 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB015-6797/19/CM du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Salon-de-Provence ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- L'arrêté n°19/241/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 5 novembre 2019 engageant la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- L'arrêté n°12/19 du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 novembre 2019 précisant les modalités de mise à disposition du public telles que définies par délibération du projet de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence du 17 septembre 2020 formulant un avis favorable

sur le projet de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme ;

- La délibération du Conseil de Territoire du 12 octobre 2020 formulant un avis favorable sur le projet de délibération présentant le bilan de la mise à disposition du public et l'approbation de la procédure de modification simplifiée n°4 de la commune de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- Les modifications apportées au projet de modification simplifiée suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Est précisé que la délibération approuvant la modification simplifiée n°4 du PLU de la commune de Salon-de-Provence :

- a) sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Salon-de-Provence,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 005-8676/20/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence - Engagement de la procédure de révision allégée n°2 - Définition des modalités de concertation
MET 20/15982/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de compétences jusqu'au 31 décembre 2020.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence a été approuvé le 24 mars 2015 et révisé le 31 mars 2016. Il a fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 approuvée par le Conseil Municipal du 12 juillet 2017, d'une modification simplifiée n°2 approuvée par le Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 et d'une modification simplifiée n°3 approuvée par le Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019.

De plus, une procédure de révision allégée est actuellement en cours d'élaboration et a été prescrite par délibérations du Conseil Municipal du 19 octobre 2017 et du 12 décembre 2017. Elle concerne le développement d'activités économiques génératrices d'emplois aux abords de la RDn113 Sud, sur le quartier des Broquetiers et l'implantation du nouveau centre hospitalier au Sud de la commune en bordure de la route de Miramas. Une procédure de modification simplifiée n°4 du PLU a été également engagée par arrêté de la Présidente n°19/24/CM du 5 novembre 2019 sur demande du Conseil de la Métropole par délibération du 26 septembre 2019. Elle a pour objectifs de permettre la démolition-

reconstruction des locaux de l'association « Les Papillons Blancs » à vocation d'accueil et d'hébergement de personnes en situation de handicap, situés quartier les Moulédas, en zone agricole.

Conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme, une Conférence Intercommunale avec le Maire de la commune s'est tenue le 30 septembre 2020 afin de définir les modalités de collaboration entre la commune et le Conseil de Territoire concernant la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence. Le Conseil de Territoire, par délibération en date du 12 octobre 2020, a arrêté les modalités de collaboration avec la commune et a précisé les membres et la fréquence de ces Conférences.

Par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2019, le Conseil de Territoire a été saisi afin de solliciter le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence en vue de la création de voiries nouvelles, de cheminements partagés piétons-cycles et de l'aménagement d'un parking relais

En effet, il s'agit plus précisément de permettre la réalisation des projets suivants :

- L'aménagement d'un carrefour à sens giratoire assurant le raccordement de la route Jean Moulin (RDn 538) avec la future bretelle de sortie Nord de l'autoroute A7 dans le secteur de Roquerousse.
- L'aménagement d'un parking-relais de 150 à 200 places, à proximité du chemin du Talagard.
- La création d'un cheminement partagé piétons-cycles reliant le parking-relais au Mémorial Jean Moulin.

Des emplacements réservés seront créés afin de permettre la réalisation de ces projets.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « *dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :*

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;
4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable mais qu'elle réduit une zone agricole, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 – L'objectif poursuivi par la révision allégée :

- Modifier le zonage de certaines parcelles afin de créer des voiries nouvelles, des cheminements partagés piétons-cycles et aménager un parking relais.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Conseil de Territoire, sur le site de la commune et dans un journal diffusé dans le département. Cet avis sera affiché en Conseil de Territoire et en commune.
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune et au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ces deux registres seront mis à disposition pendant toute la durée d'élaboration du projet et ce jusqu'à l'arrêt du projet.
- Mise à disposition d'un registre numérique où le public pourra également prendre connaissance d'un dossier complété au fur et à mesure de l'évolution et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur ce registre dématérialisé.
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public.
- Mise à disposition du dossier papier au service urbanisme de la commune, et au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire.

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais lors de sa séance en date du 12 octobre 2020, a émis un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence en date du 19 décembre 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de la révision allégée n°2 du PLU ;
- La délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 prononçant un avis simple sur l'engagement de la révision allégée n°2 et les modalités de concertation ainsi que sur les modalités de collaboration avec la commune dans le cadre de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 12 octobre 2020

émettant un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation et arrêtant les modalités de collaboration avec la commune ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence en vigueur.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil Municipal en date du 19 décembre 2019 de la commune de Salon-de-Provence a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2 du PLU afin de créer des voiries nouvelles, des cheminements partagés piétons-cycles et aménager un parking relais.
- Que la commune de Salon-de-Provence a formulé un avis simple sur les modalités de collaboration et les modalités de concertation dans le cadre de la révision allégée par délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020.
- Que le Conseil de Territoire a délibéré le 12 octobre 2020 pour définir les modalités de collaboration avec la commune de Salon-de-Provence.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de solliciter l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2.
- Que le Conseil de Territoire du Pays Salonais, par délibération du 12 octobre 2020, a émis un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence et définissant les objectifs poursuivis et les

modalités de concertation et a arrêté les modalités de collaboration avec la commune.

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence selon la procédure de révision allégée conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Est fixé l'objectif de la révision allégée tel qu'exposé ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole, du Territoire du Pays Salonais et en Mairie de Salon-de-Provence.

Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme. Il est, en outre, publié au recueil des actes administratifs.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 006-8677/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 MET 20/15984/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix,

d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a reconduit cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Eyguières a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation de la révision générale du PLU, par délibération du Conseil Municipal en date du 13 juillet 2017 ;
- Approbation de la modification n° 1 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019 ;
- Retrait de la délibération d'approbation de la modification n° 1 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole n°URBA 008-31/07/20 CM en date du 31 juillet 2020, dans l'attente d'une nouvelle approbation après réalisation d'une étude environnementale.

Par courrier en date du 06 août 2020, la commune d'Eyguières a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU afin d'adapter les articles du règlement en zone urbaine (U) au profit des équipements d'intérêt général ou collectif.

Ces adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le courrier de la commune d'Eyguières daté du 06 août 2020 sollicitant la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée afin d'adapter les articles du règlement en zone urbaine (U) au profit des équipements d'intérêt général ou collectif ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la modification simplifiée n°2 d'Eyguières ;
- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune d'Eyguières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Eyguières par courrier en date du 06 août 2020, a sollicité de la

Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU afin d'adapter les articles du règlement en zone urbaine (U) au profit des équipements d'intérêt général ou collectif ;

- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, ainsi qu'à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 reconduisant cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020, le Conseil de territoire du Pays Salonais a sollicité, par délibération du 12 octobre 2020, l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 007-8678/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne - Abrogation de la procédure de modification n°1 MET 20/15985/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les

Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Pélissanne a fait l'objet des procédures suivantes :

- Par délibération du 31 mars 2011, le Conseil Municipal a approuvé le PLU ;
- Par délibération du 24 janvier 2013, le Conseil Municipal a approuvé le PLU suite à la délibération du 31 mars 2011 par le Tribunal Administratif ;
- Par délibération du 28 mars 2013, le Conseil Municipal a réapprouvé les modifications simplifiées n° 1, 2 et 3 du PLU ;
- Par délibération du 28 septembre 2016, le Conseil Municipal a engagé la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle » du 12 juillet 2010 ;
- Par délibération n° URB 020 3578/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé notamment la poursuite de cette procédure de modification simplifiée du PLU ;
- Par délibération n° URB 018-5149/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de modification n° 1 du PLU correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 et afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique inscrit « Moulin Jean Bertrand ».

Toutefois, il n'est plus nécessaire de poursuivre la « grenellisation » du PLU (mise en conformité avec la loi dite « Grenelle 2 »), cette « grenellisation » relevant désormais d'une prochaine procédure de révision, tel que précisé dans la loi « Egalité et Citoyenneté » du 27 janvier 2017.

De plus, par courrier du 05 août 2020, la commune de Pélissanne a sollicité la Métropole Aix-Marseille-

Provence pour la prise en compte de nouveaux objectifs dans le cadre de d'une nouvelle procédure de modification :

- La mise en application de la loi ALUR et des évolutions du code de l'urbanisme, la correction d'erreurs matérielles, la précision de certains éléments du règlement, la suppression ou modification d'emplacements réservés, la mise à jour des servitudes d'utilité publique ;
- La mise à enquête publique unique du nouveau projet de modification du PLU ainsi que du projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords autour du monument historique inscrit « Moulin Jean Bertrand ».

La procédure de modification n° 1 n'étant plus adaptée pour répondre à l'ensemble des objectifs poursuivis, et la « grenellisation » du PLU relevant désormais d'une prochaine procédure de révision du PLU, il est nécessaire d'abroger cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;

- L'absence de nécessité de poursuivre la « grenellisation » du PLU (mise en conformité avec la loi dite « Grenelle 2 »), cette « grenellisation » relevant désormais d'une prochaine procédure de révision, tel que précisé dans la loi « Egalité et Citoyenneté » du 27 janvier 2017 ;
- Le courrier de la commune de Pélissanne daté du 05 août 2020 sollicitant la Métropole pour la poursuite de nouveaux objectifs dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de Pélissanne en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 018-5149/18/CM du 13 décembre 2018 la modification n° 1 du PLU ;
- Que la poursuite de la « grenellisation » du PLU (mise en conformité avec la loi dite « Grenelle 2 ») n'est plus nécessaire, cette « grenellisation » relevant désormais d'une prochaine procédure de révision, tel que précisé dans la loi « Egalité et Citoyenneté » du 27 janvier 2017 ;
- Que par arrêté n°19/084/CM du 3 avril 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan local d'urbanisme de la commune de Pélissanne ;
- Que la commune de Pélissanne a sollicité le Conseil de Territoire en date du 05 août 2020 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour la prise en compte de nouveaux objectifs dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification ;
- Que la procédure de modification n° 1 du PLU n'est plus adaptée pour répondre à l'ensemble des objectifs poursuivis et qu'il est nécessaire d'abroger cette procédure.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'abrogation de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 008-8679/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne - Engagement de la procédure de modification n° 4 MET 20/15986/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a reconduit cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pélissanne a fait l'objet des procédures suivantes :

- Par délibération du 31 mars 2011, le Conseil Municipal a approuvé le PLU ;
- Par délibération du 24 janvier 2013, le Conseil Municipal a réapprouvé son PLU ;
- Par délibération du 28 mars 2013, le Conseil Municipal a réapprouvé les modifications simplifiées n° 1, 2 et 3 du PLU ;
- Lors de sa séance du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole a abrogé la procédure de modification n° 1 du PLU correspondant à l'évolution d'une procédure de modification simplifiée en cours avec enquête publique du PLU pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle 2 » du

12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique inscrit « Moulin Jean Bertrand ». En effet, la « grenellisation » du PLU relève désormais d'une prochaine procédure de révision du PLU, tel que précisé dans la loi Egalité et Citoyenneté » du 27 janvier 2017, et la commune souhaite poursuivre de nouveaux objectifs dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification.

De fait, par courrier du 5 août 2020, la commune de Pélissanne a sollicité la Métropole pour la prise en compte de nouveaux objectifs dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification :

- La mise en application de la loi ALUR et des évolutions du code de l'urbanisme, la correction d'erreurs matérielles, la précision de certains éléments du règlement, la suppression ou modification d'emplacements réservés, la mise à jour des servitudes d'utilité publique ;
- La mise à enquête publique unique du projet de modification du PLU ainsi que du projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand ».

Ces adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et

portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du 15 octobre 2020 abrogeant la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le courrier de la commune de Pélissanne du 5 août 2020 sollicitant la Métropole pour la prise en compte de nouveaux objectifs dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de Pélissanne en vigueur ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020 sollicitant l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Pélissanne par courrier du 5 août 2020, a sollicité la Métropole pour la prise en compte de nouveaux objectifs dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification du PLU ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, ainsi qu'à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 reconduisant

cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a sollicité, par délibération du 12 octobre 2020, l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne ;

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 009-8680/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas - Engagement de la procédure de modification n° 4 MET 20/15987/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols)

entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sénas a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du PLU, par délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2016 ;
- Approbation des modifications de droit commun n° 1 et 2 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 002-3636/18/CM et n° URB 003-3637/18/CM du 22 mars 2018 ;
- Approbation de la déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 010-6000/19/CM en date du 16 mai 2019 ;
- Engagement de la procédure de modification n° 3 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 009-5999/19/CM en date du 16 mai 2019.

Par courrier du 7 août 2020, la commune de Sénas a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une nouvelle procédure de modification de son PLU permettant :

- L'adaptation du règlement, notamment l'adaptation des articles du règlement en zone urbaine (U) relatifs au stationnement ;
- La mise à enquête publique unique du projet de modification du PLU ainsi que du projet de création d'un Périmètre Délémité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Eglise Paroissiale Saint-Amand », après avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

Ces adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d’urbanisme (Plan d’Occupation des Sols et Plan Local d’Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le courrier de la commune de Sénas daté du 7 août 2020 sollicitant la Métropole pour l’engagement d’une procédure de modification ;
- Le Plan Local d’Urbanisme en vigueur de la commune de Sénas ;
- Le projet de création du Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Eglise paroissiale Saint-Amand » en cours d’élaboration, sur proposition de l’autorité compétente en matière de plan local d’urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020 sollicitant l’engagement de la procédure de modification n°4 du PLU de la commune de Sénas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu’un projet de création du Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Eglise paroissiale Saint-Amand » est en cours d’élaboration, sur

proposition de l’autorité compétente en matière de plan local d’urbanisme ;

- Que la commune de Sénas par courrier du 7 août 2020, a sollicité de la Métropole l’engagement d’une nouvelle procédure de modification permettant :
 - L’adaptation du règlement, notamment l’adaptation des articles du règlement en zone urbaine (U) relatifs au stationnement ;
 - La mise à enquête publique unique du projet de modification du PLU ainsi que du projet de création d’un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Eglise Paroissiale Saint-Amand », après avis de l’Architecte des Bâtiments de France ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la modification des documents d’urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, le Conseil de Territoire a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de solliciter l’engagement d’une procédure de modification ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l’Urbanisme pour y procéder par voie d’une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l’engagement de la procédure de modification n° 4 du Plan Local d’Urbanisme de la commune de Sénas.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l’Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l’opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 010-8681/20/CM

■ Plan Local d’Urbanisme de la commune de Rognac - Abrogation de la délibération d’engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération Mixte Habitat - Activités sur le secteur de "La Tête Noire"

MET 20/15988/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 003-3561/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a reconduit cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020.

Le PLU de la commune de Rognac a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2017 ;
- Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté municipal du 31 juillet 2017 ;
- Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté n°11/18 du président du Conseil de Territoire du 11 octobre 2018 ;
- Approbation de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme du 20 juin 2019 ;
- Approbation d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme en vue de l'aménagement de la zone d'activités des Plans, par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 018-6800/19/CM du 26 septembre 2019 ;
- Engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 016-6768/19/CM du 26 septembre 2019 ;
- Engagement d'une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 017-6799/19/CM du 26 septembre 2019 ;

- Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté du Président du Conseil de Territoire n°06/20 du 13 février 2020 ;

Par délibération n° URB 019-5150/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la création d'une opération mixte Habitat/ Activités sur le secteur de la Tête Noire.

Toutefois, il n'est plus nécessaire de poursuivre cette procédure.

En effet, par courrier du 20 juillet 2020, la commune de Rognac a sollicité le Conseil de Territoire du Pays Salonais en vue d'abandonner cette procédure.

Le projet du secteur de la Tête Noire traduit une volonté politique de requalifier cette entrée de ville par une mutation des activités existantes, tout en respectant l'intérêt patrimonial du site.

Cependant, ce projet en cours de réflexion et d'études est confronté à des pressions foncières croissantes.

Le projet proposé ne répond pas aux souhaits de développement de la commune. La volonté communale est de mettre un terme à ce projet afin que sa temporalité de mutation de ce secteur soit en phase avec ses attentes de développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 003-3561/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.
- La délibération du Conseil de la Métropole n°HN 006-8078/2/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 20 juillet 2020 sollicitant le Conseil de Territoire en vue d'abandonner cette procédure ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de Rognac en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 019-5150/18/CM du 13 décembre 2018 la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la création d'une opération mixte Habitat/ Activités sur le secteur de la Tête Noire.
- Que la poursuite de la procédure n'est plus nécessaire.
- Que la commune de Rognac par courrier du 20 juillet 2020 a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour abandonner cette procédure.
- Que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n'est plus adaptée pour répondre à l'ensemble des objectifs poursuivis et qu'il est nécessaire d'abroger cette procédure.

Délibère

Article Unique :

Est abrogée la délibération d'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la

création d'une opération mixte Habitat/ Activités sur le secteur de la Tête Noire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 011-8682/20/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3
MET 20/16082/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Berre l'Etang a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du PLU, par délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2017 ;
- Approbation de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 ;
- Régularisation de la procédure d'approbation du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 ;
- Abrogation de la procédure de modification n° 1 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 ;
- Engagement de la procédure de modification n° 2 du PLU, par délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019.

Par courrier du 27 août 2020, la commune de Berre l'Etang a sollicité le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole

pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU afin d'exécuter le jugement n° 1908930 du tribunal administratif de Marseille du 30 juillet 2020 enjoignant au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de modifier le PLU de la commune de Berre l'Étang pour tenir compte de l'annulation prononcée par le jugement n° 1703570 du tribunal administratif de Marseille du 13 septembre 2018, en supprimant les mentions relatives à l'emplacement réservé n° 29, et en déterminant les règles applicables à la parcelle BM 172.

Ces adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le courrier de la commune de Berre l'Étang du 27 août 2020 sollicitant la Métropole pour l'engagement d'une procédure de

modification simplifiée afin d'exécuter le jugement n° 1908930 du tribunal administratif de Marseille du 30 juillet 2020 enjoignant au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de modifier le PLU de la commune de Berre l'Étang pour tenir compte de l'annulation prononcée par le jugement n° 1703570 du tribunal administratif de Marseille du 13 septembre 2018, en supprimant les mentions relatives à l'emplacement réservé n° 29, et en déterminant les règles applicables à la parcelle BM 172 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Berre l'Étang ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020 sollicitant l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Étang ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la commune de Berre l'Étang par courrier du 27 août 2020, a sollicité le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU afin d'exécuter le jugement n° 1908930 du tribunal administratif de Marseille du 30 juillet 2020 enjoignant au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de modifier le PLU de la commune de Berre-l'Étang pour tenir compte de l'annulation prononcée par le jugement n° 1703570 du tribunal administratif de Marseille du 13 septembre 2018, en supprimant les mentions relatives à l'emplacement réservé n° 29, et en déterminant les règles applicables à la parcelle BM 172 ;
- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, ainsi qu'à la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 reconduisant cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du

Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a sollicité, par délibération du 12 octobre 2020, l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang ;

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 012-8683/20/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays de Martigues - Prescription de l'élaboration - définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public MET 20/15761/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu. Elle est par conséquent compétente de plein droit en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;

- depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'applique (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires. Elle a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai devait expirer le 13 juillet 2020.

L'unique règlement local de publicité en vigueur sur le Territoire du Pays de Martigues a été adopté en 1990, bien avant l'entrée en vigueur de la loi Grenelle II. Il

n'est donc pas conforme à ses dispositions. Sa caducité qui devait s'appliquer à la date du 13 juillet 2020 aurait entraîné un retour au Règlement National de Publicité (RNP) dont les règles de protection en matière d'implantation de publicité sont moins restrictives.

Cependant, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique permet dorénavant d'élaborer des RLPi à l'échelle des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par ailleurs, la caducité d'un RLP non conforme aux dispositions de la loi Grenelle II peut être repoussée de deux ans en cas de prescription, avant le 12 juillet 2020, d'un RLPi sur le Territoire dont fait partie la commune couverte par le RLP non grenellisé.

En raison de la crise sanitaire de la COVID-19, la loi a de nouveau évolué. Dans son article 29, la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne est venue modifier l'article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement, portant désormais la durée de validité d'un RLP « non grenellisé » à 10 ans et 6 mois. De fait, la nouvelle date butoir de prescription d'un RLPi en vue de repousser de deux ans la caducité d'un RLP est fixée au 12 janvier 2021.

C'est dans ce contexte juridique adapté à la Métropole Aix-Marseille-Provence que s'engage l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire du Pays de Martigues.

Les objectifs poursuivis :

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Territoire du Pays de Martigues sont les suivants :

- Préserver le cadre de vie des habitants en limitant la pollution visuelle pouvant résulter de l'affichage commercial
- Protéger et valoriser la qualité des paysages naturels et urbains patrimoniaux
- Valoriser la qualité urbaine et architecturale des centres villes et renforcer leur attractivité commerciale
- Préserver la qualité paysagère des entrées de ville et de territoire, première perception des visiteurs sur le territoire
- Améliorer la qualité paysagère des zones d'activités commerciales, artisanales et industrielles

- Assurer un traitement cohérent de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays de Martigues

Les modalités de la concertation :

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site du Territoire du Pays de Martigues. Il sera également mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays de Martigues et dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation au choix selon les modalités suivantes :

- o en les consignant dans les registres mis à disposition au siège du Territoire du Pays de Martigues et dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- o en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Pays de Martigues
– CONCERTATION SUR LE RLPi -Rond-Point de l'Hôtel de Ville – BP 90104 – 13693 MARTIGUES CEDEX
- o en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :
rlpi-ct6-concertation @ampmetropole.fr

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :

- o à l'échelle du Territoire du Pays de Martigues ;
- o dans chaque commune concernée

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ;
- La conférence intercommunale des maires du 15 septembre 2020 portant sur l'examen des modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et ses communes membres ;
- Les avis des communes sur la définition des modalités de collaboration avec les communes ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues définissant les modalités de collaboration avec ses communes membres ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité ;
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays de Martigues ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPI, ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du RLPI du Pays de Martigues.

Article 3 :

Sont définies les modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de Région,
- au Préfet des Bouches-du-Rhône,
- au Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- aux Présidents des Territoires qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la Chambre des Métiers des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la section régionale de la conchyliculture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 013-8684/20/CM

**■ Déclaration d'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)
MET 20/15968/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la Métropole est compétente notamment en matière d'habitat, de

politique de la ville, de renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concerne donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment habitat, politique de la ville, renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme dans son article L300.1 définit les opérations et actions d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat,
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels.

Ainsi, par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain pour caractériser l'intérêt métropolitain d'une opération d'aménagement a approuvé les critères suivants :

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines,
- notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera
- significative,
- le caractère innovant et/ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme,
- de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales,
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

La commune de Vitrolles a été retenue depuis 2015 au titre de nouveaux projets de rénovation urbaine et dans ce cadre la Métropole souhaite poursuivre la dynamique de transformation urbaine déjà engagée par le 1^{er} programme de renouvellement urbain sur le quartier des Pins. Le projet de renouvellement urbain de la Métropole Aix Marseille Provence pour le quartier Secteur Centre de Vitrolles a ainsi été retenu par l'ANRU en février 2020.

La convention cadre NPRU métropolitaine précise, en référence à la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, un nouveau cadre (le Contrat de Ville) et de nouveaux outils (dont le NPNRU), avec le portage à l'échelle intercommunale des projets de renouvellement urbain pour garantir l'intégration de ces quartiers au sein des dynamiques et outils structurants du projet de territoire : logement, économie, mobilité, environnement... Dans ce cadre la Métropole est responsable de la coordination générale du programme, de son articulation stratégique et opérationnelle avec les politiques et outils structurants qu'elle porte (économie, mobilité, habitat, énergie, environnement) et constitue l'interlocuteur privilégié pour l'ensemble des partenaires. Les Conseils de Territoire conduisent en association étroite avec les Maires des Communes concernées la définition, le portage et la mise en œuvre opérationnelle des projets de renouvellement urbain sur les quartiers concernés, conformément aux orientations et arbitrages retenus à l'issue des réflexions conduites dans le cadre de leurs protocoles de préfiguration respectifs.

De plus, le contrat de ville se fonde sur la définition de priorités d'intervention et notamment le cadre de vie et le renouvellement urbain, pilier décliné en un volet cadre de vie comportant 4 orientations et un volet projet urbain définissant les dimensions fondamentales des projets de renouvellement urbain sur les quartiers, dans le cadre de l'ANRU ou d'opérations de droit commun. La définition des projets urbains à l'échelle des quartiers vise ainsi à assurer directement la pleine inscription des quartiers Politique de la Ville dans les perspectives d'aménagement de l'agglomération. En cela, le socle des projets urbains pour l'ensemble des QPV se doit de correspondre aux orientations communautaires déterminées dans le cadre du SCOT, du Programme Local de l'Habitat (PLH), du Plan Départemental de l'Urbanisme (PDU) et des mesures de droit commun engagées pour favoriser la réduction des inégalités territoriales, promouvoir la mixité sociale et les stratégies de peuplement et le développement d'équipements.

Le quartier prioritaire au titre de la politique de la Ville comporte 6 505 habitants et 90% de logements sociaux, il se situe parmi les 37 % des quartiers prioritaires métropolitains les plus fragiles (indice de difficultés). Le secteur d'intervention est ciblé sur la partie dite du « Liourat », situé en bordure de l'axe

principal de Vitrolles. Son positionnement est un atout, puisque situé à proximité d'un échangeur autoroutier, du centre-ville et de pôles commerciaux à rayonnement métropolitain.

Ainsi, le projet urbain du quartier du Liourat s'articule autour de 5 axes d'intervention :

- Augmenter la diversité de l'habitat et adapter la densité du quartier,
- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider l'offre commerciale de proximité,
- Désenclaver le quartier et améliorer le cadre de vie
- Mailler plus simplement et plus lisiblement les espaces publics
- Restructurer le groupe scolaire des Pins

Le quartier du « Liourat » comprend sur sa partie Nord le secteur de la résidence « Prévert », à l'architecture atypique en arc de cercle, qui fait face à l'avenue Padovani, axe structurant de la ville, requalifiée sur la partie nord. Cette résidence est une copropriété constituée de 111 logements, 94 parkings souterrains et 23 locaux commerciaux en pied d'immeuble. L'ensemble des logements sociaux est détenu par « Logis Méditerranée ».

Malgré les efforts importants consacrés pour améliorer la résidence et la cadre de vie, ce quartier concentre de lourdes difficultés d'ordre urbain, économique et social. Dès lors, le secteur de 4,7 hectares autour de cette résidence va faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble spécifique au sein de du projet de renouvellement urbain global de Vitrolles.

Aucune reconstitution de l'offre démolie de logements locatifs sociaux n'est prévue sur site. Toutefois, cinq lots sont identifiés pour la réalisation d'opérations visant à répondre à l'enjeu de mixité sociale pour un total de 137 à 146 logements, soit une surface totale de plancher envisagée de 11 700 m² (dont 850 m² de locaux commerciaux en rez-de-chaussée). L'ensemble de ces lots est localisé sur îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville.

Les études ont permis de cerner les leviers les plus efficaces pour répondre aux enjeux mis en évidence sur le quartier du Liourat :

- La démolition de la résidence Prévert (111 logements sociaux)
- La requalification des espaces publics et notamment du square Colucci
- La création d'une voie nouvelle reliant l'avenue Padovani à la rue Pasteur
- La construction d'environ 140 logements en diversification sur le tènement foncier libéré par la démolition de la résidence Prévert

Le projet d'aménagement s'appuie sur la requalification d'espaces publics et d'espaces privés à usage collectif (place H. Dunant) :

- Traitement paysager du parking Sud des Pins
- Réaménagement de l'avenue Denis Padovani
- Réaménagement de l'avenue Jean Etienne Constant
- Réaménagement de la Rue Antoine Biancardini
- Réaménagement de la Rue Pasteur (de l'angle J.E Constant au croisement F. Benoit)
- Réaménagement de la Rue Fernand Benoit
- L'aménagement d'une nouvelle voie entre l'avenue Padovani et la rue Pasteur

De plus, la piscine Tournesol du « Liourat », équipement métropolitain, est en fin de vie. Une étude est actuellement conduite pour son remplacement sur un autre secteur de la commune dans une logique de rééquilibrage de l'offre sur le Territoire. Le foncier ainsi libéré dans le cadre de cette opération offrirait la possibilité de constituer une offre nouvelle d'habitat sur cette emprise supplémentaire d'environ 3 900 m².

Les études préalables ont permis d'estimer le coût prévisionnel de cette opération d'aménagement à 14,6 M€ H.T., incluant les acquisitions foncières, les travaux d'aménagement et l'ensemble des études et honoraires. Les recettes estimées pour la revente des charges foncières sont de l'ordre de 3,5 M€, elles doivent encore être affinées, notamment à travers d'éventuelles subventions qui seront sollicitées auprès du Département et de la Région en complément des aides escomptées de l'ANRU (1 M€). Il est proposé que le déficit restant constitue la participation de la Métropole au titre des opérations d'aménagement d'habitat d'intérêt métropolitain. Pour sa part, la commune mettra à disposition le foncier qu'elle détient pour la réalisation de l'opération.

Cette opération d'aménagement fera l'objet d'une concession d'aménagement spécifique avec la SPLA Pays d'Aix Territoires afin de mener à bien sur le plan opérationnel la rénovation de ce quartier. Dans le cadre de la formalisation de la concession d'aménagement, le bilan financier prévisionnel de l'opération et les missions affectées au concessionnaire seront précisés.

Les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain de cette opération d'aménagement seront déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, conformément à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvée par délibération du 17 juillet 2020.

Le Territoire du Pays d'Aix en étroite collaboration avec la commune de Vitrolles engagera les études et démarches nécessaires visant à mettre en place les outils opérationnels adéquats permettant la mise en

œuvre de cette opération d'aménagement métropolitaine et la réalisation des travaux.

Sur la base des objectifs poursuivis et des critères énoncés ci-dessus, il est donc proposé de déclarer d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier du Liourat sur la commune de Vitrolles dans le cadre du NPNRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L300.1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 relative à l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 juillet 2020 ;
- Le périmètre de l'opération d'intérêt métropolitain du quartier du Liourat à Vitrolles ci-annexé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt métropolitain ;

- Que l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles répond aux critères posés par la délibération n° MET 17/4627/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 ;
- Que le site répond à des enjeux structurant mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville ;
- Qu'une délibération du Conseil de la Métropole est requise afin de déclarer d'intérêt métropolitain cette opération d'aménagement.

Délibère

Article unique :

Est déclarée d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier du Liourat sur la commune de Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), conformément au périmètre joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 014-8685/20/CM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour le Quartier Sainte Croix à Peynier avec la commune et Monsieur Glinutzki
MET 20/15853/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix, approuvé le programme des équipements publics du PUP et le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, des propriétaires fonciers poursuivent des projets de construction ou d'extension de villas individuelles. Le dossier de Projets Urbain Partenarial (PUP) comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Cinq conventions ont d'ores et déjà été signées, dont deux par la Commune avant le 1er janvier 2018. Monsieur GLINUTZKI sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le

cadre de l'extension de sa maison, située sur la parcelle AE440.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux du programme des équipements publics sont mis en œuvre en deux phases. La phase 1 a été réalisée avant le 1er janvier 2018. La phase 2 est en cours, et les travaux qui sont engagés ne relèvent que des compétences communales. La convention PUP ci-jointe est similaire aux conventions précédemment signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Le montant de la participation, calculée sur la base du programme des équipements publics, s'élève à 125€/m² de surface de plancher. La surface de plancher de l'opération menée par Monsieur GLINUTZKI est de 26 m². Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui fixe la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction pour un montant de 3 250 euros.

Cette participation sera versée directement à la commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence communale.

En vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exonérées de la part métropolitaine de la TA. La durée d'exonération est de 6 ans à compter de l'affichage, aux sièges de la Métropole et de la Commune, faisant mention de la signature de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et Monsieur Glinutzki pour la mise en œuvre de sa construction dans le secteur de Sainte Croix ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

En application de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 6 ans à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 015-8686/20/CM

■ Projet Urbain Partenarial Camp de Sarlier à Aubagne - Approbation de la mise à jour du montant prévisionnel du Programme des Equipements Publics et du montant de la participation MET 20/14626/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019, un périmètre de Projet Urbain Partenarial a été instauré pour permettre le financement des équipements publics du projet de Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne.

Cette opération d'une dizaine hectares vise à développer 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du «Fauge/Maire», affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire. L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Ainsi la Métropole entend réaliser le programme des équipements publics suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau «le Fauge Maire».

Dans la délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre du PUP, le montant prévisionnel des travaux a été estimé à 5 136 000 euros HT.

Depuis, la Direction Régionale des Finances Publiques a rendu son avis, le prix de l'assiette foncière nécessaire à la réalisation des équipements publics s'élevant à 724 000 euros HT.

Le poste foncier a été mis à jour avec cette estimation ainsi qu'avec une ligne dédiée à l'élaboration du dossier de Déclaration d'Utilité Publique.

Par ailleurs ENEDIS ayant désormais établi une solution technique de raccordement et un coût induit de renforcement du réseau en amont de l'opération de Camp de SARLIER, cette solution vient impacter à la hausse les coûts d'équipement et de raccordement aux réseaux, estimée à 1 884 000 euros HT, soit un surcoût d'environ 300 000 euros HT.

Par conséquent, le montant prévisionnel du programme des équipements publics doit être mis à jour. Son montant global est estimé à 5 931 600 euros HT, décomposé dans l'annexe jointe au présent rapport.

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul reste inchangée et se fera sur la base de la surface du terrain d'assiette de chaque opération. La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 m².

Ainsi le montant de la participation est modifié et s'élève à 69 €/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

Des avenants aux conventions de PUP déjà signées seront établis, conformément à l'article 4.4 des conventions de PUP, pour mettre à jour le montant de la participation.

Une demande de subvention va être déposée auprès de l'Agence de l'eau, le montant attendu est de 200 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 et R.332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant le périmètre du Projet Urbain Partenarial "Parc d'activités Camp de Sarlier" sur la commune d'Aubagne ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'un périmètre de PUP a été institué par délibération du conseil métropolitain du 24 octobre 2019.
- Que cette délibération fixe le montant prévisionnel du programme des équipements publics nécessaire à la mise en œuvre du Parc d'activités de Camp de Sarlier et qu'il convient de le mettre à jour.
- Qu'à partir de ce montant a été calculée la participation due par les opérateurs dans le cadre des conventions de PUP à venir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du montant prévisionnel du programme des équipements publics dont l'estimation est à 5 931 600 euros HT.

Article 2 :

Est approuvée la modification du montant de la participation appliquée aux opérateurs dans les conventions de PUP pour un montant de 69 euros/m² HT de terrain.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2019000300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 016-8687/20/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "PUP Camp Sarlier"
MET 20/15760/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019, un périmètre de Projet Urbain Partenarial a été instauré pour permettre le financement des équipements publics du projet de Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne.

Cette opération d'une dizaine hectares vise à développer 40 à 50 000m² de surface de plancher dédiée à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire », affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire. L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence entend réaliser le programme des équipements publics suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.

- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau « le Fauge Maître ».

Dans la délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre du Projet Urbain Partenarial de Camp de Sarlier, le montant prévisionnel des travaux a été estimé à 5 136 000 euros HT. Ainsi, à terme, le programme de travaux sera financé à hauteur de 85% par les opérateurs privés via les conventions de PUP à venir. A ce jour 5 conventions de PUP ont été signées, représentant 52% des recettes prévisionnelles attendues.

L'autorisation de programme initiale d'un montant de 4 000 000 euros TTC, approuvée en décembre 2018, a été définie au stade des études préalables sur un périmètre plus réduit.

Le montant prévisionnel des travaux arrêtés dans la délibération d'octobre 2019, correspond au programme d'aménagement, présenté ci-dessus. Il a été conçu pour permettre la mise en place d'une gestion globale et innovante des eaux de pluies à l'échelle du Parc d'activités. Il s'agit de développer une offre qualitative et durable en termes d'aménagement.

Depuis, la Direction régionale des Finances Publiques a rendu son avis le prix de l'assiette foncière nécessaire à la réalisation des équipements publics s'élevant à 724 000 euros HT.

Le poste foncier a été mis à jour avec cette estimation ainsi qu'avec une ligne dédiée à l'élaboration du dossier de Déclaration d'Utilité Publique.

Par ailleurs ENEDIS ayant désormais établi une solution technique de raccordement et un coût induit de renforcement du réseau en amont de l'opération de Camp de Sarlier, cette solution vient impacter à la hausse les coûts d'équipement et de raccordement aux réseaux estimée à 1 884 000 euros HT, soit un surcoût d'environ 300 000 euros HT. Le poste « missions complémentaires » a été également mis à jour et diminué de 51 500 euros HT.

Par conséquent, le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 931 600 euros HT.

L'opération d'investissement n°2019000300 « PUP Camp Sarlier » inscrite au budget pour un montant de 4 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 190064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 3 200 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 200 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 039-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 portant création de l'opération d'investissement n°2019000300 « PUP Camp Sarlier » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2019000300 doit être révisée à hauteur de 3 200 000 euros TTC.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 3 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000300 « PUP Camp Sarlier », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 190064BP, pour un montant de 3 200 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 200 000 euros TTC.

Article 2:

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Année 2020 :	200 000 euros TTC
Année 2021 :	1 800 000 euros TTC
Année 2022 :	1 820 000 euros TTC
Années suivantes :	3 380 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 017-8688/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "Zone d'Aménagement Concerté Saint Louis"

MET 20/15759/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au CRAC établi au 31 décembre 2019 et présenté à l'approbation du Conseil de Métropole, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan passe de 209 718 euros à 856 515 euros.

L'accroissement de dépenses prévisionnelles générant la hausse de la participation s'explique comme suit :

- une hausse du budget Travaux (dont Etudes) liée à l'intégration de diagnostics complémentaires liés à la pollution des terres (dépôts sauvages), à l'intégration de missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage « transition » pour la gestion des terrains mais aussi et surtout à un ajustement du montant des travaux de VRD auquel s'ajoute une provision complémentaire pour les travaux de la place de l'Horloge (selon les prescriptions de la DREAL dans le cadre de la servitude d'utilité publique liée à la pollution des anciens abattoirs),
- une hausse du budget Honoraires Techniques liée à l'intégration des montants des honoraires pour les travaux complémentaires de la place de l'Horloge,
- une hausse du budget Dépenses Annexes afin d'intégrer les dépenses récurrentes d'évacuation de dépôts sauvages ainsi que les travaux de sécurisation et aménagements provisoires,
- une hausse de la rémunération suivant l'évolution des dépenses et recettes.

L'opération d'investissement n°2015119600 « ZAC Saint Louis » inscrite au budget pour un montant de 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 900 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FCT010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 portant création de l'opération « ZAC saint Louis » suite à son transfert par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine MPM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015119600 « ZAC Saint Louis » doit être révisée à hauteur de 400 000 euros TTC.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119600 « ZAC

Saint Louis », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 900 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	209 718 euros TTC
Année 2020 :	-
Année 2021 :	646 797 euros TTC
Année 2022 :	-
Années suivantes :	-

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 018-8689/20/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Artplexe - Canebière" MET 20/16192/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient pour la revitalisation de son territoire et notamment dans le centre-ville de Marseille, dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville.

La Métropole vise ainsi à accélérer la transformation des quartiers du centre-ville de Marseille en les plaçant au cœur du processus d'aménagement et de développement durable.

Dans le cadre de son projet d'aménagement, la Métropole souhaite également renforcer l'offre cinématographique de Marseille qui est fortement déséquilibrée sur l'ensemble de son territoire, et est notamment peu présente dans le centre-ville. En effet, la ville compte actuellement 9 cinémas pour 49 écrans et 8147 fauteuils dans son ensemble.

Pour ce faire, l'accompagnement du projet ARTPLEXE-CANEBIERE permet à la Métropole de participer activement à l'attractivité culturelle et économique du centre-ville de Marseille.

En effet, l'emplacement du futur complexe cinématographique est situé en plein cœur du centre-ville métropolitain, dans le 1er arrondissement.

Par ailleurs, il convient de préciser que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus du parking souterrain public métropolitain « Gambetta » sis allée Léon Gambetta –

13001 Marseille, comptant 630 places, et concédé à la société QPARK France jusqu'au 2 décembre 2022.

La société ARTPLEXE va devoir ainsi réaliser des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking.

Aux termes du bail emphytéotique, les travaux de sondage, études et de consolidation du parking rendus nécessaires à la construction du multiplexe cinématographique était estimé à 750 000 euros HT.

Après analyse le coût de ces travaux de consolidation est en définitif de 1 467 000 euros HT.

La Métropole conformément à la lecture combinée des articles L511-4 et L2251-4 du CGCT, est compétente pour attribuer des subventions à des entreprises existantes ayant pour objet l'exploitation de salles de spectacle cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 7 500 entrées ou qui font l'objet d'un classement art et essai.

La société ARTPLEXE CANEBIERE prévoit une fréquentation prévisionnelle inférieure à 7 500 entrées hebdomadaires. Le montant des aides publiques sollicitées n'excède pas 30% du coût du projet.

Il apparaît également que des travaux de compétence métropolitaine sont survenus lors de la phase réalisation des travaux. Au vu des contraintes de chantier, la société ARTPLEXE CANEBIERE a pris à sa charge lesdits travaux et demande à la Métropole une demande de subvention équivalente aux coûts engagés soit un montant de 728.193 euros.

L'opération d'investissement n°2020103200 « Artplexe - Canebière » d'un montant de 800 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 202064BP du programme 06, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 800 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020103200 « Artplexe - Canebière » pour un montant de 800 000 euros TTC, rattachée au programme 06 « Urbanisme et foncier », code AP 202064BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :
Année 2020 : 730 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 019-8690/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "Aménagement Savine Marseille" MET 20/16209/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au sein de l'aménagement du site de la Savine, certains biens ont été acquis en fonction des opportunités qui se présentaient. Certains de ces biens ne sont pas nécessaires à la réalisation du Programme de Rénovation Urbaine (PRU) mais seront indispensables à la réalisation du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU).

Au terme de la concession, ces biens seront rachetés à l'aménageur comme biens de retour. Le montant de ce rachat, non budgétisé initialement, s'élève à 2 522 910 euros TTC.

Afin de pouvoir réaliser ce rachat, l'opération d'investissement n°2015120700 « Aménagement Savine Marseille » inscrite au budget pour un montant de 10 400 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 13 00 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 portant création de l'opération ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015120700 « Aménagement Savine Marseille » doit être révisée à hauteur de 2 600 000 euros TTC.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 2 600 000 euros TTC de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700

« Aménagement Savine Marseille », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 13 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	5 737 897.67 euros TTC
Année 2020 :	2 042 000 euros TTC
Année 2021 :	1 220 102 euros TTC
Année 2022 :	3 825 603 euros TTC
Années suivantes :	174 397.33 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 020-8691/20/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté Pallières II aux Pennes-Mirabeau - Modification n°1 du dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté MET 20/16080/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics.

Ce projet, d'une superficie totale d'environ 33 ha et d'environ 1000 logements, est situé en continuité d'espaces bâtis, en bordure de la Route Départementale n°113.

Le dossier de création de la ZAC des Pallières II a été approuvé le 1er juin 2015, par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui intervient en qualité d'aménageur.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal du 21 Décembre 2017 comprenant notamment :

- Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone ;
- Le programme global des constructions à réaliser dans la zone ;
- Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps ;
- Les compléments de l'étude d'impact.

La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations

d'aménagement et a reconnu d'intérêt métropolitain en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC des Pallières II.

Par délibération du Conseil de Métropole n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018, le transfert effectif de l'opération à la Métropole en qualité de maître d'ouvrage concédant a été approuvé.

Néanmoins, il a été décidé que la Ville des Pennes Mirabeau resterait présente dans les instances décisionnelles et de contrôle de l'opération, notamment au travers des Comités Techniques et des Comités de Pilotage.

Dans le cadre des séances de ces instances, la ville des Pennes Mirabeau, a exprimé le souhait de réaliser une crèche communale sur la parcelle cadastrée CO 542 comprise dans le périmètre de ZAC en bordure de la RD 113.

Pour mémoire, il était envisagé dans le programme des équipements publics de la ZAC de réaliser sur ce terrain un parking public, d'environ 70 places, et ses annexes techniques.

L'examen de la demande de la Ville a permis d'identifier que le stationnement prévu initialement sur cette parcelle pouvait être redéployé dans l'enceinte du projet au plus proche des équipements publics et des logements et qu'en outre, ce nouveau positionnement de la crèche s'articulait parfaitement avec l'organisation urbaine. La crèche sera située dans la continuité directe des équipements publics et communs majeurs (école, place, commerces...) en lien avec l'intensité urbaine de ce futur quartier. Elle disposera en outre, d'une parfaite accessibilité.

A noter que la capacité globale, environ 220 places, de stationnement public reste inchangée sur le périmètre de la ZAC.

Il a été confirmé par le Comité de Pilotage du 18 décembre 2019 que d'une part, ce projet de crèche resterait un équipement public intégré dans le périmètre de la ZAC et que d'autre part, la réalisation serait portée financièrement, non pas par le bilan de l'opération mais par la Ville des Pennes Mirabeau qui assurera également la mise en œuvre opérationnelle. Ainsi la crèche ne sera pas inscrite dans le programme des équipements de publics de la ZAC.

Ce projet sera mis en œuvre en anticipation de la création du quartier et permettra de satisfaire des besoins d'ores et déjà existants à l'échelle de la Ville et donc exogène au développement de la ZAC.

Afin de prendre en compte ce changement, il y a lieu de modifier le dossier de réalisation de ZAC et notamment le programme prévisionnel de construction de la ZAC pour y intégrer la crèche sous maîtrise d'ouvrage de la Commune.

En conséquence, doivent être modifiés :

- le dossier de réalisation pour mettre à jour de manière globale de cette évolution (texte et cartographie) ;
- le programme des équipements publics pour modifier l'emplacement du parking initial prévu sur la parcelle C0 542 et repositionner de nouvelles places de parking publiques ;
- le programme de construction prévisionnel de la ZAC pour y intégrer le projet de crèche porté par la Commune ;
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération intégrant la cession du foncier de la crèche à la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 déclarant l'opération de « ZAC Pallières II » d'intérêt métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les modalités de transfert de l'opération « ZAC Pallières II » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la modification du dossier de réalisation : la mise à jour du programme des équipements publics (déplacement des places de stationnement publiques) et la modification du programme prévisionnel de construction (intégration du projet de crèche communale) de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du dossier de réalisation de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, en particulier les mesures de publicité et d'information édictées par l'article R.311-5 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 021-8692/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement "Interface Vallée de l'Huveaune Bras d'Or" à Aubagne - SOLEAM MET 20/16079/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or ». Un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2018.

En application de l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, la concession fixe dans son article 14.4, le montant prévisionnel de la participation du concédant à

- 3 235 512 euros TTC au titre de la participation d'équilibre à l'opération
- 9 866 201 euros TTC au titre de la participation à la réalisation des équipements publics.

Soit un montant un budget global pour la Métropole de 13 101 713 euros TTC.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, l'aménageur adresse chaque année à la collectivité concédante pour examen et approbation un compte rendu financier.

Le premier compte-rendu financier a donné lieu à la révision du bilan prévisionnel échelonné, ce qui a induit une modification de l'échéancier de versement de la participation du concédant. Un avenant n°1 modifiant l'échéancier de versement de la participation au concédant avait donc été approuvé par la délibération n°URB 040-7932/19/CM du 19 décembre 2019 afin de mettre en cohérence le bilan prévisionnel transmis par le concessionnaire et le traité de concession. Faute d'obtention des crédits demandés au BP 2020 conformément à l'avenant n°1, cet avenant n'a été ni signé, ni mis en œuvre. En conséquence, il est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante l'abrogation de la délibération n°URB 040-7932/19/CM du 19 décembre 2019.

Un bilan actualisé au 31 décembre 2019 a été établi en fonction des objectifs visés et des missions confiées à l'opérateur.

Le budget de l'opération est évalué à 31,6 millions TTC d'euros sur 8 ans. Les recettes escomptées portent :

- essentiellement de la vente d'immeubles, de surfaces à bâtir et de locaux, et représentent 17,3 millions d'euros ;
- sur le versement de participations du concédant pour un montant global 13,1 millions d'euros (1,5 Millions de participation à l'équilibre et 11,6 millions de participation à la réalisation des équipements publics) ;
- d'apport en foncier sous forme de participation en nature, ceci pour 1,1 millions d'euros.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2019, annexé au présent avenant, prend en compte notamment une réévaluation du montant des travaux sur le cours Barthélémy et une valorisation des charges foncières.

Ce qui permet à montant constant de réaffecter le montant de la participation du concédant de la manière suivante :

- La participation à l'équilibre s'établit à 1 547 844 euros TTC.
- La participation aux équipements et aménagements publics (dépenses d'investissements) d'un montant de 11 553 869 euros TTC.

Soit un montant global inchangé pour la Métropole de 13 101 713 euros TTC.

En conséquence, il est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante le présent avenant n°1, ci-annexé, modifiant l'article 14.4 de la concession d'aménagement portant sur la participation du concédant. Il s'agit de mettre en cohérence le bilan prévisionnel inscrit au CRAC arrêté au 31 décembre 2019 approuvé par le Bureau de Métropole du 15 octobre 2020 et le traité de concession d'aménagement : mise à jour de la répartition de la participation et de son échéancier de versement. Il est à noter que le montant de cette participation est globalement inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 confiant une concession d'aménagement à la SOLEAM pour la réalisation de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or » à Aubagne ;
- La délibération URB 40-19/12/2019 CM approuvant l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement Interface Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or ;
- Le projet d'avenant n° 1 à la concession d'aménagement ci annexé ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier l'article 14.4 du traité de concession relatif à la répartition de la participation prévisionnelle du concédant et à l'échéancier de versement suite à l'approbation du bilan prévisionnel de l'opération mis à jour au 31 décembre 2019, par le Bureau de Métropole du 15 octobre 2020.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°URB 040-7932/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n°1 modifiant l'échéancier de paiement initialement prévu dans le cadre du traité de concession « Interface Vallée De L'Huveaune / Bras d'Or ».

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement relatif à l'opération « interface Vallée de l'Huveaune / Ilot Bras d'Or » à Aubagne, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvé le calendrier de versement de la participation suivant :

- Le versement de la participation à l'équilibre d'un montant de 1 547 844 € TTC s'établit comme suit :
 - 2019 : 976 000 €
 - 2020 : 571 844 €
- Le versement de la participation aux équipements d'un montant de 11 553 869 € TTC s'établit comme suit :
 - 2020 : 1 428 156 €
 - 2021 : 4 894 207 €
 - 2022 : 5 231 506 €

Article 4 :

Les crédits sont prévus au budget principal Opération 2016102100

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 1 ainsi que tout document y afférent

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 022-8693/20/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "Participations diverses" - Budget Principal de la Métropole
MET 20/15972/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal.

Par délibération n° URB 026-5157/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017501500, « Participations diverses ».

Lors de la création de l'opération, le coût ainsi que le calendrier prévisionnel des crédits de paiement n'étant pas définitifs, l'affectation a été approuvée partiellement.

Il convient aujourd'hui de procéder à un complément d'affectation afin de couvrir les dépenses liées essentiellement à des soldes de convention comme la participation aux travaux du carrefour de la Fossette à Fos-sur-Mer ainsi que la participation aux travaux de la déviation de la RN1569 sur le territoire de Miramas.

L'opération d'investissement n° 2017501500 « Participations diverses » inscrite au Budget Principal de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175060 BP – programme 06 « Urbanisme et Foncier » du Territoire Istres-Ouest Provence, doit faire l'objet d'un complément d'affectation pour un montant de 1 211 524 euros TTC.

Cette affectation complémentaire porte le montant de l'opération 2017501500 de 4 491 549 euros TTC à 5 703 073 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal ;
- La délibération n° URB 026-5157/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Participations diverses » ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder au complément d'affectation pour un montant total de 1 211 524 € TTC de l'opération « Participations diverses » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement 2017501500 « Participations diverses » rattachée au programme n° 06 « Urbanisme et Foncier » code AP 175060 BP d'un montant de 1 211 524 euros portant le montant total de l'opération à 5 703 073 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Principal de la Métropole 2020 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 4 950 366 euros TTC
CP 2020 : 452 707 euros TTC
CP 2021 : 300 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 023-8694/20/CM

■ Renouveau de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence MET 20/15828/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et son décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 instituent les sites patrimoniaux remarquables en lieu et place des secteurs sauvegardés, des aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

De même, ces textes modifient la composition des anciennes commissions locales du secteur sauvegardé.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le législateur ayant reconnu la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain divisé en territoires sur la base de l'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été tenu compte de cette particularité pour organiser les nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle des territoires de la Métropole.

Dans ce contexte, une nouvelle commission locale des sites patrimoniaux remarquables spécifique à la commune d'Aix-en-Provence a été créée par délibération n°URB 004-4622/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 pour le périmètre de son centre historique identifié par l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence, ainsi que pour l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat.

En application de l'article D.631-5 du code du patrimoine, cette délibération prévoit que la commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence est composée :

1. de membres de droit, s'agissant :
 - du Président de la commission, à savoir la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle peut déléguer la présidence de la commission au maire de la commune d'Aix-en-Provence ;
 - du maire de la commune d'Aix-en-Provence ;
 - du Préfet ;
 - du Directeur Régional des Affaires Culturelles
 - et de l'Architecte des Bâtiments de France
2. et de neufs membres titulaires et neuf membres suppléants, nommés par le Conseil de la Métropole et répartis selon les trois collèges suivants :
 - un collège d'élus
 - un collège des représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine ;
 - et un collège d'experts

Suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, et conformément au règlement intérieur de cette commission, il convient de procéder au renouvellement des membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence.

Ainsi, et après avoir recueilli l'avis favorable du Préfet, il est proposé au Conseil de la Métropole de nommer au sein de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence les neufs membres titulaires et neuf membres suppléants suivants :

Collège des élus

- Monsieur Jean-Louis VINCENT (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Stéphane PAOLI (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)

- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Jean-Christophe GRUVEL (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence)

- Madame Sophie JOISSAINS (vice-présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Madame Sylvaine DI CARO (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence)

Collège des associations

- Monsieur Pierre DUSSOL (président de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois) ; suppléant Monsieur Philippe COUTIAUX (membre de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois)

- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL (déléguée régionale de l'Association Vieilles Maisons Françaises) ; suppléant Madame Odile de Pierrefeu (membre de l'Association Vieilles Maisons Françaises)

- Madame Sabine SECHIARI (déléguée régionale de l'Association Demeure Historique) ; suppléant Monsieur Emmanuel DE FORESTA (membre de l'Association Demeure Historique)

Collège des experts

- Madame Nuria NIN (archéologue) ; suppléant Monsieur Michel FRAISSET (directeur de l'office du tourisme d'Aix-en-Provence)

- Monsieur Régis ROUDIL (architecte) ; suppléant Monsieur Patrick COHEN (architecte du patrimoine)

- Monsieur Denis COUTAGNE (conservateur honoraire du patrimoine, commandeur des arts et des lettres, ancien directeur du musée Granet) ; suppléant Madame Marie-Christine GLOTON (docteur en histoire de l'art)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 8 août 1998 portant création de la Zone de Protection du

Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat

- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- La délibération n°URB 004-4622/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant création de la commission locale des sites patrimoniaux remarquables de la commune d'Aix-en-Provence pour le périmètre de son centre historique identifié par l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence, ainsi que pour l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat ;
- L'avis favorable de Monsieur le Préfet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient de procéder au renouvellement des membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article unique :

Sont désignés membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence :

Collège des élus

- Monsieur Jean-Louis VINCENT - titulaire
- Monsieur Stéphane PAOLI - suppléant
- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - titulaire
- Monsieur Jean-Christophe GRUVEL - suppléant
- Madame Sophie JOISSAINS - titulaire
- Madame Sylvaine DI CARO - suppléant

Collège des associations

- Monsieur Pierre DUSSOL - titulaire
- Monsieur Philippe COUTIAUX - suppléant
- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL - titulaire
- Madame Odile DE PIERREFEU - suppléant
- Madame Sabine SECHIARI - titulaire

- Monsieur Emmanuel DE FORESTA suppléant

Collège des experts

- Madame Nuria NIN – titulaire
- Monsieur Michel FRAISSET - suppléant
- Monsieur Régis ROUDIL – titulaire
- Monsieur Patrick COHEN - suppléant
- Monsieur Denis COUTAGNE – titulaire
- Madame Marie-Christine GLOTON - suppléant

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 024-8695/20/CM

■ Modification des statuts de l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D) - Abrogation de la délibération n° HN 031-8099/20/CM du 17 juillet 2020

MET 20/16264/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 031-8099/20/CM du 17 juillet 2020, les statuts de l'«Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence» (E.P.A.D) ont été modifiés pour tenir compte de la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SAN Ouest Provence et fixer à 14 le nombre des membres du conseil d'administration du fait de la dissolution du Syndicat mixte d'équipement Euro-Alpilles.

La composition est donc désormais fixée comme suit :

Le conseil d'administration est composé de 14 membres :

- 10 conseillers métropolitains ;
- le Président du Directoire du Grand Port Maritime de Marseille ou son représentant ;
- le Président de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence ou son représentant ;
- le Président du Conseil départemental ou son représentant ;
- le Président du Conseil régional ou son représentant.

Par ailleurs, il était également nécessaire de préciser davantage les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration ainsi que les fonctions du Directeur.

Or, une erreur matérielle est à l'origine de l'approbation d'une version intermédiaire des statuts. Il convient donc d'abroger la délibération susvisée et d'approuver à nouveau les statuts révisés dans leur version définitive concernant les articles 5-4 « fonctionnement » et 8 « le comptable ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 031-8099/20/CM du 17 juillet 2020 portant modification des statuts de l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'abroger la délibération n° HN 031-8099/20/CM du 17 juillet 2020 approuvant une version erronée des statuts à la suite d'une erreur matérielle et d'approuver à nouveau les statuts de la régie Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D) dans leur version définitive.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 031-8099/20/CM du 17 juillet 2020 portant modification des statuts de l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D).

Article 2 :

Sont approuvés les statuts modifiés de la régie Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (E.P.A.D) tels qu'ils figurent en pièce jointe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 025-8696/20/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la Zone d'Activités Concertée Saumaty Seon à Marseille - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°21 MET 20/14611/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saumaty-Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cessions) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty-Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (13016) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises, par délibérations du Conseil Municipal

de Marseille n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du

Conseil de Communauté Marseille Provence
Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision n°3 a été approuvée par délibération n° URB 021-2360/17/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 13 juillet 2017. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et aux logements.

Les objectifs du programme de construction sont de 200 000 m2 SDP dont 140 000 m2 de locaux d'activité et 60 000 m2 de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°20, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 avait prorogé la durée de la concession de deux années, jusqu'au 13 janvier 2021. L'avenant 21, présenté conjointement au présent CRAC, a pour objet la prorogation d'une année, jusqu'au 13 Janvier 2022, pour mener à bien la fin des procédures judiciaires ainsi que les commercialisations et travaux en cours.

Par Délibération URB 043-7935/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la suppression de la ZAC de Saumaty-Séon à Marseille.
Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 035-6457/19/CM du 20 juin 2019.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2019 et l'avenant 21 à la concession d'aménagement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

* Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent, aux terrains d'assiette de voies publiques qu'elle a aménagées au titre du programme des équipements publics de la ZAC et qui n'ont pas encore pu être rétrocédées à la Métropole ainsi qu'à 4 terrains restant à commercialiser : « terrain Rouvière », 42 traverse Bruno Razzoli, 1 imp Guichard et rue Henri et Antoine Maurras.

À la demande de la Métropole, un terrain correspondant à la concession NISSAN CAP JANET

AUTO concerné par une réservation du PLUi pour le Pôle multimodal de Saint André a fait l'objet d'une préemption par l'aménageur au premier trimestre 2020.

* Procédures en contentieux en cours :

Résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL - immeuble n° 63-65 rue Condorcet : La SOLEAM doit mener à son terme la procédure, la SCI AWAL ayant fait appel du jugement du TGI du 14 mars 2017 prononçant la résolution de la vente. Cette résolution a été prononcée par voie judiciaire en décembre 2019.

Expulsion de l'association « Tapis Vert » occupant sans droit ni titre le n°1 impasse Guichard : la procédure d'expulsion engagée par la SOLEAM en 2018 n'a pu aboutir faute pour la SOLEAM d'être propriétaire du n°1 impasse Guichard. Une nouvelle procédure a été lancée en 2019, SOLEAM étant propriétaire depuis mars 2019. Le jugement rendu courant décembre 2019 s'est révélé favorable à SOLEAM avec autorisation d'expulsion de l'occupant.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La SOLEAM détient encore 4 700 m² de terrains à bâtir répartis entre les 4 tènements évoqués ci avant. La constructibilité de ces terrains est estimée à 1 600 m2 sdp.

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 172 900 m² de surface de plancher (soit 86% de l'objectif de 200 000 m2 sdp), dont 112 900 m2 pour de l'activité (soit 81% de l'objectif de 140 000 m2 sdp) et 60 000 m2 pour du logement (soit 100% de l'objectif de 60 000 m2

sdp).

* Aménagement des équipements publics :

Les équipements publics de la concession (anciennement ZAC) ont été réalisés, avec notamment les voies de desserte et réseaux de la zone, un stade, un parc public, une Maison pour Tous, des parkings et places.

Il reste des travaux de remise à niveau, liés au vieillissement des voies, nécessaires pour finaliser les remises d'ouvrages à la Métropole. Le maillage de la rue Antoine Maurras avec la contre-allée André Roussin doit se réaliser en 2020.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

* Maîtrise foncière :

L'acquisition prévue, à titre gratuit, auprès de la Métropole, du terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard a abouti en 2019.

Le projet d'acquisition du terrain du Mail des écoles de St Henri a été abandonné. La Métropole en reste propriétaire dans la perspective d'une clôture prochaine de la concession.

* Commercialisation de terrains :

La signature de l'acte authentique relatif à la cession à la LOGIREM du terrain "Rouvière" (devant accueillir un projet d'habitat participatif porté par l'association Corail) n'a pas pu intervenir en 2019 car le montage technique du projet a abouti à des difficultés de financement. La signature a de ce fait été annulée.

Un compromis de vente relatif au terrain à bâtir du n°42 traverse Bruno Razzoli (1 078 m2) a été signé en décembre 2019.

* Etudes :

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Séon » ont été poursuivies en 2019.

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement de la rue Henri et Antoine Maurras et de maillage de cette voie avec la contre-allée de l'Av André Roussin - secteur « Séon », ont été finalisées en 2019.

* Travaux d'aménagement des équipements publics :

Dans le secteur « Saumaty », les travaux d'élargissement de la traverse Va à la Mer ont été réceptionnés à l'été 2019 et les réserves ont été levées.

Par ailleurs, SOLEAM a mis en place un diagnostic de l'ensemble des ouvrages restant à remettre en gestion auprès des différents services municipaux, métropolitains et des concessionnaires, qui permet d'identifier les travaux de remises à niveau préalables à la prise en gestion par les collectivités.

Le processus de remise en gestion des ouvrages se poursuit en 2020 et 2021 jusqu'à finalisation.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE POUR 2020 JUSQU'A SA CLOTURE EN JANVIER 2022 :

* Maîtrise foncière :

La SOLEAM prévoit :

- la préemption de l'emprise foncière correspondant à la concession NISSAN CAP JANET AUTO effectuée à la demande du concédant.

- la finalisation de l'expulsion de l'occupant sans droit ni titre au 1 impasse Guichard.

* Commercialisation de terrains :

La SOLEAM projette de commercialiser en 2020 et 2021, deux des derniers terrains à bâtir de la concession, d'une contenance globale de 1 450 m2 et portant une sdp potentielle de 300 m2 :

- le terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard (portant 300m² de sdp)

- le terrain de la rue Henri et Antoine Maurras (1 006 m2) que la RTE souhaite acquérir afin de créer un accès supplémentaire au transformateur de Saint André.

Il est à noter que SOLEAM recherche également un nouvel acquéreur pour le terrain Rouvière.

La finalisation des commercialisations pour les 4 terrains restants : traverse Razzoli, l'impasse Guichard, rue Maurras et Rouvière est prévue d'ici le terme de la concession prorogée. Pour l'instant, l'aménageur a inscrit ces terrains en biens de retour au concédant dans le CRAC. Soit ces terrains seront finalement cédés, soit la Métropole se substituera à la SOLEAM dans les compromis de ventes qui auront pu être signés ou rachètera les terrains non cédés.

* Etudes :

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux d'élargissement du carrefour rue Rabelais/rue Elie Pelas seront finalisées en 2020.

Le diagnostic général sur les ouvrages restant à rétrocéder se poursuit en 2020 et 2021 jusqu'à finalisation. En parallèle SOLEAM poursuit le processus de remise en gestion auprès des services municipaux, métropolitains et des concessionnaires.

* Travaux d'aménagement des équipements publics :

La SOLEAM va réaliser en 2020 et 2021 les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la concession d'aménagement :

- secteur « Saumaty » :

Divers travaux de réfection ponctuelle des revêtements de chaussée et trottoirs des voies identifiées par le diagnostic général sur les ouvrages restant à rétrocéder et levée des éventuelles réserves

- secteur « Séon » :

Réfection du revêtement des trottoirs de la rue Henri et Antoine Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin, élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais / Pelas (au droit du n°1 impasse Guichard)

Divers travaux de réfection ponctuelle des revêtements de chaussée et trottoirs des voies identifiées par le diagnostic général sur les ouvrages restant à rétrocéder et levée des éventuelles réserves

* Travaux de démolition :

La SOLEAM va réaliser en 2020 et 2021 la démolition de la construction au 63/65 rue Condorcet (la résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL étant effective depuis décembre 2019).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 226 175 euros TTC, soit une baisse de 63 913 euros (-22%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse sur le budget Foncier de 112 114 euros consécutive au différé de la résolution de la vente à la SCI AWAL prononcée par voie judiciaire en décembre 2019 (-90 000 euros). Les délais d'appel étant purgés au premier trimestre 2020.

- d'une augmentation sur le budget Foncier Acquisition Métropole de 74 290 euros consécutive aux acquisitions réalisées en 2019 auprès de la Métropole à un montant plus élevé après l'estimation des domaines.

- d'une baisse du budget Mise en état des sols (phase travaux) de 20 848 euros consécutive à la non-utilisation de cette provision pour l'évacuation de déchets souillés.

- d'une légère baisse du budget Dépenses Annexes de 11 234 euros consécutive à une réduction des charges de gestion.

- d'une légère baisse du budget Rémunérations de 16 971 euros consécutive à la baisse des dépenses et recettes par rapport aux prévisions.

Il est à noter que ces légères baisses sont compensées par l'augmentation du budget Honoraires Techniques de 25 621 euros correspondant aux honoraires techniques de maîtrise d'œuvre pour la traverse Va à la mer et le bouclage de la rue Maurras sur l'avenue Roussin.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses, la TVA résiduelle ayant été réglée à 100% au 31/12/2019, s'élève à 39 746 658 euros TTC, soit

86% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la concession (46 113 179 euros).

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières (Foncier Métropole + Foncier) : 10 163 045 euros, soit 67,5% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la concession, (il est à noter que la préemption par SOLEAM de la concession NISSAN CAP JANET AUTO a été intégrée au bilan de la concession d'aménagement sur l'exercice 2020. De fait, cela produit une baisse significative du pourcentage d'avancement des dépenses foncières au 31/12/2019.

- dépenses travaux (Mise en état des sols + Travaux réalisés + Travaux secteur Seon + Travaux secteur Saumaty + Honoraires techniques) : 18 379 042 euros, soit 95% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la concession,

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation + TVA non récupérable) : 2 672 744 euros, soit 98% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la concession,

- rémunérations de la SOLEAM : 2 572 210 euros, soit 86% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la concession,

- frais financiers : 4 263 110 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée,

- TVA Résiduelle : 1 696 505 euros, soit 100% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la concession.

* Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 46 113 179 euros. Il se répartit principalement entre :

- budget Foncier (dont la préemption Cap Janet Auto et études générales) : 15 025 269 euros (soit 32,5% du coût de l'opération),

- budget Travaux - mise en état des sols et budget Honoraires Techniques : 19 415 056 euros (soit 42%),

- budget Dépenses Annexes comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables, les frais de commercialisation et la TVA non récupérable : 2 718 817 euros (soit 6%),

- budget "rémunérations de l'aménageur" : 2 994 861 euros (soit 6,5%),

- budget "Frais financiers" : 4 263 112 euros (soit 9%),

- et TVA résiduelle : 1 696 064 euros (soit 4%)

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de +4 817 425 euros, soit +12%. Cette augmentation s'explique principalement par :

- une hausse significative du Budget Foncier de 4 747 113 euros consécutive à la préemption par SOLEAM de la concession NISSAN CAP JANET AUTO.

- une hausse du Budget Rémunérations de 193 836 euros essentiellement due à la rémunération sur dépenses (5%) du fait de la préemption de la concession NISSAN CAP JANET AUTO.

- une hausse du Budget Honoraires Techniques de 123 466 euros consécutive à l'engagement financier pour le marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre afin de mener à bien les procédures de rétrocession des ouvrages aux services des collectivités et aux concessionnaires.

Ces hausses de budgets étant partiellement compensées par :

- une baisse du Budget d'acquisition auprès de la Métropole de 105 710 euros due à l'annulation de l'apport foncier du terrain du Mail des écoles et la réévaluation du montant de l'acte d'apport foncier par France domaines pour le 1, impasse Guichard.

- une baisse des budgets Travaux, Mise en état des sols de 133 612 euros due principalement à un ajustement sur la base des marchés de travaux notifiés et des provisions revues à la baisse.

RECETTES :

* Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 177 380 euros TTC, soit une baisse de 827 658 euros (-82%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget Cessions Activités de 25 480 euros consécutive au décalage des signatures de promesses de vente pour les cessions du des terrains Maurras et imp. Guichard.

- d'une baisse du budget Cessions Logement de 875 358 euros consécutive principalement à l'annulation de la vente portant sur le terrain Rouvière à LOGIREM (-190 608 euros) et le décalage à 2020 du versement d'une participation constructeur par AMETIS dont le permis de construire a été attaqué (-660 000 euros).

Il est à noter que ces baisses sont partiellement compensées par l'augmentation du Budget

Participations du concédant (apport foncier) de 74 290 euros suite à l'estimation des domaines.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 40 033 401 euros, soit 87 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la concession (46 113 179 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour la création d'activités : 17 611 979 euros, soit 99,5 % du budget Cessions Activités figurant au bilan prévisionnel.

- cessions de terrains pour la création de logements : 5 080 032 euros, soit 88% du budget Cessions Logements figurant au bilan prévisionnel,

- subventions (FEDER) : 121 319 euros, soit 100% du budget Subventions figurant au bilan prévisionnel,

- divers (dont participations constructeurs aux équipements, produits de gestion, produits financiers) : 2 169 780 euros, soit 92% du budget Divers figurant au bilan prévisionnel,

- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en

apport foncier et en numéraire : 14 672 834 euros, supérieur au budget participations à terme figurant au bilan prévisionnel.

* Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 46 113 179 euros. Il se répartit principalement entre :

- cessions pour activités : 17 687 579 euros, soit 38% du montant total des recettes,

- cessions pour logements : 5 764 782 euros, soit 12% du montant total des recettes,

- cession des biens de retour 5 528 805 euros soit 12% du montant total des recettes

- recettes diverses : 2 349 790 euros, soit 5% du montant total des recettes. Les recettes diverses comprennent les participations constructeurs (0,4%), les participations autres et autres taxables (0,5%), les produits de gestion (3,5%) et les produits financiers (0,5%),

- participations de la Ville de Marseille et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération : 14 294 447 euros, soit 31% du montant total des recettes,

- le solde de 487 776 euros correspondant à des cessions autres déjà encaissées et à la subvention versée par le FEDER, soit 1% du montant total des recettes.

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de 4 817 425 euros, soit + 11,5%. Cette augmentation s'explique principalement par des hausses et une baisse :

- une hausse significative du Budget Cessions Biens de retour de 4 577 397 euros consécutive aux rachat par la Métropole du foncier de la concession NISSAN CAP JANET AUTO pour un montant de 4 940 000 euros (prix d'acquisition + frais de notaire + rémunération SOLEAM) non prévu initialement au bilan de la concession.

Les recettes de commercialisation des 4 terrains restant à commercialiser ont été supprimées et ces terrains sont inscrits désormais au CRAC en biens de retour, avec rachat par la Métropole. La recette attendue sur ces terrains a été augmentée de 33 397 euros.

- une légère hausse du Budget Participations de 65 934 euros.

- L'aménageur n'ayant pas trouvé de prospect pour le foncier du Mail des écoles de Saint-Henri, la métropole n'a pas cédé le terrain. Il en résulte une perte de la recette attendue au bilan à hauteur de 396 000 euros.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2019, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 180 105 euros.

L'aménageur n'attend plus de versement de participations constructeurs jusqu'à la clôture de la concession en janvier 2022.

PARTICIPATIONS DU CONCEDANT :

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 14 294 447 euros. Elle est modifiée à la hausse (+65 934 euros) par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit comme suit :

- En numéraire : 10 872 613 euros

Au 31 décembre 2019, la Ville de Marseille (autorité concédante jusqu'au 31/12/2015) a déjà versé à la SOLEAM 11 251 000 euros, somme supérieure à la participation finalement due.

Le CRAC au 31 décembre 2019 prévoit donc le reversement par la SOLEAM à la Métropole d'un trop-perçu de 378 387 euros de participations.

- En apport foncier : 3 421 834 euros

Dont un apport estimé à 3 267 544 euros par la Ville de Marseille.

Il est à noter que l'apport foncier de la Métropole estimé à 260 000 euros a été ramené à 154 290 euros par rapport au CRAC précédent. En effet, la Métropole conservera le foncier du mail des Ecoles de Saint-Henri. En conséquence, la totalité de l'apport foncier a été réalisée en 2019.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 286 743 euros. Ce niveau de trésorerie est inférieur à celui qui était prévu au CRAC au 31 décembre 2018 (323 108 euros).

L'AVENANT N°21 A LA CONVENTION DE CONCESSION :

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de modifier la participation du concédant en numéraire à l'équilibre du bilan – passant de 10 700 969 euros TTC à 10 872 613 euros TTC ainsi que de proroger d'une année la concession d'aménagement, jusqu'au 13 janvier 2022, afin de mener à bien :

- la fin des procédures judiciaires,

- les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la concession d'aménagement dans la perspective de la remise en gestion auprès des services municipaux, métropolitains et des concessionnaires,

- les commercialisations.

EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à long et court terme et il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il est nécessaire d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 et l'avenant n°21 au contrat de concession passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la concession d'aménagement de Saumaty-Séon établi au 31 décembre 2019 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvé le montant de la participation du Concédant à l'équilibre du bilan de 14 294 447 euros, en hausse de 65 934 euros.

Il est à noter que 14 672 834 euros ayant déjà été versés au 31 décembre 2019. La différence de 378 387 euros sera reversée au concédant à la clôture de la concession en janvier 2022.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°21 au contrat de concession de Saumaty-Séon T1600905CO (89/017), ci-annexé, modifiant le montant de la participation et prorogeant d'une année la concession jusqu'au 13 janvier 2022.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 026-8697/20/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 MET 20/14612/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement, devenue par la suite SOLEAM par fusion absorption, avec entre autres missions, de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007.

La ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 22 avenants portant notamment sur, la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2022.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'établissements d'enseignements et d'un lieu cultuel pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

Le projet de construction d'un édifice cultuel ayant été abandonné, la Ville de Marseille a résilié le bail consenti à l'association cultuelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016 validée par le tribunal administratif en Février 2019.

L'enjeu de cette ZAC est également d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Ainsi le programme des équipements publics de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 032-6454/19/CM du 20 juin 2019.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2019 et l'avenant 23 à la concession d'aménagement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les implantations réalisées dans le périmètre de la

ZAC comportent un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises, l'école de la deuxième chance, le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

* Maîtrise foncière :

Au 31 décembre 2019, toutes les acquisitions foncières prévues ont été réalisées.

* Travaux d'aménagement des équipements publics et démolitions :

La SOLEAM a mené les études de l'ensemble des voies nouvelles de la ZAC et a réalisé la voie centrale reliant le boulevard Ledru Rollin et la place de l'horloge, qui est ouverte à la circulation depuis janvier 2017. Les tronçons de voiries qui desservent le village d'entreprises Urban Parc et l'ensemble des travaux de démolitions sont également achevés.

La Communauté Urbaine MPM a réalisé les travaux de requalification de la Place des abattoirs en 2012/2013.

Au 31 décembre 2019, 84% du budget travaux VRD a été dépensé.

100% des dépenses de démolition ont été réalisées.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Au 31 décembre 2019, toutes les cessions de logements ont été réalisées alors que 58% des cessions d'activités ont été réalisées.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

* Etudes :

L'ensemble des études en vue des travaux est finalisé.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, entretien et sécurisation de la ZAC :

De nombreuses interventions ont dû être commandées pour l'enlèvement de dépôts sauvages et diverses interventions de sécurisation des emprises de la ZAC (décrire les aménagements).

Les travaux concernant les voies Avenue Journet et Avenue Cascade ainsi que les réseaux ont été réalisés.

Un parc de stockage provisoire, pour les poteaux du service de l'éclairage de la Ville de Marseille a été livré fin octobre 2019.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire prévue en 2019 :

- Pour le lot Fb : aucun prospect n'a été trouvé à ce jour pour ce terrain

- Pour le lot G2 « Formation et Métiers » : pour mémoire, la signature d'un compromis de vente a eu lieu le 16 décembre 2015 portant sur un programme de Plateforme d'Insertion Innovante Professionnelle de 5 800m² de SDP. La signature courant 2019 d'un acte authentique n'a pu se réaliser car l'acquéreur n'avait pas encore reçu l'accord pour la subvention attendue de la Région.

- pour le lot G1 « Ribière » : pour mémoire, la signature d'un compromis de vente a eu lieu le 06/12/16 avec Me Ribière pour un projet d'environ 1 200m² de bureaux et d'activités, la réitération n'a pas pu être réalisée à la fin de l'année.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE POUR 2020 ET LES ANNEES SUIVANTES :

* Etudes :

- Les études de pollution sur les terrains restant à commercialiser seront finalisées début 2020 et une servitude d'utilité publique de la zone polluée sous la place de l'horloge sera instaurée en lien avec la DREAL.

- Un diagnostic sur l'état structurel des passerelles au-dessus du bd Ledru Rollin et une étude de faisabilité d'un cheminement piétonnier entre la passerelle Nord et le jardin de la Calade seront menés.

- Des études environnementales complémentaires seront engagées sur l'ilot H de façon à affiner les surcoûts d'évacuation et d'élimination des terres non inertes.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, entretien et sécurisation de la ZAC :

- Sécurisation des emprises des lots à bâtir dont la réitération n'a encore pu intervenir (P2IP, RIBIERE, SOGIMA ilot H) ainsi que le lot Fb restant à commercialiser par la pose de bordures GBA surmontées de palissades métalliques.

- Finalisation des opérations de remise en gestion des ouvrages de voirie réalisés en 2019 (bouclage des avenues Journet et de la Cascade). Les dernières réserves seront levées au premier trimestre 2020, permettant de formaliser la rétrocession des ouvrages auprès des services gestionnaires et concessionnaires.

* Travaux de constructions :

La construction des opérations prévues par l'association FORMATION ET METIER, Me RIBIERE, SOGIMA, sur les ilots en cours de cession est attendue en 2020

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Les signatures des actes authentiques de vente ou compromis de vente suivants ont été reportées en 2020 :

- Lot G1 « Ribière » : signature acte authentique courant 2020 pour un projet de 1 200m² de bureaux et activités,

- Lot G2 « Formation et Métiers » : signature acte authentique au premier semestre 2020 (compromis caduc depuis le 31 décembre 2017) pour un programme de Plateforme d'Insertion Innovante Professionnelle de 5 800m² sdp. Il est à noter que si la réitération n'aboutit pas dans le délai indiqué, la Métropole devra arbitrer sur les suites à donner à cette cession.

- Lot H « SOGIMA » : signature d'un avenant au compromis de vente courant 2020 pour un programme de locaux d'activités de 1500m² sdp. Réitération en 2020 également.

- Lot Fb (2000m²) : identifier un acquéreur pour signature d'un compromis de vente.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 1 371 317 euros TTC, en hausse de 652 388 euros par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une légère hausse du budget Honoraires Techniques de 6 297 euros due à la réévaluation de ceux-ci pour les travaux de voirie,

- d'une importante hausse du budget Travaux de 643 311 euros due tout d'abord à un surcoût de 100 000 euros HT pour l'aménagement des avenues Journet et Cascade mais surtout du fait de la réalisation des travaux en une année (2019) alors que le marché était échelonné sur 3 ans,

- d'une hausse du budget Dépenses Annexes de 30 607 euros due aux multiples interventions d'enlèvement de dépôts sauvages et de sécurisation des emprises de la ZAC.

Il est à noter que cette forte augmentation des dépenses est légèrement compensée par :

- une baisse des dépenses d'Etudes Diverses de 24 579 euros due au décalage du diagnostic sur l'état des ouvrages d'art (passerelles) et l'annulation des études complémentaires sur la qualité des sols pour la SUP place des Anciens abattoirs,

- à une légère baisse de la rémunération de 3 248 euros due à la baisse des rémunérations sur recettes.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses, s'élève à 9 259 946 euros TTC, soit 87% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses Foncier : 2 243 288 euros, soit 100% du budget Foncier figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Travaux (dont Etudes) : 4 401 037 euros, soit 84,5% du budget Travaux figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Démolitions : 778 470 euros, soit 100% du budget Démolitions figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Honoraires Techniques : 442 705 euros, soit 87% du budget Honoraires Techniques figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Annexes (dont charges de gestion) : 631 224 euros, soit 63% du budget Dépenses Annexes figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Frais Financiers : 12 359 euros, soit 100% du budget Frais Financiers figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- rémunérations de SOLEAM : 750 863 euros, soit 84% du budget Rémunération figurant au bilan prévisionnel de la concession,

* Au terme de l'opération (en TTC) :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 10 515 367 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- budget Foncier : 2 243 288 euros, soit 21,5% des dépenses totales,
- budget Travaux (dont Etudes) : 5 211 122 euros, soit 49,5% des dépenses totales,
- budget Démolitions : 778 471, soit 7% des dépenses totales,
- budget Honoraires Techniques : 509 975 euros, soit 5% des dépenses totales,
- budget Dépenses Annexes (dont charges de gestion) : 998 441 euros, soit 9,5% des dépenses totales,
- budget Frais Financiers : 12 360 euros, soit 0,1% des dépenses totales,
- rémunérations de SOLEAM : 891 211 euros, soit 8,5% des dépenses totales,
- TVA Résiduelle : la TVA reversée à l'opération est estimée à 129 501 euros, soit 1% des dépenses totales.

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de 768 736 euros, soit +6,5%. Cette nette augmentation s'explique principalement par :

- une forte hausse du budget Travaux (dont Etudes) de 304 020 euros due tout d'abord à l'intégration de diagnostics complémentaires liés à la pollution des terres (dépôts sauvages), à l'intégration de missions d'AMO « transition » pour la gestion des terrains mais aussi et surtout à un ajustement du montant des

travaux de VRD/Réseaux auquel s'ajoute une provision complémentaire pour les travaux de la place de l'Horloge (selon les prescriptions de la DREAL dans le cadre de la servitude d'utilité publique),

- une hausse du budget Honoraires Techniques de 49 660 euros due à l'intégration des montants des honoraires pour les travaux complémentaires de la place de l'Horloge,
- une forte hausse du budget Dépenses Annexes de 376 975 euros afin d'intégrer les dépenses récurrentes d'évacuation de dépôts sauvages ainsi que les travaux de sécurisation et aménagements provisoires.
- une hausse de la rémunération de SOLEAM de 38 081 euros suivant l'évolution des dépenses et recettes.

RECETTES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, qui se résument à la participation du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 209 718 euros TTC, soit une baisse de -1 001 202 euros (-83%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une importante baisse du budget Cessions de 972 600 euros consécutive au report de signatures des actes authentiques en 2020 pour le lot G2 « Formation et Métiers » et le lot G1 « Ribièrè »,
- d'une baisse du poste Produits locatifs de 28 602 euros correspondant aux loyers attendus de la Ville de Marseille pour l'exploitation du parc à poteaux qui n'ont pas été perçus sur 2019, le parc ayant été livré en fin d'année.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et apport foncier), s'élève à 8 312 519 euros, soit 79% du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (10 515 367 euros).

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions cumulées (Logements, Activités) : 4 870 353 euros, soit 77,5% des budgets cumulés pour les Cessions figurant au bilan prévisionnel,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 86 237 euros, soit 36% du budget Divers figurant au bilan prévisionnel,
- participations de la Métropole et de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan : 3 355 929 euros, soit 84% du budget Participations figurant au bilan prévisionnel.

* Au terme de l'opération (en TTC) :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris

les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et apport foncier), s'élève à 10 515 367 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- cessions cumulées (Logements, Activités) : 6 272 072 euros, soit 59,5% du montant total des recettes,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 240 569 euros, soit 2,5% du montant total des recettes,
- participations de la Métropole et de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan: 4 002 726 euros, soit 38%

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de 648 597 euros, soit +6,5%. Cette forte augmentation correspond principalement à la hausse de la participation de la Métropole à l'équilibre qui augmente de 646 797 euros pour correspondre à l'augmentation des dépenses.

PARTICIPATIONS DU CONCEDANT :

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 4 002 726 euros. Elle est en hausse de 646 797 euros par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit de la sorte :

- La participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 856 515 euros comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 209 718 euros
- 2020 : 0 euros
- 2021 : 646 797 euros

- L'apport foncier en nature du concédant à SOLEAM est estimé à 2 209 829 euros et se répartit comme suit :

- au 31 décembre 2019 : 2 209 829 euros. La totalité est réglée, plus aucun apport n'est prévu.

- La participation de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 936 382 euros comme suit :

- totalité versée au 31 décembre 2019 : 936 382 euros (avant le 31 décembre 2015)

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est négatif et représente -1 069 219 euros.

L'AVENANT 23 A LA CONVENTION DE CONCESSION :

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de modifier la participation du concédant à l'équilibre du bilan – passant de 3 355 929 euros TTC à 4 002 726 euros TTC – et son échéancier de versement afin de tenir compte des dépenses supplémentaires liées à l'état de pollution des terrains et à la nécessité de réaliser des travaux surfaciques sur la place de l'Horloge, conformément aux prescriptions imposées par l'instruction de la Servitude Utilité Publique (SUP). Le poste charges de gestion est aussi considérablement augmenté du fait de dépenses récurrentes d'évacuation de dépôt sauvage dans la ZAC et de travaux de sécurisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 et l'avenant n°23 au contrat de concession passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC de Saint-Louis arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2019 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 002 726 euros en augmentation de 646 797 euros par rapport au CRAC précédent qui comprend :

- Un apport foncier de la Ville de Marseille à l'opération : 2 209 829 euros effectués entre 2007 et 2013
- En numéraire par la Ville de Marseille : 936 382 euros, montant versé avant le 31 décembre 2015,
- En numéraire par la Métropole : 856 515 euros, dont 209 718 euros versés avant le 31 décembre 2019 et 646 797 euros restant à verser en 2021.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°23 au contrat de concession de Saint Louis T1600902CO, ci-annexé, modifiant le montant de la participation et son échéancier.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 027-8698/20/CM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de la modification du programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Just - Approbation de l'avenant n°25**

MET 20/15066/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de Marseille-Provence Métropole du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC en 2013 puis en 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession aux modifications législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

En effet, à compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine s'est substituée à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Le transfert de la concession d'aménagement à la Métropole au 1er janvier 2016 et l'intégration des nouveaux aménagements de la zone logistique du Dôme dans le programme de la

concession ont conduit la Métropole à modifier le programme des équipements publics de la ZAC par délibération 16/0786/UAGP du 3 octobre 2016.

Les avenants suivants n°21, n°22 et n°23 ont permis de proroger la durée de la concession portant son échéance au 12 Mars 2021, et d'ajuster le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Métropole.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le CRAC de la Concession d'aménagement de Saint Just établi au 31 décembre 2019, et l'avenant n°25 qui prévoit de proroger la durée de la concession portant son échéance au 12 Mars 2023 et de prendre en compte l'évolution de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan qui augmente de 153 080€. Le présent rapport a également pour objet de valider la modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges Bus/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer les travaux de requalification des voies existantes engagés en 2016 sont partiellement différés jusqu'à mi 2020 en lien avec le déroulé des chantiers de constructions. La voie nouvelle d'insertion à la ZAC qui se connecte au boulevard du Maréchal Juin est en service depuis janvier 2017.

L'activité sur l'exercice 2019 :

La Soleam a fait réaliser les travaux de confortement du mur de la Poste au 42 avenue de ST Just suite à la démolition de la construction mitoyenne. Les travaux devraient être achevés au 1er trimestre 2020.

Le programme «la Calanque» à dominante de logements (28 682 m² de SDP et 546 logements) de la société AMETIS conçu par l'architecte Jean Nouvel est en cours de construction pour une livraison prévue en 2020.

Le programme de logements «le Patio des Chartreux» (7137m² de SDP) de l'architecte André Stern a été livré en juillet 2019. La construction de l'Hôtel «le Décisium» (5430m²SDP) de l'architecte JM. Wilmotte à réaliser par la société PROGEREAL se poursuit pour une livraison prévue courant 2020.

La réalisation des aménagements définitifs de la rue Sainte-Adélaïde et du boulevard Saint-Bruno a été

lancée fin 2019 pour une livraison prévue courant 2020.

Les perspectives 2020 et suivantes :

Suite à l'avis défavorable de la direction départementale de la sûreté publique, la réalisation du cheminement piétonnier pour relier directement le boulevard St Bruno et le métro au travers de la Calanque et le long du Dôme est suspendue. La liaison piétonne vers le métro sera améliorée par une requalification des cheminements le long des voies existantes (boulevard St Bruno et avenue de Saint Just).

Les études de maîtrise d'œuvre et les travaux à venir concernent :

- la réalisation d'un parking public sur le terrain sis au 42 avenue de St Just et la requalification des trottoirs boulevard St Bruno et avenue de St Just,
- les travaux de la rue Sainte Adélaïde et de parachèvement du boulevard Meyer et du Boulevard St Bruno

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2019 :

Les dépenses :

- Sur l'exercice écoulé les dépenses s'élèvent à 562 400 euros TTC en augmentation de 10 216 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent ainsi :
 - 6 276 euros TTC d'études générales, en diminution de 23 607 euros par rapport au prévisionnel en lien avec une provision trop importante des études techniques et des frais de géomètre de la ZAC,
 - 478 961 euros TTC pour les travaux et honoraires en augmentation de 8 295 euros par rapport au prévisionnel mais qui restent globalement dans les consommations prévues,
 - 6 412 euros TTC pour les travaux de démolition en diminution de 1 506 euros par rapport au prévisionnel,
 - 48 511 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation de 27 384 euros par rapport au prévisionnel principalement sur les charges de gestion, les travaux de renforcement des clôtures du Dôme n'ayant pas été prises en compte dans le CRAC 2018,
 - 22 240 euros TTC de rémunérations en accord avec le prévisionnel (+250€),
- Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2019, les dépenses réalisées (y compris la TVA de 962 935 euros) s'élèvent à 22 997 158 euros TTC, soit 93% du montant total des dépenses prévisionnelles et se répartissent ainsi :
 - 9 789 351 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget foncier total prévisionnel,
 - 1 231 372 euros TTC pour les études soit 97% du budget études total prévisionnel,
 - 8 507 814 euros TTC pour les travaux soit 83% du budget travaux total prévisionnel,
 - 940 745 euros TTC pour les dépenses annexes soit 97 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,

- 1 445 725 euros TTC de rémunérations soit 90% du budget rémunération total prévisionnel,
- 119 219 euros TTC pour les frais financiers soit 100% du montant total prévisionnel des frais financiers.

- Au terme de la concession, le montant global des dépenses estimées à 24 555 703 euros TTC (y compris la TVA résiduelle à 580 253 euros) est stable par rapport au bilan précédent et se répartit ainsi :
 - 9 789 351 euros TTC pour le budget foncier (41% du total des dépenses) inchangé,
 - 1 269 735 euros TTC pour le budget études générales (5,3 % du total des dépenses) en augmentation (+12 600 €TTC) tenant compte des études restant à mener,
 - 10 120 441 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (42 % du total des dépenses) en augmentation (+74 213 €TTC) après ajustement des travaux de voirie et de cheminement piéton restant à réaliser,
 - 1 612 551 euros TTC de rémunérations (6,7% du total des dépenses) en augmentation de 40 219 euros liée à l'évolution des dépenses et des recettes,
 - 970 061 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (4 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 45 509 €TTC sur notamment le poste des charges de gestion de la ZAC et de la taxe sur salaires,
 - Et 119 219 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) qui demeurent stables.

Les recettes :

- Sur l'exercice écoulé, les recettes d'un montant de 250 000 euros TTC correspondent au versement de la participation de la Métropole à l'équilibre.
- Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2019, les recettes s'élèvent à 23 872 890 euros TTC dont :
 - 18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 100 %,
 - 678 941 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit 100% de ces postes,
 - et 4 322 708 euros de participations des Collectivités soit 86,3% des participations totales.
- Au terme de la concession, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 555 700 euros TTC en hausse de 153 080 € par rapport au CRAC précédent et comprennent :
 - les produits divers et financiers d'un montant de 678 941 euros TTC (2,8% des recettes totales) qui sont inchangés,
 - les recettes de cessions d'un montant de 18 871 241 euros TTC (76,8% des recettes totales) inchangées par rapport au précédent CRAC,
 - la participation des collectivités d'un montant de 5 005 518 euros (20,4% des recettes totales) en hausse de 153 080 euros par rapport au précédent CRAC.

Participation des collectivités :

La participation d'un montant de 5 005 518 euros est

répartie de la manière suivante :

- 1 390 388 euros versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole,
- 1 932 810 euros à verser par la Métropole au titre de la participation à l'équilibre du bilan dont 1 250 000 euros déjà versés au 31/12/ 2019, le solde restant à verser en 2021 et 2022 pour 682 810 euros,
- 1 682 320 euros déjà versés par la Métropole au titre de la prise en charge des voiries nouvelles.

La trésorerie et la TVA :

La trésorerie de l'opération s'élève à 875 730 euros au 31 décembre 2019 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 580 253 euros, stable par rapport au précédent CRAC.

Avenant à la concession :

L'avenant 25 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour double objectif de :

- proroger la durée de la concession de deux ans et de porter son échéance au 12 Mars 2023
- prendre en compte l'évolution de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et de modifier l'échéancier de versement de cette participation. La participation de la Métropole à l'équilibre augmente de 1 779 730€ à 1 932 810€ soit un écart de 153 080€ par rapport au dernier CRAC

Modification du programme des équipements publics :

Le programme des équipements publics de la ZAC approuvé avec le dossier de réalisation en 1998 a été modifié par délibération n°14/0040/UAGP du 28 avril 2014 pour approuver la réalisation de nouvelles voiries et les modalités de leur financement avec l'accord du Conseil Communautaire par délibération AEC 010-875/13/CC.

Le transfert de la concession d'aménagement à la Métropole au 1er janvier 2016 et l'intégration des nouveaux aménagements de la zone logistique du Dôme dans le programme de la concession ont conduit la Métropole à modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC par en 2016.

Au regard de l'avancée et de l'évolution du programme des équipements publics, une troisième modification est nécessaire.

Elle consiste à ajouter au programme :

- la requalification du trottoir existant dans sa section la plus détériorée entre le Boulevard de Saint Bruno

- et la première entrée du Dôme sur l'Avenue de Saint Just (environ 200 mètres de linéaire), afin d'améliorer le cheminement entre les nouveaux programmes de logements et la gare d'échange bus-métro de Saint Just,
- le parking public à créer au 42 av de Saint Just (40 places environ).

Les équipements publics ayant été réalisés jusqu'au 31 décembre 2019 sont :

- Aménagement du parvis commun à H.D 13 et à la Salle de spectacles et des espaces contigus (éclairage, espaces verts, mobiliers urbains).
- Gare d'échanges BUS/METRO.
- Passerelle piétonne du Boulevard Fleming reliant le viaduc au parvis H.D13/Dôme.
- Bretelle de « sortie » du Boulevard Meyer sur le Boulevard Maréchal Juin.
- Bretelle « d'entrée » reliant le Boulevard Fleming au Boulevard Meyer en connexion avec la rue Sainte Adélaïde.
- Aménagement du Boulevard Meyer

Les équipements publics restant à réaliser au 31 décembre 2019 sont :

- La requalification du trottoir existant entre le Boulevard de Saint Bruno et la première entrée du Dôme sur l'Avenue de Saint Just
- Le parking public au 42 avenue de St JUST
- L'aménagement de la rue Sainte Adélaïde et du Bd de St Bruno.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec SOLÉAM.
- Qu'il convient d'approuver l'avenant 25 à la convention d'aménagement Saint-Just.
- Qu'il convient d'approuver la modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Saint-Just arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2019 ci-annexé.

Article 2 :

La participation du concédant à l'opération s'élève à 5 005 518 euros, en augmentation de 153 080 euros en regard du bilan précédent dont 1 390 388 euros déjà versés par la Ville de Marseille et 2 932 320 euros déjà versés par la Métropole. Le versement du solde dû par la Métropole d'un montant de 682 810 euros s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- 2021 : 600 000 euros
- 2022 : 82 810 euros

Article 3 :

Est approuvé l'avenant 25 à la convention d'aménagement Saint-Just T1600913CO qui proroge la durée de la concession de deux ans et porte son échéance au 12 Mars 2023 et qui prend en compte l'augmentation de 153 080 euros de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Article 4 :

Est approuvée la troisième modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 028-8699/20/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11ème

**arrondissement passée avec SOLEAM -
Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan
- Approbation de l'avenant 20
MET 20/15131/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11^{ème} arrondissement) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un

couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains, propriété de l'Aménageur, totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle, maintenue. Sa réalisation est poursuivie par le concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, correspondant notamment à l'achèvement des études et travaux engagés et à réaliser les remises d'ouvrages.

AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :

- Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement d'ouvrages d'infrastructure.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés pour une SDP autorisée d'environ 70 000 m² exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m² de surface de plancher.

- Aménagement des équipements publics :

Toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique.

Certains travaux envisagés dans le cadre de la ZAC seront à reprogrammer dans une nouvelle opération ou à prendre en charge directement par la Métropole. Ils sont abandonnés car l'objectif est de clôturer la concession d'aménagement comme prévu le 25 juin 2021 et ces travaux sont liés à d'autres études ou démarches d'aménagement. Il s'agit :

- du prolongement du bd Jules Sébastianelli avec ouvrage de franchissement de l'huveaune (phase 2- desserte château St-Antoine).
- des travaux de requalification de la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine dont, la dégradation résulte de l'absence d'entretien et le profil ne correspond plus aux critères techniques de l'espace public.
- des projets d'amélioration de la trame viaire et de nouvelles connexions résultant de l'étude de déplacements, circulation, trafic achevée fin 2019. Le programme n'a pas fait l'objet d'engagements de réalisation hiérarchisés et phasés, il ne s'inscrit pas dans la logique de l'opération actuelle ni dans la perspective d'une nouvelle opération à court terme.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 est celui arrêté au 31 décembre 2018.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019.

ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

- Maîtrise foncière :

Les acquisitions foncières ont été achevées en 2017.

- Commercialisation des terrains :

La commercialisation du foncier à bâtir est achevée depuis 2015 et aucune nouvelle commercialisation n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

La cession des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest", à Yvan Gouchon Investissement a été réalisée. Cette voie, aménagée par la SOLEAM, n'avait plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien à la rue de la Vallée Verte. Cette cession a fait l'objet d'un acte et le paiement s'est échelonné sur les

années 2018 et 2019.

La cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3^{ème} voie de la ligne Marseille-Aubagne ne sera pas réalisée dans le cadre de la concession (12 801 euros). Cette cession devra faire l'objet d'un arbitrage de la Métropole compte tenu d'un projet de réaménagement des berges de l'Huveaune, indépendant de la concession de la Valentine.

- Études :

SOLEAM a présenté le rendu final de l'étude de déplacement, circulation, trafic aux services technique de la commune et de la Métropole. A ce jour aucune programmation n'est envisagée.

Finalisation des études de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

La dernière réalisation de la concession concerne la requalification du chemin de St-Menet aux Accates livrée fin 2019.

ACTIVITÉ PRÉVUE SUR LA DERNIÈRE ANNÉE DE LA CONCESSION:

- Maîtrise foncière :

Une acquisition foncière à l'euro symbolique reste à réaliser dans le cadre d'échanges fonciers avec la société DHIMMO13 pour permettre de modifier son projet de construction. Cette acquisition foncière de 12m² vise l'élargissement ultérieur du trottoir de la route de la Valentine actuellement très étroite.

- Commercialisation des terrains :

Un reliquat foncier de 444 m² appartenant à SOLEAM sera cédé et remembré à la société DHIMMO 13. La modification de l'assiette foncière du projet permet un gain de constructibilité par rapport au projet initial de reconstruction à l'identique suite à un incendie.

- Etudes :

Seules de nouvelles études contribuant à la clôture la concession seront réalisées. Les études en cours de finalisation ou terminées, feront l'objet d'un solde de paiement.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Le programme de travaux est achevé.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 est analysé ci-après :

DEPENSES :

• sur l'exercice 2019 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 1 016 154 euros, soit une diminution de 54 712 euros par rapport aux prévisions, due principalement à divers postes de dépenses moins importants que prévus :

- Un remboursement de 1 272€ de frais de notaire pour l'acquisition du foncier appartenant à Valentine sur Mer nécessaire à la réalisation de la voie de liaison de la montée de Robien à la rue de la Vallée Verte (phase 1).
- Le décalage à 2020 des relevés de géomètre concernant les travaux de requalification la voie du Parc d'activité de la Valentine (10 943€).
- La non réalisation et l'abandon de missions complémentaires concernant l'étude de trafic et déplacement (11 769€).
- Un coût moins élevé que prévu des travaux de requalification du chemin de St-Menet aux Accates (13 451€).
- Des honoraires techniques diminués de 1 194€.
- La facturation partielle des travaux de la SEM concernant les travaux du bd Jules Sébastianelli (2 685€).
- Le décalage à 2020 du solde de paiement des travaux de prolongement de la montée de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte, achevés en 2018 (2 527€).
- Des charges de gestion moins élevées que prévues (14 874 €)

Seuls 2 postes ont connus une légère augmentation de dépenses qui est liée à :

- la réalisation anticipée du diagnostic amiante dans le cadre des travaux de requalification de la voie du Parc d'activité de la Valentine/ « Métro » (3 574€).
- Un paiement de taxe foncière de 1 013€.

• état d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant total des dépenses s'élève à 45 409 443

euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 99 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 249 326 euros, soit 100 % du budget foncier à terme,
- études : 1 847 770 euros soit 99 % du budget à terme,
- dépenses de travaux d'aménagement : 25 107 061 euros, soit 99 % du budget travaux à terme.
- dépenses annexes : 2 115 223 euros, soit 97 % du budget à terme.
- rémunération de l'aménageur : 3 143 562 euros, soit 94% de réalisation par rapport au budget à terme.
- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 45 794 669 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant prévisionnel que l'opération devra reverser s'élève à 2 175 169 euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 249 326 euros, soit 22% du coût de l'opération
- Études : 1 864 628 euros, soit 4% du coût de l'opération
- Travaux : 25 222 107 euros, soit 55% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 2 183 223 euros, soit 5 % du coût de l'opération
- Rémunérations : 3 328 884 euros, soit 7% du coût de l'opération
- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en baisse de 2 445 323 euros HT et s'explique par :

- un remboursement de 1 272 euros de frais de notaire concernant le budget foncier.

- la diminution de coût d'études et l'abandon de l'AMO rétrocession.

- un budget travaux diminué de 2 282 001 euros en raison du coût de travaux de requalification du chemin de St-Menet aux Accates moins élevé que prévu (-198 275 euros), l'abandon de travaux dans la perspective de la clôture de la concession (voie et ouvrage de franchissement de l'Huveaune à hauteur du château St-Antoine d'un montant provisionné de 1 413 457 euros, requalification de la voie du lotissement d'activité de la Valentine d'un montant provisionné de 466 765 euros), ainsi que l'ajustement, en conséquence, des aléas et des honoraires techniques.

- l'ajustement des dépenses de rémunération de l'aménageur (- 115 435 euros).

Seules les dépenses de charges de gestion ont connu une hausse (+ 3 012 euros) liée aux dépenses de taxe foncière.

RECETTES

• Sur l'exercice 2019 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 261 827 euros, conforme aux prévisions il correspond au remboursement en totalité de la voie dite « voie ouest », réalisée par l'aménageur et finalement destinée à un usage privatif.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 951 632 euros, soit 99,9 % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- 21 796 743 euros de cessions de terrains, soit 100 % du budget prévisionnel à terme.

- 18 943 334 euros de participations constructeurs, soit 100% du budget prévisionnel à terme.

- 2 211 555 euros de produits financiers et recettes diverses soit 99% du budget prévisionnel à terme.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 978 087 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes est

relativement stable par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2018. Une augmentation de 22 050 euros HT correspond à des produits divers.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement.

Les dernières participations ont été versées en 2017.

PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION :

Du fait de la baisse des dépenses liées à l'abandon de certains travaux, dont l'opportunité de réalisation pourrait être envisagée dans une opération ultérieure à créer. La participation d'équilibre à terme est diminuée de 2 456 704 euros et s'établit à 4 991 751 euros.

5 440 297 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant.

Au titre du CRAC au 31/12/2018, lequel ne prévoyait pas que l'opération soit clôturée avec les économies consécutives, la Métropole versera 750 000 euros en 2020 (opération mandatée).

De ce fait le montant de participation perçu par l'aménageur s'élèvera à 6 190 297 euros, supérieur de 1 198 546 euros à la participation à terme.

Ce trop perçu sera remboursé à la Métropole en 2021.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 488 783 euros.

EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 et l'avenant n°20 à la concession d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à l'opération d'aménagement de la Valentine établi au 31 décembre 2019 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel avec une participation d'équilibre diminuée de 2 456 704 euros au regard du CRAC précédent et s'élevant à 4 991 751 euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°20 ci-annexé modifiant l'échéancier de paiement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de la manière suivante : un versement de participation de la Métropole à l'aménageur de 750 000 euros en 2020, faisant suite aux engagements du précédent CRAC approuvé, et une restitution de participation de l'aménageur à la Métropole de 1 198 546 euros, en 2021.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 029-8700/20/CM

**■ Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille
MET 20/16054/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération n° URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui, compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir certains périmètres

de Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagements conduites par ce biais sur le territoire de la Ville de Marseille.

Le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Cependant, l'article L. 211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, notamment :

- L'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- La cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé, en incluant au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, les exemptions ci-dessus visées, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine, de revitalisation et renouveau urbain, conformément à ce qui est préconisé dans la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- Apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières ;
- Mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière ;
- Restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption ;
- Lutte de l'habitat indigne et insalubre notamment avec la création des PPA.

Les délégations susceptibles d'intervenir sont définies dans une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
- La délibération n° URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions des périmètres à l'intérieur desquels le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le Territoire de la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 est abrogée.

Article 2 :

Est approuvée l'institution d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur l'ensemble des périmètres définis à l'article 2 sur le territoire de la ville de Marseille.

Article 3 :

La liste des périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) est la suivante :

- La Savine (anciennement dénommé "Quartier de la Savine") – 15^{ème} arrondissement (plan 01 ci-annexé) ;
- Centre commercial les Cèdres (anciennement dénommé "Le Centre Commercial Les Cèdres", parcelle cadastrée "Malpassé" - Section L 35) – 13^{ème} arrondissement (plan 03 ci-annexé) ;
- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD Joliette, Ex ZAD Saint Charles – 2^{ème} et 3^{ème} arrondissements (plan 05 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet – 8^{ème} arrondissement (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette (anciennement dénommée "Convention publique d'aménagement de la Capelette") - 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements (plan 09 ci-annexé) ;
- Parc Kallisté (anciennement dénommé "Opération d'aménagement Parc Kallisté") – 15^{ème} arrondissement (plan 10 ci-annexé) ;
- Résidence Le Mail (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Mail") – 14^{ème} arrondissement (plan 14 ci-annexé) ;
- Le bâtiment G de la Résidence Le Mail – 14^{ème} arrondissement (plan 15 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Rosiers (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Groupe d'Habitations Les Rosiers") – 14^{ème} arrondissement (plan 18 ci-annexé) ;
- Saint Mauront – 3^{ème} arrondissement (plan 04 ci-annexé) ;
- Ilot Flammarion – 4^{ème} arrondissement (plan 06 ci-annexé) ;
- Centre-Ville – 1^{er} et 2^{ème} arrondissements (plan 07 ci-annexé) ;
- Copropriété La Granière – 15^{ème} arrondissement (plan 11 ci-annexé) ;
- Copropriété La Maurelette – 15^{ème} arrondissement (plan 12 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Gardians – 14^{ème} arrondissement (plan 13 ci-annexé) ;
- Copropriété Parc de la Rose – 13^{ème} arrondissement (plan 16 ci-annexé) ;
- Copropriété Parc Corot – 13^{ème} arrondissement (plan 17 ci-annexé) ;
- Copropriété Est Marseillais – 10^{ème} arrondissement (plan 02 ci-annexé) ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 030-8701/20/CM

■ Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence à l'exception de la Ville de Marseille MET 20/16053/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L.5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URB 010-7381/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir certains périmètres de Droit de Prémption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de Marseille-Provence.

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations

d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Cependant, l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, notamment :

- L'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- La cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé, en incluant au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, les exemptions ci-dessus visées, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine ou de maîtrise foncière dans la continuité de ce qui est préconisé par la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- Apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières,
- Mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière,
- Restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption.

Les délégations susceptibles d'intervenir sont définies dans une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

D'autre part, par décision de Monsieur le Maire de Gignac La Nerthe, il est demandé au conseil de la Métropole d'instituer un droit de préemption urbain renforcé sur les zones urbaines de la commune afin de permettre la poursuite d'une politique de renouvellement urbain et d'aménagement avec de forts enjeux économiques et sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 010-73-81/19/BM approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du 19 décembre 2019 approuvant l'institution du droit de préemption urbain renforcée par la Métropole sur le Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exerce le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le Territoire Marseille-Provence, à l'exception de la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

La délibération URB 010-7381/19/BM du 19 décembre 2019 est abrogée

Article 2 :

Sont maintenus et actualisés les périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR).

Est approuvée l'institution d'un Droit de Préemption Urbain renforcé (DPUR) sur l'ensemble des périmètres définis à l'article 2 sur l'ensemble des communes du Territoire de Marseille-Provence à l'exception de la Ville de Marseille.

Article 3 :

La liste des périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) est la suivante :

- Ceyreste : UBp (plan n° 40 ci-annexé).
- Cassis : Commune dans sa totalité excepté les zones UQi (plan n° 50 ci-annexé).
- Gignac La Nerthe : Commune dans sa totalité excepté les zones UQi (plan n° 130 ci annexé)

- Carnoux : ZAC Galerie du Parc (plan n° 60 ci annexé).
- Roquefort-la Bédoule : zone AU2 des Fourniers (plan n° 70 ci-annexé).
- Gémenos : zones UB-UC-UP (plan n° 80 ci-annexé).
- Septèmes-les-Vallons : zones UC-UP-UB (plan n°90 ci-annexé).
- Marignane : OPAH ET ZPPAUP - Parc Saint Georges et Saint Louis (plan n° 100 ci-annexé).
- La Ciotat : centre ancien (plan n° 110 ci-annexé).
- Saint-Victoret : Zone UBt2 et la Zone d'activité à vocation économique de La Roseraie (plan n° 120 ci-annexé).

Article 4 :

Est créé le périmètre de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) :

- Commune de Gignac La Nerthe : zones U

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 031-8702/20/CM

■ Institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence MET 20/16052/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics

de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L.5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération n° URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de Marseille Provence.

Il convient aujourd'hui, compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir les périmètres de Droit de Préemption Urbain afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de Marseille Provence.

Les délégations susceptibles d'intervenir sont définies dans une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants
- Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant l'institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence.
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exerce le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'institution d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur les communes couvrant le territoire Marseille Provence :

- Allauch
- Carry le Rouet
- Cassis
- Ceyreste
- Châteauneuf les Martigues
- Ensues-la-Redonne
- Gémenos
- Gignac-la-Nerthe
- La Ciotat
- Le Rove
- Marnane
- Plan de Cuques
- Roquefort-la-Bédoule
- Saint-Victoret
- Sausset-les-Pins
- Septèmes-les-Vallons

- Marseille
- Saint Victoret

Article 2 :

Sont à prendre en compte les exceptions suivantes au regard de l'article 1 :

- Carnoux en Provence : le Droit de Préemption Urbain s'exerce seulement sur la zone dite UEC1.
- Ensues-la-Redonne : le Droit de Préemption Urbain s'exerce sur tout le territoire de la commune excepté le secteur Chantegrive.
- Marnane : Le Droit de Préemption Urbain s'exerce sur toutes les zone U à l'exception de la vente des lots issus de lotissements autorisés et la cession de terrains par les opérateurs chargés de l'aménagement d'une zone d'aménagement concerté, pour une durée de cinq ans.

Article 3 :

La délibération URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 qu'elle remplace est abrogée

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 032-8703/20/CM

**■ Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence
MET 20/16055/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de

l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délégation du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Il convient aujourd'hui, compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir certains périmètres de délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de Marseille Provence.

Il s'agit :

- De réserver la possibilité pour le Conseil de la Métropole de donner délégation à Madame la Présidente dans les conditions qu'il fixe, pour que soit délégué à titre ponctuel à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, selon les dispositions de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme, l'exercice des Droits de Préemption Urbain et Renforcé sur le territoire Marseille-Provence à tout tiers visé à cet article.
- De préciser les délégations aux tiers à l'intérieur de périmètres et secteurs définis en vue de simplifier les acquisitions foncières par préemption et de rationaliser les interventions foncières des différents acteurs opérationnels (notamment : Métropole Aix-Marseille-Provence, Communes, aménageurs, Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, bailleurs sociaux), afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire Marseille-Provence.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé est défini dans des délibérations conjointes du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles 211-1 et suivants ainsi que 213-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'autoriser et de définir les délégations du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé.
- Qu'il y ait lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exerce le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le Territoire de Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

La délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019 est abrogée.

Article 2 :

Sont approuvées les délégations de Droit de Prémption Urbain du Droit de Prémption Urbain Renforcé, au profit des opérateurs et sur les secteurs énumérés ci-après :

- Sur le territoire de la Ville de Marseille :

- à la SPL SOLEAM sur les périmètres suivants :

- Pour le DPUR :

- Centre Commercial les Cèdres - 13^{ème} arrondissement (plan 03 ci-annexé) ;
- RHI Saint-Mauront Gaillard - 3^{ème} arrondissement (plan 04 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet - 8^{ème} arrondissement (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette - 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements (plan 09 ci-annexé) ;
- Ilot Flammarion- 4^{ème} arrondissement (plan 06 ci-annexé).

- Pour le DPU :

- ZAC des Hauts de Sainte Marthe - 14^{ème} arrondissement (plan 20 ci-annexé) ;
- ZAC du Pôle Technologique de Château-Gombert - 13^{ème} arrondissement (plan 21 ci-annexé) ;
- ZAC du Vallon de Régný - 9^{ème} arrondissement (plan 22 ci-annexé) ;
- ZAC de la Jarre - 9^{ème} arrondissement (plan 23 ci-annexé).
- Périmètre de l'ex ZAC Saumaty Séon (plan 19 ci-annexé)

- à la SEM Marseille Habitat sur le périmètre suivant pour le DPUR :

- Parc Kallisté - 15^{ème} arrondissement (plan 10 ci-annexé).

- A la Société Urbanis Aménagement sur le périmètre suivant :

Pour le DPUR :

- Le bâtiment G de la Résidence Le Mail - 14^{ème} arrondissement (plan 15 ci-annexé)

- A l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée sur le périmètre suivant :

Pour le DPUR :

- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD Joliette, Ex ZAD Saint Charles - 2^{ème} et 3^{ème} arrondissements (plan 05 ci-annexé) excepté les sous-périmètres Ilot Hoche Versailles et Ilot Pottier Fourcroy.

- A l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur sur les périmètres suivants :

Pour le DPUR :

- Ilot Hoche Versailles (plan 05 ci-annexé)
- Ilot Pottier Fourcroy (plan 05 ci-annexé)

- A la CDC Habitat pour le périmètre suivant :

Pour le DPUR :

- Copropriété Parc Corrot (plan 17 ci-annexé)
- **Sur le territoire de la ville de La Ciotat**
- A l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur sur les périmètres suivants :

Pour le DPUR :

- Ilot Renan et Porte du Temps en centre ancien.
- **Sur le territoire de la ville de Marignane**

- A la Ville de Marignane :

Pour le DPUR :

- OPAH et ZPPAUP, Parc Saint Georges et Saint Louis.
- **Sur le territoire de la ville de Carnoux en Provence :**
- A la ville de Carnoux en Provence

Pour le DPUR :

- La ZAC de la Galerie du Parc.

- **Sur le territoire de la ville d'Ensuès La Redonne :**

- A la SARL ENSUA, filiale de la SARL BARJANE

Pour le DPU :

La ZAC des Aiguilles.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant dûment habilité est autorisé à déléguer à tout tiers visé à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, au nom de la Métropole, les droits de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé sur le Territoire Marseille-Provence à l'exclusion des secteurs définis à l'article 1 ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

******* Commission "Cohésion sociale, habitat, logement" *******

CHL 002-8705/20/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "NPNRU AIR BEL" MET 20/15758/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :
- une nouvelle géographie prioritaire,

- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et asseoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'euros. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ceux sont 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon).

Les 11 quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

- Centre Nord / Saint-Mauront (Marseille PRIN)
- Air Bel (Marseille PRIN), faisant ici l'objet du présent rapport
- Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers (Marseille PRIN)

- Frais Vallon / La Rose (Marseille PRIN)
- Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert (Marseille PRIN)
- Saint-Antoine / Bricarde / Castellane (Marseille PRIN)
- Solidarité / Kallisté (Marseille PRIN)
- La Savine (Marseille PRIN)
- La Cabucelle / Les Crottes (Marseille PRIN)
- La Maille I (Miramas PRIN)
- Les Aigues-Douce (Port-de-Bouc PRIN)

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017 avec l'ANRU. Il a permis de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre et de mobiliser les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

Une convention cadre pour la Métropole Aix Marseille Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en Conseil de la Métropole ; elle permet d'intégrer la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer dans l'ensemble des quartiers identifiés par le NPNRU.

Suite aux études conduites dans le cadre du protocole de préfiguration, le dossier de présentation du nouveau programme national de renouvellement urbain d'Air Bel a pu être présenté en Comité d'Engagement de l'ANRU le 19 décembre 2019.

Disposant de véritables atouts le site d'Air Bel est souhaité comme une possible locomotive d'action s'inscrivant dans la dynamique territoriale du sud de la commune. Situé dans le 11ème arrondissement de Marseille, le QPV d'Air Bel d'environ 25ha regroupe plus de 5 932 habitants. L'habitat collectif social construit entre les années 1971 et 1973 comprend 1199 logements répartis entre trois entreprises sociales pour l'habitat (UNICIL, LOGIREM et ERILIA).

Les objectifs urbains prioritaires dans le cadre du NPNRU d'Air Bel ont été retenus :

- Améliorer l'offre résidentielle en confortant l'offre existante et en créant une nouvelle offre en diversification
- Adapter la densité du quartier à environnement et aux fonctions urbaines visées en démolissant des logements ciblés
- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique, en confortant notamment les équipements publics de proximité existants.
- Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants
- Viser l'efficacité énergétique et contribuer à la

transition écologique des quartiers, via la requalification du parc de logements existants et en créant un parc municipal à rayonnement inter-quartier.

- Réaliser des aménagements de qualité prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sûreté et anticipant les évolutions et mutations futures.

La première phase majeure de programmation envisagée dans le NPNRU Air Bel comprend les opérations suivantes :

Les opérations patrimoniales

- 206 logements démolis ciblés (pour installer la trame urbaine publique)
- 851 logements réhabilités avec un haut niveau de performance énergétique (l'intégralité du parc non démolit)
- 69 logements restructurés (pour permettre une offre typologique en adéquation au marché)
- 222 logements neufs (jauge maximale). Le projet prévoit une part d'accession sociale, de locatif privé et d'accession à la propriété.

Les opérations d'aménagement d'ensemble

- La création d'un parc municipal. L'aménagement du foncier de la ville de Marseille existant en parc municipal et son extension aux entrées du quartier
- La création de la trame viaire et des espaces publics métropolitains. Ces opérations regroupent les rues de désenclavement (axe nord sud et est ouest), les places publiques, l'aménagement de l'avenue d'Air Bel et de ses giratoires.

Les équipements publics et les équipements de proximité

- La restructuration des équipements scolaires regroupés autour d'un parvis piéton (démolition, réhabilitation et extension de classes, création d'un gymnase au sein du groupe scolaire), autorisation de programme délibérée en conseil municipal de la Ville de Marseille le 16 septembre 2019.
- Le déplacement du centre social dans l'école maternelle existante réhabilitée, autorisation de programme délibérée en conseil municipal le 16 septembre 2019.
- L'installation d'une micro crèche associative (sous la MO du bailleur Erilia).

Le Comité d'engagement de l'ANRU a rendu un avis favorable sur le projet urbain et la stratégie d'ensemble sur le quartier.

Il est validé pour le PRIN d'Air Bel un montant total maximum de concours financiers de l'ANRU de 60 400 000 euros, dont 36 900 000 euros en subventions et 23 500 000 euros en prêts.

Le NPNRU d'Air Bel fera l'objet d'une contractualisation avec l'ANRU via une

convention, dont l'objectif de signature est fixé fin 2020.

Seront concernés par les premiers démarrages opérationnels du NPNRU dès la fin de l'année 2020, les actions suivantes :

- les premières démolitions des logements sociaux (sous MO des trois bailleurs) auront lieu dès la fin de l'année,
- et la phase de relogement auprès des habitants (sous MO des trois bailleurs) démarrera dans les mêmes temps.

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la convention NPNRU d'Air Bel représentent la somme de 30 000 000 € TTC sur 10 ans.

Sur la base de cette enveloppe, l'ANRU et ses partenaires s'engagent à une participation financière de 6 800 000 euros.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de permettre la poursuite de la mise en œuvre du projet NPNRU d'Air Bel.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2020102900 « NPNRU AIR BEL », d'un montant de 30 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201240BP du programme 24, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociales ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la

politique de la Ville ;

- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015 approuvant le contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- L'arrêté ministériel du 7 août 2015 portant approbation du RGA de l'ANRU relatif au NPNRU ;
- Le règlement financier de l'ANRU en vigueur ;
- L'avis du comité d'engagement de l'ANRU du 12 décembre 2016 ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant le protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain pour Marseille ;
- La délibération DEVT 008-6961/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la convention cadre métropolitaine ;
- La délibération DEVT 009-6962/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n°1 au protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain pour Marseille ;
- L'avis du Comité d'engagement de l'ANRU du 19 décembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour le quartier d'Air Bel retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer le projet de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 30 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin d'en permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2020102900 « NPNRU AIR BEL » pour un montant de 30 000 000 euros TTC, rattachée au programme 24 « ANRU », code AP 201240BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Année 2020 : 100 000 euros TTC
Année 2021 : 980 000 euros TTC
Année 2022 : 1 995 000 euros TTC
Année 2023 : 2 345 000 euros TTC
Année 2024 : 3 890 000 euros TTC
Année 2025 : 5 345 000 euros TTC
Années suivantes : 15 345 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral"

TCM 001-8706/20/CM

■ **Approbation du règlement de service modifié du réseau de chaleur de la commune de Coudoux
MET 20/16010/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains. Au regard de l'échelonnement du transfert de compétence prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence depuis le 1^{er} janvier 2018.

Pour rappel, antérieurement à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Martigues et Salon-de-Provence ainsi que la communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerçaient effectivement cette compétence. A ce jour, la Métropole porte 5 réseaux de chaleur publics à Aubagne, Coudoux, Aix-en-Provence, Martigues et

Salon-de-Provence, aujourd'hui gérés en régie (pour les deux premiers) ou en DSP, sous forme de concession (pour les trois suivants).

Le service public de distribution de chaud et de froid urbain est un service public à caractère industriel et commercial. Il fait l'objet d'un budget annexe métropolitain.

Le réseau de chaleur de Coudoux a été réalisé et mis en service par la commune de Coudoux en octobre 2014 dans le cadre de l'aménagement d'un ensemble immobilier appelé le «Grand Coudoux».

Jusqu'au transfert de compétence au 1^{er} janvier 2018, la commune a assuré en régie, l'exploitation, la facturation aux abonnés, le suivi technique et financier du réseau.

Le règlement de service initial de ce réseau présente des dispositions de raccordement gratuit en son article V-3 « coût du raccordement ou ticket d'accès ». L'histoire de la création et des branchements des 5 abonnés actuels expliquent ce choix : l'ensemble des travaux de raccordement ont été pris en compte dans les travaux de premier établissement, c'est-à-dire des investissements initiaux qui ont bénéficié de subventions et ont été pris en compte dans l'amortissement de ces travaux.

Or, pour les raccordements futurs, le réseau ne pourra bénéficier des mêmes aides à l'investissement. De plus les investissements sont portés au budget annexe « réseau de chaleur » qui doit s'équilibrer. Ainsi, tout investissement porté par le budget annexe impactera les tarifs appliqués à l'ensemble des abonnés. Il apparaît donc impossible de faire porter à tous les abonnés le coût d'un nouveau raccordement.

Par conséquent, les futurs abonnés devront payer une partie du coût de raccordement les concernant. Ce coût comprend le réseau de distribution, le raccordement en chaufferie et la mise en place de la sous-station (échangeur, hydraulique, compteur d'énergie...).

Ce coût sera partiellement compensé au budget annexe par les éléments suivants :

- la somme des montants R24 (partie de l'abonnement dédiée à l'amortissement) versés par l'abonné concerné sur la durée du calcul d'amortissement initial entre la date de souscription et la fin du contrat initial ;
- le montant de toute aide ou subvention complémentaire au raccordement.

Le coût de raccordement ainsi établi sera dû par le Client et facturé par le Fournisseur à la date de mise en service de l'installation.

C'est pourquoi, afin de pouvoir raccorder de nouveaux abonnés sans déséquilibrer financièrement le budget annexe des réseaux de chaleur, il est proposé que le règlement de service soit modifié comme-ci :

« Article V- 3: Coût du raccordement ou ticket d'accès

Le coût de raccordement d'un nouveau client sera établi selon les frais engagés pour son alimentation. De ce coût devront être déduits les éléments suivants :

- *la somme des montants R24 à verser par le Client sur la durée d'amortissement initial entre la date de souscription et la fin du contrat initial ;*
- *le montant de toute aide ou subvention complémentaire au raccordement.*

Le coût ainsi établi sera dû par le Client et facturé par le Fournisseur à la date de mise en service de l'installation. »

Cette modification substantielle du règlement de service constitue également une opportunité de procéder à des ajustements mineurs sans incidence pour les abonnés, dans l'objectif d'améliorer la lisibilité du document d'une part (ajustements de forme) et de mettre à jour et préciser certaines dispositions et d'autre part dans un souci d'amélioration du service (ajustement de fond).

Les éléments ainsi modifiés sont :

- Mise à jour du Préambule afin de refléter les évolutions du contexte
- Complément à l'article VI-1 concernant le rapport annuel et le suivi du réseau
- Mise en cohérence du Modèle de police d'abonnement en annexe pour refléter les modifications de l'article V-3
- Ajout d'une annexe précisant les modalités de révision des prix (sans modification de ces modalités)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN001-17/07/20CM du 17 juillet 2020 portant délégation des compétences du Conseil au Bureau ;
- Le lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer l'équilibre financier du budget annexe des réseaux de chaleur.
- Qu'il est dès lors nécessaire de proposer un cadre équitable pour les futurs raccordements au réseau de chaleur de Coudoux.
- Que ce cadre doit être formalisé dans le règlement de service du réseau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement de service modifié du réseau de chaleur de Coudoux, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce règlement ainsi que les polices d'abonnement des futurs abonnés et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 002-8707/20/CM

■ Approbation de l'avenant 13 à la concession pour la gestion du réseau de chaleur de Salon-de-Provence

MET 20/15013/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains.

Pour rappel, antérieurement à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Martigues et Salon-de-Provence ainsi que la communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerçaient effectivement cette compétence.

A ce jour, la Métropole porte 5 réseaux de chaleur publics dont celui de Salon-de-Provence qui dessert le quartier des Canourgues et le centre hospitalier.

La Concession du réseau de chaleur de Salon-de-Provence a été conclue par la commune de Salon de

Provence, avec la SOMETH et la SEMAAS mandataire, à travers la société dédiée S.T.P.S., le 1er septembre 1970 pour une durée de 30 ans. En 1994, l'avenant 5 au contrat initial prolongeait la durée du contrat afin de permettre l'amortissement des travaux d'établissement de la cogénération. L'avenant 5 est venu substituer un nouveau cadre contractuel au contrat initial et ses avenants 1 à 4. Pour permettre l'amortissement des travaux d'établissement de la cogénération, cet avenant, entré en vigueur en 1995, a été conclu pour une durée de 21 ans.

Puis, en 2008, un avenant 10 a autorisé la réalisation de travaux de rénovation de la cogénération et a prolongé à nouveau le contrat de 4 ans, pour faire coïncider l'échéance du contrat de DSP avec le contrat de valorisation de la cogénération.

Le contrat arrivera à échéance le 31 octobre 2020.

Au regard de l'échelonnement du transfert de compétence prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole d'Aix Marseille Provence exerce de plein droit la compétence création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur et de froid, depuis le 1er janvier 2018, conformément à l'article L.5218-2 du CGCT.

Les bonnes relations établies entre le Service énergie métropolitain et les services techniques de la Ville de Salon-de-Provence, ont permis que la Ville lance, préalablement à la passation de compétence, un marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage portant notamment sur le bilan de la DSP, la réalisation du schéma directeur et l'assistance à la passation du nouveau contrat, notifié en décembre 2017.

En effet, en application de l'article L.2224-38 du CGCT, les collectivités en charge d'un service public de distribution de chaleur élaborent un schéma directeur du réseau qui concourt à la réalisation de l'objectif d'une alimentation des réseaux de chaleur ou de froid à partir d'énergies renouvelables et de récupération. Il inclut une évaluation de la qualité du service fourni et des possibilités de densification et d'extension de ce réseau et d'interconnexion de ce dernier avec les autres réseaux situés à proximité, ainsi qu'une évaluation des possibilités de développement de la part des énergies renouvelables et de récupération dans l'approvisionnement du réseau.

Ce marché transféré a permis à la Métropole de démarrer le processus dès sa prise de compétence. Pour autant, les délais de réalisation de l'audit de fin de contrat et du schéma directeur (études, concertation avec les abonnés et mobilisation des élus), ont conduit à un démarrage de la procédure de DSP dans des délais contraints.

Le schéma directeur du réseau de chaleur de la ville de Salon de Provence, réalisé en application de l'article L.2224-38 du CGCT, a été approuvé par délibération n° ENV 006-5761/19/CM du 28 mars 2019.

La Métropole a donc approuvé, au Conseil de la Métropole suivant, par délibération n°ENV 006-6474/19/CM du 20 juin 2019, le principe du recours à une délégation de service public d'une durée de 25 ans, pour le renouvellement du contrat d'exploitation du réseau, incluant des travaux d'investissements pour la réalisation d'une nouvelle chaufferie et atteindre 70% des sources d'énergie à partir d'énergies renouvelables ou de récupération.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en septembre 2019 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 22 octobre 2019. La Commission a procédé à l'analyse des candidatures dans sa séance du 14 novembre 2019. Eu égard à l'importance de l'évolution technique nécessaire au réseau, considérant son ancienneté et les enjeux du schéma directeur, un temps supplémentaire a été nécessaire pour la rédaction du dossier de consultation des entreprises, et celui-ci a été mis à disposition des candidats admis à présenter une offre au mois de janvier 2020. La date limite de remise des offres était alors fixée au 30 avril 2020.

Le processus de renouvellement du contrat mis en œuvre en 2019 a dû être interrompu en raison de la crise sanitaire liée au virus Covid19 qui a conduit à la prise de mesures exceptionnelles comme le confinement de la population et le report des élections municipales et communautaires. Ainsi, en application de l'article 2 de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020, la date limite de remise des offres a été reportée par courrier en date du 1er avril 2020 au 30 juin 2020. Ce délai supplémentaire de deux mois a été rendu nécessaire afin de laisser le temps aux soumissionnaires, en période de crise sanitaire et de confinement, de prendre les mesures nécessaires et de pouvoir rendre des offres concurrentielles. De plus, le report des élections municipales et communautaires a également retardé le calendrier institutionnel de la Métropole. Pour toutes ces raisons, il est devenu nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du Contrat afin de garantir la continuité du service public, le temps de mener à bien la procédure de passation.

Dans le cas d'espèce, une prolongation du contrat au-delà du 31 octobre 2020 a deux conséquences pour l'exploitation actuelle :
La perte de la recette de vente d'électricité issue de la cogénération ;
La suppression des charges d'exploitation des 4 moteurs de cogénération.

La mise en place d'une cogénération dans le cadre d'un réseau de chaleur consiste à installer un équipement spécifique dont le moteur, alimenté en gaz, produit à la fois de la chaleur et de l'électricité. La chaleur est utilisée sur le réseau de chaleur et l'électricité est vendue à EDF dans le cadre de contrats de cogénération. Ces contrats de cogénération sont encadrés au niveau national et

bénéficient d'un tarif « aidé » donc très favorable. Ils sont par contre limités dans le temps et ne peuvent pas être prolongés au-delà de ce qui a été prévu par le cadre national. Ainsi, le contrat dont bénéficie aujourd'hui la société STSP ne peut être prolongé au-delà du 31 octobre 2020 dans les mêmes conditions.

Ainsi, le présent avenant prolonge le contrat pour une durée permettant une rémunération suffisante pour couvrir les charges d'exploitation sur la période considérée, en tenant compte de l'arrêt de l'activité de cogénération.

Enfin, une prolongation de 12 mois est bénéfique à la DSP en permettant de prévoir une transition avec le prochain exploitant au démarrage de la saison de chauffe et donc au nouvel exploitant de prendre possession des installations déjà en fonctionnement, ce qui en facilitera leur prise en charge et l'évaluation de l'état des biens à la passation.

En application des articles L.3135-1 et R.3135-7 du Code de la commande publique, les modifications envisagées ne changent pas la nature globale du contrat en cours et ne revêtent pas un caractère substantiel dans la mesure où elles ne modifient pas l'économie du contrat en faveur du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
- L'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la

Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° ENV 006-5761/19/CM du 28 mars 2019 portant approbation du schéma directeur du réseau de chaleur de Salon de Provence ;
- L'avis de la Commission Concession du 1er octobre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité du service dans le cadre du contrat de concession relatif au réseau de chaleur de Salon-de-Provence
- Que les modalités de transfert de la compétence réseaux de chaleur, les contraintes institutionnelles de la Métropole et la crise sanitaire de 2020 n'ont pas permis de mener à bien la procédure de renouvellement de la concession avant expiration du contrat en cours ;
- Que le contrat de rachat d'électricité issue de la cogénération dont bénéficie la DSP arrive à échéance le 31 octobre 2020 et n'est pas renouvelable dans les mêmes conditions ;
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger ce contrat de 12 mois par voie d'avenant pour assurer la continuité du service public et permettre la transition avec le prochain exploitant au démarrage de la saison de chauffe, facilitant la prise en charge et l'évaluation de l'état des biens à la passation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé, conclu entre la société STSP et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 003-8708/20/CM

**■ Approbation de l'évolution du tarif à l'abonné pour le réseau de chaleur de Terre de Garance à Aubagne et approbation de l'avenant type à la police d'abonnement
MET 20/16014/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains depuis le 1^{er} janvier 2018. A ce jour, la Métropole porte 5 réseaux de chaleur publique dont celui d'Aubagne, qui est géré en régie et qui dessert l'opération « Terre de Garance ».

Le réseau de chaleur de Terre de Garance a été mis en service en mars 2015. Par délibération du 2 mars 2015, le coût de chaleur 100% bois a été fixée sur la base :

- d'une prime fixe (R2) qui comprend les charges fixes du réseau (contrat d'exploitation, télécom, fluides, charge salariale et amortissement de l'investissement), répartie sur l'assiette des puissances souscrites par abonné
- d'une prime variable (R1) relative à la consommation d'énergie mesurée.

Tarifs initiaux en 2015 : R1 = 37,82 € HT/MWh ;
R2 = 68,43 € HT/kW souscrit

Suite aux difficultés rencontrées à la réception du process de production de chaleur 100% bois, difficultés qui se sont étalées sur 3 ans, il a été décidé de sécuriser l'installation par la diversification du mix énergétique et le passage en bi-énergie (bois & fioul). Cette modification du mix énergétique permet de garantir à minima 85% de bois pour la production de chaleur, le fioul étant cantonné à l'appoint en période de grand froid et au secours en cas de défaillance du bois. Ceci a conduit à modifier la tarification du réseau par délibération ENV005-5213/18/CM du 13 décembre 2018 :

Tarif nouvelle mixité 2018 : R1 = 42,01 € HT/MWh ; R2 = 68,43 € HT/kW souscrit.

Dans un même temps, cette du mix énergétique a également induit une modification de la formule de révision de la prime R1 de manière à intégrer la composante relative au prix du fioul.

Formule de révision du R1 2018 :

$$P1 = P1o \times \left(0,10 + 0,9 \times \left(0,86 \times \frac{CEEB - PFC2}{CEEB - PFC2o} + 0,14 \times \frac{dn}{do} \right) \right)$$

Avec

- IT : moyenne *prorata temporis* sur la période de facturation de l'indice synthétique CNR régional 40 tonnes, publié par le CNR

- CEEB-PFC2 : moyenne *prorata temporis* sur la période de facturation de l'indice du Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, mélange C2 « moyenne granulométrie, humidité entre 30 et 40 % »
- dn = dernier indice DGEH H.T.T. connu à la date de facturation
- d0 = dernier indice DGEH H.T.T. connu au 01/11/2018
- IT₀, CEEB-PFC2₀ sont les valeurs des indices précédents, connus à la date de remise des prix du marché.

Le marché initial d'exploitation maintenance et fourniture de combustible étant arrivé à échéance au 30 septembre 2020, une consultation a été lancée pour le renouveler. Suite à la notification du nouveau marché, il convient d'ajuster la tarification du service à son nouveau coût réel. Les tarifs de vente de chaleur aux abonnés du réseau de chaleur Terre de Garance à Aubagne à compter d'octobre 2020 sont donc amenés à évoluer de la façon suivante :

- R1 (consommation) : 47,98,19 € HT /MWh (au lieu de 42,01 € HT/MWh en 2019)
- R2 (abonnement) : 70,96 € HT /kW souscrit (au lieu de 68,43 € HT/kW en 2019)

Cette hausse du tarif répercute l'augmentation des charges réelles d'exploitation selon le principe d'équilibre du budget annexe entre ses charges et les recettes perçues auprès des usagers du service.

Conformément à l'article 13.3 de la police d'abonnement au réseau, il convient de signifier ces modifications par avenant à la police d'abonnement afin de les répercuter aux abonnés du réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°17-0214 du 26 février 2014 de la communauté d'agglomération du pays

d'Aubagne et de l'étoile portant création du budget annexe réseau de chaleur urbain ;

- La délibération n°19-0315 du 3 mars 2015 de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'étoile fixant le tarif à l'abonné et la police d'abonnement ;
- La délibération ENV 005-5213/18/CM du 13 décembre 2018 portant Approbation de l'évolution du tarif à l'abonné pour le réseau de chaleur de Terre de Garance à Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à l'EPCI pré-existante dans la gestion du réseau de chaleur public Terre de Garance à Aubagne.
- Qu'il convient de garantir l'équilibre du budget annexe des réseaux de chaleur et de répercuter sur les tarifs aux abonnés les coûts réels de fourniture du service public de chaleur.
- Qu'il convient de formaliser les évolutions tarifaires par un avenant à la police d'abonnement afin de pouvoir les appliquer.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs de vente de chaleur aux abonnés du réseau de chaleur Terre de Garance à Aubagne sur la base des prix unitaire suivants :

- R1 (consommation) : 47,98 € HT /MWh
- R2 (abonnement) : 70,96 € HT /kW souscrit

Article 2 :

Est approuvé le modèle ci-annexé d'avenant à la police d'abonnement pour l'application des évolutions tarifaires.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer avec chacun des abonnés l'avenant à venir.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 004-8709/20/CM

■ Modalités d'écèlement (cas d'incendie) et de dégrèvement (cas de service non rendu en assainissement) des factures d'eau hors dispositif " Warsmann "

MET 20/14661/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de répondre au mieux aux attentes des usagers, il est proposé d'instaurer une réduction de la facture d'eau par écèlement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure ou par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu quel que soit le type d'immeuble concerné. Ces modalités s'inscrivent pour des cas n'étant pas éligibles à la Loi Warsmann.

Rappel cadre Loi Warsmann :

La loi dite « Warsmann » encadre les modalités d'écèlement de la facture d'eau pour des fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux d'habitation, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage. Les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques, les locaux utilisés à des fins professionnelles sont exclus. Lorsque les conditions précisées dans le décret d'application de la loi Warsmann sont remplies et notamment la justification de la réparation de la fuite dans un délai d'un mois, la facture d'eau pour la part consommation du service de l'eau potable est plafonnée au double de la consommation moyenne sur la période identique des 3 dernières années. Les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteurs éligibles à la loi Warsmann n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement dans les conditions prévues à l'article R2224-19-2 du CGCT.

Cas Incendies :

Dans le cadre de volume d'eau utilisé chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure, il est proposé d'écèler la facture d'eau (sur l'ensemble des parts : eau potable, assainissement, redevances et taxes) et de ne facturer à l'abonné que le volume réel moyen consommé sur la période identique des 3 années précédentes. Le demandeur devra fournir sous 2 mois une attestation des autorités compétentes précisant qu'il y a bien eu un incendie mentionnant le périmètre géographique de l'incendie ainsi que la date dudit sinistre.

Cette disposition aura un impact négligeable sur les recettes de surtaxe des budgets annexes Eau potable

et Assainissement des Territoires, la diminution des recettes est estimée à 10 000 € par an pour l'ensemble de la Métropole, soit de l'ordre de 0,02% des recettes de surtaxes. Il est par ailleurs rappelé que l'eau utilisé par les services de secours est gratuitement mise à disposition par les services d'eau.

Cas de service non rendu en assainissement :

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu dans les cas de fuite puisque l'eau s'écoule dans le sol et qu'elle ne nécessite donc pas de collecte ni de traitement, il n'est pas justifié de leur facturer totalement le service de l'assainissement.

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, en cas de fuite accidentelle et non décelable sur le réseau intérieur de l'abonné, dûment constatée et réparée, avec infiltration des eaux dans le sol et non pas dans le réseau public de collecte des eaux usées, ayant entraîné une consommation réelle de plus de deux fois supérieure à la consommation moyenne réelle de la période identique des 3 années précédentes, la part de consommation ne donnera pas lieu à facturation en assainissement au-delà de deux fois la « consommation habituelle » sur présentation des justificatifs adéquats. On entend par consommation habituelle la moyenne des consommations mesurées pour la même période au cours des trois années précédentes ou à défaut le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux de taille et de caractéristiques comparables. Les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage sont exclues. Les services pourront procéder à tout contrôle nécessaire.

L'abonné devra fournir les justificatifs suivants :

- Attestation d'une entreprise de plomberie qui indique que la fuite a été réparée en précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation ;
- Attestation d'absence d'assurance fuite sur canalisation après compteur de la part de son assureur, couvrant les surconsommations d'eau induite par la fuite

Il est précisé qu'un délai d'un mois est à respecter entre la date d'information de la fuite à l'abonné (par courrier spécifique ou par la facture d'eau) et la date de transmission de l'attestation de réparation au service de l'eau et l'attestation d'absence d'assurance fuite. Lorsqu'il constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant susceptible d'être causée par une fuite, le service de l'eau n'est pas tenu d'informer sans délai les abonnés d'un local qui n'est pas à usage d'habitation. L'abonné sera alors informé de sa consommation par le relevé de la facture d'eau.

Cette disposition aura un faible impact financier global de l'ordre de 50 000 € par an, avec une baisse de recette estimée à 0,16% pour l'ensemble des recettes de surtaxe des budgets annexes Assainissement des Territoires.

L'impact financier sera suivi annuellement et un bilan sera présenté afin de valider la poursuite ou non de la mise en œuvre de cette mesure.

Ces modalités seront applicables par les exploitants (délégataires, SPL ou régies) dès que la présente délibération sera rendue exécutoire. Afin d'assurer la transmission de l'information et la transparence pour les abonnés, les règlements de service de l'eau et de l'assainissement en vigueur sur la Métropole seront modifiés en conséquence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2224-19-2 ;
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, dite loi Warsmann et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'instaurer une réduction de la facture d'eau pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure.

- Qu'il convient d'instaurer une réduction de la facture d'eau par diminution de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu en cas de fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux utilisés à des fins professionnelles et pour les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une réduction de la facture d'eau par écrêtement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une réduction de la facture d'eau par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets annexes Eau et Assainissement des six Conseils de Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement – Nature 70611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 005-8710/20/CM

■ Approbation des redevances du Service Public d'Assainissement Non Collectif sur le Territoire Istres-Ouest Provence MET 20/16037/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le contrôle des systèmes d'Assainissement Non Collectif (A.N.C.) constitue une mission obligatoire, contrairement à l'entretien et/ou la réhabilitation de ceux-ci qui constituent une mission facultative, non retenue par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Ainsi, en application des articles L. 2224-11 et R. 2224-19-5 du CGCT, le territoire Istres-Ouest Provence a fixé, par la délibération n° 285/13 du 18 juillet 2013, complétée par la délibération n° 413/13 du

19 novembre 2013, une redevance pour chaque prestation de contrôle des installations d'ANC, à savoir :

- l'examen préalable de la conception,
- la vérification de l'exécution des travaux,
- le contrôle ponctuel de bon fonctionnement et d'entretien,
- le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien.

Toutefois, la passation d'un accord-cadre métropolitain relatif à ces prestations, notifié le 13 février 2020, et attribué à la société SERAMM, pour

une durée d'un an, renouvelable trois fois, a entraîné une variation du prix des contrôles.

Aussi, afin d'équilibrer le budget du SPANC en dépenses et en recettes, le territoire Istres-Ouest Provence doit fixer une nouvelle redevance pour chacune des prestations de contrôle.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de la Métropole, de fixer, par type de prestation, une redevance hors taxes, correspondant aux coûts des contrôles fixés par le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre, à savoir :

Désignations	Libellés	Prix unitaires € H.T
P1	Examen préalable de la conception d'une installation d'ANC < 20 EH	85
P2	Examen préalable de la conception d'une installation d'ANC > 20 EH	90
P3	Vérification de l'exécution d'une installation d'ANC < 20 EH	100
P4	Vérification de l'exécution d'une installation d'ANC > 20 EH	150
P5	Contrôle ponctuel de vérification de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation d'ANC < 20 EH	110
P6	Contrôle ponctuel de vérification de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation d'ANC > 20 EH	120
P7	Contrôle périodique de vérification de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation d'ANC < 20 EH (opération groupée jusqu'à 20 ANC)	110
P8	Contrôle périodique de vérification de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation d'ANC > 20 EH (opération groupée jusqu'à 20 ANC)	120
P9	Contrôle périodique de vérification de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation d'ANC < 20 EH (opération groupée jusqu'à 50 ANC)	100

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est responsable du contrôle des installations d'Assainissement Non Collectif ;
- Que le budget du Service Public d'Assainissement Non Collectif doit être équilibré en dépenses et en recettes.

Délibère

Article 1 :

Sont abrogées les précédentes délibérations susmentionnées fixant le tarif des redevances de contrôle des installations d'Assainissement Non Collectif.

Article 2 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Est fixée pour chaque prestation de contrôle du système d'Assainissement Non Collectif, une redevance hors taxes telle que mentionnée dans le tableau ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 006-8711/20/CM

■ Budget Annexe de l'assainissement du Pays de Martigues - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement " Restructuration de l'assainissement de la Zone d'Aménagement Concerté de l'Hôtel de Ville "
MET 20/15959/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En raison de contraintes techniques spécifiques ayant engendrées un surcoût du montant des travaux lors de l'ouverture des plis, le marché de travaux a été attribué pour un montant de 1 590 343 euros soit + 500 000 euros H.T. par rapport à l'estimation du maître d'œuvre.

La réalisation d'études géotechnique et hydrogéologique a fait apparaître des conditions de tenue de terrain beaucoup plus défavorables que celles projetées lors de l'estimation du maître d'œuvre. De ce fait les conditions de pose de réseaux se révèlent plus complexes sachant que les pentes de ces réseaux gravitaires sont faibles.

L'opération d'investissement n° 2017600400, relative à la restructuration de l'assainissement de la ZAC de l'Hôtel de Ville, pour un montant de 1 200 000 euros H.T. inscrite au budget annexe de l'assainissement, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 176110AS du programme 11 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 500 000 euros H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017600400 de 1 200 000 euros H.T à 1 700 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n ° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la création de l'Autorisation de Programme n° 2017604000 relative à l'opération « restructuration de l'assainissement de ZAC de l'Hôtel de Ville » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 700 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 500 000 euros H.T. de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017600400 « Restructuration de l'assainissement de la ZAC de l'Hôtel de Ville » pour un montant de 1 700 000 euros H.T. rattachée au programme 11 assainissement Code AP 176110AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 1 611 euros H.T.

CP 2020 : 1 698 390 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 007-8712/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'eau du territoire Marseille-Provence et approbation du Règlement de Service de l'Eau
MET 20/15892/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le nouveau Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Ce contrat a débuté le 1^{er} janvier 2014 et la prise d'effet de la délégation a eu lieu le 1^{er} juillet 2014. Trois avenants ont ensuite été approuvés : l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public de l'Eau par délibération PEDD 004-422/14/CC du 9 octobre 2014, puis l'avenant n°2, par délibération PEDD 007-1471/15/CC du 20 novembre 2015 et enfin l'avenant 3, par délibération DEA 003-3651/18/CM du 22 mars 2018.

En 2019, la Métropole a réalisé un audit quinquennal juridique, financier et technique de la délégation du Service public de l'Eau qui a montré la performance du Service délégué. Néanmoins, des préconisations d'adaptation, d'amélioration ont été formulées qui donnent lieu à la rédaction de l'avenant quinquennal.

Les principales évolutions contractuelles du présent avenant concernent :

- la cybersécurité : l'avenant 3 avait mis à la charge du délégataire la mise en œuvre, à frais avancés, des évolutions réglementaires entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2016 en matière de cybersécurité pour les Opérateurs d'Importance Vitale (OIV). Le présent avenant permet d'acter les modalités de prise en charge de ces coûts d'investissement et de fonctionnement jusqu'à la fin du Contrat, grâce à un effort consenti par le Délégataire et à une baisse de certaines charges, afin de respecter l'équilibre économique initial du Contrat.
- les évolutions organisationnelles du Délégataire, en vue d'améliorer la productivité, ainsi que la baisse des prestations mutualisées suite à l'arrêt du laboratoire SEM.
- l'optimisation du système d'évaluation de la performance (ajout de nouveaux indicateurs, nouvelles modalités d'obtention de l'intéressement...).
- Fonds d'aide aux plus démunis : nouvelles modalités d'attribution permettant d'améliorer la performance du fonds et la résorption du reliquat.
- Evolution de la grille tarifaire en vue d'une simplification et d'une baisse du tarif agricole pour accompagner les projets d'agriculture urbaine.
- Le volet patrimonial : requalification des biens délégués, clarification des obligations contractuelles du Délégataire en matière de régularisation des servitudes, introduction d'indicateur de suivi de l'état du patrimoine, clarification des obligations contractuelles du Délégataire en matière de contrôles réglementaires des bâtiments et ouvrages, notamment sur la réglementation amiante.

- Le volet financier : optimisation du reporting financier, nouvelles modalités d'actualisation du Compte d'Exploitation Prévisionnel, forfaitisation du taux de charges semi-directes et indirectes des travaux, augmentation du délai de reversement de la surtaxe.
- La qualité de l'eau : ajout d'indicateurs sur le suivi, prise en compte de paramètres émergents dans les analyses.
- L'introduction de nouvelles prestations accessoires.
- La modification du Règlement de Service en vue d'une mise en conformité juridique et afin de prendre en compte des évolutions tarifaires exposées plus haut.

Cet avenant est économiquement neutre et n'entraîne pas d'augmentation du prix de l'eau.

L'impact de l'avenant 4 sur le montant du contrat est de 0,01% soit 272 500 €.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 0,70%, soit 19 460 000 €, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à des évolutions contractuelles de la Délégation du Service Public de l'Eau n°13/222 pour prendre en compte les conclusions de l'audit quinquennal.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de Délégation du Service Public de l'Eau n°13/222.

Article 2 :

Est approuvé le Règlement de Service de l'Eau annexé à l'avenant 4.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 008-8713/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°7 au contrat de délégation de service public de l'assainissement zone Centre du territoire Marseille-Provence MET 20/14671/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement, pour la zone Centre, à SERAMM. Ce contrat est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Il déjà a fait l'objet de six avenants approuvés par délibérations en date des 9 octobre 2014, 19 décembre 2014, 25 septembre 2015, 13 juillet 2017 et 22 décembre 2017.

En application de l'article 105.8 du contrat, le premier audit quinquennal a été réalisé par la Métropole.

A la suite de cet audit, les parties se sont rapprochées afin de conclure un nouvel avenant dont les principales thématiques sont les suivantes :

- Plan d'actions de lutte contre les odeurs et l'hydrogène sulfuré (H₂S) dans les ouvrages,
- Prise en compte d'évolutions fiscales relatives à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et à la Taxe Foncière (TF),
- Diagnostic de Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)

- Gestion patrimoniale (inventaires des biens, servitudes, diagnostic des réseaux visitables, conformité et entretien des bâtiments)
- Partage de la surperformance économique
- Création d'un fonds de solidarité
- Evolution de la gestion du réseau pluvial.
- Evolutions du contrôle de l'activité déléguée (nouveaux indicateurs de suivi, contrôle des achats, instances de gouvernance).

Cet avenant est proposé sans augmentation de tarif, en finançant l'intégration de nouveaux services à la fois par des transferts de prestations au sein du contrat et par un ajustement entre les produits et charges du délégataire.

Le détail des principales dispositions envisagées est le suivant :

1) Lutte contre les odeurs et l'H₂S

La Métropole ouvrira en 2021 un important chantier de mise en place de stations d'injection de nitrate de calcium en une vingtaine de points du réseau de Marseille. Le nitrate de calcium, non toxique pour les organismes, inhibe la formation de sulfures dissous et de l'hydrogène sulfuré, gaz responsable des mauvaises odeurs et des risques d'atteinte à la santé des personnels présents en égout. Il réduit en outre les effets de la corrosion des ouvrages en empêchant la formation d'acide sulfurique.

L'avenant proposé confie au délégataire l'exploitation de ces futures installations en engageant ce dernier sur des objectifs de traitement, contrôlés en permanence par des capteurs ultrasensibles.

Par ailleurs, dans cette thématique, l'avenant définit de nouvelles conditions de fonctionnement de la désodorisation de l'usine de Marseille, suite à sa remise en route en 2020.

2) Evolutions fiscales

La procédure de révision demandée par SERAMM, suite au redressement fiscal intervenu en 2017 concernant la Cotisation Foncière des Entreprises, a conclu à la prise en charge par le délégataire, sur la durée résiduelle du contrat, des surcoûts de CFE liés à la modification d'assiette à l'origine du redressement. Le nouvel avenant confirme cette prise en charge par le délégataire et propose également que les sommes dues au titre de la TF, sur l'ensemble du périmètre contractuel, continuent d'être acquittées directement par la Métropole, en sa qualité de propriétaire, sans prise en charge par le délégataire.

3) Evolutions réglementaires

En application de l'arrêté préfectoral autorisant le système d'assainissement de Marseille, un diagnostic complémentaire doit être réalisé en amont de la station d'épuration, en vue de la Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE). La mise en œuvre de ce diagnostic par SERAMM sur trois ans, est prévue dans les conditions proposées par le nouvel avenant.

4) Gestion patrimoniale

- Inventaire des biens de retour :
Le nouvel avenant définit une feuille de route engageante pour les parties, en vue d'améliorer la qualité de l'inventaire des biens de retour afin de disposer avant la fin du contrat de délégation, d'une vision précise de l'état du patrimoine de l'assainissement de la zone Centre et des besoins de renouvellement des biens de la délégation.
- Diagnostic des réseaux visitables :
La dégradation de certains collecteurs en 2019, et ses conséquences sur le service, ont pointé l'insuffisance du diagnostic sur les réseaux visitables. Le nouvel avenant prévoit un renforcement de la traçabilité et du traitement des données issues des visites de terrain, ainsi que l'obligation du délégataire de proposer des programmes de renouvellement de ce type de réseau, fondés sur les nouvelles données.
- Conformité et entretien des bâtiments :
Il est proposé de renforcer le contrôle de la conformité des bâtiments au regard de l'ensemble de la réglementation touchant à la santé et à la sécurité. De nouvelles dispositions permettent de clarifier les engagements respectifs des parties dans ce domaine.
L'avenant propose également un nouveau mode d'évaluation de l'entretien des bâtiments (augmentation de la fréquence des programmes, visites conjointes d'inspection des ouvrages).

5) Clause de partage de la surperformance économique

Au-delà du coefficient de productivité, figurant déjà dans le contrat, le montant de l'éventuelle surperformance économique, basée sur la rentabilité de l'activité déléguée,

pour les périodes 2019-2023 et 2024-2028, sera partagé avec la Métropole dans les conditions de la clause proposée à l'avenant.

6) Création d'un fonds de solidarité

Afin de favoriser un accès à l'eau pour tous, les parties conviennent de créer un fonds de solidarité d'aide aux usagers démunis, permettant de réduire la charge financière afférente à leur facture d'assainissement. Il est ainsi proposé la mise en place par le délégataire d'un fonds de solidarité communale dont l'objectif est de diminuer cette charge financière, pour les usagers qui seraient éligibles à cette aide. Sur la période 2021-2024, le montant annuel de ce fonds s'élève à 108 750 euros susceptible d'évoluer ultérieurement en fonction des ressources financières disponibles sur le contrat.

7) Evolutions du contrôle de l'activité déléguée

- Indicateurs de suivi :
Les dispositions qui précèdent et d'autres prévues à l'avenant sont assorties de nouveaux indicateurs qui permettront de mesurer les objectifs fixés ou de suivre plus précisément l'activité du délégataire.
- Contrôle des achats du délégataire :
Un nouveau cadre documentaire est proposé dans le cadre du contrôle annuel des achats. Les dérogations non justifiées à l'obligation de concurrence sont en outre intégrées au dispositif de sanctions financières.
- Instances de gouvernance :
L'expérience tirée du quinquennat écoulé conduit à simplifier le dispositif contractuel de gouvernance, dans le but de gagner en efficacité et en pertinence. Seul le Comité de Pilotage est conservé. Il se réunira, a minima, une fois par an.

8) Évolution de la gestion du réseau pluvial

L'avenant prévoit l'intégration des cinq bassins de stockage pluvial situés dans la Zone Industrielle de Gémenos dans le périmètre d'exploitation du délégataire, et ceci avec les mêmes obligations contractuelles que celles relatives aux bassins de stockage déjà intégrés.

Par ailleurs, la rémunération du délégataire diffèrera à l'avenir, s'il s'agit de bassins de rétention à ciel ouvert ou d'ouvrages enterrés, étant convenu après analyse que

les coûts d'entretien des premiers sont plus faibles en comparaison aux seconds.

L'impact de l'avenant 7 sur le montant du contrat est de 0,17% soit 1 641 511 €.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 3,58%, soit 33 303 729 €, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les conclusions de l'audit quinquennal ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- D'une part, la nécessité d'adapter le contrat de délégation de service public n°13/219, à la réalité du contexte et de ses évolutions,

- Et d'autre part la nécessité d'adapter et de clarifier un certain nombre d'engagements du délégataire,
- Que ces dispositions proposées nécessitent un avenant au contrat de délégation,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°7, ci-annexé, au contrat n°13/219 de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus, n'instaurant aucune augmentation de tarif pour l'abonné ou de rémunération pour le délégataire.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 009-8714/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation de service public de l'assainissement zone Ouest du territoire Marseille-Provence MET 20/15894/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Ouest à SAOM. Ce contrat est entré en vigueur le 1er janvier 2014. Il a fait l'objet de quatre avenants qui ont pris effet respectivement le 28 octobre 2014, le 21 janvier 2015 et le 28 décembre 2017 pour les deux derniers.

Les parties se sont rapprochées afin de conclure un nouvel avenant dont les principales thématiques sont les suivantes :

- Mise en œuvre d'un plan de lutte contre le vieillissement du parc d'équipements électromécaniques,
- Amélioration de la gestion patrimoniale (classification des biens, accès aux documents, complétude des inventaires, servitudes, entretien et conformité réglementaire des bâtiments)
- Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites

- Mise en place de mesures en faveur de l'action sociale, par création d'un fonds de solidarité assainissement
- Dispositions diverses (gouvernance, modalités comptables, projet de méthanisation à Marignane).

Le détail des principales dispositions envisagées à l'avenant sont les suivantes :

1) Vieillessement du parc d'équipements électromécaniques

L'audit quinquennal du contrat de délégation, réalisé en 2019, a fait ressortir une problématique de vieillissement du parc électromécanique. Si le renouvellement des équipements se poursuit au rythme prévu au contrat de délégation, l'âge moyen du parc aura presque doublé à la fin du contrat en 2028, dépassant ainsi la durée de vie des équipements, avec pour conséquence un risque accru de défaillances à terme.

Le budget de renouvellement prévu au contrat permet le maintien en état de fonctionnement des équipements, mais comme le souligne ledit contrat, la stratégie de renouvellement, vis-à-vis notamment du vieillissement des équipements, est du ressort de la Métropole.

Le projet d'avenant prévoit de fixer une limite d'âge moyen des équipements, à savoir 9,8 ans pour les appareils critiques (ceux dont la panne a le plus fort impact sur le système) et 13,5 ans pour les appareils non critiques. Il est proposé que le délégataire s'engage dans un suivi formalisé de cet indicateur et propose, annuellement, un programme de travaux de renouvellement adapté.

Ces dispositions induisent une augmentation du budget contractuel de renouvellement, qui se traduit, pour l'abonné, par une augmentation de 4,94 centimes d'euro HT par mètre cube.

2) Amélioration de la gestion patrimoniale

Cette thématique propose plusieurs dispositions relatives à :

- La clarification sur la classification et le sort des biens en fin de contrat,
- L'accès aux documents,
- La complétude des inventaires sur les réseaux abandonnés et les emprises foncières,
- La procédure d'établissement de servitudes,
- Le renforcement du suivi de l'entretien des bâtiments,
- Le contrôle de la conformité réglementaire des bâtiments.

3) Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites

Le projet d'avenant met davantage l'accent sur la programmation des travaux nécessaires à l'objectif de réduction de la quantité d'eaux parasites, en se fondant sur les données acquises sur les derniers exercices écoulés.

4) Création d'un fonds de solidarité assainissement

Pour tenir compte des difficultés matérielles de certains abonnés du service, il est envisagé la création d'une aide financière sur la part assainissement, au même titre que celle sur la part eau, dans le cadre du programme de solidarité de proximité dit « Access Eau ».

A ce titre, un fonds de 35 000 euros en valeur au 1er janvier 2020 sera mobilisé annuellement et révisé au 1er janvier de chaque année.

La création de ce fonds a une incidence financière de 0,7 centimes d'euro HT par mètre cube d'eau.

5) Dispositions diverses

o Instances de gouvernance :

L'expérience tirée du quinquennat écoulé conduit à simplifier le dispositif contractuel de gouvernance, dans le but de gagner en efficacité et en pertinence. Le nouveau dispositif prévoit un unique Comité de Pilotage qui se réunira a minima une fois par an.

o Modalités comptables :

☐ Méthode d'actualisation du Compte d'Exploitation Prévisionnel

☐ Précisions sur les modalités de reversement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

☐ Forfaitisation de la valeur des taux de charges semi-directes et indirectes.

o Projet de méthanisation sur le site de la station d'épuration de Marignane : prise en compte du projet conduit par la Métropole dans les conditions d'exploitation future du site

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°5 au contrat de délégation.

L'impact de l'avenant 5 sur le montant du contrat est de 3,00% soit 2 183 437 €.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 3,07%, soit 2 232 277 €, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat n°13/220 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Ouest et ses avenants ;
- La délibération n° AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Ouest, le contrat de délégation et ses annexes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020 ;
- Les conclusions de l'audit quinquennal.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les préconisations de l'audit quinquennal du contrat de service public n°13/221.
- Que ces dispositions proposées nécessitent un avenant au contrat de délégation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé au contrat n°13/220 de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone OUEST.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une augmentation du montant de la facture d'eau d'une valeur de 5,64 centimes d'euros HT par mètre cube d'eau, pour la zone OUEST.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 010-8715/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation de service public de l'assainissement zone Est du territoire Marseille Provence MET 20/15893/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Est à SAEM.

Ce contrat est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Il a fait l'objet de quatre avenants qui ont pris effet respectivement le 28 octobre 2014, le 21 janvier 2015 et le 28 décembre 2017 pour les deux derniers.

Les parties se sont rapprochées afin de conclure un nouvel avenant dont les principales thématiques sont les suivantes :

- Mise en œuvre d'un plan de lutte contre le vieillissement du parc d'équipements électromécaniques,
- Amélioration de la gestion patrimoniale (classification des biens, accès aux documents, complétude des inventaires, servitudes, entretien et conformité réglementaire des bâtiments)
- Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites
- Mise en place de mesures en faveur de l'action sociale, par création d'un fonds de solidarité assainissement
- Dispositions diverses (gouvernance, modalités comptables).

Le détail des principales dispositions envisagées à l'avenant sont les suivantes :

- Vieillessement du parc d'équipements électromécaniques

L'audit quinquennal du contrat de délégation, réalisé en 2019, a fait ressortir une problématique de vieillissement du parc électromécanique. Si le renouvellement des équipements se poursuit au rythme prévu au contrat de délégation, l'âge moyen du parc aura presque doublé à la fin du contrat en 2028, dépassant ainsi la durée de vie des équipements, avec pour conséquence un risque accru de défaillances à terme.

Le budget de renouvellement prévu au contrat permet le maintien en état de fonctionnement des équipements, mais comme le souligne ledit contrat, la stratégie de renouvellement, vis-à-vis notamment du

vieillessement des équipements, est du ressort de la Métropole.

Le projet d'avenant prévoit de fixer une limite d'âge moyen des équipements, à savoir 8,4 ans pour les appareils critiques (ceux dont la panne a le plus fort impact sur le système) et 13,5 ans pour les appareils non critiques. Il est proposé que le délégataire s'engage dans un suivi formalisé de cet indicateur et propose, annuellement, un programme de travaux de renouvellement adapté.

Ces dispositions induisent une augmentation du budget contractuel de renouvellement, qui se traduit, pour l'abonné, par une augmentation de 11,82 centimes d'euro HT par mètre cube.

- Amélioration de la gestion patrimoniale

Cette thématique propose plusieurs dispositions relatives à :

- La clarification sur la classification et le sort des biens en fin de contrat,
- L'accès aux documents,
- La complétude des inventaires sur les réseaux abandonnés et les emprises foncières,
- La procédure d'établissement de servitudes,
- Le renforcement du suivi de l'entretien des bâtiments,
- Le contrôle de la conformité réglementaire des bâtiments.

- Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites

Le projet d'avenant met davantage l'accent sur la programmation des travaux nécessaires à l'objectif de réduction de la quantité d'eaux parasites, en se fondant sur les données acquises sur les derniers exercices écoulés.

- Création d'un fonds de solidarité assainissement

Pour tenir compte des difficultés matérielles de certains abonnés du service, il est envisagé la création d'une aide financière sur la part assainissement, au même titre que celle sur la part eau, dans le cadre du programme de solidarité de proximité dit « Access Eau ».

A ce titre, un fonds de 20 000 euros en valeur au 1er janvier 2020 sera mobilisé annuellement et révisé au 1er janvier de chaque année.

La création de ce fonds a une incidence financière de 0,52 centimes d'euro HT par mètre cube d'eau.

- Dispositions diverses

Instances de gouvernance :

L'expérience tirée du quinquennat écoulé conduit à simplifier le dispositif contractuel de gouvernance, dans le but de gagner en efficacité et en pertinence. Le nouveau dispositif prévoit un unique Comité de Pilotage qui se réunira à minima une fois par an.

Modalités comptables :

- Méthode d'actualisation du Compte d'Exploitation Prévisionnel
- Précisions sur les modalités de reversement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)
- Forfaitisation de la valeur des taux de charges semi-directes et indirectes.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°5 au contrat de délégation.

L'impact de l'avenant 5 sur le montant du contrat est de 6,47% soit 3 673 258 €.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 6,56%, soit 3 720 778 €, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat n°13/221 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Est et ses avenants ;
- La délibération n° AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de mieux maîtriser le patrimoine de l'assainissement, tant sur l'état de ce dernier que sur sa gestion,
- La nécessité de mieux tenir compte de la situation matérielle des abonnés,
- Les préconisations de l'audit quinquennal du contrat de délégation,
- Que la mise en œuvre de ces dispositions nécessitent un avenant au contrat de délégation,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé au contrat n°13/221 de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone EST.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une augmentation du montant de la facture d'eau d'une valeur de 12,34 centimes d'euros HT par mètre cube d'eau, pour la zone EST.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 011-8716/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron
MET 20/15873/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de la Roque d'Anthéron prend

fin le 31 octobre 2020. Le présent avenant a pour objet de prolonger son exécution jusqu'au 31 décembre 2021.

Conformément à l'article L5218-2 CGCT, la compétence eau et assainissement détenue par les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence à leur ancien établissement public de coopération intercommunale a été transférée le 1er janvier 2018 à la Métropole Aix Marseille Provence. A cette date, la Métropole a dû reprendre plus de 52 DSP, 6 régies et 3 syndicats.

Dans ce contexte, la métropole a été dans l'obligation, à la fois de reprendre la gestion du contrat en cours et de mener les réflexions, sur le choix du futur mode de gestion de l'eau potable.

Cependant en raison des événements récents, à savoir la crise sanitaire ainsi que le report des élections municipales et communautaires, le conseil de la Métropole n'a pu se réunir, depuis le mois de décembre 2019, qu'en juillet 2020 pour installer la nouvelle gouvernance, et n'a donc pas pu statuer à temps sur le choix du mode de gestion du service public d'assainissement de la commune de la Roque d'Anthéron.

Suite à la mise en place des nouvelles gouvernances au sein des instances de la Métropole et au sein de sa régie personnalisée d'eau et d'assainissement présente sur le Territoire du Pays d'Aix, une prolongation d'une durée suffisante de ce contrat de délégation de service public est nécessaire afin de continuer à mener le processus de réflexion sur les choix de mode gestion présentant le plus d'intérêt pour la collectivité, à savoir la délégation de service public ou la régie.

La réalisation d'un diagnostic technique et financier du patrimoine rattaché à la compétence permettra également d'établir de façon pertinente les besoins en travaux visant à atteindre une qualité de service optimale et son coût associé.

Dans le cadre d'une intégration du service public en régie, la prolongation de 14 mois permettrait la réalisation de toutes les étapes préalables à ce mode de gestion, à savoir notamment des modifications statutaires et organisationnelles de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ainsi que l'établissement d'un contrat d'obligations de service public. Dans le cadre d'une délégation de service public, ce délai minimal permettrait d'organiser la procédure de mise en concurrence.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 14 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 31 décembre 2021.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur le prix de l'eau.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 14,83 %, soit 467 167 €.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne sont pas substantielles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron ;
- L'avis de la Commission Concession du 1er octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron et ses annexes compte prévisionnel d'exploitation et Programme de Renouvellement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 012-8717/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron
MET 20/15874/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de délégation de service public d'assainissement de la commune de La Roque d'Anthéron prend fin le 31 octobre 2020. Le présent avenant a pour objet la prolongation de la durée du contrat de 14 mois, soit une fin de contrat le 31 décembre 2021.

Conformément à l'article L5218-2 CGCT, la compétence eau et assainissement détenue par les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence à leur ancien établissement public de coopération intercommunale a été transférée le 1er janvier 2018 à la Métropole Aix Marseille Provence. A cette date, la Métropole a dû reprendre plus de 52 DSP, 6 régies et 3 syndicats.

Dans ce contexte, la métropole a été dans l'obligation, à la fois de reprendre la gestion du contrat en cours et de mener les réflexions, sur le choix du futur mode de gestion de l'assainissement.

Cependant en raison des événements récents, à savoir la crise sanitaire ainsi que le report des élections municipales et communautaires, le conseil de la Métropole n'a pu se réunir, depuis le mois de décembre 2019, qu'en juillet 2020 pour installer la nouvelle gouvernance, et n'a donc pas pu statuer à temps sur le choix du mode de gestion du service public d'assainissement de la commune de la Roque d'Anthéron.

Suite à la mise en place des nouvelles gouvernances au sein des instances de la Métropole et au sein de sa régie personnalisée d'eau et d'assainissement présente sur le Territoire du Pays d'Aix, une prolongation d'une durée suffisante de ce contrat de délégation de service public est nécessaire afin de continuer à mener le processus de réflexion sur les choix de mode gestion présentant le plus d'intérêt pour la collectivité, à savoir la délégation de service public ou la régie.

La réalisation d'un diagnostic technique et financier du patrimoine rattaché à la compétence permettra

également d'établir de façon pertinente les besoins en travaux visant à atteindre une qualité de service optimale et son coût associé.

Dans le cadre d'une intégration du service public en régie, la prolongation de 14 mois permettrait la réalisation de toutes les étapes préalables à ce mode de gestion, à savoir notamment des modifications statutaires et organisationnelles de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ainsi que l'établissement d'un contrat d'obligations de service public. Dans le cadre d'une délégation de service public, ce délai minimal permettrait d'organiser la procédure de mise en concurrence.

Par ailleurs, de nouveaux ouvrages ont été mis en service en février 2020, le poste de relevage de la ZAC du Grand Pont et les réseaux de collecte associés, et doivent être intégrés au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public de l'assainissement collectif.

Le présent avenant a dès lors pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021, et d'intégrer les charges d'exploitation générées par l'intégration des nouveaux ouvrages.

Les nouvelles charges sont constituées de charges de personnel, d'énergie électrique, de fournitures et de télécommunications. Ces charges sont compensées par l'abandon d'une charge prévue au contrat initial et qui n'est plus nécessaire durant la période de prolongation.

Ces modifications apportées au contrat n'impactent pas le prix de l'eau.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 14,81 % soit 390 990 €.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne sont pas substantielles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron ;
- L'avis de la Commission Concession 1er octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021.
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron et son annexe compte prévisionnel d'exploitation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 013-8718/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'assainissement collectif des communes de Coudoux, Ventabren et Velaux
MET 20/15875/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de délégation de service public d'assainissement du SIA Coudoux-Ventabren prend fin le 30 novembre 2020. Le présent avenant a pour objet de prolonger son exécution jusqu'au 31 décembre 2021.

Conformément à l'article L5218-2 CGCT, la compétence eau et assainissement détenue par les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence à leur ancien établissement public de coopération intercommunale a été transférée le 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. A cette date, la Métropole a dû reprendre plus de 52 DSP, 6 régies et 3 syndicats.

Dans ce contexte, la métropole a été dans l'obligation, à la fois de reprendre la gestion du contrat en cours et de mener les réflexions, sur le choix du futur mode de gestion de l'assainissement des communes de Coudoux et Ventabren.

Cependant en raison des événements récents, à savoir la crise sanitaire ainsi que le report des élections municipales et communautaires, le conseil de la Métropole n'a pu se réunir, depuis le mois de décembre 2019, qu'en juillet 2020 pour installer la nouvelle gouvernance, et n'a donc pas pu statuer à temps sur le choix du mode de gestion du service public d'assainissement des communes de Coudoux et Ventabren

Suite à la mise en place des nouvelles gouvernances au sein des instances de la Métropole et au sein de sa régie personnalisée d'eau et d'assainissement présente sur le Territoire du Pays d'Aix, une prolongation d'une durée suffisante de ce contrat est nécessaire afin de continuer à mener le processus de réflexion sur les choix de mode gestion présentant le plus d'intérêt pour la collectivité, à savoir la délégation de service public ou la régie.

La réalisation d'un diagnostic technique et financier du patrimoine rattaché à la compétence permettra également d'établir de façon pertinente les besoins en travaux visant à atteindre une qualité de service optimale et son coût associé.

Dans le cadre d'une intégration du service public en régie, la prolongation de 13 mois permettrait la réalisation de toutes les étapes préalables à ce mode de gestion, à savoir notamment des modifications statutaires et organisationnelles de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ainsi que l'établissement d'un contrat d'obligations de service public. Dans le cadre d'une délégation de service public, ce délai minimal permettrait d'organiser la procédure de mise en concurrence.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 13 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 31 décembre 2021.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur le prix de l'assainissement.

Le compte prévisionnel d'exploitation du contrat est modifié en ce sens.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 14,12 % soit 367 646,85€.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne sont pas substantielles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventabren ;
- L'avis de la Commission Concession du 1er octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventabren, et son annexe compte prévisionnel d'exploitation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 014-8719/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat pour l'exploitation par affermage du service public de l'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Beaurecueil MET 20/15876/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1er juillet 2012.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1er janvier 2018.

Un nouvel ouvrage, le poste de relevage du Paradou, et ses réseaux de collecte associés, a été créé et doit être intégré au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public de l'assainissement collectif des eaux usées.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation et les recettes générées par l'intégration de ces ouvrages. Les charges sont constituées de charges de personnel, d'énergie électrique, de fournitures et matériaux, de sous-traitance, de gestion des déchets, de renouvellement fonctionnel électromécanique, ainsi que des frais de télécommunications. Quant aux recettes, elles sont générées par de nouveaux abonnés raccordés : le camping St Victoire et quelques habitations. L'avenant prévoit également l'ajout d'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 juin 2024, une augmentation de la part délégataire du prix de l'assainissement, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation non équilibrées par les nouvelles recettes.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :
1,2000 € HT/m³ à 1,3157 € HT/m³, soit + 9,65 %.

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1er janvier 2020 :

Avant avenant : 232,12 € TTC ;

Après avenant : 248,22 € TTC, soit une augmentation de 16,10 €, ce qui représente + 6,94 %.

Le compte prévisionnel d'exploitation du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges, des recettes et du prix de l'assainissement a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 7,87 % soit 23 882,67€.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-1 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif des eaux usées – Commune de Beaurecueil ;
- L'avis de la Commission Concession du 1er octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires et les recettes correspondantes jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Beaucueil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif des eaux usées de Commune de Beaucueil, et ses annexes compte prévisionnel d'exploitation et de son programme de renouvellement patrimonial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 015-8720/20/CM

■ **Approbation de la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020-2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence** **MET 20/15924/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA).

Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et définit 4 axes de travail :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

L'axe 4 propose d'assurer un maillage du territoire afin d'offrir aux habitants une solution de proximité pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, il existe à ce jour 29 points de collecte dont 14 en déchetteries, soit environ 64 000 habitants pour 1 point de collecte. L'objectif du plan de prévention est d'atteindre une solution de réemploi par commune ou regroupement de petites communes soit une solution pour 45 000 habitants en moyenne.

De plus, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire précise également des nouveaux objectifs en matière de réemploi/réutilisation : atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030 et équiper les déchetteries comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

Cette délibération a pour objet d'autoriser la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets (AAP) Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation » qui concernent plusieurs territoires de la Métropole.

Les projets soutenus contribueront donc à l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro Gaspillage à l'horizon 2035 et seront analysés à l'aune de ces enjeux pour la Métropole.

L'appel à projet se décline en 2 volets :

- Volet 1 : le candidat proposera un projet comprenant l'animation et la gestion des espaces de réemploi à minima de 23 déchetteries ;
- Volet 2 : le développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Seules les associations et les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire pourront candidater à cet AAP selon la procédure suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via la plateforme de l'innovation de la Métropole.
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères techniques et financiers de sélection définis dans le dossier de consultation et analysera les propositions.
- Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Après validation des candidats retenus sur les territoires concernés de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention type relative à l'attribution d'une subvention sera signée avec le

lauréat pour une mise en œuvre sur 4 années maximum. Cette subvention sera calculée en fonction du taux applicable sur les dépenses éligibles retenues tel que précisé dans le dossier de présentation de l'appel à projet.

- La mise en œuvre de ces conventions se fera progressivement à partir du printemps 2021.

Un accompagnement via les « Packs » de la Direction de l'Economie pourra être mis en œuvre en fonction des besoins des lauréats.

Par cet appel à projets la Métropole souhaite contribuer aux objectifs cités ci-dessus, en soutenant les projets qui favorisent le maillage du territoire en solutions de réemploi/réutilisation/réparation et qui permettent ainsi d'accroître la part d'objets réemployés issus des ménages du territoire.

In fine, l'objectif visé de cet appel à projet est d'améliorer l'efficacité du réemploi, de la réparation et de la réutilisation pour atteindre 50% de réemploi/réparation/réutilisation des objets récupérés.

Cette action participe à la dynamique d'économie circulaire du territoire et permettra de :

- Baisser le volume de déchets collectés en porte à porte ou en déchetteries ;
- Participer au développement d'une filière locale du réemploi créatrice d'emplois.

Elle offrira également aux habitants la possibilité d'acquérir des objets à moindre coût, de profiter de services en déchetteries et de donner une seconde vie aux objets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;
- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- La délibération FBPA 030-31/07/20 CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- La délibération n° 17-90 du 17 mars 2017 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Cadre d'intervention régional pour l'accompagnement du futur Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts.
- Qu'il convient d'approuver la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la démarche de réduction des déchets avec le lancement, selon la procédure énoncée, de l'appel à projets Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation » joint contenant les volets suivants :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces réemploi des déchetteries concernées ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de

réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à partir de 2021 sur les budgets annexes déchets des Territoires concernés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 016-8721/20/CM

■ Création de la commission consultative d'élaboration et de suivi du plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n°DEA 031-1484/16/CM du 15 décembre 2016 MET 20/16202/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Code de l'Environnement, dans son article R 541-41-22, prévoit la création d'une commission consultative d'élaboration et de suivi du plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés au sein de la collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales qui assure la gestion des déchets des ménages. Cette commission a en charge de définir les perspectives et objectifs de réduction de la production de déchets ménagers et assimilés. Elle est constituée par la collectivité territoriale qui en fixe la composition, nomme son président et désigne le service chargé de son secrétariat.

Dans ce cadre, par délibération n°DEA 031-1484/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé la Commission locale de prévention des déchets qui s'est réunie tout au long du processus d'élaboration du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA). Elle a ainsi défini les axes et objectifs du Plan ainsi que le plan d'actions 2019-2025.

Cette commission était composée de 14 membres dont 7 conseillers métropolitains ou conseillers de territoire en charge de la compétence « déchets » sur leur territoire et de 7 personnalités qualifiées.

Par délibération n° DEA 038-8022/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole, la Métropole a validé, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés qui s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM). Il constitue la première étape de l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro

Gaspiillage à l'horizon 2035 et comporte 4 axes principaux :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire a fixé de nouveaux objectifs en matière de réduction des déchets :

- Sortir du plastique jetable
- Mieux informer les consommateurs
- Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire
- Agir contre l'obsolescence programmée
- Mieux produire

Le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés poursuit ces objectifs.

La présente délibération a pour objet de modifier le nom et la composition de la commission locale de prévention des déchets qui assurera le suivi de la mise en œuvre des actions prévues au plan 2019-2025.

Cette commission est désormais nommée « Commission Consultative d'Elaboration et du Suivi du Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ». Il est proposé de compléter, comme suit, la liste des personnalités qualifiées afin que l'ensemble des acteurs du territoire, concernés par la prévention des déchets, soient représentés :

- Un représentant de la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône ;
- Un représentant du Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement de la Ciotat (Atelier bleu) ;
- Et un représentant pour chacun des éco-organismes suivants : CITEO, Eco-mobilier, ECOD3E et EcoTLC.

Aussi, la nouvelle Commission Consultative d'Elaboration et du Suivi du Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés sera composée de 21 membres, à savoir :

- 7 élus métropolitains :
 - Le Conseiller délégué métropolitain en charge de la compétence « gestion des déchets » qui assurera la présidence de la commission ;

- 6 Conseillers métropolitains en charge de la compétence « gestion des déchets » sur leur Conseil de territoire respectif ;
- 14 personnes qualifiées :
 - Un représentant du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
 - Un représentant du Conseil Départemental des Bouches du Rhône
 - Un représentant de l'ADEME
 - Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille Provence
 - Un représentant de la Chambre des métiers et de l'Artisanat Régionale
 - Un représentant de la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône
 - Un représentant de la confédération des CIQ
 - Un représentant des associations agréées de protection de l'environnement suivantes : Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix et celui de la Ciotat (Atelier bleu), l'Union Départementale pour la sauvegarde de la Vie et de la Nature – FNE 13.
 - Un représentant des éco-organismes suivants : CITEO, Eco-mobilier, ECOD3E et EcoTLC,

Le service de la Métropole « Plan de prévention et économie circulaire » assurera le secrétariat de la commission.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

- Le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés
- La délibération n° DEA 031-1484/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la création de la Commission locale de prévention des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° n° DEA 038-8022/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier la dénomination et la composition de la commission locale de prévention des déchets, créée par la délibération n° DEA 031-1484/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° DEA 031-1484/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la création de la Commission locale de prévention des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est créée la commission consultative d'élaboration et de suivi du plan de prévention des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

La composition de la commission consultative d'élaboration et de suivi du plan de prévention des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixée comme suit :

- 7 élus métropolitains :
 - Le Conseiller délégué métropolitain en charge de la compétence « gestion des déchets » ;
 - 6 Conseillers métropolitains en charge de la compétence « gestion des déchets » sur leur Conseil de territoire respectif ;
- 14 personnalités qualifiées :

- Un représentant du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Un représentant du Conseil Départemental des Bouches du Rhône
- Un représentant de l'ADEME
- Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence
- Un représentant de la Chambre des métiers et de l'Artisanat Régionale
- Un représentant de la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône
- Un représentant de la confédération des CIQ
- Un représentant du Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix
- Un représentant du Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement de la Ciotat
- Un représentant de l'Union Départementale pour la sauvegarde de la Vie et de la Nature – FNE 13.
- Un représentant de CITEO
- Un représentant de Eco mobilier
- Un représentant de OCAD3E
- Un représentant de Eco Tlc

Article 4 :

La présidence de cette commission sera assurée par l'élu métropolitain en charge de la compétence « gestion des déchets », à savoir Monsieur Roland Mouren, conseiller délégué à la stratégie de réduction et traitement des déchets.

Article 5 :

Le secrétariat de cette commission sera assuré par le service « Plan de prévention et économie circulaire ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 017-8722/20/CM

■ Approbation des tarifs 2021 d'élimination des déchets appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/15868/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public et pour

une partie mineure des déchets des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les producteurs.

Il convient de fixer, pour l'année 2021, les tarifs d'élimination appliqués aux clients extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

La politique tarifaire appliquée sur le site de l'Arbois doit être proportionnée au regard des tarifs constatés sur les sites similaires proches géographiquement afin de ne pas déstabiliser l'offre locale en matière d'élimination des déchets.

L'année 2021 sera marquée par une offre de traitement des déchets limitée dans le département des Bouches-du-Rhône du fait notamment de l'import de déchets en provenance des départements limitrophes (liées à la fermeture de site etc), les limitations de capacités des centres de stockage impulsées par les services de l'état, et par une hausse marquée de la Taxe Généralisée sur les Activités Polluantes (fiscalité écologique appliquée à toute tonne de déchets traitée). Dans ce contexte, les tarifs 2021 d'élimination des déchets augmenteront.

L'augmentation programmée de TGAP pour l'année 2021 est de +12 €HT/t. Cette évolution de la fiscalité a une incidence de près de 10 % sur les prix Hors Taxes supportés par les clients. Le service d'élimination des déchets rendu sur l'ISDnD de l'Arbois concerne, de manière directe ou indirecte, des entreprises du Territoire.

Fort de ce constat et afin de ne pas alourdir les charges supportées par les entreprises locales, il est proposé malgré une hausse probable des tarifs locaux d'élimination des déchets, de ne pas suivre cette tendance.

Ainsi, les tarifs d'élimination hors TGAP appliqués aux Déchets des clients extérieurs n'augmenteront pas en 2021, afin de ne pas accentuer les effets de l'évolution de la TGAP.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivantes :

	2020		2021		Évolution
	Apporteur ≤ 500t/an	Apporteur >500 t/an	Apporteur ≤ 500 t/an	Apporteur >500 t/an	
Catégories de déchets	€HT*/tonne	€HT*/tonne	€HT*/tonne	€HT*/tonne	%
DIB	127	125	127	125	0 %
OM	127	125	127	125	0 %
Encombrants	127	125	127	125	0 %
Gravats Valorisables	50	50	50	50	0 %
Gravats Non Valorisables	25	25	25	25	0 %

* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2021 s'appliqueront aux déchets traités.

Les tarifs proposés devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2021 de recettes de plus ou moins de 5.650.000 € par an. Il est à noter que la TGAP sera versée aux douanes via le prestataire, ces dépenses impacteront donc le budget de fonctionnement.

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver des tarifs d'élimination des déchets pour l'année 2021 appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois, extérieurs à

la Métropole Aix-Marseille-Provence, située sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la grille tarifaire présentée ci-après qui sera appliquée aux clients de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

	2020		2021	
	Apporteur ≤ 500t/an	Apporteur >500 t/an	Apporteur ≤ 500t/an	Apporteur >500 t/an
Catégories de déchets	€HT*/tonne	€HT*/tonne	€HT*/tonne	€HT*/tonne
DIB	127	125	127	125
OM	127	125	127	125
Encombrants	127	125	127	125
Gravats Valorisables	50	50	50	50
Gravats Non Valorisables	25	25	25	25

Article 2 :

Ces tarifs seront applicables au 1^{er} janvier 2021 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 018-8723/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales MET 20/16026/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020) à compter de sa notification au titulaire le 12 novembre 2015.

Compte tenu du bilan qualitatif positif des dernières éditions des Nauticales, il est apparu opportun que la Métropole poursuive son implication dans l'organisation et le contrôle de cette manifestation.

C'est pourquoi, par délibération MER 004-5520/19/CM du 28 février 2019, et après avis favorable de la CCSPL du 13 février 2019, la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation du salon pour les éditions 2021 à 2025 et a approuvé les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire.

Cette procédure a fait l'objet d'une consultation dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2016-

65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ainsi que les articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Toutefois, à la date limite de remise des offres, aucun pli n'a été déposé. La Commission de Délégation de Service Public du 03 octobre 2019 a donc constaté l'absence d'offre et le caractère infructueux consécutif de la procédure.

Le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 a approuvé le principe de relancer une procédure de Délégation de Service Public en vue de l'organisation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025, dans le respect des dispositions des articles L3000-1 et suivants du Code de la Commande Publique et L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette procédure fait actuellement l'objet d'une consultation.

La situation exceptionnelle née de l'épidémie du Covid-19 a eu plusieurs conséquences qui menacent la pérennité de l'évènement :

- L'annulation de l'édition 2020 du salon nautique : L'édition 2020 du salon nautique "Les Nauticales", a été annulée le 10 mars (4 jours avant l'inauguration) suite à l'arrêté du Ministère des Solidarités et de la Santé du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, interdisant tout rassemblement de plus de 1000 personnes.

D'un point de vue financier, l'annulation de l'édition 2020 doit conduire le délégataire à rembourser les réservations des exposants professionnels du nautisme afin de ne pas leur faire porter l'effort de trésorerie issu de la crise. Néanmoins ce remboursement cause au délégataire un préjudice financier qu'il convient d'indemniser.

Afin de parvenir au meilleur accord financier, il est proposé de régler les conséquences de l'annulation de l'édition 2020 dans le cadre du présent avenant, tout en garantissant la tenue de l'édition 2021. En effet, dans ce contexte, l'annulation de l'édition 2020 conduit la Métropole à indemniser le délégataire à hauteur des pertes subies pour cette année. Par une prolongation du contrat en cours, pour une édition supplémentaire, il est laissé au délégataire la possibilité de réaliser le bénéfice escompté en 2021.

- La prolongation de la procédure de consultation en cours :

De plus, en application de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, la date limite de remise des offres a été reportée au 30 juin 2020. Ce délai supplémentaire a été rendu nécessaire afin de laisser le temps aux soumissionnaires, en période de crise sanitaire et de confinement, de prendre les mesures nécessaires et de pouvoir rendre des offres concurrentielles.

Le report du second tour des élections municipales et l'arrêt des réunions de la Commission de délégation de service public ne permettent pas d'attribuer le contrat pour assurer une édition en 2021 au regard des délais incompressibles de la procédure en cours.

Ainsi, suite à la crise sanitaire, une prolongation du contrat pour une édition supplémentaire est proposée pour un motif d'intérêt général tenant à la continuité du service, au regard d'une part, des délais incompressibles de la procédure d'attribution en cours ainsi que des circonstances exceptionnelles qui menacent la pérennité de l'évènement.

En conséquence, la consultation en cours portera sur l'organisation des éditions 2022 à 2026.

- Assurer la pérennité de l'évènement :

Au regard de ce qui est développé ci-avant, il est nécessaire de prolonger le contrat pour garantir la tenue d'une édition en 2021, voire même la pérennité du Salon nautique.

En effet, si le Salon ne pouvait pas se tenir pour la 2^{ème} année consécutive, la pérennité de l'évènement serait remise en cause. Or, ce salon est un véritable soutien à la filière nautique actuellement en grande difficulté après les manifestations des gilets jaunes et les grèves nationales pendant le Salon nautique de Paris en décembre dernier, puis l'annulation des Nauticales, enfin, la période prolongée d'interdiction de pratiquer tout loisir nautique.

Ainsi le présent avenant porte à la fois sur la prolongation du contrat pour assurer l'organisation d'une édition supplémentaire en 2021, et sur l'indemnisation des pertes subies par le délégataire en raison des frais engagés préalablement à l'annulation de l'édition 2020.

- Incidence financière :

Considérant la décision administrative de la Métropole de ne pas faire exploiter l'édition 2020 du salon, le présent avenant engendre une augmentation du montant du contrat de délégation de service public de 12 %, soit un montant de 805 523 € HT.

En effet, par le présent avenant, les recettes d'exploitation non réalisées en 2020 sont reportées en 2021. Ainsi, le délégataire ne bénéficie pas d'une réelle édition supplémentaire, mais du report d'une édition en 2021.

Pour calculer l'impact financier du contrat, doivent donc être pris en compte :

- Les recettes institutionnelles perçues par le délégataire en 2020 (Contribution financière de la Métropole), dues contractuellement et destinées à couvrir les charges fixes et dépenses engagées en 2020 ;
- Le montant de l'indemnisation au titre de l'annulation de l'édition 2020 du salon, destiné à couvrir les dépenses engagées et le remboursement des exposants ;
- Les recettes supplémentaires générées entre le Compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat pour 2020 et le Compte d'exploitation prévisionnel pour 2021, annexé au présent avenant.

Eu égard au contexte économique global, les recettes prévisionnelles 2021 sont revues à la baisse par rapport aux recettes prévisionnelles de 2020.

Ainsi, les recettes supplémentaires générées par l'avenant correspondent aux recettes perçues par le délégataire en 2020.

En tout état de cause, la modification du contrat a été rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir, sur le fondement des articles L3135-1 3° et R3135-5 du code de la commande publique. Elle engendre une modification inférieure à 50 % du montant du contrat initial et à ce titre, peut être régulièrement conclue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon

Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération MER 004-5520/19/CM Du 19 décembre 2019 approuvant le principe de la délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux du 13 décembre 2019 ;
- L'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 ;
- L'avis de la CDSP du 8 septembre 2020 ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de délégation de service public n°15/1706 consenti au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM arrive à échéance le 12 novembre 2020 ;
- Que par délibération en date du 28 février 2019, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public en vue de l'organisation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025 et a approuvé les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, rallongés par la période de confinement suite au COVID-19 et la perturbation du calendrier électoral, ne permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de délégation de service pour permettre la tenue d'une édition en 2021 ;
- Qu'il convient de prolonger le contrat en cours pour une édition supplémentaire afin d'assurer la pérennité de l'évènement qui constitue un véritable soutien à la filière du nautisme ;
- Qu'il convient pour le délégataire de rembourser les exposants professionnels du nautisme afin de ne pas leur faire

porter la charge de trésorerie due à l'annulation de l'édition 2020 du salon ;

- Que parallèlement la Métropole, en application de l'ordonnance n°2020-319 modifiée du 25 mars 2020, acte de l'exonération du délégataire du paiement de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2020, en raison de la non-tenue du salon ;
- Qu'il résulte du remboursement des exposants, un préjudice pour le délégataire qu'il convient d'indemniser au titre des frais engagés en 2020, en prenant en compte pour son calcul, l'exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, portant prolongation d'une édition supplémentaire du contrat de Délégation de Service Public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°15/1706.

Article 2 :

Sont approuvées les conditions techniques et financières d'exécution de l'édition 2021 du salon nautique, notamment :

- Le montant de la contribution financière due par l'autorité délégante, fixé à 687 750 euros HT (identique aux années précédentes).
- Le montant de la redevance due par le délégataire, dont la part fixe est établie à 22 965 euros HT et la part variable à 20% du Chiffre d'affaires total HT.

Article 3 :

Est approuvée l'exonération du paiement par le délégataire de la redevance d'occupation du domaine public au titre de l'année 2020, prévue à l'article 14 du contrat n°15/1706, en conséquence de l'annulation du salon et en application de l'ordonnance n°2020-319 modifiée du 25 mars 2020, pour un montant exonéré de 22 965 euros HT.

Article 4 :

Est approuvé l'accord transactionnel au titre de la réparation du préjudice subi par le délégataire, résultant des frais engagés pour l'organisation de l'édition 2020 du salon, annulée en raison de l'arrêté du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, interdisant tout rassemblement de plus de 1000 personnes.

Sur la base du bilan du Salon des Nauticales 2020 certifié par un commissaire aux comptes et annexé

au présent avenant, l'indemnité calculée est de 117 773 euros HT.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole-Sous politique B211-Nature 6228-Fonction 022.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 019-8724/20/CM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire de la Pointe Rouge à Marseille - Périmètre 3

MET 20/16039/CM

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Par délibération MER 003-6013/19/CM du 16 mai 2019 a été approuvé l'avenant n° 1 au contrat initial de délégation de service public permettant d'adopter les dispositions d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire. Ces dispositions ont notamment été prises conformément à l'article 41 du contrat de délégation de service public, prévoyant que des modifications au contrat pourront être réalisées en vue de la prise en charge par le délégataire des aménagements nécessaires à la bonne prise en charge des épreuves de voile pour les Jeux Olympiques de 2024.

Les dispositions du nouvel avenant proposé sont établies dans un souci de régularisation d'une erreur de rédaction dans la formule de révision de la part fixe telle que décrite à l'article 29 du contrat de DSP n° 13/06, concluant en l'état à un montant erroné de révision. De ce fait, le montant indexé de

la redevance n'a pas pu être perçu pour l'année 2019.

La rédaction actuelle de la formule de révision serait de nature à doubler le montant de la redevance fixe. Ce montant ne correspond donc pas aux montants prévisionnels de redevance inscrits au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat.

Cet avenant n'engendre aucune augmentation au profit du délégataire. En l'absence d'incidence financière, l'avenant 2 s'inscrit dans le cadre de l'article R.3135-8 du code de la commande publique et à ce titre peut être régulièrement conclu.

La commission concession a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1411-6 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- Le projet d'avenant n° 2 de la délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du port de la Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission concession du 8 septembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance sur le littoral métropolitain.

- Que la gestion et l'animation du port fait partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à l'YCPR nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne application de l'indexation de la redevance due au délégant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 de la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge – Périmètre 3 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité"

AGRI 001-8725/20/CM

■ Approbation des principes et objectifs du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles MET 20/15233/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un certain nombre de compétences au croisement desquelles se situe l'agriculture urbaine : les compétences Aménagement urbain, Politique de la Ville /cohésion sociale, Environnement et Agriculture. A ce titre, par délibération du 24 octobre 2019, la Métropole a engagé la mise en œuvre d'un plan d'action ambitieux en faveur de l'agriculture urbaine, qui contribue de façon opérationnelle à plusieurs documents stratégiques métropolitains : le Projet Métropolitain, qui vise à installer la Métropole dans son futur de « Métropole à vivre » en valorisant l'agriculture comme le terreau d'une nouvelle prospérité, via l'alimentation, la biodiversité et le cadre de vie ; le Projet Alimentaire Territorial, réalisé conjointement avec le PETR du Pays d'Arles et le Plan Climat Air Energie Métropolitain.

Le plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine vise notamment à préserver la vocation agricole de certaines franges urbaines faisant l'objet d'une forte pression à l'urbanisation. C'est le cas des secteurs de Sainte-Marthe et de Bessons-Giraudy, localisés dans le 14ème arrondissement de Marseille, sur les contreforts du Massif de l'Etoile.

Deux grands secteurs d'aménagement public ont été ouverts à l'urbanisation en 2000 : la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts-de-Sainte-Marthe (sous concession SOLEAM) et le secteur Bessons-Giraudy, devant être initialement desservis par le projet de contournement routier dit « Rd4d » de la Valentine aux Aygalades (dont le tronçon dénommé « U4d », traversait le territoire de Bessons-Giraudy et Sainte-Marthe). La mise en œuvre de l'urbanisation s'est toutefois révélée difficile, avec des contraintes liées aux monuments historiques, à la prise en compte de l'hydrologie et à des investissements de voirie très lourds. Plusieurs études conduites entre 2014 et 2018 par des maîtres d'ouvrage distincts ont souligné les valeurs patrimoniales, paysagères, agricoles et écologiques du territoire et conclu à la nécessité de réinterroger le projet.

La reconnaissance progressive de l'intérêt multifonctionnel des espaces en présence (biodiversité, économie agricole, gestion des risques, paysage, sensibilisation des populations urbaines à l'enjeu alimentaire) s'est traduite par :

- Des délibérations municipales puis métropolitaines approuvant les Compte-Rendu Annuels à la Collectivité (CRAC) de la ZAC des Hauts de Sainte-Marthe de 2012 à 2018, qui actent qu'une nouvelle stratégie d'aménagement doit être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts-de-Sainte-Marthe, dans l'objectif de mieux prendre en compte les qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricoles et hydrologiques) ;

- La non-prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de SOLEAM liée à la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts-de-Sainte-Marthe en 2018, en raison du changement de stratégie acté entre la Métropole, la Ville de Marseille et la SOLEAM ;

- Une évolution de la prise en compte de ce secteur dans les documents d'urbanisme : le Projet d'Aménagement de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable (« préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé »), en s'appuyant sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi, qui y identifiait un potentiel agricole de 40 ha représentant le quart du potentiel de Marseille. Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont Sainte-Marthe et Bessons-Giraudy. En ce sens, le PLUi positionne sur le secteur une zone AU fermée, assortie d'une trame verte et bleue. Enfin, le PLUi entérine la

suppression des emplacements réservés de la U4d (ex LINEA en partie).

Le projet d'un Parc agricole, porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a donc progressivement émergé comme outil de préservation et de valorisation des caractéristiques exceptionnelles du site, qu'elles soient naturelles, agricoles, patrimoniales ou paysagères.

Pensé comme un périmètre d'aménagement et de gestion d'ensemble de l'interface ville-campagne, le Parc agricole des piémonts de l'Etoile articulera sur près de 300 ha :

- un noyau productif agricole,
- des espaces naturels privés ou gérés sous la forme d'espaces verts publics,
- les poches d'habitat déjà existantes et des lisières habitées à concevoir.

Il reposera sur un équilibre entre les activités de production, les usages publics et les valeurs environnementales, en accueillant dans son périmètre des espaces à vocation variée : autour d'un noyau de production agricole, se retrouveront des espaces de préservation de la biodiversité (espaces boisés, prairies, haies, fonds de vallon), de jardinage (jardins partagés et/ou familiaux), loisir (cheminements de proximité, parcours culturels, accès au massif), éducation et sensibilisation (au sein d'exploitations agricoles), insertion sociale (via le travail agricole), articulés avec les habitations existantes et à venir et les nombreux établissements de soin à la personne déjà implantés sur le site.

L'agriculture en constitue le cœur, dans la mesure où elle permet une occupation de l'espace à la fois économiquement viable et alternative à l'urbanisation, et offre une transition structurante entre le Massif de l'Etoile et la zone urbaine.

Toutefois, le Parc va bien-delà d'une simple « zone d'activités agricoles » et s'appuie sur le concept de multifonctionnalité de l'agriculture. Les fonctions que le Parc est appelé à remplir sont donc multiples :

- Promouvoir le développement d'une agriculture économiquement viable et respectueuse du milieu naturel
- Protéger les paysages et valoriser le patrimoine culturel,
- Protéger et mieux gérer les ressources naturelles et la biodiversité,
- Permettre aux citoyens un accès aux espaces agricoles et naturels, supports de sensibilisation à l'alimentation, d'éducation à l'environnement et de découverte du patrimoine culturel,
- Favoriser le maintien de la vocation médico-sociale du site par le lien avec un environnement naturel immédiat.

Ainsi, le Parc est destiné à servir le Projet Urbain au sens large.

Le projet de Parc agricole est adossé au Massif de l'Etoile-Garlaban, qui fait l'objet à la fois d'un Plan de massif et d'une protection Natura 2000, tous deux gérés par la Métropole. Ce projet a émergé dans le cadre des réflexions sur la modification du

projet de Zone d'Aménagement Concerté des Hauts-de-Sainte-Marthe, dont le concédant est la Métropole et qui recoupe en partie le périmètre du Parc.

C'est dans ce contexte que la Métropole est amenée à piloter ce projet, qui représente une opportunité d'apporter une plus-value sur des projets complexes et de gérer de façon cohérente un secteur à forts enjeux.

Un comité de pilotage sera mis en place afin d'assurer l'orientation stratégique du projet. Seront membres du comité de pilotage le Vice-Président de la Métropole en charge de l'agriculture, assurant la présidence du comité ; le vice-président de la Métropole en charge de l'aménagement du territoire, ainsi que la Ville de Marseille, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, La Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, l'Etat, la SOLEAM, la SAFER PACA, la Chambre d'Agriculture, et différentes associations de développement agricole.

Un comité scientifique, validé par une décision du Bureau de la Métropole du 28 mai 2020, comprenant des chercheurs affiliés aux laboratoires universitaires TELEMMe et au Laboratoire Population Environnement Développement (LPED), accompagne le comité de pilotage et l'équipe technique dans la correcte orientation du projet.

Dans le cadre de cette gouvernance, l'intervention métropolitaine visera à assurer la mise en place d'un cadre d'intervention propice au développement de l'activité agricole privée, tout en organisant ses interactions avec son environnement immédiat, naturel comme humain. Outre des mesures concrètes de soutien aux activités développées, cette mise en place se traduira par un rôle de coordination et d'animation, avec l'objectif final d'aboutir à la création d'une structure de gestion pérenne.

Certaines interventions publiques structurantes pourront être conduites, qu'il s'agisse d'aménagements ou de projets agricoles ponctuels, dans une logique démonstrative, mais la maîtrise foncière publique ne sera pas recherchée de façon systématique, l'activité agricole étant avant tout pensée comme une activité économique privée. Les interventions publiques s'appuieront sur l'existence d'un important stock foncier public ou parapublic (environ 20 ha au total) qui avait été réservé pour des projets urbains et se retrouve disponible aujourd'hui : propriétés du Conseil Départemental 13, liées au projet de rocade U4D, et propriétés SOLEAM, futurs biens de retour vers la Métropole des terrains acquis pour la mise en œuvre de la ZAC des Hauts-de-Sainte-Marthe.

La mise en œuvre du projet de Parc agricole implique le lancement en 2020 d'une étude de programmation agricole, écologique et paysagère, qui détaillera et spatialisera dans le périmètre global du projet l'ensemble des fonctions et des usages du Parc, et définira les aménagements nécessaires et

leur coût associé, ainsi que les prescriptions urbaines et architecturales à mettre en œuvre dans l'ensemble du périmètre. Cette étude est inscrite au budget principal 2020 de la DGA AFPEN.

Elle implique également le déclenchement de deux procédures réglementaires par la Métropole :

- La réduction du périmètre de la ZAC des Hauts-de-Sainte-Marthe,
- La modification du PLUi du territoire Marseille Provence, avec transformation des zones urbaines ou à urbaniser en zones agricoles et naturelles.

Ces deux procédures seront complétées par la mise en place d'une Zone Agricole Protégée, procédure réglementaire portée par la Ville de Marseille.

Enfin, afin de donner à voir de façon immédiate ce que le Parc agricole pourra apporter aux habitants et à la Métropole dans son ensemble, la Métropole soutient l'installation d'exploitants agricoles par la SOLEAM dès 2020, sur des fonciers destinés à être rétrocédés à la Métropole en tant que biens de retour de la ZAC des Hauts-de-Sainte-Marthe. Cette action fait également partie de l'une des 30 actions phares du plan d'action métropolitain en faveur de l'agriculture urbaine.

Par ailleurs, suite aux résultats de l'étude de programmation, une autorisation de programme spécifique à ce projet sera créée afin d'assurer la lisibilité de son coût pluriannuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations des 17 juin 2013, 10 octobre 2014, 29 juin 2015, 15 décembre 2016, 21 septembre 2017, 28 mars 2019 et 20 juin 2019, approuvant les CRAC de la ZAC des Hauts-de-Sainte-Marthe ;
- La délibération n° 021-359/16/CT du 14 décembre 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence prenant acte du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le PLUi du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la

Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;

- La délibération n° ENV 001-7974/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la stratégie du Projet Alimentaire Territorial réalisé conjointement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles et le dépôt de la demande de labellisation du Projet.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le territoire de Sainte-Marthe et Bessons-Giraudy est caractérisé par des qualités patrimoniales, paysagères, agricoles et naturelles exceptionnelles, qu'il est primordial de préserver plutôt que d'y renoncer au seul bénéfice d'une production quantitative de logements,
- Que la Métropole porte un projet ambitieux de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, qui a vocation à préserver et remettre en culture des espaces agricoles à fort potentiel, à protéger les valeurs naturelles, paysagères et culturelles de ce terroir bastidaire exceptionnel, tout en promouvant le lien avec la ville et en développant l'usage social du territoire, par les urbains dans et hors quartier.
- Que ce projet, de par sa taille, son caractère innovant et la réponse qu'il apporte aux attentes sociétales actuelles, est détenteur d'un potentiel d'inversion du regard sur le territoire métropolitain et de forte attractivité.
- Qu'il est fortement ancré dans un ensemble de politiques métropolitaines majeures, dont le Projet Alimentaire territorial et le Plan d'action métropolitain en faveur de l'agriculture urbaine.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les principes et objectifs du Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, la gouvernance du projet et le rôle de la Métropole au sein de ce projet, ainsi que ses premières implications opérationnelles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à engager toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, y compris la mise en œuvre des procédures d'urbanisme visant à garantir la préservation à long

terme de la vocation agricole et naturelle des terres situées sur le site du projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Attractivité,
tourisme, international,
culture, sports, grands
événements"**

ATCS 001-8727/20/CM

■ **Approbation du principe d'une délégation de service public pour le Centre de congrès à Aubagne**
MET 20/16090/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente sur le développement économique.

Par délibération n°12-0111 en date du 21/01/2011, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié la gestion du centre des congrès Agora à Aubagne, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans, à la société d'économie mixte Agora. Ce contrat a été notifié le 31/12/2011 et s'achèvera le 31 décembre 2021.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, souhaite relancer une procédure de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 5 ans, pour la gestion du Centre de congrès Agora. Ce nouveau contrat permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de centre de congrès, tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée mieux adaptée à une activité commerciale. L'autorité délégante maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation le principe d'une exploitation dans le cadre d'une délégation de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la délégation de service public sous la forme d'une délégation de service public, solution qui paraît la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir-faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant ;
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au délégataire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimal du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de l'autorité délégante.

Compte tenu des prestations confiées au délégataire et des investissements qui seront mis à sa charge, il est préconisé de déléguer ce service sous la forme d'un affermage d'une durée 5 ans,

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et par les dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux concessions.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de la Commande Publique ;

- La délibération n°12-0111 du 21/01/2011 portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour la gestion du centre de congrès Agora ;
- Vu l'avenant n°17/0143 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du centre de congrès Agora ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation régie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que par les dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux concessions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente concernant le développement économique
- Que le contrat de délégation de service public pour la gestion du centre de congrès Agora arrivera à échéance le 31/12/2021 ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la délégation de service public sous la forme d'un affermage apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion du centre de congrès AGORA situé à Aubagne dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage, pour une durée de 5 ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation de service public et des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé